# LENINE

## œuvres

tome
13

juin
1907
avril
1908

# LÉNINE

contre le boycottage • le congrès socialiste international de stuttgart • la question agraire et les "critiques de *marx*" • programme agraire de la social-démocratie dans la première révolution russe de1905-1907 •

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

# LÉNINE

## ŒUVRES

## 13

L'ÉDITION RUSSE EST PUBLIÉE
PAR DÉCISION DU IXe CONGRÈS DU P.C.(b)R.
ET DU IIe CONGRÈS DES SOVIETS DE L'U.R.S.S.

ИИСТИТУТ МАРКСИЗМА-ЛЕНИНИЗМА ПРИ ЦК КПСС

# В. И. ЛЕНИН

## СОЧИНЕНИЯ

*Издание четвертое*

ГОСУДАРСТВЕННОЕ ИЗДАТЕЛЬСТВО
ПОЛИТИЧЕСКОЙ ЛИТЕРАТУРЫ
МОСКВА

# V. LÉNINE

## ŒUVRES

TOME
13
*Juin 1907 – avril 1908*

EDITIONS SOCIALES * PARIS
EDITIONS DU PROGRÈS * MOSCOU
1967

## PRÉFACE

Le tome 13 contient les Œuvres de V. Lénine écrites de juin 1907 à avril 1908.

Les articles « Contre le boycottage », « Notes d'un publiciste », « Révolution et contre-révolution », « La IIIe Douma », « Notes politiques », « La nouvelle politique agraire », sont consacrés à l'analyse et à l'appréciation de la conjoncture politique en Russie après la défaite de la première révolution et à la fixation de tâches des organisations du Parti en période de réaction. Dans ces articles, ainsi que dans ses discours aux conférences de Pétersbourg et de Russie du P.O.S.D.R. publiés dans le présent tome, Lénine formule également la tactique des bolcheviks à la Douma pour cette nouvelle étape.

Ce volume comprend des travaux d'une extrême importance sur la question agraire : « La question agraire et les « critiques de Marx » (chapitres X-XII) et « Programme agraire de la social-démocratie dans la première révolution russe de 1905-1907 ».

Ce volume inclut la « Préface » à la première édition en 3 volumes des œuvres de V. Lénine : *En douze ans* qui ne put être publiée en entier en raison des persécutions de la censure. Cette préface constitue un bref tour d'horizon de l'histoire de la lutte que mena Lénine pour le marxisme révolutionnaire contre le libéralisme et l'opportunisme.

Dans ce volume figure l'article « La neutralité des syndicats » où Lénine critique l'opportunisme de Plékhanov et des mencheviks qui tentaient d'orienter le mouvement ouvrier de Russie sur la voie du trade-unionisme.

Les deux articles groupés sous le même titre de « Le Congrès socialiste international de Stuttgart » reflètent la lutte de Lénine et des bolcheviks contre l'opportunisme dans le mouvement ouvrier international. Ces articles dénoncent les écarts des social-démocrates allemands par rapport aux positions du marxisme révolutionnaire.

Les textes suivants figurent pour la première fois dans les œuvres de V. Lénine : projet de résolution de la troisième conférence du P.O.S.D.R. (« Seconde conférence de Russie ») sur la participation aux élections à la IIIe Douma d'Etat, « Ebauche du projet de résolution sur le Congrès des syndicats de Russie », la note « A propos d'un article de Plékhanov », la « Déclaration de la rédaction du *Prolétari* ».

Dans la « Préface à la brochure de Voïnov (A. Lounatcharski) sur l'attitude du Parti à l'égard des syndicats » qui figure également pour la première fois dans les Œuvres Lénine attaque le mot d'ordre de « neutralité des syndicats », soulignant la nécessité de rapprocher les syndicats du Parti afin de développer la conscience socialiste du prolétariat et de l'éduquer dans l'esprit de la social-démocratie révolutionnaire.

# CONTRE LE BOYCOTTAGE

## (D'APRÈS LES NOTES D'UN PUBLICISTE SOCIAL-DÉMOCRATE)[1]

*Ecrit le 26 juin (9 juillet) 1907.*
*Paru en juillet 1907 à Saint-Pétersbourg dans la brochure « Du boycottage de la troisième Douma ».*
*Signé: N. Lénine*

*Conforme au texte de la brochure*

Le congrès des enseignants[2], qui s'est tenu il y a peu de temps, et où la majorité était sous l'influence des socialistes-révolutionnaires[3], a adopté, avec la participation directe d'un représentant éminent du parti socialiste-révolutionnaire, une résolution sur le boycottage de la IIIe Douma. Les enseignants social-démocrates ainsi que le représentant du P.O.S.D.R. se sont abstenus, considérant la question comme étant du ressort d'un congrès ou d'une conférence du parti, et non pas d'une union professionnelle sans-parti.

Le boycottage de la IIIe Douma se place donc sur le devant de la scène, comme la question à l'ordre du jour de la tactique révolutionnaire. Le parti socialiste-révolutionnaire, à en juger par l'intervention de son représentant au congrès précité, a déjà réglé cette question, bien que nous n'ayons encore ni résolutions officielles de ce parti ni textes issus des milieux socialistes-révolutionnaires. La question est posée et on l'examine chez les social-démocrates.

Quels sont les arguments des socialistes-révolutionnaires pour défendre leur décision ? La résolution du congrès des enseignants parle en fait de la complète incapacité de la IIIe Douma, du caractère réactionnaire et contre-révolutionnaire du gouvernement qui a accompli le coup d'Etat du 3 juin[4], de la nouvelle loi électorale en faveur des propriétaires fonciers, etc., etc.*

* Voici le texte de cette résolution : « Considérant : 1) que la loi électorale, sur la base de laquelle la IIIe Douma d'Etat est convoquée, enlève aux masses travailleuses les droits électoraux déjà

L'argumentation est construite comme si la nécessité et la légalité d'un moyen de lutte ou d'un mot d'ordre tel que le boycottage résultaient d'elles-mêmes du caractère ultra-réactionnaire de la IIIe Douma. Pour un social-démocrate, il est évident que ce raisonnement ne tient pas, car il y manque totalement l'examen des conditions historiques permettant l'application du boycottage. Un social-démocrate à l'optique marxiste ne déduit pas la nécessité d'un boycottage de l'intensité du caractère réactionnaire de l'une ou l'autre institution, mais de l'existence de conditions de lutte particulières en présence desquelles, comme l'a montré récemment la révolution russe, est applicable le moyen original qu'on appelle boycottage. De celui qui raisonne sur le boycottage sans tenir compte de l'expérience vieille de deux ans de notre révolution, sans bien y réfléchir, il convient de dire qu'il a beaucoup oublié et rien appris. Et c'est par un essai d'analyse de cette expérience que nous allons commencer notre examen du problème du boycottage.

## I

La plus grande expérience de notre révolution en matière de boycottage a certainement été le boycottage de la Douma de Boulyguine[5]. Il a été du reste couronné du succès le plus complet et le plus immédiat. C'est pourquoi notre première tâche doit être l'étude des circonstances historiques du boycottage de la Douma de Boulyguine.

---

modestes qu'elles avaient jusque-là et dont l'acquisition leur a coûté si cher ; 2) que cette loi représente en soi une falsification évidente et grossière de la volonté populaire en faveur des couches de la population les plus réactionnaires et privilégiées ; 3) que la Douma, à sa troisième convocation, va être le fruit d'un coup d'Etat réactionnaire par son mode d'élection et sa composition ; 4) que le gouvernement va se servir de la participation des masses populaires aux élections de la Douma pour donner à cette participation la signification d'une sanction populaire du coup d'Etat,

le IVe congrès des délégués de l'Union des enseignants et des éducateurs de Russie décide :

1) de renoncer à toute relation avec la IIIe Douma et ses organismes ; 2) de ne participer ni directement ni indirectement aux élections en tant qu'organisation ; 3) de répandre, en sa qualité d'organisation, le point de vue sur la IIIe Douma d'Etat et ses élections tel qu'il est exprimé dans la présente résolution. »

A l'examen de cette question deux circonstances se placent d'emblée au premier plan. En premier lieu, le boycottage de la Douma de Boulyguine fut une lutte contre l'aiguillage (soit-elle temporaire) de notre révolution sur la voie d'une constitution monarchique. En second lieu, ce boycottage s'est produit dans le climat d'un élan révolutionnaire très ample, général, puissant et rapide.

Attardons-nous sur la première circonstance. Le boycottage n'est pas une lutte dans le cadre d'une institution donnée mais contre l'apparition ou, plus largement, la réalisation de ladite institution. C'est pourquoi celui qui, comme Plékhanov et bien d'autres mencheviks, a lutté contre le boycottage par des considérations générales sur la nécessité pour un marxiste d'utiliser les institutions représentatives, n'a fait montre en cela que d'un doctrinarisme ridicule. A raisonner ainsi, on n'a fait qu'éluder une question de nature litigieuse en ressassant des vérités indiscutables. Il est indiscutable qu'un marxiste se doit d'utiliser les institutions représentatives. Doit-on conclure de là à l'impossibilité pour un marxiste, en des circonstances déterminées, de vouloir favoriser la lutte contre l'introduction d'une institution et non pas à partir de celle-ci ? Non, car ce raisonnement général ne se rapporte qu'aux cas où il n'y a pas de place pour la lutte contre la naissance d'une telle institution. Là est le litige en ce qui concerne le boycottage : y a-t-il place pour la lutte contre la naissance même de telles institutions ? Plékhanov et Cie, par *leurs* arguments contre le boycottage, ont montré qu'ils ne comprenaient comment devait se poser le problème.

Continuons. Si le boycottage n'est pas une lutte dans le cadre d'une institution donnée mais contre son introduction, le boycottage de la Douma de Boulyguine fut en outre une lutte contre la mise en application de tout un système d'institutions de type monarcho-constitutionnel. L'année 1905 a montré avec évidence que la possibilité d'une lutte directe des masses par des grèves générales (la vague de grèves après le 9 janvier [6]) et des mutineries (le « Potemkine [7] »), existe. La lutte révolutionnaire directe des masses est par conséquent un fait qui a existé. D'un autre côté, la loi du 6 août qui tentait d'orienter le mouvement révolutionnaire (dans le sens le plus immédiat et étroit du terme)

dans la voie d'une constitution monarchique, est également un fait. Objectivement, la lutte entre l'une et l'autre voie était inévitable : celle de la lutte révolutionnaire directe des masses et celle de la constitution monarchique. Il fallait opérer *le choix de la voie* que la révolution allait emprunter dans son développement ; or, ce choix allait dépendre non pas de la volonté de tels ou tels groupements, mais de la force des classes révolutionnaires et contre-révolutionnaires. Cette force, on ne pouvait la mesurer et l'éprouver que dans la lutte. Le mot d'ordre de boycottage de la Douma de Boulyguine fut justement un mot d'ordre de lutte pour la *voie* révolutionnaire directe et contre la voie monarcho-constitutionnelle. Sur la dernière voie la lutte était évidemment possible, et non seulement possible mais inévitable. Avec une constitution monarchique, il est plausible d'envisager la continuation de la révolution et la préparation d'un nouvel élan révolutionnaire ; avec une constitution monarchique, la lutte de la social-démocratie révolutionnaire est non seulement possible mais obligatoire ; telle vérité première qu'Axelrod et Plékhanov se sont employés à prouver avec tant de zèle et si mal à propos en 1905, reste vraie. Mais tel n'était pas le problème que posait alors l'histoire : Axelrod ou Plékhanov ont raisonné « en dehors du sujet », ou, en d'autres termes, ils ont remplacé le problème historique que les forces en lutte avaient à résoudre par un problème tiré de la dernière édition d'un manuel social-démocrate allemand. *La lutte pour le choix de la voie à suivre* dans l'avenir immédiat était historiquement inévitable. Est-ce que ce sera l'ancien pouvoir qui convoquera la première institution représentative en Russie et de ce fait mettra la révolution sur la voie monarcho-constitutionnelle pour un certain temps (peut-être très court ou, qui sait, relativement long), ou bien est-ce le peuple qui balaiera ou, au pis aller, ébranlera l'ancien pouvoir par un assaut direct, lui ôtera la possibilité d'engager la révolution sur une voie monarcho-constitutionnelle et assurera (toujours pour un temps plus ou moins long) la voie de la lutte révolutionnaire directe des masses ? Voilà la question qu'Axelrod et Plékhanov n'ont pas vue en leur temps et qui s'est posée à l'automne 1905 aux masses révolutionnaires de Russie. La propagande faite par la social-démocratie pour un boycot-

tage actif était une manière de poser le problème, une manière consciente de le poser pour le parti du prolétariat, c'était le mot d'ordre de la lutte *pour le choix de la voie à suivre dans la lutte.*

Les propagandistes du boycottage actif, les bolcheviks, ont compris de façon correcte la question posée objectivement par l'histoire. La lutte d'octobre-décembre 1905 [8] fut effectivement une lutte pour le choix de la voie à suivre dans la lutte. Le succès y fut versatile : le peuple révolutionnaire a eu d'abord le dessus, il a arraché à l'ancien pouvoir la possibilité de mettre sans délai la révolution sur les rails de la monarchie constitutionnelle et créé en remplacement des institutions représentatives de type libéral policier, des *institutions représentatives* de type purement révolutionnaire, les Soviets des députés ouvriers, etc. Cette période fut celle du maximum de liberté, du maximum d'initiative des masses, de l'envergure et de la vigueur maximales du mouvement ouvrier sur un terrain débarrassé par l'assaut du peuple, des institutions monarcho-constitutionnelles, des lois et des combines, durant l'« interrègne », quand l'ancien pouvoir était *déjà* impuissant et que le nouveau pouvoir révolutionnaire du peuple (Soviets des députés ouvriers, paysans et soldats, etc.) n'était *pas encore* assez fort pour remplacer pleinement l'ancien pouvoir. La lutte de décembre a résolu la question dans un autre sens : l'ancien pouvoir a gagné, en refoulant la poussée du peuple, en maintenant sa position. Mais, il va de soi, il n'y avait pas lieu alors de considérer cette victoire comme définitive. L'insurrection de décembre 1905 a eu son prolongement dans toute une série de grèves, d'insurrections isolées et partielles pendant l'été 1906. Le mot d'ordre de boycottage de la Douma de Witte [9] fut celui de la lutte pour centraliser et généraliser ces insurrections.

Ainsi la première conclusion à tirer de l'examen de l'expérience de la révolution russe dans le boycottage de la Douma de Boulyguine est que le dessous véritable du boycottage était la lutte, mise à l'ordre du jour par l'histoire, pour la voie de développement à suivre dans l'immédiat, la lutte pour savoir si ce serait l'ancien pouvoir ou le nouveau pouvoir du peuple, créé par lui, qui convoquerait la première assemblée représentative en Russie, pour savoir si

l'on suivrait une voie révolutionnaire directe ou bien celle (pour un certain temps) de la monarchie constitutionnelle.

Il y a, liée à ceci, une question qui émerge souvent dans les publications et constamment dans les débats sur le sujet qui nous occupe, c'est la question de la simplicité, de la clarté et de la « rectitude » du mot d'ordre de boycottage ainsi que celle d'une évolution unilinéaire ou en zigzags. Le renversement ou, au pis aller, l'affaiblissement et la réduction à l'impuissance de l'ancien pouvoir, la création immédiate de nouveaux organes du pouvoir, c'est certainement la voie la plus *droite*, la plus avantageuse pour le peuple, mais qui demande la force la plus grande. Avec une supériorité de force écrasante, on peut vaincre par une attaque directe menée de front. Avec des forces insuffisantes, il peut être nécessaire d'emprunter les chemins détournés, d'avoir des temporisations, des zigzags, des reculs, etc., etc. La voie de la monarchie constitutionnelle, bien sûr, n'exclut absolument pas la révolution, dont elle prépare et développe *aussi* les éléments de façon indirecte, mais c'est là une voie plus longue et plus tortueuse.

Dans toute la littérature menchevique, en particulier celle de l'année 1905 (jusqu'en octobre), on trouve à tout bout de champ l'accusation de « conduite unilinéaire » faite contre les bolcheviks, des sermons à leur adresse au sujet de la nécessité de compter avec la voie zigzagante empruntée par l'histoire. Ce trait de la littérature menchevique est un exemple de la ratiocination faite pour conclure que les chevaux mangent de l'avoine et que la Volga se jette dans la mer Caspienne, où les rabâchages de ce qui ne prête pas à discussion masquent ce qui est discutable. Que l'histoire avance ordinairement par zigzags, et qu'un marxiste doit savoir tenir compte des détours de l'histoire les plus enchevêtrés et les plus fantasques, c'est indiscutable. Mais cette rumination indiscutable ne concerne absolument pas la question de savoir ce que doit faire le marxiste lorsque cette même histoire demande aux forces en lutte de résoudre le problème du choix de la voie directe ou de la voie en zigzags. Lorsque cela arrive, se tenir quitte par des raisonnements sur la tortuosité habituelle de l'histoire, est exactement se transformer en « homme sous cloche de verre [10] » et se plonger dans la médita-

tion de cette vérité que les chevaux mangent de l'avoine. Et les périodes révolutionnaires sont par excellence celles où justement c'est l'affrontement des forces sociales en lutte dans des intervalles de temps relativement courts qui résout le problème du choix par le pays, pour un temps relativement très long, de la voie directe ou en zigzags. La nécessité de tenir compte de cette dernière voie ne décharge nullement le marxiste de la tâche de savoir expliquer aux masses, aux moments décisifs de l'histoire, qu'il faut accorder la préférence à la voie directe, de savoir aider les masses dans leur lutte pour choisir la voie directe, de savoir donner les mots d'ordre d'une telle lutte et ainsi de suite. Et seuls les philistins incurables et les pédants complètement obtus pourraient, *à l'issue* de combats historiques décisifs, qui avaient nécessité une voie détournée, ricaner de ceux qui jusqu'au bout avaient lutté pour la voie directe. Cela ressemblerait aux ricanements des historiens-gendarmes allemands dans le genre de Treitschke devant les mots d'ordre et l'intransigeance révolutionnaires de Marx en 1848.

L'attitude du marxisme en ce qui concerne la voie tortueuse de l'histoire est semblable, au fond, à son attitude vis-à-vis des compromis. Chaque zigzag de l'histoire est un compromis, un compromis entre l'ancien, qui n'est plus assez fort pour nier complètement le nouveau, et le nouveau pas encore assez fort pour renverser l'ancien. Le marxisme ne renonce pas d'avance aux compromis ; le marxisme considère leur usage indispensable ; mais ceci n'exclut nullement que le marxisme, en qualité de force vive et agissante de l'histoire, lutte vigoureusement contre les compromis. Celui qui n'est pas capable d'assimiler cette prétendue contradiction, ne connaît pas l'a b c du marxisme.

Engels a exprimé une fois, d'une manière extrêmement claire et concise, l'attitude du marxisme devant les compromis, notamment dans l'article sur le manifeste des blanquistes de la Commune en fuite (1874)* où ils écrivaient qu'ils

* Cet article est paru dans le recueil allemand *Internationales aus dem « Volksstaat »* (« Sur les thèmes internationaux de l'« Etat du Peuple ». — *N.R.*). Trad. russe : Articles du « Volksstaat », éd. « Znania ».

ne toléraient aucun compromis. Engels s'amusa de ce manifeste. Il ne s'agit pas, dit-il, de renoncer à faire usage des compromis *auxquels nous condamnent les circonstances* (ou auxquels les circonstances nous obligent: je m'excuse auprès du lecteur de devoir citer de mémoire, n'ayant pas la possibilité de consulter le texte). Il s'agit de prendre clairement conscience des véritables buts révolutionnaires du prolétariat et de savoir les poursuivre à travers toutes les circonstances, tous les zigzags et compromis[11].

Ce n'est que de ce point de vue qu'on peut juger de la simplicité, de la rigueur et de la clarté du boycottage en tant que mot d'ordre faisant appel aux masses. Toutes les qualités de ce mot d'ordre que l'on a indiquées ne sont pas bonnes en elles-mêmes, mais seulement dans la mesure où, dans la situation objective à laquelle ce mot d'ordre s'applique, on trouve les conditions d'une lutte pour le choix d'une voie d'évolution directe ou détournée. A l'époque de la Douma de Boulyguine, ce mot d'ordre était le mot d'ordre correct du parti ouvrier, et le seul révolutionnaire, non parce qu'il était le plus simple, le plus droit et le plus clair, mais parce que les circonstances historiques ont alors posé devant le parti ouvrier le problème de sa participation à la lutte pour la voie révolutionnaire simple et directe contre la voie tortueuse de la constitution monarchique.

On se demandera en vertu de quels critères on a décidé qu'on était alors en présence de circonstances historiques particulières ? Quel est le principal indice de cette particularité de l'état de choses objectif qui a fait d'un mot d'ordre simple, droit et clair non une phrase, mais le seul mot d'ordre convenant à une lutte véritable ? C'est ce problème que nous allons maintenant aborder.

## II

Lorsqu'on jette un coup d'œil rétrospectif sur la lutte qui est déjà achevée (du moins dans sa forme directe et immédiate), rien n'est plus aisé, certes, que de faire le compte de tous les indices et symptômes si différents et contradictoires de l'époque. L'issue de la lutte résout tout d'un seul coup et lève très simplement tous les doutes. Mais ce qu'il nous faut déterminer maintenant, ce sont

les indices du phénomène qui auraient pu nous aider à démêler la situation *avant* la lutte, puisque nous voulons appliquer à la IIIe Douma les leçons de l'expérience historique. Nous avons déjà montré plus haut que la condition du succès du boycottage en 1905 avait été un élan révolutionnaire très ample, général, puissant et rapide. Il faut examiner maintenant, en premier lieu, quel rapport il y a entre l'élan révolutionnaire particulièrement puissant et le boycottage et, en second lieu, quels sont les traits caractéristiques et les signes distinctifs d'un élan particulièrement puissant.

Le boycottage, comme nous l'avons déjà dit, n'est pas une lutte menée à partir d'une institution donnée, mais une lutte contre la naissance de cette institution. Toute institution ne peut être engendrée que par le régime existant, c'est-à-dire le régime du passé. Le boycottage est donc un moyen de lutte dirigé directement vers le renversement de l'ancien régime ou, dans le pire des cas, c'est-à-dire si l'assaut livré est insuffisant pour le renverser, vers un tel affaiblissement du régime qu'il ne puisse garantir la création de cette institution, qu'il ne puisse lui permettre de voir le jour*. Le boycottage réclame par conséquent pour son succès une lutte directe contre l'ancien régime, des soulèvements contre lui et un refus d'obéissance massif dans bien des cas (un tel refus d'obéissance massif est l'une des conditions préparant l'insurrection). Le boycottage est le refus de reconnaître l'ancien régime, non pas certes un refus en paroles, mais un refus en actes, c'est-à-dire un refus qui n'apparaît pas seulement dans les appels ou les mots d'ordre des organisations, mais dans un certain mouvement des *masses populaires* qui enfreignent systématiquement les lois de l'ancien pouvoir et créent de nouvelles

* Il s'agit partout dans le texte du boycottage actif, c'est-à-dire qu'il ne s'agit pas d'une simple abstention de participation aux entreprises de l'ancien régime, mais d'un assaut contre ce régime. Il faut rappeler aux lecteurs qui ne connaissent pas les publications social-démocrates de l'époque du boycottage de la Douma de Boulyguine, que les social-démocrates avaient alors parlé franchement de boycottage *actif*, s'opposant délibérément au boycottage passif, et mettant même délibérément en rapport le boycottage actif et l'insurrection armée.

institutions non légales mais ayant une existence réelle, etc., etc. Le rapport du boycottage avec un large élan révolutionnaire est donc évident : le boycottage est le moyen de lutte le plus décisif qui s'attaque non pas à des formes d'une institution donnée, mais à son existence même. Le boycottage est une déclaration de guerre directe à l'ancien régime, une attaque directe contre lui. En dehors d'un ample élan révolutionnaire, en dehors d'une effervescence massive qui déborde partout pour ainsi dire l'ancienne légalité, il ne peut être question d'aucun succès du boycottage.

En passant au problème du caractère et des signes de l'élan révolutionnaire de l'automne 1905, nous verrons facilement qu'il y eut alors une *offensive* massive et sans relâchement de la révolution, qui harcela, pressa systématiquement l'adversaire. Les répressions au lieu d'affaiblir le mouvement l'amplifièrent tout au contraire. Le 9 janvier souleva une gigantesque vague de grèves, il y eut des barricades à Lodz, la mutinerie du « Potemkine ». Dans la presse, les syndicats, l'enseignement, partout, les cadres légaux institués par l'ancien régime furent violés systématiquement, et pas du tout par les seuls « révolutionnaires », mais aussi par tout un chacun, car l'ancien régime était véritablement affaibli et ses mains décrépites lâchaient réellement les rênes. Le fait que les mots d'ordre des révolutionnaires non seulement ne sont pas restés sans écho, mais ont été *en retard* sur la vie, est un indice particulièrement frappant et sûr (du point de vue des organisations révolutionnaires) de la puissance de l'élan révolutionnaire. Le 9 janvier, puis les grèves massives et le « Potemkine », ces événements ont devancé les appels directs des révolutionnaires. *Il n'y eut pas en 1905 d'appel* de leur part que les masses eussent accueilli passivement, par le silence et le refus d'engager la lutte. Dans une telle situation le boycottage venait nécessairement au milieu d'une atmosphère chargée en électricité. Ce mot d'ordre n'« inventait » rien alors, il ne faisait que formuler de façon précise et correcte l'élan révolutionnaire qui allait toujours plus avant vers l'assaut direct. Par contre, ce sont nos mencheviks qui se sont trouvés dans la situation d'« inventeurs », gardant leurs distances vis-à-vis de l'élan révolutionnaire, ils se laissaient entraîner par une promesse creuse du tsar, dans le genre du manifeste ou

de la loi du 6 août, et prenaient au sérieux le tournant *promis* vers une voie monarcho-constitutionnelle. Les mencheviks (et Parvus) élaboraient alors leur tactique non sur la base d'un élan révolutionnaire très ample, puissant et rapide, mais sur la base d'une promesse faite par le tsar d'un tournant monarcho-constitutionnel ! Il n'est pas étonnant qu'une telle tactique se soit révélée d'un opportunisme ridicule et piteux. Il n'est pas étonnant que dans tous les raisonnements mencheviques sur le boycottage on évite maintenant avec soin l'analyse du boycottage de la Douma de Boulyguine, c'est-à-dire de la plus importante expérience de boycottage de la révolution. Mais c'est peu que de reconnaître cette erreur, probablement la plus grosse de la tactique menchevique dans la révolution. Il faut encore comprendre clairement que la source de cette erreur a été l'incompréhension de la situation *objective*, qui faisait de l'élan révolutionnaire une réalité et du tournant monarcho-constitutionnel une vaine promesse policière. Ce n'est pas parce qu'ils ont abordé le problème sans état d'esprit révolutionnaire subjectif que les mencheviks ont eu tort, mais parce que ces piètres révolutionnaires ont été en retard dans leurs idées sur la situation révolutionnaire objective. Il est facile de confondre l'une et l'autre cause de l'erreur des mencheviks, mais c'est inadmissible pour un marxiste.

## III

Le rapport du boycottage avec les conditions historiques particulières de la période de la révolution russe en question doit être examiné encore sous un autre aspect. Quel fut le contenu politique de la campagne social-démocrate pour le boycottage à l'automne 1905 et au printemps 1906 ? Le contenu de cette campagne ne consistait pas, naturellement, à répéter le mot boycottage ou à appeler à ne pas participer aux élections. Ce contenu n'est pas épuisé non plus par les appels à un assaut direct ignorant les voies détournées et en zigzags proposées par l'autocratie tsariste. Il y avait en outre, plutôt bien au centre de toute l'agitation pour le boycottage qu'à côté, *la lutte contre les illusions constitutionnelles*. Cette lutte fut en vérité la force vive du boycottage. Rappelez-vous les discours des parti-

sans du boycottage et tout leur travail d'agitation, jetez un regard sur leurs principales résolutions, et vous en serez convaincus.

Il n'a jamais été donné aux mencheviks de comprendre cet aspect du boycottage. Il leur a toujours semblé que la lutte contre les illusions constitutionnelles à l'époque du constitutionnalisme naissant était un non-sens, une absurdité, de l'« anarchisme ». Et dans les discours du congrès de Stockholm [12], en particulier, on s'en souvient dans les discours de Plékhanov, ce point de vue des mencheviks est exprimé nettement, sans parler de leurs publications.

A première vue, la position des mencheviks dans cette question pourrait paraître aussi péremptoire que la position de quelqu'un qui, avec suffisance, enseignerait à ses proches que les chevaux mangent de l'avoine. A l'époque du constitutionnalisme naissant prôner la lutte contre les illusions constitutionnelles ! Est-ce que ce n'est pas de l'anarchisme ? Est-ce que ce n'est pas pur fantasme ?

La banalisation du problème, produite par un appel spécieux au simple bon sens dans les raisonnements de ce genre, vient du fait qu'on passe sous silence une période particulière de la révolution russe, *qu'on oublie le boycottage de la Douma de Boulyguine*, qu'on substitue aux étapes franchies par notre révolution une définition générale de notre révolution dans son ensemble, passée et à venir, comme une révolution qui engendre le constitutionnalisme. Voilà un échantillon de non-observation de la méthode du matérialisme dialectique par des gens qui, comme Plékhanov, ont parlé de cette méthode avec le plus d'emphase.

Oui, notre révolution bourgeoise, dans son ensemble, comme toute révolution bourgeoise, est en fin de compte un processus de création d'un régime constitutionnel, et rien de plus. Cela est vrai. C'est une vérité utile pour démasquer les allures quasi socialistes de l'un ou l'autre des programmes, théories, tactiques, etc., des démocrates bourgeois. Mais saurez-vous tirer quoi que ce soit d'utile de cette vérité pour savoir vers *quel* constitutionnalisme le parti ouvrier doit conduire le pays à l'époque de la révolution bourgeoise ? pour savoir *comment exactement* le parti ouvrier doit lutter pour un constitutionnalisme déterminé (et notamment républicain) dans telles ou telles périodes de

la révolution ? Non. La vérité chérie d'Axelrod et de Plékhanov est d'aussi piètre utilité pour vous éclairer sur ces problèmes que la conviction que les chevaux mangent de l'avoine l'est pour faciliter le choix d'un cheval convenable et apprendre à le monter.

La lutte contre les illusions constitutionnelles, disaient les bolcheviks en 1905 et au début de 1906, doit devenir le mot d'ordre du moment, car c'est justement la période où la situation objective donne à résoudre aux forces sociales en lutte la question de savoir si ce sont la voie directe de la lutte révolutionnaire immédiate et les institutions représentatives, créées immédiatement par la révolution sur la base de la démocratie la plus complète, qui triompheront dans un proche avenir, ou si c'est la voie détournée et tortueuse de la constitution monarchique et des institutions policières « constitutionnelles » (entre guillemets !) du type de la « Douma ».

La situation objective a-t-elle réellement soulevé cette question, ou bien celle-ci a-t-elle été « imaginée » par des bolcheviks en mal de théorie ? L'histoire de la révolution russe a déjà répondu.

La lutte d'octobre 1905 était déjà une lutte contre une orientation de la révolution sur la voie monarcho-constitutionnelle. La période d'octobre à décembre a été la période où fut réalisé le constitutionnalisme prolétarien, véritablement démocratique, large, hardi et libre, expression réelle de la volonté populaire, à la différence du pseudo-constitutionnalisme de la constitution de Doubassov et de Stolypine [13]. La lutte révolutionnaire au nom d'un véritable constitutionnalisme démocratique (c'est-à-dire existant sur un terrain totalement débarrassé de l'ancien régime et de toutes les vilenies qui s'y rattachent) exigeait un combat des plus résolus contre l'appâtement du peuple par la constitution policière monarchique. C'est cette chose si simple que n'ont absolument pas su comprendre les social-démocrates opposés au boycottage.

Deux périodes nous apparaissent maintenant avec une clarté absolue dans l'évolution de la révolution russe. La période de montée révolutionnaire (1905) et celle de déclin (1906-1907). La période de l'épanouissement maximal de l'initiative populaire, des organisations larges et libres de

toutes les classes de la population, de la liberté maximale de la presse, du refus maximal par le peuple de reconnaître l'ancien régime, ses institutions et ses ordres, et tout ceci en l'absence de tout constitutionnalisme reconnu bureaucratiquement et codifié formellement dans des statuts ou des règlements. Puis l'évolution la plus réduite et le déclin incessant de l'initiative et de l'organisation du peuple, de la presse libre, etc., avec, composée par Doubassov et Stolypine, reconnue par Doubassov et Stolypine, protégée par Doubassov et Stolypine, la — Dieu me pardonne — « constitution ».

*Maintenant* que l'on voit si bien, si simplement et clairement ce qu'il y a *derrière* nous, il ne se trouvera peut-être pas un seul pédant pour prendre le parti de nier la légitimité et la nécessité de la lutte révolutionnaire du prolétariat contre l'orientation des événements sur une voie monarcho-constitutionnelle, la légitimité et la nécessité de la lutte contre les illusions constitutionnelles.

Il ne se trouve en vérité à l'heure actuelle pas un seul historien sensé qui ne diviserait la marche de la révolution russe de 1905 à l'automne 1907 en ces deux périodes : une période d'élan « anticonstitutionnel » (si l'on me permet cette expression) et une période de déclin « constitutionnel »; une période de conquête et de réalisation par le peuple d'une liberté sans constitutionnalisme policier (monarchique) et une période d'oppression et d'étouffement de la liberté populaire au moyen de la « constitution » monarchique.

Maintenant, la période des illusions constitutionnelles, la période de la Ire et de la IIe Douma, accuse à nos yeux des traits parfaitement nets, et il n'est plus difficile de comprendre la signification de la lutte *d'alors* des révolutionnaires social-démocrates contre les illusions constitutionnelles. Mais *alors*, en 1905, et au début de 1906, ni les libéraux dans le camp de la bourgeoisie, ni les mencheviks dans le camp du prolétariat, ne le comprenaient.

Et la période de la Ire et de la IIe Douma fut dans tous les sens et sous tous les rapports une période d'illusions constitutionnelles. La promesse solennelle : « aucune loi n'entrera en vigueur sans la sanction de la Douma d'Etat » ne fut pas trahie pendant cette période. Donc, la

constitution existait sur papier et attendrissait en permanence toutes les âmes serviles des cadets russes [14]. Et Doubassov et Stolypine mettaient à l'épreuve durant cette période la constitution russe, en faisaient l'« essai », s'efforçant de l'accorder et de l'adapter à l'ancienne autocratie. Ils étaient, semblait-il, les gens les plus puissants de cette époque, MM. Doubassov et Stolypine, ils œuvraient de leur mieux à transformer l'« illusion » en réalité. Mais l'illusion se révéla illusion. La justesse du mot d'ordre de la social-démocratie révolutionnaire a été totalement confirmée par l'histoire. Mais il n'y a pas que les Doubassov et les Stolypine qui aient essayé de réaliser la « constitution », il n'y a pas que les valets cadets qui l'aient vantée et qui se soient servilement mis en quatre (tel M. Roditchev à la Ire Douma) en montrant que le monarque est irresponsable, et qu'il serait insolent de le considérer responsable des pogroms. Non. Les larges masses populaires aussi, assurément, croyaient encore à un degré plus ou moins grand, à la « constitution » pendant cette période, croyaient à la Douma, en dépit des mises en garde de la social-démocratie.

On peut dire que la période des illusions constitutionnelles dans la révolution russe fut une période d'engouement national pour le fétiche bourgeois, tout comme des nations occidentales entières s'engouent parfois pour le fétiche du nationalisme bourgeois, de l'antisémitisme, du chauvinisme, etc. Et le mérite de la social-démocratie est d'avoir été la seule à ne pas s'être laissé berner par la bourgeoisie, la seule à l'époque des illusions constitutionnelles à avoir constamment déployé le drapeau de la lutte contre ces illusions.

---

Mais pourquoi, se demande-t-on à présent, le boycottage s'est-il révélé le moyen spécifique de lutte contre les illusions constitutionnelles ?

Il y a dans le boycottage un trait qui d'emblée rebute involontairement tout marxiste. Boycotter les élections c'est s'écarter du parlementarisme, cela signifie refus, passivité, abstention. Tel était le point de vue de Parvus, qui n'avait étudié que des exemples allemands, quand il se déchaînait aussi furieusement que sans succès à l'automne

1905, et tentait de montrer que le boycottage actif est une mauvaise chose lui aussi, *puisqu'il s'agit encore de boycottage*... C'est jusqu'à maintenant le point de vue de Martov, qui n'a rien appris de la révolution et qui, de plus en plus, se transforme en libéral : il montre avec son dernier article du *Tovarichtch* [15] son incapacité à seulement poser le problème comme il convient à un social-démocrate révolutionnaire.

Ce trait du boycottage particulièrement antipathique, dirons-nous, pour les marxistes s'explique parfaitement par les circonstances de l'époque qui a engendré un tel moyen de lutte. La Ire Douma monarchique, la Douma de Boulyguine, était un appât qui devait détourner le peuple de la révolution. L'appât était un mannequin revêtu du manteau constitutionnaliste. Chacun était enclin à mordre à l'hameçon. Celui-ci de par ses intérêts égoïstes de classe, celui-là par bêtise, tous étaient portés à s'accrocher au mannequin de la Douma de Boulyguine, puis de celle de Witte. Tous étaient charmés, tous avaient une foi sincère. La participation aux élections n'était pas le simple accomplissement usuel des devoirs habituels des citoyens. C'était la consécration de la constitution monarchique. C'était le passage de la voie révolutionnaire directe à la voie monarcho-constitutionnelle.

La social-démocratie *devait* à un tel moment déployer sa protestation et sa mise en garde de la façon la plus énergique et démonstrative possible. Et cela signifiait justement qu'on renonçait à participer, qu'on n'allait pas voter soi-même et qu'on en dissuadait le peuple, qu'on lançait un appel à partir à l'assaut de l'ancien régime *au lieu* de travailler sur le terrain de l'institution créée par ce régime. L'engouement national pour le fétiche policier bourgeois de la monarchie « constitutionnelle » exigeait de la part de la social-démocratie, comme parti du prolétariat, une «démonstration» aux yeux de tout le peuple de ses points de vue qui s'opposaient à ce fétiche et le démasquaient ; cet engouement exigeait qu'on luttât de toutes ses forces contre la réalisation des institutions qui incarnaient ce fétichisme.

Voilà la pleine justification historique, non seulement du boycottage de la Douma de Boulyguine qui fut couronné

d'un succès immédiat, mais aussi du boycottage de la Douma de Witte qui s'est *apparemment* soldé par un échec. On voit maintenant pourquoi ce ne fut qu'un *semblant* d'échec, pourquoi la social-démocratie devait *jusqu'à la fin* maintenir sa protestation contre une orientation monarcho-constitutionnelle de notre révolution. Cette orientation a abouti *en fait* à une *impasse*. Les illusions sur la constitution monarchique n'ont été qu'un ornement pour donner le change, un prélude permettant de préparer la suppression de la « constitution » par l'ancien régime...

Nous avons dit que la social-démocratie avait dû jusqu'à la fin maintenir sa protestation contre la suppression de la liberté au moyen de la « constitution ». Que signifie ce « jusqu'à la fin » ? Cela signifie : tant que l'institution *contre* laquelle les social-démocrates se battaient ne fut pas effective *en dépit* des social-démocrates ; tant que l'orientation de la révolution russe vers la monarchie constitutionnelle, marquant inévitablement le déclin, la défaite de la révolution (*pour un certain temps*) ne fut pas effective en dépit des social-démocrates. La période des illusions constitutionnelles fut une tentative de *compromis*. Nous avons lutté et devions lutter de toutes nos forces contre lui. Il nous a fallu aller à la II^e^ Douma, il nous a fallu compter avec le compromis, une fois que les circonstances nous l'eurent *imposé* contre notre volonté, en dépit de nos efforts, au prix de l'échec de notre lutte. Pour combien de temps, c'est, bien sûr, une autre question.

Quelle conclusion ressort de tout cela pour le boycottage de la *III^e^* Douma ? Celle, peut-être, que le boycottage, indispensable au début de la période des illusions constitutionnelles, l'est aussi à la fin de cette période ? Ce serait un « jeu de l'esprit » dans le ton de la « sociologie analogique », et non une conclusion sérieuse. Le contenu du boycottage au début de la révolution russe *ne peut plus* s'y trouver maintenant. On ne peut aujourd'hui ni prévenir le peuple contre les illusions constitutionnelles ni lutter contre l'orientation de la révolution vers l'impasse de la monarchie constitutionnelle. Il ne peut y avoir dans le boycottage la force vive qui s'y trouvait avant. S'il y a boycottage, il aura en tout état de cause une *autre* signification, il aura un *autre* contenu politique.

Il y a plus. L'originalité historique du boycottage que nous avons examinée fournit un argument contre le boycottage de la IIIe Douma. A l'époque du début du tournant constitutionnel, l'attention de la nation entière était fixée inévitablement sur la Douma. Avec le boycottage nous luttions et devions lutter contre cette attention fixée dans la direction d'une impasse, contre l'engouement qui était le résultat de l'ignorance, de l'inculture, de la faiblesse ou du calcul intéressé contre-révolutionnaire. Il ne peut être question maintenant d'aucun engouement non seulement national, mais même tant soit peu large pour la Douma en général ou pour la IIIe Douma. De ce point de vue le boycottage n'est pas nécessaire.

IV

Il faut donc chercher les conditions d'application du boycottage dans la situation objective du moment donné. En comparant, de ce point de vue, l'automne 1907 et l'automne 1905, on ne peut qu'aboutir à la conclusion qu'il ne serait pas fondé de proclamer le boycottage *actuellement*. Du point de vue du rapport entre la voie révolutionnaire directe et les « zigzags » de la monarchie constitutionnelle, du point de vue de l'élan des masses, du point de vue de la tâche spécifique qui est de lutter contre les illusions constitutionnelles, la situation actuelle se distingue de façon radicale de ce qu'elle était il y a deux ans.

Alors, l'orientation de l'histoire vers une monarchie constitutionnelle n'était rien de plus qu'une promesse policière. Aujourd'hui, cette orientation est un fait. Refuser de le reconnaître franchement serait faire preuve d'une peur ridicule de la vérité. Et ce serait une erreur que de déduire de l'admission de ce fait que la révolution russe est terminée. Non. Il n'est pas encore fondé d'arriver à cette dernière conclusion. Le marxiste doit lutter pour que la révolution évolue en ligne droite, quand cette lutte est dictée par la situation objective, mais cela ne signifie pas, nous le répétons, qu'il ne faille pas tenir compte de l'orientation en zigzags qui existe déjà en fait. Sous cet aspect, la marche de la révolution russe est tout à fait nette. Au début de la révolution nous voyons une montée courte mais inhabituellement large, et rapide à donner le vertige. En-

suite nous voyons un déclin extrêmement lent mais inexorable, à partir de l'insurrection de décembre 1905. D'abord une période de lutte révolutionnaire directe des masses, ensuite une période d'orientation monarcho-constitutionnelle.

Cela signifie-t-il que cette dernière orientation sera définitive ? Que la révolution est terminée et qu'une période « constitutionnelle » s'est établie ? Qu'il n'est pas fondé d'attendre une nouvelle montée révolutionnaire ni d'en *préparer* une ? Qu'il faut jeter par-dessus bord le caractère républicain de notre programme ?

Il n'en est rien. Seuls de vulgaires libéraux dans le genre de nos cadets sont capables de faire de telles conclusions, sont prêts à justifier leur servilisme et leur obséquiosité avec les premiers arguments qui leur tombent sous la main. Non, cela signifie seulement qu'en défendant *tout* notre programme, et *toutes* nos conceptions révolutionnaires, nous devons conformer nos appels directs à la situation objective du moment. En prônant que la révolution est inévitable, en préparant systématiquement et de manière incessante un stock de matière inflammable dans tous les domaines, en sauvegardant dans ce but avec soin les traditions de la meilleure époque de notre révolution, en les cultivant, en les débarrassant des parasites libéraux, nous ne renonçons pas en même temps à travailler prosaïquement sur la prosaïque voie de la monarchie constitutionnelle. Un point c'est tout. Nous devons préparer une nouvelle et ample montée révolutionnaire, mais il n'y a aucune raison pour nous fourrer dans un boycottage sans y regarder à deux fois.

Le boycottage, comme nous l'avons déjà dit, ne peut avoir de sens en Russie en ce moment que s'il est *actif*. Cela signifie non pas un refus passif de participer aux élections, mais le mépris des élections au profit d'un assaut direct. Le boycottage dans ce sens équivaut inévitablement à *l'appel* à l'offensive la plus énergique et la plus résolue. Est-on en présence, à l'heure actuelle, d'une montée révolutionnaire ample et générale sans laquelle un appel semblable n'aurait pas de sens ? Evidemment non.

En général, en ce qui concerne les « appels », la différence sous ce rapport entre la situation actuelle et l'au-

tomne 1905 est particulièrement nette. Comme nous l'avons déjà montré, il n'y a pas eu alors, pour toute l'année qui précéda, un seul mot d'ordre que la masse eût accueilli en silence. L'énergie de l'offensive des masses était en avance sur les appels des organisations. Nous nous trouvons actuellement dans une période de pause de la révolution, où *toute une série d'appels* est restée systématiquement *sans écho dans les masses.* Il en fut ainsi avec l'appel à balayer la Douma de Witte (début 1906), avec l'appel à l'insurrection après la dissolution de la Ire Douma (été 1906), *avec l'appel à la lutte* en réponse à la dissolution de la IIe Douma et au coup d'Etat du 3 juin 1907. Voyez le feuillet de notre Comité central au sujet de ces derniers événements [16]. Vous y trouverez un appel direct à la lutte sous la forme applicable selon les conditions locales (manifestations, grèves, lutte déclarée contre la force armée de l'absolutisme). C'était un appel verbal. Les insurrections armées de juin 1907 à Kiev et dans la flotte de la mer Noire furent des appels par l'action. Ni l'un ni l'autre appel n'a eu d'écho dans les masses. Si les manifestations les plus drues et les plus directes de l'assaut réactionnaire contre la révolution — la dissolution de deux Doumas et un coup d'Etat — n'ont provoqué en leur temps aucune réplique, sur quoi serait fondé dans l'immédiat un nouvel appel sous la forme d'un mot d'ordre de boycottage ? N'est-il pas clair que la situation objective est telle que le « mot d'ordre » ainsi lancé risque de faire son creux ? Quand la lutte bat son plein, qu'elle s'étend, grandit, s'élève de partout, alors le « mot d'ordre » est juste et nécessaire, alors l'appel à la lutte est le devoir du prolétariat révolutionnaire. Mais on ne peut ni inventer cette lutte ni la provoquer par un seul appel. Et quand une série d'appels à la lutte qui avaient porté en des circonstances plus immédiates sont restés sans résultats, nous devons naturellement chercher des bases sérieuses pour « lancer » un mot d'ordre qui serait dénué de sens en dehors de conditions d'application des appels à la lutte.

Celui qui veut convaincre le prolétariat *social-démocrate* de la justesse du mot d'ordre de boycottage ne doit pas se laisser attirer par la seule résonance de mots qui ont joué en leur temps un rôle révolutionnaire insigne. Il doit réfléchir aux conditions objectives d'application d'un tel

mot d'ordre et comprendre que le lancer signifie déjà que l'on suppose de manière indirecte la présence des conditions d'un élan révolutionnaire ample, général, puissant et rapide. Mais dans des périodes comme celle que nous vivons, dans une période de pause révolutionnaire momentanée, on ne peut en aucun cas supposer, fût-ce indirectement, de telles conditions. Il faut en avoir nettement conscience et que cela soit clair pour chacun et pour toute la classe ouvrière. Autrement on risque de tomber dans la situation de quelqu'un qui emploie les grands mots, sans avoir conscience de leur véritable signification ou qui ne se résout pas à nommer les choses par leur nom sans ambages.

## V

Le boycottage appartient à une des meilleures traditions révolutionnaires de la période la plus riche en événements, la plus héroïque de la révolution russe. Nous avons dit plus haut que l'un de nos objectifs est de garder avec soin ces traditions, de les cultiver, de les débarrasser des parasites libéraux (et opportunistes). Il nous faut analyser quelque peu cet objectif, pour en déterminer la nature et éviter les malentendus et fausses interprétations possibles.

Le marxisme diffère de toutes les autres théories socialistes en ce qu'il allie de façon remarquable la pleine lucidité scientifique dans l'analyse de la situation objective et de l'évolution objective, à la reconnaissance on ne peut plus catégorique du rôle de l'énergie, de la création et de l'initiative révolutionnaires des masses, et aussi, naturellement, des individus, groupements, organisations ou partis qui savent découvrir et réaliser la liaison avec telles ou telles classes. La haute appréciation donnée aux périodes révolutionnaires dans le développement de l'humanité découle de l'ensemble des conceptions historiques de Marx : c'est dans ces périodes que se résolvent les multiples contradictions qui s'accumulent lentement dans les périodes dites d'évolution pacifique. C'est dans ces périodes qu'apparaît avec le plus de force le rôle direct des différentes classes dans la détermination des formes de la vie sociale, que se créent les fondements de la « superstructure » politique, laquelle se maintient longtemps ensuite sur la base

de rapports de production rénovés. A la différence des théoriciens de la bourgeoisie libérale, c'est justement dans ces périodes que Marx voyait non pas des déviations par rapport à la marche « normale », des symptômes de « maladie sociale », de tristes résultats d'excès et d'erreurs, mais les moments les plus vitaux, les plus importants, essentiels et décisifs de l'histoire des sociétés humaines. Dans l'activité même de Marx et d'Engels, la période de leur participation à la lutte révolutionnaire des masses de 1848-1849 se détache comme un point central. C'est de là qu'ils partent pour définir les destinées du mouvement ouvrier et de la démocratie des différents pays. C'est là qu'ils reviennent constamment pour définir la nature interne des différentes classes et de leurs tendances sous l'aspect le plus manifeste et le plus net. C'est toujours en partant de cette époque-là, de l'époque révolutionnaire, qu'ils jugent les formations politiques ultérieures, moins importantes, les organisations, les objectifs et les conflits politiques. Ce n'est pas sans raison que les chefs intellectuels du libéralisme, tel Sombart, détestent de toute leur âme ce trait de la vie et de l'œuvre de Marx, en le mettant sur le compte du « caractère aigri de l'émigrant ». Voilà qui est bien des pions de la science universitaire bourgeoise et policière, que de réduire à une aigreur personnelle, aux ennuis personnels de leur situation d'émigrants, ce qui est chez Marx et chez Engels la partie la plus indissociable de toute leur philosophie révolutionnaire !

Dans une de ses lettres à Kugelmann, je crois, Marx jette en passant une remarque bien caractéristique et intéressante pour le sujet qui nous occupe. Il note que la réaction a réussi en Allemagne à éliminer presque complètement de la conscience populaire le souvenir et les traditions de l'époque révolutionnaire de 1848 [17]. Il met en relief les buts opposés de la réaction et du parti du prolétariat en ce qui concerne les traditions révolutionnaires d'un pays. Le but de la réaction est d'extirper ces traditions et de représenter la révolution comme « un vent de folie », expression de Strouvé pour traduire *Das tolle Jahr* (*l'année folle*, expression utilisée par les historiens allemands à mentalité bourgeoise et policière, et que l'on trouve même dans l'historiographie universitaire allemande en

général pour parler de 1848). Le but de la réaction est de faire oublier à la population les formes de lutte, les formes d'organisation, les idées, les mots d'ordre engendrés en si grand nombre et avec une si grande variété par l'époque révolutionnaire. De même que les Webb, ces louangeurs obtus de la bourgeoisie anglaise, s'appliquent à représenter le chartisme [18], époque révolutionnaire du mouvement ouvrier anglais, comme un simple enfantillage, un « péché de jeunesse », une naïveté qui ne mérite pas une attention sérieuse, une déviation anormale et accidentelle, de même les historiens bourgeois allemands traitent l'année 1848 en Allemagne. La réaction se comporte pareillement envers la Révolution française, qui montre sa vitalité et la force de son influence sur l'humanité par la haine farouche qu'elle provoque jusqu'à nos jours. De la même manière nos héros de la contre-révolution, en particulier les « démocrates » d'hier dans le genre de Strouvé, Milioukov, Kizevetter et *tutti quanti* rivalisent entre eux pour bafouer les traditions révolutionnaires de la révolution russe. Deux ans à peine se sont écoulés depuis que la lutte directe des masses prolétariennes conquérait cette parcelle de liberté qui enthousiasme les serfs libéraux de l'ancien régime et, parmi nos publicistes, il s'est déjà créé un grand courant s'intitulant *libéral* (! !), cultivé dans la presse cadette et consacré uniquement à ce but : présenter notre révolution, les méthodes de lutte révolutionnaires, les mots d'ordre révolutionnaires, les traditions révolutionnaires comme quelque chose de bas, de primitif, de naïf, de spontané, d'insensé, etc... et même de criminel... De Milioukov à Kamychanski, *il n'y a qu'un pas* *! Au contraire, les succès de la réaction, qui a commencé par chasser le peuple des Soviets des députés ouvriers et paysans pour le pousser dans les Doumas de Doubassov et Stolypine, et qui maintenant le pousse dans la Douma des octobristes, apparaissent aux héros du libéralisme russe comme un « processus de croissance de la conscience *constitutionnelle* en Russie ».

La social-démocratie russe a incontestablement le devoir d'étudier avec un soin extrême et sous tous ses aspects notre révolution, de faire connaître aux masses tous ses

* En français dans le texte. (*N.R.*)

procédés de lutte, ses formes d'organisation, etc. ; de consolider ses traditions révolutionnaires dans le peuple ; d'enraciner dans les esprits cette conviction que la lutte révolutionnaire est le seul et unique moyen d'obtenir des améliorations tant soit peu sérieuses et durables ; de démasquer sans répit toute la bassesse de ces présomptueux libéraux qui corrompent l'atmosphère sociale par les miasmes de la servilité « constitutionnelles », de la trahison et de la lâcheté à la Moltchaline. Une seule journée de la grève d'octobre ou de l'insurrection de décembre compte cent fois plus dans l'histoire de la lutte pour la liberté que des mois de discours serviles de cadets à la Douma sur le monarque irresponsable et le régime de la monarchie constitutionnelle. Nous devons veiller et, sauf nous, il n'y aura personne pour le faire, à ce que le peuple connaisse ces journées pleines de vie, riches de contenu et grandes par leur signification et par leurs effets, d'une façon bien plus détaillée et plus approfondie que ces mois d'asphyxie « constitutionnelle » et de prospérité à la Balalaïkine-Moltchaline [19], sur lesquels, avec la complicité bienveillante de Stolypine et de sa suite de gendarmes et de censeurs, se répandent en louanges notre presse de parti libérale et les journaux « démocratiques » (oh ! oh !) sans-parti.

Il est hors de doute que chez beaucoup de gens les sympathies pour le boycottage proviennent précisément du désir très louable des révolutionnaires de maintenir la tradition du meilleur passé révolutionnaire, et d'animer le triste marais de la grisaille journalière par la flamme d'une lutte courageuse, déclarée et décisive. Mais c'est justement par souci des traditions révolutionnaires qui nous sont chères, que nous devons protester énergiquement contre l'idée que l'application d'un mot d'ordre d'une certaine époque historique puisse bel et bien susciter les conditions majeures de cette époque. Une chose est de conserver les traditions de la révolution, de savoir les mettre à profit pour une propagande et une agitation continuelles, pour connaître à la masse les conditions de la lutte directe et offensive contre la vieille société ; mais répéter un mot d'ordre arraché à l'ensemble des conditions qui lui donnèrent naissance et assurèrent son succès, pour l'appliquer à des conditions essentiellement différentes, en est une autre.

Marx, qui appréciait hautement les traditions révolutionnaires et flagellait sans pitié ceux qui les traitaient en renégats ou en philistins, demandait en même temps aux révolutionnaires de savoir *penser*, de savoir *analyser* les conditions d'application des vieilles méthodes de lutte au lieu de répéter tout simplement les mots d'ordre connus. Les traditions « nationales» de 1792 en France resteront peut-être à jamais le *modèle* de certaines méthodes de lutte révolutionnaires, mais cela n'a pas empêché Marx en 1870, dans la fameuse *Adresse* de l'Internationale, de mettre en garde le prolétariat français contre une transposition erronée de ces traditions dans une époque différente[20].

Chez nous, il en va de même. Nous devons étudier les conditions de l'application du boycottage, enraciner dans les masses cette idée que le boycottage est une tactique tout à fait légitime, quelquefois même indispensable, aux moments d'essor révolutionnaire (quoi qu'en disent les pédants qui se réclament en vain de Marx). Mais sommes-nous en présence de cet essor, condition essentielle de la proclamation du boycottage, voilà une question qu'il faut savoir poser indépendamment et résoudre par une sérieuse analyse des faits. Notre devoir est de préparer autant que nous le pouvons l'avènement à cet essor, de ne pas nous interdire d'avance un boycottage à un moment opportun ; mais, considérer le mot d'ordre du boycottage comme applicable en général à toute assemblée représentative mauvaise ou très mauvaise serait, sans contestation possible, une erreur.

Rappelez-vous les motifs par lesquels on défendait et prouvait la nécessité du boycottage pendant les « journées de liberté », et vous verrez du coup l'impossibilité de transporter purement et simplement ces arguments dans la situation actuelle.

La participation aux élections abaisse le moral, livre une position à l'ennemi, déroute le peuple révolutionnaire, facilite l'entente entre le tsarisme et la bourgeoisie contre-révolutionnaire, etc., disions-nous en défendant le boycottage en 1905 et au commencement de 1906. Quelle est la prémisse essentielle de ces arguments ? Si elle n'est pas toujours été exprimée, elle était toujours sous-entendue, comme une chose qui *dans ce temps* allait de soi. Cette prémisse, c'est la riche énergie révolutionnaire des mas-

ses, se cherchant et se trouvant des issues *directes* en dehors de tous les canaux « constitutionnels ». Cette prémisse, c'est l'*offensive* ininterrompue de la révolution contre la réaction, offensive qu'il aurait été criminel d'affaiblir en occupant et en défendant une position livrée exprès par l'ennemi pour ralentir la poussée générale. Essayez de répéter ces arguments *en dehors* de cette prémisse essentielle, et vous sentirez immédiatement la fausse note de toute votre « musique », la fausseté du ton fondamental.

Il serait non moins vain de vouloir justifier le boycottage par la différence entre la IIe et la IIIe Douma. Trouver une différence sérieuse, fondamentale entre les cadets (qui à la IIe Douma ont définitivement livré le peuple aux Cent-Noirs[21]) et les octobristes[22], attacher une importance quelque peu réelle à la fameuse « constitution », déchirée par le coup d'Etat du 3 juin, cela relève bien plus d'un démocratisme vulgaire que de la social-démocratie révolutionnaire. Nous avons toujours dit, affirmé, répété que la « constitution » de la Ire et de la IIe Douma n'était qu'un mirage, que le bavardage des cadets ne servait qu'à masquer leur « octobrisme », que la Douma était absolument inapte à satisfaire les revendications du prolétariat et des paysans. Pour nous, le 3 juin 1907 est le résultat naturel et inévitable de la défaite de décembre 1905. Nous n'avons jamais été « enchantés » par les charmes de la constitution des Doumas, nous ne pouvons donc pas être désenchantés outre mesure par la transition d'une réaction maquillée, assaisonnée de la phraséologie des Roditchev, à une réaction déclarée, brutale, sans voile. Peut-être même cette dernière est-elle un moyen bien plus efficace de dégriser tous ces stupides libéraux débridés ou les groupes de la population qu'ils ont désorientés.

Comparez la résolution menchevique de Stockholm et la résolution bolchevique de Londres sur la Douma d'Etat. Vous verrez que la première est emphatique, bourrée de phrases et de mots sonores sur le rôle de la Douma et la portée de son œuvre. La seconde est simple, sèche, lucide, modeste. La première résolution est imprégnée d'un enthousiasme petit-bourgeois pour le mariage de la social-démocratie avec le constitutionnalisme (« un nouveau pouvoir sorti du sein de la nation », etc., toujours dans cette

même veine d'hypocrisie officielle) ; la deuxième dit en substance : puisque cette damnée contre-révolution nous a relégués dans cette maudite porcherie, nous travaillerons là encore pour le bien de la révolution, sans pleurnicherie, et aussi sans vantardise.

En défendant la Douma contre le boycottage dans la période de lutte révolutionnaire directe, les mencheviks se sont pour ainsi dire engagés devant le peuple à ce que la Douma soit une sorte d'instrument de révolution. Et ils ont solennellement failli à cet engagement. Nous, bolcheviks, si nous nous sommes engagés, c'est seulement à prouver que la Douma est une engeance infernale de la contre-révolution et qu'on ne peut en attendre aucun avantage sérieux. Jusqu'ici les événements ont parfaitement confirmé notre point de vue, et l'on peut être sûr qu'ils continueront à le faire. Sans « corriger » la stratégie d'octobre-décembre, sans la renouveler sur la base de faits nouveaux il ne saurait être question de liberté en Russie.

C'est pourquoi, lorsqu'on me dit : « On ne peut pas se servir de la IIIe Douma comme de la seconde, on ne peut pas expliquer aux masses la nécessité d'y prendre part », j'ai envie de répondre : si l'on entend le terme « se servir » à la manière grandiloquente des mencheviks, c'est-à-dire si l'on considère la Douma comme un « instrument » de la révolution, etc., alors évidemment c'est impossible. Mais les deux premières Doumas ont été en réalité de simples échelons conduisant à la Douma octobriste et cependant nous nous en sommes servis pour le but simple et modeste * (propagande et agitation, critique et explication de la situation aux masses) en vue duquel nous saurons toujours exploiter même les pires institutions représentatives. Un discours à la Douma ne provoquera aucune « révolution » et la propagande

* Cf. dans le *Prolétari* (de Genève) [23], 1905, l'article sur le boycottage de la Douma de Boulyguine (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 9, pp. 181-189, *N.R.*) où il est dit que nous ne nous interdisons pas son utilisation en général, mais que nous avons *pour le moment* un autre objectif en vue : la lutte pour la voie révolutionnaire directe. Cf. également dans le numéro 1 de 1906 du *Prolétari* (de Russie) [24], l'article « A propos du boycottage » (voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 11, pp. 139-147, *N.R.*) où sont soulignées les *modestes* dimensions des services rendus par le travail opéré au sein de la Douma.

*à propos de la Douma* ne se distingue par aucune qualité spéciale, mais la social-démocratie tirera de l'un et de l'autre autant et parfois même plus de bénéfice que d'un discours imprimé ou prononcé dans une autre assemblée.

Nous devons tout aussi simplement expliquer aux masses notre participation à la Douma octobriste. A la suite de la défaite de décembre 1905 et de l'échec des tentatives de 1906-1907 pour « réparer » cette défaite, la réaction nous a relégués et *continuera à nous reléguer* dans des institutions pseudo-constitutionnelles de plus en plus mauvaises. Toujours et partout nous défendrons nos convictions et appliquerons notre point de vue en répétant : tant que durera l'ancien pouvoir, tant qu'il ne sera pas extirpé, il n'y aura à attendre rien de bon. Nous préparerons le terrain pour un nouvel essor, et jusqu'à son avènement et pour son avènement il faut travailler avec plus d'acharnement, sans lancer de mots d'ordre qui n'ont de sens que dans les conditions d'un essor.

Il serait non moins inexact de considérer le boycottage comme une ligne *tactique* opposant le prolétariat et une partie de la démocratie bourgeoise révolutionnaire au libéralisme et à la réaction. Le boycottage, ce n'est pas une ligne tactique, mais un procédé de combat particulier, applicable dans des conditions spéciales. Confondre le bolchevisme avec le « boycottisme », c'est faire la même erreur que de le confondre avec le « combattisme ». La différence entre la ligne tactique des mencheviks et celle des bolcheviks est déjà nette, elle s'est cristallisée dans les résolutions différentes dans leurs principes adoptées au III^e^ Congrès bolchevique de Londres et à la conférence menchevique de Genève, au printemps de 1905. On ne parlait et on ne pouvait parler alors ni de boycottisme ni de « combattisme ». Aux élections à la II^e^ Douma, alors que nous n'étions pas boycottistes, et dans cette Douma même, notre *ligne tactique* a été radicalement distincte de la ligne menchevique, tout le monde le sait. Les *lignes tactiques* divergent sur tous les procédés et moyens de lutte, sur tous les théâtres de lutte, sans qu'il y ait pour cela des méthodes de lutte spéciales propres à telle ou telle ligne. Et si le boycottage de la III^e^ Douma pouvait se justifier ou être déterminé par l'effondrement des espoirs *révolutionnaires* fondés

sur la *première ou la seconde Douma*, par l'effondrement d'une constitution, « légale », « forte », « solide » et « véritable », c'eût été du menchevisme de la pire espèce.

VI

Nous avons réservé pour la fin l'examen des arguments les plus forts et uniquement marxistes en faveur du boycottage. Le boycottage actif n'a pas de sens en dehors d'une ample montée révolutionnaire. Soit. Mais une large montée révolutionnaire se développe à partir de quelque chose de moindre. Les signes d'une montée révolutionnaire sont évidents. Nous devons lancer le mot d'ordre de boycottage, car ce mot d'ordre soutient, développe et élargit la montée révolutionnaire naissante.

Tels sont, à mon avis, les *principaux* arguments qui définissent sous une forme plus ou moins claire l'inclination au boycottage dans les milieux social-démocrates. Et les camarades qui se trouvent le plus près du travail directement prolétarien ne partent pas d'une argumentation « construite » selon un mode donné, mais d'une certaine somme d'impressions qu'ils ont acquises au contact des masses ouvrières.

L'un des problèmes, peu nombreux, sur lesquels il n'y a pas ou il n'y a pas eu jusqu'à maintenant de désaccords, semble-t-il, entre les fractions social-démocrates, est celui de la cause de l'arrêt prolongé qui a eu lieu dans l'évolution de notre révolution. Cette cause est que « le prolétariat ne s'est pas remis ». Et en effet, la lutte d'octobre-décembre a presque entièrement reposé sur le *seul* prolétariat. Seul le prolétariat organisé s'est battu systématiquement et sans relâche pour toute la nation. Rien d'étonnant à ce que dans un pays où le pourcentage de population prolétaire est le plus faible (à l'échelle européenne), le prolétariat se trouve incroyablement épuisé par une telle lutte. De plus, les forces réunies de la réaction gouvernementale et bourgeoise ont constamment assailli, après décembre et depuis, ce même prolétariat. Les poursuites policières et les exécutions ont décimé le prolétariat pendant une année et demie, quant aux lock-out systématiques, à commencer par la fermeture « répressive » des usines d'Etat,

pour finir par les machinations des capitalistes contre les ouvriers, ils ont jeté les masses ouvrières dans une misère sans précédent. Et voilà que maintenant, certains travailleurs social-démocrates le soulignent, on remarque parmi les masses les signes d'une montée de l'état d'esprit révolutionnaire et d'une accumulation de forces dans le prolétariat. Cette impression peu définie et difficilement perceptible est renforcée par un argument de poids : dans quelques secteurs de l'industrie on constate une reprise certaine des affaires. La demande accrue d'ouvriers doit inévitablement renforcer le mouvement de grèves. Les ouvriers devront essayer de compenser au moins une partie des énormes pertes qu'ils ont subies au moment des répressions et des lock-out. Enfin, le troisième argument, le plus important, consiste non pas à porter son attention sur un mouvement de grève problématique et généralement attendu, mais sur une grève très importante déjà fixée par les organisations ouvrières. Les représentants de 10 000 ouvriers du textile ont, dès le début de 1907, examiné leur situation et fixé les étapes du renforcement des syndicats de ce secteur d'industrie. Les représentants des ouvriers, déjà 20 000, se sont réunis une seconde fois et ont décidé de proclamer en juin 1907 une *grève générale* des ouvriers du textile. Ce mouvement peut englober directement jusqu'à 400 000 ouvriers. Il provient de la région de Moscou, c'est-à-dire du plus important centre du mouvement ouvrier de Russie et du plus important centre industriel et commercial. C'est justement à Moscou et seulement à Moscou que le mouvement ouvrier de masse peut acquérir au plus vite le caractère d'un large mouvement populaire ayant une signification politique décisive. Et les ouvriers du textile représentent, dans l'ensemble des masses ouvrières, l'élément le plus mal payé, le moins évolué, qui a le plus faiblement participé aux mouvements antérieurs, qui est le plus étroitement lié à la paysannerie. L'initiative de ces ouvriers peut indiquer que le mouvement englobera des couches du prolétariat incomparablement plus larges que précédemment. Or, le lien entre le mouvement de grève et la montée révolutionnaire dans les masses a déjà été démontré plus d'une fois dans l'histoire de la révolution russe.

C'est un véritable devoir pour la social-démocratie de

bien concentrer toute son attention sur ce mouvement et d'y consacrer, sans tarder, un effort spécial. C'est le travail de ce secteur qui doit avoir une importance absolument prépondérante par rapport aux élections à la Douma octobriste. Il faut pénétrer les masses de la conviction qu'il est nécessaire de transformer ce mouvement de grève en un assaut large et général contre l'autocratie. Le mot d'ordre de boycottage marque justement le transfert de l'attention qu'on portait à la Douma sur la lutte directe des masses. Lancer le mot d'ordre de boycottage, c'est insuffler au nouveau mouvement un contenu politique et révolutionnaire.

Telle est approximativement la démarche qui conduit certains social-démocrates à la certitude qu'il est nécessaire de boycotter la IIIe Douma. Cette argumentation en faveur du boycottage est sans nul doute marxiste et n'a rien de commun avec la répétition pure et simple d'un mot d'ordre arraché de son contexte historique particulier.

Mais aussi convaincante que soit cette argumentation, elle est encore malgré tout insuffisante à mon avis pour nous faire adopter dans *l'immédiat* le mot d'ordre de boycottage. Elle ne fait que souligner ce qui ne doit constituer aucun doute pour un social-démocrate russe qui réfléchit aux leçons enseignées par notre révolution, à savoir que nous ne pouvons nous interdire le boycottage, que nous devons être prêts à lancer ce mot d'ordre au moment voulu, que la façon dont nous posons le problème du boycottage n'a rien de commun avec celle dépourvue de tout contenu révolutionnaire des libéraux et des philistins médiocres : s'abstenir ou ne pas s'abstenir * ?

Considérons comme démontré et correspondant totalement à la réalité tout ce que disent les partisans social-démocrates du boycottage sur le changement d'état d'esprit des ouvriers, le regain d'activité de l'industrie et la grève de juillet des ouvriers du textile.

Que ressort-il de tout cela ? Nous sommes en présence d'un certain mouvement partiel ayant une signification ré-

* Cf. dans le *Tovarichtch* l'exemple de réflexions *libérales* chez un ancien collaborateur des publications social-démocrates, aujourd'hui collaborateur des journaux libéraux, L. Martov.

volutionnaire *. Devons-nous appliquer tous nos efforts à le soutenir et à le développer, en s'efforçant de le transformer en une action révolutionnaire généralisée, puis en mouvement d'offensive ? Absolument. Parmi les social-démocrates (excepté peut-être les collaborateurs du *Tovarichtch*) il ne peut y avoir deux avis là-dessus. Mais est-il besoin à la *minute même*, au début de cette action partielle, avant qu'elle soit devenue générale, est-il besoin du mot d'ordre de boycottage pour développer le mouvement ? Ce mot d'ordre est-il capable d'aider le mouvement actuel à se développer ? C'est une autre question, à laquelle, à mon avis, il faudra répondre négativement.

On peut et l'on doit développer une action générale à partir d'une action partielle avec des arguments et des mots d'ordre francs et directs, sans rapport avec la IIIe Douma. Toute la marche des événements après décembre est une totale confirmation du point de vue social-démocrate sur le rôle de la constitution monarchique, sur la nécessité d'une lutte directe. Citoyens ! dirons-nous, si vous ne voulez pas que la cause de la démocratie en Russie régresse toujours aussi inéluctablement et de plus en plus vite, comme elle l'a fait après décembre 1905, pendant l'hégémonie de messieurs les cadets sur le mouvement démocratique, si vous ne le voulez pas, appuyez l'action naissante du mouvement ouvrier, soutenez la lutte directe des masses. En dehors d'elle, il n'y a et ne peut y avoir de garanties de liberté en Russie.

Une agitation de ce genre sera, sans aucun doute, une agitation social-démocrate révolutionnaire et conséquente. Est-il nécessaire d'ajouter : ne croyez pas, citoyens, en la IIIe Douma et regardez-nous, les social-démocrates, la boycotter à l'appui de notre protestation !

---

* Il existe une opinion selon laquelle la grève du textile est un mouvement d'un type nouveau, qui isole le mouvement professionnel du mouvement révolutionnaire. Nous passerons outre à ce point de vue, premièrement parce qu'interpréter tous les symptômes d'un phénomène de type compliqué dans un sens pessimiste est une méthode en principe dangereuse qui a souvent égaré de nombreux social-démocrates pas très bien « en selle ». Deuxièmement, si la grève du textile avait comporté les traits précités, nous aurions dû, nous autres social-démocrates, les combattre de la façon la plus énergique. En cas de succès de notre lutte le problème serait, par conséquent, posé exactement comme nous le faisons.

Ajouter cela dans les conditions que nous vivons n'est pas seulement superflu, mais sonne même étrange, presque comme une dérision. Même sans cela personne ne croit en la IIIe Douma ; dans les couches de la population susceptibles d'alimenter le mouvement démocratique, il n'y a et ne peut y avoir d'engouement pour l'institution constitutionnelle de la IIIe Douma comme il y en a eu, sans conteste, pour la *Ire Douma*, pour les *premières* tentatives de créer en Russie n'importe quelles institutions pourvu qu'elles fussent *constitutionnelles*.

L'attention de larges couches de la population a été en 1905 et au début de 1906 polarisée par la *première* institution représentative, bien que cette institution fût fondée sur une constitution monarchique. C'est un fait. Les social-démocrates devaient se battre contre cela et manifester de la manière la plus démonstrative.

Il n'en est plus ainsi maintenant. Ce n'est pas l'engouement pour le *premier* « parlement » qui constitue le trait caractéristique du moment, ce n'est pas la foi dans la Douma, c'est le *manque de foi dans la montée du mouvement*.

Dans ces conditions, en lançant prématurément le mot d'ordre de boycottage, nous ne renforçons aucunement le mouvement, nous ne levons pas les véritables obstacles à ce mouvement. Il y a plus : nous risquons même, ce faisant, d'affaiblir la force de notre agitation, car le boycottage est un mot d'ordre accompagnant un mouvement engagé, et le malheur est qu'en ce moment les larges couches de la population ne croient pas en la montée du mouvement, ne voient pas sa force.

Il faut faire en sorte d'abord que la force de cet élan soit prouvée en *pratique* : ensuite nous réussirons toujours à lancer un mot d'ordre pour exprimer indirectement cette force. Mais on peut se demander si un mot d'ordre particulier *détournant l'attention* de... la *IIIe Douma* sera nécessaire pour un mouvement révolutionnaire offensif ? Il est possible que non. Pour passer à côté de quelque chose d'important, réellement susceptible d'attirer la masse inexpérimentée et qui n'a jamais vu le parlement, peut-être est-il indispensable de *boycotter* ce à côté de quoi on doit passer. Mais pour passer à côté d'une institution absolument incapable d'attirer la masse démocratique ou semi-dé-

mocratique actuelle, il n'est pas nécessaire de déclarer le boycottage. L'essentiel n'est pas maintenant dans le boycottage, mais dans les efforts francs et directs pour transformer l'action partielle en action généralisée, le mouvement professionnel en mouvement révolutionnaire, la défense contre les lock-out en offensive contre la réaction.

## VII

Résumons. Le mot d'ordre de boycottage est dû à une période historique particulière. En 1905 et au début de 1906, la situation objective exigeait des forces sociales en lutte de décider de la voie à suivre dans l'immédiat : la voie révolutionnaire directe ou le tournant vers une monarchie constitutionnelle. Dès lors, la propagande boycottiste avait surtout pour objet la lutte contre les illusions constitutionnelles. Un élan révolutionnaire, ample, général, puissant et rapide, était la condition du succès du boycottage.

A tous ces égards, la situation vers l'automne 1907 n'impose pas le moins du monde la nécessité d'un tel mot d'ordre et ne le justifie point.

En poursuivant notre travail quotidien en vue de préparer les élections, et sans renoncer d'avance à participer aux institutions représentatives les plus réactionnaires, nous devons consacrer tout notre travail de propagande et d'agitation à expliquer au peuple le lien qui existe entre la défaite de décembre et le déclin qu'allait subir la liberté, ainsi que le décri de la Constitution. Nous devons faire pénétrer dans les masses la ferme conviction que, sans une lutte de masse directe, ce décri continuera et se renforcera inévitablement.

Sans nous interdire l'application du mot d'ordre de boycottage dans les périodes d'essor, où la nécessité de ce mot d'ordre pourra s'affirmer impérieuse, nous devons à l'heure actuelle tendre tous nos efforts pour transformer, en exerçant une action directe et immédiate, tel ou tel essor du mouvement ouvrier en un mouvement d'offensive d'envergure, large et révolutionnaire, contre la réaction dans son ensemble et contre ses étais.

26 juin 1907

# À LA MÉMOIRE DU COMTE HEIDEN

(QU'ENSEIGNENT AU PEUPLE NOS «DEMOCRATES» SANS-PARTI)[25]

« La presse progressiste tout entière a accueilli avec la plus profonde compassion la perte pénible subie par la Russie en la personne du comte P. A. Heiden. L'admirable figure de Piotr Alexandrovitch avait attiré vers elle tous les honnêtes hommes sans distinction de parti et d'orientation. Destin rare et heureux ! ! ! » Suit une très longue citation du journal des cadets de droite, les *Rousskié Viédomosti* [26], où le prince Paul Dmitriévitch Dolgoroukov, membre de ce clan Dolgoroukov dont les représentants ont avoué avec franchise ce qui était à la base de leurs opinions démocratiques, s'attendrit sur la vie et l'activité de cet « homme merveilleux » ! Mieux vaut faire la paix et s'entendre avec les paysans plutôt que d'attendre qu'ils prennent eux-mêmes la terre... « Nous partageons profondément l'amertume causée par la mort du comte Heiden avec tous ceux qui ont l'habitude d'apprécier l'*homme*, quelque soit l'habit politique dans lequel il est apparu. Et le défunt Heiden était justement avant tout un *homme*. »

C'est ce qu'écrit le journal *Tovarichtch* dans son numéro 296 du mardi 19 juin 1907.

Les journalistes du *Tovarichtch* ne sont pas seulement de fervents démocrates de notre presse légale. Ils se considèrent comme des socialistes, des socialistes critiques, naturellement. Ils sont presque des social-démocrates ; et les mencheviks Plékhanov, Martov, Smirnov, Péreïaslavski, Dan, etc., etc., rencontrent la plus cordiale hospitalité

dans le journal dont Prokopovitch, Kouskova, Portougalov et autres « ex-marxistes » ornent les colonnes de leur signature. En un mot, il ne fait pas le moindre doute que les journalistes du *Tovarichtch* sont les représentants les plus « à gauche » de notre société « éclairée », « démocratique » étrangère à toute clandestinité étroite, etc.

Aussi, lorsque des lignes telles que celles citées plus haut vous tombent sous les yeux, il est difficile de ne pas s'exclamer à l'adresse de ces messieurs : « Quel bonheur que nous autres, bolcheviks, n'appartenions pas au cercle des *honnêtes gens* du *Tovarichtch* ! »

Messieurs les « honnêtes gens » de la démocratie russe cultivée ! Vous abêtissez le peuple russe et le contaminez avec les miasmes de l'obséquiosité et de la servilité, et cela cent fois plus que les fameux ultra-réactionnaires Pourichkévitch, Krouchevan ou Doubrovine contre lesquels vous menez une guerre qui ne vous coûte pas cher, si diligente, libérale, avantageuse et peu dangereuse pour vous. Vous haussez les épaules et vous vous tournez vers tous les « honnêtes gens » de votre société avec un sourire dédaigneux à l'adresse d'aussi « absurdes paradoxes » ? Oui, oui, nous savons très bien que rien au monde ne peut ébranler votre vulgaire suffisance libérale. Et c'est bien pourquoi nous nous réjouissons que toute notre activité ait dressé un mur solide entre nous et le cercle des honnêtes gens de la société cultivée russe.

Peut-on trouver des exemples où les Cent-Noirs aient corrompu et désorienté des couches quelque peu larges de la population ? Non.

Ni leur presse, ni leur union, ni leurs réunions, ni les élections à la I^re^ ou à la II^e^ Douma n'ont pu fournir de tels exemples. Les ultra-réactionnaires irritent par leur violence et leur férocité auxquelles participent la police et l'armée. Ils inspirent de la haine et du mépris par leurs escroqueries, leurs mauvais coups, leur corruption. Ils organisent, avec l'argent du gouvernement, des bandes d'ivrognes qui ne sont capables d'agir qu'avec la permission de la police et à son instigation. Il n'y a pas trace dans tout cela d'une influence idéologique un tant soit peu dangereuse sur des couches de population un tant soit peu importantes.

Inversement, il ne fait non plus aucun doute que notre presse légale libérale et « démocratique » exerce une pareille influence. Les élections à la Ire et à la IIe Douma d'Etat, les réunions, les unions, l'éducation, tout le prouve. Et le raisonnement du *Tovarichtch* à propos de la mort de Heiden montre clairement quelle est cette influence idéologique.

... « Une perte pénible... une admirable figure... un heureux destin... il fut avant tout un homme. »

Le propriétaire foncier comte Heiden faisait noblement le libéral jusqu'à la révolution d'octobre. Mais aussitôt après la première victoire du peuple, après le 17 octobre 1905, il passa sans la moindre hésitation dans le camp de la contre-révolution, dans le parti des octobristes, le parti du propriétaire foncier et du gros capitaliste irrité contre les paysans et contre la démocratie. Ce noble sire défendit le gouvernement dans la Ire Douma et, après sa dissolution, engagea des pourparlers — qui n'aboutirent pas — pour faire partie du ministère. Telles sont les étapes fondamentales de la carrière de ce typique propriétaire foncier contre-révolutionnaire.

Et voilà que se présentent des messieurs, instruits, éduqués, bien habillés, avec, à la bouche, des phrases sur le libéralisme, le démocratisme, le socialisme, des paroles sympathiques à la cause de la liberté, à la cause de la lutte paysanne pour la terre contre les propriétaires fonciers, des messieurs qui disposent en fait du monopole de l'opposition légale dans la presse, les syndicats, les assemblées, aux élections et qui, en levant les yeux au ciel, abreuvent le peuple de leur prêchi-prêcha : « Rare et heureux destin !... Le défunt comte fut avant tout un *homme*. »

Oui, Heiden ne fut pas seulement un homme, mais un citoyen qui avait su s'élever jusqu'à la compréhension des intérêts généraux de sa classe et défendre ces intérêts avec beaucoup d'intelligence. Quant à vous, messieurs les démocrates éclairés, vous n'êtes que des nigauds larmoyants qui camouflez d'un béotisme libéral votre incapacité à être autre chose que les valets cultivés de la même classe de propriétaires fonciers.

L'influence des propriétaires fonciers sur le peuple n'est pas à craindre. Ils ne réussiront jamais à tromper une mas-

se un peu large d'ouvriers et même de paysans pour un temps suffisamment long. Mais l'influence de l'*intelligentsia*, qui ne participe pas directement à l'exploitation, qui a appris à opérer avec des mots et des concepts généraux, qui chérit tous les « bons » préceptes, qui érige — par une sottise sincère quelquefois — sa situation de classe intermédiaire en *principe* pour la constitution de partis qui se tiendraient en dehors des classes et pour une politique de la même veine —, l'influence de cette intelligentsia bourgeoise sur le peuple est pernicieuse. Là, et là seulement, il y a contamination évidente de larges masses ; elle est capable de porter un tort réel ; la mobilisation de toutes les forces du socialisme est nécessaire pour lutter contre ce poison.

Heiden fut un homme instruit, cultivé, humain, tolérant, les libéraux et les veules démocrates en ont plein la bouche d'épithètes et s'imaginent s'élever au-dessus de tout « esprit de parti » jusqu'à un point de vue « humain ».

Vous vous trompez, honorables Messieurs. Ce point de vue n'est pas humain, c'est un point de vue de serf. Un esclave conscient de sa situation servile et luttant contre elle est un révolutionnaire. Un esclave qui n'a pas conscience de son esclavage et végète dans une vie de silence, d'inconscience et de résignation n'est qu'un esclave. Un esclave qui en bave quand il décrit les charmes de sa vie et s'extasie sur son brave et bon maître est un larbin, un goujat. Vous êtes justement de ces larbins, Messieurs du *Tovarichtch*. Vous vous attendrissez avec une répugnante placidité devant un propriétaire foncier contre-révolutionnaire, soutien d'un gouvernement contre-révolutionnaire, mais qui fut un homme cultivé et humain. Vous ne comprenez pas qu'au lieu de faire d'esclaves des révolutionnaires vous en faites des larbins. Ce que vous dites au sujet de la liberté et de la démocratie n'est qu'un vernis, une ruse, des phrases affectées, un bavardage à la mode ou de l'hypocrisie. Ce n'est qu'une enseigne peinturlurée. Et vous, vous êtes des sépulcres blanchis. Votre âme est bien celle d'un larbin, quant à toute votre instruction, votre éducation, votre culture, ce n'est qu'une variété de prostitution qualifiée, car vous vendez vos âmes, et pas seulement par besoin, mais par « amour de l'art » !

Heiden était un constitutionnaliste convaincu, dites-vous avec attendrissement. Vous mentez, ou bien vous êtes complètement mystifiés par Heiden et ses semblables. Donner devant le peuple, publiquement, le titre de constitutionnaliste convaincu à un homme ayant fondé un parti qui a soutenu le gouvernement de Witte, Doubassov, Gorémykine et Stolypine, équivaut à dire d'un cardinal qu'il est un adversaire convaincu de la papauté. Au lieu de donner au peuple une conception correcte de la constitution, vous en faites, vous autres démocrates, une pièce montée. Car il ne fait aucun doute que pour un propriétaire foncier contre-révolutionnaire la constitution ne soit justement cela, une attrape pour mieux appliquer les procédés les plus perfectionnés de pillage et de soumission du paysan et de toute la masse populaire. Si Heiden a été un constitutionnaliste convaincu, Doubassov et Stolypine le sont eux aussi, puisque Heiden soutenait *en fait* la politique qui était la *leur*. Doubassov et Stolypine n'auraient pu être ce qu'ils ont été, n'auraient pu mener leur politique sans le soutien des octobristes, Heiden y compris. Sur quoi, ô très sages démocrates et « honnêtes » gens, faut-il juger de la physionomie politique d'un homme (d'un « constitutionnaliste ») ? D'après ses propos, ses professions de foi, ses larmes de crocodile ? Ou bien d'après son activité réelle dans l'arène publique ?

Qu'est-ce qui est caractéristique, typique dans l'activité politique de Heiden ? Qu'il n'ait pu se mettre d'accord avec Stolypine pour participer au ministère après la dissolution de la Ire Douma, ou qu'il soit *allé* après cela se mettre d'accord avec ce même Stolypine ? Qu'il ait auparavant, dans telles ou telles circonstances, proféré des phrases libérales ou qu'il soit devenu octobriste (=contre-révolutionnaire) tout de suite après le 17 octobre ? En disant que Heiden était un constitutionnaliste convaincu vous inculquez au peuple que ce qui est typique et caractéristique est non pas ceci mais cela. Ce qui veut dire que vous répétez stupidement des lambeaux de mots d'ordre démocratiques, sans même comprendre l'*a b c* de la démocratie.

Car la démocratie, rappelez-vous cela, messieurs les honnêtes gens de l'honnête société, c'est la lutte contre

la mainmise sur le pays des propriétaires fonciers contre-révolutionnaires, mainmise soutenue par Heiden et incarnée par toute sa carrière politique.

Heiden fut un homme instruit, disent avec attendrissement nos démocrates de salons. Oui, nous avons déjà reconnu et reconnaissons volontiers qu'il était plus instruit et plus *intelligent* (ce qui ne va pas toujours de pair avec l'instruction) que les démocrates eux-mêmes, car il comprenait mieux les intérêts de *sa* classe et de *son* mouvement social contre-révolutionnaire que vous, messieurs du *Tovarichtch*, ne comprenez les intérêts du mouvement de libération. Ce propriétaire foncier contre-révolutionnaire instruit a su avec finesse et ruse défendre les intérêts de sa classe, il a habilement camouflé sous des paroles nobles et des dehors de gentleman les ambitions avides et les appétits rapaces des féodaux, il a insisté (auprès des Stolypine) pour que la sauvegarde de ces intérêts soit réalisée sous les formes de domination de classe les plus civilisées possibles. Heiden et ses semblables ont mis toute leur « culture » au service des intérêts *des propriétaires fonciers*. Pour un démocrate véritable, et non pour un « honnête » goujat des salons radicaux russes, cela aurait pu servir de magnifique thème journalistique pour montrer la *prostitution* de la culture dans la société contemporaine.

Quand un « démocrate » bavarde à propos de culture, il veut suggérer dans l'esprit du lecteur l'idée de riches connaissances, de vues larges, de noblesse d'esprit et de cœur. Pour des messieurs comme Heiden, la culture est un léger vernis, un dressage en vue de mener à bien — sous des dehors de gentleman — les tripotages politiques les plus grossiers et les plus abjects. Car tout l'octobrisme, tout l'esprit « Rénovation pacifique » [27] de Heiden, tous ses pourparlers avec Stolypine après la dissolution de la Ire Douma étaient au fond manigances grossières et sales élaborées pour défendre plus sûrement, subtilement et habilement, plus solidement de l'intérieur et plus imperceptiblement de l'extérieur, les *droits* de la noblesse russe bien née, au sang et à la sueur des millions de moujiks encore et toujours pillés par Heiden et consorts que ce soit avant 1861 [28], en 1861, après 1861, ou bien après 1905.

Déjà Nékrassov et Saltykov ont enseigné à la société russe à déceler la rapacité du propriétaire foncier féodal sous son extérieur civilisé, soigné et pommadé ; ils ont enseigné à haïr l'hypocrisie et la dureté de cœur de pareils individus, alors que l'intellectuel russe d'aujourd'hui, qui se considère comme le gardien de l'héritage démocratique, et qui appartient au parti cadet * ou à ses sous-fifres, enseigne au peuple la goujaterie et s'enorgueillit de son objectivité de démocrate sans-parti. Spectacle presque plus écœurant que celui des exploits de Doubassov et de Stolypine...

Heiden fut un « homme », s'étrangle d'enthousiasme le démocrate de salon. Heiden fut humain.

Cet attendrissement devant l'humanité de Heiden nous fait penser non seulement à Nékrassov et à Saltykov, mais aussi aux *Récits d'un chasseur* de Tourguéniev. Il nous montre un propriétaire foncier civilisé, instruit, cultivé, avec des manières douces et un vernis européen. Le propriétaire foncier offre du vin à son hôte et parle de sujets élevés. « Pourquoi le vin n'a-t-il pas été chambré ? » demande-t-il à son valet. Le valet reste muet et pâlit. Le propriétaire sonne et, sans lever la voix, dit au domestique qui vient d'entrer : « Au sujet de Fédor... faire le nécessaire. »

Voilà un exemple de l'« humanité » de Heiden ou de l'humanité à la Heiden. Le propriétaire foncier de Tourguéniev [29] est lui aussi « humain »... comparé à Saltytchikha [30], par exemple, si humain qu'il ne va pas lui-même à l'écurie surveiller si l'on a bien fait le nécessaire pour fouetter Fédor. Il est tellement humain qu'il ne s'occupe pas de tremper dans de l'eau salée les verges avec lesquelles on fouette Fédor. Lui, ce propriétaire foncier, ne se permettra ni de frapper, ni de réprimander son valet, il ne fait que « donner des ordres » de loin, comme un homme instruit, dans des formes douces et humaines, sans bruit, sans scandale, sans « publicité »...

L'humanité de Heiden est exactement du même ordre. Il n'a point participé en personne aux flagellations et aux

* Les cadets ont montré cent fois plus de servilité à chanter les louanges de Heiden que ces MM. du *Tovarichtch*. Nous avons pris ces derniers comme exemple du « démocratisme » des « gens bien » de la « société » russe.

tortures des paysans, avec les Lougénovski et les Filonov. Il n'a point pris part aux expéditions punitives avec les Rennenkampf et les Meller-Zakomelski [31]. Il n'a pas fait tirer sur les foules de Moscou avec Doubassov. Il était à ce point humain qu'il s'est abstenu d'accomplir de pareils exploits, s'en remettant, pour « faire le nécessaire », à ces héros de l'« écurie » russe ; lui, dans l'atmosphère calme, pacifique, civilisée de son cabinet de travail, dirigeait le parti politique qui soutenait le gouvernement des Doubassov et dont les chefs levaient leurs verres à la gloire de Doubassov, vainqueur de Moscou... N'est-ce pas humain, en effet : envoyer les Doubassov « faire le nécessaire au sujet de Fédor », et ne pas aller soi-même à l'écurie ? Pour les vieilles pécores qui dirigent la rubrique politique dans notre presse libérale et démocratique, voilà un modèle d'humanité... C'était un homme en or, incapable de faire du mal à une mouche ! « Rare et heureux destin ! » que de soutenir les Doubassov, de goûter les fruits des représailles des Doubassov et de ne pas répondre pour les Doubassov.

Le démocrate de salon considère comme le fin du fin du démocratisme de regretter que les Heiden ne nous gouvernent pas. Ce balourd de salonnard, en effet, est incapable de concevoir qu'il puisse y avoir une division « naturelle » du travail entre Heiden et les Doubassov. Ecoutez-le parler :

... « Quel dommage qu'il (Heiden) soit mort juste au moment où il aurait pu se rendre le plus utile. A l'heure qu'il est, il serait en pleine lutte contre l'extrême-droite, mettant en valeur les meilleurs aspects de son âme, défendant les principes constitutionnels avec l'énergie et l'ingéniosité qui lui étaient propres » (*Tovarichtch*, n° 299, vendredi 22 juin, « A la mémoire du comte Heiden », article du correspondant de la province de Pskov).

Quel dommage que Heiden, «rénovateur pacifique » cultivé et humain, ne soit pas là pour couvrir de ses phrases constitutionnalistes la nudité de la III^e^ Douma octobriste, la nudité de l'autocratie qui est en train d'annihiler cette Douma ! La tâche d'un publiciste « démocrate » n'est pas d'arracher les costumes menteurs, de montrer au peuple dans toute leur nudité les ennemis qui l'accablent, mais de regretter l'absence des hypocrites consommés qui embellissent les rangs des octobristes... Was ist der Philister ?

Ein hohler Darm, voll Furcht und Hoffnung, dass Gott erbarm ! Qu'est-ce qu'un philistin ? Un boyau vide, plein de crainte et d'espoir que Dieu aura pitié [32]. Qu'est-ce que le philistin démocrate libéral russe du camp cadet et consorts? Un boyau vide, plein de crainte et d'espoir que le propriétaire foncier contre-révolutionnaire aura pitié!

Juin 1907

*Publié en 1907 dans le premier recueil « Goloss Jizni » (la Voix de la vie), Saint-Pétersbourg Signé: N. L.*

*Conforme au texte du recueil*

# THÈSES DU RAPPORT PRÉSENTÉ LE 8 JUILLET À LA CONFÉRENCE DE VILLE DE PÉTERSBOURG SUR LA QUESTION DE L'ATTITUDE DU PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE VIS-À-VIS DE LA IIIe DOUMA[33]

I. Boycotter la Douma, l'expérience de la révolution russe en a fait la preuve, est la seule décision correcte que puisse prendre la social-démocratie révolutionnaire lorsque les conditions historiques permettent un boycottage réellement actif, c'est-à-dire un boycottage qui traduit la force d'un élan révolutionnaire puissant et général tendant à donner l'assaut direct au vieux régime (c'est-à-dire à déclencher l'insurrection armée). Le boycottage remplit une grande tâche historique quand le prolétariat s'en sert pour mettre le peuple tout entier en garde contre un aveugle engouement petit-bourgeois pour les illusions constitutionnelles et les premières institutions, prétendument constitutionnelles, octroyées par l'ancien régime.

II. Considérer le boycottage comme un moyen efficace en soi, en dehors des conditions d'un élan révolutionnaire ample, puissant, général et rapide, et d'un assaut populaire direct tendant au renversement de l'ancien régime, en dehors du problème de la lutte contre l'engouement populaire pour une constitution octroyée, veut dire que l'on agit sous l'influence des sentiments et non de la raison.

III. C'est pourquoi, proclamer le boycottage de la Douma en partant du fait que la loi électorale favorable aux cadets a été remplacée par une autre favorable aux octobristes, qu'une Douma ouvertement octobriste s'est substituée à la II[e] Douma, qui parlait le langage des cadets et agissait à la manière des octobristes, et au sein de laquelle les social-démocrates menaient une action non dépourvue d'utilité pour la révolution, signifierait non seulement renoncer à un travail révolutionnaire conséquent au profit d'un nervosisme révolutionnaire, mais aussi reconnaître l'emprise sur les social-démocrates eux-mêmes des pires illusions à propos de la Douma et de la constitution cadettes.

IV. L'essentiel de tout le travail de propagande de la social-démocratie révolutionnaire doit porter sur l'explication au peuple du fait que le coup d'État du 3 juin 1907 est le résultat direct et absolument inévitable de la défaite de l'insurrection de décembre 1905. La leçon de la deuxième période de la révolution russe (1906-1907) est que l'offensive systématique de la réaction et le recul de la révolution qui marquèrent toute cette période, sont tout aussi inévitables lorsque prédominent la foi en la constitution et les formes prétendument constitutionnelles de lutte, et qu'ils demeurent inévitables tant que le prolétariat, recouvrant et rassemblant ses forces à la suite des défaites subies, ne se soulèvera en masses bien plus puissantes pour un assaut révolutionnaire plus résolu et plus vigoureux tendant au renversement du régime tsariste.

V. Le mouvement de grève qui prend de l'ampleur à l'heure actuelle dans la région industrielle de Moscou et qui commence à gagner les autres parties de la Russie doit être considéré comme le gage le plus marquant de l'essor révolutionnaire possible dans un proche avenir. Aussi la social-démocratie doit-elle tout mettre en œuvre non seulement pour soutenir et intensifier les luttes économiques du prolétariat, mais pour les faire passer du stade de mouvement encore purement revendicatif à celui de puissante montée révolutionnaire et de lutte directe des masses ouvrières contre les forces armées du tsarisme. Ce n'est que lorsque les efforts de la social-démocratie dans cette direction auront été couronnés de succès, ce n'est que sur le terrain d'un mouvement révolutionnaire déjà offensif que

pourra se poser avec sérieux le mot d'ordre de boycottage en étroite liaison avec l'appel direct à l'insurrection armée des masses, au renversement du régime tsariste, à son remplacement par un gouvernement révolutionnaire provisoire pour la convocation d'une assemblée constituante élue sur la base du suffrage universel, direct, égal et au scrutin secret.

*Ecrit en juillet 1907.*
*Publié sous forme de tract en juillet 1907*

*Conforme au texte du tract*

# TROISIÈME CONFÉRENCE DU P.O.S.D.R. («DEUXIÈME CONFÉRENCE DE RUSSIE»)[34]

## I

### PROJET DE RÉSOLUTION SUR LA QUESTION DE LA PARTICIPATION AUX ÉLECTIONS À LA IIIe DOUMA D'ÉTAT

Considérant

1) que le boycottage actif, l'expérience de la révolution russe en a fait la preuve, ne peut être adopté comme tactique correcte par la social-démocratie que dans les conditions d'un essor révolutionnaire général, ample et rapide se transformant en insurrection armée, et uniquement en liaison avec le problème idéologique de la lutte contre les illusions constitutionnelles que suscite la convocation par l'ancien régime de la première assemblée représentative ;

2) qu'en l'absence de ces conditions, la tactique correcte de la social-démocratie révolutionnaire exige, même si toutes les conditions d'une situation révolutionnaire sont réunies, la participation aux élections, comme ce fut précisément le cas à l'époque de la IIe Douma ;

3) que la social-démocratie, qui a toujours souligné la nature octobriste du parti cadet et la précarité de la loi électorale cadette (11.XII.1905) dans le cadre de l'autocratie, n'a aucune raison de changer de tactique depuis qu'on a remplacé cette loi par une loi électorale octobriste ;

4) que le mouvement de grève qui se développe à l'heure actuelle dans la région industrielle centrale de la Russie,

tout en étant le gage puissant d'un essor révolutionnaire possible dans un proche avenir, n'en exige pas moins par ailleurs un travail acharné visant à transformer le mouvement, jusqu'ici purement revendicatif, en un mouvement politique et directement révolutionnaire débouchant sur l'insurrection armée,

la conférence décide :

a) de participer aux élections à la IIIe Douma ;

b) d'expliquer aux masses le rapport existant entre le coup d'Etat du 3 juin 1907 et la défaite de l'insurrection de décembre 1905, les trahisons de la bourgeoisie libérale, tout en mettant l'accent sur l'insuffisance des seules luttes syndicales et en s'efforçant de transformer le mouvement de grèves économiques en un mouvement politique et en une lutte révolutionnaire directe des masses pour le renversement du gouvernement tsariste au moyen d'une insurrection;

c) d'expliquer aux masses que le boycottage de la Douma ne suffit pas en soi à faire passer le mouvement ouvrier et la lutte révolutionnaire à un degré supérieur, et que la tactique de boycottage ne pourrait s'avérer opportune que si nous réussissions à changer l'élan du mouvement revendicatif en une poussée révolutionnaire dynamique.

## 2

## ÉBAUCHE DU PROJET DE RÉSOLUTION SUR LE CONGRÈS DES SYNDICATS DE RUSSIE

La conférence considère qu'il est du devoir de tous les membres du parti d'appliquer avec vigueur la résolution du Congrès de Londres sur les syndicats, en tenant compte de l'ensemble des conditions locales lorsqu'il s'agit de créer des liens d'organisations entre les syndicats et le Parti social-démocrate ou de faire reconnaître par les premiers la direction du second, et en accordant toujours et dans toutes les conditions une attention primordiale au fait que les social-démocrates ne doivent pas se borner au sein des syndicats à s'adapter passivement au programme « neutre » qui recueille les faveurs des courants démocratiques bourgeois de toutes nuances (cadets, progressistes sans-

parti [35], socialistes-révolutionnaires, etc.), mais qu'ils doivent défendre avec fermeté les conceptions social-démocrates dans toute leur intégrité, travailler sans relâche à l'acceptation par les syndicats de la direction idéologique de la social-démocratie et à l'établissement de liens d'organisations réels et permanents entre eux.

*Ecrit en juillet 1907.*
*Publié pour la première fois en 1933 dans le Recueil Lénine XXV*

*Conforme au manuscrit*

# NOTES D'UN PUBLICISTE

Depuis la dissolution de la IIe Douma, l'abattement, le regret, le reniement constituent le trait dominant de la littérature politique. Chez M. Strouvé d'abord, dans le *Tovarichtch* ensuite, et chez une série d'écrivains apparentés à la social-démocratie enfin, nous constatons un reniement de la révolution, de ses traditions, de ses moyens de lutte, une tendance à s'accoter d'une manière ou d'une autre un peu plus à droite. Pour caractériser la façon dont, à l'heure présente, parlent et écrivent certains social-démocrates, nous prendrons au hasard deux articles parmi les écrits parus dans la presse périodiques : celui de M. Névédomski dans le n°7 d'*Obrazovanié* [36] et celui de M. Horn dans le n°348 du *Tovarichtch*.

M. Névédomski commence son article par la critique la plus acerbe de la politique cadette à la IIe Douma ainsi que par l'apologie la plus catégorique de la tactique de bloc des gauches et du comportement de la social-démocratie. Mais il termine son article de la façon suivante :

« Disons, pour nous borner à des constatations, qu'une chose doit être évidente pour chaque social-démocrate : au stade de l'évolution politique où nous nous trouvons, l'activité des partis socialistes ne fait en fin de compte que frayer la voie aux partis de la bourgeoisie, que préparer leur triomphe provisoire.

De là découle l'impératif suivant : de quelque façon que se présente le parti cadet, aussi sujet soit-il au « mimétisme » (qui dit noir aujourd'hui dit blanc demain), il convient de coordonner l'acti-

vité des socialistes avec la sienne tant qu'il demeure le seul parti d'opposition. Cela est dicté par le principe de l'économie des forces »... «De façon générale, pour parler sans aucune ironie » (si M. Névédomski est obligé de faire de telles réserves, c'est qu'il ne peut écrire sans circonlocutions ni ces fioritures qui ne servent qu'à désorienter les lecteurs et l'auteur lui-même), « cette phrase de Milioukov définit d'une manière particulièrement heureuse l'essence des rapports entre les partis »... (La phrase de Milioukov est la suivante : « On ne peut mettre à exécution les menaces d'intervention du peuple que lorsque cette intervention a été préparée ; c'est à cette préparation que doivent justement travailler tous ceux qui estiment que la Douma ne dispose pas en propre des pouvoirs qui lui seraient nécessaires pour venir à bout de ses considérables tâches » ; autrement dit, que les gauches préparent et créent un mouvement — sur ce point l'interprétation de M. Névédomski est correcte — « et messieurs les cadets et la Douma verront à prendre ce travail en considération »)... « Peut-être ces mots ne sont-ils pas dépourvus de cynisme lorsqu'ils sortent de la bouche d'un représentant du parti « qui prend en considération », mais lorsque c'est Plékhanov par exemple qui pose ainsi la question, il ne s'agit plus que d'une définition exacte et réaliste de la ligne de conduite de la social-démocratie et de sa façon d'utiliser les forces de l'opposition libérale. »

Nous sommes prêts à admettre que Plékhanov puisse éprouver une certaine sensation de... gêne, pour ne pas dire plus, lorsque de tels personnages viennent lui tapoter aimablement l'épaule. Mais par ses slogans cadets — programme unique des social-démocrates et des cadets, sauvegarde de la Douma, etc. —, Plékhanov leur a incontestablement donné le droit d'*utiliser* ses propos dans ce sens.

Et maintenant écoutez M. Horn.

« Il est clair que pour en venir à bout » (il s'agit de la coalition antidémocratique des propriétaires fonciers et de la grande bourgeoisie créée par la loi électorale du 3 juin), « deux conditions sont indispensables. Tout d'abord, il faut que toutes les couches démocratiques, y compris le prolétariat, s'entendent de façon à opposer une coalition à une autre, et en second lieu qu'elles mènent la lutte *non pas par la recherche de mots d'ordre catégoriques en vue de rejeter les éléments insuffisamment révolutionnaires ou de forcer au mouvement la minorité révolutionnaire notoire* (souligné par M. Horn), mais par une véritable lutte concrète, qui gagne les masses elles-mêmes, contre les mesures, concrètes elles aussi, de la coalition antidémocratique. Pour mettre sur pied une coalition démocratique point n'est besoin de fusionner ; seule suffit une entente sur les moyens et les buts immédiats de la lutte. Et ce genre d'entente est parfaitement réalisable dans la mesure où les partis, représentants conscients des masses, veulent imposer des changements réels des conditions sociales, et non pas s'en tenir au travail d'agitation ».

Ces extraits ne montrent-ils pas clairement que nos deux champions des idées cadettes à la mode disent au fond la même chose ? M. Horn ne fait que dévoiler ses batteries un peu plus franchement et un peu plus à fond, mais la différence qui le sépare de M. Névédomski n'est nullement plus grande que celle que sépare M. Strouvé de M. Nabokov ou de M. Maklakov.

La politique a sa logique interne. Combien de fois nous a-t-on répété qu'entre les social-démocrates et les libéraux sont possibles des ententes *techniques*, ne conduisant en aucune manière au *bloc politique* que n'a cessé de désavouer l'ensemble des social-démocrates, membres du parti (laissons de côté les non-membres ou ceux qui mènent le double jeu, affirmant une chose dans le parti et une autre dans un journal « libre » sans-parti). Mais la vie a invariablement battu en brèche ces belles constructions et ces pieux souhaits, car sous couvert d'ententes « techniques » ce sont toujours les idées du bloc politique qui se frayaient un chemin. Dans un pays petit-bourgeois, à une époque de révolution bourgeoise, vu le nombre d'intellectuels petit-bourgeois que comprend le parti ouvrier, la tendance à la soumission politique du prolétariat vis-à-vis des libéraux présente les racines les plus réelles. Et c'est dans cette tendance, qui trouve sa source dans la situation objective, qu'il faut voir la teneur véritable de toute politicaillerie *pseudo*-socialiste sur le thème de la coalition avec les cadets. M. Horn, avec la naïveté de l'intellectuel dont seules les paroles sont d'inspiration social-démocrate, mais dont la pensée, la trame idéologique, le « fond », s'avèrent purement libéraux ou petit-bourgeois, M. Horn prône carrément le bloc politique, la « *coalition démocratique* ». Ni plus ni moins.

Il est très significatif que M. Horn *soit obligé* d'admettre une réserve : « point n'est besoin de fusionner » ! En faisant cette réserve, il a tout simplement montré ce qui lui restait de mauvaise conscience socialiste. Car lorsqu'il dit « point n'est besoin de fusionner, seule suffit une entente », il fournit aussitôt une description de cette « entente », une définition de son *contenu* qui illustre avec la plus totale clarté son reniement des idées social-démocrates. Ce ne sont pas les mots qui changent quoi que ce soit

à l'affaire, et que l'on parle de « fusion » ou d'« entente » n'y fait rien. Ce qui importe, c'est le véritable contenu de cet « *accouplement* »; ce qui importe c'est le *prix* auquel vous proposer au Parti ouvrier social-démocrate de devenir la prostituée du libéralisme.

Ce prix est défini on ne peut plus clairement :

1) Renoncer au travail de propagande.

2) Renoncer à la « recherche » de mots d'ordre catégoriques.

3) Renoncer à rejeter les éléments insuffisamment révolutionnaires.

4) Renoncer à « forcer» le mouvement de la minorité révolutionnaire notoire.

Je suis prêt à donner une prime à quiconque serait capable de mettre au point un programme plus clair et plus précis de reniement plus total et plus abject. Si M. Horn se distingue de M. Strouvé, c'est uniquement en ceci que ce dernier connaît bien la route qu'il suit et que dans une certaine mesure, il choisit « lui-même » le pas à adopter. Quant à M. Horn, ses moniteurs cadets le mènent tout simplement en bride.

— Renoncer au travail de propagande, c'est ce que les cadets de la IIe Douma n'ont pas cessé de recommander au peuple. Cela signifie renoncer à développer la conscience et l'*esprit revendicatif* des masses ouvrières et de la paysannerie, c'est les rabaisser l'une et l'autre, les étouffer, les réduire à néant, c'est prôner la paix sociale.

— Renoncer à la recherche de mots d'ordre catégoriques, cela signifie renoncer, comme l'ont déjà fait les cadets, à répandre des mots d'ordre que la social-démocratie avançait déjà bien avant la révolution.

— Renoncer à rejeter les éléments insuffisamment révolutionnaires, cela signifie ne plus dénoncer aux yeux des masses l'hypocrisie, le mensonge et la nature réactionnaire des cadets, cela signifie tomber dans les bras de M. Strouvé.

— Renoncer à forcer le mouvement de la minorité révolutionnaire notoire, cela signifie au fond cesser de recourir aux moyens révolutionnaires de lutte. Car il est absolument indiscutable que c'est la *minorité révolutionnaire notoire* qui prit part aux événements révolutionnaires tout au long de l'année 1905 : c'est précisément parce qu'elles combat-

tirent seules que les masses de cette minorité ne virent point leur lutte remporter un plein succès. Il n'en demeure pas moins que toutes les victoires à inscrire à l'actif du mouvement de libération en Russie, et de façon générale, toutes ses conquêtes, furent *dans leur intégralité et sans exception* le fruit de la *seule* lutte des masses appartenant à cette minorité. Ceci pour le premier point. Et en second lieu le mouvement que les libéraux et leurs sous-fifres qualifient de « mouvement forcé » fut l'*unique* mouvement auquel les masses, malheureusement en minorité pour cette première fois, prirent une part directe, sans passer par l'intermédiaire de quelque représentant, l'unique mouvement qui *n'eut rien à redouter* du peuple, qui exprima les intérêts des masses, qui recueillit la sympathie de ces masses considérables qui ne participèrent pas directement à la lutte révolutionnaire (preuve en fut faite lors des élections à la Ire et tout particulièrement à la IIe Douma).

Lorsqu'il parle de « forcer le mouvement de la minorité révolutionnaire notoire », M. Horn se livre à un travail de déformation des plus courants, tout à fait dans la manière de Bourénine. Quand le journal de Bourénine [37] guerroyait contre Alexinski à l'époque de la IIe Douma, il présentait toujours les choses comme si son animosité venait non pas du fait qu'Alexinski luttait en faveur de la liberté politique, mais du fait que celui-ci voulait être libre... de casser les carreaux, de grimper aux réverbères, etc... C'est le lit des Cent-Noirs également que prépare par un travail similaire le publiciste du *Tovarichtch*. Il s'emploie à présenter les choses comme si l'entente entre socialistes et libéraux, se voyait entravée non pas parce que les socialistes sont et seront toujours favorables au développement de la conscience et du travail révolutionnaires des masses en général, mais uniquement parce que les socialistes prétendent *forcer* le mouvement, le pousser, l'exacerber artificiellement, parce qu'ils s'ingénient à attiser des mouvements *manifestement* voués à l'échec.

Nous répondrons brièvement à ces sorties. A l'époque de la Ire comme de la IIe Douma, la presse socialiste dans son ensemble, tant menchevique que bolchevique, réprouva toute tentative de « forcer » le mouvement... Et si les cadets cherchèrent querelle aux social-démocrates à l'une

et l'autre assemblée, ce n'est pas parce que ces derniers forçaient le mouvement, mais bien parce qu'ils travaillaient à *développer* la conscience révolutionnaire et l'esprit revendicatif des masses, parce qu'ils *dénonçaient* la nature réactionnaire des cadets ainsi que le mirage des illusions constitutionnelles. Aucune gymnastique journalistique ne peut tourner des faits historiques bien connus de tous. Quant à la forme de l'article de M. Horn, elle est hautement caractéristique de notre temps, où nous voyons la « société cultivée » abjurer la révolution pour se raccrocher à la pornographie. Tel individu qui se considère comme un social-démocrate se tourne vers un journal sans-parti afin de pouvoir prononcer devant un large public des discours à la mode de *Novoïé Vrémia* qui traiteront du mouvement auquel le parti ouvrier « force » la minorité « notoire » ! Ainsi, des dispositions d'esprit de renégat engendrent chez nous des mœurs de renégat.

* * *

Abordons maintenant la question sous un autre angle. Les conceptions de MM. Névédomski, Horn et consorts, qui suscitent une telle répugnance, quand elles sont soi-disant fournies par des social-démocrates, sont sans conteste significatives et naturelles de la part de larges couches de l'intelligentsia bourgeoise, de la « société » libéralisante, des fonctionnaires frondeurs, etc. Il ne suffit pas de considérer ces conceptions comme l'expression de la petite bourgeoisie instable, sans consistance et politiquement sans caractère. On doit aussi les expliquer en fonction du point actuellement atteint par notre révolution.

Pourquoi est-ce précisément maintenant, avant la IIIe Douma, que l'on voit apparaître dans certains milieux de la petite bourgeoisie de telles conceptions ? C'est parce que ces milieux, dont les opinions varient avec docilité à chaque tournant de la politique gouvernementale, ont confiance dans la Douma octobriste, c'est-à-dire qu'ils estiment qu'elle est capable de remplir sa mission, et qu'ils se hâtent d'adapter leurs batteries aux « réformes octobristes », de trouver un fondement et une justification idéologiques à leur ralliement à l'octobrisme.

L'intention du gouvernement est, à travers la Douma octobriste, d'en finir avec la révolution par le biais d'un marché passé directement entre l'ancien régime d'une part, les propriétaires fonciers et la grande bourgeoisie de l'autre, et se traduisant par l'octroi d'une quantité minimale de réformes constitutionnelles. C'est là une hypothèse, mais qui n'a rien d'absolument impossible, car nous avons bien vu en Europe occidentale toute une série de révolutions bourgeoises s'achever par la consolidation de l'ordre constitutionnel « octobriste ». La question est seulement de savoir s'il est possible, dans la Russie moderne, d'enrayer la révolution par des « réformes » octobristes. Celles-ci ne sont-elles pas, étant donné l'ampleur de notre révolution, vouées au même échec que les « réformes » cadettes ? Qui nous dit que la Douma octobriste ne sera point qu'une nouvelle étape, d'une brièveté comparable à celle des Doumas cadettes, sur la voie d'un rétablissement du pouvoir des Cent-Noires et de l'autocratie ?

En 1905, nous avons traversé une période de luttes révolutionnaires directes des masses qui portèrent certains fruits dans le domaine des libertés. Puis l'année 1906 et le premier semestre de l'année 1907 virent un arrêt de cette lutte, qui se traduisit par une série de victoires de la réaction contre aucune de la révolution et par une perte des conquêtes de la première période. La seconde période fut celle des cadets, l'époque des illusions constitutionnelles. Les masses croyaient encore, avec plus ou moins de confiance, que l'autocratie était compatible avec un régime parlementaire. De son côté, consciente du danger qu'aurait présenté un régime strictement cent-noir, l'autocratie s'efforça de s'entendre avec les cadets, faisant des expériences, *essayant* différents modèles de costume constitutionnel, recherchant des réformes susceptibles de recueillir l'approbation de messieurs les grands propriétaires fonciers, les « maîtres » de la Russie. Mais l'expérience de la constitution cadette se solda par un échec, et ce, bien que les cadets se fussent comportés à la IIe Douma comme de véritables octobristes : non seulement ils ne tentèrent pas de s'en prendre au gouvernement, de dresser les masses contre lui, mais, bien au contraire, ils s'ingénièrent à apaiser systématiquement les masses, à lutter contre la « gau-

che », c'est-à-dire contre les partis du prolétariat et de la paysannerie, et apportèrent un soutien direct et résolu audit gouvernement (budget, etc...). En un mot, si l'expérience de la constitution cadette échoua, ce n'est nullement parce que la bonne volonté fit défaut aux cadets et au gouvernement, mais parce que les contradictions objectives de la révolution russe s'avérèrent *trop profondes*. Elles *s'avérèrent* si profondes qu'il fut impossible de jeter une passerelle cadette en travers de l'abîme. Les faits montrèrent que malgré les coups qui, pour un temps, enrayèrent totalement la lutte des masses, malgré l'arbitraire sans vergogne dont fit preuve l'ancien régime pour truquer les élections, etc., les masses paysannes (et l'on n'est pas sans savoir que l'issue de toute révolution bourgeoise dépend avant tout de la paysannerie) formulèrent des exigences telles que nulle diplomatie des intermédiaires cadets *n'est à même* de concilier avec le pouvoir des propriétaires fonciers nantis de leurs privilèges. Si aujourd'hui M. Strouvé s'acharne contre les troudoviks [38] (sans même parler des social-démocrates), si la *Retch* [39] elle-même mène toute une campagne contre eux, ce n'est pas le fait du hasard, ce n'est pas simple dépit d'avocat bourgeois dont le moujik a refusé les services. C'est un pas politique inéluctable dans l'évolution des cadets : on n'a pas réussi à réconcilier propriétaires fonciers et troudoviks, *donc* (et un intellectuel bourgeois ne peut arriver qu'à cette *seule* conclusion) il faut non pas entraîner de plus larges masses à la lutte contre les propriétaires, mais au contraire *rogner* les exigences des troudoviks, *céder encore plus* le pas aux féodaux, « rejeter les utopies révolutionnaires », comme disent Strouvé et la *Retch*, ou renoncer à rechercher des mots d'ordre catégoriques et à forcer le mouvement, selon les termes de M. Horn, ce nouveau valet des cadets.

Le gouvernement *s'adapte* aux propriétaires fonciers en remettant intégralement les élections entre leurs mains, en dépouillant littéralement la paysannerie de ses droits électoraux. Les cadets s'adaptent aux propriétaires fonciers en invectivant les troudoviks en raison de leur esprit révolutionnaire et de leur obstination. Les politicailleurs sans-parti, comme les collaborateurs du *Tovarichtch*, en général, et comme M. Horn, en particulier, s'adaptent aux

propriétaires fonciers en appelant le prolétariat et la paysannerie à « accorder » (« coordonner », comme dit M. Névédomski) leur politique à celle des cadets, à rejoindre ces derniers au sein d'une « coalition démocratique », à renoncer aux « mots d'ordre catégoriques » et ainsi de suite.

L'action du gouvernement est systématique. L'une après l'autre, il remet en cause les conquêtes dues au « mouvement forcé », et celles qui restèrent sans défense avec la période d'accalmie qui suivit. Pas à pas il recherche les « réformes » auxquelles pourraient consentir messieurs les propriétaires fonciers. Pourquoi les cadets ne purent-ils en faire autant ? S'ils ne le purent, en dépit de leur vif désir et de leurs efforts, c'est en raison de la résistance de la gauche. Il faut donc tronquer les droits électoraux des « gauches » et remettre la décision entre les mains des octobristes : c'est seulement en cas d'insuccès de *cette nouvelle expérience* qu'il faudra entièrement s'abandonner au pouvoir du « Conseil de la noblesse unifiée » [40].

Il y a dans les actes du gouvernement une signification, un système, une logique : la logique des intérêts de classe du propriétaire foncier. Ces intérêts, il s'agit de les défendre et puis, de toute manière, il y a qu'il faut assurer à la Russie la voie du développement bourgeois.

Pour mener à bien ses plans, le gouvernement doit réprimer *par la violence* les intérêts et le mouvement *des masses*, leur retirer leurs droits électoraux, les livrer à la justice sommaire des 130 000. Parviendra-t-on à exécuter ces plans ? Pour le moment nul ne peut répondre à cette question. Seule la *lutte* y répondra.

Nous autres, social-démocrates, nous résolvons ce problème par *notre* lutte. Les cadets aussi, *en menant le combat... contre la gauche*. Ils se battent pour que ce soit la solution *gouvernementale* qui triomphe : c'est dans ce sens qu'ils agissaient systématiquement dans l'arène parlementaire à l'époque de la IIe Douma : ils continuent à agir dans le même sens à présent par leur lutte idéologique contre la social-démocratie et les troudoviks.

Bien entendu, pour le simple intellectuel russe, comme pour tout petit bourgeois à demi cultivé, il semble paradoxal que les cadets, qui s'intitulent démocrates et tiennent des discours libéraux, militent en faveur du triomphe de

la solution gouvernementale ! Ça n'a pas de sens commun ! Ce sont des démocrates, donc fourrons-les dans la « coalition démocratique ». Mais ce n'est une conclusion claire que pour les naïfs de la politique auxquels même les deux années qu'a durées la révolution russe n'ont pas appris à déceler dans la *lutte des différentes classes* ce qui se cache derrière les mesures gouvernementales et le flot de paroles libérales. Et combien trouve-t-on chez nous d'intellectuels « marxistes » qui épousent le principe de la lutte des classes, mais qui en réalité adoptent une attitude tout à fait libérale lorsqu'ils en viennent à discuter des cadets, du rôle de la Douma et du boycottage ! Et combien de fois encore faudra-t-il que les cadets votent en faveur du budget pour que ces jocrisses politiques puissent assimiler un phénomène depuis longtemps familier en Europe : celui du libéral qui pérore contre le gouvernement tout en lui apportant son soutien pour toute question sérieuse.

Le remplacement de la IIe Douma par la IIIe, c'est le remplacement d'un cadet agissant à la manière d'un octobriste par un octobriste agissant avec le concours d'un cadet. Si à la IIe Douma prédominaient les intellectuels bourgeois qui, pour faire plaisir au peuple, s'intitulaient démocrates et, pour faire plaisir à la bourgeoisie, accordaient leur appui au gouvernement, c'est le parti des propriétaires fonciers et de la grande bourgeoisie qui va s'assurer la direction de la IIIe Douma ; quant à l'intelligentsia bourgeoise, il l'engagera pour jouer le rôle d'opposition de façade et lui rendre des services « d'affaire ». Cette idée toute simple est corroborée par l'ensemble du comportement politique du parti cadet, et par la IIe Douma tout spécialement. D'ailleurs même le petit bourgeois moyen commence à la comprendre : nous en prenons à témoin M. Jilkine, qu'il serait comique de soupçonner de sympathie envers le bolchevisme ou d'inimitié préconçue et implacable envers les cadets.

Dans le *Tovarichtch* d'aujourd'hui (n° 351), M. Jilkine traduit comme suit les impressions d'un provincial « courageux et allègre » (sic ! pour M. Jilkine le mot « courage » a approximativement la même acception que pour Horn ou Névédomski) :

« Les propriétaires fonciers octobristes avec lesquels j'ai discuté, tiennent le raisonnement suivant : « Les cadets ? Oui, on peut voter

pour eux. Quel est leur avantage ? Ils sont accommodants. A la Ire Douma ils ont visé trop haut. Ils en ont rabattu à la IIe. Ils ont même fait des coupures à leur programme. Eh bien, à la IIIe ils en rabattront encore. Vous verrez, on finira par se mettre d'accord. Et puis, pour dire la vérité vraie, nous n'avons aucun candidat octobriste à mettre en avant.

... Les cadets n'ont qu'à passer. La différence entre eux et nous n'est pas si grande après tout. Et puis eux aussi glisseront vers la droite à la IIIe Douma... Notre amitié avec les octobristes n'est que le fruit de la nécessité... Mais où sont donc leurs orateurs et leurs grands hommes ? »

Celui qui juge les partis d'après leur nom, leur programme, leurs promesses et leurs discours, ou qui se contente d'un « marxisme » bernsteinisé de bas aloi, se bornant à rabâcher les lieux communs concernant le soutien de la démocratie bourgeoise au cours de la révolution bourgeoise, celui-là peut nourrir des espoirs quant à une coalition démocratique entre gauche et cadets à la IIIe Douma. Mais celui qui a ne serait-ce qu'un grain d'intuition révolutionnaire et qui réfléchit tant soit peu sur les leçons de notre révolution, ou celui qui se laisse réellement guider par le principe de la lutte de classe, et qui juge des partis de par leur nature de classe, celui-là ne s'étonnera nullement de ce que le parti de l'intelligentsia bourgeoise ne soit bon qu'à servir de laquais au parti de la grande bourgeoisie. Libre à M.M. Horn et Névédomski de penser que les divergences entre les cadets et la démocratie constituent l'exception, et leurs divergences avec les octobristes, la règle. Mais c'est justement l'inverse qui est vrai. En fait, de par leur nature de classe, les cadets sont apparentés aux octobristes. Le démocratisme cadet, c'est du clinquant, un reflet passager du démocratisme des masses ; c'est une duperie pure et simple à laquelle s'abandonnent les bernsteiniens et les petits-bourgeois russes et, en particulier, ceux du journal *Tovarichtch*.

Ainsi donc, si vous abordez de cette manière la question qui nous intéresse, si vous comprenez le rôle historique réel du cadet — cet intellectuel bourgeois qui apporte son concours au propriétaire foncier pour que le moujik se satisfasse d'une réforme misérable —, alors vous aurez la révélation de toute la sagesse de MM. Horn, Névédomski et

consorts lorsqu'ils conseillent au prolétariat d'*accorder* ses actions à celles des cadets ! Le tableau des « réformes » octobristes que l'on nous promet ne manque nullement de clarté. Le propriétaire foncier « s'occupera » du moujik, il s'en occupera si bien qu'il ne sera pas possible de contraindre la population à accepter les réformes sans monter d'expéditions punitives, sans donner le fouet aux paysans et sans fusiller les ouvriers. Le professeur cadet « fera » l'opposition : il démontrera, du point de vue de la science juridique moderne, la nécessité d'édicter, par voie de constitution, des règles concernant les expéditions punitives, condamnant les excès de zèle de la police. L'avocat cadet « fera » l'opposition : il prouvera que la loi autorise soixante coups et non deux cents, et qu'il convient d'allouer des crédits au gouvernement pour l'achat de verges, une fois définies les conditions de respect de la légalité. Le médecin-cadet, lui, sera prêt à prendre le pouls du fustigé et à faire une étude sur la nécessité de diminuer de moitié le nombre maximum de coups.

N'est-ce point de cette nature que fut l'opposition cadette à la IIe Douma ? Et n'est-il pas clair que, pour disposer d'une telle opposition, non seulement le propriétaire foncier octobriste votera pour l'élection du cadet, mais en outre, qu'il acceptera volontiers de lui verser un salaire de professeur ou autre ?

La coalition démocratique entre socialistes et cadets à la IIe Douma ou après, comme à la IIIe Douma, aboutirait en fait, en raison de la situation objective, à la transformation du parti ouvrier en un aveugle et misérable appendice des libéraux, à une trahison par les socialistes des intérêts du prolétariat, des intérêts de la révolution. Messieurs Névédomski, Horn et consorts, c'est fort possible, n'ont pas conscience de ce qu'ils font. Souvent, les convictions de cette sorte de gens ne siègent pas plus profond que sur le bout de la langue. Il n'en demeure pas moins qu'au fond leur action tend à l'élimination du parti indépendant de la classe ouvrière, à l'élimination de la social-démocratie. Mais la social-démocratie qui a conscience de ses tâches, se doit, elle, d'en finir avec ces messieurs. Jusqu'à présent, malheureusement, on n'a compris chez nous la notion de révolution bourgeoise que d'une

manière trop étroite. On a tendance par exemple à oublier que cette révolution doit montrer au prolétariat — et elle seule peut être la première à le faire — la *véritable* nature de la bourgeoisie d'un pays *donné*, les particularités *nationales* de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie dans la révolution bourgeoise *nationale* donnée. La différenciation véritable, définitive et en masse du prolétariat en tant que classe, face à tous les partis bourgeois, ne pourra s'effectuer que lorsque l'histoire de son *propre* pays lui montrera *tous les aspects* de la bourgeoisie en tant que classe et en tant qu'entité politique, tous les aspects de la petite-bourgeoisie en tant que couche sociale, en tant qu'entité politique et idéologique se manifestant dans des activités politiques de grande envergure. Il faut que, par nos explications inlassables, le prolétariat ait des idées théoriques claires sur la nature des intérêts de classe de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie dans la société capitaliste. Mais ces idées ne seront assimilées par les plus larges masses prolétariennes que lorsqu'elles auront sous les yeux, lorsqu'elles pourront toucher du doigt le comportement des partis de telle ou telle classe, lorsque, outre la pleine conscience de leur nature de classe, la réaction directe de leur esprit prolétarien les aidera à découvrir le vrai visage des partis bourgeois. Nulle part plus que chez nous, peut-être, la bourgeoisie n'a fait preuve au cours de la révolution bourgeoise d'une telle brutalité réactionnaire, agi en alliance aussi étroite avec le vieux régime, manifesté une telle « liberté » vis-à-vis de quoi que ce soit ressemblant, même de loin, à de la sympathie sincère envers la culture, le progrès, la sauvegarde de la dignité humaine : puisse notre prolétariat retirer de la révolution bourgeoise russe un triple regain de haine envers la bourgeoisie et la volonté décuplée de la combattre. Nulle part au monde, vraisemblablement, la petite bourgeoisie — à commencer par les « socialistes-populistes » [41] et les troudoviks, et pour terminer avec les intellectuels qui se sont faufilés dans la social-démocratie — n'a fait preuve d'une telle pusillanimité et d'une telle veulerie dans la lutte, d'une débauche aussi répugnante de velléités renégates, d'une telle servilité devant les héros de la mode bourgeoise ou de la violence réactionnaire : puisse notre prolétariat retirer de notre ré-

volution bourgeoise un triple mépris de la veulerie et de l'instabilité de la petite bourgeoisie. Quelle que soit la progression de notre révolution, aussi pénibles soient les temps qu'aura parfois à affronter le prolétariat, cette haine et ce mépris cimenteront ses rangs, le débarrasseront des éléments impropres issus d'autres classes, décupleront ses forces, le tremperont jusqu'à le rendre capable d'assener les coups qui lui permettront le moment venu de s'attaquer à la société bourgeoise toute entière.

*Ecrit le 22 août (4 septembre) 1907. Publié en 1907 dans le premier recueil « Golosa Jizni » à Saint-Pétersbourg. Signé: N.L.*

*Conforme au texte du recueil*

# LE CONGRÈS SOCIALISTE INTERNATIONAL DE STUTTGART[42]

Le congrès socialiste international qui s'est tenu à Stuttgart au mois d'août dernier s'est distingué par le nombre considérable des participants et l'ampleur de leur représentativité. Les cinq parties du monde avaient envoyé des délégués, dont le nombre total se montait à 886. Outre le fait qu'il a constitué une grandiose manifestation de l'unité internationale de la lutte prolétarienne, le congrès a joué un rôle de premier plan dans l'élaboration de la tactique des partis socialistes. Sur toute une série de questions qui jusqu'alors étaient résolues exclusivement à l'intérieur de chaque parti socialiste, le congrès a adopté des résolutions communes. Que le socialisme se fonde en une force internationale, l'augmentation du nombre des questions qui, dans les différents pays, exigent une seule et unique solution de principe, le montre de façon particulièrement frappante.

Nous insérons ci-dessous le texte intégral des résolutions de Stuttgart [43]. Mais pour le moment, nous nous arrêterons brièvement sur chacune d'entre elles afin de mettre en relief les principaux points litigieux et le caractère des débâts du congrès.

Ce n'est pas la première fois que des congrès internationaux s'occupent de la question coloniale. Jusqu'à présent leurs décisions se ramenaient toujours à une condamnation irrévocable de la politique coloniale de la bourgeoisie

en tant que politique de pillage et de violence. Cette fois, la commission du congrès se trouva être composée de telle sorte que les éléments opportunistes y prirent le dessus, avec à leur tête le Hollandais Van Kol. Dans le projet de résolution fut introduite une phrase selon laquelle le congrès ne condamnait pas le principe de toute politique coloniale qui, en régime socialiste, pourrait jouer un rôle civilisateur. La minorité de la commission (avec l'Allemand Ledebour, les social-démocrates russes et polonais, ainsi que de nombreux autres) protestèrent énergiquement, soulignant combien cette idée était inadmissible. La question fut portée devant le congrès, et les deux tendances s'avérant sensiblement égales de force, la lutte fit rage avec une passion extrême.

Les opportunistes se regroupèrent derrière Van Kol. Bernstein et David, au nom de la majorité de la délégation allemande, intervinrent en faveur de la reconnaissance d'une « politique coloniale socialiste » et vilipendèrent les radicaux pour la stérilité de leur attitude négative, pour leur incompréhension de l'importance des réformes, pour l'absence chez eux d'un programme colonial pratique, etc. Réplique leur fut donnée entre autres par Kautsky, qui se vit contraint d'inviter le congrès à se prononcer *contre* la majorité de la délégation allemande. Il souligna fort justement qu'il ne s'agissait nullement d'une négation de la lutte pour des réformes, ce que les autres parties de la résolution, qui ne furent l'objet d'aucunes contestations, indiquaient avec la netteté la plus absolue. La véritable question est de savoir si nous devons faire des concessions à l'actuel régime bourgeois de pillage et de violence. La politique coloniale menée de nos jours doit être soumise à l'examen du congrès. Elle se fonde sur l'asservissement direct des sauvages : la bourgeoisie introduit en fait l'esclavage dans les colonies, soumet les indigènes à des avanies et à des violences sans nom, les « civilise » en répandant l'eau-de-vie et la syphilis. Et dans des conditions semblables les socialistes viendraient évoquer de manière évasive la possibilité d'une reconnaissance de principe de la politique coloniale ! Cela constituerait un passage direct aux conceptions bourgeoises ; ce serait faire un pas décisif vers la soumission du prolétariat à l'idéologie bour-

geoise, à cet impérialisme bourgeois qui, à l'heure présente, relève la tête avec une telle morgue.

Le congrès a repoussé la proposition de la commission par 128 mandats contre 108 et 10 abstentions (Suisse). Il est à remarquer qu'avec le mode de scrutin utilisé à Stuttgart, pour la première fois, chaque pays avait droit à un nombre différent de voix allant de 20 (pour les grands pays, dont la Russie) à 2 (Luxembourg). Les petites nations, qui ne menaient pas de politique coloniale ou en étaient victimes, l'emportèrent sur les pays où la soif de conquête s'était communiquée quelque peu au prolétariat lui-même.

Ce vote sur la question coloniale est d'une très grande importance. Tout d'abord, on a vu se démasquer de manière très nette l'opportunisme socialiste, incapable de résister à la séduction bourgeoise. En second lieu, il a fait apparaître un aspect négatif du mouvement ouvrier européen, aspect susceptible de causer bien des maux à la cause du prolétariat et méritant pour cette raison une attention toute particulière. Marx a cité à maintes reprises une maxime de Sismondi fort significative. Dans l'antiquité, disait cette maxime, les prolétaires vivaient aux frais de la société. La société moderne, elle, vit aux frais des prolétaires [44].

La classe des nécessiteux qui ne travaillent pas est incapable de renverser le pouvoir des exploiteurs. Seule la classe des prolétaires qui pourvoit aux besoins de toute la société, peut réaliser la révolution sociale. Or, la politique coloniale menée sur une large échelle a conduit *en partie* le prolétaire européen à une situation telle, que *ce n'est pas* de son travail que vit la société toute entière, mais du travail d'indigènes coloniaux pratiquement réduits à l'esclavage. La bourgeoisie anglaise, par exemple, tire plus de profits de dizaines et de centaines de millions d'habitants de l'Inde et de ses autres colonies que des ouvriers anglais. Dans ces conditions se créent les bases matérielles, économiques de la contagion du prolétariat de tel ou tel pays par le chauvinisme colonial. Cela peut n'être, bien entendu, qu'un phénomène passager, mais il n'en est pas moins nécessaire de prendre conscience du mal, d'en comprendre les causes, afin d'être en mesure de regrouper le prolétariat de tous les pays pour lutter contre ce genre d'opportunisme. Et cette lutte mènera inévitablement à la victoire, car les

nations « privilégiées » constituent une fraction de plus en plus restreinte des nations capitalistes.

La question du droit de vote des femmes n'a pratiquement pas suscité de discussion au congrès. Il ne s'est trouvé qu'une Anglaise de la très opportuniste « Société fabienne » [45] pour se hasarder à avancer l'idée de la possibilité d'une lutte des socialistes non en faveur du suffrage universel, mais en faveur d'une limitation du vote des femmes, c'est-à-dire d'un cens. Mais notre fabienne est restée complètement isolée. Son arrière-pensée était simple : les dames de la bourgeoisie anglaise espèrent se voir octroyer un droit de vote qui ne s'étendrait pas au prolétariat féminin.

En même temps que le congrès socialiste international, se déroulait à Stuttgart, dans le même local, la première conférence socialiste internationale des femmes. Cette conférence de même que la commission du congrès ont été le théâtre, lors de la discussion sur la résolution, d'intéressants débats entre social-démocrates allemands et autrichiens. Ces derniers, au cours de leur combat en faveur du suffrage universel, avaient quelque peu rabattu de leurs exigences quant à l'égalité entre hommes et femmes : pour des considérations pratiques ils trouvaient plus opportun de réclamer non le suffrage universel, mais le droit de vote pour les hommes. Dans leurs interventions, Clara Zetkin et d'autres social-démocrates allemands ont montré avec justesse aux Autrichiens combien leur démarche avait été erronée, combien ils avaient affaibli la puissance du mouvement de masse en n'exigeant pas avec la dernière énergie le droit de vote non seulement pour les hommes, mais également pour les femmes. Les derniers mots de la résolution de Stuttgart (« il est indispensable d'exiger le suffrage universel *à la fois* pour les hommes et pour les femmes ») ont un rapport évident avec cet épisode de « praticisme » excessif de l'histoire du mouvement ouvrier autrichien.

La résolution sur les rapports entre partis socialistes et syndicats revêt une signification particulièrement grande pour nous autres Russes. Le congrès de Stockholm du P.O.S.D.R. s'était prononcé pour des syndicats *non rattachés au parti*, s'en tenant ainsi au principe de la neutralité. C'est cette même attitude qu'avaient toujours adop-

tée nos démocrates sans-parti, bernsteiniens et socialistes-révolutionnaires. Le congrès de Londres avait formulé, lui, un autre principe : celui d'un rapprochement des syndicats et du parti allant jusqu'à la reconnaissance de l'appartenance (dans certaines conditions) des syndicats au parti. A Stuttgart, la sous-section social-démocrate de la section russe (les socialistes de chaque pays constituent dans les congrès internationaux des sections indépendantes) s'est scindée lors de l'examen de cette question (alors que les autres points n'ont pas donné lieu à scission). Plékhanov, en effet, s'est prononcé en faveur du principe de la neutralité. De son côté, le bolchevik Voïnov [46], lui, a soutenu le point de vue antineutraliste du congrès de Londres et de la résolution belge (publiée conjointement avec le rapport de De Brouckère dans les comptes rendus du congrès ; ce rapport paraîtra bientôt en russe). Clara Zetkin a noté avec raison dans son journal *Die Gleichheit* [47] que les arguments invoqués par Plékhanov en faveur de la neutralité étaient aussi peu convaincants que ceux des Français. Et la résolution du congrès de Stuttgart, comme l'a fait justement remarquer Kautsky, et comme chacun pourra s'en convaincre en la lisant attentivement, met fin à la reconnaissance du principe de la « neutralité ». Non seulement elle ne comporte pas un seul mot sur la neutralité ou le non-rattachement à un parti mais, bien au contraire, elle confirme de la façon la plus précise la nécessité de liens étroits et toujours plus fermes entre les syndicats et le parti socialiste.

La résolution sur les syndicats adoptée au congrès de Londres du P.O.S.D.R. se voit donc conférer à présent une solide base de principe avec la résolution de Stuttgart. Celle-ci affirme, de façon générale et pour tous les pays, la nécessité de liens étroits et solides entre les syndicats et le parti socialiste. Or, la résolution de Londres indique, pour la Russie, que ces liens doivent revêtir, si les conditions s'y prêtent, la forme du rattachement des syndicats au parti, et que c'est dans ce sens que doit s'orienter l'activité des membres du parti.

Il est à noter que les aspects dangereux du principe de la neutralité sont apparus au grand jour à Stuttgart, en ceci que la moitié de la délégation allemande, composée de re-

présentants des syndicats, était la plus résolue à occuper les positions de l'opportunisme. Ceci explique pourquoi, par exemple, les Allemands se sont opposés à Van Kol, à Essen (Essen a vu se dérouler le congrès du parti, et non des syndicats) et l'ont approuvé à Stuttgart. La propagande faite en Allemagne en faveur de la neutralité a porté *en pratique* des fruits nuisibles en faisant le jeu de l'opportunisme au sein de la social-démocratie. Il convient de ne pas l'oublier dorénavant, et tout particulièrement en Russie où foisonnent les conseilleurs démocrates-bourgeois prompts à recommander au prolétariat la « neutralité » du mouvement syndical.

Nous nous bornerons à quelques mots en ce qui concerne la résolution sur l'émigration et l'immigration. Sur cette question également se fit jour en commission une tentative de soutenir d'étroites conceptions de corporation, d'interdire l'immigration d'ouvriers en provenance des pays arriérés (celle des coolies venus de Chine, etc.). C'est là le reflet de cet esprit « aristocratique » que l'on trouve chez les prolétaires de certains pays « civilisés » qui tirent certains avantages de leur situation privilégiée et qui sont pour cela enclins à oublier les impératifs de la solidarité de classe internationale. Mais au congrès proprement dit, il ne se trouva pas d'apologistes de cette étroitesse petite-bourgeoise de corporation, et la résolution répond pleinement aux exigences de la social-démocratie révolutionnaire.

Passons à la dernière et vraisemblablement la plus importante résolution du congrès : la résolution sur l'antimilitarisme. Le fameux Hervé, qui mena grand tapage en France et en Europe, a soutenu sur cette question des conceptions semi-anarchistes, proposant naïvement de « répondre » à toute guerre par la grève et l'insurrection. D'une part il ne comprenait pas que la guerre est le produit nécessaire du capitalisme et que le prolétariat ne peut renoncer à prendre part à la guerre révolutionnaire, de telles guerres s'étant produites et étant susceptibles de se produire dans les sociétés capitalistes. D'autre part, il ne comprenait pas que la possibilité de « répondre » à la guerre dépend du caractère de la crise que la guerre provoque. Le choix des moyens de lutte est fonction de ces conditions,

et cette lutte (c'est là un troisième point qui montre les malentendus ou les inconsistances de l'hervéïsme) ne doit pas aboutir uniquement au remplacement de la guerre par la paix, mais à celui du capitalisme par le socialisme. La question n'est pas de se contenter de faire obstacle au déclenchement de la guerre, mais de mettre à profit la crise engendrée par la guerre pour précipiter le renversement de la bourgeoisie. Cependant, toutes les inepties semi-anarchistes de l'hervéïsme recélaient une idée correcte du point de vue pratique : la nécessité d'impulser le socialisme en ce sens qu'il ne faut pas se borner aux seuls moyens parlementaires de lutte, qu'il faut faire cheminer dans l'esprit des masses la conscience de la nécessité des moyens d'action révolutionnaires en rapport avec les crises que la guerre ne manque pas de porter en soi, et, en fin de compte, donner aux larges masses une conscience plus vigoureuse de la solidarité internationale des ouvriers et de la duperie du patriotisme bourgeois.

La résolution de Bebel que proposaient les Allemands et qui coïncidait dans tous ses aspects essentiels avec celles de Guesde, souffrait précisément de ce qu'elle ne comportait aucune indication concernant les tâches pratiques du prolétariat. Ce qui laissait la possibilité de considérer les thèses orthodoxes de Bebel sous un angle opportuniste, possibilité que Vollmar s'empressa de transformer en réalité.

C'est pourquoi Rosa Luxembourg et les délégués sociaux-démocrates russes ont apporté des amendements à la résolution de Bebel. Ces amendements 1) précisaient que le militarisme constitue l'instrument essentiel de l'oppression de classe ; 2) mettaient ensuite l'accent sur les tâches de propagande parmi la jeunesse ; 3) soulignaient que la social-démocratie devait lutter non seulement contre le déclenchement des guerres et pour l'arrêt rapide des guerres déjà commencées, mais également pour mettre à profit la crise provoquée par la guerre et précipiter la chute de la bourgeoisie.

Tous ces amendements ont été insérés dans la résolution de Bebel par une sous-commission (élue par la commission sur l'antimilitarisme). En outre, Jaurès a proposé un plan excellent : au lieu d'indiquer des moyens de lutte (grève,

insurrection), on devrait mettre en relief des exemples historiques de la lutte du prolétariat contre la guerre, des manifestations en Europe à la révolution russe. Le résultat de tous ces remaniements a été une résolution d'une longueur certes excessive, mais fort riche en idées et très précise quant aux tâches du prolétariat. Cette résolution se distinguait par la rigueur de l'analyse orthodoxe, c'est-à-dire de la seule analyse scientifique marxiste, en même temps qu'elle proposait aux partis ouvriers les mesures de lutte les plus résolues et les plus révolutionnaires. Il n'est pas possible d'interpréter cette résolution à la Vollmar ni de la faire entrer dans le cadre étroit d'un hervéïsme naïf.

Somme toute, le congrès de Stuttgart a mis concrètement face à face, sur toute une série de questions importantes, l'aile révolutionnaire et l'aile opportuniste de la social-démocratie internationale, et donné à ces questions une solution conforme à l'esprit du marxisme révolutionnaire. Les résolutions de ce congrès, explicitées lors des débats, doivent devenir le compagnon constant de tout propagandiste et de tout militant. L'unité tactique et l'unité de lutte révolutionnaire des prolétaires de tous les pays fera puissamment avancer le travail commencé à Stuttgart.

*Ecrit fin août-début septembre 1907.*
*Publié le 20 octobre 1907 dans le n° 17 du « Prolétari »*

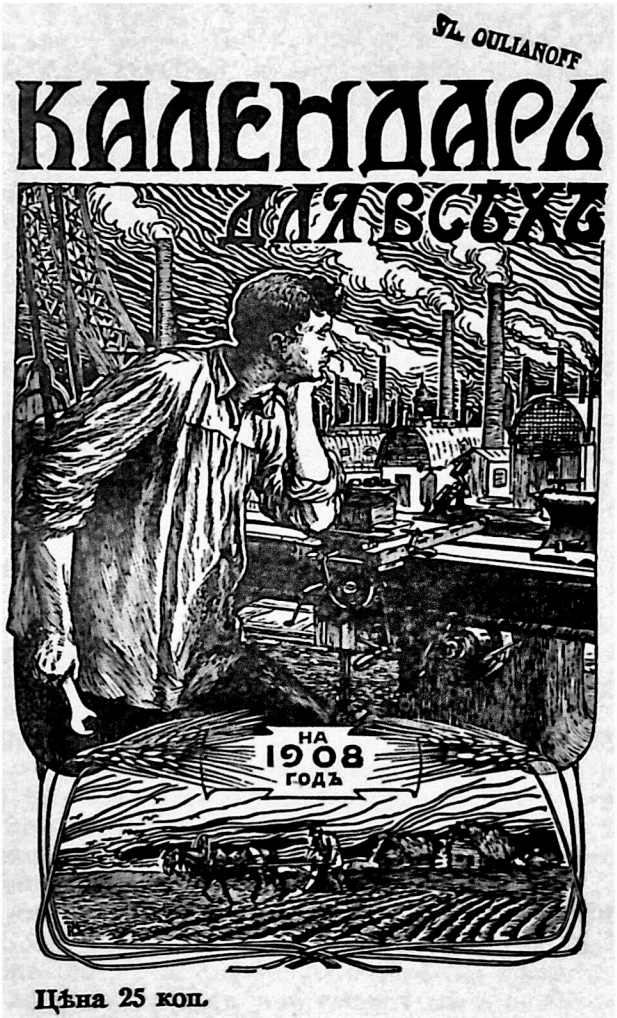
*Conforme au texte du journal*

# LE CONGRÈS SOCIALISTE INTERNATIONAL DE STUTTGART[48]

Le récent congrès de Stuttgart a constitué la douzième assemblée de l'Internationale prolétarienne. Les cinq premiers congrès remontent à l'époque de la première Internationale (1866-1872) placée sous la direction de Marx, qui, selon une expression heureuse de Bebel, s'était efforcé de faire par le haut l'unité internationale du prolétariat combattant. Cette tentative ne pouvait connaître le succès tant que les partis socialistes des différents pays ne s'étaient pas unis et affermis, mais il reste que par ses activités la première Internationale rendit de grands services au mouvement ouvrier de tous les pays et laissa une empreinte durable.

La naissance de la deuxième Internationale fut l'œuvre du congrès socialiste international de Paris de 1889. Forte du soutien de solides partis nationaux, la deuxième Internationale devait finir de se consolider aux congrès ultérieurs de Bruxelles (1891), Zürich (1893), Londres (1896), Paris (1900) et Amsterdam (1904). A Stuttgart s'étaient réunis 884 délégués venus de 25 pays d'Europe, d'Asie (Japon et une partie de l'Inde), d'Amérique, d'Australie et d'Afrique (un délégué d'Afrique du Sud).

L'importance considérable du congrès socialiste international de Stuttgart réside précisément dans le fait qu'il a achevé de consolider la deuxième Internationale et qu'avec lui les congrès internationaux se sont transformés en as-




Couverture de l'*Almanach pour tous, 1908*,
où fut publié l'article de V. Lénine
« Le congrès socialiste international de Stuttgart ».
Exemplaire personnel de V. Lénine.

*Réduction*

semblées de travail exerçant une influence profonde sur le caractère et l'orientation des activités du mouvement socialiste dans le monde entier. En principe, les différents partis nationaux ne sont pas obligés d'appliquer les décisions des congrès internationaux, mais la portée morale de ces décisions est telle que leur non-application est une exception presque aussi rare que la non-application par les partis des décisions de leurs propres congrès. Le congrès d'Amsterdam était parvenu à unir les socialistes français et sa résolution contre le « ministérialisme » [49] traduisait véritablement la volonté du prolétariat conscient du monde entier et définissait la politique des partis ouvriers.

Le congrès de Stuttgart a constitué lui aussi un grand pas dans cette direction, s'avérant sur toute une série de questions importantes d'instance suprême qui allait déterminer la ligne politique du socialisme. Cette ligne, le congrès de Stuttgart, plus fermement encore que celui d'Amsterdam, l'a définie dans l'esprit de la social-démocratie révolutionnaire face à l'opportunisme. C'est avec raison que *Die Gleichheit* (l'Egalité), organe des travailleuses social-démocrates allemandes publié sous la direction de Clara Zetkin, écrit à ce propos : « sur toutes les questions, les déviations opportunistes des différents partis socialistes ont été corrigées dans un esprit révolutionnaire grâce au travail commun des socialistes de tous les pays ».

Cependant, phénomène à la fois remarquable et attristant, la social-démocratie allemande, qui s'en était jusqu'ici toujours tenue aux conceptions révolutionnaires marxistes, a fait preuve d'instabilité ou adopté des positions opportunistes. Le congrès de Stuttgart a donc confirmé la profondeur de la remarque faite par Engels au sujet du mouvement ouvrier allemand. Engels, le 29 avril 1886, écrivait à Sorge, vétéran de la première Internationale : « Il est somme toute bon que les Allemands se voient contester le rôle de dirigeants du mouvement socialiste international, en particulier après qu'ils ont envoyé au Reichstag un si grand nombre de philistins (ce qui était toutefois inévitable). Quand les temps sont calmes, tout en Allemagne devient philistin, et en de tels moments l'aiguillon de la concurrence française s'avère absolument indispensable, et n'est pas près d'ailleurs de faire défaut. »

L'aiguillon de la concurrence française n'a pas fait défaut à Stuttgart, et il était vraiment indispensable, car l'esprit philistin des Allemands a eu l'occasion de se manifester largement. Il importe au plus haut point pour les social-démocrates russes de ne pas perdre ces faits de vue, étant donné que nos libéraux (et pas seulement eux) font des pieds et des mains pour nous présenter comme modèle digne d'être imité les aspects les moins reluisants de la social-démocratie allemande. Les maîtres à penser les plus éminents et les plus perspicaces de la social-démocratie allemande n'ont pas été sans s'en apercevoir et, sans fausse honte, ils considèrent cela comme un avertissement. « Amsterdam, écrit le journal de Clara Zetkin, avait vu la résolution de Dresde servir de leitmotiv révolutionnaire à tous les débats des assises du prolétariat mondial, mais à Stuttgart on a ressenti comme de désagréables dissonances opportunistes les interventions de Vollmar à la commission sur le militarisme, de Päplow à la commission sur l'émigration, de David (auquel nous joindrons Bernstein) à la commission coloniale. Dans la majorité des commissions et sur la majorité des questions, les représentants de l'Allemagne sont apparus pour cette fois comme les têtes de file de l'opportunisme. » Commentant le congrès de Stuttgart, Kautsky écrit de son côté : « le rôle dirigeant joué en fait jusqu'à présent à la IIe Internationale par la social-démocratie allemande ne s'est en l'occurrence nullement fait sentir ».

Passons à l'examen des différentes questions qui furent l'objet des débats du congrès. Les divergences surgies sur la question coloniale ne purent être surmontées en commission, et c'est le congrès lui-même qui mit fin à la discussion entre opportunistes et révolutionnaires en donnant à ces derniers une majorité de 127 voix contre 108, et 10 abstentions. Il faut se réjouir à ce propos du fait que les socialistes russes aient *tous* voté à l'unanimité en faveur d'une résolution révolutionnaire de *toutes* les questions. (Signalons que la Russie avait droit à 20 voix, dont 10 pour le P.O.S.D.R., Polonais exclus, 7 pour les socialistes-révolutionnaires, et 3 pour représentants des syndicats. La Pologne, elle, avait 10 voix, dont 4 pour les social-démocrates, et 6 pour les représentants du P.P.S. [50] et des régions non

russes de la Pologne. Enfin les deux représentants de la Finlande avaient 8 voix. )

Sur la question coloniale, la commission a vu se dégager une majorité opportuniste, et le projet de résolution comportait cette phrase monstrueuse : « Le congrès ne condamne pas, en principe et pour tous les temps, toute politique coloniale, qui, en régime socialiste, pourra être une œuvre civilisatrice. » Cette disposition équivaut en fait à un recul direct vers la politique et la conception du monde bourgeoises justifiant guerres et violences coloniales. C'est un recul vers les positions de Roosevelt, a affirmé un délégué américain. Mais les tentatives de justifier ce recul au nom des tâches de la « politique coloniale socialiste » et des réelles réformes susceptibles d'être accomplies aux colonies ont été vraiment en dessous de tout. Le socialisme ne s'est jamais refusé et ne se refusera jamais à réclamer des réformes aux colonies comme ailleurs, mais cela ne doit nullement impliquer un relâchement de notre position de principe d'hostilité aux conquêtes, à la soumission des autres peuples, aux violences et au pillage qui sont les composantes de la « politique coloniale ». Le programme minimum de tous les partis socialistes est valable aussi bien pour les métropoles que pour les colonies. La notion même de « politique coloniale socialiste » relève d'une extrême confusion. Le congrès a eu parfaitement raison de retrancher de la résolution les formulations citées plus haut pour leur substituer une condamnation de la politique coloniale encore plus ferme que dans les résolutions des congrès précédents.

La résolution portant sur les rapports entre partis socialistes et syndicats revêt une importance toute particulière pour nous autres Russes, car chez nous cette question est à l'ordre du jour. Le congrès de Stockholm s'était prononcé en faveur de syndicats *non rattachés au parti*, venant ainsi étayer les positions de nos propres partisans de la *neutralité*, Plékhanov en tête. Mais le congrès de Londres, lui, avait penché pour des syndicats *rattachés au parti*, s'affirmant de la sorte *opposé* à la neutralité. La résolution de Londres avait, comme on le sait, donné lieu à de longues discussions ainsi qu'à un mécontentement de la part de certains syndicats, mécontent-

tement qui s'était fait jour dans la presse de la démocratie bourgeoise.

A Stuttgart, la question s'est trouvée, au fond, posée de la façon suivante : neutralité ou relations toujours plus étroites des syndicats avec le parti ? Le congrès socialiste international, comme le lecteur peut s'en convaincre à la lecture de la résolution, s'est prononcé en faveur du rapprochement entre les syndicats et le parti. Aussi la résolution ne comporte-t-elle pas le moindre mot ni à propos de la neutralité, ni à propos du non-rattachement des syndicats au parti. Kautsky, qui au sein de la social-démocratie allemande s'était fait le partisan d'un tel rapprochement et s'était élevé contre l'idée de neutralité prônée par Bebel, avait donc parfaitement le droit de proclamer dans son compte rendu sur le congrès de Stuttgart à l'adresse des ouvriers de Leipzig (*Vorwärts* [51], 1907, n.° 209, *Beilage* *) :

« La résolution du congrès de Stuttgart dit tout ce qui nous est nécessaire. *Elle met un terme définitif à la notion de neutralité.* » Clara Zetkin écrit de son côté : « Dans le principe, il ne s'est plus trouvé (à Stuttgart) qui que ce soit pour aller contre la tendance historique fondamentale de la lutte de classe prolétarienne qui est de lier le combat politique et le combat économique, de regrouper aussi étroitement que possible les organisations de l'un et l'autre front en une force unie de la classe ouvrière socialiste. Seul le camarade Plékhanov, représentant des social-démocrates russes » (il aurait mieux valu dire représentant des mencheviks qui l'avaient envoyé en commission pour défendre la « neutralité ») « ainsi que la majorité de la délégation française s'employèrent à l'aide d'arguments assez malheureux à justifier une certaine limitation de ce principe en se référant aux particularités de leur pays. Mais l'écrasante majorité du congrès se prononça pour une politique résolue d'union de la social-démocratie et des syndicats... »

Il est à noter que l'argument de Plékhanov, considéré à juste titre par Clara Zetkin comme malheureux, a fait le tour des journaux légaux russes sous la forme suivante : « il existe en Russie onze partis révolutionnaires » ; « avec

* Appendice. (*N.R.*)

lequel d'entre eux les syndicats doivent-ils s'unir ? » Tel est l'argument (nous citons d'après *Vorwärts*, n° 196, 1. Beilage) que Plékhanov avait avancé en commission au congrès de Stuttgart. Mais cet argument est inexact tant sur le plan des faits que sur celui des principes. En réalité, il n'existe pas en Russie, pour chaque nationalité, plus de deux partis qui s'affrontent afin de s'assurer une influence dans le prolétariat socialiste : social-démocrates et socialistes-révolutionnaires, social-démocrates polonais et P.P.S., social-démocrates lettons et socialistes-révolutionnaires lettons (connus sous le nom d'« Union social-démocrate de Lettonie »), social-démocrates arméniens et dachnaktsoutioun [52], etc. C'est en deux groupes aussi que s'est divisée immédiatement la délégation russe à Stuttgart. Ce chiffre de onze partis révolutionnaires a été cité de façon tout à fait arbitraire et ne fait qu'induire les ouvriers en erreur. Et le plan des principes ne donne pas plus raison à Plékhanov, étant donné que la lutte entre le socialisme prolétarien et le socialisme petit-bourgeois ne peut manquer de surgir partout en Russie, y compris à l'intérieur des syndicats. Pour leur part les Anglais n'ont pas estimé nécessaire de s'opposer à la résolution, bien qu'il y ait également chez eux deux partis socialistes concurrents, les social-démocrates (S.D.F.*) [53] et les « indépendants » (I.L.P.**)[54].

Que l'idée de neutralité rejetée à Stuttgart ait déjà causé un tort considérable au mouvement ouvrier, l'exemple de l'Allemagne le montre d'une façon particulièrement frappante. La neutralité y avait été très largement prônée et appliquée, ce qui a eu pour conséquence de faire dévier les syndicats allemands du côté de l'opportunisme, et cela d'une manière si ostensible que même un homme aussi prudent que Kautsky pour ce qui est de cette question, n'a pu faire autrement que de reconnaître qu'il y avait déviation. Dans son compte rendu aux ouvriers de Leipzig, Kautsky a affirmé sans détour que « l'esprit conservateur » dont a fait preuve la délégation allemande à Stuttgart « est parfaitement compréhensible si l'on considère la composi-

* Social-Democratic Federation : Fédération social-démocrate. (*N.R.*)

** Independent Labour Party : Parti travailliste indépendant. (*N.R.*)

tion de cette délégation. Celle-ci comprenait une moitié de représentants des syndicats, ce qui fait que « l'aile droite » de notre parti y disposait de plus de forces qu'elle n'en a réellement dans le parti lui-même ».

La résolution de Stuttgart va sans aucun doute hâter le moment où la social-démocratie russe rompra avec cette idée de neutralité qui jouit d'une si grande faveur chez nos libéraux. En évitant toute imprudence, toute précipitation et tout faux pas tactique, nous devons travailler inlassablement au sein des syndicats afin de les rapprocher sans cesse du parti social-démocrate.

La commission sur l'émigration et l'immigration du congrès de Stuttgart vit, elle aussi, apparaître de manière très nette des dissensions entre opportunistes et révolutionnaires, les premiers s'étant mis dans la tête l'idée de *restreindre* le droit des ouvriers des pays arriérés d'émigrer (en particulier de Chine et du Japon). L'esprit de corporation borné, l'exclusive trade-unioniste l'emportaient chez de tels gens sur leur compréhension des tâches du socialisme : travail d'éducation et d'organisation des couches du prolétariat qui ne prennent pas encore part au mouvement ouvrier. Mais le congrès repoussa toutes les invités à suivre cette voie. Même en commission, les partisans d'une telle limitation de la liberté d'émigrer restèrent totalement isolés, et la résolution du congrès réaffirme le principe de la solidarité dans la lutte de classe des ouvriers de tous les pays.

Sur la question du droit de vote des femmes, la résolution a été également adoptée à l'unanimité. Seule une Anglaise de la semi-bourgeoise Société fabienne a voulu faire admettre la possibilité d'une lutte en faveur d'un droit de vote amputé au profit des femmes appartenant aux couches aisées. C'est de façon catégorique que le congrès a rejeté cette idée, recommandant aux travailleuses de ne pas mener le combat pour le droit de vote de concert avec les femmes de la bourgeoisie qui réclament l'égalité des droits de la femme, mais avec les partis de classe du prolétariat. Le congrès a souligné la nécessité, au cours de la campagne pour le vote des femmes, de défendre intégralement les principes du socialisme et l'égalité des droits entre hommes et femmes, et de ne pas se laisser détourner de ces principes par des considérations d'opportunité.

La commission a vu surgir sur cette question un différend non dépourvu d'intérêt. Les Autrichiens (Victor Adler, Adelheid Popp) s'efforçaient de justifier la tactique qui avait été la leur dans la lutte pour l'octroi du droit de vote aux hommes : on sait que dans le but de conquérir ce droit, ils avaient estimé plus à propos de ne pas mettre au premier plan de leur campagne l'exigence du droit de vote pour les femmes. Les social-démocrates allemands, notamment Clara Zetkin, avaient protesté contre une telle position dès l'époque où les Autrichiens avaient mené la bataille pour le suffrage universel. Clara Zetkin avait alors déclaré dans la presse que l'on ne devait en aucun cas laisser dans l'ombre l'exigence du droit de vote pour les femmes, que les Autrichiens avaient agi en opportunistes, en sacrifiant le principe à des considérations de commodité et que réclamer avec autant d'énergie le droit de vote pour les femmes n'aurait pas affaibli mais amplifié l'action et la force du mouvement populaire. En commission, une autre social-démocrate allemande en vue, Zietz, manifesta son accord total avec Clara Zetkin. L'amendement d'Adler, qui justifiait indirectement la tactique autrichienne (car il se bornait à dire qu'il ne devait pas y avoir d'interruption dans la lutte pour le droit de vote effectif de tous les citoyens, sans affirmer que cette lutte devait comporter invariablement l'exigence de l'égalité des droits entre hommes et femmes), l'amendement d'Adler fut *rejeté* par 12 voix contre 9. Les paroles prononcées par cette même Zietz dans son intervention à la conférence internationale des femmes socialistes (conférence qui se tint à Stuttgart en même temps que le congrès) traduisent fidèlement le point de vue de la commission et du congrès à ce sujet : « Nous devons par principe exiger tout ce que nous estimons juste, déclara Zietz, et ce n'est que dans le cas où nous manquons des forces nécessaires à la lutte que nous nous contentons de ce que nous pouvons obtenir. Telle a toujours été la tactique de la social-démocratie. Plus modestes seront nos revendications, plus modestes seront les concessions du gouvernement... » De cette discussion entre social-démocrates autrichiennes et allemandes, le lecteur peut constater combien les meilleurs d'entre les marxistes jugent sévèrement les moindres déviations par rapport

à la tactique révolutionnaire conséquente et fidèle aux principes.

La dernière journée du congrès a été consacrée à une question que tous attendaient avec un grand intérêt, celle du militarisme. Incapable de faire la relation entre la guerre et le régime capitaliste en général et d'établir un lien entre la propagande antimilitariste et l'ensemble du travail des socialistes, le fameux Hervé s'est fait le défenseur de conceptions indéfendables. Le projet d'Hervé de « répondre » à toute guerre par la grève et l'insurrection a montré combien son auteur était inapte à comprendre que l'emploi de tel ou tel moyen de lutte ne dépendait pas d'une décision prise au préalable par les révolutionnaires, mais des conditions objectives de la crise, tant politique qu'économique, provoquée par la guerre.

Mais si Hervé, se laissant entraîner à des phrases ronflantes, a fait preuve d'une légèreté et d'un manque de réflexion évidents, ç'eût été avoir la vue bien courte que de lui opposer le seul énoncé dogmatique des vérités générales du socialisme. C'est pourtant ce qu'a fait notamment Vollmar (Bebel et Guesde n'ont pas été absolument purs de ce péché). Avec la singulière fatuité d'un homme épris de parlementarisme stéréotypé, il s'est attaqué à Hervé sans remarquer que sa propre étroitesse d'esprit et sa raideur opportuniste obligent à trouver dans l'hervéïsme une pointe de fraîcheur et de nouveauté, *en dépit* de l'absurdité théorique et de la stupidité avec laquelle Hervé posait le problème. Il peut se produire, en effet, qu'à un tournant du mouvement des absurdités théoriques recèlent une part de vérité pratique. Et cet aspect de la question, l'appel à ne pas se contenter des seuls moyens parlementaires de lutte, l'appel à l'action en tenant compte des conditions de la guerre future et des crises futures, furent mis en relief par les social-démocrates révolutionnaires et, en particulier, par Rosa Luxembourg dans son discours. De concert avec les délégués de la social-démocratie russe (Lénine et Martov intervinrent dans le même sens sur cette question) Rosa Luxembourg proposa des amendements à la résolution de Bebel, amendements qui mettaient l'accent sur la nécessité de mener la propagande parmi les jeunes, la nécessité de mettre à profit la crise engendrée par la guerre pour

accélérer la chute de la bourgeoisie, la nécessité inévitable de prévoir un changement des méthodes et des moyens de lutte à mesure que s'aggraverait la lutte de classe et qu'évoluerait la situation politique. La résolution de Bebel, à l'origine dépourvue de vie, unilatérale parce que dogmatique et influencée par les interprétations proposées par Vollmar, finit ainsi par se transformer en une toute autre résolution. Toutes les vérités théoriques y étaient reprises pour l'édification des partisans d'Hervé, trop prompts à oublier le socialisme par zèle antimilitariste. Cependant, ces vérités ne doivent pas aboutir à justifier le crétinisme parlementaire, ni à consacrer les seuls moyens pacifiques, ni à renoncer à la lutte en cas de situation relativement paisible et tranquille, mais à utiliser tous les moyens de lutte, à tirer parti de l'expérience de la révolution russe, à développer le côté créateur, efficace du mouvement.

Le journal de Clara Zetkin, que nous avons mentionné à plusieurs reprises, a précisément su saisir de manière très exacte ce caractère, qui s'avère comme le plus important et le plus remarquable de la résolution du congrès sur l'antimilitarisme. « Sur cette question également, dit Clara Zetkin à propos de cette résolution, l'énergie (Tatkraft) révolutionnaire et la foi de la classe ouvrière dans sa combativité et dans sa vaillance ont fini par prendre le pas d'une part sur l'évangile pessimiste de notre impuissance et la tendance figée à s'en tenir aux vieilles méthodes exclusivement parlementaires de lutte, et d'autre part sur la gymnastique antimilitariste simpliste de Français à demi anarchistes du genre d'Hervé. La résolution finalement adoptée à l'unanimité, tant par la commission que par la presque totalité des 900 délégués de tous les pays, traduit en termes énergiques l'essor gigantesque du mouvement ouvrier révolutionnaire depuis la tenue du précédent congrès international ; la résolution souligne comme principe de la tactique prolétarienne sa souplesse, son aptitude à se développer, à devenir plus *acérée* (Zuspitzung) à mesure que les conditions en viennent à maturité. »

Si l'hervéïsme a été réfuté, ce n'est pas au profit de l'opportunisme, ni du point de vue du dogmatisme et de la passivité. Le prolétariat international a ressenti un vif désir de recourir à des nouvelles méthodes de lutte tou-

jours plus résolues, désir qu'il a replacé dans le contexte de l'aggravation des contradictions économiques, dans le contexte des conditions des crises engendrées par le capitalisme.

Ce n'est pas une vaine menace à la Hervé, mais une claire conscience de l'inévitabilité de la révolution sociale, une ferme volonté de mener la lutte jusqu'au bout et d'utiliser les moyens de lutte les plus révolutionnaires qu'on peut lire dans la résolution du congrès socialiste international de Stuttgart sur la question du militarisme.

L'armée du prolétariat grandit dans tous les pays. Sa conscience, sa volonté et son unité se font d'heure en heure plus fortes. Et le capitalisme se charge, lui, de multiplier les crises dont cette armée ne manquera pas de tirer profit pour l'abattre.

*Ecrit en septembre 1907.*
*Publié en octobre 1907 dans l'« Almanach pour tous 1908 ».*
*Signé: N.L. — e*

*Conforme au texte de l'« Almanach »*

# PRÉFACE AU RECUEIL «EN DOUZE ANS»[55]

Le recueil d'articles et de brochures que nous proposons au lecteur couvre la période 1895-1905. Les questions portant sur l'organisation, la tactique et le programme de la social-démocratie russe constituent le thème des écrits qui y sont réunis. Ce sont des questions qui se posent et qui sont constamment à l'étude tout au long de la lutte contre l'aile droite du courant marxiste en Russie.

A l'origine cette lutte se déroula sur un plan purement théorique contre le principal représentant du marxisme légal en Russie des années 90, M. Strouvé. La fin de l'année 1894 et le début de l'année 1895 furent marqués par un virage brusque de notre presse politique légale. Pour la première fois le marxisme s'y introduit grâce non seulement aux militants à l'étranger du groupe « Libération du Travail »[56], mais aussi aux social-démocrates russes. Le regain de vie de notre littérature et les ardentes discussions entre les marxistes et les vieux chefs du populisme, qui avaient jusqu'alors régné pratiquement sans partage dans la littérature d'avant-garde, comme M. Mikhaïlovski par exemple, furent le prélude à un essor du mouvement ouvrier de masse en Russie. Les écrits des marxistes russes précèdent immédiatement la lutte prolétarienne active, les fameuses grèves de 1896 à Pétersbourg, qui marquèrent l'essor depuis lors ininterrompu du mouvement ouvrier, ce facteur déterminant de notre révolution.

Les conditions réservées en ce temps-là à la presse contraignirent les social-démocrates à parler la langue d'Esope, à se borner à des considérations très générales fort éloignées de la pratique et de la politique. Cette circonstance rendit particulièrement facile le regroupement d'éléments marxistes disparates dans la lutte contre le populisme. Cette lutte était menée par les social-démocrates de Russie et ceux militant à l'étranger et aussi par des gens tels que MM. Strouvé, Boulgakov, Tougan-Baranovski, Berdiaev et autres. Pour ces démocrates bourgeois, la rupture avec le populisme n'impliquait pas comme pour nous un passage du socialisme petit-bourgeois (ou paysan) au socialisme prolétarien, mais au libéralisme bourgeois.

Aujourd'hui, l'histoire de la révolution russe en général, l'histoire du parti cadet en particulier et plus spécialement l'évolution de M. Strouvé (presque jusqu'à l'octobrisme) ont rendu cette vérité évidente et en ont fait monnaie courante pour nos publicistes. Mais à cette époque, durant les années 1894-1895, cette vérité, il fallait la prouver sur la base de déviations relativement peu importantes de tel ou tel publiciste par rapport au marxisme ; à l'époque cette monnaie restait encore à frapper. C'est pourquoi je reproduis ici intégralement mon ouvrage dirigé contre M. Strouvé (il s'agit de l'article « Le contenu économique du populisme et la critique qu'en fait dans son livre M. Strouvé » publié sous la signature de K. Touline dans un recueil brûlé par la censure : « Documents pour servir à la caractéristique de notre développement économique », St-Pétersbourg, 1895*), et ceci pour trois raisons. En premier lieu, dans la mesure où les lecteurs ont pu prendre connaissance du livre de M. Strouvé ainsi que des articles d'auteurs populistes contre les marxistes écrits en 1894-1895, il convient de faire la critique des conceptions de M. Strouvé. En second lieu, la mise en garde faite à M. Strouvé par un social-démocrate révolutionnaire, *alors même* que nous menions une action générale contre les populistes, permet aussi de répondre à ceux qui nous ont à maintes reprises reproché de nous allier à de tels personnages et de juger de la très remarquable carrière politique

* Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 1, pp. 361-547. (*N.R.*)

de M. Strouvé. En troisième lieu, l'ancienne et sous maints rapports désuète polémique avec M. Strouvé prend la signification d'un exemple édifiant. Cet exemple démontre le bien-fondé politique et pratique d'une polémique théorique intransigeante. Combien de fois n'a-t-on pas reproché aux social-démocrates révolutionnaires un penchant excessif pour de telles polémiques avec les « économistes », avec les bernsteiniens, ainsi qu'avec les mencheviks ? Et voici qu'à présent on retrouve à tout bout de champ ce même reproche dans la bouche des « conciliateurs » à l'intérieur du parti social-démocrate, et en dehors du parti chez les « sympathisants » à demi socialistes. On se complaît chez nous à répéter que les Russes en général, les social-démocrates en particulier, et plus spécialement les bolcheviks ont un penchant démesuré pour la polémique et pour la scission. On se complaît également chez nous à oublier que les conditions des pays capitalistes en général, les conditions de la révolution bourgeoise en Russie en particulier et plus spécialement les conditions de vie et d'activité de notre intelligentsia engendrent un penchant démesuré à passer du socialisme au libéralisme. De ce point de vue il n'est pas sans intérêt de jeter un coup d'œil sur ce qui se passait voici dix ans, sur les désaccords théoriques qui surgissaient déjà à l'époque avec le « strouvisme », sur les minimes dissensions (minimes au premier abord) qui donnèrent lieu à une totale différenciation politique entre partis et à une lutte implacable qui se déroula au parlement ainsi que dans toute une série de journaux, à des réunions publiques, etc...

Je dois remarquer également à propos de l'article contre M. Strouvé, que c'est un exposé que je fis à l'automne 1894 devant un petit cercle de marxistes de l'époque qui lui sert de base. Le groupe de social-démocrates qui militait alors à Pétersbourg et qui créa un an plus tard l'Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière, était représenté à ce cercle par St., R., et moi-même. Les marxistes légaux étaient représentés par P. Strouvé, A. Potressov, et K. [57]. L'exposé que je lus devant ce cercle s'intitulait : « Le reflet du marxisme dans la littérature bourgeoise ». Comme le titre l'indique, la polémique avec Strouvé y était incomparablement plus acerbe et plus précise (d'a-

près des conclusions social-démocrates) que dans l'article publié au printemps 1895. Des atténuations y avaient été apportées en partie pour des considérations de censure, en partie pour faire « alliance » avec le marxisme légal en vue d'une lutte commune contre le populisme. Que le « coup de pouce à gauche » donné alors à M. Strouvé par les social-démocrates de Pétersbourg n'ait pas été entièrement inefficace, l'article de M. Strouvé dans le recueil brûlé (1895) et certains de ses articles parus en 1897 dans *Novoïé Slovo* [58] le prouvent clairement.

En outre, lorsqu'on lit l'article de 1895 dirigé contre M. Strouvé, il convient de ne pas oublier que sous de nombreux rapports il constitue un résumé des derniers travaux économiques (en particulier du « Développement du capitalisme »*). Enfin, il est nécessaire d'attirer l'attention des lecteurs sur les dernières pages de cet article, celles qui soulignent les aspects et les côtés *positifs* (aux yeux d'un marxiste) du populisme en tant que courant démocratique révolutionnaire existant dans un pays à la veille de la révolution bourgeoise. On trouve dans ces pages la formulation théorique des mêmes positions qui douze ou treize ans plus tard trouvèrent leur expression politique pratique dans le « bloc des gauches » aux élections à la IIe Douma ainsi que dans la tactique de ce bloc. Ceux des mencheviks qui combattirent l'idée de la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie, et considérèrent le bloc des gauches comme absolument inadmissible, tournèrent le dos sous ce rapport à une très vieille et très importante tradition de la social-démocratie révolutionnaire, tradition que la *Zaria* [59] et l'ancienne *Iskra* [60] s'attachèrent à préserver. Il va de soi que l'admissibilité sous condition et dans des limites données de la tactique de « bloc des gauches » découle inévitablement de ces mêmes conceptions théoriques fondamentales du marxisme sur le populisme.

A l'article contre Strouvé (1894-1895) succède la brochure intitulée « Les tâches des social-démocrates russes »**,

* Voir V. Lénine, « Le développement du capitalisme en Russie » (Œuvres, 4e éd. russe, t. 3, pp. 1-559). (*N.R.*)

** Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 2, pp. 329-354. (*N.R.*)

écrite à la fin de l'année 1897 à partir de l'expérience des activités de la social-démocratie à Pétersbourg en 1895. Les conceptions qui, dans les autres articles et brochures du présent recueil, sont présentées sous la forme d'une polémique avec l'aile droite de la social-démocratie, sont exposées dans ladite brochure sous une forme explicative. Les différentes préfaces aux « Tâches » ont été reproduites afin de mettre en relief le lien existant entre ce travail et les différentes périodes du développement de notre parti (par exemple, la préface d'Axelrod met l'accent sur ce qui rattache cette brochure à la lutte contre l'« économisme » tandis que la préface de 1902 montre quelle a été l'évolution des narodovoltsy et des narodopravtsy [61]).

L'article « Les persécuteurs des zemstvos et les Annibals du libéralisme »* parut à l'étranger dans la *Zaria*, en 1901. Cet article met pour ainsi dire un terme aux relations entre les social-démocrates et M. Strouvé en tant qu'homme politique. Si en 1895 nous le mettions en garde et nous désolidarisions prudemment de lui en tant qu'allié, en 1901 nous lui déclarions la guerre en tant que libéral incapable de prendre fait et cause pour des revendications tant soit peu conséquentes, ne serait-ce que sur le seul plan de la démocratie.

En 1895, quelques années avant le « bernsteinisme » [62] en Occident et avant la rupture totale de toute une série de littérateurs russes « d'avant-garde » avec le marxisme, j'indiquais que M. Strouvé était un marxiste sur lequel l'on ne pouvait compter et dont les social-démocrates devaient se séparer. En 1901, quelques années avant que le parti cadet ne se manifeste dans la révolution russe et avant le fiasco politique de ce parti à la I^re^ et à la II^e^ Douma, je mettais en relief les aspects mêmes du libéralisme bourgeois qui allaient se révéler en Russie au cours des années 1905-1907 dans les activités et actions politiques de masse. L'article « Les Annibals du libéralisme » faisait la critique des raisonnements erronés d'un libéral, mais il s'avère que l'on peut aujourd'hui reprendre presque intégralement cette critique à l'adresse de la politique menée par le plus grand parti libéral au cours

* Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 5, pp. 27-77. (*N.R.*)

de notre révolution. Cet article montrera leur erreur à ceux qui seraient enclins de penser que nous, bolcheviks, avions modifié la politique que les social-démocrates menaient autrefois vis-à-vis du libéralisme, lorsque nous luttions sans merci en 1905-1907 contre les illusions constitutionnelles et contre le parti cadet. Les bolcheviks sont restés fidèles aux traditions de la social-démocratie révolutionnaire et ne se sont pas laissé aller à l'ivresse bourgeoise à laquelle s'adonnèrent les libéraux à l'époque du « zigzag constitutionnel » et qui devait obscurcir momentanément la conscience de l'aile droite de notre parti.

La brochure qui vient ensuite, *Que faire ?*, parut à l'étranger tout au début de l'année 1902*. Elle est consacrée à la critique de l'aile droite dans les organisations social-démocrates et non plus dans les courants littéraires. En 1898 s'était tenu le premier congrès de la social-démocratie et avait été créé le Parti ouvrier social-démocrate de Russie. L'organisation du parti à l'étranger prit le nom d'« Union des social-démocrates russes » ; en son sein figurait également le groupe « Libération du Travail ». Mais les organismes centraux du parti furent détruits par la police et ne purent être remis sur pied. En fait, on ne pouvait parler d'unité du parti ; celle-ci n'existait qu'à l'état d'idée, de directive. L'engouement pour les grèves et pour la lutte économique fit surgir à l'époque une forme particulière d'opportunisme social-démocrate qui fut baptisé du nom d'« économisme ». Lorsque le groupe de l'*Iskra*, *tout à la fin* de l'année 1900, commença à avoir des activités à l'étranger, la scission sur ce terrain était déjà consommée. C'est *au printemps* 1900 que Plékhanov s'était retiré de l'« Union des social-démocrates russes » à l'étranger pour constituer une organisation séparée, nommée « Le Social-Démocrate ».

Les activités de l'*Iskra* s'effectuèrent en principe indépendamment des deux fractions, mais en réalité elles s'exercèrent au côté du groupe de Plékhanov et contre l'« Union ». Une tentative de fusion (congrès de l'« Union » et du « Social-Démocrate » à Zürich en juin 1901) échoua. La brochure *Que faire ?* fait l'exposé systématique des

* Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 5, pp. 355-542. (*N.R.*)

causes de la discorde ainsi que du caractère de la tactique et de l'activité d'organisation de l'*Iskra*.

Les adversaires actuels des bolcheviks, les mencheviks, ainsi que les littérateurs du camp libéral bourgeois (cadets, « sans-titre » [63] du journal *Tovarichtch*, etc.) se réfèrent fréquemment à cette brochure. C'est pourquoi je la reproduis ici avec de très légères coupures de détails qui ne portent que sur des rapports d'organisation ou sur des remarques polémiques secondaires. En ce qui concerne l'essentiel du contenu de cette brochure, il est indispensable d'attirer l'attention du lecteur d'aujourd'hui sur ce qui suit.

La principale erreur que commettent ceux qui, à l'heure actuelle, polémiquent avec *Que faire ?*, c'est de vouloir absolument extraire cet ouvrage de son contexte historique et faire abstraction d'une période précise et déjà lointaine du développement de notre parti. Cette erreur transparaît clairement par exemple chez Parvus (pour ne pas citer un nombre considérable de mencheviks), qui parlait, plusieurs années après la parution de la brochure, des idées fausses et exagérées qui y étaient développées au sujet de l'organisation des révolutionnaires professionnels.

Maintenant de semblables déclarations produisent une impression franchement comique. Tout se passe comme si l'on voulait faire fi de toute une période du développement de notre parti, comme si l'on voulait oublier des conquêtes qui en leur temps n'ont pas été sans lutte, mais qui sont maintenant bien consolidés et ont joué un rôle utile.

Se lancer aujourd'hui dans des raisonnements sur le fait que l'*Iskra* (*en 1901 et 1902 !*) surestimait l'idée de l'organisation des révolutionnaires professionnels, c'est comme si *après* la guerre russo-japonaise on accusait les Japonais d'avoir surestimé les forces armées russes, de s'être préoccupé exagérément avant la guerre de préparer leur lutte contre ces forces. Pour vaincre, les Japonais devaient rassembler toutes leurs forces contre la plus grande quantité possible de forces russes. Malheureusement nombreux sont ceux qui jugent notre parti de l'extérieur, sans connaître les choses, sans se rendre compte qu'*aujourd'hui* l'idée d'une organisation de révolutionnaires professionnels a *déjà* totalement triomphé. Or, cette victoire n'eût pas été possible si l'idée n'en avait pas été poussée *au premier*

*plan*, si l'on ne l'avait pas « exagérément » inculquée aux gens qui en empêchaient la réalisation.

*Que faire ?*, c'est le condensé de la tactique de l'*Iskra*, de la politique d'organisation de l'*Iskra* en 1901 et en 1902. C'est exactement un « *condensé* », ni plus ni moins. Quiconque veut se donner la peine de prendre connaissance de l'*Iskra* des années 1901 et 1902, ne peut manquer de s'en convaincre*. Mais juger de ce condensé sans connaître et sans comprendre la lutte menée par l'*Iskra* contre le courant de l'économisme alors *dominant*, c'est tout bonnement discuter en l'air. L'*Iskra* s'est battue pour la création d'une organisation de révolutionnaires professionnels, elle s'est battue avec une particulière vigueur en 1901 et en 1902 ; elle a vaincu l'économisme qui dominait à l'époque, elle a *mis sur pied* cette organisation en 1903, elle l'a préservée, malgré la scission qui devait se produire par la suite entre partisans de l'*Iskra*, malgré tous les remous de la tempête, et cela pendant la durée entière de la révolution russe, de 1901-1902 jusqu'en 1907.

Or, à présent que la lutte pour cette organisation est depuis longtemps terminée, alors que les semailles ont été faites, que le grain a mûri, que la moisson est finie, voici que surgissent des gens qui clament : « on a donné une ampleur exagérée à l'idée d'organisation des révolutionnaires professionnels ! ». N'est-ce pas comique ?

Prenez toute la période prérévolutionnaire et l'ensemble des trente premiers mois de la révolution (1905-1907), et faites la comparaison entre notre parti social-démocrate et les autres partis sous le rapport de la cohésion, de l'organisation, de la continuité. Vous devez, sous *ce* rapport, reconnaître à notre parti une supériorité sur *tous* les autres, sur les cadets, sur les socialistes-révolutionnaires, etc., *sans la moindre contestation possible*. Avant la révolution, le parti social-démocrate avait élaboré un programme reconnu officiellement par tous ses membres et quand des modifications lui furent apportées il n'y eut pas de scission à cause du programme. De 1903 à 1907 (officiellement de 1905 à 1906) en dépit de la scission, la social-démocra-

* Dans le 3e tome du présent ouvrage, on trouvera reproduits les principaux articles de l'*Iskra* au cours des années en question [44].

tie a donné au public les plus larges informations sur sa situation interne (procès-verbaux du deuxième Congrès commun, du IIIe Congrès bolchevique, du IVe Congrès ou Congrès commun de Stockholm). En dépit de cette scission, le parti social-démocrate avant tous les autres partis, a su profiter de la période passagère de liberté pour réaliser une organisation légale avec un régime démocratique idéal, un système électoral et représentation aux congrès en fonction du nombre des membres organisés du parti. Ceci vous ne le trouverez pas, jusqu'à ce jour, ni chez les socialistes-révolutionnaires, ni chez les cadets, bien que ce parti bourgeois pratiquement légal soit le mieux organisé, dispose par rapport à nous de moyens financiers combien plus considérables, et jouisse de la liberté d'utiliser la presse et de la possibilité de vivre au grand jour. Par ailleurs, les élections à la IIe Douma, auxquelles prirent part tous les partis, n'ont-elles pas montré de façon éloquente que le degré de cohésion de notre parti et de notre fraction parlementaire est plus élevé que chez tous les autres partis ?

Qu'est-ce qui a donc permis de donner à notre parti cette cohésion, cette solidité et cette stabilité ? C'est l'organisation des révolutionnaires professionnels, créée avant tout par les soins de l'*Iskra*. Quiconque connaît bien l'histoire de notre parti et a vécu lui-même sa période de formation, celui-là n'a besoin que d'un simple coup d'œil sur la composition de la délégation de n'importe quelle fraction du congrès de Londres, par exemple, pour s'en convaincre, pour reconnaître immédiatement le vieux noyau, le noyau de base de ceux qui, avec le plus grand cœur, ont pris soin du parti et l'ont amené à maturité. Bien entendu, la cause première de ce succès réside dans le fait que la classe ouvrière, dont les meilleurs éléments constituèrent la social-démocratie, se distingue, pour des raisons économiques objectives, de toutes les classes de la société capitaliste par une plus grande aptitude à s'organiser. N'était cette condition, l'organisation des révolutionnaires professionnels eût été un jouet, une aventure, une façade sans rien derrière, et la brochure *Que faire ?* souligne à maintes reprises que cette organisation qu'elle défend n'a de raison d'être qu'en liaison avec « la classe réellement révolutionnaire et qui monte spontanément au com-

bat ». Mais l'aptitude objective maximale du prolétariat à se regrouper en une classe est réalisée par des êtres vivants, dans des formes d'organisation déterminées et pas autrement. Et nulle autre organisation que l'« *Iskra* » *n'eût pu*, dans nos conditions historiques, dans la Russie des années 1900-1905, créer un parti social-démocrate *tel* que celui qui existe à l'heure actuelle. Le révolutionnaire professionnel a mené à bien l'œuvre qu'il avait à accomplir dans l'histoire du socialisme prolétarien russe. Cette œuvre, qui a depuis longtemps dépassé le cadre étroit des « cercles » des années 1902-1905, aucune force n'est aujourd'hui en mesure de la réduire à néant ; et les lamentations attardées des gens, qui accusent d'exagération ceux qui en leur temps devaient lutter pour assurer la préparation de l'accomplissement des tâches militantes, ne pourront amoindrir la portée des conquêtes déjà faites.

Je viens de faire allusion au cadre étroit des cercles de l'époque de l'ancienne *Iskra* (à partir de la fin de l'année 1903, avec le n°51, l'*Iskra* se tourna vers le menchevisme, proclamant qu'« entre l'ancienne et la nouvelle *Iskra*, il y a un abîme », paroles de Trotski dans une brochure approuvée par la direction menchevique de l'*Iskra*). Il convient de donner au lecteur d'aujourd'hui quelques mots d'explication au sujet de l'esprit qui régnait dans ces cercles. En lisant *Que faire ?* et la brochure *Un pas en avant, deux pas en arrière** qui vient ensuite, le lecteur verra se dérouler devant lui la lutte passionnée, parfois haineuse et destructrice, des *cercles se trouvant à l'étranger*. Il est indéniable que cette lutte possède de nombreux aspects peu attrayants. Il est indéniable qu'elle est un phénomène possible seulement dans un mouvement ouvrier encore très jeune et manquant de maturité dans le pays en question. Il est indéniable que les militants du mouvement ouvrier actuel en Russie doivent rompre avec de nombreuses traditions établies dans les cercles, qu'ils doivent oublier et rejeter maintes mesquineries héritées de la vie des cercles et de leurs querelles, afin d'accomplir avec une vigueur redoublée les tâches présentes de la social-démocratie. Le renforcement du parti par des éléments

* Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 7, pp. 212-436. (*N.R.*)

Вл. Ильинъ.

# За 12 лѣтъ

СОБРАНІЕ СТАТЕЙ.

Томъ первый.

## Два направленія въ русскомъ марксизмѣ и русской соціалдемократіи.

С.-ПЕТЕРБУРГЪ.
Типографія В. Безобразова и К°. В. О., Большой пр., д. № 61.
1908.

Couverture du recueil de V. Lénine *En douze ans.*
*Réduction*

*prolétariens* peut seul, en liaison avec une activité de masse au grand jour, extirper toutes les traces de la mentalité des cercles, héritage du passé qui n'a rien à voir avec les tâches actuelles. D'ailleurs, le passage au mode démocratique d'organisation du parti ouvrier, passage proclamé par les bolcheviks dans la *Novaïa Jizn* [65] en novembre 1905* au moment même où venaient de se créer les conditions d'une activité au grand jour, ce passage constituait déjà au fond une rupture définitive avec ce qui était caduc dans l'héritage laissé par les cercles...

Oui, « avec ce qui était caduc », car il ne suffit pas de condamner la mentalité des cercles, il faut savoir en comprendre la signification en les replaçant dans les conditions particulières de l'époque. En leur temps les cercles étaient nécessaires, et ils jouèrent un rôle positif. Dans un pays autocratique en général, dans les conditions créées par toute l'histoire du mouvement révolutionnaire *russe* en particulier, le parti ouvrier socialiste *ne pouvait* se développer autrement qu'à partir des cercles. Ceux-ci, étroits, fermés, fondés presque toujours sur l'amitié personnelle d'un effectif très réduit, n'en constituèrent pas moins une étape nécessaire du développement du socialisme et du mouvement ouvrier en Russie. Mais à mesure que grandissait ce mouvement, se posait la tâche de regrouper ces cercles, de créer des liens solides entre eux, d'établir une succession. Or il n'était pas possible de résoudre ce problème sans créer une solide base opérationnelle « hors d'atteinte » de l'autocratie, *c'est-à-dire à l'étranger*. C'est donc par la force de la nécessité que naquirent les cercles à l'étranger. Aucun lien ne les réunissait et ils n'étaient pas soumis à l'autorité d'un parti russe. Ils ne pouvaient donc manquer d'avoir des optiques différentes quant aux tâches fondamentales du mouvement de cette époque, c'est-à-dire précisément quant à la *manière* dont devait être créée une base opérationnelle et dont ils devaient contribuer à la mise sur pied d'un parti commun. Dans de telles conditions les cercles ne pouvaient pas ne pas s'affronter. Aujourd'hui, quand nous regardons en arrière, nous voyons distinctement lequel d'entre ces cercles était

* Voir Œuvres, 4e édition russe, t. 10, pp. 12-21. (*N.R.*)

à même de remplir la fonction de base opérationnelle. Mais alors, au début de l'activité des différents cercles, personne ne pouvait le dire et seule la lutte pouvait trancher la discussion. Parvus, on s'en souvient, accusa par la suite la vieille *Iskra* de mener un combat destructeur à l'encontre des cercles, et il prôna après coup une politique conciliatrice. Mais c'est facile à dire après coup, et le dire, c'est montrer qu'on n'a pas compris quelles étaient alors les conditions. En premier lieu, on ne disposait d'aucun critère permettant de juger de l'influence et du *sérieux* de tel ou tel cercle. Nombreux étaient ceux, maintenant oubliés, dont l'importance avait été exagérée, mais en leur temps ils voulaient par la lutte faire la preuve de leur droit à l'existence. En second lieu, les différends entre cercles résidaient dans *l'orientation* à donner à un travail alors encore nouveau. Je remarquai déjà à l'époque (dans *Que faire ?*) que les dissensions paraissaient minimes, mais qu'en réalité elles avaient une énorme importance, étant donné qu'avec l'apparition de nouvelles activités, avec l'apparition du mouvement social-démocrate, la définition du caractère général de ces activités et de ce mouvement se répercuterait très fortement sur la propagande, l'agitation et l'organisation. Toutes les discussions ultérieures entre social-démocrates tournèrent autour de l'orientation à donner au travail politique du parti ouvrier dans tel ou tel cas particulier. Mais alors, les controverses portaient sur la définition des principes les plus généraux et des tâches fondamentales de *toute* politique social-démocrate en général.

Les cercles ont accompli leur mission et, à présent, ils ont, bien entendu, fait leur temps. Mais s'ils n'ont plus de raison d'être, c'est uniquement parce que leur lutte avait posé avec la plus vive acuité les questions les plus cruciales de la social-démocratie, parce qu'elle les avait résolues dans un esprit révolutionnaire intransigeant, créant ainsi une base solide, rendant possible un travail de parti sur une large échelle.

Des questions particulières soulevées par les littérateurs autour de la brochure *Que faire ?*, je ne retiendrai que les deux suivantes. Peu après la parution de *Un pas en avant, deux pas en arrière*, Plékhanov déclara en 1904 dans l'*Iskra* qu'il était en désaccord de principe avec moi sur la ques-

tion de la spontanéité et de la conscience. Je ne répondis pas à cette déclaration (à part une note publiée dans le journal *Vpériod** [66] de Genève), ni aux multiples reprises de ce thème dans la littérature menchevique ; si je ne le fis pas, c'est parce que la critique de Plékhanov avait le caractère évident d'une chicane stérile se fondant sur des phrases et des expressions isolées, arrachées de leur contexte, formulées par moi de façon insuffisamment adroite ou exacte, et qu'elle passait sous silence le contenu général et tout l'esprit de la brochure. *Que faire ?* fut publié en mars 1902. Le projet de programme du parti (composé par Plékhanov avec amendements de la rédaction de l'*Iskra*) le fut en juin ou juillet de la même année. Le rapport entre le spontané et le conscient était formulé dans ce projet en accord avec l'ensemble de la rédaction de l'*Iskra* (la discussion au sujet du programme entre Plékhanov et moi-même se déroula à l'intérieur de la rédaction, mais justement pas à propos de cette question. Nous parlâmes de l'éviction de la petite production par la grande et j'exigeai notamment une formulation plus précise que celle de Plékhanov ; nous discutâmes aussi des différences de point de vue entre le prolétariat et les classes laborieuses en général, et j'insistai pour que l'on donnât une définition plus précise du caractère purement prolétarien du parti).

En conséquence, il ne pouvait être question à ce sujet de divergences de principe entre le projet de programme et *Que faire ?* Au deuxième Congrès (août 1903), Martynov, un économiste de l'époque, voulut contester nos conceptions sur la spontanéité et la conscience énoncées dans le programme. Mais tous les partisans de l'*Iskra* s'élevèrent contre lui, comme je l'indique dans *Un pas en avant*, etc. Il est donc clair que des dissensions séparaient au fond l'*Iskra* et les économistes, lesquels lançaient leurs attaques contre *ce qu'il y avait de commun* dans *Que faire ?* et les projets de programme. Il n'avait pas été dans mon intention au deuxième Congrès non plus d'ériger les formulations énoncées dans *Que faire ?* en une sorte de programme, un énoncé de principes particuliers. Bien au contraire, j'usai d'une expression qui par la suite devait être souvent citée,

* Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 8, p. 244. (*N.R.*)

celle de la barre tordue. *Que faire ?* disais-je, redresse la barre tordue par les économistes (voir les procès-verbaux du deuxième Congrès du P.O.S.D.R. en 1903, Genève 1904), et c'est précisément parce que nous redressons énergiquement les déviations que notre « barre » sera toujours bien droite*.

Le sens de ces mots ne prête pas à confusion : *Que faire ?* par la polémique, corrige l'économisme. Considérer le contenu de cette brochure en faisant abstraction de cette tâche serait erroné. Je voudrais remarquer que l'article écrit par Plékhanov contre *Que faire ? n'a pas* été reproduit dans le recueil de la nouvelle *Iskra* (*En deux années*) ; c'est pourquoi je ne relève pas ici les arguments de Plékhanov et je me borne à expliquer l'essentiel de la chose au lecteur d'aujourd'hui, qui peut rencontrer des références à cette question dans de très nombreuses parutions menchéviques.

Une autre remarque a trait à la question de la lutte économique et des syndicats. C'est fréquemment que, dans la littérature politique, on développe à contresens mes conceptions à ce sujet. C'est pourquoi il est nécessaire de souligner que de nombreuses pages de *Que faire ?* sont consacrées à l'explication de l'importance *énorme* de la lutte économique et des syndicats. En particulier, je prenais alors position pour la *neutralité* des syndicats. Depuis, ni dans mes brochures, ni dans mes articles de presse, *je ne me suis exprimé d'autre manière*, en dépit des multiples assertions de mes adversaires. Seul le Congrès de Londres du P.O.S.D.R. ainsi que le congrès socialiste international de Stuttgart m'ont amené à la conclusion que l'on ne pouvait, *sur le plan des principes*, défendre la neutralité des syndicats. Rapprocher le plus possible les syndicats du parti, tel est l'unique principe correct. Tendre à rapprocher et à rattacher les syndicats au parti, telle doit être notre politique, politique qu'il convient de mener avec persévérance et fermeté dans toute notre propagande et agitation, dans notre activité d'organisation, sans quêter à tout prix des « approbations » de pure forme et sans aller jusqu'à exclure des syndicats ceux qui ne sont pas d'accord.

* Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 6, p. 515. (*N.R.*)

* * *

La brochure *Un pas en avant, deux pas en arrière* fut publiée à Genève en été 1904. Elle décrit le premier stade de la scission entre mencheviks et bolcheviks, scission dont l'origine remonte au deuxième congrès (août 1903). Cette brochure, je l'ai réduite environ de moitié, car les détails secondaires de la lutte d'organisation, tournant en particulier autour de la composition des organismes centraux du parti, sont totalement dépourvus d'intérêt pour le lecteur d'aujourd'hui et méritent au fond de sombrer dans l'oubli. Mais l'analyse de la lutte des conceptions tactiques et autres au deuxième congrès, ainsi que la polémique à propos des conceptions mencheviques en matière d'organisation me paraissent ici essentielles : l'une et l'autre sont indispensables pour bien comprendre le menchevisme et le bolchevisme en tant que courants qui ont marqué de leur sceau l'ensemble de l'activité du parti ouvrier dans notre révolution.

Des débats au deuxième Congrès du Parti social-démocrate, je retiendrai ceux qui portèrent sur le programme agraire. Les événements ont sans conteste prouvé que notre programme d'alors (restitution des *otrezki* [67]) était d'une étroitesse extrême et qu'il *sous-estimait* les forces du mouvement démocratique révolutionnaire paysan. Mais j'en parlerai plus en détail dans le deuxième tome de la présente parution*. Ce qu'il importe de souligner ici, c'est que même un programme agraire étroit à l'excès comme celui-ci paraissait *trop large* à l'époque aux yeux de l'aile droite du parti social-démocrate. Martynov et les autres économistes engagèrent la lutte contre lui sous prétexte qu'il allait trop loin ! On est donc à même de juger de la grande importance pratique de la lutte engagée par l'ancienne *Iskra* contre l'économisme, contre le rétrécissement et le rabaissement de tout le caractère de la politique social-démocrate.

Les dissensions avec les mencheviks à cette époque (première moitié de l'année 1904) se limitaient à des questions d'organisation. Je caractérisais la position des mencheviks comme un « opportunisme dans les questions d'organisation ». Ce à quoi P. Axelrod dans une lettre à Kaut-

* Voir le présent tome, pp. 269-270. (*N.R.*)

sky répliquait : « Mes faibles facultés ne me permettent pas de comprendre ce que c'est que cette chose : « l'opportunisme dans les questions d'organisation » que l'on pousse sur la scène comme quelque chose d'indépendant sans lien organique avec des conceptions de tactique et de programme » (lettre du 6 juin 1904 reproduite dans le recueil de la nouvelle *Iskra En deux années*, 2e partie, p. 149).

Quel était le lien organique de l'opportunisme dans les conceptions de tactique avec celles d'organisation, toute l'histoire du menchevisme entre 1905 et 1907 l'a suffisamment montré. Pour ce qui est de « l'opportunisme dans les questions d'organisation », cette chose « incompréhensible », la vie a confirmé la justesse de mon appréciation de façon plus éclatante encore que je ne m'y attendais. Il suffit d'indiquer que le *menchevik* Tchérévanine lui-même est contraint de reconnaître aujourd'hui (voir sa brochure sur le congrès de Londres de 1907 du P.O.S.D.R.) que les plans d'organisation d'Axelrod (le fameux « congrès ouvrier », etc.) ne peuvent que donner lieu à des scissions funestes à la cause du prolétariat. Mais ce n'est pas tout. Le même menchevik Tchérévanine raconte que Plékhanov dut se battre à Londres à l'intérieur de la fraction menchevique contre « *l'anarchisme sur le plan de l'organisation* ». Ainsi donc, ce n'est pas en vain que j'avais engagé le combat en 1904 contre « l'opportunisme dans les questions d'organisation », puisqu'en 1907 Tchérévanine et Plékhanov furent contraints de faire l'aveu de l'« anarchisme sur le plan de l'organisation » des mencheviks influents.

De l'opportunisme dans les questions d'organisation les mencheviks passèrent à l'opportunisme dans les questions de tactique. La brochure « La campagne des zemstvos et le plan de l'*Iskra* »* (qui parut à Genève à la fin de l'année 1904, en novembre ou décembre, semble-t-il) constate leur premier pas dans cette direction. Dans la littérature actuelle, il n'est pas rare de rencontrer des passages où l'on soutient que les dissensions sur la question de la campagne des zemstvos venaient du fait que les bolcheviks déniaient toute utilité aux manifestations devant les membres des zemstvos [68]. Le lecteur constatera que cette opinion est

* Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 7, pp. 519-544. (*N.R.*)

complètement erronée. Les divergences naquirent du fait que les mencheviks se mirent alors à dire qu'il ne fallait pas semer la *panique* chez les libéraux, et encore plus du fait qu'après la grève de Rostov en 1902, après les grèves et les barricades de l'été 1903, les mencheviks, à la veille du 9 janvier 1905, proclamèrent que les manifestations devant les *zemstvos* constituaient le *type supérieur* de manifestation. Dans le n° 1 du journal bolchevique *Vpériod* qui parut en janvier 1905 à Genève, notre appréciation du « plan de campagne des zemstvos » menchevique trouvait son expression dans le titre de l'article consacré à cette question : « Sur les bonnes manifestations des prolétaires et les mauvais raisonnements de certains intellectuels* ».

La dernière brochure que nous reproduisons ici fut publiée à Genève pendant l'été 1905. Il s'agit de *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique***. On y trouve exposées, systématiquement cette fois, les divergences tactiques *fondamentales* d'avec les mencheviks. Les résolutions du « III^e Congrès du P.O.S.D.R. » (bolchevique) tenu à Londres au printemps et de la conférence menchevique de Genève avaient totalement consacré ces désaccords pour aboutir à une divergence *fondamentale* dans l'appréciation de notre révolution bourgeoise dans son ensemble du point de vue des tâches du prolétariat. Alors que les bolcheviks conféraient au prolétariat le rôle de *chef* dans la révolution démocratique, les mencheviks le ramenaient à celui d'« opposition extrémiste ». Alors que les bolcheviks définissaient de façon positive le caractère de classe et la signification de classe de la révolution, disant : une révolution victorieuse, c'est une révolution qui conduit à la « dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie », les mencheviks continuaient d'interpréter le concept de révolution bourgeoise de façon si erronée qu'ils en arrivaient à accepter pour le prolétariat un rôle de subordonné et de vassal de la bourgeoisie dans la révolution.

On sait comment ces dissensions de principe se sont traduites dans la pratique : boycottage de la Douma de

* Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 8, pp. 21-27. (*N.R.*)
** *Ibid.*, t. 9, pp. 9-139. (*N.R.*)

Boulyguine par les bolcheviks et hésitations des mencheviks ; boycottage de la Douma de Witte par les bolcheviks et hésitations des mencheviks qui avaient appelé à voter, mais pas lors des élections à la Douma ; soutien du ministère cadet et de la politique cadette à la Ire Douma par les mencheviks et dénonciation résolue des illusions constitutionnelles et de la nature contre-révolutionnaire des cadets par les bolcheviks, de pair avec la propagande pour un « comité exécutif des gauches » [69] ; enfin bloc de gauche des bolcheviks aux élections à la deuxième Douma et blocs des mencheviks et des cadets, etc, etc.

Aujourd'hui, la « période cadette » de la révolution russe (expression de la brochure : *La victoire des cadets et les tâches du parti ouvrier*, mars 1906*) semble toucher à sa fin. La nature contre-révolutionnaire des cadets a été totalement démasquée. Les cadets eux-mêmes commencent à avouer qu'ils n'ont cessé de combattre la révolution, et M. Strouvé finit par étaler sans détours les pensées intimes du libéralisme cadet. Plus attentivement le prolétariat conscient considérera aujourd'hui toute la période cadette dans son ensemble, tout ce « zigzag constitutionnel », et plus il deviendra évident que les bolcheviks surent apprécier d'avance et avec justesse cette période et la nature du parti cadet, que les mencheviks menèrent vraiment une politique erronée, dont la signification objective équivalait à substituer à la politique indépendante du prolétariat une politique de subordination du prolétariat au libéralisme bourgeois.

* * *

Lorsqu'on jette un regard d'ensemble sur la lutte des deux tendances dans le marxisme et dans la social-démocratie russes au cours de ces douze années (1895-1907), on ne peut manquer de conclure que le « marxisme légal », « l'économisme » et le « menchevisme » sont des manifestations diverses d'une seule et même tendance historique. Le « marxisme légal » de M. Strouvé (1894) et de ses semblables constituait *le reflet du marxisme dans la littérature bourgeoise*. L'« économisme », en tant qu'orientation parti-

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 10, pp. 175-250. (*N.R.*)

culière du travail de la social-démocratie en 1897 et au cours des années suivantes, réalisa en fait le programme du « *Credo* » *libéral bourgeois* : aux ouvriers la lutte économique, aux libéraux la lutte politique. Quant au menchevisme, ce n'est pas seulement un courant littéraire, ce n'est pas seulement une orientation de l'activité de la social-démocratie, mais une fraction unie qui mena pendant la première période de la révolution russe (1905-1907) une politique distincte *tendant en fait à subordonner le prolétariat au libéralisme bourgeois**.

Dans tous les pays capitalistes, le prolétariat est inévitablement relié à son voisin de droite, la petite bourgeoisie, par des milliers de degrés transitoires. Dans tous les partis ouvriers, il ne peut manquer de se former une aile droite plus ou moins nettement dessinée qui, dans ses conceptions, dans sa tactique, dans sa « ligne » d'organisation, représente les tendances de l'opportunisme petit-bourgeois. Dans un pays aussi petit-bourgeois que la Russie, à l'époque de la révolution bourgeoise, à l'époque des premiers débuts du jeune parti ouvrier social-démocrate, ces tendances ne pouvaient pas ne pas se manifester de façon bien plus forte, plus nette, plus frappante que partout ailleurs en Europe. Prendre connaissance des différentes formes sous lesquelles cette tendance est apparue dans la social-démocratie russe au cours des diverses périodes de son développement, c'est là chose nécessaire pour renforcer le marxisme révolutionnaire, pour tremper la classe ouvrière russe dans sa lutte émancipatrice.

Septembre 1907

*Publié en novembre 1907 dans le recueil « En douze ans », Saint-Pétersbourg*

*Conforme au texte du recueil*

* L'analyse de la lutte des différents courants et nuances au deuxième congrès du parti (voir la brochure *Un pas en avant, deux pas en arrière*, 1904) prouve de façon irréfutable qu'il existait un lien direct et immédiat entre l'« économisme » de 1897 et des années suivantes et le « menchevisme ». Quant au lien entre l'« économisme » dans la social-démocratie et le « marxisme légal » ou le « strouvisme » des années 1895-1897, je l'ai mis en lumière dans la brochure *Que faire ?* (1902). Le marxisme légal-économisme-menchevisme ne sont pas reliés sur le seul plan idéologique, ils sont en outre rattachés par une succession historique directe.

# RÉVOLUTION ET CONTRE-RÉVOLUTION

En octobre 1905, l'essor révolutionnaire en Russie fut à son apogée. Rejetant de sa route la Douma de Boulyguine, le prolétariat entraîna de larges masses populaires dans la lutte directe contre l'autocratie. En ce mois d'octobre 1907, par contre, nous vivons manifestement la période de déclin extrême de la lutte ouverte des masses. Mais cette période de déclin, qui remonte à la défaite de décembre 1905, n'a pas été marquée seulement par un épanouissement des illusions constitutionnelles, mais également par leur faillite totale. La troisième Douma, convoquée après la dissolution des deux premières et le coup d'Etat du 3 juin, met une fin évidente à la période de foi dans la cohabitation pacifique de l'autocratie et de la représentation populaire, et inaugure une ère nouvelle dans le développement de la révolution.

A un moment comme celui que nous vivons, la comparaison de la révolution et de la contre-révolution en Russie, la comparaison de la période de poussée révolutionnaire (1905) et de celle où la contre-révolution « joue » à la constitution (1906 et 1907), s'impose toute seule à l'esprit. On la trouve nécessairement dans toute définition de la ligne politique à suivre dans le proche avenir. Opposer les « fautes de la révolution » ou les « illusions révolutionnaires » au « travail constitutionnel positif », telle est la première idée autour de laquelle tourne la littérature politique actuelle. C'est cette idée que clament les cadets lors

des meetings électoraux. C'est cette idée que chante, hurle et développe la presse libérale. A commencer par M. Strouvé qui rejette avec passion et avec rage sur les révolutionnaires le dépit qu'il éprouve devant l'échec définitif de ses espoirs de « compromis ». A commencer par Milioukov que le cours des événements a contraint, malgré ses minauderies et son jésuitisme, à déclarer avec clarté, précision et, qui mieux est, en toute vérité : « l'ennemi est à gauche ». A commencer par les publicistes dans le genre de *Tovarichtch*, Kouskova, Smirnov, Plékhanov, Horn, Jordanski, Tchérévanine, etc., qui désapprouvent la lutte d'octobre-décembre comme folle entreprise et prônent plus ou moins ouvertement une coalition « démocratique » avec les cadets. Les véritables éléments cadets de ce courant bourbeux traduisent les intérêts contre-révolutionnaires de la bourgeoisie ainsi que la servilité sans borne de la petite bourgeoisie intellectuelle. Quant aux éléments qui ne sont pas encore allés tout à fait aussi loin que Strouvé, ils se distinguent essentiellement par leur *incompréhension* du lien qui rattache la révolution et la contre-révolution en Russie, par leur inaptitude à considérer l'ensemble de ce que nous avons vécu comme un mouvement social qui forme un tout et qui se développe suivant sa propre logique interne.

La période de poussée révolutionnaire a montré *dans l'action* la composition de classe de la population de Russie et l'attitude des différentes classes à l'égard de la vieille autocratie. Aujourd'hui, les événements ont appris à tous et à chacun, même à des gens totalement étrangers au marxisme, à faire remonter l'ère de la révolution au 9 janvier 1905, c'est-à-dire au premier mouvement politique *conscient* de *masses* appartenant à une *classe* déterminée. Quand, à partir de l'analyse des réalités économiques de la Russie, la social-démocratie a conclu au rôle prépondérant, à l'hégémonie du prolétariat dans notre révolution, on a cru à un emballement livresque de théoriciens. Mais la révolution est venu confirmer notre théorie, étant donné que c'était l'unique théorie révolutionnaire. Et, de fait, le prolétariat s'est toujours tenu à la tête de la révolution. Et, de fait, la social-démocratie est apparue comme l'avant-garde idéologique du prolétariat. La lutte des masses s'est développée, sous la direction du prolétariat, avec une ra-

pidité extraordinaire, plus rapidement que de nombreux révolutionnaires ne s'y attendaient. Pendant une année, cette lutte s'est élevée jusqu'aux formes de poussée révolutionnaire les plus décisives connues dans l'histoire : jusqu'à la grève de masse et à l'insurrection armée. L'organisation des masses prolétariennes s'est développée avec une rapidité foudroyante au cours même de la lutte. A la suite du prolétariat, d'autres couches de la population commençaient à s'organiser qui allaient former les cadres de combat du peuple révolutionnaire. D'abord la masse semi-prolétarienne des employés de toutes catégories, puis la démocratie paysanne, les intellectuels de profession, etc. La période des victoires prolétariennes a constitué une période de développement de l'organisation des masses sans précédent en Russie et de dimensions gigantesques, même sur le plan européen. Le prolétariat a obtenu à cette époque toute une série d'améliorations de ses conditions de travail. La masse paysanne, une « atténuation » de l'arbitraire féodal, une réduction des fermages et des prix de vente de la terre. La Russie toute entière, des libertés considérables de réunion, de parole et d'association. En outre, l'autocratie renonçait sur le plan national à l'ancien état de choses et reconnaissait la constitution.

Tout ce qui a été conquis jusqu'à présent par le mouvement de libération en Russie l'a été entièrement et exclusivement par la lutte révolutionnaire des masses dirigées par le prolétariat.

Le tournant dans le développement de la lutte se produit avec la défaite de l'insurrection de décembre. Pas à pas, la contre-révolution passe à l'attaque à mesure que s'affaiblit la lutte des masses. A l'époque de la Ire Douma, cette lutte se traduisait encore avec force par l'intensification du mouvement paysan, par une destruction sur une large échelle des nids de propriétaires semi-féodaux, par toute une série de mutineries parmi les soldats. Alors, la réaction n'avançait que lentement et n'osait pas aller d'emblée jusqu'à un coup d'Etat. Ce n'est qu'après la répression des soulèvements de Sveaborg et Cronstadt en juillet 1906 qu'elle se montre plus hardie, instaure un régime militaire, commence à supprimer peu à peu le droit de vote (explications du Sénat [70]), fait enfin assiéger la deuxième

Douma par la police et abroge en entier la fameuse constitution. Toutes les organisations de masse surgies spontanément ont été remplacées à ce moment-là par une « lutte légale » dans le cadre de la constitution policière revue par les Doubassov et les Stolypine. La suprématie de la social-démocratie a cédé le pas à la suprématie des cadets, qui ont régné en maîtres dans les deux Doumas. La période de déclin du mouvement des masses a vu s'épanouir le parti des cadets, qui ont exploité ce déclin, jouant le rôle de « champions » de la cause de la constitution ; qui ont tout fait pour entretenir dans le peuple la foi dans cette constitution et prôné la nécessité de se limiter à la lutte « parlementaire ».

La faillite de la « constitution cadette », c'est la faillite de la tactique cadette et de l'hégémonie cadette dans la lutte émancipatrice. Reflet d'intérêts de classe, le caractère de tous les raisonnements de notre libéralisme sur le thème des « illusions révolutionnaires » et des « erreurs de la révolution » apparaît clairement lorsqu'on compare les deux périodes de la révolution. Alors que la lutte de masse des prolétaires avait donné des victoires au peuple tout entier, la direction du mouvement par les libéraux n'a pu apporter autre chose que des défaites. La poussée révolutionnaire du prolétariat n'avait cessé de développer la conscience des masses et leur degré d'organisation, leur proposant des tâches toujours plus élevées, augmentant leur participation indépendante à la vie politique et leur apprenant à se battre ; mais l'hégémonie des libéraux n'a fait, pendant la période des deux Doumas, qu'abaisser la conscience des masses, que nuire à leur organisation révolutionnaire, qu'émousser leur sens des tâches démocratiques.

Les chefs libéraux de la I^re^ et de la II^e^ Douma ont fait devant le peuple une démonstration superbe de « lutte » légale, menée le genou ployé. Résultat : les féodaux autocratiques ont effacé d'un trait de plume le paradis constitutionnel des bavards libéraux et se sont gaussés de la subtile diplomatie des gens qui hantent les antichambres ministérielles. Pendant toute la durée de la révolution russe les libéraux n'ont pas mis à leur actif la moindre victoire, le moindre succès, la moindre action favorable à la démo-

cratie et qui eût permis d'organiser les forces populaires dans la lutte pour la liberté.

Avant octobre 1905, les libéraux avaient parfois observé une attitude de neutralité non dépourvue de sympathie à l'égard de la lutte révolutionnaire des masses, mais dès cette époque, ils avaient commencé à s'y opposer, envoyant une députation tenir d'abjects discours au tsar, apportant son concours à la Douma de Boulyguine, et cela non par manque de réflexion, mais par hostilité déclarée envers la révolution. Après octobre 1905, les libéraux n'ont fait que trahir honteusement la cause de la liberté du peuple.

En novembre 1905, ils ont envoyé M. Strouvé avoir une conversation intime avec M. Witte. Au printemps 1906, ils ont saboté le boycottage révolutionnaire, par leur refus de se prononcer ouvertement devant l'Europe contre l'emprunt, ont aidé le gouvernement à se procurer les milliards nécessaires pour reconquérir la Russie. En été 1906, ils ont marchandé dans la coulisse avec Trépov [71] quelques portefeuilles ministériels et engagé à la Ire Douma le combat contre les « gauches », c'est-à-dire contre la révolution. En janvier 1907, ils sont de nouveau allés voir les autorités policières (visite de Milioukov à Stolypine). Au printemps 1907, ils ont *soutenu* le gouvernement à la IIe Douma. La révolution a démasqué le libéralisme avec une rapidité remarquable et révélé, preuves à l'appui, sa nature contre-révolutionnaire.

A *cet* égard la période des espérances constitutionnelles n'a pas été sans profit pour le peuple, loin de là. L'expérience de la Ire et de la IIe Douma n'a pas seulement permis de voir l'indigence extrême du rôle joué par le libéralisme dans notre révolution. Elle a également mis un terme aux tentatives pour diriger le mouvement démocratique faites par un parti que seuls des enfants en matière de politique ou des radoteurs séniles peuvent considérer comme réellement constitutionnel-« démocrate ».

En 1905 et au début de 1906, la composition de classe de la démocratie bourgeoise n'était pas encore claire pour tout le monde. Les habitants ignares et abêtis des différents trous de provinces n'étaient pas seuls à placer leurs espoirs dans la possibilité de combiner l'autocratie à une

représentation effective tant soit peu large des masses populaires. Les sphères dirigeantes de l'autocratie elles-mêmes n'étaient pas exemptes de telles espérances. Pourquoi la loi électorale donnait-elle une représentation aussi importante à la paysannerie dans la Douma de Boulyguine et dans celle de Witte ? C'est parce que l'on croyait encore que les campagnes étaient favorables à la monarchie. « Le paysan nous sortira de là », s'exclamait un journal gouvernemental au printemps 1906, exprimant ainsi l'espoir que le gouvernement avait de pouvoir compter sur le conservatisme des masses paysannes. En ce temps-là, non seulement les cadets ne se rendaient pas compte de l'antagonisme qui existait entre l'esprit démocratique des paysans et le libéralisme bourgeois, mais ils craignaient même que les paysans fussent demeurés trop arriérés. Aussi ne souhaitaient-ils qu'une chose : que la Douma contribuât à faire du paysan conservateur ou indifférent un libéral. Au printemps 1906, M. Strouvé émettait un vœu audacieux en écrivant : « A la Douma le paysan sera cadet. » En été 1907, le même M. Strouvé appelait à la lutte contre les partis du travail ou de la gauche, qu'il considérait comme l'obstacle essentiel à un marché entre le libéralisme bourgeois et l'autocratie. Pendant un an et demi, le mot d'ordre de lutte pour l'éducation politique des paysans cédait la place chez les libéraux à celui de lutte contre le paysan « trop » exigeant et trop éduqué politiquement !

Ce changement de mot d'ordre traduit on ne peut plus clairement la faillite totale du libéralisme dans la révolution russe. L'antagonisme de classe entre la masse démocratique des paysans et les propriétaires semi-féodaux s'est avéré considérablement plus profond que ne se l'imaginaient les poltrons et les esprits bornés du parti cadet. C'est la raison pour laquelle a échoué si rapidement et de manière si complète leur tentative d'assumer la direction de la lutte pour la démocratie. C'est aussi pour cette raison qu'a fait fiasco leur « ligne », qui visait à concilier la masse démocratique petite-bourgeoise du peuple avec les propriétaires fonciers octobristes et Cent-Noirs. La grande mais toutefois négative victoire de la période contre-révolutionnaire des deux Doumas, c'est la faillite de la politique de trahison de ces « combattants » pour la « liberté

du peuple ». La lutte de classe, s'effectuant par en bas, a fait passer ces héros d'antichambre ministérielle par-dessus bord et, de prétendants à la direction, les a changés en *simples laquais de l'octobrisme* parés d'une légère couche de vernis constitutionnel.

Celui qui ne voit pas jusqu'à maintenant cette faillite des libéraux, qui ont fait l'expérience pratique de leur valeur en tant que combattants pour la démocratie ou, tout au moins, en tant que combattants dans les rangs de la démocratie, n'a rigoureusement rien compris à l'histoire politique des deux Doumas. Chez de telles gens, la répétition absurde de formules toutes faites concernant la nécessité de soutenir la démocratie bourgeoise se transforme en pleurnicheries contre-révolutionnaires. Les social-démocrates ne doivent pas se plaindre de la faillite des illusions constitutionnelles ; ils doivent dire ce que disait Marx de la contre-révolution en Allemagne : le peuple a gagné d'avoir perdu ses illusions [72]. La démocratie bourgeoise de Russie a gagné d'avoir perdu de mauvais chefs et des alliés sans consistance. C'est tant mieux pour son développement politique.

Il reste au parti du prolétariat à faire en sorte que les riches enseignements politiques de notre révolution et de la contre-révolution soient plus profondément pensés et assimilés par les masses. La période d'assaut contre l'autocratie a permis au prolétariat de déployer ses forces et lui a enseigné les principes de la tactique révolutionnaire ; elle a montré quelles étaient les conditions du succès de la lutte directe des masses, seule capable de conquérir des améliorations tant soit peu appréciables. La longue période de mise sur pied des forces du prolétariat, de son éducation et de son organisation a été à l'origine des coups mortels portés à la vieille autocratie russe par des centaines de milliers d'ouvriers. Le long et peu spectaculaire travail de direction de toutes les manifestations de lutte de classe du prolétariat, le travail de construction d'un parti solide et conséquent ont été à l'origine du déclenchement de la véritable lutte de masse et ont créé les conditions permettant de transformer cette explosion en révolution. Maintenant, il est nécessaire que le prolétariat, en tant que combattant d'avant-garde du peuple, renforce

son organisation, se débarrasse de la moisissure de tout opportunisme intellectuel, rassemble ses forces pour un travail aussi conséquent et opiniâtre qu'avant. Les tâches que le cours de l'histoire et la situation objective des masses ont posées à la révolution russe ne sont par résolues. Les éléments d'une nouvelle crise politique nationale n'ont pas disparu, mais au contraire ils se sont encore approfondis et amplifiés. L'arrivée de cette crise placera à nouveau le prolétariat à la tête du mouvement national. Le Parti ouvrier social-démocrate doit être prêt à assumer ce rôle, et dans un sol fertilisé par les événements de 1905 et des années suivantes la semence donnera une récolte dix fois meilleure. Si, à la fin de l'année 1905, un million de prolétaires se sont massés derrière un parti fort de quelques milliers de militants conscients de la classe ouvrière, aujourd'hui, notre parti, qui compte des dizaines de milliers de social-démocrates trempés à l'expérience de la révolution et qui, au cours même de la lutte, se sont liés plus étroitement aux masses des ouvriers, notre parti saura entraîner derrière lui des dizaines de millions de combattants et écraser l'ennemi.

Par ailleurs, les tâches socialistes et démocratiques du mouvement ouvrier en Russie sont devenues incomparablement plus nettes ; elles sont passées d'urgence au premier plan sous l'influence des événements révolutionnaires. La lutte contre la bourgeoisie s'est élevée à un degré supérieur. De leur côté les capitalistes de tout le pays se groupent en associations, ils resserrent leurs liens avec le gouvernement, ils recourent plus fréquemment aux moyens les plus extrêmes de la lutte économique, allant jusqu'à procéder à des lock-out massifs afin de « museler » le prolétariat. Mais les persécutions, seules les classes qui ont fait leur temps les craignent ; le prolétariat, lui, continue à se renforcer aussi bien par le nombre que par la cohésion, et cela d'autant plus vite que sont plus rapides les succès de messieurs les capitalistes. C'est le développement économique de la Russie et du monde entier qui est la garantie de l'invincibilité du prolétariat. Pour la première fois la bourgeoisie a commencé au cours de notre révolution à se regrouper en tant que classe, en tant que force politique unie et consciente. L'organisation de tous

les ouvriers de la Russie en une classe unie n'en fera que plus de progrès. Le fossé entre le monde du capital et le monde du travail y gagnera en profondeur, la conscience socialiste des ouvriers en clarté. L'agitation socialiste dans le prolétariat y gagnera en netteté s'étant enrichie de l'expérience de la révolution. L'organisation politique de la bourgeoisie, c'est le meilleur stimulant pour parfaire la formation d'un parti ouvrier socialiste.

Les tâches de ce parti dans la lutte pour la démocratie ne peuvent dorénavant provoquer de contestations que de la part d'intellectuels « sympathisants » prêts à passer aux libéraux. Pour la masse des ouvriers, ces tâches se sont définies dans le feu de la révolution avec une clarté tangible. Que la base, l'unique base solide de la démocratie bourgeoise, en tant que force historique en Russie, soit constituée par la masse paysanne, le prolétariat le sait par expérience. Le rôle de chef de cette masse, dans la lutte contre les propriétaires semi-féodaux et contre l'autocratie tsariste, a déjà été rempli par le prolétariat à l'échelle nationale, et aucune force ne pourra détourner aujourd'hui le parti ouvrier de sa juste voie. Il est terminé, le rôle du parti libéral des cadets qui sous le drapeau de la démocratie poussait la paysannerie sous l'aile de l'octobrisme ; et la social-démocratie, en dépit de pleurnicheurs isolés, continuera à expliquer aux masses les causes de la faillite des libéraux, à expliquer que la démocratie bourgeoise ne pourra mener son œuvre à bien qu'après avoir définitivement rompu avec les laquais de l'octobrisme.

Personne ne peut dire aujourd'hui quelles seront les destinées de la démocratie bourgeoise en Russie. Il n'est pas impossible que la faillite des cadets conduise à la formation d'un parti démocrate paysan, d'un vrai parti de masse, et non de cette organisation de terroristes que sont demeurés les socialistes-révolutionnaires. Il n'est pas impossible non plus que les difficultés objectives du regroupement politique de la petite bourgeoisie empêchent la formation d'un tel parti et maintiennent pour longtemps encore la démocratie paysanne dans son état actuel de masse troudovique gélatineuse et amorphe. Dans l'un et l'autre cas, notre ligne est la même : forger les forces démocratiques par une critique impitoyable de tout flottement, par une

lutte intransigeante contre l'alliance de la démocratie et de ce libéralisme qui a fait la preuve de sa nature contre-révolutionnaire.

Plus loin va la réaction et plus le propriétaire cent-noirs se déchaîne, plus il se soumet l'autocratie, plus lentement s'effectuera le développement économique de la Russie et la disparition des vestiges du servage. Ce qui veut dire : plus rapide et plus ample sera le développement de l'esprit démocratique combatif et conscient dans les masses de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes. Plus forte se fera la résistance de masse aux disettes, aux violences et aux brimades auxquelles les octobristes condamnent la paysannerie. La social-démocratie aura soin, au moment de la montée inévitable de la lutte démocratique, d'empêcher la bande des arrivistes libéraux qui s'intitule parti des cadets de diviser une fois de plus les rangs de la démocratie et d'y semer le trouble. Ou avec le peuple ou contre le peuple, tel est le choix que la social-démocratie a depuis longtemps fixé à tous ceux qui prétendent au rôle de chefs « démocratiques » de la révolution. Jusqu'à présent les social-démocrates n'ont pas tous su s'en tenir avec conséquence à cette ligne ; certains d'entre eux ont même cédé aux promesses des libéraux, certains ont fermé les yeux sur les intrigues des libéraux avec la contre-révolution. Aujourd'hui nous sommes instruits par l'expérience des deux premières Doumas.

La révolution a appris au prolétariat la lutte de masse. La révolution a démontré que le prolétariat peut entraîner les masses paysannes derrières lui dans la lutte pour la démocratie. La révolution a fait du parti un parti purement prolétarien plus étroitement soudé, et en a rejeté les éléments petits-bourgeois. La contre-révolution a fait perdre l'habitude à la démocratie petite-bourgeoise d'essayer de se trouver des chefs et des alliés dans le libéralisme, qui craint la lutte des masses plus que le feu. Forts de la leçon des événements, nous pouvons dire hardiment à l'adresse du gouvernement des propriétaires cent-noirs : continuez donc dans cette direction, Messieurs Stolypine et C^ie^. Et nous récolterons les fruits de ce que vous semez !

*« Prolétari » n° 17, 20 octobre 1907*

*Conforme au texte du journal*

## LA IIIe DOUMA

Le gouvernement fait le bilan du crime odieux qu'il a commis le 3 juin contre le peuple : cette monstrueuse loi électorale, qui non seulement dénature complètement la volonté de l'ensemble du peuple, mais aussi celle de la minorité dotée du droit de vote, au profit d'une poignée de propriétaires fonciers et de capitalistes, a donné au tsarisme les fruits ardemment désirés. A l'heure où est écrit cet article, 432 députés sur les 442 que doit compter la Douma sont déjà connus. Dix seulement restent à élire ; on dispose donc d'ores et déjà de suffisamment d'éléments pour caractériser les résultats généraux des élections. Il apparaît, d'après un dépouillement relativement exact, que les social-démocrates ont 18 élus, les autres gauches 13, les cadets 46, les membres des groupes proches des cadets 55, les octobristes 92, les membres de groupes apparentés aux octobristes 21, les différentes droites 171, dont 32 membres de l'Union du peuple russe [73], les sans-parti 16.

Ainsi, abstraction faite du petit nombre de sans-parti, l'ensemble des députés peut se diviser en quatre groupes : l'extrême gauche avec au total un peu plus de 7% des sièges, le centre gauche (cadet) 23%, le centre droit (octobriste) 25,1% et la droite 40% ; les sans-parti ont un peu moins de 4%.

Aucun de ces groupes pris séparément ne dispose de la majorité absolue. Ce résultat répond-il pleinement aux souhaits et à l'attente de ceux qui ont inspiré et mis au point la nouvelle loi électorale ? Nous pensons qu'il faut

répondre à cette question par l'affirmative et que le nouveau « parlement » russe, du point de vue des milieux dirigeants, soutiens du régime autocratique, s'impose dans la pleine acception du terme comme une « *chambre introuvable* » *.

Il existe chez nous, comme dans tout pays à régime autocratique ou semi-autocratique, deux gouvernements : l'un officiel, le conseil des ministres ; l'autre en coulisse, la camarilla des courtisans. Cette dernière s'appuie toujours et partout sur les couches les plus réactionnaires de la société, sur la noblesse féodale (chez nous Cent-Noirs) qui tire sa puissance économique de la grosse propriété foncière et de l'économie à demi serve qui s'y rattache. Ce groupe social amolli, dépravé, dégénéré, apparaît comme l'image vivante du parasitisme le plus répugnant. Jusqu'à quel degré de perversité conduit cette dégénérescence, c'est ce que montre le scandaleux procès Moltke-Harden de Berlin, procès qui a mis à jour le cloaque que constitue la puissante camarilla de la cour de l'empereur semi-autocrate d'Allemagne, Guillaume II. Ce n'est un secret pour personne que chez nous en Russie, dans les milieux analogues, de telles ignominies ne sont pas non plus l'exception. La grande masse des « droites » à la IIIe Douma se fera précisément, au moins dans son écrasante majorité, le porte-parole des intérêts de cette moisissure et de cette rouille sociale, de ces « sépulcres blanchis », héritage d'un sombre passé. Le maintien de l'économie féodale, des privilèges de la noblesse et du régime autocratique est une question de vie ou de mort pour ces mammouths et ces ichtyosaures (les qualifier d'« aurochs » [74], serait leur faire encore trop d'honneur).

D'habitude, mammouths et ichtyosaures s'échinent, en mettant à profit leur toute-puissance à la cour, à s'assurer la possession complète et sans partage du gouvernement officiel. Habituellement le cabinet des ministres se compose pour une grande part de leurs créatures. Toutefois il arrive souvent que la majorité du cabinet ne réponde pas tout à fait par sa composition aux exigences de la cama-

* En français dans le texte. Nom donné en 1815 par Louis XVIII à la Chambre des députés ultra-réactionnaires. (*N.R.*)

rilla. Au rapace antédiluvien, au rapace de l'époque du servage, fait concurrence ici le rapace de l'époque de l'accumulation primitive non moins grossier, avide et parasite, mais couvert d'un vernis de culture et, ce qui est plus important, doué du même désir de s'approprier un bon morceau du gâteau fiscal sous forme de garanties, de subsides, de concessions, de tarifs préférentiels, etc. Cette couche de la bourgeoisie terrienne et industrielle, qui est caractéristique de l'époque de l'accumulation primitive, trouve son expression dans l'octobrisme et dans les courants apparentés. Elle a beaucoup d'intérêts communs avec les Cent-Noirs *sans phrases* * : le parasitisme économique et les privilèges, le patriotisme de clocher, semblent aussi nécessaires aux uns qu'aux autres.

Ainsi se crée une majorité octobristes-Cent-Noirs à la IIIe Douma d'Etat, majorité qui atteint le chiffre considérable de 284 sur un total de 432 députés, soit 65,7% ou plus des deux tiers.

C'est là une citadelle qui en politique agraire donne au gouvernement la possibilité d'aider les propriétaires ruinés à se défaire de leurs terres avec profit, après avoir par-dessus le marché plumé jusqu'au dernier sou les paysans mal lotis, de faire de la législation ouvrière l'instrument de l'exploitation la plus brutale du prolétariat par le capital ; en politique financière, de maintenir la plus grosse partie du fardeau fiscal sur les épaules des masses populaires. C'est là une citadelle du protectionnisme et du militarisme. Et il n'est personne pour contester la nature contre-révolutionnaire de la majorité des octobristes et des Cent-Noirs.

Mais ce n'est pas l'unique majorité existant à la IIIe Douma. Il y en a une autre.

Les Cent-Noirs sont un allié sûr pour les octobristes, de la même façon que la camarilla de la cour est l'alliée du conseil des ministres dans la défense du tsarisme. Mais de même que la camarilla de la cour manifeste une tendance organique moins à s'allier au conseil des ministres qu'à lui imposer sa domination, de même les Cent-Noirs ont soif

---

* En français dans le texte. (*N.R.*)

d'instaurer leur dictature sur les octobristes, de les mener à la baguette, de les maintenir sous leur poids.

Les intérêts du capitalisme, même si ce dernier est grossièrement rapace et parasitaire, ne s'accommodent pas du règne sans partage de la grande propriété féodale. Chacun de ces deux groupes sociaux apparentés s'emploie à enlever un morceau un peu plus gros et un peu plus gras du gâteau, d'où leurs divergences inévitables dans les questions d'administration locale et d'organisation centrale du pouvoir d'Etat. Au zemstvo comme à la Douma municipale les Cent-Noirs n'ont besoin de rien d'autre que de ce qu'ils ont déjà ; mais au centre ils hurlent « A bas la maudite constitution ! ». Les octobristes, eux, veulent augmenter leur influence au zemstvo et à la Douma, au centre il leur faut une « constitution » fût-elle bien maigre et fictive pour les masses.

Ce n'est pas pour rien que le *Rousskoïé Znamia* [75] injurie les octobristes, et que le *Goloss Moskvy* [76] découvre à son tour qu'il y a à la IIIe Douma plus de représentants de droite qu'il ne faudrait.

Et voici que le cours objectif des choses contraint les octobristes à se chercher des alliés. Ils auraient pu déjà en trouver dans le centre gauche (cadet) qui proclame depuis longtemps son dévouement sincère à la constitution mais la jeune bourgeoisie russe de l'époque de l'accumulation capitaliste représentée à l'heure actuelle par les cadets, a gardé du passé des amis très gênants et des traditions désagréables. Ces traditions politiques, d'ailleurs, on s'en est débarrassé sans trop de mal : ça fait bien longtemps, dès avant la Ire Douma, que les cadets se sont déclarés monarchistes ; lors de la IIe Douma, ils ont silencieusement refusé un ministère responsable ; enfin, leurs projets concernant les différentes « libertés » contiennent de si nombreux obstacles, de tels barrages de fil de fer barbelé et de tels pièges à loups contre ces mêmes libertés qu'il y a tout lieu d'espérer un progrès ultérieur dans cette direction. Si, auparavant déjà, les cadets désapprouvaient, tout d'abord gentiment puis avec tristesse, l'insurrection et la grève, après décembre 1905 cette désapprobation se changea en semi-mépris, et enfin, après la dissolution de la Ire Douma, en réprobation résolue et en blâme.

La diplomatie, les arrangements, le marchandage avec ceux qui sont au pouvoir, tel est le fondement de la tactique cadette. Pour ce qui est des amis gênants, cela faisait longtemps déjà qu'on ne les appelle plus que « voisins », et il y a peu de temps, ils viennent d'être publiquement qualifiés d'« ennemis ».

Il est donc possible de s'entendre, et nous voici devant la nouvelle et non moins contre-révolutionnaire majorité des octobristes et des cadets. Il est vrai que pour le moment cette majorité rassemble un peu moins de la moitié des députés, 214 sur 432 ; mais certains sans-parti au moins viendront de toute probabilité s'y joindre, et on a tout lieu de supposer qu'elle grandira avec les élections à venir, étant donné que les villes et une grande partie des assemblées provinciales où les élections ne se sont pas encore déroulées donneront une confortable majorité soit aux octobristes, soit aux cadets.

Le gouvernement s'estime maître de la situation, ce que la bourgeoisie libérale ne semble pas lui contester. Dans ces conditions, le marché doit plus que jamais revêtir le caractère du compromis le plus bas et le plus perfide, ou, plus exactement, de l'abandon de toutes les positions libérales quelque peu teintées de démocratisme. Il est clair qu'avec un tel marché, et sans un nouveau mouvement de masse, une organisation tant soit peu démocratique de l'administration locale et des organes législatifs centraux est impossible. Et si la majorité octobristes-cadets n'est pas en mesure de nous assurer une telle organisation, peut-on attendre d'une majorité octobristes-Cent-Noirs, de propriétaires farouches alliés aux rapaces capitalistes qu'ils résolvent de façon quelque peu acceptable la question agraire et qu'ils apportent une amélioration à la situation des ouvriers ? La réponse à cette question ne peut être qu'un rire amer.

La situation est claire : *notre « chambre introuvable » * est incapable de résoudre ne serait-ce que sous la forme la plus hideuse les tâches objectives de la révolution.* Elle ne peut, même en partie, guérir les blessures béantes infligées

* En français dans le texte. (*N.R.*)

à la Russie par le vieux régime ; elle est seulement capable de les dissimuler sous des réformes fictives et lamentables.

Le résultat des élections vient une fois de plus de corroborer notre conviction profonde : *la Russie ne peut sortir de la crise qu'elle traverse par une voie pacifique.*

Dans ces conditions apparaissent on ne peut plus clairement les tâches premières qui se posent à l'heure présente à la social-démocratie. Ayant comme but final le triomphe du socialisme, convaincue que la liberté politique est nécessaire pour parvenir à ce but et que l'on ne peut en ce moment conquérir cette liberté par des moyens pacifiques, sans des actions de masse au grand jour, la social-démocratie doit, aujourd'hui comme hier, fixer dans l'immédiat les tâches de la révolution et de la démocratie, sans renoncer une minute, cela va sans dire, à répandre les idées du socialisme, ni à défendre les intérêts de classe du prolétariat au sens restreint du terme. Représentant le prolétariat — la classe la plus avancée et la plus révolutionnaire de la société actuelle — qui a montré au cours de la révolution russe son aptitude à assumer le rôle dirigeant dans la lutte de masse, la social-démocratie doit faire en sorte que le prolétariat continue à assumer ce rôle pendant la nouvelle étape qui vient de la lutte révolutionnaire, étape caractérisée bien plus qu'auparavant par la prépondérance de la conscience sur la spontanéité. Dans ce but, *la social-démocratie doit travailler de toutes ses forces à s'assurer la direction de la masse démocratique et à développer dans cette masse l'énergie révolutionnaire.*

Cette tendance conduit le parti du prolétariat à un choc brutal avec les autres organisations politiques de classe ; pour celles-ci, et cela est conforme aux intérêts des groupes qu'elles représentent, la révolution démocratique est non seulement haïssable et dangereuse en soi, mais surtout, en raison du rôle dirigeant qu'y joue le prolétariat, car en effet cette hégémonie est grosse du danger socialiste.

Il est parfaitement clair et hors de doute que les deux majorités de la Douma — octobristes-Cent-Noirs et octobristes-cadets — grâce auxquelles le gouvernement Stolypine compte tenir en équilibre, prenant appui alternativement sur l'une et sur l'autre, que ces deux majorités, chacune à sa manière et dans des cas différents, seront

contre-révolutionnaires. Il ne peut être question de la part de l'une ou de l'autre de ces majorités, ou même de la part de leurs divers éléments, d'une *lutte* tant soit peu systématique et méthodique contre le ministère. Seuls sont à envisager des conflits passagers et isolés. Des conflits de ce genre sont possibles avant tout entre l'élément cent-noirs de la première majorité et le gouvernement. Mais il ne faut pas oublier qu'ils ne peuvent aller bien loin, et le gouvernement, sans abandonner les positions de la contre-révolution, pourrait avec la plus grande facilité en sortir vainqueur en prenant appui sur la seconde majorité. Malgré leur vif désir, la social-démocratie révolutionnaire et l'ensemble des autres éléments à tendance révolutionnaire à la IIIe Douma ne pourront tirer parti de ces conflits dans l'intérêt de la révolution autrement qu'à des fins de propagande ; il ne peut être ici question de « soutenir » l'un quelconque des camps qui s'affrontent, car un tel soutien constituerait en soi un acte contre-révolutionnaire.

Il sera peut-être possible d'exploiter un peu plus et un peu mieux les conflits éventuels entre les différents éléments de la deuxième majorité, entre les cadets d'une part, les octobristes et le gouvernement de l'autre. Mais même sur ce plan la situation est telle, en raison des dispositions d'esprit et des intentions subjectives aussi bien que des conditions objectives, que les conflits seront à la fois superficiels et passagers, qu'ils ne seront qu'un moyen permettant aux mercantis politiques de conclure plus aisément des marchés à des conditions en apparence plus décentes, mais en réalité contraires aux intérêts de la démocratie. *La social-démocratie doit* donc, sans renoncer à exploiter ces conflits aussi superficiels que rares, *engager une lutte opiniâtre pour la réalisation des tâches révolutionnaires et démocratiques non seulement contre le gouvernement, les Cent-Noirs et les octobristes, mais également contre les cadets.*

Tels sont les *buts* essentiels que doit se fixer la social-démocratie à la IIIe Douma d'Etat. Il est parfaitement évident que ce sont les mêmes que ceux que se posait le parti du prolétariat à la deuxième Douma. Ces buts sont formulés avec la plus grande clarté dans le premier point de la résolution du congrès de Londres qui traite de la Dou-

ma d'Etat. Ce premier point s'énonce ainsi : « Les tâches politiques immédiates de la social-démocratie à la Douma sont : a) expliquer au peuple que la Douma constitue un moyen tout à fait inapte à réaliser les exigences du prolétariat et de la petite bourgeoisie révolutionnaire, en particulier de la paysannerie ; b) expliquer au peuple qu'il est impossible de conquérir la liberté politique par la voie parlementaire tant que le pouvoir réel reste entre les mains du gouvernement tsariste, et expliquer l'inévitabilité d'une lutte ouverte avec les forces armées de l'absolutisme, lutte qui a pour objectif la victoire totale, le passage du pouvoir dans les mains des masses populaires et la convocation d'une assemblée constituante sur la base du suffrage universel, égal, direct et au scrutin secret. »

Cette résolution, tout particulièrement dans ses derniers mots, formule également une importante tâche *spéciale* de l'activité de la social-démocratie à la IIIe Douma, tâche que les députés social-démocrates doivent remplir pour dénoncer toute l'infamie du crime du 3 juin. Ce n'est pas, bien entendu, du point de vue des libéraux qui y voient une violation formelle de la constitution qu'ils doivent dénoncer ce crime, mais en tant que violation grossière et cynique des intérêts des larges masses populaires, en tant que falsification impudente et révoltante de la représentation populaire. De là doit découler *l'explication aux larges masses populaires de l'entière incapacité de la IIIe Douma de répondre aux intérêts et aux exigences du peuple, ainsi que la propagande énergique et sur une large échelle de l'idée d'une assemblée constituante avec tout pouvoir fondée sur le suffrage universel, égal, direct et au scrutin secret.*

C'est avec la plus grande précision que cette même résolution de Londres définit le caractère des activités menées par la social-démocratie à la Douma d'Etat : « il faut mettre au premier plan le rôle de critique, de propagande, d'agitation et d'organisation de la fraction parlementaire social-démocrate » ; « le caractère général de la lutte parlementaire doit être subordonné à l'ensemble de la lutte extra-parlementaire du prolétariat, et il importe tout particulièrement à cet égard d'utiliser la lutte économique de masse et d'en servir les intérêts ». Il est parfaitement clair

que le caractère du travail parlementaire se trouve en liaison étroite et indissoluble avec les buts que la social-démocratie doit, comme il est indiqué plus haut, se fixer à la Douma à l'heure actuelle. Pour les social-démocrates, s'occuper tranquillement de travail législatif à la IIIe Douma dans des conditions qui rendent très probables des mouvements de masse ne serait pas seulement inopportun et ne constituerait pas seulement un ridicule don-quichottisme ; ce serait une trahison pure et simple des intérêts du prolétariat. Cela conduirait inévitablement la social-démocratie à « rabaisser la portée de ses mots d'ordre, ce qui ne pourrait que discréditer la social-démocratie aux yeux des masses et la couper de la lutte révolutionnaire du prolétariat ». Les représentants du prolétariat à la Douma ne pourraient commettre un crime plus grave.

La social-démocratie doit développer et intensifier au maximum son travail de dénonciation, d'autant plus qu'elle disposera à cette fin à la IIIe Douma d'une profusion de matériel. Les social-démocrates doivent, à la Douma, démasquer à fond la nature de classe des mesures et propositions tant gouvernementales que libérales qui seront soumises à l'assemblée. Il faut à ce propos, en plein accord avec la résolution du congrès, prêter une attention particulière aux mesures et propositions portant sur les intérêts économiques des larges masses populaires ; notamment sur la question ouvrière, la question agraire, la question du budget, etc. Sur tous ces problèmes, la social-démocratie doit opposer aux points de vue gouvernemental et libéral ses revendications démocratiques et socialistes ; ces questions constituent le nerf le plus sensible de la vie du peuple en même temps que le point névralgique du gouvernement et des groupes sociaux sur lesquels prennent appui les deux majorités parlementaires.

Toutes ces tâches parlementaires d'agitation, de propagande et d'organisation, les social-démocrates les mèneront à bien non seulement par leurs discours du haut de la tribune de la Douma, mais encore par le dépôt de projets de loi et d'interpellations à l'adresse du gouvernement. Mais là surgit une grave difficulté : pour déposer un projet de loi ou une interpellation, il faut recueillir la signature d'au moins *trente* députés.

Il n'y a pas et il n'y aura pas trente députés social-démocrates à la IIIe Douma. Cela ne fait pas de doute. Donc, la social-démocratie ne peut à *elle seule*, sans le concours d'autres groupes, ni déposer de projets de loi, ni interpeller. Il est certain que cela va rendre les choses plus difficiles et plus compliquées.

Il s'agit bien entendu de projets de loi et d'interpellations portant un caractère démocratique conséquent. La social-démocratie peut-elle à cet égard compter sur le concours du parti constitutionnel-démocrate ? Certainement pas. Les cadets, tout à fait prêts à l'heure présente à un compromis avoué, après lequel il ne restera rien des exigences de leur programme, pourtant déjà fort amoindries et réduites par différentes réserves et exceptions, les cadets oseraient-ils irriter le gouvernement par le dépôt d'interpellations démocratiques ? Nous nous souvenons tous qu'à la IIe Douma déjà les discours que les orateurs cadets faisaient dans le cadre de leurs interpellations s'affadissaient rapidement et se changeaient parfois en balbutiements enfantins ou en questions polies et même respectueuses accompagnées de courbettes. Mais maintenant que la « capacité » de la Douma à confectionner pour le peuple des rets si solides et si sûrs qu'ils se changent en chaînes est devenue la fable du quartier, leurs excellences messieurs les ministres peuvent dormir tranquillement : on ne les importunera pas souvent du côté cadet — car enfin il faut légiférer ! — et si on les importune, ce sera en observant toutes les règles de la courtoisie. Ce n'est pas pour rien que lors des meetings électoraux Milioukov promet de « préserver la flamme ». Est-il le seul d'ailleurs ? Que signifie cette désapprobation catégorique par Dan du mot d'ordre « A bas la Douma » ? N'est-ce pas aussi pour préserver la flamme ? Et n'est-ce pas cette même « courtoisie » que la social-démocratie se voit invitée à imiter par Plékhanov qui propose de « soutenir la bourgeoisie libérale », dont la « lutte » n'aboutit à rien d'autre qu'à des révérences et à des saluts profonds ?

Il n'est donc point besoin d'attendre des cadets qu'ils viennent se rallier aux propositions législatives des social-démocrates. Car ces projets de loi se distingueront par un caractère d'agitation nettement marqué ; car ils

formuleront dans toute leur intégralité des revendications démocratiques conséquentes, et cela suscitera bien entendu dans les milieux cadets une irritation non moins profonde que chez les octobristes ou même les Cent-Noirs.

Ainsi, il convient à cet égard aussi d'éliminer les cadets de la liste. Si elle veut interpeller et déposer des projets de loi, la social-démocratie ne peut compter que sur le concours d'éléments plus à gauche que les cadets. Selon toute vraisemblance, en regroupant ces éléments et les social-démocrates, on arrivera à ce chiffre de trente députés et, par conséquent, nous aurons toute la latitude technique pour faire preuve d'initiative dans ce domaine. Il va de soi qu'il n'est pas question de bloc, mais d'« actions en commun » qui, pour reprendre les termes de la résolution de Londres, « doivent exclure la possibilité du moindre recul vis-à-vis du programme et de la tactique social-démocrates pour ne servir que les objectifs d'un assaut commun tant contre la réaction que contre la tactique de trahison de la bourgeoisie libérale ».

*« Prolétari » n° 18, 29 octobre 1907*

*Conforme au texte du journal*

# À PROPOS D'UN ARTICLE DE PLÉKHANOV[77]

Dans son article du 20 octobre dans le *Tovarichtch*, Plékhanov continue à mener sa campagne de mensonge et de persiflage à l'encontre de la discipline du parti social-démocrate. Voici quelques exemples : « Le *Tovarichtch* était comme on le sait l'organe du bloc des gauches », réplique Plékhanov lorsqu'on l'accuse d'être devenu le collaborateur permanent de MM. Prokopovitch, Kouskova et Cie. C'est un mensonge. Tout d'abord, le *Tovarichtch* n'a jamais été l'organe du bloc des gauches. Celui-ci ne pouvait avoir de journal commun. En second lieu, les bolcheviks n'ont jamais mené dans le *Tovarichtch* la moindre campagne politique, pas plus qu'ils ne sont intervenus contre des membres du parti social-démocrate dans ledit journal. En troisième lieu, les bolcheviks, une fois le bloc des gauches mis sur pied, *scindèrent* le *Tovarichtch* après en avoir *chassé* (pour une semaine seulement, il est vrai) ceux qui se faisaient les défenseurs des cadets. Plékhanov, lui, *pousse* le prolétariat et la démocratie petite-bourgeoise à se faire les larbins des cadets. Les bolcheviks, sans prendre part aux activités du *Tovarichtch*, l'ont poussé vers la gauche, alors que Plékhanov, qui y prend part, l'entraîne vers la droite. Il n'y a pas à dire, sa référence au bloc des gauches est heureuse !

Eludant ainsi le fait qu'on l'admet dans un journal bourgeois parce qu'il sait écrire des choses agréables à la bourgeoisie, Plékhanov s'emploie à procurer un plus grand plaisir aux libéraux en persiflant la discipline du parti

ouvrier. Je ne suis pas obligé de me soumettre, s'écrie-t-il, si l'on exige de moi que je trahisse les principes !

C'est là une vulgaire phrase anarchiste, mon cher, car le Comité central observe les principes du *parti* d'un congrès à l'autre, et c'est lui qui les interprète. Vous avez le droit de refuser de vous soumettre, si le Comité central viole la volonté du congrès, les statuts du parti, etc. Mais en l'occurrence il ne s'est trouvé personne pour tenter d'affirmer que le Comité central a transgressé la volonté du congrès par ses directives sur les élections. Cela signifie que Plékhanov dissimule tout simplement sa *trahison du parti* par une périphrase sur « une trahison des principes ».

Enfin Plékhanov veut piquer au vif le comité de Saint-Pétersbourg. Aux élections à la IIe Douma, dit-il, lui-même ne s'est pas incliné devant le Comité central. Nous répondrons en premier lieu que le comité de Saint-Pétersbourg s'était refusé à souscrire à l'exigence d'une division de l'organisation, c'est-à-dire qu'il avait rejeté les empiètements sur son autonomie, *laquelle est garantie par les statuts du parti.* En second lieu, ce sont les mencheviks qui, aux élections à la IIe Douma, *divisèrent* l'organisation ; mais Plékhanov fait dans le journal bourgeois le silence sur cet aspect du conflit ! Ses arguments se ramènent à une chose : lors des élections à la IIe Douma, les mencheviks ont scindé l'organisation de Pétersbourg du parti, je suis donc en droit aujourd'hui de diviser tout le parti ! ! Telle est la logique de Plékhanov et tels sont ses procédés. Que tous s'en souviennent bien : *Plékhanov sème la discorde.* Simplement il craint d'appeler les choses par leur nom.

*«Prolétari» n° 18, 29 octobre 1907*

*Conforme au texte du journal*

# LA CONFÉRENCE DE L'ORGANISATION DE SAINT-PÉTERSBOURG DU P.O.S.D.R.[78]

## 1

### RAPPORT SUR LA IIIe DOUMA D'ÉTAT
#### D'APRÈS UN COMPTE RENDU DE PRESSE

Le rapporteur a caractérisé avant tout la composition de la IIIe Douma. S'y prenant de façon empirique, le gouvernement a bâti la loi électorale du 3 juin de telle sorte qu'il y a eu à la Douma *deux majorités possibles* : une majorité octobristes-Cent-Noirs et une majorité octobristes-cadets. L'une et l'autre sont indiscutablement contre-révolutionnaires. Dans sa politique réactionnaire, le gouvernement prendra appui tantôt sur l'une, tantôt sur l'autre de ces majorités, et cherchera en même temps à dissimuler ses activités servagistes et autocratiques sous de belles phrases à propos des « réformes » sur le papier. Les cadets, qui mènent en fait une politique contre-révolutionnaire de trahison, se présenteront en paroles comme un parti d'authentique opposition démocratique.

L'entente entre cadets et octobristes à la Douma est inévitable, et les premiers pas dans cette direction ont déjà été faits, comme le rapporteur en fait la prouve par des citations de journaux cadets et octobristes, par des faits tirés de la vie de ces partis, par les nouvelles parvenues du récent congrès du parti cadet. La politique cadette d'entente avec le vieux régime se dessinera à la IIIe Douma

encore plus nettement que précédemment, et il ne restera aucun doute chez personne sur son véritable caractère.

Mais ni la première ni la seconde des deux majorités de la Douma n'est objectivement capable de satisfaire aux revendications politiques et économiques essentielles de masses tant soit peu larges du prolétariat, de la paysannerie et de la démocratie des villes. C'est avant tout la social-démocratie qui, comme auparavant, se fera l'interprète des besoins de ces couches du peuple. La composition et les activités de la IIIe Douma promettent de donner à la social-démocratie un matériel d'agitation aussi abondant qu'excellent qui doit être utilisé contre le gouvernement cent-noir, contre les propriétaires de mentalité féodale notoires, contre les octobristes et les cadets. La tâche de la social-démocratie reste comme par le passé de répandre dans les masses populaires les plus larges l'idée d'une assemblée nationale constituante élue sur la base du suffrage universel, etc. Il ne peut donc être question d'apporter notre soutien aux octobristes de « gauche » et aux cadets à la Douma. Quelque restreint que soit leur nombre à la IIIe Douma, les social-démocrates doivent s'en tenir à la ligne démocratique conséquente et socialiste indépendante, en se servant de la tribune de la Douma, du droit d'interpellation, etc. Des accords ne sont à envisager qu'avec le groupe des députés de gauche (en particulier en raison de la nécessité de recueillir 30 signatures pour déposer une demande d'interpellation), et uniquement des accords n'allant pas à l'encontre du programme et de la tactique social-démocrates. Dans ce but il est nécessaire de constituer un bureau d'information qui, sans lier personne, donnera à la social-démocratie la possibilité d'influer sur les députés de gauche.

Des voix s'élèvent déjà au sein de la social-démocratie, a remarqué plus loin le rapporteur, pour réclamer le soutien des octobristes de « gauche » (par exemple pour les élections du présidium), l'organisation d'un bureau d'information avec participation des cadets et la « préservation » de notre fraction parlementaire. Les discussions mencheviques sur un soutien aux octobristes témoignent, on ne peut plus clairement, de l'échec total de la tactique menchevique. Il y a eu une Douma cadette, et les mencheviks

ont réclamé à cor et à cri que l'on soutienne les cadets. Mais il a suffi que Stolypine change la loi électorale dans un sens favorable aux octobristes pour que les mencheviks soient prêts à soutenir les octobristes. Jusqu'où les mencheviks iront-ils donc dans cette direction ?

Le rapporteur estime que l'on ne peut admettre l'idée d'un bureau d'information avec participation des cadets, car cela reviendrait à informer ses adversaires déclarés.

Pour ce qui est de la « préservation » de la fraction, le rapporteur a déclaré : il convient effectivement de préserver la fraction. Mais pour quoi faire ? Uniquement pour qu'elle puisse tenir bien haut à la Douma le drapeau de la social-démocratie, pour qu'elle puisse mener une lutte intransigeante contre les contre-révolutionnaires de toutes sortes et de toutes nuances, y compris les cadets. Mais en aucun cas pour soutenir octobristes « de gauche » et cadets. Si l'existence de notre fraction n'était possible qu'à condition de soutenir ces groupes, c'est-à-dire d'approuver le marché passé avec l'autocratie stolypinienne, alors il vaudrait mieux que la fraction mît un terme honorable à son existence, après avoir expliqué au peuple tout entier la cause de son expulsion de la Douma, si expulsion il y avait.

Prenant la parole pour conclure les débats, Lénine s'est arrêté principalement sur l'erreur fondamentale du menchevisme : l'idée d'une « opposition nationale ». La bourgeoisie russe au sens propre du terme n'a jamais été révolutionnaire, et cela pour une raison bien compréhensible : la situation qu'occupe la classe ouvrière en Russie et son rôle dans la révolution. Après s'être livré à l'analyse des autres arguments mencheviques, le rapporteur a soumis à la conférence une résolution reproduite dans le n° 19 du *Prolétari*.

*«Prolétari» n° 20, 19 novembre 1907*

*Conforme au texte du journal*

## 2

## RÉSOLUTION SUR LA IIIe DOUMA D'ÉTAT

Reconnaissant la nécessité, pour la fraction social-démocrate à la IIIe Douma, de prendre pour guide la résolution du Congrès de Londres sur la Douma d'Etat, ainsi que la résolution sur les partis non prolétariens, la conférence de l'organisation de Saint-Pétersbourg du P.O.S.D.R. estime qu'il est indispensable, comme développement de ces résolutions, de souligner ce qui suit :

1. Deux majorités se sont déjà définies à la IIIe Douma : la majorité octobristes-Cent-Noirs et la majorité octobristes-cadets. La première est contre-révolutionnaire et s'affirme tout particulièrement pour une intensification des répressions et pour le maintien des privilèges féodaux, allant jusqu'à souhaiter le rétablissement intégral de l'autocratie. La deuxième majorité est sans conteste contre-révolutionnaire, elle aussi, mais elle incline à dissimuler sa lutte contre la révolution sous des « réformes » bureaucratiques illusoires.

2. Une telle situation est très propice au double jeu politique, tant de la part du gouvernement que de la part des cadets. Le gouvernement veut, tout en intensifiant les répressions et en continuant sa « conquête » de la Russie par la force armée, se faire passer pour partisan de réformes constitutionnelles. De leur côté les cadets veulent, alors qu'ils votent en réalité comme les octobristes contre-révolutionnaires, se faire passer pour l'opposition et, qui plus est, pour les représentants de la démocratie. Dans ces con-

ditions, la social-démocratie a pour tâche impérative de dénoncer impitoyablement ce double jeu, de dénoncer au peuple aussi bien les violences des propriétaires cent-noirs et du gouvernement que la nature contre-révolutionnaire des cadets. Un soutien direct ou indirect des cadets par la social-démocratie (sous la forme d'un vote favorable aux cadets de droite ou aux octobristes « de gauche » candidats au présidium, d'un bureau d'information avec participation des cadets, ou de coordination de nos activités avec leur politique, etc.) se ferait aujourd'hui au préjudice immédiat de la cause de l'éducation de classe des masses ouvrières et de la cause de la révolution.

3. En restant intégralement fidèles à leurs objectifs socialistes et en critiquant sur cette base tous les partis bourgeois, y compris les plus démocratiques et les plus « troudoviks », les social-démocrates doivent mettre au premier plan de leur travail d'agitation l'explication aux larges masses populaires de l'entière incapacité de la IIIe Douma de répondre aux intérêts et aux revendications du peuple, qu'ils appuieront d'une propagande énergique et sur une large échelle de l'idée d'une assemblée constituante fondée sur le suffrage universel, direct, égal et au scrutin secret.

4. Au nombre des tâches fondamentales de la social-démocratie à la IIIe Douma figure la dénonciation du caractère de classe des propositions gouvernementales et libérales, en accordant une attention toute particulière aux questions concernant les intérêts économiques des larges masses populaires (question ouvrière, question agraire, budget, etc.), d'autant plus que la composition de la IIIe Douma promet de fournir un matériel exceptionnellement abondant au travail d'agitation de la social-démocratie.

5. Les social-démocrates de la Douma doivent, en particulier, tirer parti du droit d'interpellation. Pour exercer ce droit, des actions conjointes avec d'autres groupes situés plus à gauche que les cadets sont indispensables ; mais, il n'est pas question de s'écarter tant soit peu du programme et de la tactique social-démocrates et de constituer un bloc, quel qu'il soit.

Afin de ne pas répéter les fautes commises à la IIe Douma par la social-démocratie, la fraction social-démocrate

doit immédiatement proposer aux députés de gauche, et seulement de gauche (c'est-à-dire ceux qui sont capables de lutter contre les cadets) la constitution d'un bureau d'information qui ne lierait en rien ses membres, mais donnerait aux députés ouvriers la possibilité d'exercer une influence systématique sur les démocrates dans l'esprit de la politique social-démocrate.

*« Prolétari » n° 19,*
*6 novembre 1907*

*Conforme au texte du journal*

## 3

## RAPPORT SUR LA PARTICIPATION DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE À LA PRESSE BOURGEOISE

D'APRÈS UN COMPTE RENDU DE PRESSE

Le deuxième rapport du camarade Lénine a porté sur la question de la participation de la social-démocratie à la presse bourgeoise. Le rapporteur a exposé le point de vue des deux ailes de la social-démocratie internationale à ce sujet, et en particulier les conceptions des orthodoxes et des révisionnistes du parti social-démocrate allemand. Au Parteitag de Dresde [79], les orthodoxes se sont mis d'accord sur une formule qui admet une participation à la presse non hostile à la social-démocratie ; ils ont motivé leur décision en disant que cela équivaut en pratique à une interdiction, puisque, dans l'état actuel de développement de la société capitaliste, il n'y a pas de journal bourgeois qui ne soit hostile à la social-démocratie.

Le rapporteur considère que la participation *politique* à la presse bourgeoise, et en particulier à la presse dite sans-parti, est absolument inadmissible. Des journaux tels que le *Tovarichtch*, par exemple, par leur lutte hypocritement camouflée contre la social-démocratie, lui causent un tort bien plus grand que les journaux de partis bourgeois qui lui sont franchement hostiles. Les articles de Plékhanov, Martov, Horn, Kogan, etc., dans le *Tovarichtch* en sont la meilleure preuve. Tous sont dirigés contre le parti, et,

en fait, ce ne sont pas les camarades social-démocrates qui ont fait usage du journal bourgeois *Tovarichtch*, mais ce journal qui a fait usage de ces camarades contre le P.O.S.D.R. qu'il exècre. La rédaction du *Tovarichtch*, jusqu'à maintenant, n'a jamais publié aucun article social-démocrate qui ne fût pas à son goût.

*« Prolétari » n° 20,*
*19 novembre 1907*

*Conforme au texte du journal*

# LA QUATRIÈME CONFÉRENCE DU P.O.S.D.R. («TROISIÈME CONFÉRENCE DE RUSSIE»)[80]

## 1

## RAPPORT SUR LA TACTIQUE DE LA FRACTION SOCIAL-DÉMOCRATE À LA TROISIÈME DOUMA D'ÉTAT

### D'APRÈS UN COMPTE RENDU DE PRESSE

Le camarade Lénine est parti de la prémisse selon laquelle les tâches objectives de la révolution russe ne sont pas résolues, la période de réaction actuelle imposant au prolétariat le devoir de défendre, avec une fermeté qui contraste avec le désarroi général, la cause de la démocratie et de la révolution. D'où l'idée de la nécessité d'utiliser la Douma à des fins révolutionnaires, principalement en assurant la diffusion sur une large échelle des conceptions politiques et socialistes du parti, et non en approuvant des « réformes » législatives qui, dans tous les cas, apparaîtraient comme un soutien de la contre-révolution et une amputation de la démocratie.

Pour reprendre les termes du camarade Lénine, le « clou », de la question de la Douma doit consister dans l'explication des trois idées suivantes : a) quelle est la composition de classe de la Douma ; b) quelle doit être et quelle sera l'attitude des organismes centraux de la Douma à l'égard de la révolution et de la démocratie et c) quelle signification donner à l'activité de la Douma au cours du développement de la révolution russe.

Pour ce qui est de la première question, à partir de l'analyse de la composition de la Douma (selon des données concernant l'appartenance des députés à tel ou tel parti), le camarade Lénine a souligné que les vues de la fameuse et prétendue « opposition » ne peuvent prendre force à la IIIe Douma qu'à la seule condition qu'au moins 87 octobristes collaborent avec les cadets et les gauches. En effet, il manque 87 voix aux cadets et aux gauches pour constituer la majorité nécessaire au vote des projets de loi. Cela signifie en fait que toute activité législative n'est possible à la Douma qu'avec la participation obligatoire d'une écrasante majorité d'octobristes. On voit à quoi peut aboutir une telle activité législative et à quel pilori cette politique commune avec les octobristes clouerait la social-démocratie. Il ne s'agit pas ici d'un principe abstrait. En parlant dans l'abstrait, il est possible et parfois nécessaire de soutenir les représentants de la grande bourgeoisie. Mais en l'occurrence, il est indispensable de tenir compte des conditions concrètes du développement de la révolution démocratique bourgeoise en Russie. Cela fait longtemps que la bourgeoisie russe s'est engagée dans la voie de la lutte contre la révolution et des compromis avec l'autocratie. Le dernier congrès cadet a définitivement arraché toutes les feuilles de vigne dont s'affublaient les Milioukov, et il a constitué un événement politique important en ce sens que les cadets ont déclaré avec une sincérité non dépourvue de cynisme qu'ils iraient légiférer à la Douma des octobristes et des Cent-Noirs, et qu'ils mèneraient le combat contre l'« ennemi de gauche ». Ainsi, par des moyens différents, les deux majorités éventuelles de la Douma, la majorité octobristes-Cent-Noirs et la majorité octobristes-cadets, entendent serrer plus fort la vis de la réaction : la première en travaillant à restaurer l'autocratie, la deuxième par le biais d'une entente avec le gouvernement et par des réformes illusoires dissimulant les aspirations contre-révolutionnaires de la bourgeoisie. C'est la raison pour laquelle la social-démocratie ne peut prendre position en faveur de réformes législatives, car ce serait soutenir le parti octobriste, le parti *gouvernemental*. Etant donné le terrain politique et le rapport des forces actuels, les « réformes » n'entraîneraient pas une amélioration des conditions des masses, non

plus qu'un élargissement des libertés, mais une réglementation bureaucratique de l'assujettissement et de l'asservissement des masses. Il en est ainsi, par exemple, des réformes agraires de Stolypine d'après l'article 87 [81]. Elles sont progressives, puisqu'elles déblayent la route du capitalisme, et pourtant il ne s'est pas trouvé un seul social-démocrate pour se hasarder à appuyer un progrès de cet acabit. Les mencheviks rabâchent un seul et même poncif : les intérêts de classe de la bourgeoisie *doivent* se heurter à l'autocratie ! Mais il n'y a pas un grain de vérité historique dans ce pseudo-marxisme vulgaire. Napoléon III et Bismarck ne surent-ils pas satisfaire pour un temps les appétits de la grande bourgeoisie ? N'ont-ils pas, par leurs « réformes », serré pendant de longues années la corde au cou des masses laborieuses ? Quelles raisons fonde-t-on pour croire qu'en passant son marché avec la bourgeoisie le gouvernement russe soit susceptible de consentir à des réformes d'un autre ordre ?

*« Prolétari » n° 20,*
*19 novembre 1917*

*Conforme au texte du journal*

## 2

## RÉSOLUTION SUR LA TACTIQUE DE LA FRACTION SOCIAL-DÉMOCRATE À LA IIIe DOUMA D'ÉTAT

Conformément à la résolution du congrès de Londres sur la Douma d'Etat et les partis non prolétariens, la Conférence de Russie du P.O.S.D.R. estime nécessaire, comme développement de ces résolutions, de souligner ce qui suit :

1) à la IIIe Douma, résultat du coup d'Etat du 3 juin, deux majorités sont possibles : la majorité octobristes-Cent-Noirs et la majorité octobristes-cadets. La première, qui représente par excellence les intérêts des propriétaires fonciers semi-féodaux est contre-révolutionnaire et s'affirme surtout en faveur du maintien des intérêts féodaux et de l'intensification des répressions, allant jusqu'à œuvrer au rétablissement intégral de l'autocratie. La deuxième majorité, qui représente pour l'essentiel les intérêts de la grande bourgeoisie, est sans conteste contre-révolutionnaire elle aussi, mais elle incline à dissimuler sa lutte contre la révolution sous d'illusoires réformes bureaucratiques ;

2) une telle situation est très propice au double jeu politique, tant de la part du gouvernement que de la part des cadets. Le gouvernement veut, tout en intensifiant les répressions et en continuant sa « conquête » de la Russie par la force armée, se faire passer pour partisan de réformes constitutionnelles. De leur côté les cadets veulent, alors qu'ils votent en réalité aux côtés des octobristes contre-révolutionnaires, se faire passer pour l'opposition et, qui plus est, pour les représentants de la démocratie. Dans

ces conditions la social-démocratie a pour tâche impérative de dénoncer impitoyablement ce double jeu, de dénoncer aux yeux du peuple aussi bien les violences des propriétaires Cent-Noirs et du gouvernement que la politique contre-révolutionnaire des cadets. Un soutien direct ou indirect des cadets par la social-démocratie (un bureau d'information avec participation des cadets, adaptation de nos activités à leur politique, etc.) se ferait aujourd'hui au préjudice immédiat de la cause de l'éducation de classe des masses ouvrières et de la cause de la révolution ;

3) en restant fidèles à leurs objectifs socialistes et en critiquant sur cette base tous les partis bourgeois, les social-démocrates doivent mettre au premier plan de leur travail d'agitation l'explication aux larges masses populaires de l'entière incapacité de la IIIe Douma de répondre aux intérêts et aux revendications du peuple qu'ils appuieront d'une propagande énergique et sur une large échelle de l'idée d'une assemblée constituante fondée sur le suffrage universel, direct, égal et au scrutin secret ;

4) au nombre des tâches fondamentales de la social-démocratie à la IIIe Douma figurent la dénonciation du caractère de classe des propositions gouvernementales et libérales et, en réponse à ces propositions, la formulation systématique des revendications du programme minimum social-démocrate sans aucune coupure, en accordant une attention toute particulière aux questions concernant les intérêts économiques des larges masses populaires (question ouvrière, question agraire, budget, etc.), d'autant plus que la composition de la IIIe Douma promet de fournir un matériel exceptionnellement abondant au travail d'agitation de la social-démocratie ;

5) la fraction social-démocrate doit tout particulièrement veiller à ce qu'au cas où tel ou tel vote de la social-démocratie coïnciderait par hasard avec celui du bloc octobristes-Cent-Noirs ou du bloc octobristes-cadets, ce fait ne puisse être exploité dans le sens d'un soutien apporté à l'un ou l'autre bloc ;

6) les social-démocrates de la Douma doivent déposer des projets de loi et tirer parti du droit d'interpellation. Pour exercer ce droit, des actions conjointes avec d'autres groupes situés plus à gauche que les cadets sont indispen-

sables ; mais il n'est pas question de s'écarter tant soit peu du programme et de la tactique social-démocrates et de constituer un bloc quel qu'il soit. La fraction social-démocrate doit immédiatement proposer aux députés de gauche de la Douma la création d'un bureau d'information qui ne lierait en rien ses participants, mais qui donnerait aux députés ouvriers la possibilité d'exercer une influence systématique sur les démocrates dans l'esprit de la politique de la social-démocratie ;

7) au nombre des premières mesures concrètes devant être prises par la fraction social-démocrate à la Douma, la conférence estime qu'il convient de faire figurer en particulier : a) une déclaration spéciale ; b) une interpellation au sujet du coup d'Etat du 3 juin ; c) une question qui sera posée sous la forme la plus adéquate sur le procès contre la fraction social-démocrate de la IIe Douma d'Etat.

*« Prolétari » n° 20, 19 novembre 1907*

*Conforme au texte du journal*

# UNE «RÉPUGNANTE ORGIE» SE PRÉPARE

Dans son appréciation des tâches de la social-démocratie à la IIe Douma de Russie et des tendances des libéraux russes, Franz Mehring, le marxiste allemand bien connu, écrivait que depuis soixante ans le libéralisme allemand, retranché derrière le slogan de « travail positif », suivait une voie piteuse et méprisable. Quand, par une nuit de l'été 1789, l'Assemblée Constituante proclama l'émancipation de la paysannerie française, l'aventurier Mirabeau, génie de la vénalité et héros sublime de la démocratie constitutionnelle, qualifia cet événement de « répugnante orgie », locution devenue proverbiale. Mais, selon nous, social-démocrates, ce fut une œuvre positive. Au contraire, l'émancipation des paysans prussiens qui s'effectua à une allure de tortue au cours de soixante ans, de 1807 à 1865, et qui de plus causa la mort brutale et cruelle d'innombrables paysans, fut selon nos libéraux un « travail positif », qu'ils célèbrent à toute volée. C'est là, à notre avis, la « répugnante orgie »*.

Ainsi écrivait Mehring. Et maintenant que s'ouvre la IIIe Douma, alors que les octobristes veulent à toute force se lancer dans une répugnante orgie, alors que les cadets en laquais zélés sont prêts à y participer, alors que même parmi les social-démocrates on trouve (à notre grande honte) des partisans de Plékhanov qui entendent y prendre part, il ne peut manquer de se remémorer les paroles de Mehring. Examinons d'un peu plus près tous ces préparatifs.

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 12, p. 346. (*N.R.*)

La veille de la IIIe Douma a été marquée par la multiplication des conférences convoquées par les différents partis pour définir leur tactique à la Douma. A leur conférence de Moscou, les octobristes ont mis au point un projet de programme pour la fraction parlementaire de l'Union du 17 octobre, et, lors d'un banquet à Moscou, leur orateur, M. Plévako, a levé « le drapeau du parti libéral constitutionnel russe ». En trois ou quatre jours les cadets ont achevé le Ve congrès de ce qu'ils appellent leur « parti ». Les cadets de gauche y ont été écrasés et complètemet exclus du Comité central cadet (lequel se compose de 38 membres qui ont la haute main sur le « parti »). Les cadets de droite se sont vu octroyer une liberté d'action totale dans l'esprit du « rapport sur la tactique à adopter à la IIIe Douma », cette remarquable justification « historique » de la « répugnante orgie ». De leur côté, les social-démocrates ont commencé à élaborer au Comité central et à la conférence de l'organisation de Saint-Pétersbourg du P.O.S.D.R. leur tactique à la IIIe Douma.

Le programme parlementaire des octobristes est remarquable en ce sens qu'il *reconnaît* ouvertement comme sienne la politique contre-révolutionnaire qu'en fait les cadets ont menée eux aussi à la IIe Douma, tout en se retranchant derrière des phrases et des excuses de tous ordres. Par exemple, les octobristes déclarent sans détours qu'une révision des lois fondementales et de la loi électorale serait « inopportune » : selon eux, il faudrait d'abord « par une série de réformes urgentes » « apaiser les esprits, mettre fin à la lutte des passions et des intérêts de classe ». Les cadets ne le disaient pas, mais c'est précisément ainsi qu'ils agissaient à la IIe Douma. Prenons un autre exemple. Les octobristes se prononcent « pour une participation du plus grand nombre possible de personnalités aux responsabilités du pouvoir », mais aussi pour une « représentation adéquate » de la noblesse. Cette politique ouvertement contre-révolutionnaire a le mérite d'être plus sincère que celle des cadets, qui promettent un scrutin universel, direct, égal et secret et, en réalité, se sont acharnés à combattre, à la Ire comme à la IIe Douma, l'élection de comités agraires locaux selon ce mode et ont proposé que ces comités comprennent un nombre égal de paysans et de propriétaires fonciers, ce

qui revient à assurer une « représentation de la noblesse ». Autre exemple. Les octobristes s'élèvent ouvertement contre l'expropriation des propriétaires fonciers. Les cadets, eux, y sont « favorables », tellement favorables qu'à la IIe Douma ils ont voté avec la droite contre les troudoviks et les social-démocrates lorsqu'il s'est agi de clore les débats sur les problèmes agraires par une formule générale reconnaissant l'expropriation.

A condition qu'on ne remette pas en cause les «victoires » de la contre-révolution, les octobristes sont prêts à promettre toutes les réformes libérales possibles : « extension des droits budgétaires de la Douma » (sans rire !), « l'extension de ses droits de regard sur la légalité des mesures gouvernementales », garantie d'une justice indépendante, « suppression des limitations imposées à la liberté des organisations économiques ouvrières et des grèves économiques » (« si elles ne menacent pas les intérêts de l'Etat et de la société »), « raffermissement des principes de la liberté individuelle conforme à la loi », etc., etc. Le parti gouvernemental des octobristes est aussi prodigue de paroles « libérales » que le gouvernement de M. Stolypine lui-même.

Mais comment les cadets ont-ils posé à leur congrès la question de leurs rapports avec les octobristes ? La petite poignée des cadets de gauche a montré qu'elle était composée de braillards incapables de poser simplement de façon sensée cette question. Quant à la masse des chevaliers de la droite, véritables octobristes déguisés, elle a formé un groupe uni qui a maquillé la vérité de la façon la plus abjecte. L'impuissance des cadets de gauche est particulièrement visible dans leur projet de résolution : dans un premier point, il est recommandé aux cadets de « se ranger résolument dans l'opposition et de ne pas se rapprocher des octobristes, qui lui sont étrangers (au parti cadet) tant par l'esprit que par le programme ». Quant au deuxième point, il les appelle à « ne pas refuser leur soutien aux projets de lois tendant à mettre le pays dans la voie de l'émancipation et des réformes démocratiques, quels qu'en soient les promoteurs ». Voilà qui est comique, puisque, à la IIIe Douma, des projets de loi susceptibles de recueillir la majorité *ne peuvent* venir que des octobristes ! Messieurs les cadets de gauche ont

parfaitement mérité leur défaite, car ils se sont conduits comme de misérables poltrons ou comme des ânes, incapables de dire avec clarté et franchise qu'il est indécent de se réunir pour légiférer dans une telle assemblée, que voter avec les octobristes équivaut à apporter son appui à la contre-révolution. Certains cadets de gauche semblent l'avoir compris mais, démocrates de salon, n'ont pas eu le courage d'en parler au congrès. Du moins c'est ce qui ressort des propos tenus *en privé* par le cadet Safonov et reproduits par M. Jilkine dans le *Tovarichtch* : « A mon avis, la fraction cadette devrait à l'heure actuelle adopter l'attitude qui fut celle du groupe du Travail à la Ire Douma : opposition, discours bien sentis, et rien de plus. *Or on se prépare à légiférer*. Comment est-ce possible ? Amitié, *alliance avec les octobristes* ? Voilà une étrange inclination pour la droite ! Tout le pays est à gauche et nous, nous allons à droite » (*Tovarichtch* n° 407). Apparemment, M. Safonov a des éclairs de vergogne... mais en privé seulement !

Par contre, M. Milioukov et sa bande ont étalé dans tout leur éclat leurs anciennes qualités d'arrivistes impudents. Dans la résolution adoptée, on a camouflé le fond des choses afin de duper le grand public, comme les héros libéraux de la prostitution parlementaire l'ont toujours fait. La résolution (« les thèses ») du congrès *ne contient pas le moindre mot sur les octobristes* !! Invraisemblable, mais vrai. La question du vote avec les octobristes a été le nœud des discussions du congrès cadet, les débats ont sans cesse tourné autour de ce problème, mais tout le savoir-faire des politiciens bourgeois consiste justement à *abuser* les masses, à *dissimuler* les manèges parlementaires. « Les thèses sur la tactique » adoptées le 26 octobre par le congrès des constitutionnel-démocrates sont un document classique qui montre, premièrement, comment les cadets s'unissent aux octobristes et, deuxièmement, comment s'écrivent les résolutions avec lesquelles les libéraux entendent tromper les masses. Il faut comparer ce document au « programme parlementaire » de l'« Union du 17 octobre », le confronter avec le « rapport sur la tactique » présenté par Milioukov au congrès cadet (*Retch* n° 255). Voici les passages essentiels de ce rapport :

« Bien que dans l'opposition, le parti toutefois » (pré-

cisément : toutefois !) « ne jouera pas le rôle d'une minorité irresponsable, au sens où le parti lui-même a employé ce terme pour caractériser le comportement de l'extrême-gauche à la Douma » (traduit du langage parlementaire dans une langue simple et directe cela signifie : ayez pitié, messieurs les octobristes, faites-nous une petite place, car d'opposition nous n'avons que le nom !) « Le parti ne considérera pas la Douma comme un moyen de préparer des actions à l'extérieur de la Douma, mais comme un organe supérieur d'Etat disposant d'une portion du pouvoir suprême bien définie par la loi » (les octobristes ne sont-ils pas plus honnêtes, lorsqu'ils affirment sans détours qu'une révision des lois fondamentales est inopportune ?). « Le parti se rend à la IIIe Douma, comme aux deux premières d'ailleurs, avec l'intention bien arrêtée de prendre une part active à ses travaux législatifs. Le parti a toujours considéré ce genre d'activités comme essentiel, l'opposant à la fois aux objectifs de propagande de la gauche et aux agissements conspirateurs de la droite. » Eh bien même pour ce qui est de la « conspiration » vous mentez, messieurs, car dans les *deux* Doumas vous avez *conspiré* avec les ministres ou les laquais des ministres ! Et renoncer à l'agitation, c'est renoncer de façon totale et irréversible à la *démocratie.*

Si l'on veut légiférer à la IIIe Douma, il faut d'une façon ou d'une autre, directement ou indirectement, s'allier aux octobristes et se placer entièrement sur le terrain de la contre-révolution et de la défense de ses conquêtes. Les cadets s'efforcent de faire le silence sur ces faits évidents. Toutefois ils se trahissent dans un autre passage du rapport : « Avant de prendre des initiatives en matière de législation, il faut voir s'il y a moyen de *faire adopter* les projets du parti. » Comme cela dépend des octobristes, voir si l'on peut faire adopter les projets veut dire qu'on ira trouver les octobristes par une porte dérobée. Faire dépendre son initiative de ce préalable revient à amputer ses projets *au profit* des octobristes, à placer sa politique sous leur coupe.

Il n'y a pas de milieu, Messieurs. Ou bien vous êtes un vrai parti d'opposition et, dans ce cas, vous formez une minorité irresponsable. Ou bien vous êtes un parti de législation contre-révolutionnaire active et, dans ce cas, vous

léchez les bottes aux octobristes. Les cadets ont choisi la deuxième voie, et, pour les en récompenser, la Douma des Cent-Noirs fait élire, dit-on, le cadet de droite Maklakov au présidium ! Il l'a bien mérité.

Mais comment a-t-il pu se trouver des social-démocrates capables, même à l'heure présente, de parler de soutien aux cadets ? C'est l'esprit petit-bourgeois de l'intelligentsia, de la vie russe en général qui a engendré des social-démocrates de cet acabit. Ils se sont nourri au marxisme vulgarisé par Plékhanov. La conférence de l'organisation social-démocrate de Saint-Pétersbourg a montré que les mencheviks, emboîtant le pas à la Douma de la droite, vont encore plus à droite. Ils sont prêts à donner leur appui aux octobristes, c'est-à-dire au parti *gouvernemental* ! Pourquoi les social-démocrates ne voteraient-ils pas pour Khomiakov, qui vaut mieux que Bobrinski ? Il faut être rationnel ! Et pourquoi ne pas voter pour Bobrinski, si le choix doit se faire seulement entre lui et Pourichkévitch ? Et pourquoi ne pas soutenir les octobristes contre les Cent-Noirs, puisque Marx nous a enseigné à soutenir la bourgeoisie contre les féodaux [82] ?

Oui, on a honte à le reconnaître — ce serait un péché que de le taire — mais Plékhanov a amené ses mencheviks à déshonorer à l'extrême la social-démocratie. Comme un véritable « homme sous cloche de verre » il a répété des mots appris par cœur sur « le soutien à la bourgeoisie » et, par son *rabâchage*, a embrouillé toute compréhension des tâches et conditions particulières de la lutte du prolétariat dans la révolution et de la lutte avec la contre-révolution. Chez Marx, toute l'analyse des époques révolutionnaires tourne autour de la lutte des démocrates véritables, et particulièrement du prolétariat, contre les illusions constitutionnelles, la trahison du libéralisme, les forces contre-révolutionnaires. Plékhanov reconnaît Marx, mais un Marx arrangé à la Strouvé. Qu'il récolte à présent ce qu'il a semé !

Que le libéralisme, dans la révolution russe, soit de caractère contre-révolutionnaire, toute la marche des événements, avant et surtout après le 17 octobre, nous le prouve. La III[e] Douma forcera les aveugles eux-mêmes à voir clair. Le rapprochement des cadets et des octobristes est un fait politique. Aucune excuse, aucun faux-fuyant ne peut le

dissimuler. Laissons le *Tovarichtch*, journal des bernsteiniens obtus, se répandre en impuissantes pleurnicheries, tout en poussant les cadets dans les bras des octobristes, en bon entremetteur politique. La social-démocratie doit prendre conscience des raisons de classe qui confèrent au libéralisme russe son caractère contre-révolutionnaire. La social-démocratie doit impitoyablement dénoncer à la Douma chaque pas fait par les cadets en direction des octobristes, toute la lâcheté du libéralisme prétendument démocratique. Le parti ouvrier rejettera avec mépris toute considération sur la « conservation de la flamme » et déploiera l'étendard du socialisme et de la révolution !

*« Prolétari » n° 19,*
*6 novembre 1907*

*Conforme au texte du journal*

## ET LES JUGES, QUE SONT-ILS?

La scission entre les bolcheviks et les mencheviks au sein du P.O.S.D.R. en général, et leur lutte acharnée au congrès de Londres en particulier soulèvent dans la presse bourgeoise des ricanements méchants qui sont devenus monnaie courante. Personne ne songe à chercher le pourquoi des divergences, à analyser les deux tendances, à informer le public qui lit sur l'histoire de la scission et sur tout ce qui caractérise le différend entre bolcheviks et mencheviks. Les publicistes de la *Retch* et du *Tovarichtch*, MM. Verguejski, E. K., Péréiaslavski et autres *penny-a-liners** (plumitifs payés à la ligne) se contentent d'attraper au vol toutes sortes de bruits, ramassent à l'intention des salonnards bavards et repus des détails « piquants » de « scandales » et s'efforcent par tous les moyens de bourrer les crânes avec de petites anecdotes de rebut sur notre lutte.

Les socialistes-révolutionnaires eux aussi s'adonnent à ce genre de persiflage vulgaire. L'éditorial du n°6 du *Znamia Trouda* [83] déterre le récit fait par Tchérévanine d'un cas d'hystérie au Congrès de Londres, ricane sur les « dizaines de mille » dépensées et savoure « l'assez beau tableau de la situation interne de la social-démocratie russe à l'heure actuelle ». Chez les libéraux, de tels préambules mènent à la louange des opportunistes à la Plékhanov, chez les socialistes-révolutionnaires à une verte semonce à l'endroit de ces mêmes opportunistes (les socialistes-révolution-

* En anglais dans le texte. (*N.R.*)

naires reprennent *maintenant* les arguments des social-démocrates révolutionnaires contre le congrès ouvrier ! Ce n'est pas trop tôt !). Mais les uns comme les autres éprouvent la même jubilation devant la pénible lutte survenue au sein de la social-démocratie.

Disons quelques mots des héros libéraux de cette campagne et penchons-nous de plus près sur les héros socialistes-révolutionnaires de la « lutte contre l'opportunisme ».

Si les libéraux daubent sur la lutte à l'intérieur de la social-démocratie, c'est pour dissimuler leur entreprise de *duperie* systématique du public à propos du parti des cadets. La tromperie est totale, la lutte interne des cadets et leurs pourparlers avec les autorités sont systématiquement passés sous silence. Tout le monde sait que les cadets de gauche gourmandent ceux de droite, tout le monde sait que MM. Milioukov, Strouvé et Cie ont couru les antichambres des Stolypine. Mais les faits exacts restent cachés. Les discordes sont escamotées, et l'on ne dit pas un mot des discussions entre les MM. Strouvé et les cadets de gauche. On n'a pas les procès-verbaux des congrès cadets. Les libéraux ne font part ni des effectifs totaux de leur parti, ni de ceux de leurs différentes organisations. L'orientation des divers comités n'est pas connue. Ténèbres continuelles, mensonge officiel permanent de la *Retch*, duperie constante de la démocratie par ceux qui se font recevoir par les ministres, voilà comment se présente le parti cadet. Les avocats et les professeurs, qui font carrière dans le parlementarisme et condamnent en pharisiens la clandestinité, chantent les louanges des activités ouvertes des partis, mais en réalité, se gaussent du principe démocratique de la publicité et cachent au public les différentes tendances politiques de leur parti. Il faut toute la myopie de Plékhanov, qui fléchit le genou devant Milioukov, pour ne pas voir la manière grossière et répugnante, sous son vernis de culture, dont les cadets trompent les démocrates.

Et les socialistes-révolutionnaires ? remplissent-ils leur devoir de *démocrates* honnêtes (nous n'employons pas le mot de socialistes, en parlant d'eux), devoir qui est de faire au peuple un exposé *clair et véridique* de la lutte des différentes tendances politiques qui se manifestent chez ceux qui veulent entraîner le peuple derrière eux ?

Examinons les faits.

Le congrès de décembre 1905 du parti socialiste-révolutionnaire est le premier et le seul à avoir publié ses procès-verbaux. M. Toutchkine, délégué de l'organe central, s'écrie : « Autrefois les social-démocrates, semble-t-il, étaient sincèrement persuadés que l'introduction des libertés politiques serait la mort de notre parti... L'époque des libertés a prouvé le contraire » (page 28 du supplément aux procès-verbaux). Allons donc, en est-il bien ainsi, M. Toutchkine ? Est-ce bien cela qu'a montré l'époque des libertés ? Est-ce bien cela qu'a montré la politique réelle du parti socialiste-révolutionnaire en 1905, en 1906, en 1907 ?

Examinons les faits !

Dans les procès-verbaux du congrès socialiste-révolutionnaire (*décembre* 1905, publié en *1906* !), nous lisons qu'un groupe de publicistes qui avait voix consultative à ce congrès, y avait, après le 17 octobre, « *réclamé avec insistance devant le Comité central socialiste-révolutionnaire l'organisation d'un parti ouvert* » (p. 49 des procès-verbaux d'où sont également extraites les citations qui suivent). Le Comité central socialiste-révolutionnaire « *s'est vu invité à créer non pas une organisation ouverte du parti socialiste-révolutionnaire, mais un parti socialiste-populiste distinct qui lui serait parallèle* » (51). Le Comité central a refusé et a porté la question devant le congrès. Celui-ci a *repoussé* la proposition des socialistes-populistes à la totalité des voix (sauf une et 7 abstentions) (66). « Comment serait-il possible d'être côte à côte dans deux partis ? », s'est exclamé M. Toutchkine en se frappant la poitrine (61). M. Chévitch, lui, a laissé entendre que peu de choses séparaient les socialistes-populistes des libéraux, si bien que le socialiste-populiste M. Rojdestvenski convaincu que « personne n'était en droit » de les qualifier de « *demi-libéraux* » (59)*, *a commencé à perdre son sang-froid* (59).

Tels sont les faits. En 1905, les socialistes-révolution-

* M. Chévitch a légèrement fait marche arrière devant cette réacteon *offensée* du socialiste-populiste qui avait perdu son sang-froid et « s'est repris » (p. 63) en disant « *sous forme d'explication personnelle* (! !) » : « Je n'avais pas l'intention de ranger l'orateur parmi les libéraux. »

naires ont *rompu* avec les socialistes-populistes « demi-libéraux ». Mais y a-t-il vraiment rupture ?

En 1905, le principal moyen d'action ouverte du parti sur les masses a été la presse. Pendant les « jours de liberté » d'octobre les socialistes-révolutionnaires ont publié un journal *en commun avec les socialistes-populistes*, jusqu'au congrès de décembre, il est vrai. D'un point de vue *formel* les socialistes-révolutionnaires ont donc raison. Mais pour ce qui est du fond, pendant la période des plus grandes libertés, des actions les plus directes sur les masses, ils ont *caché* au public l'existence des deux tendances différentes au sein de leur parti. Les dissensions n'étaient pas moins profondes qu'au sein de la social-démocratie, mais alors que les social-démocrates veillaient à faire toute la lumière sur les leurs, les socialistes-révolutionnaires s'employaient à cacher diplomatiquement leurs dissensions à eux. Voilà ce qui s'est passé en 1905.

Prenons l'année 1906. C'est la période des « petites libertés » de la première Douma. Les journaux socialistes renaissent. *Les socialistes-révolutionnaires font à nouveau bloc avec les socialistes-populistes, on publie un journal commun.* Ce n'est pas pour rien que la rupture au congrès avec les « demi-libéraux » a été diplomatique. Rupture, pas de rupture ? C'est comme vous voulez. On a rejeté la proposition, on s'est moqué de l'idée d'« être côte à côte dans deux partis » et... on a continué à se tenir côte à côte dans deux partis, en s'écriant pieusement: merci, Seigneur, de ne pas nous avoir fait semblables à ces social-démocrates qui se battent entre eux ! Tels sont les faits. Les deux périodes de liberté de la presse en Russie ont été marquées par le fait que les socialistes-révolutionnaires ont fait bloc avec les socialistes-populistes et dissimulé par la duperie (« par la diplomatie ») aux démocrates les deux tendances profondément différentes qui se sont manifestées à l'intérieur du parti.

Prenons l'année 1907. Après la I^re^ Douma, les socialistes-populistes ont constitué formellement leur propre parti. La chose était inévitable, puisqu'à la I^re^ Douma, lors de la première intervention des partis devant les élus paysans de *toute* la Russie, socialistes-populistes et socialistes-révolutionnaires ont avancé des projets agraires ***dissemblables***

(celui des 104 et celui des 33). Devant les députés troudoviks, les socialistes-populistes l'ont *emporté* sur les socialistes-révolutionnaires, recueillant plus de trois fois plus de signatures au bas de leur projet, de leur programme agraire. Or, de l'aveu du socialiste-révolutionnaire Vikhliaev (*Nacha Mysl*, recueil n° 1, Saint-Pétersbourg 1907, article : « Le parti socialiste-populiste et la question agraire »), ce programme « *de même que* » la loi du 9 novembre 1906 « aboutit à la négation du principe fondamental de la jouissance communautaire du sol ». Ce programme légitime « *les manifestations d'individualisme égoïste* » (p. 89 de l'article de M. Vikhliaev), « *pollue le large courant des idées avec les eaux troubles de l'individualisme* » (p. 91 ibid.), s'engage sur « *la voie de l'encouragement des tendances égoïstes et individualistes dans les masses populaires* (p. 93 ibid.).

Est-ce assez clair ? Les députés paysans ont fait preuve dans leur *écrasante* majorité d'individualisme bourgeois. La première intervention des socialistes-révolutionnaires devant les députés paysans de toute la Russie a brillamment confirmé la théorie de la social-démocratie, faisant en pratique des socialistes-révolutionnaires l'extrême-gauche de la démocratie petite-bourgeoise.

Mais peut-être les socialistes-révolutionnaires, au moins lorsque les socialistes-populistes se sont séparés d'eux et ont développé leur programme devant le groupe du Travail, se sont-ils désolidarisés d'eux avec toute la netteté voulue ? Pas du tout. Les élections de Pétersbourg à la IIe Douma ont prouvé le contraire. Faire bloc avec les cadets était alors la plus grande manifestation d'opportunisme socialiste. Le danger cent-noir était une fiction qui *masquait* la politique de soumission aux libéraux. La presse cadette a révélé ce fait avec une clarté particulière en soulignant la « modération » des mencheviks et des socialistes-populistes. Comment se sont comportés les socialistes-révolutionnaires ? Nos « révolutionnaires » ont fait bloc avec les socialistes-populistes et les troudoviks ; les conditions de ce bloc ont été cachées au public. La vérité, c'est que *nos révolutionnaires se sont mis à la remorque des cadets*, tout à fait comme les mencheviks. Les représentants socialistes-révolutionnaires ont proposé aux cadets de former un bloc commun (conférence du 18 janvier 1907. Voir la brochure

de N. Lénine *Tu entendras le jugement d'un sot*, Saint-Pétersbourg, 15 janvier 1907*, qui montre combien les socialistes-révolutionnaires se conduisirent de *facon politiquement malhonnête* dans la question des accords, menant de front des pourparlers avec les social-démocrates, qui le 7 janvier 1907 avaient déclaré la guerre aux cadets, et *avec les cadets*). C'est *contre* leur gré que les socialistes-révolutionnaires se sont retrouvés dans le bloc de gauche, c'est en raison du refus des cadets.

Ainsi, après avoir totalement rompu avec les socialistes-populistes, les socialistes-révolutionnaires mènent *en fait* la politique des socialistes-populistes et des mencheviks, c'est-à-dire des opportunistes. Leur « supériorité » consiste en ceci qu'ils cachent au public les raisons de cette politique ainsi que les courants existant à l'intérieur de leur parti.

Le congrès extraordinaire du parti socialiste-révolutionnaire en février 1907 ne s'est pas contenté de passer sous silence la question du bloc avec les cadets, de ne pas mettre en lumière le sens d'une telle politique, mais, au contraire, il a *confirmé* son bien-fondé. Rappelons le discours qu'a prononcé G. Guerchouni à ce congrès, discours dont la *Retch* a fait l'éloge de la même façon dont elle chante toujours la louange de Plékhanov. Guerchouni a dit qu'il restait « toujours du même avis : les cadets pour l'instant ne sont pas nos ennemis » (p. 11 de la brochure *Discours de G. Guerchouni au congrès extraordinaire du parti socialiste-révolutionnaire* ; 1907, 1. I à 15 avec la devise s.-r. : « Dans la lutte tu acquerras ton droit »). Guerchouni a fait ensuite une mise en garde contre le danger des luttes au sein de l'opposition : « Le peuple pourrait perdre sa foi dans la possibilité même de gouverner par l'intermédiaire d'une représentation populaire » (*Ibid*). Il est évident que c'est dans l'esprit de ce cadétophile que le congrès socialiste-révolutionnaire a adopté une résolution où il est dit entre autres choses :

« Le congrès estime qu'un trop net clivage des partis représentés à la Douma joint à l'action isolée de chacun des groupes et la lutte aiguë entre les fractions pourraient paralyser complètement l'activité de la majorité d'opposition et discréditer ainsi aux yeux des masses

* Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 11, pp. 481-500. (*N.R.*)

laborieuses l'idée même de représentation populaire » (n° 6 des *Partinyé Izvestia* du parti socialiste-révolutionnaire, 8 mars 1907).

C'est de l'opportunisme à l'état pur, pire encore que notre menchevisme. Guerchouni a contraint le congrès socialiste-révolutionnaire à reprendre à son compte, sous une forme quelque peu plus maladroite, le plékhanovisme. Et toute l'activité de la fraction socialiste-révolutionnaire à la Douma a reflété cet état d'esprit imprégné de la tactique cadette qui veut une opposition nationale unie. La différence entre le social-démocrate Plékhanov et le socialiste-révolutionnaire Guerchouni réside *uniquement* dans le fait que le premier est membre d'un parti qui ne cherche pas à dissimuler le caractère décadent de cette tactique, mais qui le dénonce et le combat, tandis que le second est membre d'un parti dont les principes tactiques et les conceptions théoriques sont embrouillés et cachés aux yeux du public derrière l'épais rideau de la diplomatie de cercle. « Il faut laver son linge sale en famille », dit-on ; cela, messieurs les socialistes-révolutionnaires savent le faire. Ils y sont même *obligés*, car à part le linge sale ils n'ont rien ! Il ne leur est pas possible de dire toute la vérité sur leur attitude à l'égard des socialistes-populistes au cours des années 1905, 1906 et 1907. Il ne leur est pas possible de lever le voile sur la manière dont un *parti*... un parti, et non un cercle... peut un jour adopter par 67 voix contre 1 une résolution archi-opportuniste, et le lendemain se répandre en exclamations « révolutionnaires ».

Non, Messieurs les « juges », nous ne vous envions pas votre droit formel de vous réjouir devant la lutte acharnée et les scissions qui surviennent dans la social-démocratie. Tout n'est pas positif dans cette lutte, c'est indéniable. Les scissions font beaucoup de mal à la cause du socialisme, cela ne fait pas de doute. Et cependant nous ne voudrions pas échanger pour une minute votre « léger » mensonge contre cette pénible vérité. La grave maladie de notre parti, c'est la maladie de croissance d'un parti de *masse*. Car il ne peut y avoir de parti de masse, de parti de classe, si l'on ne fait pas toute la lumière sur les nuances fondamentales, s'il n'y a pas lutte ouverte entre les différentes tendances, si l'on n'informe pas les *masses* de la ligne

que suit tel militant ou telle organisation du parti. Sans cela, on ne peut constituer un parti digne de ce nom, et c'est un tel parti que nous *sommes en train de forger*. Nous avons obtenu que les conceptions de nos deux tendances apparaissent aux yeux de tous avec honnêteté, clarté et précision. Les altercations personnelles, les chamailleries et querelles de fraction, les scandales et les scissions, tout cela est de peu d'importance au regard des leçons que les masses prolétariennes tirent effectivement de l'expérience des *deux tactiques*, des leçons qu'en retirent effectivement tous ceux qui sont capables d'avoir une attitude politique consciente. Nos querelles et nos scissions tomberont dans l'oubli. Nos principes tactiques, aiguisés et trempés, entreront dans l'histoire du mouvement ouvrier et du socialisme en Russie comme autant de pierres angulaires. Les années passeront, voire les décennies, et l'influence de l'une ou l'autre tendance se fera sentir sur des centaines de questions pratiques de tous ordres. La classe ouvrière de Russie et le peuple tout entier *savent* à quoi s'en tenir sur le bolchevisme et le menchevisme.

Mais connaissent-ils les cadets ? Toute l'histoire du parti cadet est un continuel tour de passe-passe politique avec escamotage de l'essentiel et le souci toujours présent de cacher la vérité à tout prix.

Connaissent-ils les socialistes-révolutionnaires ? Les socialistes-révolutionnaires feront-ils à nouveau bloc demain avec les social-cadets ? Ne font-ils pas déjà bloc avec eux aujourd'hui ? Se séparent-ils des « eaux troubles individualistes » des troudoviks ou en imprègnent-ils de plus en plus leur parti ? Sont-ils comme auparavant favorables à la théorie de l'unité de l'opposition nationale ? N'ont-ils adopté cette théorie que d'hier ? La rejetteront-ils demain pour quelques semaines ? Personne ne peut le dire, messieurs les socialistes-révolutionnaires eux-mêmes n'en savent rien, car toute l'histoire de leur parti n'est que dissimulation, confusion, escamotage systématiques et ininterrompus de leurs dissensions derrière des mots et des phrases sans fin.

Pourquoi en est-il ainsi ? Ce n'est pas parce que les socialistes-révolutionnaires sont des arrivistes bourgeois comme les cadets. Non, car *on ne peut* mettre en doute

leur sincérité en tant que cercle. Leur malheur, c'est de ne pouvoir créer un parti de masse, devenir un parti *de classe*. La situation objective est telle qu'ils doivent se contenter de n'être qu'une *aile* de la démocratie paysanne, son appendice dépendant et inférieur, un « groupe rattaché » aux troudoviks, et non pas un tout autonome. La période de tempête et de pression révolutionnaire n'a pas aidé les socialistes-révolutionnaires à se redresser de toute leur taille, elle les a jetés dans les bras des socialistes-populistes, des bras si tenaces que même la discorde ne les en sépare pas. La période de guerre contre-révolutionnaire n'a pas renforcé leurs liens avec des couches sociales déterminées, elle n'a fait que susciter de nouvelles hésitations et de nouveaux flottements (que les socialistes-révolutionnaires dissimulent de leur mieux aujourd'hui) concernant l'esprit socialiste du moujik. Et quand on lit aujourd'hui les articles imprégnés de pathos du *Znamia Trouda* sur les héros de la terreur socialiste-révolutionnaire, on se dit involontairement : votre terrorisme, messieurs, n'est pas la conséquence de votre esprit révolutionnaire. Votre esprit révolutionnaire se limite au terrorisme, simplement.

Non vraiment, de tels juges sont loin d'être en droit de juger la social-démocratie !

*« Prolétari » n° 19,*
*6 novembre 1907*

*Conforme au texte du journal*

# PRÉFACE À LA BROCHURE DE VOÏNOV (A. LOUNATCHARSKI) SUR L'ATTITUDE DU PARTI À L'ÉGARD DES SYNDICATS[84]

L'ouvrage du camarade Voïnov sur la question de l'attitude du parti socialiste du prolétariat à l'égard des syndicats peut donner lieu à un grand nombre de fausses interprétations. Cela pour deux raisons : premièrement, se laissant entraîner par la lutte contre ceux qui défendent des conceptions étroites et inexactes du marxisme, qui répugnent à tenir compte des besoins nouveaux du mouvement ouvrier et à prendre sur ce sujet des vues plus larges et plus profondes, l'auteur s'exprime souvent de façon par trop générale. Il s'attaque à l'orthodoxie — à l'orthodoxie entre guillemets, il est vrai, c'est-à-dire à la pseudo-orthodoxie — ou à la social-démocratie allemande en général, là où ses attaques visent en fait uniquement les vulgarisateurs de l'orthodoxie, uniquement l'aile opportuniste de la social-démocratie. Deuxièmement, l'auteur écrit pour un public russe, mais il ne tient guère compte des différentes nuances que peut prendre la formulation des questions qu'il analyse sur le plan de la Russie. Le point de vue de Voïnov est totalement différent de celui des syndicalistes, des mencheviks ou des socialistes-révolutionnaires russes. Mais le lecteur peu attentif ou peu scrupuleux pourra facilement s'accrocher à des phrases ou pensées isolées de Voïnov, profitant du fait que l'auteur a eu pour l'essentiel sous les yeux l'exemple des Français et des Italiens, et qu'il n'a

pas pris la peine de se désolidariser des semeurs de confusion russes.

Comme modèle de ces derniers nous citerons par exemple les socialistes-révolutionnaires. Dans le n°5 du *Znamia Trouda*, ils déclarent avec leur désinvolture habituelle : « L'Internationale socialiste a approuvé les conceptions sur le mouvement syndical que nous (!) avons toujours (!) avancées. » Prenons le « Recueil d'articles » n° 1 (1907), Editions « Nacha Mysl ». M. Victor Tchernov y tance vertement Kautsky, *tout en faisant le silence* sur la résolution de Mannheim et la lutte de Kautsky contre les neutralistes opportunistes ! L'article de Kautsky auquel notre preux socialiste-révolutionnaire s'en prend a été écrit la veille de Mannheim [85]. Or, à Mannheim Kautsky s'opposa aux neutralistes. La résolution de Mannheim « porte un rude coup à la neutralité des syndicats » (expression de Kautsky dans son article sur le congrès de Mannheim, *Neue Zeit* [86], 6 octobre 1906). Et voici qu'apparaît *en 1907* un critique qui veut faire le révolutionnaire et qui traite Kautsky de « grand inquisiteur et dogmatique du marxisme », l'accusant — à l'unisson avec les neutralistes opportunistes! — de rabaisser de façon tendancieuse le rôle des syndicats, de vouloir les « soumettre » au parti, etc. Si nous ajoutons à ceci que les socialistes-révolutionnaires se sont toujours prononcés pour le non-rattachement des syndicats au parti, et qu'on peut lire dans l'éditorial du n°2 du *Znamia Trouda* (12 juillet 1907) : « C'est *en dehors* du syndicat que doit se faire la propagande du parti », nous aurons une image complète du révolutionnisme des socialistes-révolutionnaires.

Lorsque Kautsky menait la lutte contre le neutralisme opportuniste et développait plus à fond la théorie marxiste en orientant les syndicats vers la gauche, ces messieurs l'attaquaient avec acharnement, en reprenant les phrases opportunistes et en continuant à la dérobée à prôner le non-rattachement des syndicats au parti. Lorsque *ce même Kautsky* poussait les syndicats encore plus à gauche en amendant à Stuttgart la résolution de Beer et en y soulignant les tâches socialistes des trade-unions, messieurs les socialistes-révolutionnaires s'écriaient : « l'Internationale socialiste a approuvé notre point de vue ! »

On est en droit de se demander si de tels procédés sont

dignes de membres de l'Internationale socialiste. Une telle critique ne témoigne-t-elle pas de désinvolture et d'un manque de principes ?

Parmi les social-démocrates le modèle de désinvolture nous est fourni par l'ex-révolutionnaire Plékhanov que les libéraux tiennent en si grande estime. Dans sa préface à la brochure « Eux et nous », il déclare avec une fatuité superbe et sans égale : la résolution de Stuttgart (sur les syndicats) *complétée par mon amendement* enlève toute signification à la résolution de Londres (Congrès de Londres du P.O.S.D.R.). En prenant connaissance de cette déclaration de notre splendide Narcisse, de nombreux lecteurs seraient probablement amenés à croire que la lutte à Stuttgart a tourné précisément autour de l'amendement de Plékhanov et que, de façon générale, cet amendement avait une portée assez sérieuse.

En fait, cet amendement (« il faut toujours avoir en vue l'unité de la lutte économique ») n'avait aucune portée sérieuse, il ne se rapportait même pas au fond des questions *litigieuses* débattues à Stuttgart, au fond des dissensions qui existent au sein du socialisme international.

En fait, les transports de Plékhanov au sujet de « son » amendement ont une signification des plus vulgaires : il s'agit d'*induire en erreur* le lecteur en détournant son attention des questions *véritablement* litigieuses du mouvement syndical, de *dissimuler* la défaite de l'idée du neutralisme à Stuttgart.

Le congrès de Stockholm du P.O.S.D.R. (1906), qui a vu la victoire des mencheviks, s'était prononcé en faveur de la neutralité des syndicats. Mais le congrès de Londres a pris une autre position, puisqu'il a proclamé la nécessité d'œuvrer au rattachement des syndicats au parti. De son côté, le congrès international de Stuttgart a adopté une résolution qui *« met fin pour toujours au neutralisme »* comme l'a déclaré à juste titre Kautsky*. Plékhanov s'était rendu à la commission du congrès de Stuttgart pour

* *Vorwärts*, 1907, n° 209, Beilage (*En Avant*, 1907, n° 209, Appendice. *N.R.*). Compte rendu de Kautsky devant les ouvriers de Leipzig sur le congrès de Stuttgart. Voir dans le *Calendrier pour tous de 1908*, Ed. « Zerno », p. 173, mon article sur le congrès socialiste international de Stuttgart (voir le présent tome, pp. 78-79. — *N.R.*).

défendre la neutralité ainsi que le raconte Voïnov de façon détaillée. Quant à Clara Zetkin, elle écrit dans *Die Gleichheit*, organe du mouvement ouvrier féminin d'Allemagne : « Plékhanov *a essayé par des arguments assez malheureux* de justifier une certaine limitation de ce principe »* (c'est-à-dire du principe d'un rapprochement très étroit entre les syndicats et le parti).

Ainsi, le principe de la neutralité dont Plékhanov s'était fait le défenseur a fait fiasco. Ses arguments sont considérés par les social-démocrates révolutionnaires allemands comme « malheureux ». Mais lui, en admiration devant soi-même, déclare : on a adopté « mon » amendement, donc la résolution de Londres perd tout son sens...

Oui, mais la désinvolture à la Nozdrev [87] de notre socialiste — que les libéraux tiennent en si grande estime — n'a rien perdu du sien, apparemment.

---

Le camarade Voïnov, à mon avis, n'a pas raison de dire que les orthodoxes allemands considèrent l'idée d'assaut comme nuisible, que l'orthodoxie « a pratiquement adopté l'esprit du nouvel économisme ». On ne saurait dire ceci à propos de Kautsky, et le camarade Voïnov lui-même reconnaît que les conceptions de Kautsky sont justes. Le camarade Voïnov, tout en reprochant aux Allemands de « ne pas assez parler du rôle des syndicats en tant qu'organisateurs de la production socialiste », mentionne par ailleurs l'opinion de Liebknecht *le père* qui mettait ce rôle en relief dans les termes les plus frappants. C'est également à tort que le camarade Voïnov a ajouté foi aux dires de Plékhanov selon lequel c'est *à dessein* que Bebel s'est tu sur la révolution russe dans son allocution, que Bebel *n'a pas voulu* parler de la Russie. Ces dires de Plékhanov n'étaient que grossière bouffonnerie de la part de notre socialiste si estimé des libéraux, et il ne fallait pas les prendre un instant au sérieux ; il ne fallait même pas admettre la possibilité d'y trouver la moindre parcelle de

---

* Voir le *Calendrier pour tous* de 1908, p. 173, et le recueil *Zarnitsy* (St-Pétersbourg 1907), où cet article de *Die Gleichheit* est traduit en totalité.

vérité. De mon côté, je puis témoigner que pendant le discours de Bebel, Van Kol, représentant de l'aile droite des socialistes, qui était assis à côté de moi au bureau, tendait l'oreille pour savoir précisément si Bebel ferait mention de la Russie. Et dès que Bebel a eu terminé, Van Kol s'est tourné vers moi pour m'exprimer son étonnement ; pas plus que tous les membres sérieux du congrès, il ne mettait en doute le fait que c'est *par hasard* que Bebel avait oublié de parler de la Russie. Les meilleurs et les plus expérimentés des orateurs peuvent commettre des bévues, et c'est tout à fait injustement que le camarade Voïnov qualifie de « caractéristique » l'oubli du vieux Bebel. De même qu'il est totalement erroné de parler de « *l'actuel* » opportuniste Bebel. Aucune donnée ne permet de procéder à une telle généralisation.

Mais, afin de ne pas créer de malentendus, je dirai tout de suite que si quelqu'un essayait d'utiliser ces considérations du camarade Voïnov à l'encontre des social-démocrates révolutionnaires allemands, ce serait extraire malhonnêtement de leur contexte certaines formulations. Le camarade Voïnov a suffisamment prouvé *tout au long* de sa brochure qu'il se tenait aux côtés des marxistes révolutionnaires allemands (comme Kautsky), qu'il travaillait *avec eux* à éliminer les vieux préjugés, les clichés opportunistes et la fatuité à courte vue. Voici la raison pour laquelle j'étais solidaire pour l'essentiel du camarade Voïnov à Stuttgart et que je le suis encore pour ce qui est de l'ensemble du caractère de sa critique révolutionnaire. Il a mille fois raison de dire que maintenant il nous faut non seulement prendre des leçons auprès des Allemands, mais aussi *tirer leçon* de leurs erreurs. Seuls des gens ignares, qui n'ont encore rien appris des Allemands et qui pour cette raison ne connaissent pas l'a b c, peuvent en conclure à des « dissensions » entre social-démocrates révolutionnaires. Nous devons critiquer ouvertement et sans crainte les erreurs des dirigeants allemands, si nous voulons demeurer fidèles à l'esprit de Marx et aider les socialistes russes à être à la hauteur des tâches actuelles du mouvement ouvrier. De toute évidence, Bebel a commis également une erreur à Essen en prenant la défense de Noske, en prônant de faire la distinction entre les guerres défensives et offen-

sives, en attaquant les *moyens* de lutte des « radicaux » contre Van Kol, en niant (avec Singer) l'échec et le caractère erroné de la tactique de la délégation allemande à Stuttgart. Ces erreurs, nous ne devons pas les cacher, mais partir de leur exemple pour montrer que les social-démocrates russes doivent apprendre à les éviter, qu'ils doivent satisfaire aux exigences les plus sévères du marxisme révolutionnaire. Quant aux anarchistes et syndicalistes russes, aux libéraux et aux socialistes-révolutionnaires, qu'ils ne se hasardent pas à se réjouir en voyant que nous critiquons Bebel. Nous dirons à ces messieurs : il arrive que les aigles descendent plus bas que les poules, mais jamais les poules ne montent aussi haut que les aigles !

---

Il y a un peu plus de deux années, M. Strouvé, qui défendait alors la révolution, parlait de la nécessité d'actions révolutionnaires ouvertes et affirmait que la révolution devait prendre le pouvoir. Ce M. Strouvé écrivait à l'étranger dans le n°71 d'*Osvobojdénié* [88] : « En comparaison du « révolutionnisme » de MM. Lénine et de ses camarades le révolutionnisme de la social-démocratie ouest-européenne, celui de Bebel et même de Kautsky est de l'opportunisme. » J'ai répondu alors à M. Strouvé : « Où et quand ai-je prétendu créer dans la social-démocratie internationale une tendance particulière, non identique à celle de Bebel et de Kautsky ? » (« Deux tactiques », p. 50 de l'édition russe)*.

En été 1907, j'ai eu à souligner dans une brochure consacrée au boycottage de la troisième Douma qu'identifier le bolchevisme avec le boycottisme ou avec le militantisme serait absolument une erreur.

A présent, à propos de la question des syndicats, il est nécessaire de rappeler de façon non moins catégorique que le bolchevisme s'en tient à la tactique de la social-démocratie révolutionnaire dans tous les domaines de la lutte, dans toutes les branches de son activité. La différence entre le bolchevisme et le menchevisme n'est pas dans le fait que le premier « nie » le travail dans les syndicats ou

---

* Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 9, p. 61. (*N.R.*)

dans les coopératives, etc., mais dans le fait qu'il *mène une autre politique* dans le travail d'agitation, de propagande et d'organisation de la classe ouvrière. De nos jours, le travail dans les syndicats acquiert sans aucun doute une importance énorme. Face au neutralisme des mencheviks, nous devons accomplir ce travail dans l'esprit d'un rapprochement des syndicats et du parti, d'un développement de la conscience socialiste et d'une compréhension des tâches révolutionnaires du prolétariat. En Europe occidentale, le syndicalisme révolutionnaire est apparu dans de nombreux pays comme le résultat direct et inévitable de l'opportunisme, du réformisme, du crétinisme parlementaire [89]. Chez nous également, les premiers pas de « l'activité parlementaire » ont renforcé à l'extrême mesure l'opportunisme, et ont conduit les mencheviks à ramper devant les cadets. Plékhanov, par exemple, *a rejoint* en fait dans son travail politique quotidien MM. Prokopovitch, Kouskova et autres. En 1900, il fulminait contre eux à cause de leur bernsteinisme, parce qu'ils se bornaient à contempler le « postérieur » du prolétariat russe (*Vademecum pour la rédaction du « Rabotchéié Diélo »*, Genève 1900). En 1906-1907, les premiers bulletins de vote ont jeté Plékhanov dans les bras de ces messieurs qui contemplent aujourd'hui le « postérieur » du libéralisme russe. Le syndicalisme ne peut manquer de se développer en Russie en réaction contre cette conduite honteuse de social-démocrates « en vue ».

C'est donc avec juste raison que le camarade Voïnov adopte sa ligne et appelle les social-démocrates russes à *tirer les leçons* de l'opportunisme et du syndicalisme. Le travail révolutionnaire dans les syndicats ; le transfert du centre de gravité des tours d'adresses parlementaires vers l'éducation du prolétariat, vers le regroupement des organisations purement de classe, vers la lutte extra-parlementaire ; l'aptitude à utiliser (et à préparer les masses à la possibilité d'utiliser avec succès) la grève générale et les « formes de lutte de décembre » dans la révolution russe, tout ceci apparaît avec force comme la tâche de la tendance bolchevique. Or, l'expérience de la révolution russe nous facilite grandement cette tâche, elle nous fournit de riches indications pratiques, elle donne un matériel historique

abondant permettant de juger concrètement de la valeur des nouveaux moyens de lutte, de la grève de masse et de l'utilisation de la violence directe. Ces moyens de lutte sont loin d'être « nouveaux » pour les bolcheviks russes, pour le prolétariat russe. Ils sont « nouveaux » pour les opportunistes qui s'efforcent à tout prix de déraciner de la mémoire des ouvriers d'Occident la Commune, des ouvriers de Russie, décembre 1905. Faire revivre ces souvenirs, assimiler de façon scientifique cette immense expérience*, répandre dans les masses ses leçons et la conscience du retour inévitable de cette expérience à une nouvelle échelle, cette tâche des social-démocrates révolutionnaires en Russie nous ouvre des perspectives considérablement plus riches de contenu que l'« antiopportunisme » borné et l'« antiparlementarisme » des syndicalistes.

*Contre* le syndicalisme en tant que courant particulier, le camarade Voïnov a lancé quatre accusations (p. 19 et suivantes de sa brochure), qui mettent parfaitement en relief sa fausseté : 1) « inconsistance anarchiste de l'organisation » ; 2) excitation des ouvriers au lieu de la création de la solide « forteresse d'une organisation de classe » ; 3) caractère individualiste petit-bourgeois de l'idéal et de la théorie proudhonienne ; 4) stupide « aversion de la politique ».

Il y a ici beaucoup de traits communs avec le vieil « économisme » des social-démocrates russes. C'est pourquoi je ne suis pas aussi optimiste que le camarade Voïnov quant à la « réconciliation » avec la social-démocratie révolutionnaire des économistes passés au syndicalisme. Je pense également que les projets du camarade Voïnov visant à faire jouer à un « conseil général ouvrier » le rôle de super-arbitre, avec participation des socialistes-révolu-

* Il est naturel que les cadets s'adonnent aujourd'hui avec amour à l'étude de l'histoire des deux Doumas. Il est naturel qu'ils voient une perle de la création dans les platitudes et les trahisons du libéralisme à la Roditchev et à la Koutlérov. Il est naturel qu'ils falsifient l'histoire en passant sous silence leurs pourparlers avec la réaction, etc. Mais il n'est pas naturel que les social-démocrates renoncent à étudier avec amour l'expérience d'octobre-décembre 1905, dont chacune des journées eut infiniment plus d'importance pour les destinées de tous les peuples de Russie et de la classe ouvrière en particulier, que les phrases « loyales » de Roditchev à la Douma.

tionnaires à ce conseil, sont absolument dénués d'esprit pratique. C'est confondre la « musique de l'avenir » avec les formes d'organisation du présent. Mais je ne redoute nullement les perspectives suivantes du camarade Voïnov : « subordonner les organisations politiques à une organisation sociale de classe »... « *seulement lorsque* (je continue à citer le camarade Voïnov en soulignant les mots essentiels). ... *tous les syndicalistes seront socialistes* ». L'instinct de classe de la masse prolétarienne a *déjà* commencé à se manifester avec force en Russie. D'ores et déjà cet instinct de classe nous donne d'immenses garanties à la fois contre l'inconsistance petite-bourgeoise des socialistes-révolutionnaires et contre le servilisme des mencheviks à l'égard des cadets. D'ores et déjà nous pouvons dire hardiment que l'organisation *ouvrière* de masse en Russie (si elle se constitue et pour autant qu'elle existe, ne serait-ce qu'une minute, lors des élections, des grèves, des manifestations, etc.) sera *à coup sûr* plus près du bolchevisme, de la social-démocratie révolutionnaire que de tout autre chose.

Le camarade Voïnov qualifie avec juste raison l'aventure du « congrès ouvrier » d'entreprise « peu sérieuse ». Travaillons avec ardeur dans les syndicats, travaillons dans *tous* les domaines à répandre la théorie révolutionnaire du marxisme dans le prolétariat et à créer la « forteresse » d'une organisation *de classe*. Tout le reste viendra ensuite.

*Ecrit en novembre 1907.*
*Publié pour la première fois en 1933, dans le Recueil Lénine XXV*

*Conforme au manuscrit*

# LA QUESTION AGRAIRE ET LES «CRITIQUES DE MARX»[90]

*Ecrit en automne 1907.*
*Publié pour la première fois en 1908 : les chapitres X et XI dans le recueil : Vl. Iline, « La question agraire », Ire partie, St-Pétersbourg ; le chapitre XII dans le recueil «La vie courante », St-Pétersbourg*

*Conforme au texte des recueils*

## X

## L'« OUVRAGE » D'UN BOULGAKOV ALLEMAND, E. DAVID

Le livre de E. David « *Socialisme et agriculture* » est un résumé particulièrement maladroit et volumineux des procédés et raisonnements erronés que nous avons vus chez MM. Boulgakov, Hertz et Tchernov. Nous aurions pu, par conséquent, passer David absolument sous silence. Mais étant donné que son « ouvrage » est sans conteste à l'heure actuelle le travail le plus important du révisionnisme sur la question agraire, nous considérons qu'il est indispensable de caractériser une nouvelle fois quel genre de travaux savants produisent messieurs les révisionnistes.

David consacre en entier le chapitre IV de son livre (pp. 115-193 de la traduction russe) à la question des machines dans l'agriculture, sans compter les nombreuses évocations particulières sur ce sujet dans les autres chapitres. L'auteur examine de manière circonstanciée des centaines de détails *techniques* en y noyant le fond politico-économique du problème. Dans l'agriculture, les machines ne jouent pas le même rôle que dans l'industrie ; dans l'agriculture il n'y a pas de moteur central ; la majorité des machines ne se trouve en activité que d'une manière temporaire ; une partie des machines ne diminue pas les frais de production, etc., etc. David considère que de telles conclusions (cf. pp. 190-193, un résumé sur la question des machines) réfutent la théoric marxiste ! Mais c'est em-

brouiller la question, au lieu de l'éclairer. Le retard de l'agriculture par rapport à l'industrie de transformation ne fait pas le moindre doute. Montrer ce retard ne sert à rien. En examinant point par point comment ce retard apparaît, en accumulant exemples sur exemples et en enfilant des cas, David ne fait qu'écarter le véritable objet de la recherche : l'utilisation des machines a-t-elle un caractère capitaliste ? L'accroissement de l'utilisation des machines est-il lié à celui de l'agriculture capitaliste ?

David ne comprend absolument pas comment un marxiste doit poser la question. Au fond, son point de vue est celui d'un petit bourgeois, qui se console avec le progrès relativement lent du capitalisme et craint de considérer l'évolution de la société dans son ensemble. Par exemple, David cite Bensing [91] un nombre de fois incalculable au sujet des machines agricoles (pp. 125, 135, 180, 182, 184, 186, 189, 506, etc., de la traduction russe). Véritablement notre David tarabuste le lecteur en passant de points particuliers en points particuliers, sans passer ses matériaux au crible, sans établir de liens entre eux, sans présentation raisonnée de la question, sans aucun but. C'est pourquoi David ne dresse pas le *bilan* des conclusions de Bensing. Ce que j'ai dit en 1901 contre M. Boulgakov s'applique entièrement à David*. Premièrement, le bilan des conclusions de Bensing montre l'avantage indiscutable des exploitations utilisant des machines sur celles qui n'en utilisent pas. Aucune des « corrections » de détail dont David a truffé son livre ne peuvent modifier ce bilan. *David passe sous silence cette conclusion générale* exactement *comme M. Boulgakov* ! Deuxièmement, citant Bensing sans cesse, sans raison et sans lien, David, tout comme M. Boulgakov, *n'a pas remarqué* que le point de vue de Bensing sur les machines dans l'industrie et dans l'agriculture était un point de vue bourgeois. En un mot, David ne comprend même pas l'aspect socio-économique de la question. Il ne sait pas généraliser et mettre en rapport les données de fait témoignant de la supériorité de la grosse exploitation

* Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 5, pp. 132-133. (*N.R.*)

sur la petite. Il ne reste en définitive rien d'autre que les lamentations réactionnaires d'un petit bourgeois, qui fait reposer tous ses espoirs sur le retard de la technique, sur la lenteur du développement du capitalisme. Pour ce qui est de la théorie, le cadet de droite et renégat « chrétien » M. Boulgakov est en tout point identique à l'opportuniste social-démocrate David.

David ne comprend pas non plus l'aspect socio-économique des autres questions, irrémédiablement pas. Voyez sa position fondamentale, son idée favorite, le « clou » de son ouvrage : la *petite production* dans l'agriculture est viable et supérieure à la grande. Mais demandez à David ce que c'est que la petite production.

A la page 29, en note, vous trouvez une réponse précise : « Dans tous les cas où nous parlons de petite production, nous entendons une catégorie d'exploitation qui fonctionne sans aide extérieure permanente, et sans industrie auxiliaire. » La chose est exprimée maladroitement et mal traduite par M. Grossmann, mais elle a tout de même un sens. Vous êtes en droit d'attendre après cela que David examine les conditions de la petite (*par la superficie*) agriculture *du point de vue* de l'utilisation du travail salarié ou de sa vente par le cultivateur.

*Il n'en est rien* !

Le caractère bourgeois de David n'apparaît nulle part avec tant de relief que dans son ignorance complète du problème de l'emploi du travail salarié par les « petits » cultivateurs et de la transformation de ces derniers en ouvriers salariés. La plus complète ignorance, c'est littéralement exact. Il y a des données là-dessus dans les statistiques allemandes : Kautsky les cite brièvement dans sa *Question agraire* (je les ai rapportées moi-même en détail*). David connaît ces statistiques et ne les analyse pas. David cite un tas de monographies particulières et *ignore entièrement* leurs données sur cette question. En un mot, ce petit bourgeois *passe* complètement *sous silence* la question des ouvriers agricoles chez le paysan exploitant.

Voici des exemples.

* Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 5, pp. 196-198. (*N.R.*)

A la page 109 nous lisons : « En général, dans la culture maraîchère comme dans l'agriculture, la petite production est florissante. »

Vous entendez des preuves. On vous offre *uniquement* ce qui suit :

« Selon les statistiques industrielles* de 1895, sur 32 540 entreprises maraîchères et horticoles, 13 247 (40%) avaient une superficie inférieure à 20 ares ; 8 257 (25%) avaient de 20 à 50 ares ; 5 707 (14%) de 50 ares à 1 hectare ; 3 397 (10%) de 1 à 2 hectares et 1 932 (6%) seulement 2 hectares et plus. »

C'est tout. Ceci est censé montrer que la petite production est florissante dans la culture maraîchère. Et on veut faire passer ceci pour un ouvrage savant composé par un expert en agronomie. S'il en est ainsi, nous nous refusons à comprendre ce qu'on appelle le charlatanisme dans les sciences.

Seulement 6% ont 2 hectares et plus, dit David. Il y a en même temps, dans la même statistique d'où il tire ces chiffres, des données sur la *quantité de terre* chez ces 6%. *David passe ces données sous silence.* Et il le fait parce qu'elles détruisent sa théorie. « Mais la bonne moitié de cette superficie (51,39%) est concentrée entre les mains de 1 932 propriétaires, ou 5,94% des maraîchers », ai-je écrit au sujet de ces mêmes données**. Sur ces 1 932 maraîchers 1 441 ont de 2 à 5 hectares ; il leur revient en moyenne 2,76 ha de cultures maraîchères chacun et 109,6 ha de *terre en tout.* 491 propriétaires possèdent 5 ha et plus de cultures maraîchères, soit en moyenne 16,54 ha de ces cultures et 134,7 ha de *terre en tout* (ibid.).

Ainsi, 6% des maraîchers *seulement* concentrent entre leurs mains 51,39% du total des terrains maraîchers. Ce sont de gros capitalistes, chez lesquels la culture maraîchère représente un *complément* de l'agriculture capitaliste (exploitations de 100 à 135 ha). Par conséquent, la culture maraîchère commerciale est très fortement concentrée, de

---

* C'est Betriebsstatistik, apparemment, que M. Grossmann a traduit ainsi. Ah ! ces traductions russes ! Il faut dire « Statistiques des entreprises agricoles ».

** Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 5, p. 219. (*N.R.*)

façon capitaliste. Et David... a l'audace de prétendre que la « petite production », c'est-à-dire la production sans travail salarié, « est florissante ». *Il ne donne aucun renseignement* quant aux dimensions de l'exploitation maraîchère commerciale qui réclament l'aide d'ouvriers salariés.

C'est ainsi que le savant David traite les statistiques. Le fameux Hecht [92], qu'ont invoqué MM. Boulgakov, Hertz et Tchernov* nous donne un exemple de son attitude envers les monographies. Dans son « ouvrage », David paraphrase Hecht sur deux pages (pp. 394-395). Et *comment* le paraphrase-t-il ? *Sans dire un mot du travail salarié.* Sans dire un mot de la manière dont Hecht enjolive la « *sédentarité* » de l'ouvrier de fabrique avec son lopin de terre et confond ouvriers et paysans aisés. Sans dire un mot de ceci : pendant qu'un petit nombre de paysans aisés mène une vie « florissante » la masse se trouve dans une telle situation qu'il lui arrive de vendre son lait pour le remplacer par de la margarine qui est meilleur marché.

Non seulement David se tait à ce sujet, mais il déclare même que « Hecht cite des données extrêmement intéressantes sur les besoins élevés de ces paysans » (p. 395). Il est difficile de se représenter un apologétisme bourgeois plus grossier.

Un mot au sujet de cette notation de Hecht sur les paysans qui vendent leur lait pour acheter de la margarine. On pourrait croire que c'est là un fait des plus notoires pour un économiste. Marx, dès 1847, dans sa *Misère de la philosophie*, notait cette détérioration de l'alimentation du peuple par la faute du capitalisme [93]. En Russie, dès le temps de Engelhardt [94] (années 70), tous ceux qui ont quelque peu consciencieusement étudié le progrès du capitalisme dans l'économie laitière ont souligné de très nombreuses fois ce phénomène. Le « savant » David ne l'a pas remarqué. Il ricane même lorsque les socialistes attirent l'attention sur ce phénomène.

Aux pages 427-428 du livre de David nous lisons des railleries sur Kautsky, qui dit que les centres de ramassage de lait, en favorisant la vente du lait par les paysans, détériorent leur alimentation. Afin que le lecteur puisse juger

* Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 5, pp. 163-168. (*N.R.*)

à sa juste valeur le populiste allemand David, nous citerons textuellement ses propos :

... « Tous les gens ont l'habitude, au cas où ils obtiennent un revenu plus élevé, d'en utiliser une partie au profit de leur estomac. Telle est, pour ainsi dire, la nature de l'homme, qu'il mange très volontiers quelque chose de meilleur, si seulement il a pour ce faire un peu d'argent. Or n'est-il pas étrange au plus haut point, que le paysan seul qui touche, grâce à la coopérative, plus d'argent qu'il n'en avait auparavant — tout le monde est d'accord là-dessus — contre son lait et ses cochons, n'agisse pas du tout comme les autres mortels », etc., etc., etc.

Pas la peine de répondre à cette bouffonnerie de petit bourgeois réactionnaire, évidemment. Il suffit de la montrer aux lecteurs, de l'exhiber au grand jour après l'avoir retirée de dessous un amas de citations agronomiques incohérentes, dispersées tout au long de 550 pages. Il suffit de noter que même l'apologiste bourgeois *cité par David*, Hecht, reconnaît que la détérioration de l'alimentation est *un fait* résultant du remplacement du lait vendu par la margarine bon marché. Cela se rapporte à l'Allemagne du Sud, à une région où domine la petite exploitation paysanne. Sur une autre région, la Prusse-Orientale, nous avons des indications tout à fait analogues, données par Klawki*, qui rapporte que les petits paysans « utilisent très peu de beurre et de lait entier ».

On peut observer l'apologétisme bourgeois de David dans toutes les questions qu'il aborde. Il célèbre, par exemple, les coopératives laitières d'Allemagne et du Danemark sur des dizaines de pages (413-435, etc.). Il cite même des statistiques... mais à propos de l'accroissement du nombre des coopératives ! Il *ne cite pas*, par contre, les données des statistiques allemandes sur la concentration de la production laitière des coopératives entre les mains des grosses exploitations capitalistes**. Les gens comme David ne remarquent pas de telles données dans les statistiques qu'ils utilisent !

---

* Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 5, pp. 176-178. (*N.R.*)
** *Ibid.*, pp., 220-221. (*N.R.*)

« Les paysans danois organisés en coopératives, dit David, l'ont déjà emporté sur les fermes privées des gros propriétaires terriens. » Suit un exemple : une citation du 46e rapport d'un laboratoire expérimental qui dit que le beurre des coopératives est de meilleure qualité que celui des propriétaires fonciers. Et David poursuit :

« De tels résultats ont été atteints par des paysans qui jadis préparaient dans leurs petites exploitations du beurre de qualité inférieure pour lequel ils touchaient à peine la moitié du prix que recevaient les gros exploitants. De plus, *il est question essentiellement des paysans moyens et petits* (les italiques sont de David). En 1898 il y avait au Danemark 179 740 étables : sur ce chiffre, 7 544 seulement, c'est-à-dire 4%, avaient chacune 30 vaches et plus ; 49 371, c'est-à-dire 27,82% avaient chacune de 10 à 29 vaches. 122 589, c'est-à-dire 68,97%, avaient moins de 10 têtes de bétail. Plus de la moitié de ces dernières étables, exactement 70 218, ce qui fait 39,85% du nombre total ne comprenaient que 1 à 3 têtes, c'est-à-dire qu'elles appartenaient aux petites exploitations. Que sur ces petites exploitations la majeure partie fasse partie de coopératives, c'est ce que prouve le fait qu'en 1900 sur un total de près de 1 110 000 vaches à lait au Danemark le lait de 900 000 vaches environ allait aux coopératives laitières » (p. 424).

C'est ainsi qu'argumente le savant David. Il évite les données précises sur la répartition du nombre de vaches dans les exploitations des divers groupes, il lui serait désagréable de les citer. Mais même ces chiffres fragmentaires qu'il rapporte montrent qu'il a complètement défiguré la réalité. En comparant le nombre total de vaches avec la répartition des étables selon le nombre de têtes de bétail qui s'y trouvent, on arrive au tableau suivant, *approximatif, il est vrai**, mais correspondant sans aucun doute dans l'ensemble à la réalité :

* Ces chiffres sont approximatifs : premièrement, parce que le nombre de vaches est celui de 1900 et celui des exploitations de 1898 ; deuxièmement, parce qu'il a fallu établir approximativement le nombre de vaches selon les groupes d'exploitations en l'absence de chiffres précis chez David. La part que nous avons attribuée à la grosse exploitation est inférieure à la réalité : 7 544 exploitations ont 30 vaches et plus. Cela donne, même si l'on prend le minimum, c'est-à-dire 30 vaches par exploitation, 7 544×30=226 320 vaches. Nous avons pris le *plus petit* chiffre parce qu'autrement les dimensions des petites exploitations se rapprocheraient trop des limites inférieures des groupes et non des limites supérieures.

| DANEMARK | Nombre d'exploitations (en milliers) | Nombre de vaches s'y trouvant (en milliers) | Nombre de vaches par exploitation |
|---|---|---|---|
| Exploitations avec 1 à 3 vaches | 70 | 100 | 1,43 |
| Exploitations avec 4 à 9 vaches | 52 | 250 | 4,81 |
| Exploitations avec 10 à 29 vaches | 49 | 550 | 11,22 |
| Exploitations avec 30 vaches et plus | 8 | 200 | 25,00 |
| *Total* | 179 | 1 100 | 6,14 |

On voit d'après ces chiffres, premièrement, que la concentration de l'élevage laitier au Danemark est *très grande.* 750 mille vaches sur 1 100 mille, c'est-à-dire *plus des deux tiers du nombre total*, appartiennent aux *grosses exploitations*, à 57 mille sur 179, c'est-à-dire à moins du tiers du nombre total de propriétaires. De telles exploitations ne peuvent probablement se passer de travail salarié, puisqu'elles ont 10 vaches et plus. Par conséquent, David n'a « pas remarqué » que les exploitations d'élevage sont loin d'être petites ici ; ce n'est pas sur la quantité de terre qu'il faut juger les propriétaires danois. David n'a « pas remarqué » que le grand nombre des petits propriétaires a ici, comme partout et toujours dans l'agriculture capitaliste, une part infime dans la production totale. Il y a 70 mille petits exploitants, c'est-à-dire presque 40%, et ils n'ont que $^1/_{11}$ du nombre total de vaches.

Ensuite, les chiffres cités montrent que les *bienfaits des coopératives*, au Danemark comme en Allemagne, profitent *surtout aux capitalistes.* Si sur 1 100 mille vaches le lait de 900 mille va aux coopératives, cela signifie qu'il reste 200 mille vaches qui sont en *dehors* des « bienfaits » de la vente coopérative. Ce sont surtout les vaches des plus petits exploitants, car nous avons vu d'après les données relatives à l'Allemagne que dans les exploitations inférieures à 2 ha, 0,3% seulement des exploitants faisaient partie de coopératives laitières, tandis qu'il y en avait 35,1% dans les exploitations de 100 ha et plus. Par conséquent,

tout conduit à penser que les petits exploitants (70 mille exploitants avec 100 mille vaches) profitent le moins des bénéfices de la vente coopérative.

L'exemple du Danemark démolit complètement David, en montrant justement la supériorité des grosses et non celle des petites et moyennes exploitations dans la production laitière.

Afin de rendre un peu plus vivants ces chiffres et ces tableaux, afin de montrer le caractère de classe de l'agriculture bourgeoise (ce que le petit bourgeois obtus, David, ignore complètement), nous allons citer un fait remarquable de l'histoire du mouvement ouvrier au Danemark. En 1902, les armateurs danois diminuèrent le salaire des chauffeurs. Ceux-ci répondirent par la grève. L'union de tous les travailleurs des ports les soutint en cessant également le travail. Mais... la grève ne réussit pas à devenir générale, à s'étendre à tous les ports du Danemark. « Le port d'Esbjaerg (sur la côte occidentale du Danemark, important pour le commerce avec l'Angleterre), qui joue un rôle énorme dans l'exportation des produits agricoles danois, ne put être entraîné dans la grève, car les coopératives agricoles danoises déclarèrent qu'elles allaient immédiatement envoyer la quantité requise de ses membres au travail de chargement des bateaux ; les paysans danois ne permettront pas qu'on suspende l'exportation de leurs produits* ».

Ainsi, les coopératives danoises se sont rangées du côté des armateurs contre les ouvriers et ont fait échouer la grève. Il est tout à fait compréhensible, naturellement, que les fermiers capitalistes ayant chacun 10 vaches et plus aient soutenu d'autres capitalistes contre les ouvriers. Ce qui est incompréhensible, c'est que des auteurs dans le genre de David, qui estompent la lutte des classes, se disent socialistes.

Sur la question de l'union des exploitations agricoles et de la production industrielle (raffinage du sucre, distil-

* Emil Helms. *Die socialdemokratische und gewerkschaftliche Bewegung in Dänemark.* Lpz. 1907. S. 138 (Emil Helms. Le mouvement social-démocrate et professionnel au Danemark. Leipzig 1907, p. 138. *N.R.*)

lation de l'alcool, etc.), David fait *exactement la même* erreur que M. Boulgakov. Comme le professeur russe, le « savant » opportuniste allemand *a tout simplement recopié* les tableaux de l'enquête allemande sans chercher à quoi elles se rapportent ! Kautsky affirme que la production du sucre est un exemple de la *grosse* industrie agricole. David cite, pour réfuter ceci, tout comme Boulgakov, des chiffres qui montrent que les petites exploitations unies à la production industrielle sont en plus grand nombre que les grosses (pp. 406, 407, 410 chez David). Le savant statisticien a oublié qu'en général les petites exploitations sont plus nombreuses que les grosses. Au lieu de déterminer le pourcentage des exploitations unies à la production industrielle par rapport au nombre total d'exploitations du groupe donné, il a recopié un tableau donnant le pourcentage de ces exploitations réparties par groupes, par rapport à leur total. J'ai déjà montré en détail cette erreur chez M. Boulgakov*. Il ne reste qu'à noter qu'E. David, lui aussi rempli de scrupule scientifique, ne s'est pas donné non plus la peine de consulter les données existantes *sur la part des terres* à betteraves qui se trouve entre les mains des capitalistes.

On voit le degré de comique qu'atteint l'identité d'âme de l'opportuniste allemand et du professeur libéral russe, non seulement à la manière semblablement négligente et maladroite dont ils usent des statistiques, mais encore à la manière tout aussi négligente dont ils citent Marx. David, comme Boulgakov, reconnaît « la loi de la fertilité décroissante du sol ». En vérité, il essaie de l'exposer avec certaines restrictions particulières, de l'entourer de certaines conditions, mais on n'est pas plus avancé. Par exemple à la page 476 David dit que « cette loi ne concerne pas du tout la question des fluctuations de la productivité au moment du passage d'un niveau scientifico-technique à un autre. La loi concerne exclusivement les fluctuations de la productivité à un même niveau scientifico-technique ». C'est exactement la même *restriction* à cette fameuse loi que j'ai soulignée chez Boulgakov** : j'ajoutais alors que

* Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 5, pp. 212-213. (*N.R.*)
** *Ibid.*, pp. 106-107. (*N.R.*)

ce serait une « loi » « si relative qu'*il ne peut plus être question* d'aucune loi, *ni même d'aucune particularité essentielle de l'agriculture* ».

En attendant, David continue à ériger cette loi en trait spécifique de l'agriculture. Il en résulte une confusion inimaginable, car lorsque les conditions « scientifico-techniques » ne changent pas, dans l'industrie aussi les investissements supplémentaires de capital sont extrêmement restreints.

« Le retard de l'agriculture, dit David dans son chapitre de conclusion, s'explique, premièrement, *par le conservatisme des forces organiques de la nature*, ce qui s'exprime dans la loi de diminution des récoltes » (501). On jette déjà par-dessus bord dans cette conclusion, la proposition à peine avancée que la « loi » ne concerne pas les passages à niveau technique supérieur ! « Le conservatisme des forces de la nature » n'est qu'un subterfuge verbal de petit bourgeois réactionnaire, incapable de comprendre les conditions *sociales* qui freinent en particulier l'évolution de l'agriculture. David montre qu'il ne comprend pas que font partie de ces conditions *sociales* : d'abord, les vestiges du féodalisme dans l'agriculture, l'inégalité en droits des journaliers, etc., etc. ; ensuite, la *rente foncière*, qui gonfle les prix et qui *renforce* l'importance des rentes *dans le prix de la terre*.

« Nous pensons, écrit David, qu'actuellement l'agriculture allemande ne pourrait pas produire la quantité indispensable de céréales avec la productivité qui, grâce à la production d'outre-atlantique, est considérée normale du point de vue de la production mondiale. La loi de diminution des récoltes ne permet pas, sans diminution de la productivité, d'augmenter sans limite la quantité de produits sur une superficie de terre limitée » (519) : la dernière phrase est soulignée chez David.

Non, mais voyez-vous cet économiste ? Il déclare que la « loi » de diminution des récoltes ne concerne *exclusivement* que les fluctuations de la productivité à un même niveau scientifico-technique (476). Quant à la conclusion, elle dit : « la loi ne permet pas d'augmenter « sans limite » la quantité des produits » (519) ! D'où vient donc que l'agriculture allemande *ne pourrait être élevée* « au niveau

scientifico-technique » suivant, si la propriété privée de la terre, la rente foncière élevée, l'absence de droits, l'abrutissement et l'humiliation du journalier de ferme, les privilèges sauvages et moyenâgeux des junkers ne l'en empêchaient pas ? ?

L'apologiste bourgeois s'efforce évidemment d'ignorer les causes sociales et historiques du retard de l'agriculture et fait retomber la faute sur « le conservatisme des forces de la nature » et sur « la loi de la fertilité décroissante ». Cette fameuse loi ne contient rien d'autre que de l'apologétisme et de la bêtise.

Et pour ne pas montrer qu'il a cédé aux vieux préjugés de l'économie bourgeoise, David, exactement comme Boulgakov, fait une citation mensongère de Marx. David cite la *même page* du tome III du *Capital* (III. B, II. Theil, S. 277), que celle qu'avait citée M. Boulgakov ! (Voir p. 481 chez David et plus haut l'examen de M. Boulgakov*.)

Ce que j'ai dit sur le *scrupule scientifique* de M. Boulgakov est *entièrement* valable pour David. M. Boulgakov a faussé la citation tirée de Marx. David s'est contenté de citer les premiers mots de la même citation : « On pourra consulter Liebig sur la productivité décroissante du sol quand des investissements successifs de capital sont effectués » (*Das Kapital*, III, B, II. Theil, S. 277) [95]. Comme Boulgakov, David a falsifié Marx, en présentant la chose au lecteur comme si c'était là l'unique indication de Marx. En fait nous le répétons, ceux qui ont lu le III^e^ tome du *Capital* (et la deuxième partie du troisième tome des « Théorien über den Mehrwert » [96]), savent au contraire que Marx a montré *des dizaines de fois* qu'il considérait l'éventualité d'une *baisse* de la productivité des investissements de capital supplémentaires comme tout aussi possible que l'éventualité d'une *augmentation* de la productivité des investissements de capital supplémentaires.

Dans une note de la page 481, David promet d'examiner, dans le futur, le rapport de cette loi et de la rente, et aussi « d'examiner de manière critique la tentative de Marx de développer et d'élargir la théorie de la rente, une fois réfutées les raisons données par Malthus et Ricardo ».

---

* Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 5, pp. 114-117. (*N.R.*)

Présageons que l'examen critique de David sera une répétition des préjugés bourgeois à la M. Boulgakov ou... à la camarade Maslov.

Passons à l'examen d'une autre thèse radicalement erronée de David. Réfuter son apologie ou son utilisation fausse des statistiques est un travail fort ingrat. Sur la question à laquelle nous passons, nous avons quelques nouvelles données qui permettent d'opposer un tableau *effectif* de la réalité aux théories petites-bourgeoises actuelles.

## XI

## L'ÉLEVAGE DANS LES PETITES ET DANS LES GROSSES EXPLOITATIONS

Les « critiques » ou bernsteiniens dans la question agraire pour défendre la petite production invoquent très souvent la circonstance suivante. Les petits cultivateurs élèvent incomparablement plus de bétail par unité de surface de terre que les gros. Par conséquent, dit-on, les petits cultivateurs amendent mieux leur sol. Leur exploitation se trouve à un niveau technique plus élevé, car l'amendement joue un rôle décisif dans l'agriculture contemporaine, et l'amendement, provenant du bétail entretenu dans l'exploitation, surpasse de beaucoup toutes les sortes d'amendement artificiel.

E. David, dans son livre : *Socialisme et agriculture*, attribue à cet argument une importance décisive (pp. 326-526, 527 de la traduction russe). Il écrit en italique : « le fumier est l'âme de l'agriculture » (p. 308) et fait de cette vérité le principal fondement de sa défense de la petite agriculture. Il cite les statistiques allemandes qui montrent qu'on élève plus de bétail par unité de surface dans les petites exploitations que dans les grandes. David est convaincu que ces données résolvent définitivement en sa faveur la question de la supériorité de la grosse ou de la petite exploitation en agriculture.

Regardons d'un peu plus près cette théorie et l'âme-fumier de l'agriculture.

Le principal argument de David et de ses nombreux partisans parmi les économistes bourgeois, est d'ordre statistique. On compare la quantité de bétail (par unité de

surface) dans des exploitations de différentes dimensions. En procédant ainsi, on suppose de manière tacite qu'on compare des grandeurs de même nature, c'est-à-dire qu'une même quantité de bétail d'un genre déterminé représente dans les grandes comme dans les petites exploitations une valeur agricole égale, pour ainsi dire. On suppose qu'une égale quantité de bétail donne une égale quantité de fumier, que le bétail se caractérise par des qualités plus ou moins semblables dans les grandes exploitations et les petites, etc.

Il est évident que c'est de la justesse de cette supposition habituellement tacite que dépend entièrement l'importance démonstrative de l'argument examiné. Cette thèse est-elle juste ? Si, de statistiques brutes, grossières et mal fondées, nous passons à l'analyse des conditions socio-économiques de la petite et de la grosse production dans son ensemble, nous verrons d'emblée que cette thèse présente comme démontré ce qui justement doit l'être. Le marxisme affirme que dans la petite production les conditions d'élevage du bétail (et aussi, comme nous l'avons vu, les soins à donner à la terre et l'entretien de l'ouvrier agricole) sont *plus mauvaises* que celles des grosses exploitations. L'économie politique bourgeoise, et les bernsteiniens à sa suite, affirment le contraire : en raison du *zèle* du petit cultivateur, les conditions d'élevage du bétail sont bien meilleures dans les petites exploitations que dans les grandes. Pour trouver des données statistiques qui fassent la lumière sur *cette* question, ce ne sont pas du tout les statistiques avec lesquelles David opère qui sont nécessaires. Ce qu'il faut, ce ne sont pas des enquêtes statistiques sur la quantité de bétail dans les exploitations de dimensions différentes, mais sur la qualité. Il existe une telle étude dans la littérature économique allemande et peut-être même plus d'une. Et il est au plus haut point caractéristique que David, qui a rempli son livre d'une masse de citations hors de propos tirées de tous les ouvrages agronomiques possibles, ait passé complètement sous silence les tentatives qu'on trouve dans la littérature pour découvrir les conditions internes de la petite et de la grande exploitation, sur la base d'enquêtes détaillées. Nous allons faire connaître au lecteur un de ces ouvrages que David a ignoré et qui ne le méritait pas.

Drechsler, spécialiste allemand connu des questions d'économie rurale, a fait paraître les résultats d'une « enquête statistique sur l'agriculture » monographique au sujet de laquelle il a dit justement que « pour la précision des résultats, il est peu probable qu'elle ait son égale ». Dans la province de Hanovre, 25 localités rurales ont été étudiées (22 villages et trois exploitations de hoberaux), à propos desquels on a rassemblé, pour chaque exploitation séparément, des données non seulement sur la quantité de terre et de bétail, *mais aussi sur la qualité du bétail.* Pour la déterminer, on a utilisé un procédé particulièrement précis : on a établi le *poids vif** en kilogramme de chaque tête de bétail « sur la base d'une évaluation aussi précise que possible de chaque tête, évaluation faite par des personnes compétentes ». On a obtenu des données sur le poids vif de chaque sorte d'animal dans des exploitations de dimensions différentes. De plus l'enquête a été répétée : la première a eu lieu en 1875, la seconde en 1884. Les données ont été publiées par Drechsler** dans leur état brut, pour chacune des trois propriétés et pour les trois groupes de villages : de plus les exploitations paysannes dans les villages ont été réparties en 7 groupes selon la quantité de terre (plus de 50 hectares, de 25 à 50, de 12,5 à 25, de 7,5 à 12,5, de 2,5 à 7,5, de 1,25 à 2,5, et moins de 1,25 hectare). Si l'on prend en considération que les données de Drechsler sont relatives à onze sortes différentes de bétail, la complexité de tous ces tableaux devient claire pour le lecteur. Pour obtenir des données générales, permettant de

* David connaît parfaitement ce procédé des agronomes qui consiste à déterminer le poids vif des bêtes. A la page 367, il raconte en détail quel est le poids vif des *diverses espèces* de bétail à cornes pour la viande, le lait ou le trait, etc. Il copie ces données chez les agronomes. Il ne lui vient pas à l'esprit que pour un économiste en général, et un socialiste en particulier, l'important n'est pas la différence d'espèce du bétail, mais la différence de *conditions d'élevage* dans les petites et les grandes exploitations, dans les exploitations « paysannes » et les exploitations capitalistes.

** Pour 1875 dans « *Schriften des Vereins für Sozialpolitik* », Band XXIV, S. 112 (« Bäuerliche Zustände », B. III), et pour 1884 dans « *Thiel's landwirtschaftliche Jahrbücher* », Band XV (1886) (Travaux de l'Union de politique sociale, tome XXIV, p. 112 (« Situation des paysans », tome III), et pour 1884 dans *Annuaires agricoles de Thiel*, tome XV (1886). (*N.R.*)

passer en revue les conclusions générales et fondamentales, nous allons répartir *toutes* les exploitations en *cinq* groupes principaux : a) les grosses propriétés ; b) les exploitations paysannes ayant plus de 25 ha de terre ; c) de 7,5 à 25 ha ; d) de 2,5 à 7,5 et e) moins de 2,5 ha.

Le nombre d'exploitations dans ces groupes et la quantité de terre qu'elles avaient en 1875 et en 1884 sont les suivants :

| | en 1875 | | | en 1884 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre d'exploitations | Quantité de terre de ces exploitations | Quantité de terre par exploitation | Nombre d'exploitations | Quantité de terre de ces exploitations | Quantité de terre par exploitation |
| | en hectares | | | | | |
| a) propriétés | 3 | 689 | 229 | 3 | 766 | 255 |
| b) ex. de 25 ha et plus | 51 | 1 949 | 38 | 58 | 2 449 | 42 |
| c) „ „ 7,5 ha à 25 ha | 274 | 3 540 | 13 | 248 | 3 135 | 12 |
| d) „ „ 2,5 ha à 7,5 ha | 442 | 1 895 | 4,3 | 407 | 1 774 | 4,3 |
| e) „ moins de 2,5 ha | 1 449 | 1 279 | 0,88 | 1 109 | 1 027 | 0,92 |
| *Total* | 2 219 | 9 352 | 4,2 | 1 825 | 9 151 | 5,0 |

Pour expliquer ces chiffres, nous nous arrêterons avant tout sur le type économique des exploitations de dimensions différentes. Drechsler considère que les exploitations de $7^1/_2$ ha et plus ne peuvent se passer de travail salarié. On a donc (en 1875) 325 exploitations paysannes qui embauchent des ouvriers. Tous les exploitants ayant moins de $2^1/_2$ ha doivent exercer un travail salarié. Sur les exploitations ayant de 2,5 à 7,5 ha (dimension moyenne =4,3 ha), la moitié, d'après les comptes de Drechsler, ne s'embauche pas, l'autre moitié doit exercer un travail salarié. Par conséquent, sur le total des exploitations paysannes, 325 sont capitalistes, 221 sont de petites exploitations « de travail » (comme diraient nos populistes), qui n'utilisent ni n'exercent de travail salarié, et 1 670 semi-prolétaires qui se louent comme ouvriers salariés.

Malheureusement, la classification de Drechsler diverge d'avec celle des statistiques allemandes en général, qui

considère les propriétaires de 5 à 20 ha comme la paysannerie moyenne. Il n'en reste pas moins un fait certain, c'est que la majorité de ces paysans moyens ne se passent pas d'ouvriers salariés. Les paysans « moyens » en Allemagne sont de petits capitalistes. Quant aux paysans qui n'utilisent pas de travailleurs salariés et qui ne s'embauchent pas eux-mêmes, ils constituent une infime minorité : 221 sur 2 216, c'est-à-dire un dixième.

Ainsi, les groupes d'exploitations que nous avons pris selon leur type économique, se caractérisent de la manière suivante : a) les grosses exploitations capitalistes ; b) les moyennes exploitations capitalistes (« Grossbauern ») ; c) les petites exploitations capitalistes ; d) les petites exploitations paysannes et e) les exploitations semi-prolétaires.

Le nombre total d'exploitations et la quantité totale de terre ont diminué de 1875 à 1884. Cette diminution a lieu surtout dans les petites exploitations : le nombre de celles qui avaient jusqu'à 2,5 ha a diminué de 1 449 à 1 109, c'est-à-dire de 340 exploitations, presque du quart. Au contraire, le nombre des très grosses exploitations (plus de 25 ha) a augmenté de 54 à 61, et leur quantité de terre de 2 638 ha à 3 215 ha, c'est-à-dire de 577 hectares. Par conséquent, l'amélioration générale et l'élévation de la culture dans cette région, qui provoquent l'enthousiasme de Drechsler, marquent la concentration des exploitations rurales entre les mains de propriétaires dont le nombre *diminue*. Le « progrès » a arraché à l'agriculture presque 400 exploitants sur 2 219 (vers 1884 il en restait 1 825) et a augmenté, chez ceux qui restent, la quantité moyenne de terre par exploitation de 4,2 hectares à 5. Dans une région, le capitalisme concentre une branche déterminée de l'agriculture et rejette dans le prolétariat une série de petits exploitants. Dans une autre région, le développement d'une agriculture commerciale crée de nouveaux petits exploitants (par exemple l'exploitation laitière dans les villages aux abords des villes et dans les pays entiers qui envoient leurs produits à l'étranger, comme le Danemark). Dans d'autres régions encore, le morcellement des moyennes exploitations augmente le nombre des petites. Les statistiques brutes cachent ces processus, pour l'étude desquels les enquêtes détaillées sont nécessaires.

Le progrès de l'agriculture dans la région décrite s'exprime en particulier par l'amélioration de l'élevage. Or, le nombre de têtes du troupeau a diminué. En 1875, il y en avait 7 802 (traduit en gros bétail), en 1884, 6 993. Dans des statistiques brutes, cette diminution quantitative du troupeau serait l'indice du déclin de l'élevage. En réalité, la qualité du troupeau s'est améliorée, de telle sorte que si l'on prend non pas le nombre de têtes de bétail, mais le « poids vif » en général on a 2 556 872 kilogrammes en 1875 et 2 696 107 kg en 1884.

Le progrès capitaliste de l'élevage ne se fait pas sentir seulement et parfois même pas autant dans l'augmentation des chiffres que dans l'amélioration de la qualité, dans le remplacement d'un troupeau de mauvaise qualité par un troupeau de bonne qualité, dans l'augmentation du fourrage, etc.

*Nombre moyen de têtes de bétail par exploitation*

| | en 1875 | | | en 1884 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | gros bétail | petit bétail | Total | gros bétail | petit bétail | Total |
| | (traduit en gros bétail) | | | | | |
| a) propriétés | 105 | 69 | 174 | 110 | 41 | 151 |
| b) ex. de 25 ha et plus | 13,2 | 11,0 | 24,2 | 13,7 | 10,5 | 24,2 |
| c) „ „ 7,5 à 25 ha | 5,4 | 3,8 | 9,2 | 4,9 | 4,2 | 9,1 |
| d) „ „ 2,5 à 7,5 ha | 2,2 | 1,4 | 3,6 | 2,2 | 1,8 | 4,0 |
| e) „ moins de 2,5 ha | 0,3 | 0,6 | 0,9 | 0,4 | 0,7 | 1,1 |
| *Total* | 1,7 | 1,5 | 3,2 | 2,0 | 1,8 | 3,8 |

Dans les très grosses exploitations, la quantité de bétail a diminué. Dans les plus petites, elle a augmenté, et cela d'autant plus vite que l'exploitation était plus petite. Il semblerait qu'il y ait progrès de la petite production et regression de la grosse ? que la théorie de David soit confirmée ?

Mais il suffit de prendre les données sur le *poids moyen* du bétail, et l'illusion se dissipe.

| | Poids moyen (en kilogrammes) d'une tête de bétail | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | en 1875 | | | en 1884 | | |
| | gros | petit* | total | gros | petit | total |
| a) propriétés | 562 | 499 | 537 | 617 | 624 | 619 |
| b) ex. de 25 ha et plus | 439 | 300 | 376 | 486 | 349 | 427 |
| c) „ 7,5 à 25 ha | 409 | 281 | 356 | 432 | 322 | 382 |
| d) „ 2,5 à 7,5 ha | 379 | 270 | 337 | 404 | 287 | 352 |
| e) „ moins de 2,5 ha | 350 | 243 | 280 | 373 | 261 | 301 |
| *Moyenne* | 412 | 256 | 354 | 446 | 316 | 385 |

La première conclusion à tirer de ces données est que la qualité du bétail est d'autant meilleure que les dimensions de l'exploitation sont importantes. La différence, sous ce rapport, entre les exploitations capitalistes et les petites exploitations ou les exploitations semi-prolétaires, est énorme. Par exemple, en 1884, cette différence entre les exploitations les plus grosses et les plus petites dépasse *cent pour cent* : le poids moyen d'une tête de bétail moyenne est de 619 kilogrammes dans les grosses exploitations capitalistes, alors qu'il est de 301 kilogrammes dans les exploitations semi-prolétaires, c'est-à-dire plus de deux fois moins ! On peut juger d'après cela combien superficiel est le raisonnement de David et de ses adeptes, quand ils supposent que la qualité du bétail est identique dans les grosses et dans les petites exploitations.

Nous avons déjà montré plus haut que le bétail était en général moins bien entretenu dans une petite exploitation. Nous avons maintenant les faits qui le confirment. Les données sur le poids vif du bétail donnent l'idée la plus précise de *toutes* les conditions dans lesquelles le bétail est élevé : nourriture, local, travail, soins, tout ceci s'additionne pour ainsi dire dans les résultats exprimés statistiquement dans la monographie de Drechsler. Il apparaît

* Le petit bétail de toutes sortes est traduit en gros bétail selon les normes usuelles. Pour l'une des années et l'une des onze types de bétail, le nombre de têtes est approché: on ne possède de données que sur le poids et non sur le nombre de têtes.

que tout le « zèle » du petit paysan pour soigner le bétail, zèle célébré par notre M.V.V. [97] et par l'Allemand David, n'est pas en mesure d'égaler même approximativement les avantages de la grosse production qui donne des produits d'une qualité deux fois meilleure. Le capitalisme condamne le petit paysan à un éternel bagne, à une vaine dilapidation du travail, car des soins scrupuleux apportés au bétail lorsque les moyens et le fourrage manquent, lorsque le bétail est de mauvaise qualité, le local mauvais, etc., sont équivalents à une dépense de travail inutile. L'économie politique bourgeoise ne met pas au premier plan, dans son appréciation, le fait que le capitalisme ruine et opprime le paysan, mais le « zèle » du travailleur (qui travaille *pour le capital* dans les pires conditions d'exploitation).

La deuxième conclusion à tirer des données que nous avons citées est que la qualité du bétail, pour les dix années, s'est améliorée en moyenne, et aussi dans toutes les catégories d'exploitations. Mais, comme résultat de cette amélioration générale, la différence de conditions dans l'élevage des grosses et des petites exploitations n'est pas devenue moins mais *plus* importante. L'amélioration générale n'a pas mis les grosses et les petites exploitations sur un pied d'égalité, mais a approfondi le fossé entre elles, car la grosse exploitation distance la petite dans ce processus d'amélioration. Voici la comparaison du poids moyen d'une tête de bétail moyenne selon les groupes en 1875 et en 1884.

| | Poids moyen d'une tête de bétail moyenne en kilogramme | | Augmentation de | Augmentation en pourcentage |
|---|---|---|---|---|
| | 1875 | 1884 | | |
| a) propriétés | 537 | 619 | +82 | +15,2 |
| b) ex. de 25 ha et plus | 376 | 427 | +51 | +13,6 |
| c) „ „ 7,5 à 25 ha | 356 | 382 | +26 | + 7,3 |
| d) „ „ 2,5 à 7,5 ha | 337 | 352 | +15 | + 4,4 |
| e) „ moins de 2,5 ha | 280 | 301 | +21 | + 7,5 |
| *Moyenne* | 354 | 385 | +31 | +8,7 |

L'amélioration est plus importante dans les grosses exploitations capitalistes, ensuite dans les moyennes, tout à

fait infime dans les petites exploitations paysannes et très insignifiante dans les autres. Drechsler, comme l'écrasante majorité des agronomes qui écrivent sur les questions de l'économie agricole, n'a remarqué que l'aspect technique du problème. Dans la cinquième conclusion qu'il tire de la comparaison des années 1875 et 1884, il dit : « On observe un progrès très important dans l'élevage * : une diminution du nombre de têtes de bétail et une amélioration de la qualité ; le poids vif moyen d'une tête de bétail a augmenté de manière importante dans chacun des trois groupes de villages **. Cela indique que *plus ou moins partout* (ziemlich allgemein), il s'est produit une amélioration substantielle dans l'élevage du bétail, le fourrage et les soins. »

Les mots que nous avons soulignés : « plus ou moins partout » montrent justement que l'auteur a laissé de côté l'aspect socio-économique du problème ; « plus » se rapporte aux grosses exploitations, « moins », aux petites. Drechsler ne l'a pas remarqué, car il a porté son attention sur les données concernant les groupes de villages, et non les groupes d'exploitations de type différent.

Passons maintenant aux données sur le bétail de trait qui jettent une lumière sur les conditions d'exploitation dans le sens étroit, agricole, du terme. Les exploitations que nous examinons se caractérisent par les chiffres suivants, en ce qui concerne la quantité de bétail de trait ***.

Par conséquent, les exploitations semi-prolétaires (moins de 2,5 ha ; en 1884, il y en avait 1 109 sur 1 825) dans leur grande majorité n'ont pas de bétail de trait. On ne peut même pas considérer ces exploitations comme des exploitations agricoles dans le sens réel du terme. En tout cas, on ne peut comparer, d'après les conditions d'emploi du bétail de trait, des grosses exploitations avec des exploitations qui, à 93% ou à 84%, n'utilisent pas du tout

* Drechsler parle ici du bétail en entier, excepté le bétail de trait (Nutzvieh). Nous citerons plus loin les données sur le bétail de trait. La conclusion générale reste la même quels que soient le type de bétail ou les groupes de types de bétail que nous prenions.

** Drechsler répartit ses vingt-deux villages en trois groupes selon leur situation géographique et d'autres conditions d'exploitation. Nous n'avons pris que les données finales afin de ne pas encombrer l'article de chiffres. Les conclusions ne changent pas quels que soient les groupes de villages que nous prenions.

*** Voir le tableau page 202. (*N.R.*)

| | Têtes de bétail de trait en moyenne par exploitation | |
|---|---|---|
| | 1875 | 1884 |
| a) propriétés | 27 | 44 |
| b) exploitations de 25 ha et plus | 4,7 | 5,5 |
| c) „ „ 7,5 à 25 ha | 2,1 | 2,4 |
| d) „ „ 2,5 à 7,5 ha | 1,3 | 1,5 |
| e) „ moins de 2,5 ha | 0,07 | 0,16 |
| *Moyenne* | 0,7 | 1,0 |

de bétail de trait. Si donc nous comparons, sous ce rapport, les grosses exploitations capitalistes et les petites exploitations paysannes, nous voyons que dans les premières (groupe a) il y a 132 têtes de bétail de trait pour 766 ha de terre, dans les dernières (groupe d) 632 têtes de bétail pour 1 774 ha (en 1884), c'est-à-dire dans les premières une tête de bétail de trait pour à peu près *six* hectares, dans les dernières pour à peu près *trois* hectares. Il est clair que les petites exploitations portent des frais *deux fois* plus grands pour l'entretien du bétail de trait. La petite production signifie la fragmentation des moyens techniques d'exploitation et la dilapidation du travail en vertu de cette fragmentation.

Le fait que les petites exploitations doivent recourir à l'utilisation de bétail de trait de *mauvaise qualité*, en particulier à l'utilisation de vaches en qualité de bêtes de trait, est en partie la cause de cette fragmentation. Il y avait le pourcentage suivant de vaches dans le nombre total de têtes de bétail *de trait* :

| | en 1875 | en 1884 |
|---|---|---|
| a) propriétés | — | — |
| b) exploitations de 25 ha et plus | — | 2,5% |
| c) „ „ 7,5 à 25 ha | 6,3% | 11,4% |
| d) „ „ 2,5 à 7,5 ha | 60,7% | 64,9% |
| e) „ moins de 2,5 ha | 67,7% | 77,9% |
| *Moyenne* | 27,0% | 33,4% |

On voit clairement de ce tableau que l'utilisation de vaches pour les travaux des champs augmente et que dans les petites exploitations et les exploitations semi-prolétaires, la majeure partie du bétail de trait est constituée par des vaches. David est enclin à considérer ceci comme un progrès exactement comme Drechsler qui s'en tient à un point de vue tout à fait bourgeois et qui écrit dans ses conclusions : « Un grand nombre de petits exploitants sont passés à l'utilisation *plus rationnelle pour eux* des vaches comme de bêtes de trait. » C'est plus « rationnel » pour les petits exploitants, parce que c'est *meilleur marché*. Et meilleur marché parce qu'on remplace le bétail de trait le meilleur par le moins bon. Le progrès des petits paysans qui ravit les David et les Drechsler équivaut tout à fait à celui des tisseurs à la main en train de disparaître, qui utilisent des matériaux de plus en plus mauvais, rebuts de la production industrielle.

Le poids moyen des vaches de trait était en 1884 de 381 kilogrammes *, alors que celui des chevaux de trait était de 482 kg, et celui des bœufs de trait, de 553 kg. Cette dernière sorte de bétail de trait, la plus résistante, constituait en 1884 plus de la moitié de l'ensemble du bétail de trait des gros exploitants capitalistes ; environ un quart de celui des capitalistes moyens et petits ; moins d'un cinquième de celui des petits paysans et moins d'un dixième de celui des exploitations semi-prolétaires. Par conséquent, plus l'exploitation est grosse, plus la qualité du bétail de trait est élevée. Le poids moyen d'une tête de bétail de trait moyenne est le suivant :

| | en 1875 | en 1884 |
|---|---|---|
| a) propriétés | 554 | 598 |
| b) exploitations de 25 ha et plus | 542 | 537 |
| c) » » 7,5 à 25 ha | 488 | 482 |
| d) » » 2,5 à 7,5 ha | 404 | 409 |
| e) » moins de 2,5 ha | 377 | 378 |
| *Moyenne* | 464 | 460 |

* Le poids moyen des vaches non utilisées pour les travaux des champs est de 421 kg.

Par conséquent, en général et dans son ensemble, le bétail de trait s'est *détérioré*. En pratique, nous voyons dans les grosses exploitations capitalistes une amélioration importante, dans toutes les autres, une stagnation ou une détérioration. La différence entre grosse et petite production en ce qui concerne la qualité du bétail de trait s'est également *accrue* de 1875 à 1884. L'utilisation, par les petits exploitants, de vaches en qualité de bêtes de trait est un phénomène général en Allemagne *. Et nos données montrent avec précision que ce passage marque une détérioration des conditions de la production agricole, marque la paupérisation croissante du paysan.

Afin de mettre un terme à la revue des données de la monographie de Drechsler, nous citerons encore la quantité et le poids de l'ensemble du bétail par unité de superficie, c'est-à-dire le décompte que fait David d'après les données des statistiques agricoles allemandes en général :

| | Pour 1 ha de terre | | | |
|---|---|---|---|---|
| | total des têtes de bétail (traduit en gros bétail) | | poids de l'ensemble de bétail en kilogrammes | |
| | 1875 | 1884 | 1875 | 1884 |
| a) propriétés | 0,77 | 0,59 | 408 | 367 |
| b) exploitations de 25 ha et plus | 0,63 | 0,57 | 238 | 244 |
| c) „ „ 7,5 à 25 ha | 0,71 | 0,72 | 254 | 277 |
| d) „ „ 2,5 à 7,5 ha | 0,85 | 0,94 | 288 | 328 |
| e) „ moins de 2,5 ha | 1,02 | 1,18 | 286 | 355 |
| *Moyenne* | 0,77 | 0,76 | 273 | 294 |

C'est à ces données sur le nombre de têtes de bétail à l'hectare que se borne David. Dans notre exemple, comme

* Voir plus haut, à ce propos, le chapitre VIII : « Données générales de la statistique agricole allemande ». (Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 5, pp. 196-208. *N.R.*)

dans l'agriculture allemande dans son ensemble, ces données montrent la *diminution* de la quantité de bétail par unité de surface dans les grosses exploitations. En 1884, par exemple, il y a exactement deux fois plus de bétail à l'hectare dans les exploitations semi-prolétaires que dans les grosses exploitations capitalistes (1,18 contre 0,59). Mais nous savons maintenant qu'en comptant ainsi on compare des choses incomparables. Les données sur le poids du bétail montrent les rapports réels des exploitations : la grosse production se trouve mieux placée sous ce rapport également puisqu'elle possède le *maximum* de bétail par rapport au poids sur chaque unité de superficie, et, par conséquent, le *maximum* de fumier également. De la sorte, la conclusion de David selon laquelle les petites exploitations jouissent, dans l'ensemble, d'un meilleur amendement est franchement contraire à la réalité. Il faut en plus avoir en vue que nos données, premièrement, ne concernent pas les engrais artificiels dont l'achat n'est possible que pour des exploitants aisés, et que, deuxièmement, la comparaison de la quantité de bétail selon le poids met sur le même pied le gros et le petit bétail, par exemple, 45 625 kg est le poids de 68 têtes de bétail dans une grosse exploitation, et 45 097 kg, le poids de 1 786 *chèvres* dans les petites exploitations (en 1884). En fait, la supériorité des grosses exploitations pour ce qui est du fumier, est plus importante que ne le montrent nos chiffres *.

Résultat : grâce à la phrase « le fumier est l'âme de l'agriculture », David a éludé les rapports socio-économiques dans les exploitations spécialisées dans l'élevage et a présenté le problème sous un aspect complètement faux.

La grosse production dans l'agriculture capitaliste a une supériorité énorme sur la petite en ce qui concerne la

---

* Rappelons les indications de Klawki citées plus haut (chap. VI). (Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 5, p. 172. *N.R.*) : « chez les petits cultivateurs le fumier est de qualité inférieure : la paille de leurs blés est plus courte ; la majeure partie de cette paille sert de fourrage (d'où nourriture du bétail plus mauvaise), et il en reste moins pour les litières. »

qualité du bétail en général, la qualité du bétail de trait en particulier, les conditions d'entretien du bétail, son amélioration et son utilisation pour l'amendement.

## XII

## LE «PAYS IDÉAL» DU POINT DE VUE DES ADVERSAIRES DU MARXISME DANS LA QUESTION AGRAIRE*

Les rapports agraires et le système agraire au Danemark présentent un très grand intérêt pour l'économiste. Nous avons déjà vu **, comment le principal représentant du révisionnisme dans la littérature actuelle consacrée à la question agraire, Ed. David, utilise à fond l'exemple des unions agricoles et de la « petite culture paysanne » (ou prétendue telle) du Danemark. Heinrich Pudor, dont David a utilisé les travaux, appelle le Danemark « le pays idéal des coopératives agricoles ***. Chez nous également, et tout aussi souvent, les représentants du point de vue libéral et populiste « jouent la carte » du Danemark contre le marxisme, et soutiennent la théorie de la viabilité de la petite exploitation en agriculture ; signalons, entre autres, le discours du libéral Herzenstein à la Ire Douma et celui du populiste Karavaev à la IIe.

Comparativement aux autres pays européens, nous voyons au Danemark une très grande extension de la « petite

---

* Cet article représente un chapitre (le ch. XII) du texte de l'auteur intitulé *La question agraire et les « critiques de Marx »* qui est inclu dans son livre récemment paru *La question agraire*, Ire partie (St-Pétersbourg 1908). Seul un retard accidentel dans la livraison de ce chapitre n'a pas permis de lui donner place dans ce dernier ouvrage ; c'est à lui que se rapportent tous les envois de l'extrait imprimé aujourd'hui.

** VI. Iline, *La question agraire*, Ire partie, article « La question agraire et les « critiques de Marx », chapitres X et XI (Cf. le présent tome, pp. 181-206. *N. R.*).

*** Dr Heinrich Pudor. *Das landwirtschaftliche Genossenschaftwesen im Auslande*, I. B. Lpz, 1904. S.V. (docteur Heinrich Pudor, *Les sociétés agricoles à l'étranger*, 1er tome, Leipzig 1904 p. V. *N.R.*). Pudor est un ennemi acharné du marxisme.

exploitation paysanne » et une agriculture tout à fait florissante, ayant su s'adapter aux nouvelles exigences et conditions du marché. S'il est possible que la petite agriculture soit « florissante » dans les pays de production marchande, alors, bien entendu, de tous les pays européens, le Danemark se trouve dans la situation la meilleure sous ce rapport. C'est pourquoi une connaissance détaillée du système agraire du Danemark présente un double intérêt. Nous allons voir, par l'exemple d'un pays tout entier, quels sont les procédés du révisionnisme dans la question agraire et quels sont les véritables traits fondamentaux du système agraire capitaliste dans un pays capitaliste « idéal ».

Les statistiques agricoles danoises sont organisées sur le modèle des autres pays européens. Mais dans certains cas, elles donnent des informations plus détaillées et des chiffres mieux élaborés, ce qui permet de tenir compte des aspects de la question qui restent habituellement dans l'ombre. Commençons par les données générales sur la répartition des exploitations en groupes selon la superficie de terre. Nous traduirons en hectares (ha) l'unité danoise traditionnelle de mesure de la terre, le « hartkorn », en nous fondant sur les indications fournies par les statistiques agricoles danoises elles-mêmes qui donnent 10 hectares pour un hartkorn *.

Les statistiques agricoles danoises donnent des informations sur la répartition des exploitations en 1873, 1885 et 1895 ; les exploitations se répartissent en onze groupes : sans terre, moins de 0,3 ha (plus exactement moins de 1/32 hartkorn) ; de 0,3 à 2,5 ha ; de 2,5 à 10 ha ; de 10 à 20 ; de 20 à 40 ; de 40 à 80 ; de 80 à 120 ; de 120 à 200 ; de 200 à 300 ; 300 ha et plus. Afin de ne pas trop disperser l'attention du lecteur, nous rassemblons ces groupes en six groupes plus importants.

---

* *Danmarks Statistik. Statistik Aarbog*, 8-de aargang, 1903, p. 31 (*Statistiques du Danemark. Annuaire statistique*, 8e année, 1903, p. 31. *N.R.*), note. Toutes les données qui suivent sont relatives au Danemark proprement dit, c'est-à-dire sans l'île de Bornholm.

| | 1873 | | | | 1885 | | | | 1895 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre d'exploitations | % | Hectares | % | Nombre d'exploitations | % | Hectares | % | Nombre d'exploitations | % | Hectares | % |
| sans terre | 31 253 | 13,3 | — | — | 35 329 | 13,6 | — | — | 32 946 | 12,4 | — | — |
| moins de 2,5 ha | 65 490 | 27,9 | 54 340 | 1,5 | 82 487 | 31,8 | 62 260 | 1,7 | 92 656 | 34,8 | 63 490 | 1,8 |
| de 2,5 à 10 ha | 65 672 | 27,9 | 333 760 | 9,1 | 67 773 | 26,2 | 345 060 | 9,5 | 66 491 | 25,0 | 341 020 | 9,4 |
| de 10 à 40 ha | 41 671 | 17,7 | 928 310 | 25,5 | 43 740 | 16,9 | 966 850 | 26,5 | 44 557 | 16,8 | 981 070 | 26,8 |
| de 40 à 120 ha | 29 288 | 12,5 | 1 809 590 | 49,6 | 27 938 | 10,8 | 1 722 820 | 47,1 | 27 301 | 10,3 | 1 691 950 | 46,4 |
| 120 et plus | 1 856 | 0,7 | 522 410 | 14,3 | 1 953 | 0,7 | 551 530 | 15,2 | 2 031 | 0,7 | 568 220 | 15,6 |
| *Total* | 235 230 | 100,0 | 3 648 410 | 100,0 | 259 220 | 100,0 | 3 648 520 | 100,0 | 265 982 | 100,0 | 3 645 750 | 100,0 |

La première conclusion capitale qui découle de ces données — conclusion que l'économie politique bourgeoise et les révisionnistes qui s'y conforment ne prennent jamais en considération — est que l'immense majorité des terres au Danemark se trouve aux mains de cultivateurs qui pratiquent le mode d'exploitation capitaliste. Il ne fait aucun doute que les propriétaires possédant 120 hectares et plus ne sont pas les seuls à faire marcher leur exploitation à l'aide du travail salarié ; les propriétaires avec 40 hectares de terre et plus en font autant. Ces deux groupes du haut de l'échelle constituaient en 1895 11% du nombre total d'exploitations; or 62% de la quantité totale de terre, c'est-à-dire plus des trois cinquièmes étaient concentrés entre leurs mains. Il y a, à la base de l'agriculture danoise, une grosse et une moyenne agriculture *capitaliste*. Les discussions sur le « pays paysan » et sur la « petite agriculture » sont du vulgaire apologétisme bourgeois, une falsification des faits par les idéologues du capital en titre et les autres.

Il est nécessaire de noter ici qu'au Danemark, comme dans les autres pays européens avec une agriculture à régime capitaliste bien arrêté, la part des groupes supérieurs, capitalistes, dans le total de l'économie nationale change assez peu avec le temps. En 1873, il y avait, dans les 13,2% d'exploitations capitalistes, 63,9% du total de la terre ; en 1885, dans 11,5% des exploitations, 62,3% des terres. Il faut toujours avoir en vue cette stabilité de la grosse agriculture quand il faut comparer les données portant sur plusieurs années, car on peut très souvent observer dans la littérature comment on voile les traits *fondamentaux* de la structure économique et sociale au moyen de comparaisons concernant les changements *de détail*.

La masse des petites exploitations au Danemark, comme dans d'autres pays européens, joue un rôle insignifiant dans la production agricole totale. Le nombre des exploitations avec moins de 10 ha de terre constituait en 1895 72,2% du nombre total d'exploitations, mais elles n'avaient que 11,2% des terres. Cette proportion reste fondamentalement constante en 1885, comme en 1873. Les petites exploitations appartiennent souvent à des semi-prolétaires ; les statis-

tiques allemandes l'ont montré, comme nous l'avons vu, de façon absolue pour les exploitations de moins de 2 ha, et partiellement pour les exploitations de moins de 5 ha. Nous verrons plus loin, en citant des données sur la quantité de bétail dans les exploitations des différents groupes, qu'il ne peut être question d'agriculture indépendante et un tant soit peu solide pour la masse de ces fameux représentants de la « petite agriculture ». 47,2% des exploitations, c'est-à-dire près de la moitié, sont prolétaires ou semi-prolétaires (sans terre et moins de 2,5 ha) ; 25%, c'est-à-dire encore le quart (2,5-10 ha) des petits paysans nécessiteux, telle est la *base* de la prospérité du capitalisme agricole du Danemark. Bien entendu, sur la base des données concernant la quantité de terre, ce n'est que de façon très générale, globale qu'on peut juger d'un pays qui possède un élevage marchand fortement développé. Mais les données sur l'élevage, que nous examinons en détail ci-après ne font que *renforcer* nos conclusions, comme le verra le lecteur.

Voyons maintenant comment la répartition des terres au Danemark entre grosses et petites exploitations a changé de 1873 à 1895. L'accentuation typiquement capitaliste des extrêmes et l'affaiblissement des moyennes exploitations sautent aux yeux de prime abord. Le pourcentage du nombre d'exploitations agricoles (les exploitations sans terre étant exclues) *augmente* dans les plus petites exploitations de moins de 2,5 ha : 27,9% en 1873, 31,8% en 1885 et 34,8% en 1895. Ce pourcentage *diminue* dans *tous* les groupes moyens et ne reste inchangé (0,7%) *que* dans le groupe supérieur (120 ha et plus). Le pourcentage de l'ensemble de la terre *augmente* dans les très grosses exploitations (120 ha et plus) : 14,3% —15,2% —15,6% pour les trois années considérées ; il *augmente* ensuite un peu moins dans les moyennes exploitations paysannes (de 10 à 40 ha : 25,5%, 26,5%, 26,8%), avec une réduction du nombre total d'exploitations dans ce groupe ; il *s'accroît* de façon irrégulière dans les exploitations de 2,5 à 10 ha (9,1%, 9,5%, 9,4%) et *augmente sans cesse* dans les très petites exploitations (1,5, 1,7, 1,8). Il en ressort que la tendance la plus nette est à l'accroissement des très grosses et des très petites exploitations. Pour présenter ce phénomène de façon

plus claire, il faut prendre les dimensions moyennes des exploitations selon les groupes pour différentes années. Voici les données qui en résultent :

| | Dimensions moyennes des exploitations (en hectares) | | |
|---|---|---|---|
| | 1873 | 1885 | 1895 |
| exploitations de moins de 2,5 ha | 0,83 | 0,75 | 0,68 |
| „ „ 2,5 à 10 ha | 5,08 | 5,09 | 5,13 |
| „ „ 10 à 40 ha | 22,28 | 22,08 | 22,01 |
| „ „ 40 à 120 ha | 61,00 | 61,66 | 61,97 |
| „ „ 120 ha et plus | 281,40 | 282,30 | 279,80 |
| *En moyenne* | 15,50 | 14,07 | 13,70 |

Nous voyons d'après ces données que les dimensions des exploitations sont extrêmement stables dans la majorité des groupes. Les variations sont infimes : 1-2% (par exemple, 279,8-282,3 ha, ou 22,01-22,28 ha, etc.). *Seules* les exploitations les plus petites font exception en *se fractionnant* de façon évidente : la diminution des dimensions moyennes de ces exploitations (moins de 2,5 ha) est de 10% de 1873 à 1885 (de 0,83 à 0,75 ha) ; la même chose de 1885 à 1895. L'accroissement général du nombre des exploitations au Danemark va de pair avec une quasi-stabilité de la quantité totale de terre (de 1885 à 1895, il y a même une légère diminution de la quantité totale de terre). De plus, la majeure partie de l'accroissement concerne les très petites exploitations. Ainsi, de 1873 à 1895, le nombre total d'exploitations s'est accru de 30 752 ; le nombre d'exploitations de moins de 2,5 ha, lui, s'est accru de 27 166. On comprend, dans ces conditions, que la diminution des dimensions moyennes de toutes les exploitations en général au Danemark (15,5 ha en 1873, 14,1 en 1885, 13,7 en 1895) marque en fait un *fractionnement exceptionnel des très petites* exploitations.

Le phénomène que nous avons noté devient encore beaucoup plus évident si on prend une répartition en groupes plus petits. Dans l'avant-propos aux statistiques agricoles

de Danemark pour l'année 1895 (*Danmarks Statistik, etc. Danmark Jordbrug*, 4-de Raekke, Nr. 9, litra C *), les auteurs donnent le décompte des changements dans le nombre des exploitations selon les groupes :

| | % d'augmentation ou de diminution | |
|---|---|---|
| | de 1885 à 1895 | de 1873 à 1885 |
| exploitations de 300 ha et plus | +4,2 | +5,0 |
| » 200— 300 ha | 0 | +6,1 |
| » 120— 200 ha | +5,2 | +5,1 |
| » 80— 120 ha | —1,5 | —2,1 |
| » 40— 80 ha | —2,4 | —5,0 |
| » 20— 40 ha | +1,0 | +3,6 |
| » 10— 20 ha | +2,8 | +6,5 |
| » 2,5—10 ha | —1,9 | +3,2 |
| » 0,3— 2,5 ha | +2,1 | +17,8 |
| » 0— 0,3 ha | +25,1 | +37,9 |

Par conséquent, celles qui augmentent, ce sont les exploitations naines qui se consacrent à une culture spécialisée ou bien représentant les « exploitations » des *travailleurs salariés*.

Cette conclusion vaut d'être notée, parce que la « science » apologétique des professeurs a tendance à conclure de la diminution des dimensions moyennes de toutes les exploitations en général, à la supériorité de la petite exploitation sur la grande en agriculture. En fait, nous voyons le progrès de la plus grosse agriculture, la stabilité des dimensions des exploitations dans tous les groupes sauf dans les exploitations les plus petites, et le *morcellement* de ces dernières. Ce morcellement doit être imputé au déclin et l'appauvrissement de la petite agriculture ; l'autre explication possible, le passage de l'agriculture, au sens étroit du terme, à l'élevage, ne peut être adoptée en ce qui concerne les exploitations les plus petites dans leur ensemble, puisque ce passage a lieu dans *tous* les groupes, comme nous allons le voir maintenant. Dans un pays comme le Danemark, les données

* *Statistiques du Danemark, etc. L'agriculture du Danemark*, 4e série, n° 9, lettre C. (*N.R.*).

sur l'élevage sont beaucoup plus importantes que les données sur la superficie de terre pour juger des dimensions de l'exploitation des paysans; sur une même superficie de terre, en effet, sont possibles des exploitations de dimensions différentes lorsque l'élevage et l'exploitation laitière se développent particulièrement vite.

C'est ce phénomène qu'on remarque, comme on le sait, au Danemark. La « prospérité » de l'agriculture danoise dépend surtout des succès rapides de l'élevage commercial avec l'exportation des produits laitiers, de la viande, des œufs, etc., vers l'Angleterre. Nous rencontrons ici la déclaration solennelle de Pudor selon laquelle le Danemark « *doit le développement colossal de sa production laitière à la décentralisation de son élevage* » (passage déjà cité, p. 48, souligné par Pudor). Rien d'étonnant à ce que Pudor avec son système d'idées purement mercantiles ne comprenne rien aux contradictions capitalistes et se permette de déformer ainsi les faits. Mais ce qui est caractéristique au plus haut point, c'est que le petit bourgeois David, qui par inadvertance est compté au nombre des socialistes, se traîne à la suite de Pudor sans élever de critique!

En fait, c'est justement le Danemark qui nous montre de façon particulièrement évidente la *concentration* de l'élevage dans un pays capitaliste. Pudor ne put arriver à la conclusion inverse que grâce à son ignorance extrême et à la falsification des *extraits tronqués* de statistiques qu'il cite dans son livre. Pudor cite, et David le répète servilement, des chiffres qui montrent la répartition du nombre total d'exploitations d'élevage au Danemark selon la quantité de bétail. Il en ressort, d'après Pudor, que 39,85% du nombre total d'exploitations *possédant du bétail*, n'ont que de 1 à 3 têtes, 29,12% de 4 à 9 têtes, etc. Par conséquent, conclut Pudor, la majorité des exploitations sont « petites », on est en présence de « décentralisation », etc.

Premièrement, Pudor cite des chiffres *faux*. Il convient de le noter, car ce Pudor se vante en déclarant qu'on peut trouver dans son ouvrage les données statistiques « les plus récentes », et les révisionnistes « réfutent le marxisme » en invoquant les écrivailleurs bourgeois ignorants. Deuxièmement, et c'est le plus important, le *procédé* d'argumentation des Pudor et David est trop souvent repris par nos

cadets et nos populistes pour qu'on ne s'y arrête pas. Selon *ce* procédé de raisonnement, on arrive inévitablement à conclure à la « décentralisation » de l'*industrie* dans les pays capitalistes les plus avancés, puisque *partout* et *toujours* le pourcentage des établissements extrêmement petits est très élevé, et que le pourcentage des gros établissements est infime. Les Pudor et David oublient seulement un « détail » : la concentration de la majeure partie de la production totale dans un petit nombre de grosses entreprises.

La répartition réelle du bétail à cornes au Danemark selon le dernier recensement du 15 juillet 1898 est la suivante * :

| | | Exploitations | % | Têtes de bétail à cornes | % |
|---|---|---|---|---|---|
| C | 1 tête de bétail à cornes | 18 376 | 10,2 | 18 376 | 1,0 |
| » | 2 têtes » | 27 394 | 15,2 | 54 788 | 3,1 |
| » | 3 » » » | 22 522 | 12,5 | 67 566 | 3,9 |
| » | 4— 5 » » » | 27 561 | 15,2 | 121 721 | 7,0 |
| » | 6— 9 » » » | 26 022 | 14,4 | 188 533 | 10,8 |
| » | 10—14 » » » | 20 375 | 11,3 | 242 690 | 13,9 |
| » | 15—29 » » » | 30 460 | 16,9 | 615 507 | 35,3 |
| » | 30—49 » » » | 5 650 | 3,1 | 202 683 | 11,6 |
| » | 50—99 » » » | 1 498 | 0,8 | 99 131 | 5,7 |
| » | 100—199 » » » | 588 | 0,3 | 81 417 | 4,7 |
| » | 200 têtes et plus » | 195 | 0,1 | 52 385 | 3,0 |
| | *Total* | 180 641 | 100,0 | 1 744 797 | 100.0 |

Ce tableau nous montre quel rôle jouent les nombreuses petites exploitations et les rares grosses exploitations dans l'élevage au Danemark et ce qu'il en est de la fameuse « décentralisation » de la production dans ce « pays idéal ». Il y a 68 292 petites exploitations avec 1 à 3 têtes de bétail à cornes, c'est-à-dire 37,9% du nombre total ; ces exploitations possèdent 140 730 têtes de bétail à cornes, c'est-à-dire

* *Danmarks Statistik* ; *Statistik Tabelvaerk.* Femte Raekke, litra C, n° 2. Kreaturholdet d. 15 juli 1898. Kobenhavn, 1901 (*Statistiques du Danemark. Tableaux statistiques.* 5e série, lettre C, n° 2. L'élevage au 15 juillet 1898. Copenhague, 1901. *N.R.*).

8% du total. Les 783 très gros exploitants, 0,4% du nombre total des exploitants en ont presque autant, 133 802 têtes, c'est-à-dire 7,7%. Les premières ont en moyenne un peu plus de 2 têtes de bétail à cornes, c'est-à-dire une quantité visiblement insuffisante pour faire de l'élevage commercialisé, vendre des produits laitiers et de la viande, sans porter détriment à la nourriture personnelle (rappelons des faits connus : le beurre est vendu et remplacé par de la margarine meilleur marché, etc.). Les seconds ont en moyenne 171 têtes de bétail à cornes chacun. Ce sont les très gros fermiers capitalistes, les « fabricants » de lait et de viande, les « maîtres » du progrès technique et de toutes sortes d'unions agricoles qui enthousiasment les admirateurs petits-bourgeois de la « paix sociale ».

Si nous mettons ensemble les petits et les moyens exploitants, nous avons le nombre total de propriétaires possédant moins de 9 têtes de bétail à cornes ; 121 875 exploitants, c'est-à-dire les deux tiers du nombre total d'exploitants (67,5%). Ils ont 450 984 têtes de bétail à cornes, c'est-à-dire le quart du total (25,8%). Les exploitants possédant 30 têtes et plus en ont presque autant, 435 616 exactement (25%) ; de plus, ils sont 7 931, c'est-à-dire 4,3% du nombre total d'exploitants. Belle « décentralisation » !

En réduisant les petites divisions des statistiques danoises citées plus haut à trois grands groupes, nous obtenons :

| | Nombre d'exploitations | % | Têtes de bétail à cornes | % | Moyenne par exploitation |
|---|---|---|---|---|---|
| Expl. de 1-3 têtes de bétail à cornes | 68 292 | 37,9 | 140 730 | 8,0 | 2,1 |
| » » 4-9 » | 53 583 | 29,6 | 310 254 | 17,8 | 5,8 |
| » » 10 et plus | 58 766 | 32,5 | 1 293 813 | 74,2 | 22,0 |
| *Total* | 180 641 | 100,0 | 1 744 797 | 100,0 | 9,7 |

Ainsi, les *trois quarts* de l'élevage au Danemark sont concentrés aux mains de 58 766 propriétaires, c'est-à-dire moins du *tiers* du nombre total d'exploitants. Ce tiers d'exploitants se taille la part du lion dans les profits de la « prospérité » capitaliste de l'agriculture danoise. De plus, il est nécessaire d'avoir en vue qu'un pourcentage aussi élevé de paysans aisés et de riches capitalistes (32,5%, c'est-à-dire presque le tiers) est obtenu par un mode de calcul artificiel, écartant *tous les exploitants sans bétail.* En fait ce pourcentage est beaucoup plus bas. Le recensement de 1895 a établi, comme nous l'avons vu, à 265 982 le nombre total d'exploitants agricoles au Danemark, et le recensement du bétail du 15 juillet 1898 compte en tout 278 673 exploitants. Par rapport à ce nombre total réel d'exploitants agricoles, les 58 766 exploitants aisés et riches constituent en tout 21,1%, c'est-à-dire *en tout un cinquième.* Si les « exploitants » sans terre constituent les 12,4% du nombre total d'exploitants agricoles au Danemark (1895 : 32 946 sur 265 982), alors les exploitants sans bétail * constituent les 35,1% du *nombre total d'exploitants agricoles au Danemark, c'est-à-dire plus du tiers* (1898 : 98 032 sur 278 673). On peut juger d'après ceci de quelle sorte est le « socialisme » de messieurs tels que David qui ne remarquent pas que la prospérité capitaliste de l'agriculture danoise est basée sur la *prolétarisation massive* de la population paysanne, sur le fait que la *masse* des « exploitants agricoles » est privée des moyens de production.

Passons maintenant aux données retraçant dans leur ensemble l'agriculture et l'élevage au Danemark. Le recensement du 15 juillet 1898 donne des indications détaillées sur la quantité de bétail dans les différents groupes d'exploitants agricoles possédant une certaine quantité de terre. Le nombre de ces groupes dans les statistiques danoises est particulièrement élevé (14 groupes : sans terre, moins

* Il faut dire plutôt exploitants sans bétail à cornes : les statistiques danoises ne donnent malheureusement pas le nombre d'exploitants ne possédant de bétail *d'aucune sorte.* Nous ne connaissons d'après ces statistiques que le nombre de propriétaires de chaque sorte de bétail. Mais le bétail à cornes est, assurément, la base principale de l'ensemble de l'élevage au Danemark.

de $^1/_{32}$ de hartkorn, de $^1/_{32}$ à $^1/_{16}$, de $^1/_{16}$ à $^1/_8$, de $^1/_8$ à $^1/_4$, de $^1/_4$ à $^1/_2$, de $^1/_2$ à 1, de 1 à 2, de 2 à 4, de 4 à 8, de 8 à 12, de 12 à 20, de 20 à 30, 30 et plus). Aussi allons-nous réduire les données à six grands groupes comme nous l'avons fait précédemment*.

Nous voyons d'après ces données, avant tout, combien est grande la concentration de l'élevage *tout entier* au Danemark. Les gros exploitants capitalistes, ceux qui ont plus de 40 ha de terre, constituent la *dixième* partie du nombre total d'exploitants (10,7%) et concentrent en même temps *plus des trois cinquièmes* de toute la terre (62,6%) et *presque la moitié* du bétail : 45,6% du nombre total de chevaux, 48,4% de la quantité totale de bovins, 32,7% du nombre total d'ovins, 44,6% du nombre total de porcs.

Si l'on ajoute à ces exploitants capitalistes la paysannerie aisée, c'est-à-dire les propriétaires de 10 à 40 hectares de terre, nous obtenons un peu plus du quart du nombre total d'exploitants (27,0%), avec concentration de neuf dixièmes de toute la terre, de trois quarts du nombre total de chevaux, des quatre cinquièmes du bétail à cornes, des sept dixièmes du nombre total de porcs, de presque la moitié de la quantité totale de volaille. La grande masse des « exploitants agricoles », presque les trois quarts (73%) possède moins de 10 hectares de terre. Elle constitue dans son ensemble une masse prolétarisée ou semi-prolétarisée et joue un rôle infime dans l'ensemble de l'agriculture et de l'élevage du pays tout entier.

Ensuite, en ce qui concerne la répartition des différentes sortes de bétail, l'élevage des ovins et des porcs mérite une attention particulière. Le premier appartient à une branche d'élevage en déclin, qui n'est pas avantageuse en ce moment pour la majorité des pays européens par suite des conditions du marché, de la concurrence des pays d'outre-océan. Les conditions du marché mondial exigent le remplacement de l'élevage ovin par d'autres types d'élevage. Au contraire, l'élevage des porcs appartient à une branche d'élevage pour la boucherie particulièrement avantageuse et qui se développe rapidement en Europe. Les

*Voir le tableau pp. 218-219. (*N.R.*)

*L'agriculture et l'élevage au Danemark d'après*

| Groupes d'exploitations | Nombre d'exploitations | % | Ha de terre | % | Chevaux | % |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Sans terre | 13 435 | 4,8 | — | — | 1 970 | 0,5 |
| Quantité de terre inconnue | 45 896 | 16,5 | ? | ? | 28 909 | 6,4 |
| Moins de 2,5 ha | 80 582 | 28,9 | 55 272 | 1,5 | 24 540 | 5,5 |
| 2,5 — 10 ha | 63 420 | 22,8 | 323 430 | 8,9 | 54 900 | 12,2 |
| 10 — 40 ha | 45 519 | 16,3 | 984 983 | 27,0 | 133 793 | 29,8 |
| 40 — 120 ha | 27 620 | 9,9 | 1 692 285 | 46,4 | 168 410 | 37,5 |
| 120 ha et plus | 2 201 | 0,8 | 588 318 | 16,2 | 36 807 | 8,1 |
| *Total* | 278 673 | 100,0 | 3 644 288 | 100,0 | 449 329 | 100,0 |

*Note*: Les données de l'année 1898 diffèrent de celles de l'année Ceci peut dépendre à la fois des changements dans le temps et de médans l'ensemble, les rapports entre les groupes restent les mêmes. Le encore 45 860 ha de terre non répartie. Le groupe des exploitations les groupes les plus pauvres, la quantité de bétail en témoigne.

statistiques nous montrent que l'élevage des ovins est aussi en baisse au Danemark alors que celui des porcs progresse particulièrement vite. De 1861 à 1898, le nombre de moutons au Danemark a diminué de 1,7 million de têtes à 1,1 million. Le nombre de têtes de bétail à cornes a augmenté de 1,1 million à 1,7 million. Le nombre de porcs s'est accru de 0,3 million à 1,2 million, c'est-à-dire qu'il a augmenté de près de quatre fois.

Ainsi, en comparant la répartition des ovins et des porcs dans les petites et les grosses exploitations, nous voyons clairement que l'élevage des premiers est le plus routinier, s'adapte moins bien aux exigences du marché, retarde la réorganisation des exploitations conformément aux nouvelles conditions. Les grosses exploitations capitalistes (de 40 à 120 ha, 120 ha et plus) ont réduit le plus sensiblement l'élevage peu avantageux des ovins (28,9% et 3,8% d'ovins contre 33-37% et 8-12% des autres sortes de bétail). Les petites exploitations se sont moins bien adaptées : elles élèvent encore en majeure partie des ovins ; par exemple, les exploitations de moins de 2,5 ha ont 9,3% du nombre total d'ovins contre 6-5% des autres sortes de bétail. Elles

*le recensement du 15 juillet 1898*

| Vaches | % | Ensemble du bétail à cornes | % | Ovins | % | Porcs | % | Volaille | % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 3 707 | 0,3 | 4 633 | 0,3 | 8 943 | 0,8 | 8 865 | 0,8 | 220 147 | 2,5 |
| 28 072 | 2,6 | 42 150 | 2,4 | 42 987 | 4,0 | 42 699 | 3,7 | 780 585 | 8,9 |
| 66 171 | 6,2 | 88 720 | 5,1 | 99 705 | 9,3 | 94 656 | 8,1 | 1 649 452 | 18,8 |
| 175 182 | 16,4 | 247 618 | 14,2 | 187 460 | 17,5 | 191 291 | 16,4 | 1 871 242 | 21,4 |
| 303 244 | 28,5 | 515 832 | 29,6 | 383 950 | 35,7 | 308 863 | 26,4 | 1 957 726 | 22,3 |
| 361 669 | 33,9 | 639 563 | 36,6 | 310 686 | 28,9 | 409 294 | 35,0 | 1 998 595 | 22,8 |
| 129 220 | 12,1 | 206 281 | 11,8 | 40 682 | 3,8 | 112 825 | 9,6 | 289 155 | 3,3 |
| 1 067 265 | 100,0 | 1 744 797 | 100,0 | 1 074 413 | 100,0 | 1 168 493 | 100,0 | 8 766 902 | 100,0 |

1895 pour la répartition des exploitations selon la quantité de terre. thodes quelque peu différentes pour recueillir les informations. Mais recensement de 1895 dénombre, outre les 3 645 750 ha de terre répartie, «avec une quantité de terre inconnue» (1898) concerne dans son ensemble

ont 8,1% des porcs, *moins* que d'ovins. Les capitalistes en ont 35% et 9,6%, soit *plus* de porcs que d'ovins. L'agriculture capitaliste peut bien mieux s'adapter aux exigences du marché mondial. Ce que Marx dit du paysan est encore valable aujourd'hui : le paysan devient marchand et industriel en l'absence de conditions qui lui permettraient de devenir un marchand et un industriel véritable [98]. Le marché *exige* de *chaque* exploitant, comme une nécessité absolue, qu'il se soumette aux nouvelles conditions et qu'il s'y adapte rapidement. Mais sans *capital* cette adaptation rapide est impossible. La petite exploitation est inévitablement condamnée, de cette façon, sous le capitalisme, à une routine et un retard très grands, à une adaptation minime au marché.

Afin de nous représenter plus concrètement la situation de cette masse pauvre et de la minorité aisée, nous allons citer les données relatives à la quantité moyenne de terre et de bétail dans les exploitations des différents groupes. Pour l'économie politique bourgeoise (et pour messieurs les révisionnistes), il est naturel d'estomper les contradictions capitalistes ; l'économie politique socialiste, elle doit mettre

en lumière la différence entre les *types* d'exploitations et les niveaux de vie chez les capitalistes florissants et les petits exploitants nécessiteux.

| Groupes d'exploitations | Moyenne par exploitation | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Terre ha | Chevaux | Vaches | Total du bétail à cornes | Ovins | Porcs | Volaille |
| Sans terre | — | 0,1 | 0,3 | 0,3 | 0,7 | 0,7 | 16,4 |
| Quantité de terre inconnue | ? | 0,6 | 0,6 | 0,9 | 0,9 | 0,9 | 17,0 |
| Moins de 2,5 ha | 0,6 | 0,3 | 0,8 | 1,1 | 1,2 | 1,2 | 20,4 |
| „ 2,5—10 | 5,1 | 0,9 | 2,7 | 3,9 | 2,9 | 3,0 | 29,5 |
| „ 10 —40 | 21,6 | 2,9 | 6,6 | 11,3 | 8,4 | 6,8 | 43,0 |
| „ 40 —120 | 61,3 | 6,1 | 13,8 | 23,1 | 11,2 | 14,9 | 72,4 |
| 120 et plus | 7,3 | 16,7 | 58.7 | 93,7 | 18,5 | 51,2 | 131,3 |
| *Moyenne* | 13,1 | 1,6 | 3,8 | 6,3 | 3,9 | 4,2 | 31,5 |

Ces données montrent avec évidence que les trois groupes inférieurs constituant la moitié du nombre total d'exploitations, représentent les *paysans pauvres*. Ce sont les « exploitants » sans chevaux et sans bovins qui sont en plus grand nombre. Ce n'est que dans le groupe avec moins de 2,5 ha de terre que l'on a une tête *entière* de bétail à cornes, d'ovin et de porc par exploitation. Il est clair qu'il ne peut être question, dans cette *moitié* du nombre total d'exploitations, de tirer profit de l'élevage de bêtes laitières et de boucherie. La prospérité de l'agriculture danoise signifie pour cette moitié qu'elle dépend des gros exploitants, qu'elle doit chercher des « revenus annexes », c'est-à-dire vendre d'une façon ou d'une autre sa force de travail, connaître une misère éternelle, posséder une exploitation à moitié ruinée.

Il va de soi que cette conclusion n'est juste que relativement à la *masse* de ces exploitants pauvres. Nous avons déjà montré d'après les données des statistiques agricoles allemandes, françaises ou russes, qu'il y a aussi parmi les exploitants ayant peu de terre de gros éleveurs, de gros plan-

teurs de tabac, etc. La différenciation va plus profond que nous ne pouvons nous en rendre compte d'après les données des statistiques danoises. Mais cette différenciation, en mettant à part dans chaque groupe l'infime minorité d'exploitations à cultures spéciales, ne fait que *renforcer* la misère de la *majorité* des exploitants dans les groupes les plus pauvres.

De plus, on voit aussi d'après ces données que même le groupe de petits paysans, possédant de 2,5 à 10 hectares ne peut être considéré comme tant soit peu aisé, et bien assis du point de vue économique. Rappelons qu'il y a dans ce groupe 63 000 exploitations, c'est-à-dire 22,8% du nombre total. Et il y a en moyenne dans ce groupe 0,9 cheval par exploitation. Là où il n'y a pas de cheval, on utilise probablement les vaches pour atteler, ce qui est mauvais pour l'exploitation agricole (labours moins profonds) et pour l'élevage (affaiblissement du bétail à cornes). Il y a en moyenne 2,7 vaches par exploitation. Si l'on réduit la consommation des produits laitiers et de la viande dans la famille, et ceci est déjà le signe de la misère la plus noire, on ne peut vendre qu'une infime quantité des produits de cette quantité de bovins. La participation de telles exploitations, avec 2,7 vaches et 3,0 porcs en moyenne chacune, à la « prospérité » de la vente « nationale » de lait et de viande à l'Angleterre *ne peut pas ne pas être* absolument insignifiante. L'agriculture et l'élevage marchands, avec des exploitations d'une telle dimension, signifient en partie une aliénation de ce qui est nécessaire à la famille, la détérioration de la nourriture, l'aggravation de la misère, et en partie une aliénation par bribes, c'est-à-dire dans les conditions les plus désavantageuses, avec l'impossibilité d'avoir un fonds d'argent pour les inévitables dépenses extraordinaires. Quant à l'économie naturelle du petit paysan, dans le cadre des pays capitalistes contemporains, elle est condamnée à végéter et à mourir d'une mort pénible, sans plus prospérer d'aucune manière. Toute l'« astuce » de l'économie politique bourgeoise et révisionniste consiste à ne pas examiner séparément le type de petites exploitations se situant en dessous du type « moyen » (le paysan danois « moyen » a 1,6 cheval et 3,8 vaches) et constituant l'*énorme majorité* du nombre total d'exploitants. Non seulement on

n'examine pas séparément ce type d'exploitation, mais on le camoufle en invoquant exclusivement des données « moyennes », l'essor général de la « production » et de la « vente » en taisant le fait que seuls les exploitants aisés, constituant une petite minorité, *peuvent* vendre avec profit.

Ce n'est que chez les exploitants avec 10 à 40 ha de terre que nous voyons des quantités de bétail *permettant* de « prospérer ». Mais ces exploitations représentent 16 % du total. Et, ayant en moyenne 21,6 ha de terre, se passent-elles complètement du travail salarié, c'est encore une question. Avec l'agriculture hautement intensive du Danemark, une entreprise d'une telle dimension est probablement impossible sans la participation de valets de ferme ou de journaliers. Malheureusement, les statistiques danoises, et la majorité des gens qui écrivent sur l'agriculture danoise s'en tiennent intégralement au point de vue bourgeois et n'examinent pas le problème du travail salarié, des dimensions des exploitations exigeant son application, etc. D'après le recensement des professions au Danemark en 1901, nous apprenons seulement que dans le groupe des « journaliers », etc., on compte 60 000 hommes et 56 000 femmes, c'est-à-dire 116 000 sur les 972 000 habitants de la campagne répartis selon leur situation dans la production. Ces dizaines de milliers d'ouvriers salariés (et ceux-là mis à part, les petits paysans eux aussi exercent un travail salarié sous forme de « travail d'appoint ») sont-ils employés exclusivement par les 30 000 gros exploitants capitalistes (27 620 de 40 à 120 ha et 2 201 plus de 120 ha), ou bien aussi par une partie de la paysannerie aisée possédant de 10 à 40 ha, nous n'avons là-dessus aucune information.

Sur les deux groupes supérieurs, sur les « 30 000 » sommités de l'agriculture danoise, il n'y a pas grand-chose à dire : les chiffres cités ont dépeint avec évidence le caractère capitaliste de leur agriculture et de leur élevage.

Enfin, les dernières données d'un intérêt général, évoquées et en partie développées par les statistiques agricoles danoises sont celles qui se rapportent à la question de savoir si le développement de l'élevage, cette base essen-

tielle de la « prospérité » de notre pays « idéal », s'accompagne d'une décentralisation ou d'une concentration. Les statistiques de l'année 1898 déjà citées précédemment fournissent des données très intéressantes si on les compare à celles de l'année 1893 ; quant à une seule espèce de bétail la plus importante il est vrai—le bétail à cornes dans son ensemble—, nous pouvons également établir une comparaison des données de 1876 et de 1898.

Pendant la période qui s'étend de 1893 à 1898, parmi toutes les branches d'élevage, c'est celui des porcs qui a le plus progressé au Danemark. La quantité de porcs a augmenté pendant cette période de 829 000 à 1 168 000, c'est-à-dire de 40%, tandis que le nombre de chevaux passait de 410 000 à 449 000, le nombre de têtes de bétail à cornes de 1 696 000 à 1 744 000, et que celui des ovins allait jusqu'à diminuer. Qui a profité en grande partie de ce progrès colossal des exploitants danois rassemblés dans d'innombrables associations? Ceux qui ont établi les statistiques de l'année 1898 donnent la réponse en comparant les données des années 1893 et 1898. Les éleveurs de porcs se répartissent en quatre groupes : les grosses exploitations avec 50 têtes et plus ; les moyennement grosses avec 15 à 49 têtes ; les moyennement petites avec 4 à 14 têtes ; les petites avec 1 à 3 têtes. Les statisticiens donnent les informations suivantes sur ces quatre groupes :

| Groupes d'exploitations | 1893 | | 1898 | | Augmentation en % ou diminution du nombre | | Répartition en % du nombre de porcs | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre | | Nombre | | | | | |
| | d'exploitations | de porcs | d'exploitations | de porcs | expl. | porcs | 1893 | 1898 |
| 50 têtes et plus | 844 | 79 230 | 1 487 | 135 999 | 76,2 | 71,7 | 9,6 | 11,6 |
| 15 — 49 têtes | 20 602 | 350 277 | 30 852 | 554 979 | 48,2 | 58,4 | 42,3 | 47,5 |
| 4 — 14 » | 38 357 | 211 868 | 50 668 | 282 642 | 32,1 | 33,4 | 25,5 | 24,2 |
| 1 — 3 » | 108 820 | 187 756 | 108 544 | 194 873 | 0,3 | 3,8 | 22,6 | 16,7 |
| *Total* | 168 623 | 829 131 | 191 551 | 1 168 493 | 13,6 | 40,9 | 100,0 | 100,0 |

Ces données nous montrent clairement qu'il se produit une rapide *concentration* de l'élevage. Plus les exploitations étaient grosses, plus elles ont profité du « progrès » de l'élevage. Les grosses exploitations ont augmenté leur quantité de bétail de 71,7%, les moyennement grosses de 58,4%, les moyennement petites de 33,4% et les petites de 3,8%. Il y a augmentation de la richesse surtout pour la petite minorité des « gros ». L'accroissement du nombre de porcs pour les cinq années est de 339 000, dont 261 000, c'est-à-dire *plus des trois quarts* reviennent aux grosses et moyennement grosses exploitations, au nombre de 32 000 (sur un total de 266 à 277 000 exploitations !). La petite production dans un élevage de cette sorte est *évincée* par la grosse ; en cinq ans la grosse exploitation a *progressé* (de 9,6% à 11,6%) ainsi que la moyennement grosse (de 42,3% à 47,5%) ; la moyennement petite, elle, a *régressé* (de 25,5% à 24,2%) et la petite encore plus (de 22,6% à 16,7%).

Si au lieu de statistiques brutes sur les *superficies* on pouvait avoir des statistiques sur l'agriculture, exprimant l'importance de la production aussi précisément que le nombre de têtes de bétail exprime * les dimensions de l'exploitation d'élevage, il est sûr que nous verrions ici également un processus de *concentration*, nié par les professeurs bourgeois et les opportunistes.

Encore plus intéressantes sont les données correspondantes relatives à la quantité totale de bétail à cornes ; nous pouvons compléter la comparaison des années 1893 et 1898 effectuée par les statisticiens de l'année 1898, par comparaison avec les données du recensement du 17 juillet 1876 (*Danmarks Statistik. Statistik Tabelvaerk*, 4-de Raekke, litra C. Nr. 1. Kreaturholdet d. 17 juli 1876. Kobenhavn, 1878 **). Voici les données correspondant à ces trois années.

---

* Nous avons montré plus haut, d'après les données de Drechsler, que le bétail est plus gros dans les exploitations importantes. Donc ici également les statistiques globales sous-estiment la concentration

** *Statistiques du Danemark. Tableaux statistiques*, 4e série, lettre C, n° 1. L'élevage au 17 juillet 1876. Copenhague 1878. (*N.R.*)

| Groupes d'exploitations | 1876 | | 1893 | | 1898 | | Augmentation en % ou diminution | | | | Répartition en % du nombre de bêtes à cornes | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | de 1876 à 1893 | | de 1893 à 1898 | | | | |
| | Nombre | | Nombre | | Nombre | | du nombre | | du nombre | | | | |
| | d'exploitations | de bêtes à cornes | d'exploitations | de bêtes à cornes | d'exploitations | de bêtes à cornes | d'exploitations | de bêtes à cornes | d'exploitations | de bêtes à cornes | 1876 | 1893 | 1898 |
| 50 têtes et plus | 1 634 | 156 728 | 2 209 | 221 667 | 2 281 | 232 933 | 35 2 | 41,4 | 3,3 | 5,1 | 11,8 | 13,0 | 13,4 |
| 15—49 têtes | 24 096 | 514 678 | 35 200 | 793 474 | 36 110 | 818 190 | 46,1 | 54,1 | 2,6 | 3,1 | 39,0 | 46,8 | 46,8 |
| 4—14 » | 64 110 | 504 193 | 72 173 | 539 301 | 73 958 | 552 944 | 12,5 | 6,9 | 2,5 | 2,5 | 38,2 | 31,8 | 31,7 |
| 1—3 » | 78 156 | 144 930 | 70 218 | 141 748 | 68 292 | 140 730 | 10,2 | 2,2 | 2,7 | 0,7 | 11,0 | 8,4 | 8,1 |
| *Total* | 167 996 | 1 320 529 | 179 800 | 1 696 190 | 180 641 | 1744 797 | 7,0 | 28,4 | 0,5 | 2,9 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

Ces données, qui s'étendent sur une période plus longue et se rapportent à une sorte de bétail plus importante, nous montrent aussi clairement que celles citées plus haut un processus de *concentration capitaliste*. L'essor de l'élevage au Danemark est un progrès *presque exclusif* de la grosse exploitation capitaliste. L'accroissement du bétail de 1876 à 1898 est de 424 000 têtes. Sur ce nombre 76 000 reviennent aux exploitations à 50 têtes et plus, et 303 000 aux exploitations de 15 à 49 têtes, c'est-à-dire que les 38 000 plus grosses exploitations ont un accroissement de 379 000 têtes, *presque les* $^{9}/_{10}$ *de l'accroissement total*. On ne peut se représenter tableau plus saisissant de la concentration capitaliste.

Le nombre d'exploitations possédant du bétail à cornes a augmenté de 12 645 (180 641-167 996) de 1876 à 1898, c'est-à-dire de 7,5%. La population du Danemark a augmenté de 1880 à 1901 (c'est-à-dire pour une période un peu plus courte) de 1 969 039 à 2 449 540 habitants *, c'est-à-dire de 24,4%. Il est clair que le nombre relatif de « possédants », c'est-à-dire de ceux qui ont du bétail, *a diminué*. Une *infime* partie de la population appartient au nombre des propriétaires. Le nombre absolu des plus petits exploitants (de 1 à 3 têtes) diminue sans cesse. Le nombre des moyennement petits (de 4 à 14 têtes) s'accroît extrêmement lentement (+12,5% de 1876 à 1893, +2,5% de 1893 à 1898), et est en retard sur l'accroissement de la population. Un essor réel et rapide ne s'observe que dans le gros élevage capitaliste, les exploitations moyennement grosses s'étant accrues plus vite que les grosses de 1876 à 1893, tandis que de 1893 à 1898 les plus grosses exploitations s'accroissaient encore plus vite.

Si nous prenons, d'après les données de 1876 et 1898, la catégorie des très gros exploitants, possédant 200 têtes de bétail à cornes et plus, nous voyons qu'en 1876 il y en avait 79 (0,05% du nombre total d'éleveurs) avec 18 970 têtes de bétail à cornes (1,4% de la quantité totale de bétail à cornes), alors qu'en 1898 il y en a plus de deux fois plus, 195 (0,1% du total), avec 52 385 têtes de bétail à cornes

* Le pourcentage de population urbaine était de 28% en 1880 et de 38% en 1901.

(3,0% du total). Les plus gros exploitants ont plus que doublé en nombre et ils ont presque triplé leur production.

L'évincement de la petite production par la grosse est constant de 1876 à 1898. La part de la petite exploitation diminue sans cesse : de 11,0% en 1876 à 8,4% en 1893 et à 8,1% en 1898. La part de l'exploitation moyenne diminue également, bien qu'un peu plus lentement (38,2%, 31,8%, 31,7%). L'exploitation moyennement grosse a augmenté sa part de 1876 à 1893 de 39,0% à 46,8% et de 1893 à 1898 est restée au même niveau. Seule la très grosse exploitation a progressé sans cesse, évinçant toutes les autres (11,8%, 13,0%, 13,4%).

Plus les conditions sont favorables à l'élevage, et plus rapide est le développement, le progrès de l'élevage commercial, plus puissant est le processus de concentration capitaliste. Par exemple, dans la région de Copenhague, qui comptait en 1880 234 000 habitants et 378 000 en 1901, la vente des produits laitiers et de la viande était naturellement la plus sûre. Les cultivateurs de cette région étaient plus riches en bétail à cornes que les autres exploitants du Danemark ; et en 1876 et 1898, ils avaient en moyenne 8,5 et 11,6 têtes contre 7,9 et 9,7 pour l'ensemble du pays. C'est dans cette région, où les conditions sont le plus favorables au développement de l'élevage, que nous voyons le plus fort processus de concentration.

Voici les données des années 1876 et 1898 relatives à cette région pour les groupes adoptés plus haut :

| | 1876 | | 1898 | |
|---|---|---|---|---|
| | Nombre | | Nombre | |
| | d'exploitations | de bêtes à cornes | d'exploitations | de bêtes à cornes |
| 50 têtes et plus | 44 | 4 488 | 86 | 9 059 |
| 15—49 têtes | 1 045 | 22 119 | 1 545 | 35 579 |
| 4—14 „ | 2 011 | 16 896 | 1 900 | 14 559 |
| 1—3 „ | 2 514 | 4 468 | 1 890 | 3 767 |
| *Total* | 5 614 | 47 971 | 5 421 | 62 964 |

Ici, même le nombre absolu de propriétaires a diminué en 22 ans ! Toute la richesse s'est trouvée concentrée entre les mains d'un plus petit nombre d'exploitants. Les petits et les moyens exploitants ont en 22 ans *diminué* en nombre et *diminué* leur quantité de bétail. Les exploitations moyennement grosses ont augmenté de 50% leur propriété (22 000 et 35 000). Les grosses, *de plus du double*. Parmi les exploitants propriétaires de 200 têtes de bétail à cornes et plus il y en avait *deux* en 1876, avec 437 têtes ; et en 1898 il y en avait 10 avec 2 896 têtes de bétail à cornes.

Les efforts de tous les Pudor, David et autres serviteurs volontaires et involontaires du capital pour améliorer les conditions de vente, développer l'union des exploitants dans des sociétés et assurer le progrès technique de l'élevage et de l'agriculture ne peuvent avoir qu'un sens : hâter, dans tout le pays et toutes les branches de l'agriculture, l'avènement des mêmes usages que dans la région de Copenhague, c'est-à-dire : concentration particulièrement rapide de la production dans les mains des capitalistes, expropriation et prolétarisation de la population, diminution du nombre de propriétaires par rapport au total de la population, augmentation de ceux que le capitalisme arrache de la campagne pour les faire aller vers la ville, etc.

Bref : « le pays idéal » du point de vue des adversaires du marxisme dans la question agraire nous montre avec beaucoup de clarté (en dépit de la qualité encore peu élevée des statistiques socio-économiques) un système agraire capitaliste, des contradictions capitalistes fortement exprimées dans l'agriculture et l'élevage, la concentration grandissante de la production agricole, l'évincement de la petite production par la grosse, la prolétarisation et la misère de l'énorme majorité de la population agricole.

# PROGRAMME AGRAIRE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE DANS LA PREMIÈRE RÉVOLUTION RUSSE DE 1905-1907[99]

*Rédigé en novembre-décembre 1907. Publié pour la première fois en 1908 (édition saisie) ; publié en 1917 en volume distinct aux éditions « Jizn i Znanié »*

*Conforme au manuscrit collationné sur l'édition de 1917*

Les deux années de révolution, de l'automne 1905 à l'automne 1907, ont fourni une expérience historique considérable en ce qui concerne le mouvement paysan en Russie, le caractère et la portée de la lutte paysanne pour la terre. Des décennies d'évolution dite « pacifique » (c'est-à-dire d'une évolution où des millions d'hommes se laissent pacifiquement tondre par les dix mille des étages supérieurs) ne peuvent jamais fournir d'aussi riches matériaux pour éclairer le mécanisme interne de notre régime social, que ceux fournis par ces deux années sur la lutte directe des masses paysannes contre les propriétaires fonciers, ainsi que sur l'expression tant soit peu libre des revendications paysannes aux assemblées des représentants du peuple. C'est pourquoi la révision du programme agraire des social-démocrates russes du point de vue de cette expérience de deux années se présente-t-elle comme une nécessité impérieuse, notamment parce que le programme agraire actuel du P.O.S.D.R. a été adopté au congrès de Stockholm en avril 1906, c'est-à-dire à la veille de la première intervention publique des représentants de la paysannerie de toute la Russie, opposant un programme agraire paysan à celui du gouvernement et à celui de la bourgeoisie libérale.

A la base de cette révision du programme agraire social-démocrate il faut placer les données récentes sur la propriété foncière en Russie, afin d'établir avec le plus de précision quelle est à proprement parler l'essence économique de tous les programmes agraires de notre époque, autour de quoi précisément se poursuit la grande lutte historique. A cette base économique de la lutte effective il faut comparer son

reflet politique et idéologique dans les programmes, déclarations, revendications et théories des représentants des diverses classes. C'est cette voie, et elle seule, que doit suivre le marxiste, à la différence du socialiste petit-bourgeois qui part du point de vue de la justice « abstraite », de la théorie « du principe du travail », etc., et aussi à la différence du bureaucrate libéral qui dissimule, derrière des raisonnements sur la réalisation pratique de la réforme et sur le point de vue « étatique », la défense à chaque transformation des intérêts des exploiteurs.

## CHAPITRE PREMIER

## LES FONDEMENTS ÉCONOMIQUES ET L'ESSENCE DE LA RÉVOLUTION AGRAIRE EN RUSSIE

### 1. LA PROPRIÉTÉ TERRIENNE EN RUSSIE D'EUROPE

Publiée par le Comité statistique central en 1907, la *Statistique de la propriété terrienne de 1905* offre la possibilité à l'égard des cinquante provinces de la Russie d'Europe, d'établir avec exactitude l'étendue de la propriété foncière des paysans et des gros terriens. Mais tout d'abord donnons les chiffres d'ensemble. La superficie totale de la Russie d'Europe (cinquante provinces) s'évalue (voir le recensement du 28 janvier 1897) à 4 230 500 verstes carrées, c'est-à-dire à 440,8 millions de déciatines. La statistique de la propriété terrienne de 1905 tient compte de 395,2 millions de déciatines, qui se divisent en trois rubriques importantes :

| | Déciatines en millions |
|---|---|
| A) terres privées . . . . . | 101,7 |
| B) terres communautaires[100] . . . | 138,8 |
| C) terres appartenant au Domaine, à l'Eglise et aux institutions | 154,7 |
| *Total pour la Russie d'Europe* | 395,2 |

De ce chiffre global, il faut avant tout défalquer les terres du Domaine, situées à l'Extrême-Nord qui sont composées en partie de toundras, en partie de forêts et dont la

mise en valeur agricole est impossible dans un proche avenir. Il existe 107,9 millions de déciatines de ces terres dans la « région Nord » (provinces d'Arkhangelsk, d'Olonetz et de Vologda). Bien entendu en éliminant toutes ces terres, nous exagérons la quantité des terres impropres à la culture. Il suffit de dire qu'un statisticien aussi prudent que M. A. Kaufmann compte dans les provinces de Vologda et d'Olonetz, 25,7 millions de déciatines de forêts qui pourraient servir (en sus des 25% de superficie couverte de forêts) à doter les paysans d'un supplément de terre *. Mais, comme nous prenons les données générales sur la quantité de terre, sans mettre à part les données relatives aux forêts, il serait plus juste de déterminer avec plus de prudence le fonds de terres propres à la culture. En défalquant 107,9 millions de déciatines, il en reste 287,3 millions, et pour arrondir les chiffres, nous prendrons 280 millions de déciatines, dont nous retrancherons une partie des terres urbaines (au total 2 millions de déciatines) et une partie des terres du Domaine dans les provinces de Viatka et de Perm (au total 16,3 millions de déciatines).

Il en résulte la distribution *globale* suivante de la terre propre à la culture en Russie d'Europe :

| | |
|---|---|
| A) terres privées . . . . . | 101,7 millions de déc. |
| B) terres communautaires[100] . . . | 138,8 » » » |
| C) appartenant au Domaine et aux institutions . . . . . | 39,5 » » » |
| *Total pour la Russie d'Europe* . . | 280,0 millions de déc. |

Il est nécessaire maintenant de mettre à part les données concernant la propriété terrienne petite et grande (notamment la plus grande) pour se faire une idée concrète de l'atmosphère de la lutte des paysans pour la terre dans la révolution russe. Mais les données de ce genre sont incomplètes. Sur 138,8 millions de déciatines de terre communautaire, 136,9 millions de déciatines ont été réparties d'après l'étendue de la possession terrienne. Sur 101,7 millions de déciatines de terres privées, 85,9 millions de décia-

* *Question agraire*, édit. de Dolgoroukov et Pétrounkévitch, tome II. Recueil d'articles. M. 1907. Page 305.

tines ; les 15,8 millions de déciatines restant appartiennent à des « associations et sociétés ». A examiner de près la composition de ces dernières terres, on voit que 11,3 millions de déciatines appartiennent à des associations et sociétés paysannes ; il s'agit donc, en somme, de la petite propriété terrienne qui, malheureusement, n'a pas été répartie d'après l'étendue. Ensuite, 3,7 millions de déciatines appartiennent à des associations « industrielles, commerciales, manufacturières, etc. », au nombre de 1 042. De ces associations il y en a 272 qui possèdent plus de 1 000 déciatines chacune, et toutes les 272 ensemble en possèdent 3,6 millions. Ce sont, évidemment, des latifundia seigneuriaux. La masse essentielle de ces terres se trouve concentrée dans la province de Perm : là, 1 448 902 déciatines appartiennent à *neuf* de ces associations. On sait que les usines de l'Oural détiennent des dizaines de mille déciatines de terre, survivance directe des latifundia seigneuriaux en Russie bourgeoise.

Nous mettons donc à part les 3,6 millions de déciatines appartenant aux associations et sociétés, comme la plus grosse propriété foncière. Le reste n'a pas été réparti, mais c'est en gros de la petite propriété.

Sur les 39,5 millions de déciatines de terre appartenant au Domaine, etc., seuls les apanages [101] se prêtent au recensement d'après l'étendue (5,1 millions de déciatines). C'est aussi de la très grande propriété terrienne semi-féodale. Voici le bilan des terres réparties et non réparties d'après l'étendue de la possession foncière :

| | Terres réparties d'après l'étendue de la possession foncière | Terres non réparties |
|---|---|---|
| | En millions de déciatines | |
| A) terres privées . . . . . | 89,5* | 12,2 |
| B) terres communautaires . . . . | 136,9 | 1,9 |
| C) appartenant au Domaine et aux institutions . . . . . | 5,1 | 34,4 |
| *En tout* | 231,5 | 48,5 |
| *Total* | 280,0 | |

* 85,9 millions de déciatines de terres privées plus 3,6 millions de déciatines de latifundia appartenant aux associations et sociétés manufacturières, industrielles et commerciales.

Passons à la répartition des terres communautaires d'après l'étendue de la propriété terrienne. En réunissant les chiffres de notre statistique en des groupes un peu plus importants, on obtient :

Terres communautaires

| Groupes de feux | Feux | Déciatines | Déciatines par feu en moyenne |
|---|---|---|---|
| Jusqu'à 5 déc. inclus. | 2 857 650 | 9 030 333 | 3,1 |
| Jusqu'à 5—8 „ | 3 317 601 | 21 706 550 | 6,5 |
| Total jusqu'à 8 déc. inclus. | 6 175 251 | 30 736 883 | 4,9 |
| 8—15 „ | 3 932 485 | 42 182 923 | 10,7 |
| 15—30 „ | 1 551 904 | 31 271 922 | 20,1 |
| plus de 30 „ | 617 715 | 32 695 510 | 52,9 |
| *Total pour la Russie d'Europe* | 12 277 355 | 136 887 238 | 11,1 |

Ces chiffres montrent que plus de la moitié des feux (6,2 millions sur 12,3) possèdent jusqu'à 8 déciatines par feu, soit une quantité de terre, en général et en moyenne, nettement insuffisante pour l'entretien d'une famille. 10,1 millions de feux possèdent jusqu'à 15 déciatines (ils détiennent 72,9 millions de déciatines), c'est-à-dire que plus des quatre cinquièmes de la totalité des feux sont placés, étant donné l'état actuel de la technique agricole paysanne, à la limite d'une existence de famine. Les feux moyens et aisés — d'après la quantité des terres qu'ils possèdent — se chiffrent au total par 2,2 millions sur 12,3 et ils possèdent 63,9 millions de déciatines sur 136,9 millions. On ne peut qualifier de riches que ceux qui ont plus de 30 déciatines, il n'y en a en tout que 0,6 millions de feux soit la vingtième partie de la totalité des feux. Ils possèdent à peu près $^1/_4$ de la totalité des terres : 32,7 millions de déciatines sur 136,9. Pour montrer de quelles catégories de paysans est formé ce groupe de feux riches en terre, nous dirons qu'ici les Cosaques tiennent la première place. Le groupe possédant plus de 30 déciatines par feu, compte 266 929 feux avec 14 426 403 déciatines, soit l'immense majorité de la totalité des Cosaques (pour la Russie d'Europe 278 650 feux avec 14 689 498

déciatines de terre, soit en moyenne 52,7 déciatines par feu).

Pour juger de la façon dont se répartissent approximativement tous les feux d'après l'étendue de l'exploitation, et non pas d'après la possession de terres communautaires, nous ne disposons pour l'ensemble de la Russie que de chiffres sur la quantité de chevaux par feu. D'après les derniers recensements militaires des chevaux effectués en 1888-1891 la répartition des feux paysans dans 48 provinces de la Russie d'Europe, se présente comme suit :

| | | | |
|---|---|---|---|
| Pauvres | Sans chevaux | 2 765 970 | feux |
| | A cheval unique | 2 885 192 | » |
| Feux moyens | A deux chevaux | 2 240 574 | » |
| | A trois chevaux | 1 070 250 | » |
| Aisés | A quatre et plus | 1 154 674 | » |
| | *Total* | 10 116 660 | » |

Dans l'ensemble, cela veut dire : plus de la moitié de feux pauvres (5,6 millions sur 10,1), près d'un tiers de feux moyens (3,3 millions avec 2 à 3 chevaux) et un peu plus d'un dixième de paysans aisés (1,1 million sur 10,1).

Voyons maintenant la répartition de la propriété terrienne privée individuelle. La statistique ne fait pas ressortir assez clairement ici la plus petite propriété, mais en revanche elle fournit les renseignements les plus détaillés sur les plus grands latifundia.

Propriété terrienne privée individuelle en Russie d'Europe

| Groupes de possessions | Possessions | Déciatines | Déciatines par possessions en moyenne |
|---|---|---|---|
| 10 déciatines et moins | 409 864 | 1 625 226 | 3,9 |
| 10 à 50 déc. inclus. | 209 119 | 4 891 031 | 23,4 |
| 50 à 500 » » | 106 065 | 17 326 495 | 163,3 |
| 500 à 2 000 » » | 21 748 | 20 590 708 | 947 |
| 2 000 à 10 000 » » | 5 386 | 20 602 109 | 3 825 |
| plus de 10 000 » » | 699 | 20 798 504 | 29 754 |
| *En tout plus de 500 déc.* | 27 833 | 61 991 321 | 2 227 |
| *Total pour la Russie d'Europe* | 752 881 | 85 834 073 | 114 |

Nous voyons ici, en premier lieu, une énorme prédominance de la grande propriété terrienne : 619 000 petits cultivateurs (jusqu'à 50 déciatines) possèdent en tout 6 $^1/_2$ millions de déciatines. En second lieu, nous voyons des latifundia d'une grande étendue : 699 propriétaires détiennent à peu près 30 000 déciatines chacun ! 28 000 propriétaires concentrent 62 millions de déciatines, soit 2 227 déciatines chacun. L'immense majorité de ces latifundia appartiennent à des nobles, soit 18 102 possessions (sur 27 833) et 44 471 994 déciatines de terres, c'est-à-dire plus de 70% de toute la superficie des latifundia. Ces chiffres révèlent avec la plus grande clarté le caractère moyenâgeux de la propriété terrienne des féodaux.

### 2. AUTOUR DE QUOI SE POURSUIT LA LUTTE ?

Dix millions de feux paysans ont à leur disposition 73 millions de déciatines de terre. Vingt-huit mille nobles terriens et assimilés s'en partagent 62 millions. Tel est le cadre fondamental dans lequel se déroule la lutte paysanne pour la terre. Sur ce fond d'ensemble le retard surprenant de la technique est inévitable de même que l'état d'abandon de l'agriculture, l'accablement et l'hébétude de la masse paysanne, les formes infiniment variées de l'exploitation féodale par corvées. Pour ne pas nous écarter de notre sujet, nous devons nous borner à rappeler très brièvement les faits universellement connus, qui ont été décrits avec force détails dans l'immense littérature sur les exploitations paysannes. L'étendue des propriétés terriennes que nous avons située ne correspond nullement à l'envergure des exploitations. Dans les provinces essentiellement russes, la grande agriculture capitaliste se trouve sans conteste à l'arrière-plan. La petite culture prévaut dans les vastes latifundia : les formes diverses de la location féodale et asservissante, du faire-valoir fondé sur les prestations de travail (les corvées), la « louée d'hiver » [102], les servitudes pour les dégâts causés par le bétail, pour les *otrezki*, et ainsi de suite à l'infini. La masse des paysans, écrasée par l'exploitation féodale, se ruine et, en partie, donne elle-même à ferme ses lots à des exploitants « bien ordonnés ». Une faible minorité de paysans aisés se mue en bourgeoisie paysanne, loue la terre pour la mettre

en valeur selon le mode capitaliste, exploite des centaines de milliers d'ouvriers agricoles et de journaliers.

En tenant compte de ces faits parfaitement établis par la science économique russe, il nous faut, dans la question de la lutte paysanne actuelle pour la terre, distinguer *quatre groupes essentiels* de possessions foncières. 1° Une masse d'exploitations paysannes écrasées par les latifundia féodaux, intéressées de près à leur expropriation, et qui gagnent directement et par-dessus tout à cette expropriation. 2° Une faible minorité de la paysannerie moyenne qui possède déjà des terres en quantité acceptable pour permettre un faire-valoir convenable. 3° Une faible minorité de paysans aisés qui se transforme en bourgeoisie paysanne et qui, par une série de transitions, se trouve liée au faire-valoir capitaliste. 4° Des latifundia féodaux dont l'étendue dépasse de loin les domaines capitalistes actuels en Russie, et qui tirent surtout un revenu de l'exploitation asservissante et par prestations de la paysannerie.

Il va de soi que d'après les données relatives à la propriété foncière, ces groupes essentiels ne peuvent être différenciés qu'approximativement, de façon schématique. Nous devons en tout cas le faire, sinon il serait impossible de tracer un tableau d'ensemble de la lutte pour la terre dans la révolution russe. On peut dire à priori, en toute certitude que les rectifications partielles des chiffres, les déplacements partiels des limites de tel ou tel groupe *ne sauraient* modifier sensiblement le tableau d'ensemble. Ce qui importe, ce ne sont pas ces rectifications partielles ; il faut que soit nettement mise en parallèle la petite propriété qui veut obtenir de la terre et les latifundia féodaux qui monopolisent une masse de terre. Ce qu'il y a d'essentiellement faux à la fois dans l'économie gouvernementale (stolypinienne) et dans l'économie libérale (cadette), c'est qu'elles dissimulent ou estompent cette claire confrontation.

Admettons les étendues suivantes de propriété foncière pour les quatre groupes indiqués : 1° jusqu'à 15 déciatines ; 2° 15 à 20 déciatines ; 3° 20 à 500 déciatines et 4° plus de 500 déciatines par propriété. Pour se former une idée de la lutte pour la terre dans son entier, nous devons, bien entendu, réunir dans chacun de ces groupes la possession foncière communautaire et privée. Cette dernière, dans la statisti-

que que nous utilisons, est répartie en deux groupes : jusqu'à 10 déciatines et de 10 à 20 ; force est donc de ne dégager qu'approximativement le groupe allant jusqu'à 15 déciatines. L'impression qui peut résulter de ce calcul approximatif et des chiffres arrondis est absolument insignifiante (le lecteur s'en rendra compte tout à l'heure), et ne saurait modifier les conclusions.

Voici la répartition actuelle de la terre en Russie d'Europe pour les groupes envisagés :

| | Nombre de possessions (en millions) | Déciatines | Déciatines par possession (en moyenne) |
|---|---|---|---|
| a) Paysans ruinés, écrasés sous l'exploitation féodale | 10,5 | 75,0 | 7,0 |
| b) Paysans moyens | 1,0 | 15,0 | 15,0 |
| c) Bourgeoisie paysanne et possessions foncières capitalistes | 1,5 | 70,0 | 46,7 |
| d) Latifundia féodaux | 0,03 | 70,0 | 2 333,0 |
| *Total* | 13,03 | 230,0 | 17,6 |
| Non réparties par possessions | — | 50 | — |
| *Total** | 13,03 | 280,0 | 21,4 |

Tels sont les rapports suscitant la lutte des paysans pour la terre. Tel est le point *de départ* de la lutte des paysans

* Les chiffres de ce tableau, on l'a déjà dit, ont été arrondis. Voici les chiffres exacts. Terres communautaires: a) 10,1 millions de possessions et 72,9 millions de déciatines; b) 874 000 possessions et 15,0 millions de déciatines. Propriété privée jusqu'à 10 déciatines: 410 000 possessions et 1,6 million de déciatines; 10 à 20 déciatines: 106 000 possessions et 1,6 million de déciatines. La somme a + b des deux catégories : 11,5 millions de possessions et 91,2 millions de déciatines. Pour le groupe c) le chiffre exact est : 1,5 million de possessions et 69,5 millions de déciatines. Pour le groupe d) : 27 833 possessions et 61,99 millions de déciatines. A ces dernières ont été ajoutées, comme on l'a dit plus haut, 5,1 millions de déciatines de terre apanagée et 3,6 millions de déciatines appartenant aux plus grandes sociétés manufacturières, industrielles et commerciales. Le chiffre exact des terres non réparties d'après les possessions terriennes a été cité plus haut, soit 48,5 millions de déciatines. Le lecteur peut voir par là que tous nos chiffres arrondis et calculs approximatifs sont relatifs à des modifications numériques infimes et ne peuvent changer d'un fil les conclusions.

(7 à 15 déciatines par feu plus un fermage asservissant, etc.) contre les gros propriétaires fonciers (2 333 déciatines par domaine). Quelle est la tendance objective du point *final* de cette lutte ? Elle consiste de toute évidence dans la suppression de la grosse propriété féodale, dans sa remise (sur tels ou tels principes) aux paysans. Cette tendance objective découle d'une façon tout à fait inéluctable de la prédominance de la petite *culture* asservie par les latifundia féodaux. Afin de présenter cette tendance par un schéma aussi net que celui dont nous nous sommes servis pour marquer le point de départ de la lutte, c'est-à-dire l'état actuel des choses, il faut prendre le *meilleur* cas *possible*, c'est-à-dire supposer que toutes les terres des latifundia féodaux et toutes les terres non réparties par possessions sont passées à la paysannerie ruinée. C'est ce meilleur exemple qui apparaît plus ou moins nettement à *tous* les participants de la lutte agraire actuelle : le gouvernement parle du « lotissement » des « nécessiteux », le fonctionnaire libéral (ou cadet) parle du lotissement supplémentaire des paysans pourvus de peu de terre, le paysan troudovik disserte sur la nécessité de porter la possession foncière au niveau de la norme « de consommation » ou « du travail » ; le social-démocrate, lui qui n'est pas d'accord sur les formes de jouissance terrienne, adopte en gros les hypothèses populistes relatives au lotissement des paysans pauvres (Tsérételi à la IIe Douma, 47e séance, 26 mai 1907, a adopté les chiffres du populiste Karavaïev relatifs aux 57 millions de terres à aliéner au prix de 6,5 milliards, dont 2,5 milliards pour les pauvres possédant jusqu'à 5 déciatines. Voir p. 1221 du compte rendu sténographique). En un mot, si différent que soit le point de vue des propriétaires fonciers, des fonctionnaires, de la bourgeoisie, de la paysannerie et du prolétariat sur les objectifs et les conditions de la réforme, tous envisagent la même tendance : le passage de la grosse propriété terrienne à la paysannerie la plus nécessiteuse. Pour ce qui est des différences radicales de point de vue entre les classes sociales quant à l'étendue et aux conditions de ce passage, nous en parlerons en son lieu. Complétons maintenant notre schéma du point de départ de la lutte par un schéma analogue sur le point final possible. Nous avons montré plus haut ce qu'il y a *maintenant*. Montrons ce qui pourra être *alors*. Admet-

tons que 0,03 million de propriétaires fonciers conservent 100 déciatines chacun, soit 3 millions de déciatines, et que les autres 67 millions et 50 millions de terres non réparties passent à 10,5 millions de feux pauvres. Nous obtenons :

| | Maintenant | | | Alors | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Possessions (en millions) | Déciatines | Déciatines par possession (en moyenne) | Possessions (en millions) | Déciatines | Déciatines par possession (en moyenne) |
| a) Petits paysans ruinés | 10,5 | 75 | 7,0 | — | — | — |
| b) Paysans moyens | 1,0 | 15 | 15,0 | 11,5 | 207 | 18,0 |
| c) Paysans riches et bourgeoisie | 1,5 | 70 | 46,7 | 1,53 | 73 | 47,7 |
| d) Propriétaires féodaux | 0,03 | 70 | 2 333,0 | — | — | — |
| *Total* | 13,03 | 230 | 17,6 | 13,03 | 280 | 21,4 |
| Terres non réparties | — | 50 | — | — | — | — |
| *Total* | 13,03 | 280 | 21,4 | — | — | — |

Telle est la base économique de la lutte pour la terre dans la révolution russe. Tel est le point de départ de cette lutte et sa tendance, c'est-à-dire son point final, son résultat dans le cas le meilleur du point de vue de ceux qui luttent.

Avant d'aborder l'examen de cette base économique et de son vêtement idéologique (idéologique et politique), arrêtons-nous encore aux malentendus et objections possibles.

Primo. On peut dire que mon tableau implique le *partage* des terres, alors que je n'ai même pas encore examiné la question de la municipalisation, du partage, de la nationalisation, de la socialisation.

Ce serait un malentendu. Dans mon tableau les *conditions* de la propriété foncière sont tout à fait laissées de côté, les *conditions* du passage de la terre aux paysans n'ont pas du tout été envisagées (est-ce en propriété, est-ce en jouis-

sance de tel ou tel type). J'ai analysé seulement le *passage de la terre en général* à la petite paysannerie, et il n'est pas permis de douter d'une telle tendance de notre lutte agraire. C'est la petite paysannerie qui est en lutte, elle lutte pour le passage de la terre *en ses mains*. C'est la petite culture (bourgeoise) qui lutte contre la grosse possession foncière (féodale *). Dans le meilleur des cas, *il ne saurait* y avoir d'autre résultat de la révolution que celui que j'ai exposé.

Secundo. On peut dire que je n'avais pas le droit de supposer le passage de toutes les terres confisquées (ou expropriées, puisqu'il n'est pas question pour le moment, dans mon exposé, des conditions d'expropriation) à la paysannerie le plus mal pourvue de terre. On peut dire que les terres *doivent* passer, en vertu d'une nécessité économique, aux paysans plus riches. Mais une telle objection serait un malentendu. Pour démontrer le caractère bourgeois de la révolution, je dois envisager le *meilleur* cas du point de vue du populisme, je dois *admettre* que ceux qui luttent atteindront le but qu'ils se proposent. Je dois prendre le moment le plus proche de ce qu'on appelle le « partage noir » [103], et non les conséquences ultérieures de la révolution agraire. Si la masse triomphe dans la lutte, elle fera siens les fruits de la victoire. Autre chose est de savoir qui les aura par la suite.

Tertio. On peut dire que le résultat extrêmement favorable à la paysannerie pauvre (transformation de toute sa masse en paysans moyens, pourvue de près de *18* déciatines de terre par feu), je l'ai obtenu *en exagérant* le fonds de terre libre. On peut dire qu'il aurait fallu défalquer les *forêts* qui ne peuvent, n'est-ce pas, entrer dans le lot paysan. Pareilles objections sont possibles et même inévitables de la part des économistes du camp gouvernemental et cadet, mais elles sont fausses. D'abord, il faut être un fonctionnaire qui, durant toute sa vie, courbe l'échine devant le propriétaire féodal, pour s'imaginer que le paysan serait incapable de gérer normalement les forêts et d'en tirer un revenu à *son* profit, et non au profit des propriétaires fon-

* Ce que j'ai mis entre parenthèses, l'idéologie petite-bourgeoise du populisme n'en a pas conscience ou le nie. Nous y reviendrons encore.

ciers. Point de vue du fonctionnaire policier et du libéral russe : comment assurer un lot au moujik ? Point de vue de l'ouvrier conscient : comment libérer le moujik de la grosse propriété terrienne féodale ? Comment briser les latifundia féodaux ? En second lieu, j'ai éliminé *toute* la région nord (provinces d'Arkhangelsk, de Vologda et d'Olonetz), ainsi qu'une partie des provinces de Viatka et de Perm, c'est-à-dire des localités où il est difficile de se représenter, dans un proche avenir, l'exploitation agricole des surfaces couvertes de forêts. Troisièmement, l'évaluation spéciale des surfaces boisées, en compliquant à l'excès le calcul, modifierait bien peu les résultats. Ainsi, M. Kaufmann, un cadet qui, par conséquent, se comporte avec assez de *prudence* à l'égard des terres des propriétaires fonciers, estime que ce qui excède les 25% de superficie couverte de forêts peut supléer au manque de terre, et c'est ainsi qu'il obtient un fonds de 101,7 millions de déciatines, pour 44 provinces. Dans mes calculs, pour 47 provinces le fonds s'établit à peu près à 101 millions de déciatines, précisément 67 millions de déciatines sur 70 millions de latifundia féodaux et 34 millions de déciatines de terre appartenant au Domaine et aux diverses institutions. Si l'on suppose l'expropriation de toutes les terres supérieures à 100 déciatines, ce fonds augmentera encore de 9 à 10 millions de déciatines. *

---

* La limite d'aliénation — 500 déciatines — a été établie dans mon texte à titre de supposition. Si nous portons cette limite à 100 déciatines — également à titre de supposition, — le tableau de la révolution se présentera ainsi :

| MAINTENANT | | ALORS | | |
|---|---|---|---|---|
| millions d'exploitations | millions de déc. | millions de déc. | | soit déc. par feu |
| a) 10,5 | 75 | a) — | — | |
| b) 1,0 | 15 | b) 11,5 | 217 | 18,8 |
| c) 1,4 | 50 | c) 1,53 | 63 | 41,1 |
| d) 0,13 | 90 | d) — | — | — |
| 13,03 | 230 | 13,03 | 280 | 21,4 |
| | + 50 | | | |

Les conclusions essentielles sur le caractère et l'essence de la révolution sont identiques dans les deux cas.

### 3. LES ÉCRIVAINS CADETS DISSIMULENT LE FOND DE LA LUTTE

Les données que nous avons reproduites sur le rôle des plus grands domaines fonciers dans la lutte pour la terre en Russie doivent être complétées dans un sens. Ce qui caractérise les programmes agraires de notre bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, c'est que des considérations sur les « normes » obscurcissent la question de savoir *quelle* classe est l'ennemi le plus fort de la paysannerie, *quels domaines* constituent la masse principale du fonds destiné à être exproprié. On parle (cadets et troudoviks) surtout de la quantité de terre nécessaire aux paysans d'après telle ou telle « norme », au lieu de parler d'une chose beaucoup plus concrète et vivante : combien *y a-t-il* de terres *pouvant être* expropriées. La première façon de poser la question estompe la lutte de classe, masque le *fond* du problème par une vaine prétention à un point de vue « étatique ». La seconde façon de poser la question reporte le centre de gravité sur la lutte de classe, sur les intérêts de classe d'une certaine couche de possesseurs de terre, qui représente par-dessus tout les tendances féodales.

Nous reviendrons encore sur cette question des « normes ». Nous dirons ici l'exception « heureuse » d'un troudovik et d'un écrivain typiquement cadet.

A la IIe Douma le socialiste-populiste Délarov a soulevé la question de savoir quelle proportion de propriétaires serait touchée par l'aliénation (47e séance, 26 mai 1907). L'orateur a parlé précisément de *l'aliénation* (forcée) sans soulever la question de la confiscation, et il a adopté, vraisemblablement, *cette même norme* d'aliénation que j'ai prise à titre de supposition dans mon tableau, à savoir : 500 déciatines. Malheureusement, dans les comptes rendus sténographiques de la IIe Douma, le passage correspondant du discours de Délarov (p. 1217) a été dénaturé, ou bien c'est M. Délarov lui-même qui a commis une erreur. Le compte rendu porte que l'aliénation forcée atteindra 32% des domaines privés et 96% de toute leur superficie, tandis que les autres 68% des propriétaires ne possèdent que 4% de la propriété privée. En réalité, au lieu de 32% c'est 3,7%, car 27 833 propriétaires sur 752 881 forment 3,7% et ils possèdent 62 millions de déciatines de terre sur 85,8 millions,

soit 72, 3%. On ignore si M. Délarov s'est mépris ou s'il a pris des chiffres inexacts. En tout cas il est le seul, si nous ne nous trompons, parmi les nombreux orateurs de la Douma, qui *ait abordé* la question de savoir autour de quoi se poursuit la lutte dans le sens le plus direct, le plus concret.

L'écrivain cadet, dont on ne peut s'empêcher de mentionner les « travaux » en exposant cette question, est M. S. Prokopovitch. Il est vrai qu'il est, à proprement parler, un « Sans-titre » * qui se présente — comme la plupart des écrivains du journal bourgeois *Tovarichtch* — tantôt en qualité de cadet, tantôt en qualité de social-démocrate menchevik. Il est le représentant type de cette poignée de bernsteiniens conséquents dans le milieu des intellectuels bourgeois russes, qui oscillent entre les cadets et les social-démocrates, n'entrent (la plupart du temps) dans aucun parti et chantent systématiquement dans la presse libérale sur une note un peu plus à droite que Plékhanov. Il faut mentionner ici M. Prokopovitch parce qu'il a été l'un des premiers à citer dans la presse les statistiques de la propriété terrienne de 1905, en se plaçant pratiquement sur le terrain de la réforme agraire *préconisée par les cadets*. Dans deux articles du *Tovarichtch* (1907, n° 214 du 13 mars et n° 238 du 10 avril), M. Prokopovitch polémise contre l'auteur de la statistique officielle, le général Zolotarev, qui cherche à démontrer que le gouvernement peut parfaitement, sans recourir à aucune aliénation forcée, venir à bout de la réforme agraire, et que pour tenir son ménage le paysan peut largement se contenter de 5 déciatines par feu ! M. Prokopovitch est *plus libéral* : il prend *8 déciatines par feu*. Plus d'une fois il souligne qu'une telle attribution est « tout à fait insuffisante », que ce calcul est « des plus modestes », etc. ; néanmoins, pour déterminer « les proportions du besoin en terre » (titre du premier des articles cités de M. Prokopovitch), il prend justement ce chiffre. Il explique qu'il le prend « *pour éviter les controverses inutiles* »... sans doute les « controverses inutiles » avec les Zolotarev ? En évaluant ainsi le nombre de feux paysans où « le manque de terre est manifeste » à la moitié du chiffre global, M. Prokopovitch établit correctement que pour porter le lot à 8 déciatines,

* Voir la note 63. (*N.R.*)

il faut 18,6 millions de déciatines, et, étant donné que le fonds du gouvernement ne serait que de 9 millions de déciatines, « il est impossible d'éviter une aliénation forcée ».

Par ses calculs et ses raisonnements M. le cadet menchevisant ou menchevik cadétisant a merveilleusement traduit l'esprit et le sens du programme agraire libéral. La question concernant les latifundia féodaux proprement dits ou les latifundia en général a été entièrement escamotée. M. Prokopovitch n'a cité que des chiffres sur la propriété foncière privée au-delà de 50 déciatines. C'est ainsi que ce qui est au centre de la lutte se trouve estompé. Les intérêts de la classe d'une maigre poignée de landlords sont cachés par un voile. Au lieu de les dénoncer, on nous met en présence d'un « point de vue étatique » : les terres du Domaine « ne suffiront point ». Or, si elles pouvaient suffire, M. Prokopovitch — c'est ce qui ressort de son raisonnement — n'aurait rien contre les latifundia féodaux...

On établit pour le paysan un lot de famine (8 déciatines). Pour les propriétaires fonciers l'étendue de l'« aliénation forcée » est infime (18 — 9 = 9 millions de déciatines sur 62 millions au-dessus de 500 déciatines !). Pour opérer une *telle* « aliénation forcée », il faut que les *propriétaires fonciers* y astreignent les paysans, comme ce fut le cas en 1861 !

Bon gré, mal gré, consciemment ou non, M. Prokopovitch a *fidèlement* traduit la nature *seigneuriale* du programme agraire cadet. Seulement les cadets sont prudents et rusés : ils préfèrent *ne rien dire du tout* de la *quantité précise* des terres qu'ils veulent exproprier chez les propriétaires fonciers.

### 4. L'ESSENCE ÉCONOMIQUE DE LA RÉVOLUTION AGRAIRE ET SES VÊTEMENTS IDÉOLOGIQUES

On a vu que l'essence de la révolution en cours se ramène à supprimer les latifundia féodaux et à créer une paysannerie agraire libre et (autant qu'il est possible dans les conditions actuelles) aisée, capable non de végéter et de languir sur la terre, mais de développer les forces productives, de faire progresser la culture agricole. Cette révolution ne touche absolument en rien ni ne peut toucher le petit *faire-valoir* dans l'agriculture, la domination du *marché* sur le producteur, et par suite aussi la domination de la

*production marchande*, car la lutte pour la *redistribution* de la terre est incapable de modifier les rapports de production dans l'économie sur cette terre. Or, nous avons vu que cette lutte a ceci de particulier que la petite culture est fortement développée sur les terres des latifundia féodaux.

Le vêtement idéologique de la lutte en cours, ce sont les théories du populisme. L'intervention publique des représentants paysans de toute la Russie à la Ire et à la IIe Doumas avec des programmes agraires a confirmé définitivement que les théories et programmes populistes sont véritablement le vêtement idéologique de la lutte paysanne pour la terre.

Nous avons montré que la base, la partie essentielle du fonds agraire autour duquel les paysans livrent combat, ce sont les grands domaines féodaux. Nous avons fixé une norme très élevée pour l'expropriation, à savoir 500 déciatines. Mais il est facile de se rendre compte que la conclusion tirée par nous reste entière, quelle que soit d'ailleurs la diminution de cette norme, mettons, jusqu'à 100 ou 50 déciatines. Divisons le groupe c) 20 à 500 déciatines en trois subdivisions : aa) 20 à 50 déciatines ; bb) 50 à 100 et cc) 100 à 500, et voyons quelles sont les étendues de la possession agraire communautaire et privée pour ces subdivisions.

Terres communautaires

| Subdivisions | Nombre de propriétés | Etendue | Moyenne par possession en déciatines |
|---|---|---|---|
| 20 à 50 déc. | 1 062 504 | 30 898 147 | 29,1 |
| 50 à 100 „ | 191 898 | 12 259 171 | 63,9 |
| 100 à 500 „ | 40 658 | 5 762 276 | 141,7 |

| Terre privée | | | Total pour la Russie d'Europe | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Nombre de propriétés | Etendue | Moyenne par possession en déciatines | Nombre de propriétés | Etendue | Moyenne par possession en déciatines |
| 103 237 | 3 301 004 | 32,0 | 1 165 741 | 34 199 151 | 29,3 |
| 44 877 | 3 229 858 | 71,9 | 236 775 | 15 489 029 | 65,4 |
| 61 188 | 14 096 637 | 230,4 | 101 846 | 19 858 913 | 194,9 |

On voit par là, premièrement, que la confiscation des terres au-delà de 100 déciatines augmentera le fonds agraire,

comme nous l'avons déjà marqué plus haut, de 9 à 10 millions de déciatines, et que la confiscation des terres au-delà de 50 déciatines, supposée par Tchijevski, député de la Ire Douma d'Etat, augmentera le fonds agraire de 18,5 millions de déciatines. Par conséquent, la *base* du fonds agraire, cette fois aussi, sera constituée par les latifundia féodaux. Là est le nœud de la question agraire actuelle. On connaît aussi la liaison de cette grosse propriété foncière avec la haute bureaucratie. G. Alexinski a cité, devant la IIe Douma, les chiffres de M. Roubakine relatifs à l'étendue des domaines des hauts fonctionnaires en Russie. En second lieu, il ressort de ces données que même défalcation faite des lots de terre communautaire *et des domaines dépassant 100 déciatines*, des différences considérables demeurent entre les lots supérieurs (et les petits domaines). La révolution trouve la paysannerie déjà différenciée aussi bien pour l'étendue de la possession foncière et, plus encore, pour les proportions du capital, la quantité de bétail, la quantité et la qualité du cheptel mort, etc. Que la différenciation dans le domaine de l'avoir pour ainsi dire non communautaire des paysans soit de beaucoup plus importante que dans le domaine de la possession foncière communautaire, c'est ce que démontre suffisamment notre littérature économique.

Quelle valeur peuvent donc avoir les théories populistes qui reflètent avec plus ou moins de fidélité les vues des paysans sur leur lutte pour la terre ? Deux « principes » constituent le fond de ces théories populistes: le « principe du travail » et l'« égalisation ». La nature petite-bourgeoise de ces principes est si évidente, elle a été démontrée si fréquemment et de façon tellement circonstanciée dans la littérature marxiste, qu'il est inutile d'en reparler ici. Mais il importe de souligner, dans ces « principes », le trait que jusqu'à présent les social-démocrates russes n'ont pas apprécié à sa juste valeur. Sous une forme nébuleuse, ces principes traduisent *effectivement* quelque chose de réel et de *progressiste* dans le moment historique actuel. A savoir : ils traduisent la lutte d'extermination contre les latifundia féodaux.

Jetez un coup d'œil sur le schéma cité plus haut qui montre l'évolution de notre régime agraire à partir de la situation présente vers le but « final » de l'actuelle révolution

bourgeoise. Vous verrez nettement qu'« alors » se distingue de « maintenant » par une « égalisation » infiniment plus grande de la possession foncière, par une correspondance infiniment plus grande de la *nouvelle* répartition du sol avec le « principe du travail ». Et ce n'est pas un effet du hasard. Il ne peut en être autrement dans un pays paysan que le développement bourgeois dégage de la féodalité. L'abolition des latifundia féodaux est sans aucun doute imposée dans un tel pays par le développement capitaliste. Et cette abolition, étant donné la domination de la petite culture, signifie nécessairement une plus grande « égalisation » de la possession du sol. En brisant les latifundia moyenâgeux, le capitalisme *commence* par une possession foncière plus « égalitaire » *dont* il forme une grosse agriculture nouvelle sur la base du travail salarié, du machinisme et d'une haute technique agronomique, et non sur la base des redevances en travail et de la servitude.

L'erreur de tous les populistes est que, se bornant à l'étroit horizon du petit cultivateur, ils n'aperçoivent pas le caractère bourgeois des rapports sociaux dans lesquels le paysan entre au sortir du servage. Ils transforment le « principe du travail » de l'agriculture *petite-bourgeoise* et l'« égalisation » en tant que mot d'ordre pour écraser les latifundia *féodaux*, en quelque chose d'absolu, qui se suffit à soi-même et signifie un régime particulier, non bourgeois.

L'erreur de certains marxistes est que, tout en critiquant la *théorie* des populistes, ils n'en aperçoivent pas le *contenu* historique réel, historiquement justifié *dans la lutte contre la féodalité*. Ils critiquent, et ils ont raison de critiquer le « principe du travail » et l'« égalisation » comme un *socialisme* petit-bourgeois arriéré, réactionnaire, oubliant que ces théories expriment le *démocratisme* petit-bourgeois avancé, révolutionnaire ; que ces théories servent de drapeau à la lutte décisive contre la vieille Russie féodale. L'idée d'égalité est l'idée la plus révolutionnaire dans la lutte contre le vieux régime de l'absolutisme en général, contre le vieux régime de la grosse propriété féodale en particulier. L'idée *d'égalité* est légitime et progressiste pour le paysan petit-bourgeois puisqu'elle exprime la lutte contre l'inégalité féodale. L'idée de propriété terrienne « égalisée » est légitime et progressiste puisqu'elle exprime l'aspiration

de dix millions de paysans réduits à un lot de sept déciatines de terre communautaire et ruinés par les propriétaires fonciers à *partager* * des latifundia féodaux de 2 300 déciatines chacun. Or, dans la situation historique actuelle cette idée exprime *réellement* une telle tendance, elle pousse à une révolution *bourgeoise* conséquente, en revêtant par méprise ce fait d'une phraséologie nébuleuse, *pseudo-socialiste*. Il ferait beau voir un marxiste qui, en critiquant la fausse couverture socialiste des mots d'ordre bourgeois, serait incapable d'apprécier leur valeur historique progressiste en tant que mots d'ordre *bourgeois* les plus décidés dans la lutte *contre le servage*. Le contenu réel de la révolution qui apparaît aux yeux du populiste comme une « socialisation », consistera à déblayer de la façon la plus systématique les voies devant le capitalisme, à extirper de la façon la plus décisive le servage. Le schéma que j'ai reproduit plus haut montre précisément le maximum dans l'élimination du servage et le maximum d'« égalisation » pouvant être réalisée ainsi. Le populiste s'imagine que cette « égalisation » écarte l'élément bourgeois alors qu'en réalité elle *exprime* les tendances de la bourgeoisie la plus radicale. Et tout ce que l'« égalisation » comporte de surcroît, c'est *fumée* idéologique, illusion de petit bourgeois.

Le jugement peu perspicace et non historique de certains marxistes russes sur la valeur des théories populistes dans la révolution bourgeoise en Russie tient à ce qu'ils n'ont pas réfléchi au rôle de cette « confiscation » des terres seigneuriales qu'ils défendent. Il suffirait de se représenter nettement la base économique d'un tel bouleversement dans les conditions actuelles de notre propriété terrienne, pour que nous nous rendions compte non seulement du caractère illusoire des théories du populisme, mais aussi de la vérité de la lutte contre le servage, vérité limitée par une tâche historique déterminée et formant le contenu réel de ces théories illusoires.

---

* Il ne s'agit pas ici du partage pour la remise en propriété, mais pour la remise en jouissance économique. Un tel partage est possible, lors de la municipalisation comme lors de la nationalisation, et même inévitable pour un temps sous le régime de la petite culture.

### 5. DEUX TYPES DE L'ÉVOLUTION AGRAIRE BOURGEOISE

Poursuivons. Nous avons montré que les théories populistes, absurdes et réactionnaires du point de vue de la lutte pour le socialisme, contre la bourgeoisie, se trouvent être « raisonnables » (dans le sens d'une tâche historique particulière) et progressistes dans la lutte bourgeoise contre la féodalité. Il s'agit de savoir maintenant s'il faut comprendre le dépérissement inévitable de la féodalité dans la propriété terrienne russe et dans l'ensemble du régime social russe, le caractère inévitable de la révolution agraire démocratique bourgeoise, en ce sens qu'elle ne peut se produire que sous une seule forme déterminée ? Ou qu'elle est possible sous des formes diverses ?

Cette question a une importance capitale pour l'élaboration d'un point de vue correct sur notre révolution et sur le programme agraire social-démocrate. Et nous devons résoudre cette question en partant des données, reproduites plus haut, sur la base économique de la révolution.

Le nœud de la lutte, ce sont les latifundia féodaux, incarnation la plus marquante et appui le plus solide des vestiges du servage en Russie. Le progrès de l'économie marchande et du capitalisme met impérieusement un terme à ces survivances. Sous *ce* rapport il n'y a devant la Russie *qu'une seule* voie, la voie du développement bourgeois.

Cependant, les formes de ce développement peuvent être de deux sortes. Les vestiges du servage peuvent disparaître à la suite d'une réorganisation des domaines seigneuriaux ou de la suppression des latifundia féodaux, c'est-à-dire au moyen de réformes ou au moyen d'une révolution. Le développement bourgeois peut se poursuivre avec à sa tête la grosse propriété seigneuriale qui devient graduellement plus bourgeoise et remplace graduellement les procédés féodaux d'exploitation par des procédés bourgeois ; il peut de même se poursuivre avec à sa tête de petites exploitations paysannes qui, par la voie révolutionnaire, éliminent de l'organisme social cette « excroissance » que sont les latifundia féodaux, pour se développer ensuite librement sans ces derniers en suivant la voie des fermes capitalistes.

Ces deux voies de développement bourgeois objectivement possible, nous les appellerions la voie prussienne et la

voie américaine. Dans le premier cas l'exploitation féodale se transforme lentement en exploitation bourgeoise à la manière des junkers, en vouant les paysans pour des dizaines d'années à la plus dure expropriation et à l'asservissement, dégageant une faible minorité de « Grossbauern » (gros paysans). Dans le second cas, le domaine seigneurial n'existe pas ou bien il est détruit par la révolution qui confisque et fractionne les propriétés féodales. Dès lors, le paysan prédomine, devenant l'agent exclusif de l'agriculture et se transformant en fermier capitaliste. Dans le premier cas le contenu essentiel de l'évolution est la transformation du servage en servitude et en exploitation capitaliste sur les terres des féodaux, seigneurs terriens, junkers. Dans le second cas, c'est la transformation du paysan patriarcal en fermier bourgeois.

L'histoire économique de la Russie fait apparaître de toute évidence ces deux types d'évolution. Prenez l'époque de la chute du servage. Propriétaires fonciers et paysans s'opposaient sur le mode de réalisation de la réforme. Les uns et les autres défendaient les conditions du développement économique bourgeois (sans s'en rendre compte), mais les premiers étaient pour un développement susceptible d'assurer la conservation optimale des exploitations seigneuriales, des revenus seigneuriaux, des modes seigneuriaux (asservissants) de l'exploitation. Les seconds, pour un développement susceptible d'assurer au maximum — maximum possible en général avec le niveau de culture existant — le bien-être de la paysannerie, la destruction des latifundia seigneuriaux, de tous les procédés d'exploitation féodaux et asservissants, l'extension de la libre propriété terrienne des paysans. Il va de soi qu'avec la seconde solution le développement du capitalisme et celui des forces productives serait plus large et *plus rapide* qu'avec la solution seigneuriale de la réforme paysanne *. Seuls des marxistes de caricature, comme les populistes luttant contre le marxisme

* Dans la revue *Naoutchnoïé Obozrénié* (1900, mai-juin), je disais à ce propos : ... « plus les paysans auraient reçu de terre au moment de l'affranchissement et moins cher ils l'auraient payée, plus rapide, plus large et plus libre aurait été le développement du capitalisme en Russie, plus le niveau de vie de la population se serait élevé, plus le marché intérieur se serait élargi, plus rapide serait l'application des machines à la production, plus, en un mot, le développement écono-

ont essayé d'en gribouiller le portrait, pourraient considérer l'enlèvement de la terre aux paysans en 1861, comme un gage du développement capitaliste. Au contraire, il aurait été et il s'est trouvé être en fait un gage de fermage *asservissant*, c'est-à-dire semi-féodal et de faire-valoir par redevances en travail, c'est-à-dire par corvées, faire-valoir qui a retardé extraordinairement le progrès du capitalisme et la croissance des forces productives dans l'agriculture russe. La lutte des intérêts des paysans et des propriétaires fonciers n'était pas la lutte de la « production populaire » ou du « principe du travail » contre la bourgeoisie (comme le croyaient et le croient encore nos populistes) ; c'était une lutte pour le type américain de l'évolution bourgeoise contre le type prussien, toujours aussi bourgeois, d'évolution.

Et dans les localités de la Russie où le servage n'existait pas, où c'est entièrement ou principalement le paysan libre qui se livrait à l'agriculture (par exemple, dans les steppes — peuplées après la réforme — d'outre-Volga, de la Nouvelle Russie, du Caucase du Nord) le développement des forces productives et celui du capitalisme se firent infiniment plus vite que dans le centre accablé sous les survivances du servage *.

Mais si le centre agraire de la Russie et ses confins agraires nous montrent, pour ainsi dire, une répartition spatiale ou géographique des localités où prédomine l'évolution

---

mique de la Russie ressemblerait à celui de l'Amérique. Je me bornerai à indiquer deux circonstances qui confirment, à mon avis, la justesse de cette dernière opinion : 1° la pénurie de terre et les lourds impôts ont développé chez nous, dans un rayon très vaste, l'exploitation des domaines privés par prestations de travail, c'est-à-dire, survivance directe du servage, et non point capitalisme ; 2° précisément dans nos provinces frontières où le servage était entièrement inconnu ou bien plus faible que partout ailleurs, où les paysans souffrent le moins de la pénurie de terre, des redevances et des lourds impôts, là précisément le capitalisme s'est le plus développé dans l'agriculture. » (Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 3, p. 552, *N.R.*)

* De l'importance des confins en Russie en tant que fonds de colonisation dans le développement du capitalisme, j'ai parlé en détail dans le *Développement du capitalisme* (St-Pétersbourg 1899, pp. 185, 444, d'autres encore). Une deuxième édition parut en 1908. (Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 3, pp. 217-218, 493, 519-523. *N.R.*). Nous reviendrons plus tard sur leur rôle dans la question du programme agraire social-démocrate.

agraire de tel ou tel type, par contre, les traits essentiels de l'une ou l'autre évolution apparaissent nettement aussi dans *toutes* les localités où existent côte à côte l'exploitation seigneuriale et l'exploitation paysanne. Une des erreurs radicales de l'économie populiste était qu'elle considérait uniquement l'économie seigneuriale comme la source du capitalisme agraire ; quant à l'économie paysanne, on la regardait sous l'angle de la « production populaire » et du « principe du travail » (c'est ainsi qu'en usent encore maintenant les troudoviks, les « socialistes-populistes » et les socialistes-révolutionnaires). Nous savons que cela n'est pas exact. L'économie seigneuriale évolue selon le mode capitaliste ; elle remplace graduellement les prestations de travail par le « travail salarié », l'assolement triennal par la culture intensive et le matériel ancestral du paysan par un matériel perfectionné. L'économie paysanne *évolue de même selon le mode capitaliste*, en dégageant la bourgeoisie rurale et le prolétariat rural. Plus la situation de la « communauté » est favorable, plus s'élève le bien-être de la paysannerie en général, et *plus rapidement* se fait cette différenciation de la paysannerie en classes antagonistes de l'économie rurale capitaliste. Il existe donc partout deux courants d'évolution agraire. La lutte des intérêts des paysans et des propriétaires fonciers, qui domine toute l'histoire de la Russie après l'abolition du servage et constitue la base économique la plus importante de notre révolution, est la lutte pour tel ou tel type de l'évolution agraire bourgeoise.

Ce n'est qu'en saisissant la différence entre ces types et leur caractère bourgeois à *tous deux* que nous pouvons expliquer correctement la question agraire dans la révolution russe et comprendre la signification de classe des divers programmes agraires mis en avant par les divers partis *. Nous répétons : le nœud de la lutte, ce sont les latifundia

* La confusion qui règne par moments dans les cerveaux des social-démocrates russes à propos des deux voies de l'évolution agraire bourgeoise en Russie, c'est ce que montre l'exemple de P. Maslov. Dans *Obrazovanié* (1907, n° 3), il distingue deux voies : 1° « Le capitalisme en développement » ; 2° « la lutte inutile contre le développement économique ». La « première voie », voyez-vous, « mène la classe ouvrière et avec elle toute la société vers le socialisme ; la seconde voie pousse (!) la classe ouvrière entre les mains (!) de la bourgeoisie, à

féodaux. Leur évolution capitaliste est hors de discussion, mais elle est possible sous une double forme : sous la forme de leur élimination révolutionnaire, de leur destruction par les paysans fermiers, et sous la forme de leur évolution graduelle vers des exploitations comme celles des junkers (avec pour corollaire la transformation du moujik asservi en un «Knecht» asservi).

### 6. LES DEUX LIGNES DE PROGRAMMES AGRAIRE DANS LA RÉVOLUTION

Si nous comparons maintenant à la base économique esquissée ci-dessus les programmes agraires formulés par les diverses classes qui participent à la révolution, nous verrons tout de suite deux lignes de ces programmes, conformes aux deux types d'évolution agraire que nous avons indiqués.

Prenons le programme de Stolypine, que partagent les propriétaires fonciers de droite et les octobristes. C'est là ouvertement un programme de propriétaires fonciers. Mais peut-on dire qu'il soit réactionnaire sous le rapport économique, c'est-à-dire qu'il exclut ou s'attache à exclure le développement du capitalisme, à empêcher l'évolution agraire bourgeoise ? En aucun cas. Au contraire, la fameuse législation agraire de Stolypine, d'après l'article 87, est tout imprégnée d'un esprit purement bourgeois. Il est hors de doute qu'elle suit la ligne de l'évolution capitaliste,

une lutte entre gros et petits propriétaires d'où la classe ouvrière ne tirera rien sinon des défaites » (p. 92). Premièrement, la « seconde voie » est une phrase vide de sens, un rêve, et non une voie ; c'est une idéologie fausse, et non une possibilité réelle de développement. En second lieu, Maslov ne remarque pas que Stolypine et la bourgeoisie mènent la paysannerie également sur la voie capitaliste, et que par conséquent la lutte réelle ne se poursuit pas autour du capitalisme, mais autour du type de développement capitaliste. Troisièmement, c'est une absurdité pure et simple que de prétendre qu'en Russie une voie est possible qui ne « pousserait » pas la classe ouvrière sous la domination de la bourgeoisie... Quatrièmement, il est également absurde de prétendre qu'il puisse ne pas y avoir de lutte sur une « voie » quelconque entre les petits et grands propriétaires. Cinquièmement, Maslov estompe, à l'aide de catégories européennes (petits et grands propriétaires), la particularité historique de la Russie qui joue un rôle immense dans cette révolution : la lutte des petits propriétaires bourgeois et des grands propriétaires féodaux.

qu'elle facilite, pousse en avant cette évolution, accélère l'expropriation de la paysannerie, la désagrégation de la commune, la création d'une bourgeoisie paysanne. Cette législation est incontestablement progressiste dans le sens scientifique et économique.

Est-ce à dire que les social-démocrates doivent la « soutenir » ? Non. Seul peut raisonner ainsi le marxisme vulgaire dont les semences sont jetées en abondance par Plékhanov et les mencheviks qui chantent, clament et proclament : « Il faut soutenir la bourgeoisie dans sa lutte contre le vieil ordre de choses. » Non. Dans l'intérêt du développement des forces productives (ce critère suprême du progrès social), nous devons soutenir non pas l'évolution bourgeoise du type seigneurial, mais l'évolution bourgeoise du type paysan. La première revient à maintenir au maximum l'asservissement et le servage (remanié à la manière bourgeoise), à développer le moins rapidement possible les forces productives et à développer le capitalisme au ralenti ; elle implique des calamités et des tourments infiniment plus grands, l'exploitation et l'oppression des larges masses de la paysannerie et, par suite, du prolétariat lui aussi. La seconde revient à développer le plus rapidement possible les forces productives et les conditions les meilleures (qui soient possibles dans le cadre de la production marchande) de l'existence de la masse paysanne. La tactique de la social-démocratie dans la révolution bourgeoise russe est déterminée non par le soutien à la bourgeoisie libérale, ainsi que le présument les opportunistes, mais par le soutien à la paysannerie en lutte.

Prenons le programme de la bourgeoisie libérale, c'est-à-dire des cadets. Fidèles à la devise : « qu'y a-t-il pour votre service ? » (C'est-à-dire « Qu'y a-t-il pour le service de messieurs les propriétaires fonciers ? ») ils ont proposé un programme à la première Douma, et un autre à la deuxième. Le changement de programmes est pour eux une chose aussi facile et de peu d'importance que pour les arrivistes européens sans principes de la bourgeoisie. A la première Douma, c'est la révolution qui apparaissait forte, le programme libéral lui empruntait un morceau de nationalisation (« le fonds agraire de l'Etat »). A la deuxième Douma, c'est la contre-révolution qui apparaissait forte, le programme libéral jetait par-dessus bord le fonds agraire de l'Etat, se

tournait vers l'idée stolypinienne d'une propriété paysanne stable, renforçait et multipliait les exemples excluant de la règle générale l'aliénation forcée de la grosse propriété foncière. Mais ce double jeu des libéraux, nous en parlons ici en passant. Il importe de marquer ici autre chose : les principes fondamentaux qui sont *communs aux deux « faces »* du programme agraire libéral. Ces principes fondamentaux qui leur sont communs, c'est : 1° l'indemnité de rachat ; 2° la conservation des exploitations seigneuriales ; 3° le maintien des privilèges seigneuriaux lors de la réalisation de la réforme.

L'indemnité de rachat est un tribut imposé au développement social, un tribut payé aux possesseurs de latifundia féodaux. L'indemnité de rachat est la réalisation assurée par des méthodes bureaucratiques et policières, des procédés d'exploitation féodale sous la forme d'un « équivalent universel » bourgeois. Ensuite, la conservation des exploitations seigneuriales *dans telle ou telle* mesure apparaît dans les deux programmes des cadets, quels que soient les efforts des politiciens bourgeois pour cacher ce fait au peuple. Le troisième point — les privilèges seigneuriaux dans la réalisation de la réforme — a été exprimé avec toute la précision voulue par l'attitude des cadets devant l'élection des comités agraires locaux sur la base du suffrage universel, direct, égal et au scrutin secret. Nous ne pouvons pas ici entrer dans les détails *, qui concernent un autre passage de notre exposé. Il nous faut ici déterminer seulement la *ligne* du programme agraire des cadets. Et il est nécessaire de noter à cet égard que la question de l'effectif des comi-

* Cf. les procès-verbaux de la Ire Douma, 14e séance, 24 mai 1906 au cours de laquelle les cadets Kokochkine et Kotliarevski côte à côte avec l'octobriste (de ce temps-là) Heyden réfutent par le moyen des plus vils sophismes l'idée des comités agraires locaux. A la IIe Douma : les louvoiements du cadet Savéliev (16e séance, 26 mars 1907) et la lutte ouverte contre l'idée des comités locaux du cadet Tatarinov (24e séance, 9 avril 1907, p. 1783 du compte rendu sténographique). Dans la *Retch*, le remarquable éditorial du n° 82, 1906, 25 mai, réimprimé chez Milioukov (« Une année de lutte », n° 117, pp. 457-459). Voici le passage décisif du texte de cet octobriste déguisé : « Nous présumons que former ces comités au moyen de suffrage universel reviendrait à les préparer non en vue d'un règlement pacifique de la question agraire sur place, mais pour quelque chose de tout à fait différent. L'orientation générale de la réforme doit être laissée entre les mains de l'Etat... Dans les commissions locales doivent être re-

tés agraires locaux a une importance *capitale*. Seuls des apprentis en politique pourraient se leurrer du mot d'ordre cadet : « aliénation *forcée* ». Il s'agit de savoir lequel forcera l'autre : les propriétaires les paysans (à payer trois fois plus cher pour les terres médiocres) ou les paysans les propriétaires fonciers. Les discours des cadets sur « la représentation égale des intérêts opposés » et sur l'indésirable « violence unilatérale » montrent de toute évidence le fond de l'affaire, à savoir que dans l'aliénation forcée des cadets les propriétaires terriens forcent les paysans !

Le programme agraire des cadets suit la ligne du progrès stolypinien, c'est-à-dire du progrès bourgeois seigneurial. C'est un fait. L'incompréhension de ce fait est erreur fondamentale de ceux des social-démocrates qui, pareils à certains mencheviks, sont capables de considérer la politique agraire cadette comme plus progressiste que celle des populistes.

Chez les représentants de la paysannerie, c'est-à-dire chez les troudoviks, les socialistes-populistes et en partie chez les socialistes-révolutionnaires, nous voyons dans les deux Doumas, *malgré* les multiples hésitations et flottements, une ligne tout à fait nette visant à défendre la paysannerie *contre* les propriétaires fonciers. Des oscillations se manifestent, par exemple, dans la question du rachat préconisé par le programme des troudoviks, mais, d'abord, il est interprété souvent dans le sens de l'assistance publique aux propriétaires fonciers inaptes au travail *, en second lieu, vous pouvez trouver dans les procès-verbaux de la IIe Douma toute une série de discours *paysans* extrêmement

---

présentés, de façon égale si possible (sic !), ceux des intérêts opposés des parties qui peuvent être conciliés sans que soit portée atteinte à la valeur étatique de la réforme entreprise et sans la transformer en un acte de violence unilatérale »... (p. 459). Dans le deuxième tome de la *Question agraire* des cadets, M. Kutler publie son projet de loi qui *assure* aux propriétaires fonciers, ainsi qu'aux fonctionnaires, la prédominance sur les paysans dans *tous* les comités et commissions agraires qu'ils soient principaux, de province ou de district (pp. 640-641), tandis que M. A. Tchouprov, un « libéral » ! défend le principe de ce même odieux plan seigneurial destiné à rouler les paysans (p. 33).

* Cf. *le Recueil des « Izvestia des députés paysans » et de la « Russie du travail »*. St-Pétersbourg 1906, recueil d'articles des *journaux* des troudoviks de la première Douma, par exemple, l'article intitulé : « Indemnité, et non rachat » (pp. 44-49) et bien d'autres.

caractéristiques, *contre* l'indemnité de rachat et proclamant ce mot d'ordre : Toute la terre au peuple entier *. En ce qui concerne les comités agraires locaux — dans la question très importante de savoir lequel forcera l'autre —, les députés paysans sont les promoteurs et les partisans de l'idée de leur élection au suffrage universel.

Nous n'aborderons pas pour l'instant la question du contenu du programme agraire des troudoviks et des socialistes-révolutionnaires d'une part, et des social-démocrates, de l'autre. Nous devons constater avant tout ce fait incontestable que les programmes agraires de *tous* les partis et classes qui se sont ouvertement affirmés dans la révolution russe comportent manifestement *deux* types principaux, conformes aux deux types de l'évolution agraire bourgeoise. La ligne de partage entre les programmes agraires de « droite » et de « gauche » passe non pas entre les octobristes et les cadets, comme le présument souvent, d'une façon tout à fait erronée, les mencheviks (qui se laissent assourdir par le bruit de paroles « démocratiques constitutionnelles » et substituent à l'analyse de classe celle de la dénomination des partis). La ligne de partage passe entre les cadets et les troudoviks. Ce qui détermine cette ligne, ce sont les *intérêts des deux classes principales* de la société russe qui luttent pour la terre : les propriétaires fonciers et les paysans. Les cadets conservent la grosse propriété foncière et font prévaloir une évolution civilisée européenne, bourgeoise, mais cependant *seigneuriale*, de l'agriculture. Les troudoviks (et aussi les députés ouvriers social-démocrates), c'est-à-dire les représentants de la paysannerie et ceux du prolétariat, font prévaloir l'évolution bourgeoise *paysanne* de l'agriculture.

Il faut distinguer strictement entre le vêtement idéologique des programmes agraires, leurs différents détails politiques, etc., et le fondement économique de ces program-

* Cf. le discours prononcé à la IIe Douma par le paysan *de droite* Pétrotchenko (22e séance, 5 avril 1907) : Kutler a, voyez-vous, offert de bonnes conditions... « Sans doute que, en homme riche, il a demandé trop cher ; nous autres paysans, qui sommes pauvres, nous ne pouvons pas payer autant » (p. 1616). Le paysan *de droite* est *plus à gauche* que le politicien bourgeois qui joue au libéralisme. Cf. aussi le discours du paysan sans-parti Sémionov (12 avril 1907), discours respirant la lutte paysanne révolutionnaire spontanée, et bien d'autres.

mes. Le difficile maintenant, ce n'est pas de comprendre le caractère bourgeois des revendications et programmes agraires du seigneur et du *paysan* : ce travail a été accompli déjà par les marxistes avant la révolution, et la révolution l'a confirmé. Le difficile, c'est de se rendre pleinement compte quelle est la base sur laquelle repose la lutte des deux classes *dans le cadre* de la société bourgeoise et de l'évolution bourgeoise. On ne saurait regarder cette lutte comme un phénomène social normal, si on ne la ramène pas aux tendances objectives du développement économique de la Russie capitaliste.

Maintenant, après avoir montré le lien qui rattache les deux types de programmes agraires dans la révolution russe aux deux types de l'évolution agraire bourgeoise, il nous faut passer à l'examen d'un nouvel aspect, fort important, de la question.

### 7. LA SUPERFICIE DES TERRES EN RUSSIE. LE PROBLÈME DE LA COLONISATION

Nous avons dit plus haut que l'analyse économique nous fait distinguer dans la question du capitalisme en Russie le centre agraire, avec de nombreux vestiges du servage, et les confins du pays avec absence ou faiblesse de ces vestiges, avec des traits de l'évolution capitaliste de la paysannerie libre.

Que faut-il entendre par confins ? Visiblement, des terres non peuplées, ou pas tout à fait peuplées, pas tout à fait entraînées dans la culture agricole. Et nous devons maintenant passer de la Russie d'Europe à l'ensemble de l'Empire russe, pour nous former une idée exacte de ce que sont ces « périphéries » et de ce qu'est leur valeur économique.

Dans la brochure de MM. Prokopovitch et Mertvago : *Combien de terre y a-t-il en Russie et quel usage en faisons-nous ?* (M. 1907), le dernier nommé des auteurs tente de faire le point de toutes les statistiques existant dans la littérature sur la quantité de terre dans *toute* la Russie et sur l'emploi économique de la quantité de terre connue de nous. Pour plus de clarté, nous reproduisons le rapprochement de M. Mertvago sous la forme d'un tableau en y joignant les chiffres de la population d'après le recensement de 1897.

| | Superficie de terre dans toute la Russie | | | | | | | | Population d'après le recensement de 1897 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Total | | Dont | | Dont | | | | | |
| | Verstes carrées en milliers | Déciat. en millions | Pas de renseignements | Terres recensées | Labours | Prairies | Forêts | Total | Total en milliers | Par verste carrée |
| | | | En millions de déciatines | | | En millions de déciatines | | | | |
| 10 provinces du Royaume de Pologne | 111,6 | 11,6 | — | 11,6 | 7,4 | 0,9 | 2,5 | 10,8 | 9 402,2 | 84,3 |
| 38 prov. à l'ouest de la Volga | 1 755,6 | 183,0 | — | 183,0 | 93,6 | 18,7 | 34,0 | 146,3 | — | — |
| 12 prov. au nord et à l'est de la Volga | 2 474,9 | 258,0 | — | 258,0 | 22,3 | 7,1 | 132,0 | 161,4 | — | — |
| Au total pour les 50 prov. de la Russie d'Europe | 4 230,5 | 441,0 | — | 441,0 | 115,9 | 25,8 | 166,0 | 307,7 | 93 442,9 | 22,1 |
| Caucase | 411,7 | 42,9 | 22,1 | 20,8 | 6,5 | 2,2 | 2,5 | 11,2 | 9 289,4 | 22,6 |
| Sibérie | 10 966,1 | 1 142,6 | 639,7 | 502,9 | 4,3 | 3,9 | 121,0 | 129,2 | 5 758,8 | 0,5 |
| Asie centrale | 3 141,6 | 327,3 | 157,4 | 169,9 | 0,9 | 1,6 | 8,0 | 10,5 | 7 746,7 | 2,5 |
| Total pour la Russie d'Asie | 14 519,4 | 1 512,8 | 819,2 | 693,6 | 11,7 | 7,7 | 131,5 | 150,9 | — | — |
| Total pour l'Empire russe* | 18 861,5 | 1 965,4 | 819,2 | 1 146,2 | 135,0 | 34,4 | 300,0 | 469,4 | 125 640,0 | 6,7 |

*Sans la Finlande.

Ces chiffres montrent nettement combien vastes sont les étendues de terre en Russie, et combien peu nous connaissons les terres des confins et leur valeur économique. Certes, il serait radicalement faux de considérer ces terres à l'heure actuelle et sous leur actuel aspect comme étant propres à satisfaire les besoins en terre de la paysannerie russe. Tous les calculs de ce genre, que font souvent les écrivains réactionnaires * n'ont aucune valeur scientifique. A cet égard M. A. Kaufmann a parfaitement raison lorsqu'il raille la recherche de terres vacantes en vue de leur peuplement sur la base des données relatives à la quantité de verstes carrées. Il a encore parfaitement raison, sans nul doute, lorsqu'il montre combien peu il y a à l'heure actuelle de terres propres à recevoir les colons aux confins de la Russie, et combien est fausse l'opinion selon laquelle il est possible de remédier au manque de terre chez le paysan russe par le moyen de l'émigration **.

Mais ces justes raisonnements du libéral M. Kaufmann contiennent cependant une erreur extrêmement importante. M. Kaufmann raisonne ainsi : « Avec le choix présent des colons, avec le degré présent de leur bien-être, avec le niveau présent de leur culture » (ouvrage cité, p. 129), les terres nécessaires pour subvenir aux besoins des paysans russes par le moyen de l'émigration sont assurément insuffisantes. Par conséquent, conclut-il pour la défense du programme agraire des cadets, il faut l'aliénation forcée des terres privées en Russie d'Europe.

C'est là le raisonnement libéral et libéralo-populiste que font ordinairement nos économistes. Il est fait de telle

---

* Et les députés réactionnaires. A la IIe Douma l'octobriste Tétérévenkov a cité des chiffres empruntés aux études de Chtcherbina sur 65 millions de déciatines de terre dans la région des steppes et les chiffres sur les étendues de terre dans l'Altaï — 39 millions de déciatines — pour prouver que l'aliénation forcée en Russie d'Europe est inutile. Spécimen de bourgeois qui s'adapte au propriétaire féodal en vue du « progrès » commun dans l'esprit de Stolypine (comptes rendus sténographiques de la IIe Douma, 39e séance, 16 mai 1907, pp. 658-661).

** *Question agraire*, édition de Dolgoroukov et Pétrounkévitch, t. 1, article de M. Kaufmann : « Le peuplement et son rôle dans le programme agraire ». Cf. en outre le livre du même auteur : *Peuplement et colonisation*, St-Pétersbourg 1905.

sorte que l'on peut en tirer cette conclusion : s'il y avait une quantité suffisante de terre se prêtant au peuplement, on pourrait bien ne pas toucher aux latifundia féodaux ! MM. les cadets et d'autres politiciens analogues, tout pénétrés de l'esprit du fonctionnaire bienveillant, ont la prétention de se placer au-dessus des classes, de s'élever au-dessus de la lutte de classe. S'il faut supprimer les latifundia féodaux, ce n'est point parce qu'ils signifient l'exploitation féodale de millions d'hommes de la population locale, son asservissement et le retard dans le développement des forces productives, mais parce qu'il est impossible à l'heure actuelle de faire partir des millions de familles quelque part en Sibérie ou au Turkestan ! Ce n'est pas sur le caractère de classe féodal des latifundia russes que l'on reporte le centre de gravité, mais sur la possibilité de réconcilier les classes, de satisfaire le moujik sans heurter les intérêts du propriétaire, en un mot, sur la possibilité de la fameuse « paix sociale ».

Le raisonnement de M. Kaufmann et de ses nombreux adeptes parmi les intellectuels russes a besoin d'être renversé pour être juste. *Etant donné* que le paysan russe est écrasé sous les latifundia féodaux, la répartition libre de la population est, *de ce fait*, infiniment freinée sur le territoire de la Russie, ainsi que l'utilisation économique rationnelle de la masse des terres périphériques de la Russie. *Etant donné* que les latifundia féodaux maintiennent la paysannerie russe dans un état d'hébétude et perpétuent, par le moyen des redevances en travail et par la servitude, les procédés et méthodes les plus arriérés sur la terre, le progrès technique est, *de ce fait*, rendu difficile, de même que l'essor intellectuel de la masse paysanne, l'essor de ses activités, de son instruction, de ses initiatives, nécessaire pour l'utilisation économique d'une masse infiniment plus grande de terres prise sur les réserves de la Russie que celle que nous utilisons aujourd'hui. Car les latifundia féodaux et la servitude subsistante dans l'agriculture signifient aussi une superstructure politique correspondante, la domination du seigneur ultra-réactionnaire dans l'Etat, l'absence de droits chez la population, la diffusion des méthodes d'administration Gourko-Lidval [104], etc., et ainsi de suite à l'infini.

Que les latifundia féodaux dans le centre agraire de la Russie exercent une influence des plus néfastes sur l'ensemble du régime social, sur tout le développement social, sur l'état de l'agriculture, et le niveau de vie des masses paysannes, tout le monde le sait. Je me contenterai ici d'invoquer la vaste littérature économique russe qui a démontré la domination des redevances en travail, de la servitude, des lourds fermages, de la « louée d'hiver » et autres beautés moyenâgeuses dans la Russie centrale *.

La chute du servage a provoqué des conditions où (comme je l'ai montré en détail dans *Le développement du capitalisme*) la population *s'est enfuie* en tous sens de ce foyer des attardés de la féodalité. De la zone agricole centrale, la population a fui vers les provinces industrielles, vers les capitales, vers les confins sud et est de la Russie d'Europe, peuplant des terres jusqu'alors inhabitées. M. Mertvago dans la brochure que j'ai nommée fait d'ailleurs remarquer à juste titre que la notion de terres impropres à l'agriculture peut se modifier rapidement :

« Les steppes de Tauride, écrit-il, vu leur climat et le manque d'eau, appartiendront *toujours* aux régions les plus pauvres et peu propices à la culture. » Ainsi parlaient en 1845 des observateurs de la nature aussi autorisés que les académiciens Baer et Helmersen. A cette époque, la population de la province de Tauride était deux fois moins nombreuse que celle d'aujourd'hui ; elle produisait 1,8 millions de *tchetverts* ** de céréales de toutes sortes... Il s'est passé 60 ans, et la population, doublée, produit en 1903, 17,6 millions de tchetverts, soit presque dix fois plus » (p. 24).

Cela est vrai non seulement pour la province de Tauride, mais aussi pour toute une série de provinces des confins sud et est de la Russie d'Europe. Les provinces steppiques du sud, ainsi que celles d'outre-Volga, qui, aux années 1860 et 1870 retardaient sur les provinces à terres noires

* Cf. *Le développement du capitalisme*, chap. III, sur le passage de la corvée à l'exploitation capitaliste et sur l'emploi du système des prestations de travail. (Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 3, pp. 157-212. *N.R.*)

** Ancienne unité de mesure de capacité en usage en Russie pour les matières en grains, et qui valait 209,91 litres environ. (*N.R.*)

du centre par le volume de la production des blés, ont *dépassé* après 1880 ces provinces (*Le développement du capitalisme*, p. 186 *). De 1863 à 1897, la population de toute la Russie d'Europe a augmenté de 53% (la population rurale de 48%, l'urbaine de 97%), alors que dans les provinces de Novorossisk, de la Basse-Volga et de l'Est, elle a augmenté dans la même période de 92% (la population rurale de 87%, celle des villes de 134%) (*ibid.*, p. 446) **.

« Nous ne doutons pas, poursuit M. Mertvago, que l'appréciation actuelle de l'importance économique de notre réserve agraire donnée par les fonctionnaires ne soit moins erronée que celle de Baer et Helmersen à propos de la province de Tauride en 1845 » (*ibid*).

Cela est juste. Mais M. Mertvago ne remarque pas l'*origine* des erreurs de Baer, des erreurs de toutes les appréciations des fonctionnaires. L'origine de ces erreurs est la suivante : on tient compte du niveau actuel de la technique et de la culture, mais on néglige le progrès de ce niveau. Baer et Helmersen n'ont pas prévu les changements dans la technique, devenus possibles *après la chute du servage*. Et il est hors de doute à l'heure actuelle qu'un prodigieux élan des forces productives, une élévation énorme du niveau de la technique et de la culture *suivra* inévitablement *la chute des latifundia féodaux en Russie d'Europe*.

Ce côté de l'affaire, beaucoup ont tort de le perdre de vue qui portent un jugement sur la question agraire en Russie. La condition pour utiliser largement les immenses terres de peuplement de la Russie, c'est de créer en Russie d'Europe une paysannerie réellement libre, parfaitement affranchie du joug féodal. Si ce fonds apparaît inutilisable dans sa plus grande partie à l'heure actuelle, ce n'est pas tant par suite des qualités *naturelles* de telles ou telles terres périphériques, qu'en raison des qualités *sociales* du faire-valoir dans la Russie proprement dite, qualités qui vouent la technique au marasme, la population impuissante à se défendre à la servitude, à l'oppression, à l'ignorance.

---

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 3, p. 495. (*N.R.*)
** *Ibid.*, p. 218. (*N.R.*)

C'est ce côté éminemment important de l'affaire que M. Kaufmann perd de vue lorsqu'il déclare : « Je le dis tout de suite : je ne sais pas si l'on peut faire émigrer un, trois ou dix millions d'hommes » (p. 128 de l'ouvrage cité). Il remarque que la notion de terre inutilisable est relative. « Les terrains salifères non seulement ne sont pas irrécupérables, mais, grâce à certains procédés techniques, ils peuvent être rendus très fertiles » (p. 129). Au Turkestan, où la densité de la population est de 3,6 individus par verste carrée, « de vastes étendues sont inhabitées » (p. 137). « Le sol de beaucoup de « déserts de la faim » du Turkestan est constitué par le fameux lœss centre-asiatique, qui, lorsqu'il est suffisamment arrosé, est doué d'une haute fertilité... Quant à la question de l'existence de terres irrigables, elle ne doit même pas se poser : il suffit de traverser le pays dans n'importe quelle direction pour voir les ruines de nombreux bourgs et villes laissés à l'abandon depuis des centaines d'années et entourés souvent, sur une distance de dizaines de verstes carrées, par des réseaux d'anciens canaux et caniveaux d'irrigation ; la superficie totale des déserts de lœss qui attendent une irrigation artificielle, se monte incontestablement à des millions de déciatines » (p. 137 de l'ouvrage cité).

Ces nombreux millions de déciatines au Turkestan et en maints autres endroits de la Russie, « attendent » l'irrigation et toutes sortes de bonifications ; ils « attendent » aussi que la population agricole russe soit débarrassée des survivances du servage, du joug des latifundia nobles, de la dictature ultra-réactionnaire dans l'Etat.

Il serait vain de se demander quelle superficie de terres « inutilisables » pourrait être transformée en Russie en terres utilisables. Mais il faut se rendre nettement compte du fait que démontre toute l'histoire économique de la Russie et qui constitue un trait marquant de la révolution bourgeoise russe : la Russie possède un immense fonds de colonisation, qui deviendra accessible à la population et à la culture non seulement à chaque progrès de la technique agricole en général, mais à chaque progrès accompli en vue de libérer la paysannerie russe du joug féodal.

Ceci constitue le fondement économique de l'évolution bourgeoise de l'agriculture russe selon le mode américain.

Dans les Etats de l'Europe occidentale, dont nos marxistes se servent si souvent dans leurs comparaisons inconséquentes et banales, tout le territoire, à l'époque de la révolution démocratique bourgeoise, était déjà occupé. Chaque progrès de la technique agricole n'avait que ceci de nouveau qu'il offrait la possibilité d'apporter de nouvelles quantités de travail et de capitaux à la terre. En Russie la révolution démocratique bourgeoise s'accomplit dans des conditions où chaque pas fait en avant par la technique agricole, et dans le développement de la vraie liberté de la population, crée non seulement des possibilités d'investissements supplémentaires de travail et de capital dans les vieilles terres, mais aussi la possibilité d'utiliser les quantités « infinies » de terres nouvelles situées dans le voisinage.

### 8. RÉSUMÉ DES CONCLUSIONS ÉCONOMIQUES DU Ier CHAPITRE

Résumons les conclusions économiques qui doivent nous permettre de reconsidérer la question du programme agraire social-démocrate.

On a vu que les latifundia féodaux constituent le nœud de la lutte agraire dans notre révolution. La lutte des paysans pour la terre est avant tout et par-dessus tout une lutte pour la suppression de ces latifundia. Leur suppression et leur passage en totalité entre les mains de la paysannerie suivent sans aucun doute la ligne de l'évolution capitaliste de l'agriculture russe. La voie de cette évolution signifierait le développement le plus rapide des forces productives, les meilleures conditions de travail pour la masse de la population, le développement le plus rapide du capitalisme allant de pair avec la transformation des paysans libres en fermiers. Mais une autre voie de l'évolution bourgeoise de l'agriculture est possible : la conservation des exploitations seigneuriales et des latifundia qui se transformeraient lentement d'exploitations féodales en exploitations à la manière des junkers. A la base des deux types de programmes agraires, qu'ont préconisé les diverses classes participant à la révolution russe, se trouvent précisément ces deux types d'évolution bourgeoise possible. Ajoutons que la particularité russe, qui apparaît comme

un des fondements économiques de la possibilité d'une évolution « américaine », c'est la présence d'un immense fonds de colonisation. Etant donné qu'il ne peut absolument pas servir pour débarrasser la paysannerie russe de l'oppression féodale en Russie d'Europe, ce fonds deviendra d'autant plus large et accessible que la paysannerie sera plus libre dans la Russie proprement dite, et que les forces productives prendront une plus grande extension.

## CHAPITRE II

## LES PROGRAMMES AGRAIRES DU P.O.S.D.R. ET LEUR VERIFICATION PAR LA PREMIÈRE RÉVOLUTION

Passons à l'examen du programme agraire social-démocrate. Les principaux épisodes historiques du développement des conceptions de la social-démocratie russe sur la question agraire ont été décrits par moi au paragraphe 1er de la brochure : *Révision du programme agraire du parti ouvrier* *. Nous nous arrêterons un peu plus en détail sur la question suivante : en quoi consistait l'erreur des programmes agraires précédents de la social-démocratie russe, c'est-à-dire des programmes de 1885 et 1903 ?

### 1. QUELLE EST L'ERREUR DES PROGRAMMES AGRAIRES PRÉCÉDENTS DES SOCIAL-DÉMOCRATES RUSSES ?

Dans le projet du groupe « Libération du Travail » qui a vu le jour en 1885, le programme agraire a été exposé comme suit : « Révision radicale de notre régime agraire, c'est-à-dire des conditions du rachat de la terre et de la dotation des communautés paysannes. Le droit sera accordé de renoncer au lot et de sortir de la communauté à ceux des paysans qui y verraient leur avantage, etc. »

C'est tout. L'erreur de ce programme n'est point qu'il y ait là des principes ou des revendications particulières erronés. Ses principes sont justes, et la seule revendication

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 10, pp. 147-152. (*N.R.*)

particulière qu'il formule (le droit de renoncer au lot) est incontestable au point qu'elle se trouve à l'heure actuelle satisfaite par la singulière législation stolypinienne. L'erreur de ce programme, c'est son caractère abstrait, l'absence de tout point de vue concret sur l'objet. Cela n'est pas un programme à proprement parler, c'est une déclaration marxiste d'ordre très général. Certes, il serait absurde de reprocher cette erreur aux auteurs du programme qui, pour la première fois, exposaient certains principes bien avant la formation du parti ouvrier. Au contraire, il faut souligner surtout que ce programme, à vingt années de la révolution russe, reconnaît le caractère inévitable d'une « révision radicale » de la question de la réforme paysanne.

Le développement de ce programme devait consister, théoriquement, à élucider la question de savoir quels sont les fondements économiques de notre programme agraire, sur quoi peut et doit s'appuyer la revendication d'une révision *radicale* à la différence d'une révision non radicale, réformatrice, et enfin à donner une définition concrète du contenu de cette révision au point de vue du prolétariat (distinct par sa nature du point de vue radical en général). Pratiquement, le développement du programme devait tenir compte de l'*expérience* du mouvement paysan. Sans l'expérience du mouvement de masse, et même plus : du mouvement paysan à l'échelle nationale, le programme du parti ouvrier social-démocrate *ne pouvait* devenir concret, puisque la question de savoir dans quelle mesure notre paysannerie s'était différenciée déjà du point de vue capitaliste, dans quelle mesure elle était capable d'accomplir la révolution démocratique bourgeoise, était trop difficile ou impossible à résoudre sur la base de considérations purement théoriques.

En 1903, lorsque le II^e^ Congrès de notre parti a adopté le premier programme agraire du P.O.S.D.R., nous ne possédions pas non plus une telle expérience en ce qui concerne le caractère, l'étendue et la profondeur du mouvement paysan. Les soulèvements des paysans dans le sud de la Russie, au printemps de 1902, ne sont restés qu'à l'état d'explosions isolées. On conçoit dès lors l'attitude réservée des social-démocrates dans l'élaboration du programme

agraire : « confectionner » ce programme pour la société bourgeoise n'était point le fait du prolétariat. Mais on ignorait jusqu'à quel point le mouvement de la paysannerie contre les restes du servage, mouvement qui méritait le soutien du prolétariat, pouvait se développer exactement.

Le programme de 1903 tente de définir de façon concrète le contenu et les conditions de la « révision », dont les social-démocrates parlaient en 1885 sous une forme générale. Cette tentative — exprimée au point principal du programme : sur les « otrezki » — était basée sur une séparation approximative des terres servant à l'exploitation féodale (« terres enlevées aux paysans en 1861 ») et des terres exploitées sur le mode capitaliste. Cette séparation était absolument fausse, puisque dans la pratique le mouvement des masses paysannes ne pouvait être dirigé contre des catégories particulières de terres seigneuriales, mais seulement contre la grande propriété foncière, en général. Le programme de 1903 *pose* une question qui n'avait pas encore été posée en 1885, à savoir : la question de la lutte entre les intérêts du paysan et ceux du grand propriétaire foncier au moment de la révision du régime agraire que tous les social-démocrates tenaient pour inévitable. Cependant, le programme de 1903 ne résout pas correctement cette question, puisque au lieu d'opposer la façon conséquente des paysans et la façon conséquente des junkers de réaliser la révolution bourgeoise, le programme échafaude une moyenne artificielle. Il ne faut pas oublier ici aussi, il est vrai, que l'absence d'un mouvement de masse déclaré ne permettait pas alors de résoudre la question sur la base de données précises, et non de phrases ou de souhaits innocents ou d'utopies petites-bourgeoises, comme le faisaient les socialistes-révolutionnaires. Nul ne pouvait dire à l'avance, avec certitude, à quel point la paysannerie s'était différenciée à la suite de l'abandon partiel par les grands propriétaires fonciers du système de prestations de travail pour le travail salarié. Nul ne pouvait établir combien profonde était la couche des ouvriers agricoles, qui s'était constituée après la réforme de 1861, à quel point leurs intérêts s'étaient séparés de ceux de la masse paysanne ruinée.

L'erreur essentielle du programme agraire de 1903 consistait, en tout cas, dans l'absence d'une idée concrète sur la question de savoir autour de quoi pouvait et devait se dérouler la lutte agraire au cours de la révolution bourgeoise russe, et quels étaient les *types* de l'évolution agraire capitaliste, objectivement possibles lors de la victoire de telles ou telles forces sociales engagées dans cette lutte.

### 2. LE PROGRAMME AGRAIRE ACTUEL DU P.O.S.D.R.

Le programme agraire actuel du Parti social-démocrate, adopté au congrès de Stockholm, accomplit sur une question importante un grand pas en avant par rapport au programme précédent : en admettant la confiscation des terres seigneuriales *, le Parti social-démocrate s'est engagé résolument dans la voie de la reconnaissance de la révolution agraire *paysanne*. Les termes du programme : « soutenant l'action révolutionnaire de la paysannerie jusques et y compris la confiscation des terres seigneuriales... » expriment très nettement cette idée. Au cours des débats au congrès de Stockholm, un des rapporteurs, Plékhanov, qui fit voter, avec John [105] le programme actuel, affirmait expressément la nécessité de cesser de craindre la « *révolution agraire paysanne* » (voir le rapport de Plékhanov dans les procès-verbaux du congrès de Stockholm, M. 1907, p. 42).

Reconnaître ainsi que notre révolution bourgeoise dans le domaine des rapports agraires doit être considérée comme une « révolution agraire *paysanne* », devait, semblait-il, mettre fin aux divergences les plus profondes parmi les social-démocrates sur le programme agraire. En réalité, cependant, des divergences se révélèrent dans la question de savoir si les social-démocrates devaient soutenir le partage des terres seigneuriales pour en faire la propriété des paysans, la municipalisation des terres seigneuriales ou la nationalisation de toutes les terres. Nous devons donc établir avant tout le fait, bien trop souvent oublié par

* Le texte du programme (au point 4) parle des terres *appartenant à des particuliers*. Dans la résolution annexée au programme (deuxième partie du programme agraire), il est parlé de la confiscation des terres *seigneuriales*.

les social-démocrates, que ces questions ne peuvent être convenablement résolues que du point de vue de la révolution agraire *paysanne* en Russie. Il ne s'agit certes pas que la social-démocratie refuse de donner sa propre définition des intérêts du prolétariat en tant que classe distincte dans cette révolution paysanne. Non, il s'agit de se représenter avec netteté le caractère et la portée de la révolution agraire paysanne, justement, comme une des formes de la révolution bourgeoise en général. Nous ne pouvons pas « inventer » un « projet » spécial de réforme. Nous devons étudier les facteurs objectifs de la révolution agraire paysanne dans une Russie qui se développe selon le mode capitaliste, faire ressortir sur la base de cette analyse objective la fausse idéologie de telles ou telles classes, en la distinguant du contenu réel des transformations économiques, et définir ce que, sur la base de ces transformations économiques réelles, exigent les intérêts du développement des forces productives et les intérêts de la lutte de classe du prolétariat.

Le programme agraire actuel du P.O.S.D.R. reconnaît (sous une forme particulière) la propriété sociale des terres confisquées (nationalisation des forêts, des eaux et du fonds de peuplement, la municipalisation des terres privées), tout au moins en cas de « développement victorieux de la révolution » ! Si les « conditions sont défavorables », ce programme propose le *partage* des terres seigneuriales et leur remise en propriété aux paysans. En tout état de cause, la propriété des terres qu'ils possèdent actuellement est reconnue aux paysans et aux petits cultivateurs en général. Par conséquent, le programme établit un *double* régime de la terre dans la Russie bourgeoise rénovée : la propriété privée de la terre et (tout au moins en cas de développement victorieux de la révolution) la propriété sociale sous forme de municipalisation et de nationalisation.

Comment les auteurs du programme ont-ils expliqué cette dualité ? Avant tout et par-dessus tout, par les intérêts et les revendications de la paysannerie, la crainte de se mettre en désaccord avec la paysannerie, de la dresser contre le prolétariat et contre la révolution. En argumentant *de la sorte*, les auteurs et les partisans du programme

se sont placés sur le terrain de la reconnaissance de la révolution agraire *paysanne*, du soutien par le prolétariat de revendications paysannes déterminées. Et cet argument a été mis en avant par les partisans les plus influents du programme, le camarade John en tête ! Pour s'en convaincre, il suffit de voir les procès-verbaux du congrès de Stockholm.

Dans son rapport, le camarade John a formulé expressément et résolument l'argument que voici. « Si la révolution, a-t-il dit, avait amené la tentative de nationaliser les terres communautaires des paysans ou de nationaliser les terres seigneuriales confisquées, comme le propose le camarade Lénine, cette mesure aurait amené à un mouvement contre-révolutionnaire non seulement dans les régions périphériques du pays, mais aussi dans le centre. Nous n'aurions pas qu'une Vendée mais un soulèvement général de la paysannerie contre la tentative de l'Etat de disposer à son gré des terres communautaires appartenant *en propre* (souligné par John) aux paysans, contre la tentative de les nationaliser » (p. 40 des procès-verbaux du congrès de Stockholm).

Rien de plus clair, semble-t-il. La nationalisation des terres appartenant *en propre* aux paysans aurait amené un soulèvement général de la paysannerie ! C'est la raison pour laquelle le projet initial de municipalisation de X, qui proposait de remettre aux zemstvos *non seulement* les terres privées, mais, « si possible », toutes les terres (cité par moi dans la brochure : *Révision du programme agraire du parti ouvrier* *), a été remplacé par le projet de municipalisation de Maslov, qui *excluait* les terres paysannes. En effet, comment ne pas tenir compte du fait, découvert après 1903, d'un soulèvement paysan inévitable contre les tentatives de nationalisation totale ! Comment ne pas adopter le point de vue de Kostrov [106], autre menchevik en vue, qui s'écriait à Stockholm :

« Aller aux paysans avec elle (avec la nationalisation), c'est les détourner de soi. Le mouvement paysan se poursuivra en dehors de nous ou contre nous, et nous serons dépassés par la révolution. La nationalisation débilite la

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 10, p. 150. (*N.R.*)

social-démocratie, la coupe de la paysannerie et débilite ainsi la révolution elle-même » (p. 88).

On ne saurait dire que cette argumentation manque de persuasion. Essayer, dans une révolution agraire paysanne, de nationaliser contre la volonté de la paysannerie les terres lui appartenant *en propre* ! Rien d'étonnant si le congrès de Stockholm a repoussé cette idée, puisqu'il a cru John et Kostrov.

Mais n'a-t-il pas eu tort de les croire ?

A ce propos, étant donné l'importance de la question relative à la Vendée panrusse contre la nationalisation, nous ferions bien de donner ici une petite référence historique.

### 3. VÉRIFICATION SUR LE VIF DU PRINCIPAL ARGUMENT DES MUNICIPALISATEURS

Les déclarations catégoriques de John et de Kostrov que j'ai citées ici, remontent au mois d'avril 1906, c'est-à-dire à la veille de la première Douma. Je me suis attaché à démontrer (voir ma brochure sur la *Révision* *) que la paysannerie est pour la nationalisation. On m'a objecté que les décisions des congrès de l'Union paysanne [107] ne prouvaient rien ; qu'elles ont été suggérées par les idéologues des socialistes-révolutionnaires ; que la masse paysanne n'accepterait jamais de telles revendications.

Depuis lors la première et la deuxième Doumas ont éclairci cette question documentairement. Venus de tous les points de la Russie, les représentants de la paysannerie ont pris la parole à la première, et surtout à la deuxième Doumas. Seuls peut-être les publicistes de la *Rossia* [108] ou du *Novoïé Vrémia* [109] pouvaient nier que les revendications politiques et économiques des *masses* paysannes ont trouvé leur expression dans ces deux Doumas. On aurait pu croire que l'idée de la nationalisation des terres paysannes devait être définitivement enterrée maintenant, à la suite des interventions indépendantes des députés paysans devant les autres partis. On aurait pu croire qu'il n'aurait rien coûté aux partisans de John et de Kostrov de soulever à la Douma les cris des députés paysans sur l'inadmissibilité

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 10, pp. 143-172. (*N.R.*)

de la nationalisation. On aurait pu croire que la social-démocratie dirigée par les mencheviks devait effectivement « couper » de la révolution les partisans de la nationalisation qui déclenchaient une Vendée panrusse contre-révolutionnaire.

En réalité, il en allait tout autrement. A la première Douma, c'étaient Stichinski et Gourko qui avaient pris le souci des terres appartenant *en propre* aux paysans (souligné par John). Dans les deux Doumas, l'extrême-droite défendait la propriété privée de la terre, avec les représentants du gouvernement, en repoussant toute forme de propriété sociale de la terre, municipalisation, nationalisation et socialisation au même titre. Dans les deux Doumas, les députés paysans venus de tous les points de la Russie se sont prononcés pour la *nationalisation.*

Le camarade Maslov écrivait en 1905 : « On ne peut reconnaître actuellement en Russie la nationalisation de la terre comme un moyen de résoudre (?) la question agraire, avant tout » (remarquez ce « avant tout »), « parce qu'elle est désespérément utopique. La nationalisation de la terre implique la remise de *toutes* les terres entre les mains de l'État. Mais, est-ce que les paysans consentiront à remettre leurs terres à qui que ce soit, de leur propre gré, surtout les paysans à tenure individuelle ? » (P. Maslov : *La critique des programmes agraires*, M. 1905, p. 20).

Ainsi, en 1905, la nationalisation est « avant tout » désespérément utopique, parce que les paysans n'accepteront pas.

En 1907, en mars, ce même Maslov écrivait : « Tous les groupes populistes (troudoviks, socialistes-populistes et socialistes-révolutionnaires) se prononcent pour la nationalisation du sol sous telle ou telle forme » (*Obrazovanié*, 1907, n°3, p. 100).

La voilà bien, la nouvelle Vendée ! Le voilà, le soulèvement général des paysans contre la nationalisation !

Mais au lieu de réfléchir à la situation ridicule où se sont trouvés ceux qui parlaient et écrivaient d'une Vendée paysanne contre la nationalisation, après l'expérience des deux Doumas, — au lieu de chercher à s'expliquer son erreur commise en 1905, P. Maslov a agi comme Jean l'Oublieux. Il a préféré *oublier* les paroles citées par moi et

les discours au congrès de Stockholm ! Bien plus. Avec autant d'aisance qu'en 1905 il affirmait que les *paysans n'accepteraient pas*, il affirme aujourd'hui *le contraire.* Ecoutez bien :

... « Les populistes qui traduisent les intérêts et les espoirs des petits propriétaires (écoutez bien !) devaient s'affirmer pour la nationalisation » (*Obrazovanié*, *ibid*).

Voilà un échantillon de la bonne foi scientifique de nos municipalisateurs ! En résolvant cette question difficile *avant* les interventions politiques des élus de la paysannerie à travers la Russie, ils ont affirmé *pour* les petits propriétaires une chose, et *après* ces interventions dans les deux Doumas ils affirment pour ces mêmes « petits propriétaires » exactement le contraire.

A titre de curiosité, il faut dire que ce penchant des paysans russes pour la nationalisation, Maslov ne l'explique pas par des conditions particulières de la révolution agraire paysanne, mais par les *traits généraux* propres aux petits propriétaires dans la société capitaliste. C'est incroyable, mais c'est un fait !

« Le petit propriétaire, dit sentencieusement Maslov, craint par-dessus tout la concurrence et la domination du gros propriétaire, la domination du capital »... Vous divaguez, Monsieur Maslov ! Mettre sur le même plan le gros propriétaire (*féodal*) de la terre et le propriétaire du capital, c'est reprendre les préjugés de la petite bourgeoisie. Si le paysan lutte avec cette énergie contre les latifundia féodaux, c'est parce qu'il représente, en ce moment historique, la libre évolution capitaliste de l'agriculture.

... « N'étant pas à même de lutter contre le capital sur le terrain économique le petit propriétaire met ses espoirs dans le pouvoir gouvernemental qui doit venir en aide au petit propriétaire contre le gros... Si le paysan russe a compté durant des siècles sur une protection par le pouvoir central contre les propriétaires fonciers et les fonctionnaires ; si en France Napoléon en s'appuyant sur le paysan a étouffé la république il l'a fait grâce à l'espoir des paysans de se voir soutenir par le pouvoir central » (*Obrazovanié*, p. 100).

Quel beau raisonnement que celui de Piotr Maslov ! D'abord, si le paysan russe, en ce moment historique, fait preuve des mêmes traits que le paysan français sous Napoléon, que vient faire ici la nationalisation du sol ?

Le paysan français n'a jamais été, sous Napoléon, pour la nationalisation, et il ne pouvait l'être. Décidément, vous manquez de suite dans les idées, Monsieur Maslov !

En second lieu, que vient faire ici la lutte contre le capital ? Il s'agit de mettre en parallèle la propriété paysanne de la terre et la nationalisation de toutes les terres, la paysanne y comprise. Le paysan français s'en tenait fanatiquement sous Napoléon à la petite propriété, dans laquelle il voyait une barrière contre le capital, tandis que le paysan russe... Encore une fois, où placez-vous le lien entre le commencement et la fin, très honorable ?

Troisièmement, lorsqu'il parle de l'espérance mise dans le pouvoir gouvernemental, Maslov présente les choses de façon à faire croire que les paysans ne comprennent pas le caractère nuisible de la bureaucratie, ni le rôle de l'administration autonome tandis que lui, Piotr Maslov aux opinions avancées, l'apprécie à sa juste valeur. Critique vraiment simplette des populistes ! Il suffit de consulter le projet agraire que l'on sait des troudoviks (projet des 104), déposé à la première comme à la IIe Douma, pour se rendre compte que le raisonnement (ou l'allusion ?) de Maslov porte à faux. *Au contraire*, les faits attestent que dans le projet des troudoviks les principes de l'administration autonome et l'hostilité à l'égard d'une solution bureaucratique de la question agraire, sont exprimés *plus clairement* que dans le programme des social-démocrates, rédigé dans l'esprit de Maslov ! Précisément, notre programme ne parle que des « principes démocratiques » de l'élection des organismes locaux, tandis que le projet des troudoviks (§ 16) parle expressément et directement de l'élection des administrations autonomes locales « au suffrage universel, égal, direct, et par scrutin secret ». Il y a plus. Le même projet met en avant les comités agraires locaux soutenus, comme on sait, par les social-démocrates, comités qui doivent être élus par le même suffrage et doivent (§§ 17-20) organiser la discussion de la réforme agraire et la préparer. Le mode bureaucratique de réalisation de la réforme agraire a été défendu par les *cadets*, et non par les troudoviks, par les bourgeois libéraux et non par les paysans. Quel besoin pouvait avoir Maslov de dénaturer ces faits connus de tout le monde ?

Quatrièmement, dans son remarquable « commentaire » sur la question de savoir pourquoi les petits propriétaires « devaient s'affirmer pour la nationalisation », Maslov souligne l'espoir qu'a le moujik de se voir défendre par le pouvoir *central*. C'est ce qui distingue la municipalisation de la nationalisation ; ici les pouvoirs locaux, là le pouvoir central. Cette petite idée affectionnée de Maslov, nous allons l'examiner plus loin en détail, quant à sa portée économique et politique. Ici nous marquerons que Maslov *se dérobe* à la question que lui pose l'histoire de notre révolution et qui est de savoir pourquoi les paysans *ne craignent pas* la nationalisation de *leurs* terres. C'est là le nœud du problème !

Mais ce n'est pas tout. Ce qui est particulièrement piquant dans cette tentative de Maslov d'expliquer les racines de classe de la nationalisation vue pas les troudoviks, à la différence de la municipalisation, c'est le fait suivant. Maslov *cache au lecteur* que le problème de la disposition directe des terres, les populistes l'ont résolu *également au profit des administrations autonomes locales* ! Les raisonnements de Maslov sur « l'espoir » que le moujik met dans le pouvoir *central*, ne sont purement et simplement que des ragots d'intellectuels sur le compte du moujik. Lisez le § 16 du projet agraire des troudoviks, présenté dans les deux Doumas. Voici le texte de ce paragraphe :

« La direction du fonds agraire national doit être confiée aux administrations autonomes locales, élues au suffrage universel, égal, direct et par scrutin secret, administrations qui dans les limites fixées par la loi fonctionnent en toute indépendance. »

Comparez à cela le point correspondant de notre programme : « ... Le P.O.S.D.R. exige : ... 4° la confiscation des terres des particuliers, sauf les petites possessions foncières, et leur remise à la disposition des grands organismes de l'autonomie locale, élus sur des bases démocratiques (réunissant — par. 3 — les arrondissements urbains et ruraux) ... »

Quelle différence y a-t-il là au point de vue des droits du pouvoir central et local ? En quoi la « direction » se distingue-t-elle de la « disposition » ?

Pourquoi Maslov a-t-il été obligé, en parlant de l'attitude des troudoviks à l'égard de la nationalisation, de cacher aux lecteurs — et peut-être de se cacher à lui-même ? — la teneur de ce § 16 ? Parce que celui-ci brise *entièrement* toute son absurde « municipalisation ».

Voyez les arguments de Maslov en faveur de cette municipalisation devant le congrès de Stockholm, lisez les procès-verbaux de ce congrès, vous trouverez une infinité de références à l'impossibilité de réprimer les nationalités, d'opprimer les régions limitrophes, de négliger la différence des intérêts locaux, etc., etc. Dès avant le congrès de Stockholm j'ai montré à Maslov (voir plus haut la *Révision*, p. 18 *), que *tous* les arguments de ce genre ne sont qu'un « tissu de malentendus », puisque notre programme, disais-je, reconnaît déjà le droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes, ainsi qu'une *large* administration autonome locale et *régionale*. Il est donc inutile et impossible de *ce* côté d'inventer toutes sortes de « garanties » additionnelles contre une excessive centralisation, bureaucratisation et réglementation, car ce sera dépourvu de contenu ou bien interprété dans un sens antiprolétarien, fédéraliste.

*Les troudoviks ont prouvé aux municipalisateurs que j'avais raison.*

Force est à Maslov de reconnaître maintenant que *tous* les groupes traduisant les intérêts et le point de vue de la paysannerie se sont prononcés en faveur de la nationalisation *sous une forme telle* que les droits et les pleins pouvoirs des administrations autonomes locales sont chez eux préservés tout autant que chez Maslov ! La loi sur les limites des droits des administrations autonomes locales doit être promulguée par un parlement central ; Maslov ne le dit pas, mais il ne sert de rien de se cacher la tête sous l'aile, on ne peut vraiment pas se représenter un autre ordre de choses.

Les mots : « remettre à la *disposition* » ajoutent encore à la confusion. On ignore quel est le *propriétaire* ** des

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 10, p. 160. (*N.R.*)

** Les mencheviks ont *repoussé* au congrès de Stockholm l'amendement qui proposait de remplacer les mots : « à la disposition » par les mots « en propriété » (p. 152 des procès-verbaux). Seule la *résolution*

terres seigneuriales confisquées ! Cela n'étant pas connu, *seul* l'Etat peut en être le propriétaire. En quoi doit consister ladite « disposition », quelles en sont les limites, les formes et les conditions, c'est encore le parlement *central* qui doit les déterminer. Cela va de soi, et le programme de notre parti, en outre, met à part « les forêts intéressant l'ensemble de l'Etat » et « les terres de peuplement ». Il est évident que seul le pouvoir central de l'Etat est capable de *mettre à part*, en les prélevant sur la masse totale des forêts, les forêts « intéressant l'ensemble de l'Etat », et sur la masse totale des terres « les terres de peuplement ».

En un mot, le programme de Maslov qui est devenu à présent, sous une forme extrêmement dénaturée, celui de notre parti, est *absolument inepte* quand on le compare au programme des troudoviks. Il n'est pas étonnant que Maslov ait dû parler, à propos de la nationalisation, même du paysan napoléonien, à seule fin de cacher au public la situation absurde dans laquelle nous nous étions mis avec la « municipalisation » confuse devant les représentants de la démocratie bourgeoise !

La seule distinction parfaitement réelle et absolue, c'est l'attitude à l'égard des terres communautaires des paysans. Ces terres, Maslov ne les mettait à part que parce qu'il redoutait la « Vendée ». Il s'est trouvé que les députés paysans envoyés à la Ire et à la IIe Doumas se sont moqués des frayeurs des suiveurs social-démocrates, en se prononçant pour la nationalisation de *leurs* terres !

Les municipalisateurs doivent maintenant s'élever *contre* les paysans troudoviks, en leur *démontrant* qu'ils ne doivent pas nationaliser leurs terres. L'ironie de l'histoire a abattu les arguments de Maslov, de John, de Kostrov et Cie sur leur propre tête.

---

*tactique* porte : « en possession », en cas de « développement victorieux de la révolution », sans préciser de façon plus exacte ce que cela veut dire.

### 4. LE PROGRAMME AGRAIRE DE LA PAYSANNERIE

Essayons de nous y retrouver dans la question de savoir pourquoi tous les groupes politiques traduisant les intérêts et les espoirs des petits propriétaires devaient se prononcer en faveur de la nationalisation, question dans laquelle P. Maslov s'est empêtré si lamentablement.

Examinons d'abord à quel point le projet agraire des 104, c'est-à-dire des troudoviks de la Ire et de la IIe Doumas, exprime réellement les revendications de la paysannerie russe. C'est ce qu'attestent le caractère de la représentation dans les deux Doumas et celui de la lutte politique qui se déroule dans l'arène « parlementaire », sur la question agraire, entre les interprètes des intérêts des diverses classes. L'idée de la propriété terrienne, en général, de la propriété paysanne, en particulier, loin d'avoir été refoulée à l'arrière-plan à la Douma, a constamment été mise en avant par certains partis. Le gouvernement, représenté par MM. Stichinski, Gourko, par tous les ministres et toute la presse officielle, ont fait prévaloir cette idée en faisant spécialement appel aux députés paysans. A leur tour, les partis politiques de droite, à commencer par le « célèbre » Sviatopolk-Mirski à la IIe Douma, ont dit et répété aux paysans les bienfaits de la propriété paysanne de la terre. La disposition réelle des forces autour de cette question s'est illustrée par des données si larges qu'on ne saurait douter de son exactitude (du point de vue des intérêts de classe). Le parti cadet à la Ire Douma, au moment où les libéraux considéraient le peuple révolutionnaire comme une force et étaient en coquetterie avec lui, a été lui aussi emporté par le flot général vers la nationalisation du sol. Comme on sait, dans le projet agraire des cadets, à la Ire Douma, figure la « réserve agraire de l'Etat », dans laquelle on verse toutes les terres aliénées et d'où elles sont remises en jouissance à long terme. Certes, ce n'est pas en vertu d'un principe quelconque que les cadets ont formulé à la Ire Douma cette revendication — il serait ridicule de parler de l'esprit de principe du parti cadet, non, cette revendication est apparue chez les libéraux comme un pâle reflet des revendications de la masse paysanne. Déjà à la Ire Douma, les députés paysans ont commencé à constituer

un groupe politique distinct, et le projet agraire des « 104 » a été la plate-forme principale et essentielle de la paysannerie de toute la Russie, qui s'affirmait comme une force sociale consciente. Les discours des députés paysans à la Ire et à la IIe Douma, les articles des journaux « troudoviks » (les *Izvestia des députés paysans*, la *Troudovaïa Rossia*) ont montré que le projet des 104 traduisait fidèlement les intérêts et les aspirations des paysans. Il importe de s'arrêter un peu plus longuement à ce projet.

Il est intéressant d'ailleurs de voir la composition des députés qui l'ont signé. Nous trouvons à la Ire Douma 70 troudoviks, 17 sans-parti, 8 paysans, qui n'ont fourni aucun renseignement sur leur orientation politique, cinq cadets *, trois social-démocrates ** et un Lituanien-autonomiste. A la IIe Douma, le projet des « 104 » porte 99 signatures, et, défalcation faite des répétitions, 91 ; dont 79 troudoviks, 4 socialistes-populistes, 2 socialistes-révolutionnaires, 2 membres du groupe des Cosaques, 2 sans-parti, 1 plus à gauche des cadets (Péterson) et 1 cadet (Odnokozov, paysan). Les paysans dominent parmi les signataires (au moins 54 sur 91 à la IIe Douma, 52 au moins sur 104, à la Ire). Fait intéressant, c'est que l'attente *particulière* de P. Maslov en ce qui concerne les paysans à tenure individuelle (cité plus haut ***), qui ne peuvent souscrire à la nationalisation, a de même été complètement réfutée par la représentation paysanne dans les deux Doumas. Ainsi, dans la province de Podolsk presque tous les paysans sont des cultivateurs *possédant la terre à titre individuel* (en 1905, 457 134 feux appartenaient à ces paysans, tandis qu'il n'y avait que 1 630 paysans pourvus de lots de terre communautaire). Le projet agraire des « 104 » porte la signature de 13 Podoliens (pour la plupart des paysans cultivateurs) à la première Douma et 10 à la deu-

---

* Gavriil Zoubtchenko, T. Volkov, M. Guérassimov, tous trois des paysans ; S. Lojkine, médecin, et Afanassiev, ecclésiastique.

** Antonov, ouvrier de la province de Perm, Erchov, ouvrier de la province de Kazan, et V. Tchourioukov, ouvrier de la province de Moscou.

*** Voir le présent tome, pp. 274-275. (*N.R.*)

xième ! Parmi les autres provinces à possession terrienne individuelle, notons celle de Vilna, de Kovno, de Kiev, de Poltava, de Bessarabie, de Volhynie, dont les députés ont signé le projet des 104. La différence entre les paysans pourvus de terre communautaire et les détenteurs d'un lot individuel, du point de vue de la nationalisation du sol, ne peut sembler importante et essentielle qu'aux partisans des préjugés populistes, préjugés qui, au fait, ont subi un coup dur, quand les députés paysans de toute la Russie ont pour la première fois présenté un programme agraire. En réalité, le mot d'ordre de nationalisation du sol n'est point dû à une forme spéciale de propriété terrienne, ni « à des habitudes et à des instincts communautaires » des paysans, mais aux conditions générales de toute la petite possession paysanne (tenanciers de terre communautaire et détenteurs d'un lot individuel) écrasée sous les latifundia féodaux.

Parmi les députés de la Ire et de la IIe Douma qui ont présenté le projet de nationalisation des 104, on trouve les représentants de toutes les régions de la Russie, non seulement du centre agricole et des provinces industrielles sans terres noires, non seulement de la périphérie nord (provinces d'Arkhangelsk, de Vologda, à la IIe Douma), de la périphérie est et sud (provinces et régions d'Astrakhan, de Bessarabie, du Don, d'Ekatérinoslav, du Kouban, de Tauride, de Stavropol), mais aussi des provinces de la Petite-Russie, des provinces sud-ouest, nord-ouest, de la Pologne (province de Souwalki) et de la Sibérie (province de Tobolsk). Sans doute, l'asservissement du petit paysan au régime de possession terrienne féodal, asservissement qui apparaît avec plus de force et de netteté dans le centre agraire purement russe, se fait sentir dans toute la Russie et suscite partout chez les petits cultivateurs le soutien général de la lutte pour la nationalisation du sol.

Cette lutte porte manifestement les caractères de l'individualisme petit-bourgeois. A cet égard il importe de souligner particulièrement un fait, que l'on ignore trop souvent dans notre presse socialiste, à savoir : que le « socialisme » des socialistes-révolutionnaires a subi un coup infiniment dur dès la première apparition des paysans dans l'arène politique de la Russie avec un programme

agraire distinct. Seule une *minorité* des députés paysans avancés s'est prononcée pour le projet socialiste-révolutionnaire de socialisation de la terre (projet des « 33 » à la Ire Douma). L'immense *majorité* s'est trouvée du côté des *104*, projet des *socialistes-populistes*, dont le programme est qualifié *d'individualiste* par les socialistes-révolutionnaires eux-mêmes.

Dans le *Recueil d'articles* des socialistes-révolutionnaires (éd. « Nacha Mysl », St-Pétersbourg 1907, n° 1) on trouve, par exemple, l'article de M.P. Vikhliaïev : « Le parti socialiste-populiste et la question agraire ». L'auteur soumet à sa critique le socialiste-populiste Péchékhonov dont il cite lui-même les paroles, disant que « le projet des 104 reflète notre point de vue (celui des socialistes-populistes) sur la question de savoir par quel moyen on peut prendre la terre » (p. 81 du *Recueil* cité). Les socialistes-révolutionnaires disent tout net que le projet des 104 « aboutit à nier le principe fondamental de la jouissance communautaire » « *au même titre* » (sic !) que la législation agraire de Stolypine, la loi du 9 novembre 1906 (p. 86, *ibid* ; nous dirons dans la suite de notre exposé comment les préjugés des socialistes-révolutionnaires les ont empêchés d'établir la différence économique réelle entre l'une et l'autre voie : celle de Stolypine et celle des troudoviks). Les socialistes-révolutionnaires relèvent dans les conceptions de programme de Péchékhonov des « manifestations d'individualisme égoïste » (p. 89), « l'encrassement du large flot idéologique par la fange de l'individualisme » (p. 91), « l'encouragement des tendances individualistes et égoïstes dans les masses populaires » (p. 93, *ibid.*).

Tout cela est juste. Les socialistes-révolutionnaires ont tort cependant de croire réussir par des mots « vigoureux » à dissimuler le fait que l'essentiel n'est point dans l'opportunisme de messieurs Péchékhonov et Cie, mais dans l'individualisme du *petit cultivateur*. Ce qui importe, ce n'est pas que les Péchékhonov encrassent le flot idéologique des socialistes-révolutionnaires, c'est que la *majorité des députés paysans avancés* aient révélé le véritable contenu économique du populisme, les tendances véritables des petits cultivateurs. La faillite des socialistes-révolutionnaires face à la représentation large, réellement nationale, des

masses paysannes, voilà ce que nous ont montré les projets agraires des 104 à la Ire et à la IIe Douma *.

En préconisant la nationalisation du sol, les troudoviks accusent dans leur projet des tendances nettement « égoïstes et individualistes » de petits cultivateurs. Les terres communautaires et celles des petits propriétaires privés, ils les laissent aux mains des propriétaires actuels (§ 3 du projet agraire des 104), pourvu que des mesures législatives soient prises, propres à en assurer « le passage graduel en la propriété du peuple tout entier ». Cela veut dire, dans le langage des relations économiques réelles, que nous partons des intérêts des *exploitants* réels, des cultivateurs réels et pas seulement nominaux ; mais nous voulons que leur activité économique se développe de façon parfaitement libre sur la terre nationalisée **. Le § 9 du

---

* Les comptes rendus sténographiques de la deuxième Douma montrent que le socialiste-révolutionnaire Mouchenko a présenté un projet agraire signé de 105 députés. Je n'ai malheureusement pas pu me procurer ce projet. Parmi les documents de la Douma, je ne disposais que du projet troudovik des 104 présenté aussi à la IIe Douma. Le projet socialiste-révolutionnaire des 105, étant donné les deux (celui de la Ire et celui de la IIe Douma) projets troudoviks des 104, montre par conséquent, tout au plus, les hésitations de certains paysans entre les socialistes-populistes et les socialistes-révolutionnaires, sans démentir toutefois ce que j'ai dit dans le texte.

** D'ailleurs, A. Finn-Enotaevski, tout en contestant le caractère sérieux et conscient des aspirations nationalisatrices de l'Union paysanne et de la paysannerie en général, cite le témoignage de M. V. Groman, selon lequel les délégués des congrès paysans « ne prévoient aucun paiement pour la terre « et ne se représentent pas que la rente différentielle doit aller à un tout collectif. (*Question agraire et social-démocratie* de A. Finn, p. 69.) Les paragraphes 7 et 14 du projet des 104 montrent que ce point de vue est *faux*. Dans ces §§ les troudoviks prévoient aussi un paiement pour la terre (impôt sur la terre qui augmente en proportion du lot concédé) et le passage de la rente différentielle à l'Etat (« restriction du droit à l'accroissement de la valeur » de la terre, « puisqu'il ne dépend pas du travail et du *capital* des possesseurs — NB ! Les troudoviks ne sont pas contre le capital ! — mais des conditions sociales »). Il est vrai, en ce qui concerne les terres des villes et autres, le § 7 porte : « jusqu'au passage de ces biens en propriété au peuple entier », les droits des possesseurs, etc., doivent être restreints. Mais c'est là sans doute un lapsus : sinon il ressort que les troudoviks enlèvent la rente aux propriétaires mais qu'ils la restituent aux possesseurs, affermataires de la terre appartenant au peuple entier !

projet qui spécifie que « la préférence est donnée à la population locale plutôt qu'à celle venue du dehors, à la population agricole plutôt qu'à la population non agricole », montre une fois de plus que les intérêts des petits cultivateurs tiennent chez les troudoviks la première place. « Le droit égal à la terre » n'est qu'une phrase ; les prêts et les secours de l'Etat « aux personnes qui manquent de moyens pour se procurer tout ce qui est nécessaire à leur économie » (§ 15 du projet agraire des 104), ce sont des souhaits innocents ; de fait, ne gagnent inévitablement et forcément que ceux qui *peuvent devenir* aujourd'hui de propriétaires bien assis, se transformer de cultivateurs asservis en cultivateurs libres et aisés. Bien entendu, il est dans l'intérêt du prolétariat de favoriser les mesures propres à contribuer le plus au passage de l'agriculture russe des mains des propriétaires féodaux et des cultivateurs asservis, plongés dans l'ignorance, la misère et la routine, aux mains des fermiers. Le projet des « 104 » n'est pas autre chose qu'une plate-forme de lutte pour faire de la partie aisée de la paysanerie asservie des fermiers libres.

### 5. LA POSSESSION FONCIÈRE MOYENÂGEUSE ET LA RÉVOLUTION BOURGEOISE

La question se pose maintenant de savoir s'il existe dans les conditions économiques de la révolution démocratique bourgeoise agraire en Russie des raisons matérielles qui font que les petits propriétaires exigent la nationalisation du sol, ou bien si cette revendication n'est, elle aussi, qu'une phrase, qu'un souhait innocent de simple moujik, une vaine rêverie de cultivateur patriarcal.

Pour répondre à cette question, il nous faut d'abord nous faire une idée bien nette des conditions de toute révolution démocratique bourgeoise dans l'agriculture, pour comparer ensuite à ces conditions les *deux voies* de l'évolution agraire capitaliste, qui sont possibles pour la Russie, comme nous l'avons montré plus haut.

En ce qui concerne les conditions de la révolution bourgeoise dans l'agriculture, au point de vue des rapports de la possession terrienne, Marx en parle avec beaucoup de relief dans le dernier tome des *Théories de la plus-value*

(*Theorien über den Mehrwert*, II. Band, 2. Teil, Stuttgart, 1905).

Après avoir analysé les conceptions de Rodbertus et montré toute l'étroitesse de la théorie de ce propriétaire foncier poméranien ; après avoir énuméré en détail chacune des manifestations de sa pauvreté d'esprit (II, 1. Teil, S. 256-258, *erster Blödsinn-Sechster Blödsinn des Herrn Rodbertus* *), Marx passe à la théorie de la rente de Ricardo (II, 2. Teil, § 3 b) « Les conditions historiques de la théorie de Ricardo ») [110].

« Tous les deux, dit Marx en parlant de Ricardo et d'Anderson, partent d'un point de vue fort singulier sur le continent, à savoir 1° que la propriété foncière n'existe pas du tout comme obstacle à toutes les applications du capital à la terre ; 2° que les cultivateurs passent des meilleures terres aux terres plus mauvaises. Pour Ricardo cette prémisse a une signification absolue si l'on ne tient pas compte des arrêts dans le développement, qui sont dus à l'intervention de la science et de l'industrie ; chez Anderson cette prémisse est toute relative, car le sol, de pire redevient meilleur ; 3° qu'il existe toujours du capital disponible une masse suffisante de capital pour être appliquée à l'agriculture.

En ce qui concerne les points 1 et 2, les habitants du continent doivent toujours trouver infiniment singulier que dans un pays où, selon eux, la propriété terrienne féodale s'est le plus maintenue, les économistes — Ricardo comme Anderson — partent de l'hypothèse de la non-existence de la propriété de la terre. Ceci ressort :

*premièrement*, de la particularité du *law of enclosures* (loi sur les clôtures, c'est-à-dire les clôtures de terre communautaire), qui décidément n'a rien de commun avec le partage continental des terres communes ;

*en second lieu*, nulle part au monde, la production capitaliste, à commencer par l'époque d'Henri VII, n'a fait justice aussi cruellement du régime agraire traditionnel ; nulle part elle n'a créé pour soi de telles conditions parfaites (adéquates=idéalement conformes) ; nulle part elle

* T. II, première partie, pp. 256-258, premier non-sens — sixième non-sens de M. Rodbertus. (*N.R.*)

ne s'est subordonnée ces conditions à un tel point. L'Angleterre est à cet égard le pays le plus révolutionnaire du monde. Tous les régimes que l'histoire lui a légués, là où ils étaient contraires aux conditions de la production capitaliste dans l'agriculture, ou ne correspondaient pas à ces conditions, ont été balayés sans merci ; non seulement la disposition des localités rurales a été modifiée, mais ces localités elles-mêmes ont été balayées ; balayés non seulement les logis et les lieux habités par la population agricole, mais même la population ; balayés non seulement les centres d'économie traditionnels, mais jusqu'à l'économie même. Chez les Allemands, par exemple, le régime économique s'est trouvé être déterminé par les rapports traditionnels des terres communautaires (*Feldmarken*), par la disposition des centres d'économie, par les lieux de concentration de la population. Chez les Anglais, le régime historique de l'agriculture s'est trouvé être progressivement constitué par le capital, à partir du XV^e^ siècle. L'expression technique habituelle dans le Royaume-Uni *clearing of estates* (littéralement : éclaircissement des biens-fonds ou nettoyage des terres) ne se retrouve dans aucun pays continental. Et que veut dire ce *clearing of estates* ? Cela veut dire qu'on ne tenait compte ni de la population sédentaire — on l'expulsait, ni des villages existants, — on les rasait, ni des bâtiments d'exploitation — on les démolissait, ni de telles ou telles formes de l'économie rurale — on les changeait d'un seul coup, en transformant par exemple les labours en pacages, bref, on n'adoptait pas toutes les conditions de la production sous la forme où elles existaient par tradition, mais *on les créait* historiquement sous une forme propre à répondre, dans chaque cas donné, aux exigences d'une application avantageuse du capital. Pour autant donc *la propriété de la terre n'existe pas*, puisque cette propriété permet au capital — au fermier — d'exploiter librement, en s'intéressant exclusivement au revenu en argent. Un propriétaire foncier poméranien, qui n'a dans l'esprit que les terres communautaires ancestrales (angestammten), les centres d'économie, le collège agricole, etc., peut, par conséquent, frappé d'horreur, lever les bras au ciel au sujet de la conception « non historique » de Ricardo quant au développement du régime

agraire. Seulement il montre par là qu'il confond naïvement les conditions poméraniennes et anglaises. D'autre part, on ne peut pas dire que Ricardo, qui part dans ce cas des conditions anglaises, soit aussi borné que l'est le propriétaire poméranien, dont la pensée se confine dans le cadre des rapports poméraniens. Car les conditions anglaises sont les seules dans lesquelles se soit développée de façon adéquate (avec une perfection idéale) la propriété actuelle de la terre, c'est-à-dire la propriété de la terre *modifiée* par la production capitaliste. La théorie anglaise apparaît ici classique pour le mode de production actuel, c'est-à-dire capitaliste. La théorie poméranienne, au contraire, analyse les conditions développées du point de vue d'une forme de rapports historiquement inférieure (inadéquate), qui ne s'est pas encore constituée » (Seiten 5-7).

C'est là une réflexion d'une remarquable profondeur. Nos « municipalisateurs » ont-ils jamais médité là-dessus ?

Dans le tome III du *Capital* (2. Teil, S. 156), Marx disait déjà que le mode de production capitaliste à ses débuts se trouve en présence d'une forme de propriété foncière, *qui ne lui convient pas*. Le capitalisme *se crée* pour lui-même cette forme adéquate à partir des formes anciennes : de la propriété foncière féodale, de la propriété de clans ou de la petite propriété paysanne des communautés, etc. [111] Dans le passage cité, Marx compare les *différents modes* de formation par le capital de formes de possession foncière qui lui correspondent. En Allemagne, la refonte des formes médiévales de possession foncière suivait pour ainsi dire une voie réformatrice, s'adaptant à la routine, à la tradition, aux domaines féodaux qui devenaient lentement des exploitations de junkers aux terrains routiniers des paysans- « tire-au-flanc » *, qui connaissent la difficile transition de la corvée au Knecht et au Grossbauer. En Angleterre, cette refonte a suivi une voie révolutionnaire, violente, mais les violences s'opéraient au profit des propriétaires fonciers, s'exerçaient sur les masses paysannes accablées sous les exactions, chassées

* Cf. *Theorien über den Mehrwert*, II. Band, 1. Teil, Seite 280 ; condition du mode de production capitaliste en agriculture — « substitution de l'industriel (*Geschäftsmann*) [112] au paysan tire-au-flanc.

des villages, expulsées, emportées par la mort ou qui émigraient. En Amérique, cette refonte s'opérait en usant de violence à l'égard des exploitations des esclavagistes des Etats du Sud. Ici, l'on usa de violence à l'égard des propriétaires féodaux. Leurs terres furent morcelées, la propriété terrienne, de grande et féodale, devint la petite propriété bourgeoise *. Pour la masse des terres américaines « libres », ce rôle dans la création d'un nouveau régime agraire pour un nouveau mode de production (c'est-à-dire pour le capitalisme) fut rempli par le « partage noir américain », le mouvement des années 40 contre la rente (*Anti-Rent-Bewegung*), la législation sur les homesteads [113], etc. Lorsque le communiste allemand Hermann Kriege, en 1846, préconisait le partage noir en Amérique, Marx a raillé les préjugés socialistes-révolutionnaires et la théorie petite-bourgeoise de ce pseudo-socialisme, mais il a *défini* la signification historique du mouvement américain *contre la propriété terrienne* ** en tant que mouvement exprimant de façon progressiste les intérêts du développement des forces productives, les intérêts du capitalisme, en Amérique.

### 6. POURQUOI LES PETITS PROPRIÉTAIRES DE RUSSIE DEVAIENT-ILS S'AFFIRMER POUR LA NATIONALISATION ?

Considérez de ce point de vue l'évolution agraire de la Russie dans la seconde moitié du XIX^e^ siècle.

---

* Voir dans *La question agraire* de Kautsky (pp. 132 et suiv. du texte original) ce qui concerne la croissance des petites fermes dans le sud des Etats-Unis après l'abolition de l'esclavage.

** *Vpériod*, 1905, n° 15 (Genève, 7/20 avril), article « Marx et le « partage noir » américain » (voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 8, pp. 325-332. *N.R.*) (deuxième tome des Œuvres de Marx-Engels éditées par Mehring). « Nous reconnaissons entièrement, écrivait Marx en 1846, la légitimité historique du mouvement des national-réformistes américains. Nous savons que ce mouvement poursuit un résultat qui favoriserait, il est vrai, pour le moment, l'industrialisme de la société bourgeoise moderne, mais qui, en tant que résultat d'un mouvement prolétarien, en qualité d'attentat à la propriété foncière en général, et tout spécialement dans les conditions où se trouve l'Amérique, doit nécessairement pousser au communisme, grâce à ses propres conséquences. Kriege, qui a adhéré avec les communistes allemands de New York au mouvement contre la rente (*Anti-Rent-Bewegung*), revêt ce simple fait de ses phrases ronflantes, sans aller jusqu'au fond du mouvement [114].

Qu'est-ce que notre « grande » réforme paysanne, l'enlèvement des terres aux paysans, leur transfert sur les « terres médiocres », l'introduction d'un nouveau régime agraire par la force armée, par les fusillades et les exécutions ? C'est une première violence massive contre la paysannerie au profit du capitalisme naissant dans l'agriculture. C'est un « nettoyage des terres », entrepris par les propriétaires fonciers au profit du capitalisme.

Qu'est-ce que la législation agraire de Stolypine d'après l'article 87, cet encouragement au pillage des communautés par les koulaks, cette destruction des vieux rapports agraires au profit d'une poignée d'exploitants aisés par la ruine rapide des masses ? C'est un deuxième grand pas accompli dans la voie des violences massives sur la paysannerie, au profit du capitalisme. C'est un second « nettoyage des terres » entrepris *par les propriétaires fonciers* au profit du capitalisme.

Et qu'est-ce que la nationalisation du sol préconisée par les troudoviks dans la révolution russe ?

C'est un « *nettoyage des terres* » *par les paysans au profit du capitalisme.*

Ce qui constitue la source principale de toutes les sottises bien intentionnées de nos municipalisateurs, c'est qu'ils méconnaissent la base *économique* de la révolution agraire bourgeoise en Russie, dans ses deux aspects possibles : la révolution bourgeoise seigneuriale et la révolution bourgeoise paysanne. Sans le « nettoyage » des rapports agraires et usages moyenâgeux, partie féodaux partie asiatiques, la révolution bourgeoise *ne peut* s'opérer dans l'agriculture, car le capital *doit* — par nécessité économique —, créer un *nouveau* régime agraire adapté aux nouvelles conditions de la libre agriculture marchande. Ce « nettoyage » du fatras moyenâgeux dans le domaine de rapports agraires en général et de l'ancienne possession terrienne au premier chef, doit atteindre surtout les terres des propriétaires fonciers et les terres communautaires des paysans puisque l'une et l'autre possession foncière est aujourd'hui, sous sa forme actuelle, adaptée aux redevances en travail, aux survivances de la corvée, à la servitude, et non à l'économie libre qui se développe dans le cadre capitaliste. Le « nettoyage » stolypinien suit sans doute la

ligne du développement capitaliste progressiste de la Russie, mais il est entièrement adapté aux intérêts des propriétaires fonciers : que les paysans riches paient trois fois plus cher à la banque « paysanne » (lisez : seigneuriale) — en revanche nous leur donnerons la liberté de piller la communauté, d'exproprier les masses, d'arrondir leurs terrains, d'expulser la paysannerie pauvre, de saper jusqu'aux fondements la vie de villages entiers, de créer coûte que coûte, en dépit de tout, en négligeant l'économie et la vie d'une infinité de cultivateurs « traditionnels » de terre communautaire, de nouveaux terrains détachés, base d'une nouvelle agriculture capitaliste. Cette ligne comporte, bien entendu, un sens économique ; elle traduit *fidèlement* la *véritable* marche du développement, tel qu'il doit être *sous la domination* de féodaux se transformant en junkers.

Quelle est donc l'autre ligne, la ligne paysanne ? Ou bien elle est économiquement impossible, mais alors tous les propos sur la confiscation de la terre seigneuriale par les paysans, sur la révolution agraire paysanne, etc., c'est du charlatanisme pur et simple, ou de la vaine rêverie. Ou bien elle est économiquement possible, à la condition de la victoire d'un élément de la société bourgeoise sur un autre élément de cette société. Mais alors nous devons nous représenter nettement et montrer clairement au peuple les conditions concrètes de ce développement, les conditions de la refonte paysanne des anciens rapports agraires sur un mode nouveau, le mode capitaliste.

Une pensée surgit ici tout naturellement : cette ligne paysanne est justement le *partage* des terres seigneuriales et leur remise en propriété à la paysannerie. Fort bien. Mais pour que ce partage en propriété corresponde réellement aux conditions nouvelles, aux conditions capitalistes de l'agriculture, il faut que le partage s'opère sur un mode nouveau, et non sur le mode ancien. La base du partage ne doit pas être la vieille terre communautaire, répartie entre les paysans il y a une centaine d'années selon la volonté des bourgmestres seigneuriaux ou des fonctionnaires du despotisme asiatique ; il faut que la base soit constituée par les exigences d'une agriculture libre et marchande. Pour satisfaire aux exigences du capitalisme, le partage

doit s'effectuer entre les *fermiers*, et non pas entre les paysans « tire-au-flanc », dont l'immense majorité exploite selon la routine, selon la tradition, conformément aux conditions patriarcales, et non pas capitalistes. Le partage réalisé selon les vieilles normes, c'est-à-dire conformément à l'agriculture ancienne, communautaire, ne sera pas un *nettoyage* de la vieille possession foncière mais sa *perpétuation*, ni le déblaiement du chemin devant le capitalisme, mais son *encombrement* par une masse de « tire-au-flanc » inadaptés et inadaptables, qui ne peuvent pas devenir des fermiers. Pour marquer un progrès, le partage doit se baser sur une *nouvelle* distinction entre les paysans-cultivateurs, distinction qui détache les fermiers de tout fatras inutile. Et cette nouvelle distinction est précisément la nationalisation du sol, c'est-à-dire l'abolition totale de la propriété privée de la terre, la liberté totale du faire-valoir sur la terre, la liberté pour l'ancienne paysannerie de se transformer en fermiers libres.

Représentez-vous l'économie paysanne d'aujourd'hui et la nature de la propriété communautaire, c'est-à-dire la propriété paysanne ancienne. « Groupés par la communauté en de minuscules associations administratives, fiscales et détentrices de terres, les paysans sont fractionnés par une foule de différentes divisions en catégories selon l'étendue du lot concédé, la proportion des paiements à effectuer, etc. Prenons, par exemple, le recueil statistique du zemstvo de la province de Saratov ; là, la paysannerie comporte les catégories suivantes : les détenteurs gratuits, les propriétaires, les pleins propriétaires, les paysans du Domaine, les paysans du Domaine avec possession communautaire, les paysans du Domaine avec possession d'un *tchetvert*, les paysans du Domaine ex-seigneuriaux, ceux des apanages, les fermiers de lots du Domaine, les sans-terre, les propriétaires anciens serfs seigneuriaux, les paysans établis sur une terre soumise au rachat, propriétaires anciens paysans des apanages, les colons propriétaires, les colons, les détenteurs gratuits ex-seigneuriaux, les propriétaires anciens paysans du Domaine, les affranchis, les exempts de redevances, les libres laboureurs, les temporairement redevables, les paysans précédemment lotis par une fabrique, etc. Viennent ensuite les paysans attachés à des manufac-

tures, les nouveaux venus, etc. [115] Toutes ces catégories se distinguent par l'histoire des rapports agraires, par l'étendue des lots concédés, le taux des paiements, etc., etc. A l'intérieur des catégories, il existe une masse de distinctions analogues : parfois même les paysans d'un seul village sont divisés en deux catégories absolument distinctes : « ayant appartenu à monsieur Un Tel » et « ayant appartenu à madame Une Telle ». Toute cette disparité était naturelle et nécessaire au moyen âge * ». Si le *nouveau* partage des terres seigneuriales se faisait en accord avec cette possession foncière féodale, peu importe que ce soit de manière à former une norme unique, c'est-à-dire la répartition en parts égales, ou bien à réaliser quelque proportion entre le nouveau et l'ancien, ou de quelque autre manière, ce partage, loin de garantir la conformité des terrains divisés aux exigences de l'agriculture capitaliste, en *consacrerait* notoirement *l'absence de conformité*. Un tel partage *rendrait difficile* l'évolution sociale, rattacherait le nouveau à l'ancien, au lieu de libérer le nouveau *de* l'ancien. *Seule* la nationalisation du sol constitue une véritable libération, car elle permet aux fermiers de *se constituer*, à l'exploitation fermière de *se former* en dehors de tout lien avec l'ancien, sans aucun rapport avec la possession foncière communautaire moyenâgeuse.

L'évolution capitaliste sur les terres communautaires moyenâgeuses de la paysannerie s'est poursuivie en Russie, après l'abolition du servage, de telle manière que les éléments économiques progressistes *se libéraient* de l'influence prédominante du lot de terre concédé par la communauté. D'une part, les prolétaires s'affranchissaient, en donnant à ferme leurs lots, en les abandonnant, en les négligeant. D'autre part, les *exploitants* s'affranchissaient en achetant ou en louant la terre, en édifiant une économie *nouvelle* avec les *différents morceaux* de la vieille possession terrienne moyenâgeuse. La terre que fait valoir le paysan russe actuel, plus ou moins aisé, c'est-à-dire vraiment capable de devenir, à la condition d'une issue favorable de la révo-

* *Le développement du capitalisme*, chap. V, IX ; « Quelques remarques sur l'économie précapitaliste de nos campagnes », p. 293. (Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 3, p. 332. *N.R.*)

lution, un fermier libre, cette terre est composée partie de son propre lot, partie de la terre louée au voisin, membre de la communauté, elle peut être partiellement constituée par la location à long terme d'une terre du Domaine, par la location à l'année chez le propriétaire foncier, par la terre achetée à la banque, etc. Le capitalisme entend voir abolies *toutes* ces différentes catégories ; il veut que tout faire-valoir soit organisé exclusivement en rapport avec les nouvelles conditions et exigences du marché, avec les exigences de l'agriculture. La nationalisation du sol fait face à cette exigence par la méthode révolutionnaire paysanne, en débarrassant d'un seul coup et entièrement le peuple de *toute* la vieille pourriture de *toutes* les formes de possession foncière moyenâgeuse. Il ne doit y avoir ni possession seigneuriale *ni* possession *communautaire* ; il ne doit y avoir qu'une possession terrienne nouvelle, libre, tel est le mot d'ordre de la paysannerie radicale. Et ce mot d'ordre traduit de la façon la plus certaine, la plus conséquente et la plus décisive les intérêts du capitalisme (dont le paysan radical, par naïveté, se préserve d'un signe de croix), les intérêts d'un développement maximal des forces productives de la terre sous le régime de la production marchande.

On peut juger par là de la subtilité de Piotr Maslov, chez qui le programme agraire différait *uniquement* de celui des paysans troudoviks, en ce qu'il *consacrait* la possession communautaire moyenâgeuse ! La terre communautaire paysanne, c'est le ghetto où la paysannerie étouffe et d'où elle cherche à se dégager vers la terre libre *. Or, Piotr Maslov, en dépit des revendications paysannes pour une terre libre, c'est-à-dire nationalisée, perpétue ce ghetto, consacre l'ancien, soumet les meilleures terres confisquées

* Le « socialiste-révolutionnaire » M. Mouchenko, qui a exposé avec le plus de plénitude à la II^e^ Douma les conceptions de son parti, a proclamé tout net : « *Nous levons le drapeau de l'affranchissement du sol* » (47^e^ séance, 26 mai 1907, p. 1174). Il faut être aveugle pour ne pas voir non seulement le caractère réel, *capitaliste*, de ce drapeau prétendument « socialiste » (c'est ce que voit aussi Piotr Maslov), mais aussi la nature économique progressiste d'une *telle* révolution agraire par rapport à la révolution cadéto-stolypinienne (c'est ce que *ne* voit *pas* Piotr Maslov).

chez les propriétaires et remises en jouissance collective, aux conditions de l'ancienne possession terrienne et de l'ancien faire-valoir. Le paysan troudovik, qui est *en fait* le révolutionnaire bourgeois le plus décidé, est en paroles un utopiste petit-bourgeois, qui s'imagine que le « partage noir » est le point de départ de l'harmonie et de la fraternité *, mais non du système d'entreprise agricole capitaliste. Piotr Maslov est en fait un réactionnaire qui, par peur de la Vendée de la future contre-révolution, consacre les éléments antirévolutionnaires actuels de la possession terrienne ancienne, perpétue le ghetto paysan ; mais il a à la bouche des vocables creux, stupidement appris par cœur, sur le progrès bourgeois. Maslov et Cie n'ont absolument rien compris aux conditions véritables d'un progrès bourgeois véritablement libre, et non pas d'un progrès bourgeois stolypinien de l'agriculture russe.

La différence entre le marxisme vulgaire de Piotr Maslov et les procédés d'analyse dont a véritablement usé Marx, apparaît le plus clairement dans l'attitude à l'égard des utopies petites-bourgeoises des populistes (des socialistes-révolutionnaires y compris). En 1846, Marx a dénoncé sans merci l'esprit petit-bourgeois du socialiste-révolutionnaire américain Hermann Kriege, qui préconisait un vrai partage noir pour l'Amérique, en appelant ce partage du nom de « communisme ». La critique dialectique et révolutionnaire de Marx rejetait l'écorce stérile de la doctrine petite-bourgeoise et en *dégageait* le fruit robuste des « attaques contre la propriété terrienne », et du « mouvement contre la rente ». Nos marxistes vulgaires, eux, en critiquant le « partage égalitaire », la « socialisation de la terre », le « droit égal à la terre », se *contentent* de réfuter la doctrine et montrent ainsi eux-mêmes leur étroit doctrinarisme, qui n'aperçoit pas la réalité vivante de la révolution paysanne sous la doctrine morbide de la théorie populiste. Maslov et les mencheviks ont poussé cet étroit doctrinarisme, exprimé dans notre programme « mu-

* Cf. l'expression naïve de ce point de vue révolutionnaire bourgeois dans le discours du « socialiste-populiste » Volk-Karatchevski sur « l'égalité, la fraternité, la liberté » (IIe Douma, 16e séance, 26 mars 1907, pp. 1077-1080).

nicipalisateur » de consécration de la propriété moyenâgeuse la plus arriérée de la terre, au point qu'au nom du parti social-démocrate à la deuxième Douma on pouvait énoncer de ces choses véritablement infâmes :... « Si en ce qui concerne le mode d'aliénation de la terre nous (social-démocrates) sommes placés bien plus près de ces fractions (populistes) que de celle de la liberté populaire, par contre, en ce qui concerne les formes de jouissance terrienne, nous en sommes plus distants (47e séance, 26 mai 1907, p. 1230 du compte rendu sténographique).

En effet, dans la révolution agraire paysanne les mencheviks sont plus loin de la nationalisation paysanne révolutionnaire et plus près du maintien, préconisé par les terriens et les libéraux, de la propriété communautaire (et pas seulement communautaire). Conserver la propriété communautaire, c'est conserver l'état d'hébétude, le retard et la servitude. Naturellement, le propriétaire libéral, qui rêve de rachats se dépense sans compter en faveur de la propriété communautaire *... à côté du maintien d'une bonne part de la propriété seigneuriale ! Le social-démocrate, lui, désorienté par les « municipalisateurs », ne comprend pas que le son des paroles disparaît, tandis que la chose demeure. Le son des paroles sur l'égalisation, la socialisation, etc., disparaîtra, car *il ne peut* y avoir d'égalisation dans la production marchande. Mais la *chose* demeurera, c'est-à-dire la plus grande rupture possible sous le capitalisme, avec le passé féodal, la possession communautaire, moyenâgeuse, avec toute routine et tradition. Quand on dit : « du partage égalitaire il n'en sortira rien », le marxiste doit comprendre que ce « rien » se rap-

* Au reste, les mencheviks (y compris le camarade Tsérétéli, dont j'ai cité le discours) se trompent gravement, lorsqu'ils pensent que les cadets défendent avec plus ou moins de conséquence la *libre* propriété des paysans. Cela *n'est pas vrai*. Au nom du parti cadet, M. Kutler à la deuxième Douma s'est prononcé pour la propriété (à la différence du projet cadet de la première Douma, concernant la réserve foncière de l'Etat), mais en même temps il a dit : « *le parti pense les limiter* (*les paysans*) *uniquement* (!) *dans le droit d'aliénation et dans l'hypothèque*, c'est-à-dire prévenir ultérieurement la large extension de l'achat et de la vente des terres » (12e séance, 19 mars 1907, p. 740 du compte rendu sténographique). Programme *archiréactionnaire* d'un *bureaucrate* travesti en libéral.

porte *exclusivement* aux tâches socialistes, exclusivement au fait que le capitalisme ne sera pas éliminé pour autant. Mais des tentatives de ce partage, même de l'idée de ce partage, il en sortira *énormément* pour la révolution démocratique bourgeoise.

Car cette révolution peut se produire soit avec la prédominance des propriétaires fonciers sur les paysans, alors cela demande le maintien de la vieille propriété et le système de réformes stolypinien, exclusivement par la force du rouble. Ou bien elle se produira par la victoire de la paysannerie sur les seigneurs terriens, mais cela est impossible, par suite des conditions objectives de l'économie capitaliste, sans la suppression de toute la propriété moyenâgeuse de la terre, seigneuriale et paysanne. Ou la réforme agraire stolypinienne, ou la nationalisation révolutionnaire paysanne. *Seules* ces deux solutions sont économiquement réelles. Tout ce qui tient le milieu, depuis la municipalisation menchevique jusqu'au rachat des cadets, c'est de l'étroitesse petite-bourgeoise, une déformation stupide de la doctrine, une mauvaise invention.

### 7. LES PAYSANS ET LES POPULISTES À PROPOS DE LA NATIONALISATION DES TERRES COMMUNAUTAIRES

Que l'abolition de la propriété des terres communautaires soit une condition pour créer une économie paysanne libre correspondant aux nouvelles conditions capitalistes, c'est ce que reconnaissent largement les paysans eux-mêmes. M. Groman, qui décrit avec force détails et précisions les débats aux congrès paysans *, cite la remarquable opinion suivante d'un paysan :

« A la discussion du problème du rachat un délégué ne rencontrant pas d'objections quant au fond a déclaré : « On a dit que sans le rachat beaucoup des paysans qui ont acheté de la terre avec l'argent de leur travail se trouveront lésés. Ils sont peu nombreux et ils n'ont pas suffisamment de terre, *ils en recevront quand même lors de la distribution.* » C'est ce qui explique leur disposition à renon-

* *Documents relatifs à la question paysanne.* (Compte rendu des séances du congrès des délégués de l'Union paysanne de Russie, du 6 au 10 novembre 1905. Avec un article d'introduction de V. Groman. Ed. « Novy Mir », St-Pétersbourg, 1905, p. 12.)

cer au droit de propriété sur les terres communautaires et celles qu'ils ont achetées. »

Et un peu plus loin (p. 20) M. Groman répète cela comme étant l'opinion générale des paysans.

« *Ils en recevront quand même lors de la distribution* » ! N'est-il pas clair quelle nécessité *économique* a dicté cet argument ? La nouvelle distribution de toute la terre, seigneuriale et communautaire, ne peut diminuer la possession terrienne des neuf dixièmes (plus exactement des 99 centièmes) de la paysannerie ; il n'y a pas lieu d'avoir des craintes. Et elle est nécessaire parce qu'elle permettra aux vrais, aux authentiques exploitants de régler leur jouissance terrienne en tenant compte des nouvelles conditions, des exigences du capitalisme (des « impératifs du marché » pour certains producteurs), sans se soumettre aux rapports moyenâgeux qui ont déterminé l'étendue, la disposition, la répartition de la propriété communautaire.

M. Péchékhonov, « socialiste-populiste » pratique et lucide (lisez : social-cadet), qui a su, comme on l'a vu, s'adapter aux exigences de la masse des petits exploitants russes, exprime ce point de vue avec encore plus de précision.

« Les terres communautaires, écrit-il, qui sous le rapport de la production sont la partie la plus importante du territoire sont attribuées à une classe bien pis : à de faibles groupes de celle-ci, à tels ou tels feux et localités rurales. Ce qui fait que même dans les limites des terres communautaires la paysannerie prise dans sa masse ne peut s'établir librement ... *Installation* irrégulière *qui ne répond pas aux exigences du marché* (remarquez-le bien !) de la population... Il faut lever l'interdit sur les terres du Domaine, *il faut affranchir les terres communautaires des entraves de la propriété*, il faut *décloisonner* les propriétés privées. Il faut restituer au peuple russe sa terre, c'est alors qu'il pourra s'y établir comme le veulent ses nécessités économiques » (A. Péchékhonov : *Le problème agraire en rapport avec le mouvement paysan*, St-Pétersbourg 1906, pp. 83, 86, 88-89. C'est nous qui soulignons).

En vérité, n'est-il pas clair que par la bouche de ce « socialiste-populiste » parle le fermier désireux de marcher par lui-même ? N'est-il pas clair qu'il lui faut « affranchir des entraves de la propriété les terres communautaires » afin que la population puisse s'y établir de façon nouvelle avec une redistribution des tenures qui « réponde

aux exigences du marché », c'est-à-dire aux exigences de *l'agriculture capitaliste* ? Car enfin, M. Péchékhonov — rappelons-le une fois de plus — a l'esprit tellement lucide qu'il repousse toute socialisation, toute adaptation au droit communal — ce n'est pas pour rien que les socialistes-révolutionnaires le maudissent en tant qu'individualiste ! — *il repousse toute interdiction du travail salarié dans l'économie paysanne.*

La nature réactionnaire du soutien à la propriété paysanne communautaire, étant donné de *telles* tendances nationalisatrices de la paysannerie, apparaît de toute évidence. A. Finn, qui a cité dans sa brochure quelques-uns des raisonnements de M. Péchékhonov que nous avons mentionnés, le traite de populiste, lui démontre que le capitalisme se développe inévitablement à partir de l'économie paysanne et à l'intérieur de celle-ci (pp. 14 et suiv. de la brochure citée). Critique insuffisante, car derrière la question générale du développement du capitalisme, A. Finn n'a pas remarqué la question concrète des conditions d'un développement plus libre de l'agriculture capitaliste sur les terres *communautaires* ! A. Finn se contente de poser seulement la question du capitalisme *en général*, et il remporte une victoire facile sur le populisme depuis longtemps vaincu. Mais il s'agit d'une question plus concrète * : il s'agit du type seigneurial et du type paysan de « décloisonnement » (expression de M. Péchékhonov), de « nettoyage » de la terre au profit du capitalisme.

---

* « A quoi peut en fin de compte aboutir cette économie de travail à la Péchékhonov ? » interroge A. Finn et répond très justement : « au capitalisme » (p. 19 de la brochure citée). De cette vérité incontestable, qu'il fallait réellement expliquer au populiste, il fallait aller *plus loin* : élucider les formes particulières que peuvent revêtir les exigences du capitalisme dans le cadre d'une révolution agraire paysanne. Au lieu de cela, A. Finn est revenu *en arrière* : « On se demande, écrit-il, pourquoi il nous faut revenir en arrière, tourner et virer sur des voies dont l'originalité nous reviendrait pour reprendre à la longue le chemin que nous suivons déjà ? Voilà bien un travail inutile, M. Péchékhonov ! » (*Ibid.*) Non, ce n'est pas un travail inutile et ce n'est pas « à la longue » qu'il conduit au capitalisme ; *c'est le chemin du capitalisme le plus direct, le plus libre, le plus rapide.* A. Finn n'a pas réfléchi aux particularités comparées de l'évolution capitaliste stolypinienne de l'agriculture de Russie et de l'évolution capitaliste révolutionnaire paysanne de l'agriculture de Russie.

A la deuxième Douma l'orateur officiel du parti socialiste-révolutionnaire, M. Mouchenko, qui a prononcé le discours de clôture des débats sur la question agraire, a exprimé avec la même décision que M. Péchékhonov l'essence *capitaliste* de la nationalisation du sol que les socialistes petits-bourgeois se complaisent à nommer « socialisation », fixation d'un « droit égal à la terre », etc.

« Le peuplement régulier, a dit M. Mouchenko, n'est possible que lorsque la terre aura été décloisonnée, les barrières abattues, qui furent imposées par le principe de la propriété privée de la terre » (47e séance, 26 mai 1907, p. 1172 du compte rendu sténographique). C'est bien ainsi ! Le peuplement « régulier » est ce que réclame le marché, le capitalisme. Ce qui gêne le peuplement « régulier » des exploitants « réguliers », c'est à la fois la possession terrienne seigneuriale *et communautaire*.

Voici encore une observation concernant les déclarations des délégués de l'Union paysanne qui mérite d'attirer notre attention. M. Groman écrit dans la brochure citée :

« La fameuse question de la « communauté », cette pierre angulaire de l'ancien et du nouveau populisme n'a pas du tout été soulevée et a été résolue tacitement par la négative : la terre doit être en jouissance des personnes et des associations, disent les résolutions du premier et du deuxième congrès » (p. 12).

Ainsi, les paysans se sont prononcés clairement et résolument contre l'ancienne communauté pour les libres associations et pour la jouissance terrienne individuelle. Que ce soit là effectivement la voix de toute la paysannerie, on ne saurait en douter puisque le projet du groupe du Travail (des 104), *ne souffle mot* non plus *de la communauté*. Or elle est une association pour la possession de la terre communautaire !

Stolypine supprime cette communauté par la violence au profit d'une poignée de richards. La paysannerie veut l'abolir, pour y substituer les libres *associations* et la jouissance « individuelle » sur la terre communautaire *nationalisée*. Mais Maslov et Cie, au nom du progrès bourgeois, vont à l'encontre de l'exigence fondamentale de ce progrès et plaident pour la possession terrienne moyenâgeuse. Que Dieu nous préserve d'un semblable «marxisme»!

### 8. L'ERREUR DE M. CHANINE ET DES AUTRES AVOCATS DU PARTAGE

M. Chanine, qui aborde la question dans sa brochure * sous un aspect un peu différent, a donné bien malgré lui encore une confirmation de la nationalisation à laquelle il voue une telle haine. Par l'exemple qu'il donne de l'Irlande, par l'analyse des conditions de la *réforme* bourgeoise voulue en matière d'agriculture, M. Chanine n'a prouvé qu'une chose : l'incompatibilité des principes de la propriété agraire avec la possession sociale ou étatique (incompatibilité qu'il s'agit de prouver aussi par une analyse théorique générale, à laquelle Chanine n'a même pas songé) ; tout ce qu'il est arrivé peut-être à démontrer encore, c'est la nécessité de reconnaître la propriété partout où l'Etat procède à des réformes dans le domaine de l'agriculture en voie de développement capitaliste. Mais ces preuves de Chanine, toutes sans exception, frappent à côté : certes, dans les conditions des réformes bourgeoises, *seule* la propriété privée de la terre est concevable ; certes, le maintien de la propriété privée sur la masse essentielle des terres du Royaume-Uni ne laissait aucun autre chemin pour une de ses parties que celui de la propriété privée. Mais quel rapport cela peut-il avoir avec la « révolution agraire paysanne » en Russie ? M. Chanine a indiqué une bonne voie, si vous voulez, mais c'est la voie de la réforme agraire à la Stolypine, et non celle de la révolution agraire paysanne **. M. Chanine ne soupçonne même pas la diffé-

* M. Chanine, *La municipalisation ou le partage pour la remise en propriété*, Vilna 1907.

** La référence de Chanine à l'exemple de l'Irlande, qui doit prouver que la propriété privée l'emporte sur la location terrienne (et non sur la nationalisation de tout le sol), n'est pas neuve. Le professeur « libéral » M. A. Tchouprov argumente *d'une façon absolument identique* en prenant l'exemple de l'Irlande que la *propriété* paysanne du sol est préférable (*Question agraire*, t. II, p. 11). Mais quelle est la nature véritable de ce « libéral », et même de ce « constitutionnel-*démocrate* », on le voit à la page 33 de son article. Là, c'est avec un cynisme incroyable, un cynisme libéral possible seulement en Russie, que M. Tchouprov propose dans *toutes* les commissions agraires de soumettre les paysans *à la majorité des propriétaires fonciers* ! ! Cinq membres du côté des paysans et cinq du côté des propriétaires fonciers, tandis que le président « est nommé par l'assemblée du zemstvo », c'est-à-dire par l'*assemblée des propriétaires fonciers*. A la Ire

rence qui existe entre l'une et l'autre. Or, sans avoir élucidé cette différence, il est même ridicule de parler d'un programme agraire social-démocrate dans la révolution russe. Et lorsque M. Chanine, cédant bien entendu à d'excellents sentiments, défend la confiscation contre le rachat, il perd de vue toute perspective historique. Il oublie qu'en société bourgeoise la confiscation, c'est-à-dire l'expropriation sans indemnité de rachat, est aussi absolument incompatible avec la *réforme* que l'est la nationalisation du sol. Parler de la confiscation et admettre une solution réformatrice et non révolutionnaire de la question agraire, c'est comme si on présentait une requête à Stolypine pour demander la suppression de la propriété terrienne seigneuriale.

Un autre aspect de la brochure de Chanine, c'est qu'elle souligne énergiquement le caractère *agronomique* de notre crise agraire, la nécessité impérieuse de passer à des formes supérieures de l'économie, de perfectionner la technique de la culture, très retardataire en Russie, etc. Ces thèses correctes, Chanine les a développées d'une façon tellement unilatérale, il a si soigneusement passé sous silence l'abolition des latifundia féodaux et de changement des rapports en matière de propriété terrienne, en tant que condition de ce bouleversement technique, qu'il en est résulté une perspective radicalement fausse, puisque la réforme agraire stolypinienne conduit également à l'essor technique de l'agriculture, et qu'elle le fait bien du point de vue des intérêts des propriétaires fonciers. Le morcellement forcé de la communauté par les lois du 9 novembre 1906, etc., l'implantation de fermes séparées et les subsides accordés aux exploitations détachées de la communauté, ce n'est pas du tout un mirage, comme le disent parfois les bavards étourdis du journalisme démocratique. C'est une réalité du progrès économique sur la base du maintien du pouvoir seigneurial et des intérêts seigneuriaux. C'est une voie extrêmement lente et extrêmement douloureuse pour

---

Douma, l'exemple de l'Irlande a été invoqué par le *prince* Droutski-Lubetski, *homme de droite*, pour prouver la nécessité de la propriété privée de la terre et contre le projet des cadets (séance du 24 mai 1906, p. 626 du compte rendu sténographique).

les masses les plus vastes de la paysannerie et pour le prolétariat. Mais elle est la seule possible pour la Russie capitaliste, *à moins que* ne triomphe la révolution agraire paysanne.

Considérez la question posée par Chanine du point de vue d'une *telle* révolution. La nouvelle technique agricole veut que soient réorganisées *toutes* les conditions de l'économie paysanne ancestrale, routinière, grossière, ignorante et miséreuse, sur la terre communautaire. Il faut que l'on jette par-dessus bord l'assolement triennal, les instruments de travail rudimentaires, l'impécuniosité patriarcale du cultivateur, l'élevage routinier, l'ignorance naïve et fruste des conditions et des exigences du marché. Eh bien ? Ce bouleversement révolutionnaire de l'économie est-il possible avec le maintien de l'ancien système de possession foncière ? Or, le partage entre les actuels possesseurs de lots communautaires revient à conserver à demi * la possession foncière moyenâgeuse. Le partage pourrait bien être un progrès, s'il renforçait la *nouvelle* économie, la nouvelle agriculture, en jetant par-dessus bord ce qui est vieux. Le partage ne peut cependant pas impulser l'agriculture nouvelle, s'il est fondé sur l'ancienne propriété communautaire. Le camarade Borissov [116], partisan du partage, disait à Stockholm : « Notre programme agraire est un programme pour la période de la révolution en développement, la période de démolition de l'ancien ordre des choses et d'organisation d'un nouveau régime politique et social. C'est là sa pensée essentielle. La social-démocratie ne doit pas se lier par des solutions qui l'obligeraient à soutenir une forme quelconque de l'économie. Dans cette lutte de nouvelles forces sociales contre les assises du vieux régime, il faut trancher le nœud d'un coup décisif » (p. 125 des procès-verbaux). Tout cela est très juste et parfaitement exprimé. Et tout cela parle en faveur de la nationalisation, car elle seule « démolit » réellement toute la vieille possession moyenâgeuse ; elle seule tranche réellement le

* J'ai montré plus haut que sur 280 millions de déciatines de terre en Russie d'Europe, la moitié, soit 138,8 millions de déciatines, est constituée par la propriété de terre communautaire (voir le présent tome, p. 233 *N.R.*).

nœud, en laissant aux nouvelles économies la pleine liberté de se constituer sur la terre nationalisée.

La question se pose : quel critère nous permettrait de savoir si la nouvelle agriculture s'est déjà suffisamment constituée pour pouvoir *lui* adapter le partage de la terre, au lieu de perpétuer par le partage les vieilles entraves à l'économie nouvelle ? Ce critère ne peut être que la pratique. Aucune statistique au monde ne peut évaluer à quel point se sont « stabilisés » les éléments de la bourgeoisie paysanne dans un pays donné, pour accommoder le système de la possession foncière à celui du faire-valoir du sol. *Seuls* les paysans dans leur grande masse peuvent le faire. Et l'impossibilité de cette évaluation à l'heure actuelle a été *démontrée* par la masse paysanne qui, dans notre révolution, a présenté un programme de nationalisation du sol. Le petit cultivateur s'intègre toujours et dans le monde entier à son économie (si c'est réellement *son* économie à lui, et non un petit morceau de terre à redevances pris sur le domaine du seigneur, comme cela arrive souvent en Russie), au point que la défense « fanatique » de la propriété terrienne apparaît chez lui, dans une période historique déterminée et pour un temps déterminé, un fait inévitable. Si dans la masse des paysans russes, *à l'époque présente*, au lieu du fanatisme des propriétaires — fanatisme implanté par toutes les classes dirigeantes, par tous les politiciens bourgeois libéraux —, s'est propagée et affirmée la revendication de la nationalisation du sol, ce serait un enfantillage ou un pédantisme absurde que d'expliquer cela par l'influence des publicistes du *Rousskoïé Bogatstvo* [117] ou des petites brochures de M. Tchernov. Cela s'explique par le fait que les conditions réelles de la vie du petit cultivateur, du petit exploitant rural lui imposent la tâche économique qui consiste non pas à stabiliser, par un partage des terres remises en propriété, la nouvelle agriculture déjà constituée, mais à *nettoyer* le terrain pour former (avec les éléments en présence) une agriculture nouvelle sur une terre « libre », c'est-à-dire nationalisée. Le fanatisme du propriétaire peut et doit s'affirmer en son temps comme une revendication du fermier libre qui déjà *sorti de l'œuf* tend à assurer son économie. La nationalisation de la terre devait, dans la révo-

lution russe, devenir la revendication des masses paysannes, comme mot d'ordre des fermiers *désireux de briser* la coquille moyenâgeuse. Aussi la *propagande* du partage par les social-démocrates, adressée à une masse paysanne d'humeur nationalisatrice, qui commence à peine à entrer dans les conditions d'un « tri » définitif appelé à dégager les fermiers capables de créer une agriculture capitaliste, une telle propagande est un flagrant manque de tact historique, une incapacité à tenir compte de la situation historique concrète.

Nos social-démocrates « partagistes », les camarades Finn, Borissov, Chanine, sont exempts de ce dualisme théorique où tombent les « municipalisateurs » jusques et y compris leur critique vulgaire de la théorie de la rente de Marx (nous reviendrons là-dessus), mais ils commettent une autre erreur, une erreur de perspective historique. Adoptant sous le rapport théorique une juste position d'ensemble (en quoi ils diffèrent des « municipalisateurs »), ils reprennent l'erreur de notre programme des « otrezki » adopté en 1903. L'origine de cette dernière erreur était que, définissant de façon exacte l'*axe* du développement, nous en avons défini de façon inexacte le *moment*. Nous avons supposé que les éléments de l'agriculture capitaliste s'étaient déjà pleinement constitués en Russie, aussi bien dans l'économie du seigneur (si l'on excepte l'asservissant système des « otrezki », d'où la revendication de ces terres), que dans l'économie paysanne, qui semblait avoir dégagé de son sein une forte bourgeoisie paysanne et qui était incapable, par suite, d'une « révolution agraire paysanne ». Ce n'est pas la « peur » d'une révolution agraire paysanne qui a engendré un programme erroné ; c'est la *surestimation du degré* de développement capitaliste dans l'agriculture russe. Les vestiges du servage nous apparaissaient alors comme un menu détail, l'économie capitaliste sur la terre communautaire et seigneuriale, comme un phénomène parfaitement mûr et parfaitement stable.

La révolution a dénoncé cette erreur. Elle a confirmé l'axe du développement établi par nous. L'analyse marxiste des classes de la société russe a été si brillamment confirmée par le cours des événements en général et les deux premières Doumas en particulier, que le socialisme

non marxiste se trouve définitivement ruiné. Cependant, les survivances du servage à la campagne se sont affirmés beaucoup plus fort que nous le pensions ; ils ont provoqué un mouvement national de l'ensemble de la paysannerie ; ils ont fait de *ce* mouvement la pierre de touche de toute la révolution bourgeoise. Le rôle de chef que la social-démocratie révolutionnaire a toujours attribué au prolétariat dans le mouvement de libération bourgeois, il a fallu le définir avec plus de précision en tant que rôle de dirigeant entraînant derrière lui la *paysannerie*. Entraînant vers quoi ? Vers la révolution bourgeoise sous son aspect le plus conséquent et le plus résolu. Le redressement de l'erreur consistait en ceci : au lieu de la tâche particulière — lutter contre les *survivances de l'ancien ordre de choses* dans le régime agraire, il s'agissait pour nous de fixer les tâches de la lutte *contre l'ensemble du vieux régime agraire*. Au lieu d'un nettoyage de l'économie seigneuriale, nous nous sommes posé pour objectif sa *destruction*.

Cependant, ce correctif, apporté sous l'influence de la marche impressionnante des événements, n'a pas eu pour effet de faire réfléchir beaucoup d'entre nous, jusqu'au bout, à notre nouvelle définition du degré de développement capitaliste dans l'agriculture russe. Si l'exigence de la confiscation de toutes les terres seigneuriales s'est révélée historiquement juste — ce qui a vraiment été le cas —, cela voulait dire que le large développement du capitalisme exigeait de nouveaux rapports de possession foncière, que les germes du capitalisme dans l'économie seigneuriale pouvaient et devaient être sacrifiés à un large et libre développement du capitalisme sur la base de la petite économie rénovée. Accepter l'exigence de la confiscation des terres seigneuriales, c'est reconnaître la possibilité et la nécessité de renouveler la petite économie agricole en régime capitaliste.

Cela est-il admissible ? N'est-ce pas une aventure que de soutenir la petite économie en régime capitaliste ? N'est-ce pas un rêve creux que cette *rénovation* de la petite culture ? N'est-ce pas un démagogique « piège à paysans », un *Bauernfang* ? C'est ainsi, c'est bien ainsi, sans nul doute, que pensaient nombre de camarades. Mais ils étaient

dans l'erreur. La rénovation de la petite économie est possible aussi en régime capitaliste, si la tâche historique est de lutter contre le régime précapitaliste. C'est ainsi qu'a été rénovée la petite économie en Amérique, pays qui a brisé révolutionnairement les latifundia esclavagistes et créé les conditions du développement le plus rapide, le plus libre, du capitalisme. Dans la révolution russe, la lutte pour la terre n'est pas autre chose que la lutte pour un développement capitaliste rénové. Le mot d'ordre conséquent de cette rénovation, c'est la nationalisation du sol. En exclure les terres communautaires est économiquement réactionnaire (nous reviendrons sur le caractère politique réactionnaire de cette exclusion). Les « partagistes », eux, *sautent par-dessus* la tâche historique de la révolution présente ; ils considèrent comme résolu ce autour de quoi la lutte paysanne des masses ne fait que commencer. Au lieu de pousser en avant le processus de rénovation, au lieu d'éclairer la paysannerie sur les conditions d'une rénovation conséquente, ils sont déjà en train de préparer ses aises au fermier rénové et apaisé *.

« Chaque chose en son temps. » La social-démocratie ne peut jurer qu'elle ne soutiendra le partage. Dans un autre moment historique, à un autre degré de l'évolution agraire, le partage peut se révéler inévitable. Mais le partage exprime très mal les *tâches* de la révolution démocratique bourgeoise dans la Russie de 1907.

---

* Les partisans du partage citent souvent les paroles de Marx : « Il est évident que la libre propriété des paysans-cultivateurs est la forme la plus normale de la propriété foncière pour la petite exploitation... Pour que ce mode de production puisse se développer pleinement la propriété du sol est tout aussi nécessaire que la propriété des outils l'était pour le libre développement de l'exploitation artisanale. » (*Das Kapital*, III, 2, 341 [118].) Il résulte de là que le triomphe complet de la libre culture paysanne peut demander de la propriété privée. Mais la petite culture actuelle n'est pas libre. La propriété foncière officielle est « un instrument aux mains du propriétaire foncier plutôt qu'à celles du paysan ; elle est plus propre à imposer aux paysans des prestations de travail, qu'à leur servir d'instrument dans un libre travail ». La destruction de toutes les formes de propriété terrienne féodale et le libre peuplement sont indispensables pour créer une petite culture libre.

## CHAPITRE III
## LES FONDEMENTS THÉORIQUES DE LA NATIONALISATION ET DE LA MUNICIPALISATION

Le gros défaut de la presque totalité de la presse social-démocrate dans la question du programme agraire en général et, en particulier, l'insuffisance des débats au congrès de Stockholm c'est que les considérations pratiques l'emportent sur les théoriques, et les considérations politiques sur les économiques *. Ce qui excuse la plupart d'entre nous, ce sont naturellement les conditions d'un intense travail de parti, dans lesquelles nous avons examiné le problème agraire dans la révolution : d'abord, après le 9 janvier 1905, à quelques mois de l'explosion (le « III^e congrès du P.O.S.D.R. » des bolcheviks au printemps de 1905 à Londres, et la conférence simultanée de la minorité à Genève) ; ensuite au lendemain de l'insurrection de décembre [119], et à la veille de la première Douma à Stockholm. Mais cette insuffisance doit en tout cas être corrigée maintenant ; et l'analyse de l'aspect théorique de la question relative à la nationalisation et à la municipalisation s'impose tout particulièrement.

* Dans ma brochure *Révision du programme agraire du parti ouvrier*, programme que j'ai défendu à Stockholm, il y a des indications parfaitement précises (mais brèves comme l'est toute la brochure) concernant les postulats *théoriques* du programme agraire marxiste. J'ai indiqué là que « la négation pure et simple de la nationalisation » serait une « entorse à la théorie marxiste » (p. 16 de l'ancienne édition, p. 41 de la présente édition). (Voir Lénine, Œuvres, 4^e éd. russe, t. 10, p. 158. *N.R.*) Cf. mon « Rapport » sur le congrès de Stockholm, pp. 27-28 de la vieille édition (p. 63 de la présente édition). (Voir Œuvres, 4^e éd. russe, t. 10, p. 316. *N.R.*) « Et d'un point de vue rigoureusement scientifique, du point de vue des conditions du développement capitaliste en général, nous devons absolument dire, si nous ne voulons pas être en désaccord avec le troisième tome du *Capital*, que la nationalisation de la terre est possible dans la société bourgeoise, qu'elle contribue au développement économique, qu'elle facilite la concurrence et l'afflux des capitaux dans l'agriculture, qu'elle réduit le prix du blé, etc. » Ensuite, le même rapport, p. 59 (voir Lénine, Œuvres, 4^e éd. russe, t. 10, p. 347. *N.R.*) : « En dépit de ses promesses, elle [l'aile droite de la social-démocratie] ne pousse pas la révolution démocratique bourgeoise dans l'agriculture jusqu'à son terme « logique », car ce terme « logique » (et *aussi économique*), sous le capitalisme, c'est la nationalisation de la terre, qui seule supprimera la rente absolue. »

### 1. QU'EST-CE QUE LA NATIONALISATION DE LA TERRE ?

Nous avons cité plus haut la formule courante de la thèse universellement reconnue aujourd'hui : « tous les groupes populistes se prononcent pour la nationalisation du sol ». Mais en réalité, cette formule courante est très imprécise, et il n'y a que très peu de choses « universellement reconnues » en elle, si l'on tient compte de la véritable identité de vues sur cette « nationalisation » chez les représentants des diverses tendances politiques. La masse paysanne réclame la terre spontanément, écrasée qu'elle est par les latifundia féodaux, et ne rattache au passage de la terre au peuple aucune idée économique tant soit peu précise. Le paysan n'a qu'une seule revendication parfaitement mûre, engendrée pour ainsi dire par la souffrance et trempée au cours de longues années d'oppression : renouveler, affermir, consolider, étendre la petite agriculture, la rendre prédominante, et c'est tout. Le paysan entrevoit seulement le passage des latifundia entre ses mains ; il traduit la confuse idée d'unité de tous les paysans en tant que masse, dans cette lutte par les mots : le sol doit appartenir au peuple. Le paysan se laisse guider par l'instinct propriétaire que gêne le morcellement infini des formes actuelles de possession foncière moyenâgeuse et l'impossibilité d'organiser la culture du sol en plein accord avec ses exigences « d'exploitant », si toute cette disparité médiévale de la possession foncière demeure. La nécessité économique de supprimer la possession foncière seigneuriale, de *supprimer aussi les «entraves» de la possession communautaire*, telles sont les considérations *négatives* qui épuisent l'idée *paysanne* de la nationalisation. Quelles vont être les formes de possession foncière qui apparaîtront nécessaires plus tard pour la petite agriculture rénovée, quand elle aura digéré pour ainsi dire les latifundia seigneuriaux, le paysan n'y pense pas.

Les aspects négatifs de la notion (ou de l'idée confuse) de nationalisation dominent assurément aussi dans l'idéologie populiste qui exprime les revendications et les espérances de la paysannerie. Eliminer les anciens obstacles, chasser le grand propriétaire foncier, « décloisonner »

les terres, faire tomber les entraves de la possession communautaire, renforcer la petite économie, substituer à « l'inégalité » (les latifundia seigneuriaux) « l'égalité, la fraternité, la liberté », c'est là que se borne, pour les neuf dixièmes, l'idéologie populiste. Le droit égal à la terre, la jouissance égalitaire du sol, la socialisation, ce ne sont là que les diverses formes d'expression des mêmes idées, et tout cela n'est, la plupart du temps, que notions négatives, car le populiste ne se représente pas un régime nouveau comme un certain type de rapports économiques et sociaux. Pour le populiste, la révolution agraire en cours marque une transition du servage, de l'inégalité, de l'oppression en général, à l'égalité et à la liberté, et rien de plus. C'est l'étroitesse typique du révolutionnaire bourgeois qui ne voit pas les particularités capitalistes de la nouvelle société qu'il est en train de bâtir.

Le marxisme, contrairement à la conception naïve du populisme, analyse le nouveau régime en train de se constituer. Avec la liberté la plus complète de l'économie paysanne, avec la plus complète égalité des petits exploitants installés sur la terre du peuple entier, sur la terre n'appartenant à personne, ou sur celle du « bon dieu », nous nous trouvons en présence d'un régime de production marchande. Le marché lie et se soumet les petits producteurs. De l'échange des produits se dégage le pouvoir de l'argent ; derrière la transformation du produit agricole en argent suit la transformation de la force de travail en argent. La production marchande devient production capitaliste. Et cette théorie n'est pas un dogme ; c'est une simple description, la synthèse de ce qui se fait dans l'économie paysanne russe. Plus cette économie est à l'abri de l'exiguïté territoriale, de l'oppression du seigneur, de la pression des rapports et du régime moyenâgeux de propriété foncière, de la servitude et de l'arbitraire, et plus fortement se développent les rapports capitalistes au sein de l'économie paysanne. C'est un fait dont témoigne sans conteste toute l'histoire russe depuis l'abolition du servage.

Par conséquent, l'idée de nationalisation du sol ramenée sur le terrain de la *réalité économique* est une catégorie de la société marchande et capitaliste. Ce qu'il y a de réel

dans cette idée, ce n'est pas ce que pensent les paysans ou ce que disent les populistes, mais ce qui découle des rapports économiques de la société actuelle. La nationalisation du sol dans le cadre des rapports capitalistes, c'est la remise de la rente à l'Etat, ni plus ni moins. Et qu'est-ce que la rente en société capitaliste ? Ce n'est pas du tout le revenu que procure la terre en général. C'est la partie de la plus-value qui reste une fois retranché le profit moyen du capital. Donc, la rente suppose le travail salarié en agriculture, la transformation du cultivateur en fermier, en entrepreneur. La nationalisation (sous sa forme pure) suppose que l'Etat reçoit la rente des entrepreneurs en agriculture, qui paient un salaire aux ouvriers salariés et reçoivent de leur capital un profit moyen, moyen par rapport à toutes les entreprises, agricoles et non agricoles, d'un pays donné ou d'un ensemble de pays.

C'est ainsi que l'idée théorique de la nationalisation se trouve étroitement liée à la théorie de la rente, c'est-à-dire de la rente capitaliste précisément comme forme particulière de revenu d'une classe particulière (de propriétaires terriens) dans la société capitaliste.

La théorie de Marx distingue deux formes de rente : différentielle et absolue. La première résulte de la quantité limitée de terre à exploiter, de ce qu'elle est occupée par des exploitations capitalistes sans que la question de savoir si la propriété de la terre existe ou quelle est la forme de possession, entre en ligne de compte. Les différences sont inévitables entre les diverses exploitations agricoles ; elles dépendent de facteurs tels que la fertilité du sol, la disposition des terrains par rapport au marché, la rentabilité des investissements supplémentaires du capital dans la terre. Pour plus de brieveté, on peut ramener ces différences (sans oublier toutefois qu'elles ont des causes différentes), à celles qui distinguent les terres les meilleures des plus mauvaises. Poursuivons. Le prix de production en agriculture est déterminé par les conditions de la production non sur les terres moyennes, mais sur les plus mauvaises, le produit des seules terres meilleures ne suffisant pas à faire face à la demande. La différence entre le prix individuel de la production et le plus haut prix de la production constitue la rente différentielle. (Rappelons que Marx ap-

pelle prix de production le capital engagé pour fabriquer le produit plus le profit moyen du capital.)

La rente différentielle se forme inéluctablement en régime d'agriculture capitaliste, même si la propriété privée du sol est totalement abolie. Avec l'existence de la propriété foncière, c'est le possesseur de la terre qui recevra cette rente puisque la concurrence des capitaux obligera le fermier (le tenancier) à se contenter du profit moyen du capital. Si la propriété privée du sol se trouve abolie, c'est l'Etat qui recevra cette rente. *Cette* rente *ne peut* être supprimée tant qu'existe le mode de production capitaliste.

La rente absolue provient de la propriété privée de la terre. Cette rente comporte un élément du monopole, un élément de prix de monopole *. La propriété privée de la terre gêne la libre concurrence, gêne l'égalisation du profit, la formation du profit moyen dans les entreprises agricoles et non agricoles. Et comme la technique est inférieure dans l'agriculture, comme la composition du capital s'y distingue par une plus grande part du capital variable par rapport au capital constant que dans l'industrie, la *valeur individuelle* du produit agricole est supérieure à la moyenne. Aussi la propriété privée de la terre, qui entrave la libre égalisation du profit, tant dans les entreprises agricoles que non agricoles, permet de vendre le produit agricole non pas au prix supérieur de la production, mais à une valeur individuelle du produit encore plus élevée (car le prix de production est déterminé par le prix moyen du capital, tandis que la rente absolue ne permet pas à cette « moyenne » de se constituer, car elle fixe en tant que monopole une valeur individuelle plus élevée que la moyenne).

C'est ainsi que la rente différentielle est forcément propre à toute agriculture capitaliste. La rente absolue ne

* Dans la seconde partie du deuxième tome des *Théories de la plus-value*, Marx dégage « l'essence des diverses théories de la rente » : la théorie du prix monopole du produit agricole et la théorie de la rente différentielle. Il montre ce qu'il y a de juste dans l'une et l'autre théories, *puisqu*'il y a un élément de monopole dans la rente absolue. Cf. p. 125 à propos de la théorie d'Adam Smith : « il est tout à fait juste » que la rente est un prix de monopole, puisque la propriété privée de la terre empêche d'égaliser le profit en fixant un profit plus élevé que la moyenne [120].

l'est pas. Elle n'existe qu'à la condition d'une propriété privée de la terre et d'un retard de l'agriculture apparu au cours de l'histoire * et consacré par le monopole.

Kautsky oppose les deux formes de rente, entre autres dans leur rapport avec la nationalisation du sol, dans les thèses suivantes :

« La rente foncière étant différentielle elle provient de la concurrence. Etant absolue elle provient du monopole... Dans la pratique la rente foncière se présente à nous comme indivisée : on ne peut pas savoir quelle en est la partie différentielle et quelle en est la partie absolue. En outre elle comporte d'ordinaire un pourcentage sur le capital dépensé par le propriétaire. Là où l'exploitant est en même temps propriétaire rural la rente foncière s'agrège au profit agricole.

Il n'en est pas moins que la distinction entre les deux formes de rente revêt une importance extrême.

La rente différentielle provient du caractère capitaliste de la production et non de la propriété privée de la terre.

Cette rente subsisterait avec la nationalisation de la terre exigée (en Allemagne) par les partisans de la réforme agraire qui entendent conserver la gestion capitaliste de l'économie rurale. Mais alors cette rente n'irait pas à des particuliers ; elle irait à l'Etat.

La rente absolue provient de la propriété privée de la terre, de la divergence d'intérêts entre le possesseur du sol et le reste de la société. *La nationalisation de la terre permettrait de supprimer cette rente et d'abaisser pour la somme de cette rente les prix des produits agricoles* (c'est nous qui soulignons).

Poursuivons. La seconde distinction entre la rente différentielle et absolue est que la première n'influe pas, comme partie constitutive, sur le prix des produits agricoles tandis que la seconde le fait. La première provient du prix de production, la seconde du dépassement des prix de production par les prix de marché. La première provient de l'excédent du surprofit fourni par le travail plus productif sur une terre meilleure ou avec une meilleure disposition des lieux. La seconde ne provient pas du revenu supplémentaire de certaines formes du travail agricole ; elle n'est possible que comme *déduction* faite sur la quantité disponible des valeurs au profit du possesseur du sol, déduction sur la masse de la plus-value ; par conséquent, ou diminution du profit ou déduction sur le salaire. Si les prix du blé augmentent et le salaire également, le profit sur le capital dimi-

---

* Cf. *Théories de la plus-value*, t. II, 1re partie (original allemand), p. 259 : « Dans l'agriculture, le travail manuel prévaut encore, tandis que le mode de production bourgeois est susceptible de développer l'industrie plus vite que l'agriculture. C'est là, du reste, une différence *historique* qui peut disparaître » ! (Voir aussi p. 275 et tome II, 2e partie, p. 15 [121].)

nue. Si les prix du blé augmentent sans qu'augmente le salaire ce sont les ouvriers qui supportent le dommage. Il peut arriver enfin — il faut même considérer cela comme une règle générale — que le dommage causé par la rente absolue atteigne à la fois les ouvriers et les capitalistes*.

Ainsi le problème de la nationalisation de la terre en société capitaliste se divise en deux parties essentiellement différentes : la question de la rente différentielle et celle de la rente absolue. La nationalisation change le possesseur de la première et ruine jusqu'à l'existence même de la seconde. La nationalisation est donc, d'une part, une réforme partielle dans le cadre du capitalisme (changement de possesseur d'une partie de la plus-value), et d'autre part, suppression du monopole qui gêne tout le développement du capitalisme en général.

Sans distinguer entre ces deux aspects, c'est-à-dire entre la nationalisation de la rente différentielle et la rente absolue, il est impossible de comprendre toute la signification économique du problème de la nationalisation en Russie. Mais ici nous nous heurtons, chez P. Maslov, à la négation de la théorie de la rente absolue.

### 2. PIOTR MASLOV CORRIGE LES ÉBAUCHES DE KARL MARX[122]

En 1901, dans la *Zaria* paraissant à l'étranger, j'ai déjà eu l'occasion de signaler à propos de ses articles dans la revue *Jizn* ** [123], la façon erronée dont Maslov comprend la théorie de la rente.

Les débats avant Stockholm et à Stockholm ont porté, je l'ai déjà dit, dans une mesure excessive, sur le côté politique de la question. Mais après Stockholm, M. Olénov, dans un article intitulé « A propos des bases théoriques de la municipalisation de la terre » (*Obrazovanié*, 1907, n° 1) a analysé le livre de Maslov sur la question agraire en Russie, en soulignant particulièrement ce qu'il y avait de faux dans la *théorie économique* de Maslov qui nie sans réserve la rente absolue.

* *Question agraire*, original allemand, Seiten 79-80.

** Cf. *Question agraire*, première partie, St-Pétersbourg 1908, article : « La question agraire et les « critiques de Marx », note aux pages 178-179. (Voir Œuvres, t. 5, p. 126. *N.R.*)

Maslov a répondu à Olénov par un article dans les nos 2 et 3 d'*Obrazovanié*. Il accuse son contradicteur d'« effronterie », de « folle témérité », de « désinvolture », etc. En réalité, c'est Piotr Maslov qui, en matière de *théorie marxiste*, fait preuve d'effronterie et de folle témérité, car il serait difficile de se représenter quelque chose de plus ignare que la « critique » pleine de suffisance adressée à Marx par un Maslov qui persiste dans ses anciennes erreurs.

« La contradiction de la théorie de la rente absolue avec toute la théorie de la répartition, exposée dans le tome III, écrit M. Maslov, saute tellement aux yeux qu'on ne peut l'expliquer que par le fait que le tome III est une édition posthume qui contient aussi les ébauches de l'auteur » (*Question agraire*, troisième édition, p. 108, note).

Celui-là seul pouvait écrire pareille chose qui n'a rien compris à la théorie de la rente de Marx. Mais le dédain indulgent du superbe Piotr Maslov envers l'auteur des ébauches est vraiment sans égal ! Ce « marxiste » ne va pas s'abaisser, pour enseigner les autres, jusqu'à *prendre connaissance* de Marx, jusqu'à étudier au moins les *Théories de la plus-value* éditées en 1905, où la théorie de la rente est rendue si limpide que même des Maslov devraient pouvoir la comprendre !

Voici les arguments de Maslov contre Marx :

« La rente absolue s'obtiendrait grâce à la composition basse du capital agricole... Comme la composition du capital n'influe ni sur le prix du produit ni sur le taux du profit et en général sur la répartition de la plus-value *entre* les entrepreneurs elle ne peut créer aucune rente. Si la structure du capital agricole est plus basse que celle du capital industriel, la rente différentielle s'obtient à partir de la plus-value, obtenue dans l'agriculture même, mais cela n'a pas d'importance pour la *formation* de la rente. Par conséquent, si la « composition » du capital venait à changer, cela n'influerait en rien sur la rente. Le taux de la rente n'est nullement déterminé par son origine mais uniquement par la différence susindiquée de la productivité du travail dans les différentes conditions » (pp. 108-109 de l'ouvrage cité. C'est Maslov qui souligne).

Il serait curieux de savoir si les « critiques bourgeois de Marx » ont jamais atteint cette facilité de réfutation ? Car enfin notre superbe Maslov ne fait que brouiller les

choses, il les brouille même alors qu'il *expose* Marx (d'ailleurs, cette manière est aussi celle de M. Boulgakov et de tous les démolisseurs bourgeois du marxisme, qui diffèrent de Maslov par une plus grande honnêteté dans ce sens qu'ils ne se disent pas marxistes). Il n'est pas vrai que, d'après Marx, la rente absolue s'obtienne grâce à la composition basse du capital agricole. La rente absolue s'obtient grâce à la propriété privée de la terre. Cette propriété privée crée un monopole particulier qui n'a rien de commun avec le mode de production capitaliste, lequel peut exister aussi bien sur la terre communautaire que sur la terre nationalisée *. Le monopole non capitaliste de la propriété foncière privée empêche l'égalisation du profit dans les branches de production couvertes par ce monopole. Pour que la « composition du capital n'influe pas sur le taux du profit » (il faut ajouter : la composition du capital individuel ou du capital d'une industrie distincte ; là encore Maslov s'embrouille, en exposant Marx) ; pour que se forme le taux *moyen* du profit, il faut qu'il y ait *égalisation* du profit de toutes les entreprises et de toutes les branches d'industrie prises séparément. L'égalisation se fait par la liberté de concurrence, la liberté d'application du capital indifféremment à toutes les branches de la production. Cette liberté peut-elle exister là où il y a monopole non capitaliste ? Evidemment non. Le monopole de la propriété privée de la terre *entrave* la liberté d'application du capital, entrave la liberté de concurrence, entrave l'égalisation du profit agricole élevé hors de proportion (par suite de la composition basse du capital agricole). L'objection de Maslov est un tissu d'incohérences, lesquelles s'affirment tout particulièrement devant nous, lorsque nous lisons deux pages plus loin la référence... *à la fabrication des briques* (p. 111), où la technique est également en retard, où la composition organique du capital est également inférieure à la moyenne, comme dans l'agriculture, et où la rente est inexistante !

Il ne saurait y avoir de rente dans la fabrication des briques, honorable « théoricien », car la rente absolue n'est

* Cf. *Théories de la plus-value*, t. II, 1re partie, p. 208, où Marx explique que le propriétaire terrien est un personnage tout à fait superflu pour la production capitaliste, que le but de cette dernière « se réalise fort bien » si la terre appartient à l'Etat [124].

pas engendrée par la composition basse du capital agricole, mais par le monopole de la propriété privée de la terre qui empêche la concurrence d'égaliser le profit du capital à composition basse. Nier la rente absolue, c'est nier la signification économique de la propriété privée de la terre.

Autre argument de Maslov contre Marx :

« La rente du « dernier » capital engagé, la rente de Rodbertus et la rente absolue de Marx disparaîtra parce que le fermier peut toujours faire du « dernier » capital « l'avant-dernier » s'il fournit quelque chose en dehors du profit habituel » (p. 112).

Il brouille, mais alors « effrontément », les choses, Piotr Maslov.

D'abord, le rapprochement de Rodbertus et de Marx dans la question de la rente est la preuve d'une ignorance crasse. La théorie de Rodbertus est fondée sur l'hypothèse que le calcul erroné du propriétaire poméranien (« ne pas tenir compte » du produit brut dans l'agriculture !) est obligatoire aussi pour le fermier capitaliste. La théorie de Rodbertus ne contient pas un grain d'*historisme*, pas un grain de réalité historique, car il considère l'agriculture en général, hors du temps et de l'espace, l'agriculture de tout pays et de toute époque. Marx considère une période historique particulière, où le capitalisme a développé la technique de l'industrie plus vite que celle de l'agriculture. Marx considère l'agriculture *capitaliste*, gênée par la propriété privée *non capitaliste* de la terre.

En second lieu, la référence au fermier, qui « peut toujours » faire du dernier capital l'avant-dernier, montre que le superbe Piotr Maslov n'a pas plus compris la rente absolue que la *rente différentielle* de Marx ! C'est incroyable, mais c'est un fait. Le fermier, durant la période pour laquelle il a loué la terre, « peut toujours » s'approprier et *s'approprie toujours t o u t e* rente, *dès l'instant*, où « il fait du dernier capital l'avant-dernier » ; dès l'instant où, pour employer le langage plus simple et (comme nous allons le voir) plus exact —, il place le nouveau capital dans la terre. Pendant la durée du contrat de location, la propriété privée de la terre cesse d'exister pour le fermier : en acquittant le prix du fermage, il s'est déjà

« racheté » de ce monopole qui ne peut plus le gêner *. C'est pourquoi, quand une nouvelle dépense de capital faite par le fermier sur son terrain lui apporte un nouveau bénéfice et une *nouvelle rente* ce n'est pas le *propriétaire de la terre* qui reçoit cette rente, mais le *fermier*. Le propriétaire de la terre ne touchera cette nouvelle rente que lorsque la durée du contrat de location aura pris fin et qu'un nouveau aura été passé. Quel mécanisme transférera alors la nouvelle rente de la poche du fermier dans celle du propriétaire ? Le mécanisme de la libre concurrence, car la réception par le fermier non seulement d'un profit moyen, mais aussi d'un surprofit (=rente) attirera les capitaux dans une entreprise extrêmement rentable. On conçoit dès lors, d'une part, pourquoi le fermier a avantage, toutes choses égales d'ailleurs, à une location à long terme, et le propriétaire de terre à un fermage à court terme. On conçoit dès lors, d'autre part, pourquoi par exemple les propriétaires anglais, après l'abolition des lois sur les blés en Angleterre, obligeaient par contrat les fermiers à dépenser, au lieu de huit, au moins douze livres sterling (près de 110 roubles) pour chaque acre de leur terrain. Ainsi les propriétaires terriens tenaient compte de la technique agricole socialement nécessaire, qui a progressé avec l'abolition des lois sur les blés.

La question se pose maintenant de savoir quel genre de nouvelle rente le fermier s'approprie pendant la durée du contrat de location ? Est-ce seulement la rente absolue ou la rente différentielle également ? L'une et l'autre. Car si Piotr Maslov avait pris soin de comprendre Marx, avant de « critiquer les ébauches » de plaisante façon, il saurait que la rente différentielle est fournie non seulement par les différents terrains, mais aussi par les différentes dépenses de capital *sur un seul et même terrain* **.

---

* Si Maslov avait lu avec plus ou moins d'attention les « ébauches » du tome III, il aurait certainement remarqué combien souvent Marx répète tout cela.

** La rente différentielle provenant de la différence des différentes terres, Marx l'appelle la rente différentielle I, celle que l'on obtient grâce à la productivité variable des capitaux additionnels sur le même terrain, c'est la rente différentielle II. Dans les « ébauches » du troisième tome cette distinction est faite avec une scrupuleuse

Troisièmement (nous nous excusons auprès du lecteur de le fatiguer par une si longue énumération des erreurs de Maslov au sujet de chacune de ses phrases, mais que faire si nous nous trouvons en présence d'un si « fécond » Konfusionsrat », « conseiller abstrus », comme disent les Allemands ?), troisièmement, le raisonnement de Maslov sur le dernier et l'avant-dernier capital est fondé sur la fameuse « loi de la fertilité décroissante du sol ». Tout comme les économistes bourgeois, Maslov reconnaît cette loi (en appelant même cette sotte invention un fait « pour y donner plus d'importance »). Tout comme les économistes bourgeois, Maslov rattache cette loi à la théorie de la rente, en déclarant avec l'audace d'un complet ignorant en théorie : « s'il n'y avait pas le fait d'une diminution de la productivité des dernières dépenses de capital, il n'y aurait pas non plus de rente foncière » (114).

Pour la critique de cette « loi de la fertilité décroissante du sol », loi platement bourgeoise, nous renvoyons le lecteur à ce que j'ai dit en 1901 contre M. Boulgakov *. Dans *cette* question il n'y a *aucune* différence *quant au fond* entre Boulgakov et Maslov.

Pour compléter ce que j'ai dit contre Boulgakov, nous citerons seulement encore un passage des « ébauches » du tome III qui montre avec une parfaite netteté la magnificence de la critique de Maslov-Boulgakov :

« Au lieu de faire intervenir les causes réelles et naturelles de l'épuisement du sol, que tous les économistes qui ont écrit sur la rente différentielle ignoraient du reste en raison de l'insuffisance de la chimie agricole à l'époque, on s'est contenté de recourir à cette idée banale qu'on ne peut investir n'importe quelle masse de capital dans un terrain localisé. C'est ainsi, par exemple, que la *Westminster Review* objectait à Richard Jones qu'on ne pourrait nourrir toute l'Angleterre en mettant en culture Soho Square ** [126] »...

Cette objection est le seul argument dont usent Maslov et tous les autres partisans de la « loi de la fertilité décrois-

---

minutie (section VI, chap. 39-43), et il faut être un « critique de Marx » dans le genre de Boulgakov pour « ne pas le remarquer » [125].

* Voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 5, pp. 105-118. (*N.R.*)

** Petit square à Londres.

sante » : si cette loi n'existait pas, si les dépenses ultérieures du capital pouvaient être aussi productives que les précédentes, il eût été inutile, voyez-vous, d'élargir le champ de culture, on aurait pu obtenir n'importe quelle quantité de produits agricoles sur la plus petite superficie en investissant de nouveaux capitaux dans la terre, c'est-à-dire qu'on aurait pu « nourrir toute l'Angleterre avec le seul Soho Square » ou « faire tenir toute l'agriculture du globe sur une seule déciatine * », etc. Marx soumet par conséquent à son analyse le *principal* argument en faveur de la « loi » de la fertilité décroissante.

...« Si l'on y voit, poursuit Marx, un désavantage particulier de l'agriculture, c'est une erreur totale. On peut y investir et faire fructifier des capitaux successifs parce que la terre elle-même agit comme instrument de production, ce qui n'est pas le cas (ou, tout au plus, ne se vérifie que dans les limites très étroites) pour une usine où le terrain sert seulement de fondement, d'emplacement, de base d'opérations délimitées. On peut, il est vrai, comme le fait la grande industrie, concentrer une grande production sur un petit espace, si on la compare à l'éparpillement des métiers artisanaux. Mais, étant donné le degré de développement de la force productive, il faut toujours un certain espace et la construction en hauteur a ses limites. Si elles sont atteintes, il faut étendre la superficie sur le sol, la production, pour se développer, a besoin d'étendre aussi la surface de terrain dont elle dispose. Le capital fixe dépensé en machines, etc., ne s'améliore pas à l'usage, mais s'use au contraire. De nouvelles inventions peuvent ici également apporter quelques améliorations ; mais le développement de la force productive étant donné, la machine ne peut que se détériorer. Si la force productive se développe rapidement, toutes les vieilles machines doivent être remplacées par d'autres plus rentables. Elles sont donc mises au rebut, perdues. Par contre, la terre judicieusement traitée, s'améliore sans cesse. Pouvoir faire fructifier des investissements

* Voir plus haut : *La question agraire et les « critiques de Marx »* sur la loi de la fertilité décroissante. La même sottise chez Maslov: « L'entrepreneur dépensera successivement tous (!) ses capitaux par exemple, sur une déciatine, si les nouvelles dépenses rapportent le même profit » (107), etc.

successifs de capital, sans pour autant perdre le bénéfice des précédents, voilà l'avantage de la terre, avantage qui inclut en même temps la possibilité de différences dans le produit de ces investissements successifs. (*Das Kapital*, III. Band, 2. Teil, Seite 314) [127].

Maslov a préféré reprendre la fable de l'économie bourgeoise sur la loi de la fertilité décroissante, au lieu de réfléchir à la critique de Marx. Et il a encore l'audace ici même, à propos de ces questions justement, de prétendre, en falsifiant Marx, exposer le marxisme !

Jusqu'où Maslov déforme, de son point de vue purement bourgeois sur la « loi naturelle » de la fertilité décroissante, la théorie de la rente, on le voit à la tirade suivante qu'il écrit en italique : « Si des investissements successifs sur la même superficie, en conduisant à l'intensification de l'économie, étaient aussi productifs, sa concurrence des nouvelles terres disparaîtrait d'emblée, car le prix du transport pèse, en dehors des frais de production, sur le prix du blé » (p. 107).

Ainsi, la concurrence d'outre-océan ne s'explique que par la loi de la fertilité décroissante ! Exactement comme chez les économistes bourgeois ! Mais si Maslov ne savait pas lire ou n'était pas capable de comprendre le III^e^ tome, il devrait au moins prendre connaissance de la *Question agraire* de Kautsky ou de la brochure de Parvus sur la crise agraire. Maslov aurait peut-être compris, grâce aux explications fort simples de ces marxistes, que le capitalisme *enfle* la rente, en augmentant la population industrielle. Tandis que le prix de la terre (=la rente capitalisée) *fixe* les rentes excessivement enflées. Cela concerne également la rente différentielle, de sorte que nous constatons pour la seconde fois que Maslov n'a rien compris à Marx, même pour ce qui est de la forme la plus simple de la rente.

L'économie bourgeoise explique la « concurrence des nouvelles terres » par la « loi de la fertilité décroissante », car le bourgeois ignore volontairement ou non le côté historique et social de la chose. L'économie socialiste (c'est-à-dire le marxisme) explique la concurrence d'outre-océan par le fait que les terres qui ne paient pas la rente, sapent les prix exorbitants sur le blé fixés par le capitalisme des vieux pays européens, lequel a enflé dans des proportions incroyables

la rente foncière. L'économiste bourgeois ne comprend pas (ou se le cache à lui-même et le cache aux autres) que le taux de la rente fixée au moyen de la propriété privée du sol constitue un *obstacle* au progrès de l'agriculture et rejette la faute sur l'obstacle « naturel » du « fait » de la fertilité décroissante.

### 3. POUR RÉFUTER LE POPULISME, FAUT-IL RÉFUTER MARX ?

Il le faut, selon Piotr Maslov. « En développant » plus avant sa « théorie » bébête, il nous instruit sentencieusement en ces termes dans *Obrazovanié* :

« Si le « fait » de la chute du rendement des dépenses successives du travail sur la même superficie n'existait pas, on pourrait encore voir se réaliser peut-être l'idylle que nous peignent les socialistes-révolutionnaires et les social-populistes : chaque paysan jouit de la parcelle de terre qui lui revient et y met autant de travail qu'il lui plaît, et la terre lui « rend » pour chacun de ses « apports » une quantité correspondante de produits » (n°2, 1907, p. 123).

Ainsi donc, si Marx n'avait pas été réfuté par Maslov, les populistes auraient peut-être raison ! Voilà à quelles perles en arrive notre « théoricien ». Dire que jusqu'à présent nous pensions tout simplement, en marxistes, que l'idylle de la perpétuation de la petite production n'est pas du tout réfutée par la stupide loi bourgeoise de « la fertilité décroissante », mais par la production marchande, par la domination du marché, par les avantages de la grosse agriculture capitaliste sur la petite, etc. Maslov a changé tout cela ! Maslov a découvert que sans la loi bourgeoise réfutée par Marx, les populistes auraient eu raison !

Bien mieux. Les révisionnistes eux aussi auraient eu raison. Voici encore un raisonnement de notre économiste en chambre :

« Si je ne me trompe, c'est moi (Piotr Maslov) qui ai eu l'occasion le tout premier (voilà comme nous sommes !), de souligner d'une façon particulièrement tranchée le rôle différent de la culture du sol et du progrès technique dans le développement de l'économie, et notamment, dans la lutte de la grosse et de la petite production. Si l'intensifi-

cation de l'agriculture, si les dépenses ultérieures en travail et en capital sont au même titre moins productives dans la grande économie et dans la petite, le progrès technique, qui accroît la productivité du travail dans l'agriculture comme dans l'industrie, donne des avantages immenses et exclusifs à la grande économie. Ces avantages dépendent à peu près exclusivement des conditions techniques »... Vous faites erreur, très cher : les avantages de la grosse production, sous le rapport commercial, ont une grande importance.

... « Au contraire, la culture du sol peut généralement s'appliquer au même titre dans la grosse et dans la petite économie »... La culture du sol « peut » s'appliquer.

Le très-profond Maslov connaît évidemment une économie à laquelle la culture du sol peut ne pas s'appliquer. ...« Par exemple, la substitution de l'assolement multiple à l'assolement triennal, l'augmentation de la quantité d'engrais, le labour profond, etc., sont applicables dans la grosse comme dans la petite économie et influent au même titre sur le rendement du travail. Mais, par exemple, l'introduction de la moissonneuse n'augmente la productivité du travail que dans les économies plus étendues, parce que les minces bandes de blé peuvent être avantageusement moissonnées ou fauchées à la main »...

En effet, Maslov a sans nul doute réussi, « le tout premier » à introduire cette confusion sans fin dans la question ! Pensez donc : la charrue à vapeur (labour profond), c'est la « culture du sol », la moissonneuse c'est la « technique ». Il s'ensuit, d'après la théorie de notre incomparable Maslov, que la charrue à vapeur, ce *n'est pas* de la technique. Il s'ensuit que la moissonneuse *n'est pas* une dépense additionnelle en travail et en capital. Les engrais chimiques, la charrue à vapeur, les semis d'herbages, c'est de l'« intensification ». La moissonneuse, et, en général, « la majeure partie des machines agricoles », c'est le « progrès technique ». Si Maslov « a eu l'occasion » d'imaginer cette bêtise, c'est qu'il faut tout de même se tirer de l'embarras par cette « loi de la fertilité décroissante » que *réfute* le progrès technique. Boulgakov s'en est tiré en disant : le progrès technique, c'est du provisoire ; le marasme, c'est du permanent. Maslov s'en tire en imaginant une division

infiniment amusante du progrès technique dans l'agriculture, en « intensification » et en « technique ».

Qu'est-ce que l'intensification ? Une dépense additionnelle en travail et en capital. La moissonneuse, selon la découverte faite par le grand Maslov, *n'est pas* une dépense de capital. Le semoir en lignes *n'est pas* une dépense en capital ! « La substitution de l'assolement multiple à l'assolement triennal » est applicable *au même titre* dans la grosse comme dans la petite économie ? Ce n'est pas vrai. L'introduction de l'assolement multiple nécessite également des dépenses complémentaires en capital ; il est applicable *beaucoup plus* dans la grosse économie. Voir plus haut dans les statistiques sur l'agriculture allemande (*La question agraire et les « critiques de Marx »* *). Les statistiques russes témoignent de la même chose. La plus simple réflexion vous montrera qu'il n'en peut être autrement, qu'on ne peut appliquer *au même titre* l'assolement multiple dans la petite et la grosse économie. Ne peut être « appliquée au même titre » l'augmentation de la quantité d'engrais, car la grosse économie : 1° possède plus de gros bétail, le plus important sous ce rapport ; 2° elle nourrit mieux ses bêtes et « ménage » moins la paille, etc. ; 3° elle a de meilleures installations pour garder les engrais ; 4° elle emploie plus d'engrais chimiques. En vérité, Maslov falsifie « effrontément » les données universellement connues sur l'agriculture moderne. Enfin *ne peut* être appliqué *au même titre* dans la petite et la grosse économie, le labour profond. Il suffit de rappeler deux faits : d'abord l'emploi de la charrue à vapeur augmente dans la grosse économie (cf. plus haut les données sur l'Allemagne ; et maintenant, sans doute, la charrue électrique entre en usage également **). Peut-être Maslov comprendra-t-il à son tour qu'elle n'est pas applicable « au même titre » dans la grosse comme dans la petite économie. Dans cette dernière se développe l'emploi des *vaches* en qualité d'animaux de trait. Songez un peu, ô grand Maslov, cela *peut-il* vouloir dire que le labour profond est applicable au même titre ? En second lieu, si même la grosse et la petite économie emploient les mêmes espèces de bêtes

* Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 5, pp. 182-183. (*N.R.*)
** *Ibid.*, p. 130. (*N.R.*)

de trait, celles-ci sont *plus faibles* dans la petite économie et, par suite, il ne saurait y avoir d'égalité de conditions dans la profondeur du labour.

Bref, il serait difficile de trouver chez Maslov une phrase impliquant un effort de pensée « théorique », sans rencontrer une masse inépuisable d'extrême confusion et d'étonnante ignorance. Maslov cependant, sans se laisser troubler, conclut :

« Quiconque a compris la différence des *deux* aspects indiqués du développement de l'agriculture (amélioration de la culture et amélioration de la technique) renversera sans peine toute l'argumentation du révisionnisme, et, chez nous, du populisme » (*Obrazovanié*, 1907, n° 2, p. 125).

Allons bon. Si Maslov n'est pas un populiste ni un révisionniste, c'est *uniquement* parce qu'il a su s'élever au-dessus des ébauches de Marx jusqu'à ce qu'il arrive à « s'expliquer » les préjugés vétustes de la vétuste économie bourgeoise. Vieille antienne sur un mode nouveau ! Marx contre Marx, s'exclamaient Bernstein et Strouvé. On ne peut renverser le révisionnisme sans avoir renversé Marx, vaticine Maslov.

Pour conclure, un détail caractéristique. Si Marx a tort, lui qui a créé la théorie de la rente absolue, si la rente ne peut exister sans la « loi de la fertilité décroissante », si les populistes et les révisionnistes pouvaient avoir raison au cas de l'inexistence de cette loi, il semblerait que dans la « théorie » de Maslov ses « *corrections* » du marxisme dussent tenir une place capitale. Oui, cette place, elles la tiennent effectivement. Mais Maslov préfère néanmoins les cacher. Il y a peu de temps, a paru la traduction allemande de son livre *La question agraire en Russie*. J'ai voulu savoir *sous quelle forme* Maslov présente aux social-démocrates européens ses incroyables platitudes théoriques. Il s'est trouvé que ce n'était *sous aucune forme*. Devant les Européens Maslov *a caché dans sa poche « toute » sa théorie*. Il a éliminé tout ce qui a rapport à la négation de la rente absolue, la loi de la fertilité décroissante, etc. A ce propos, je me suis rappelé, malgré moi, l'histoire de cet inconnu qui avait assisté pour la première fois à une réunion de philo-

sophes antiques et était resté tout le temps silencieux. Si tu es intelligent, avait dit à cet inconnu un des philosophes, tu agis sottement. Si tu es sot, tu agis avec intelligence.

### 4. LA NÉGATION DE LA RENTE ABSOLUE EST-ELLE LIÉE AU PROGRAMME DE MUNICIPALISATION ?

Si profondément conscient que soit Maslov de la valeur de ses remarquables découvertes dans le domaine de l'économie politique, il n'en doute pas moins, visiblement, de l'existence d'une telle liaison. Tout au moins, dans l'article cité (*Obrazovanié* n° 2, p. 120) il conteste la liaison de la municipalisation avec le « fait » de la fertilité décroissante. Il s'ensuit quelque chose de bien étrange : « la loi de la fertilité décroissante » est liée à la négation de la rente absolue, à la lutte contre le populisme, mais elle n'est prétendument pas liée au programme agraire de Maslov ! Mais il est aisé de se convaincre également, par voie directe, combien fausse est cette opinion sur l'absence d'une liaison entre la théorie agraire générale et le programme agraire russe de Maslov.

Nier la rente absolue, c'est nier la valeur économique de la propriété privée de la terre en régime capitaliste. Quiconque ne reconnaît que l'existence de la rente différentielle, en arrive forcément à conclure que les conditions de l'économie capitaliste et du développement capitaliste ne se modifient nullement selon que la terre est la propriété de l'Etat ou celle des particuliers. Dans les deux cas, du point de vue de la théorie négatrice de la rente absolue, il n'y a que la rente différentielle. On conçoit qu'une telle théorie *doive* mener à la négation de toute valeur de la nationalisation comme mesure tendant à influer sur le développement du capitalisme dans le sens de son accélération, dans le sens du déblaiement de la voie devant lui, etc. Car une telle conception de la nationalisation découle de la reconnaissance de deux formes de rente, la capitaliste, c'est-à-dire celle qui ne peut être éliminée en régime capitaliste même sur la terre nationalisée (rente différentielle) et la *non* capitaliste, liée au monopole, inutile pour le capitalisme dont elle entrave le progrès entier (rente absolue).

Aussi Maslov, en partant de sa « théorie », en arrive-t-il inévitablement à conclure qu'« il importe peu si on l'appelle (la rente foncière) absolue ou différentielle » (*Obrazovanié*, n° 3, p. 103) ; qu'il s'agit *seulement* de savoir à qui remettre cette rente, aux institutions locales ou au pouvoir central. Mais un tel point de vue n'est que le fruit d'une ignorance théorique. Tout à fait indépendamment de la question de savoir aux mains de qui sera remise la rente et à quelles fins politiques elle sera utilisée, il est encore une question infiniment plus profonde, celle des changements qui, déterminés par l'abolition de la propriété privée du sol, se produiraient dans les conditions générales de l'économie capitaliste et du développement capitaliste.

Cette question purement économique n'a pas du tout été soulevée par Maslov ; elle n'a pas été comprise par lui et ne pouvait l'être puisqu'il nie la rente absolue. D'où la manière monstrueusement unilatérale, « *politicienne* », pourrais-je dire, de ramener le problème de la confiscation de la terre seigneuriale uniquement à la question de savoir qui prendra la rente. D'où le *dualisme* hideux dans un programme prévu pour le cas d'un « développement victorieux de la révolution » (expression de la résolution tactique annexée, lors du congrès de Stockholm, au programme de Maslov). Le développement *victorieux* de la révolution bourgeoise suppose tout d'abord des transformations *économiques* fondamentales, qui balayent réellement toutes les survivances de la féodalité et des monopoles moyenâgeux. Or, nous voyons dans la municipalisation un véritable *bimétallisme agraire* : la combinaison de la propriété communautaire moyenâgeuse, la plus vieille, la plus désuète et la plus périmée, avec l'absence de propriété privée de la terre, c'est-à-dire avec le régime agraire le plus progressiste, idéal au point de vue théorique, en société capitaliste. Ce bimétallisme agraire est une absurdité théorique, quelque chose d'impossible du point de vue purement économique. La réunion de la propriété privée de la terre et de la propriété sociale est ici purement mécanique, « imaginée » par un homme qui n'aperçoit aucune différence dans la forme même de l'économie capitaliste, avec ou sans la propriété privée du sol. Pour un tel « théoricien », il s'agit exclusivement de répar-

tir la rente, « qu'on l'appelle absolue ou différentielle, peu importe ».

En réalité, il est impossible en pays capitaliste de laisser la moitié de la terre (138 millions de déciatines sur 280) sous le régime de la propriété privée. De deux choses l'une. Ou la propriété privée de la terre est réellement imposée par le stade actuel du développement économique, et répond réellement aux intérêts vitaux de la classe des propriétaires fonciers. Alors la propriété privée de la terre est inévitable toujours et partout, comme *base* de la société bourgeoise constituée d'après un type donné.

Ou la propriété privée de la terre n'est pas obligatoire au stade actuel du développement capitaliste, ne découle pas inéluctablement des intérêts de la classe des fermiers, contrarie même ces intérêts, en ce cas il est impossible de conserver cette propriété sous sa forme périmée.

Le maintien du monopole sur *une* moitié de la superficie cultivable, la création d'un privilège pour une catégorie de petits propriétaires, la perpétuation dans une société capitaliste libre d'une « *zone d'établissement* » pour séparer les possesseurs et les fermiers de la terre appartenant à la société, est une absurdité étroitement liée à l'absurdité de la théorie économique de Maslov.

Nous en venons maintenant à l'examen du rôle *économique* de la nationalisation, que Maslov et ses adeptes ont refoulé au dernier plan *.

### 5. CRITIQUE DE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE DE LA TERRE AU POINT DE VUE DU DÉVELOPPEMENT DU CAPITALISME

La négation erronée de la rente absolue, cette forme de réalisation de la propriété privée du sol dans les revenus capitalistes, a donné naissance à un important défaut de la littérature social-démocrate et de toute la position de la social-démocratie dans la question agraire de la révolution russe. Au lieu de prendre en mains propres la critique de

* Plékhanov à Stockholm s'est rangé parmi ces adeptes. L'ironie de l'histoire a fait que ce gardien prétendument rigoureux de l'orthodoxie *n'a pas remarqué ou n'a pas voulu remarquer* la falsification de la théorie économique de Marx par Maslov.

la propriété privée de la terre ; au lieu de placer cette critique sur la base d'une analyse économique, analyse d'une évolution économique bien définie, nos social-démocrates, en suivant Maslov, ont abandonné cette critique entre les mains des populistes. Il en est résulté un extrême avilissement théorique du marxisme et une falsification de ses objectifs de propagande dans la révolution. La critique de la propriété privée de la terre, dans les discours prononcés à la Douma, dans la littérature de propagande et d'agitation, etc., s'est faite *uniquement* du point de vue populiste, c'est-à-dire petit-bourgeois, pseudo-socialiste. Les marxistes n'ont pas su détacher le noyau réel de cette idéologie petite-bourgeoise, car ils n'ont pas compris leur tâche, qui était d'introduire un élément historique dans l'examen de la question et de substituer au point de vue des petits-bourgeois (idée abstraite de l'égalisation, de la justice, etc.) le point de vue du prolétariat sur les racines véritables de la lutte contre la propriété privée du sol dans la société capitaliste en développement. Le populiste s'imagine que nier la propriété privée de la terre, c'est nier le capitalisme. C'est faux. Nier la propriété privée de la terre, c'est exprimer les exigences du plus pur développement capitaliste. Force nous est de raviver dans la conscience des marxistes les « paroles oubliées » de Marx qui critiquait la propriété privée du sol du point de vue des conditions de l'économie capitaliste.

Cette critique, Marx l'a dirigée non seulement contre la grosse propriété foncière, mais aussi contre la petite. La libre propriété du petit paysan sur la terre est le compagnon nécessaire de la petite production agricole sous certaines conditions historiques. A. Finn avait parfaitement raison contre Maslov, en soulignant ce fait. Mais pareille reconnaissance de la nécessité historique prouvée par l'*expérience* n'exclut pas l'obligation pour le marxiste de fournir une pleine application de la petite propriété de la terre. La vraie liberté d'une telle propriété est impossible sans la liberté d'achat et de vente de la terre. La propriété privée du sol signifie la nécessité de dépenser du capital pour l'achat de la terre. A ce propos Marx écrivait dans le tome III du *Capital* : « Un des maux spécifiques de la petite agriculture quand elle comporte la libre propriété du sol,

résulte de la dépense de capital que fait le cultivateur pour achat de la terre » (III, 2, 342). « Le débours de capital pour l'achat de la terre fait qu'il ne peut être investi dans la culture » (*ibid.*, 341) [128].

« La dépense de capital monétaire pour l'achat du terrain n'est donc pas un investissement de capital agricole. Elle diminue *protanto* le capital dont peuvent disposer, dans leur sphère de production, les petits paysans eux-mêmes. Elle diminue d'autant le volume de leurs moyens de production et rétrécit par là la base économique de la reproduction. Elle assujettit le petit paysan à l'usure parce que, dans cette sphère, il existe peu de crédit proprement dit. Cette dépense est une gêne pour l'agriculture, même quand il s'agit de l'achat de grands. Elle est effectivement en contradiction avec le mode capitaliste de production qui n'a cure au total des dettes du propriétaire foncier que celui-ci ait en son domaine en héritage ou qu'il l'ait acheté » (344-345) [129].

Ainsi, l'hypothèque sur la terre et l'usure sont, pour ainsi dire, des formes qui permettent au capital de *tourner* les difficultés que la propriété privée de la terre oppose à la libre pénétration du capital dans l'agriculture. On ne saurait, à défaut de capital, tenir une exploitation dans une société basée sur la production marchande. C'est ce que ne peuvent pas ne pas comprendre le paysan et son idéologue, le populiste. La question est donc de savoir si le capital peut, en toute liberté, aller à l'agriculture directement et sans détours, ou bien par l'intermédiaire de l'usurier ou d'un établissement de crédit. La pensée du paysan et du populiste qui, en partie, ne se rendent pas compte de la complète domination du capital dans la société actuelle, ou bien se mettent sur les yeux une chape d'illusions et de rêveries, pour ne pas voir la désagréable réalité, cette pensée s'oriente vers l'aide pécuniaire du dehors. « Les personnes ayant reçu de la terre sur le fonds commun du peuple, porte le § 15 du projet agraire des 104, et qui ne possèdent pas les moyens suffisants de se procurer tout le nécessaire pour leur exploitation, bénéficieront d'une aide aux frais de l'Etat sous forme de prêts et de secours. » Certes, il ne fait pas de doute qu'une telle aide pécuniaire serait indispensable lors de la réorganisation de l'agriculture russe

par la victoire de la révolution paysanne. Kautsky, dans son ouvrage *La question agraire en Russie* souligne très justement ce point. Mais maintenant la question chez nous est de savoir quelle est l'importance économique et sociale, que ne remarque pas le populiste, de tous ces « prêts et secours en argent ». L'Etat ne peut que servir d'intermédiaire dans la remise de l'argent provenant des capitalistes, mais lui-même ne peut prendre de l'argent que chez les capitalistes. Par conséquent, même avec la meilleure organisation possible d'une aide de l'Etat, la domination du capital ne se trouve nullement éliminée, et la question reste entière : quelles sont les formes possibles d'application du capital à l'agriculture.

Question qui conduit forcément à la critique marxiste de la propriété privée de la terre. Cette propriété est un *obstacle* au libre investissement du capital dans la terre. En cas de liberté entière de cet investissement, c'est l'abolition de la propriété privée de la terre, c'est-à-dire la nationalisation du sol. En cas de maintien de la propriété privée de la terre, ce sont des formes *détournées* de pénétration du capital : l'engagement de la terre par le propriétaire foncier et le paysan, l'asservissement du paysan par l'usurier, la cession de la terre au fermier possesseur de capital.

« Dans la petite culture, dit Marx, le prix du terrain, forme et résultat de la propriété privée du sol, se manifeste en tant qu'entrave limitant la production elle-même. Dans l'agriculture à grand échelle, comme dans la grande propriété foncière dont l'exploitation s'effectue sur le mode capitaliste, la propriété est aussi une entrave, parce qu'elle limite les investissements productifs du fermier, lesquels, en fin de compte, ne profitent pas au fermier mais au propriétaire foncier » (346-347, 2. Teil, III. Band, *Das Kapital*) [130].

Par conséquent, l'abolition de la propriété privée de la terre est la suppression au maximum possible en société bourgeoise de toutes les barrières qui s'opposent au libre emploi du capital dans l'agriculture et au libre passage du capital d'une branche de production dans l'autre. La liberté, l'ampleur et la rapidité du développement du capitalisme, la pleine liberté de la lutte de classes, l'élimina-

tion de tous les intermédiaires superflus, qui font ressembler l'agriculture à une industrie « aux cadences infernales », voilà ce qu'est la nationalisation de la terre sous le régime de la production capitaliste.

### 6. LA NATIONALISATION DU SOL ET LA RENTE « EN ARGENT »

A. Finn, partisan du partage des terres, a présenté un argument économique intéressant contre la nationalisation. La nationalisation comme la municipalisation, dit-il, est la remise de la rente à une collectivité déterminée. Mais il s'agit de savoir de quelle rente il est ici question. Pas de la rente capitaliste, car « en général, les paysans ne reçoivent pas de leur terre une rente dans le sens capitaliste » (*Question agraire et social-démocratie*, p. 77, cf. p. 63), mais de la rente *précapitaliste* en argent.

Par rente en argent, Marx entend le paiement au propriétaire par le paysan de tout le surproduit sous forme d'argent. La forme initiale de la dépendance économique du paysan vis-à-vis du propriétaire foncier, c'est, sous les régimes de production précapitalistes, la rente en travail (*Arbeits rente*), c'est-à-dire la corvée, puis la rente en produit ou la rente naturelle et, enfin, la rente en argent. Cette rente, dit A. Finn, « est la plus répandue chez nous à l'heure actuelle » (p. 63).

Il n'est pas douteux que le fermage de servitude féodale est très largement répandu chez nous et que, selon la théorie de Marx, le paiement fait par les paysans sous le régime de ce fermage constitue, dans une notable partie une rente en argent. Quelle est cette force qui permet de tirer des paysans une *telle* rente ? Est-ce la force de la bourgeoisie et du capitalisme en développement ? Pas du tout. C'est la force des latifundia féodaux. Pour autant que ces derniers seront brisés — et c'est là le point de départ et la condition première de la révolution agraire paysanne —, il n'y a aucune raison de parler de la « rente en argent » dans le sens précapitaliste. L'objection de Finn a donc cette seule signification qu'elle souligne une fois de plus l'absurdité qu'il y a à *séparer* les terres communautaires des paysans d'avec les autres terres dans la transformation agraire par la voie révolutionnaire puisque les terres communautaires

sont assez souvent entourées de terres seigneuriales ; puisque les conditions *actuelles* de délimitation des terres paysannes et seigneuriales engendrent la servitude, le maintien de cette délimitation est *réactionnaire. Or la municipalisation la conserve, à la différence du partage et de la nationalisation.*

L'existence de la petite propriété du sol, ou, plus exactement, de la petite économie apporte, bien entendu, certains changements dans les thèses générales de la théorie de la rente capitaliste, mais ne l'abolit point. Marx indique par exemple que la rente absolue, comme telle, n'existe pas ordinairement sous le régime de la petite agriculture, qui œuvre surtout à la satisfaction des besoins du cultivateur lui-même (III, 2, 339, 344) [131]. Mais plus l'économie marchande se développe, et plus *toutes* les thèses de la théorie économique deviennent applicables aussi à l'économie paysanne, puisqu'elle s'est placée dans les conditions du monde capitaliste. Il ne faut pas oublier qu'aucune nationalisation du sol, aucune égalisation de la jouissance foncière ne supprimera ce phénomène parfaitement constitué en Russie, que la paysannerie aisée gère d'ores et déjà son économie selon le mode capitaliste. J'ai montré dans *Le développement du capitalisme* que, d'après les chiffres des années 80 et 90, près de 1/5 des feux paysans détiennent *jusqu'à la moitié* de la production agricole paysanne et une part beaucoup plus grande des *terres louées* ; que l'économie de ces paysans porte désormais un caractère plutôt marchand que naturel ; qu'enfin *cette* paysannerie ne peut subsister sans l'immense contingent d'ouvriers agricoles et de journaliers *. Dans *cette* paysannerie les éléments de rente *capitaliste* sont donnés d'avance. *Cette* paysannerie traduit ses intérêts par la bouche des Péchékhonov, qui repoussent « avec lucidité » l'interdiction du travail salarié et la « socialisation du sol », et défendent avec lucidité le point de vue de l'individualisme économique paysan, qui est en train de s'ouvrir un chemin. Si nous distinguons strictement dans les utopies des populistes entre le facteur économique réel et la fausse idéologie, nous verrons tout de suite que c'est la paysannerie bourgeoise qui gagnera le

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 3, pp. 108-111. (*N.R.*)

plus de l'abolition des latifundia féodaux — que ce soit lors du partage, lors de la nationalisation ou de la municipalisation. Les « prêts et secours » de l'Etat ne peuvent que lui être profitables, à elle en tout premier lieu. La « révolution agraire paysanne » ne tend pas à autre chose qu'à soumettre toute la possession foncière aux conditions du progrès et de l'épanouissement de ces exploitations de gros fermiers.

La rente en argent, c'est le passé en voie de disparition, et qui ne peut que disparaître. La rente capitaliste, c'est le lendemain qui naît, et qui ne peut que se développer lors de l'expropriation stolypinienne des paysans très pauvres (« d'après l'article 87 »), comme aussi lors de l'expropriation des très riches propriétaires fonciers par les paysans.

### 7. DANS QUELLES CONDITIONS PEUT SE RÉALISER LA NATIONALISATION ?

Des marxistes professent souvent un point de vue selon lequel la nationalisation du sol n'est réalisable qu'à un haut degré de développement du capitalisme, lorsque celui-ci aura entièrement préparé les conditions permettant de « séparer les propriétaires terriens de l'agriculture » (par le moyen de la location et de l'hypothèque). On suppose que la grosse agriculture capitaliste doit s'être *déjà* constituée, avant que ne soit réalisable la nationalisation du sol qui élimine la rente sans atteindre l'organisme économique *.

Ce point de vue est-il juste ? Du point de vue théorique, il ne peut se justifier ; il ne peut être soutenu par des références directes à Marx ; et les données de l'expérience parlent plutôt contre lui.

Du point de vue théorique, la nationalisation, c'est le développement « idéalement » pur du capitalisme dans l'agriculture. Autre chose est de savoir si un tel concours de

* Voici l'une des plus claires expressions de ce point de vue, telle que la formule le camarade Borissov, partisan du partage des terres: ... « Par la suite elle (la revendication de la nationalisation du sol) sera posée par l'histoire, alors que l'économie petite-bourgeoise se sera dégradée, que le capitalisme aura solidement pris pied dans l'agriculture et que la Russie ne sera plus un pays paysan » (p. 127 des Procès-verbaux du congrès de Stockholm).

circonstances et un tel rapport des forces qui puissent permettre la nationalisation dans la société capitaliste, sont souvent réalisables. Elle n'est pas seulement une conséquence mais aussi une condition du développement rapide du capitalisme. Dire que la nationalisation n'est possible qu'à un très haut degré de développement du capitalisme dans l'agriculture, c'est peut-être nier la nationalisation, en tant que mesure du progrès *bourgeois*, car le haut développement du capitalisme dans l'agriculture a déjà mis partout à l'ordre du jour (et le fera inévitablement, en son temps, dans des pays nouveaux) la « socialisation de la production agricole », c'est-à-dire la révolution socialiste. La mesure du progrès bourgeois, en tant que mesure bourgeoise, est inconcevable, si la lutte de classe s'aggrave fortement entre le prolétariat et la bourgeoisie. Pareille mesure est vraisemblable plutôt dans une société bourgeoise « jeune » qui n'a pas encore développé ses forces ni déployé ses contradictions jusqu'au bout, qui n'a pas encore créé un prolétariat assez fort pour vouloir directement la révolution socialiste. Marx admettait, lui, et même défendait parfois directement la nationalisation, non seulement à l'époque de la révolution bourgeoise en Allemagne en 1848, mais aussi en 1846 pour l'Amérique, à propos de laquelle il indiquait alors avec une parfaite précision, qu'elle *ne faisait que commencer* son développement « industriel ». L'expérience des différents pays capitalistes ne nous montre pas la nationalisation du sol sous un aspect plus ou moins pur. Nous constatons quelque chose d'analogue dans la Nouvelle-Zélande, jeune démocratie capitaliste, où il n'est pas question d'un haut développement du capitalisme dans l'agriculture. Quelque chose d'analogue s'est produit aussi en Amérique, où l'Etat promulguait la loi des *homesteads* et distribuait contre une rente nominale des terrains aux petits exploitants.

Non. Faire remonter la nationalisation à l'époque du capitalisme hautement évolué, c'est la nier en tant que mesure du progrès bourgeois. Une telle négation contredit nettement la théorie économique. Il me semble que dans le raisonnement suivant des *Théories de la plus-value*, Marx a formulé des conditions tendant à réaliser la nationalisation, *autres* que celles que l'on suppose généralement.

Après avoir montré que le propriétaire de la terre est une figure absolument inutile pour la production capitaliste, que le but de cette dernière est « parfaitement réalisable » si la terre appartient à l'Etat, Marx poursuit :

« Aussi le bourgeois radical en arrive-t-il théoriquement à nier la propriété privée de la terre... Mais dans la pratique, il manque de courage puisque l'attaque lancée contre une forme de propriété, forme de propriété privée des conditions du travail, serait très dangereuse aussi pour l'autre forme. En outre, le bourgeois s'est lui-même territorialisé » (*Theorien über den Mehrwert*, II. Band, 1. Teil, S. 208) [132].

Marx n'indique pas ici que le faible développement du capitalisme dans l'agriculture est un obstacle à la nationalisation. Il indique *deux* autres obstacles qui témoignent beaucoup plus en faveur de l'idée d'une nationalisation réalisable à l'époque de la *révolution bourgeoise*.

Premier obstacle : le bourgeois radical *manque de courage* pour attaquer la propriété privée de la terre face au danger d'une agression socialiste contre toute propriété privée, c'est-à-dire le danger de la révolution socialiste.

Second obstacle : « le bourgeois s'est lui-même territorialisé ». Marx entend, sans doute, que précisément le mode de production bourgeois a déjà pris pied dans la propriété privée de la terre, c'est-à-dire que cette propriété privée est devenue beaucoup plus bourgeoise que féodale. Lorsque la bourgeoisie, en tant que classe, s'est *déjà* liée dans des proportions étendues avec la possession terrienne, s'est *déjà* « elle-même territorialisée », « installée sur la terre », qu'elle s'est entièrement soumis la possession terrienne, il *ne saurait* y avoir de véritable mouvement *social* de la bourgeoisie en faveur de la nationalisation. Il ne saurait en y avoir pour la simple raison qu'aucune classe ne marcherait contre elle-même.

En principe, ces deux obstacles peuvent être écartés *uniquement* à l'époque du capitalisme naissant, et non finissant, à l'époque de la révolution *bourgeoise*, et non à la veille de la révolution socialiste. L'opinion selon laquelle la nationalisation n'est réalisable que sous le régime du capitalisme hautement évolué, ne peut être qualifiée de marxiste. Elle est contraire aux principes généraux de la

théorie de Marx et à ses paroles qui viennent d'être citées. La question relative à l'ambiance historique concrète de la nationalisation, comme mesure réalisée par telles ou telles forces ou classes, s'en trouve *simplifiée* au point de devenir un schéma, une pure abstraction.

Le « bourgeois radical » *ne peut* être *courageux* à l'époque du capitalisme fortement évolué. A cette époque-là, ce bourgeois est forcément contre-révolutionnaire, dans sa masse. A cette époque-là, la « territorialisation » à peu près complète de la bourgeoisie est inévitable. Au contraire, à l'époque de la révolution bourgeoise, les conditions *objectives* obligent le « bourgeois radical » à se montrer courageux, car, en accomplissant la tâche historique de ce temps, il ne peut encore, en tant que classe, redouter la révolution *prolétarienne*. A l'époque de la révolution bourgeoise, la bourgeoisie *ne s'est pas encore territorialisée* : alors la possession foncière est encore trop imprégnée de féodalité. Il devient possible que la *masse* de cultivateurs bourgeois, de fermiers, lutte contre les *principales* formes de possession terrienne et que, par suite, elle en arrive pratiquement à un *complet* « affranchissement de la terre » bourgeois, *c'est-à-dire à la nationalisation*.

A tous ces égards, la révolution bourgeoise russe se trouve dans des conditions particulièrement favorables. Partant d'un point de vue purement économique, il nous faut assurément constater un maximum de survivances du féodalisme dans la possession foncière russe, seigneuriale et communautaire paysanne. Ces conditions étant données, la contradiction entre le capitalisme relativement évolué dans l'industrie et le retard monstrueux de la campagne, s'affirme flagrante et pousse, pour des raisons objectives, à approfondir le plus la révolution bourgeoise, à créer les conditions d'un progrès très rapide dans l'agriculture. La nationalisation du sol est justement la condition d'un progrès capitaliste très rapide dans notre agriculture. Chez nous, en Russie, il existe un « bourgeois radical » qui ne s'est pas encore « territorialisé », qui ne peut redouter à l'heure actuelle une « agression » prolétarienne. Ce bourgeois radical, c'est le paysan russe.

De ce point de vue l'on comprend sans peine l'attitude différente de la masse des bourgeois libéraux russes et de

la masse des paysans russes à l'égard de la nationalisation de la terre. Le propriétaire libéral, l'avocat, le gros industriel, le marchand, se sont tous suffisamment « territorialisés ». Ils ne peuvent pas ne pas craindre l'agression prolétarienne. Ils ne peuvent pas ne pas préférer le chemin cadéto-stolypinien. Pensez donc, quel fleuve d'or coule maintenant pour les propriétaires fonciers, les fonctionnaires, les avocats, les marchands, sous forme de millions distribués par la banque « paysanne » aux propriétaires épouvantés ! Avec le « rachat » cadet, ce fleuve d'or aurait pu être dirigé un peu autrement, devenir peut-être un tout petit peu moins abondant, mais il n'en aurait pas moins compté des centaines de millions, il aurait coulé dans les mêmes mains.

Du renversement révolutionnaire de *toutes* les anciennes formes de propriété terrienne, ni le fonctionnaire ni l'avocat ne sauront en tirer un seul kopeck. Le marchand lui, dans sa masse, ne peut pas voir assez loin pour préférer la future extension du marché intérieur des moujiks à la possibilité immédiate de faire payer le seigneur. Seul le paysan que la vieille Russie met en bière, est capable d'arriver à la rénovation complète de la possession terrienne.

### 8. NATIONALISER REVIENT-IL À PARTAGER ?

Si on envisage la nationalisation comme une mesure réalisable essentiellement à l'époque de la révolution bourgeoise, cette façon de voir conduit nécessairement à admettre que la nationalisation aboutira tout simplement au partage. La nécessité économique réelle qui pousse la masse des paysans à obtenir la nationalisation, c'est la nécessité de rénover à fond les anciens rapports de propriété, de « nettoyer » toutes les terres, de les adapter aux nouvelles exploitations, celles des fermiers. S'il en est ainsi, il apparaît clairement que les fermiers qui se sont faits aux nouvelles conditions et ont rénové *tout* le système de possession peuvent exiger la *consécration* de ce *nouveau* régime agraire, c'est-à-dire la remise des terrains qu'ils tiennent à bail de l'Etat en leur propriété.

Oui, cela est parfaitement incontestable. Nous arrivons à l'idée de nationalisation non point à partir de considéra-

tions abstraites, mais en tenant un compte concret des intérêts concrets d'une époque concrète. Et, bien entendu, il serait ridicule de prendre pour des « idéalistes » la masse des petits exploitants, ridicule de croire qu'ils reculeront devant le partage, si leurs intérêts le commandent. Nous devons donc examiner la question de savoir 1° si leurs intérêts peuvent commander le partage ; 2° dans quelles conditions et 3° comment cela doit se répercuter sur le programme agraire du prolétariat.

Nous avons déjà répondu à la première question par l'affirmative. Il est impossible de donner une réponse exacte à la seconde actuellement. Le partage peut être déterminé, après la période de nationalisation révolutionnaire, par le désir de consolider au maximum les nouveaux rapports agraires, conformes aux exigences du capitalisme. Il peut être déterminé par le désir de *tels* possesseurs de terre d'augmenter leur revenu aux dépens du reste de la société. Il peut enfin être déterminé par le désir d'« apaiser » (ou, plus simplement, d'étouffer) le prolétariat et les couches semi-prolétariennes pour qui la nationalisation du sol sera un élément « d'excitation des appétits » pour la socialisation de toute la production sociale. Toutes ces trois possibilités se ramènent à une seule base économique, car, en s'affermissant, le nouveau mode de possession foncière capitaliste des nouveaux fermiers produira spontanément un état d'esprit antiprolétarien et le désir de créer *pour soi* un nouveau privilège sous forme de droit de propriété. Ainsi, la question se ramène justement à cette consolidation économique. La force opposée constante sera le développement du capitalisme qui accentue la supériorité de la grosse agriculture et exige que la « consolidation » des petits terrains de fermiers en des terrains plus étendus s'affirme avec une facilité constante. Comme force opposée temporaire, on verra intervenir le fonds de colonisation de la Russie : affermir la nouvelle économie, c'est relever la technique agricole. Or, nous avons déjà montré que chaque pas fait en avant par la technique agricole « ouvre » à la Russie des superficies toujours nouvelles de son fonds de colonisation.

Après l'analyse de la seconde question soulevée par nous, force est de conclure : il est impossible de prédire

exactement les conditions où la revendication du partage émise par les nouveaux fermiers l'emportera sur *toutes* les influences qui s'y opposent. Or, il importe de tenir compte du fait que le capitalisme, en se développant, créera inéluctablement après la révolution bourgeoise lesdites conditions.

Pour ce qui est de la dernière question concernant l'attitude du parti ouvrier envers la revendication éventuelle de partage formulée par les nouveaux fermiers, on peut y répondre d'une façon parfaitement précise. Le prolétariat peut et doit prêter concours à la bourgeoisie militante, quand celle-ci soutient une lutte vraiment révolutionnaire contre la féodalité. Mais il n'appartient pas au prolétariat de prêter concours à la bourgeoisie qui s'apaise. S'il est certain qu'une révolution bourgeoise victorieuse en Russie est impossible sans la nationalisation du sol, il est encore plus certain que le tournant ultérieur vers le partage est impossible sans une certaine « restauration », sans un tournant de la paysannerie (plus exactement, du point de vue des rapports supposés : des fermiers) vers la contre-révolution. Le prolétariat défendra la tradition révolutionnaire contre toutes ces tendances et ne les favorisera point.

Il serait en tout cas profondément erroné de croire que la nationalisation, si les nouveaux fermiers se tournaient vers le partage, serait un phénomène éphémère et sans importance. Dans tous les cas, elle aurait au contraire une importance énorme, d'un point de vue matériel aussi bien que moral. Matériel, dans ce sens que rien ne saurait balayer aussi complètement les survivances du moyen âge en Russie, rénover aussi complètement la campagne à demi pourrie d'asiatisme, pousser aussi rapidement en avant le progrès agricole, que le ferait la nationalisation. Toute autre solution du problème agraire dans la révolution crée des points de départ moins favorables pour un nouveau progrès économique.

Quant à l'importance morale de la nationalisation à l'époque révolutionnaire, c'est que le prolétariat aide à porter « à une forme de la propriété privée » un coup dont la répercussion est inévitable dans le monde entier. Le prolétariat défend la révolution bourgeoise la plus conséquente et la plus décisive, les conditions les plus favorables

du développement capitaliste, en s'opposant ainsi avec le plus de succès à toute sorte d'indécision, de veulerie, d'absence de caractère, de passivité, toutes qualités dont la bourgeoisie ne peut manquer de faire preuve.

## CHAPITRE IV

## CONSIDÉRATIONS POLITIQUES ET TACTIQUES DANS LES QUESTIONS DE PROGRAMME AGRAIRE

Des considérations de cette nature, comme il a déjà été indiqué plus haut, tiennent une place hors de proportion dans la discussion de notre parti sur le programme agraire. Notre tâche est d'examiner ces considérations de la façon la plus systématique et la plus sommaire, en montrant la corrélation des diverses mesures politiques (et points de vue) avec les bases économiques de la révolution agraire.

### 1. UNE « GARANTIE CONTRE LA RESTAURATION »

J'ai examiné cet argument dans le « Rapport » sur le congrès de Stockholm, en reconstituant de mémoire les débats. A présent, nous avons sous les yeux le texte exact des procès-verbaux.

« La clé de ma position, s'exclame Plékhanov au congrès de Stockholm, c'est que je montre la possibilité de restauration » (115). Voyons donc de plus près cette clé. Voici à ce propos une première indication dans le premier discours de Plékhanov :

« Lénine dit : « nous neutraliserons la nationalisation » ; mais pour la neutraliser, il faut trouver une garantie contre la restauration ; or, cette garantie n'existe ni ne peut exister. Rappelez-vous l'histoire de France ; rappelez-vous l'histoire d'Angleterre ; dans chacun de ces pays, l'élan révolutionnaire a été suivi de la restauration. Il peut en être de même chez nous ; il faut donc que notre programme soit tel que, en cas de réalisation, le préjudice que peut apporter la restauration soit réduit au minimum. Notre programme doit éliminer la base économique du tsarisme ; or la nationalisation du sol, en période révolutionnaire, n'élimine pas cette base. J'estime donc qu'exiger la nationalisation est

antirévolutionnaire » (44). Cette « base économique du tsarisme », Plékhanov en parle ainsi dans le même discours : « Les choses se sont présentées chez nous de telle sorte que la terre et les cultivateurs ont été asservis par l'Etat ; c'est sur la base de cet asservissement que s'est développé le despotisme russe. Pour briser le despotisme il faut éliminer sa base économique. C'est pourquoi je suis contre la nationalisation maintenant » (44).

Voyez d'abord la *logique* de ce raisonnement sur la *restauration*. Premièrement : « il n'existe et il ne peut exister de garantie contre la restauration ! » En second lieu : il faut « réduire au minimum le préjudice que peut apporter la restauration ». C'est-à-dire *il faut imaginer* une garantie contre la restauration bien que cette garantie ne puisse exister ! Et à la page suivante, page 45 (même discours), Plékhanov imagine définitivement une garantie : « En cas de restauration, dit-il explicitement, elle (la municipalisation) ne remet pas la terre (écoutez bien !) entre les mains des représentants politiques de l'ancien régime. » La garantie contre la restauration est trouvée, bien que cette garantie « ne puisse exister ». Le tour a été brillamment joué, et la littérature menchevique, ravie, exalte l'adresse de ce prestidigitateur.

Quand Plékhanov parle, il fait de l'esprit, il plaisante, il éclate, il tonne, il vire et brille comme un soleil au milieu d'un feu d'artifice. Ça commence à aller moins bien quand un tel orateur note exactement son discours, et qu'on soumet ce discours à une analyse logique.

Qu'est-ce que la restauration ? Le passage du pouvoir d'Etat aux mains des représentants politiques de l'ancien régime. Peut-il y avoir garantie contre une telle restauration ? Non, il ne saurait y en avoir. *Aussi* inventons-nous *cette* garantie : la municipalisation qui « ne remet pas la terre »... En quoi consiste donc, demanderons-nous ensuite, l'obstacle opposé par la municipalisation « à la remise de la terre » ? Exclusivement dans une loi promulguée par le parlement révolutionnaire et proclamant telles ou telles terres (ex-seigneuriales, etc.) la *propriété* des diètes régionales. Mais qu'est-ce que la loi ? L'expression de la volonté des classes qui ont remporté la victoire et détiennent le pouvoir de l'Etat.

Comprenez-vous à présent qu'une loi de ce genre « ne remette pas la terre » « aux représentants de l'ancien régime », lorsque le pouvoir de l'Etat aura passé *chez eux* ?

Et ce sont des social-démocrates qui, après Stockholm, prêchaient cette énorme sottise, même du haut de la tribune de la Douma ! *

Pour aller au fond de la fameuse question de la « garantie contre la restauration », force est de noter ce qui suit. Comme nous ne pouvons avoir de garantie contre la restauration, soulever cette question en rapport avec le programme agraire revenait à *détourner* l'attention des auditeurs, à *encrasser les esprits*, à embrouiller la discussion. Il nous est impossible de susciter à notre gré une révolution socialiste en Occident, seule garantie absolue contre la restauration en Russie. Mais une « garantie » relative et conditionnelle, c'est-à-dire celle qui créerait les plus grands obstacles à la restauration, c'est d'accomplir en Russie une révolution la plus profonde possible, la plus conséquente, la plus énergique. Plus la révolution gagnera du terrain, et plus difficile sera la restauration du passé, plus il restera de faire même en cas de restauration. Plus le vieux sol sera creusé en profondeur par la révolution, et plus il sera difficile de restaurer l'ordre ancien. Dans le domaine politique, la république démocratique est une révolution plus profonde que l'administration autonome démocratique ; elle suppose (et elle développe) une grande énergie révolutionnaire, la conscience, la bonne organisation de grandes masses populaires ; elle laisse des traditions qu'il est beaucoup plus difficile d'extirper. C'est pourquoi, par exemple, les social-démocrates d'aujourd'hui apprécient les riches fruits de la Révolution française, en dépit de toutes les restaurations, se distinguant ainsi des cadets (et des social-démocrates cadétisants ?), qui préfèrent les zemstvos démocratiques sous la monarchie, comme « garantie contre la restauration ».

Dans le domaine économique, c'est la nationalisation qui gagne le plus de terrain sous la révolution agraire bourgeoise, puisqu'elle détruit *tout* le régime moyenâgeux de

* Discours de Tsérétéli du 26 mai 1907, p. 1234 du compte rendu sténographique de la deuxième Douma.

possession foncière. Le paysan exploite *maintenant* son propre lopin de terre concédé par la communauté, un lopin de terre communautaire pris en location, un lopin de terre seigneuriale pris en location, etc. La nationalisation permet au maximum d'abattre *toutes* les barrières du régime de possession foncière et de « nettoyer » toute la terre pour un *faire-valoir nouveau* répondant aux exigences du capitalisme. Certes, même avec un tel nettoyage, il n'y a pas de garantie contre le retour du passé ; promettre au peuple une telle « garantie contre la restauration », ce serait du charlatanisme. Mais grâce à ce déblaiement du vieux *mode de possession foncière*, le nouveau *faire-valoir* s'affermira au point que le retour à l'ancien sera rendu difficile au maximum, car aucune force au monde *n'est capable* d'arrêter le développement du capitalisme. Avec la municipalisation, le retour à l'ancienne possession foncière *est rendu plus facile*, puisqu'elle *perpétue* la « zone d'établissement », la lisière, qui sépare la possession foncière moyenâgeuse d'avec la nouvelle, la possession municipalisée. Après la nationalisation, la restauration doit défaire les millions de nouvelles exploitations capitalistes (de fermiers) pour rétablir l'ancien mode de possession. Après la municipalisation, point d'exploitations à défaire, point de délimitation à opérer ; il suffit littéralement de parapher un papier *remettant* les terres du « municipe » X en propriété aux seigneurs nobles Y,Z, etc., ou de remettre aux propriétaires la rente prélevée sur les terres « municipalisées ».

Ensuite, de l'illogisme de Plékhanov en matière de restauration, de la confusion des concepts politiques il faut passer à l'essence économique de la restauration. Les procès-verbaux du congrès de Stockholm ont pleinement confirmé ce que j'ai dit dans mon « Rapport », à savoir que Plékhanov confond impardonnablement la restauration française sur la base du capitalisme avec la restauration de « notre vieux régime semi-asiatique » (p. 116 des procès-verbaux du congrès de Stockholm). Je n'ai donc besoin de rien ajouter sur ce point à ce qui est dit dans le « Rapport ». Arrêtons-nous seulement à l'« élimination de la base économique du despotisme ». Voici à ce propos, le passage le plus important du discours de Plékhanov :

« La restauration (en France) n'a pas rétabli les survivances du féodalisme, c'est juste, mais ce qui chez nous correspond à ces survivances, c'est notre vieil asservissement de la terre et du cultivateur à l'Etat, notre vieille et originale nationalisation du sol. Il sera d'autant plus facile à notre restauration de rétablir cette (sic !) nationalisation que vous réclamez vous-mêmes la nationalisation du sol, que vous laissez intangible cet héritage de notre vieux régime semi-asiatique » (116).

Ainsi, « il sera plus facile » à la restauration de rétablir *cette* nationalisation, c'est-à-dire semi-asiatique, puisque Lénine (et la paysannerie) revendiquent *maintenant* la nationalisation ! Qu'est-ce cela ? Une analyse historico-matérialiste ou un « jeu de mots » purement nationaliste * ? Est-ce le *terme* de « nationalisation » qui rend plus facile le rétablissement du régime semi-asiatique ou sont-ce des *changements économiques* déterminés ? Si Plékhanov avait réfléchi à cela, il aurait compris que la municipalisation et le partage détruisent *une* base de l'asiatisme, la possession foncière seigneuriale du moyen âge, mais en laissent l'autre, la possession foncière communautaire du moyen âge. Ainsi, quant au *fond*, quant au *fond économique* de cette révolution (et non suivant qu'elle sera désignée par tel ou tel terme), c'est bien la nationalisation qui élimine de façon *beaucoup plus radicale* les bases *économiques* de l'asiatisme. Le « tour de force » réussi par Plékhanov, c'est qu'il a qualifié de « nationalisation originale » la *propriété foncière* moyenâgeuse, dépendante, taillable, militaire, en sautant par-dessus *deux* formes de *cette* propriété : celle de la terre communautaire et celle de la terre seigneuriale. Grâce à cette tricherie verbale, la question historique réelle s'est trouvée *faussée* : quelles sont les formes de propriété moyenâgeuse que détruit telle ou telle mesure agraire ? Ils ne sont pas bien malins, les feux d'artifice plékhanoviens !

En réalité, deux circonstances suffisent à expliquer toute cette confusion presque incroyable de Plékhanov en matière de restauration. D'abord Plékhanov, parlant de la « révolution agraire paysanne », n'en a absolument pas vu les traits d'originalité en tant qu'évolution *capitaliste*.

* Le camarade Schmidt à Stockholm, p. 122 des Procès-verbaux.

Il confond le populisme, la théorie de la possibilité d'une évolution *non capitaliste*, avec le point de vue marxiste sur la possibilité de *deux* formes d'évolution agraire *capitaliste*. Plékhanov laisse constamment percer une vague « crainte de la révolution paysanne » (comme je le lui ai déjà dit à Stockholm, pp. 106-107 *), la crainte qu'elle ne se révèle économiquement réactionnaire, conduisant non pas à l'entreprise agricole capitaliste du type américain, mais à une servitude moyenâgeuse. En réalité, cela est impossible économiquement. La preuve, c'est la réforme paysanne et le cours de l'évolution après elle. Dans la réforme paysanne l'enveloppe du féodalisme (du féodalisme seigneurial et du « féodalisme d'Etat » mentionné par Martynov à Stockholm à la suite de Plékhanov) est très forte. Mais l'évolution économique qui s'est avérée *plus forte* a rempli cette enveloppe féodale d'un contenu *capitaliste*. Malgré les entraves de la possession moyenâgeuse, les exploitations paysannes et seigneuriales se sont développées, quoique de façon extrêmement lente, *en suivant la voie bourgeoise*. La possession foncière des paysans du Domaine (jusqu'aux années 80) ou des anciens paysans du Domaine (après les années 80) aurait dû, si la crainte plékhanovienne du retour à l'asiatisme avait été fondée, se manifester comme le type le plus pur du « féodalisme d'Etat ». En réalité, elle s'est révélée plus libre que la possession seigneuriale, car l'exploitation féodale n'était plus possible dans la seconde moitié du XIX^e^ siècle. Parmi les paysans du Domaine « bien lotis ** », la servitude était moindre et la bourgeoisie paysanne s'est développée plus rapidement. Maintenant est possible en Russie ou bien une évolution bourgeoise lente et douloureuse à la manière prussienne, à la manière des junkers, ou bien une évolution rapide et libre, à l'américaine. Tout le reste n'est que mirage.

La seconde raison qui a provoqué une « salade restauratrice » dans l'esprit de certains camarades, c'est l'incertitude de la situation au printemps de 1906. La paysannerie,

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 10, p. 257. (*N.R.*)

** Nos anciens paysans du Domaine ne sont « bien lotis » que par rapport aux anciens paysans seigneuriaux. Les premiers comptent en moyenne, d'après les statistiques de 1905, 12,5 déciatines de terre communautaire par feu ; les seconds, 6,7 déciatines.

en sa masse, ne s'était pas encore montrée définitivement. On pouvait encore regarder le mouvement paysan et l'Union paysanne comme un indice non définitif des aspirations véritables de l'immense majorité des paysans. La bureaucratie autocratique et Witte n'avaient pas encore tout à fait perdu l'espoir que « le rustre nous tirera de là » (phrase classique du *Rousskoïé Gosoudarstvo* de Witte, au printemps de 1906), c'est-à-dire que le paysan se placera à droite. D'où la représentation aussi nombreuse accordée à la paysannerie en vertu de la loi du 11 décembre 1905. Quelque aventure de l'autocratie, inspirée de l'idée paysanne : « que toute la terre soit au tsar, plutôt qu'au seigneur », paraissait alors encore possible à beaucoup de social-démocrates. Mais deux Doumas, la loi du 3 juin 1907 et la législation agraire de Stolypine allaient ouvrir les yeux à tout le monde. L'autocratie, pour sauver ce que l'on pouvait, devait entreprendre la destruction violente de la communauté au profit de la propriété privée du sol, c'est-à-dire baser la contre-révolution non pas sur de vagues propos de paysans, relatifs à la nationalisation (la terre au « mir », etc.) mais sur la *seule* base *économique* possible pour conserver le pouvoir du seigneur : l'évolution *capitaliste* à la manière prussienne.

Maintenant la situation est parfaitement claire, et il n'est que temps aujourd'hui de renvoyer aux archives la crainte confuse d'une restauration « asiatique » sur la base du mouvement paysan contre la propriété privée de la terre *.

### 2. L'ADMINISTRATION AUTONOME, « REMPART CONTRE LA RÉACTION »

... « Dans les organismes de l'administration publique autonome possédant la terre, disait Plékhanov à Stockholm, elle (la municipalisation) crée un rempart contre la réaction. Et ce sera un rempart très puissant. Considérez nos

* Je ne dis pas ici que la menace de la restauration est une arme politique de la bourgeoisie contre le prolétariat, car j'ai déjà tout dit sur ce point dans le « Rapport ». (Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 10, p. 310. *N.R.*)

Cosaques» (45)... Nous allons «considérer nos Cosaques» pour voir ce que veut dire cette référence. Mais analysons d'abord les motifs généraux qui peuvent mener à croire que l'administration autonome locale serait capable de devenir un rempart contre la réaction. Ce point de vue a été invoqué une infinité de fois par nos municipalisateurs et, en plus de la formule de Plékhanov, il suffira d'une citation prise au discours de John : « A quoi se réduit la différence entre la nationalisation et la municipalisation du sol, si nous admettons que l'une et l'autre sont réalisables et se rattachent, au même titre, à la démocratisation du régime politique ? La différence est que la municipalisation affermira mieux les conquêtes de la révolution, le régime démocratique, et assignera une base à son développement ultérieur tandis que la nationalisation ne fera que consolider le pouvoir de l'Etat » (112).

En vérité, les mencheviks contestent la possibilité de garanties contre la restauration, et puis ils pondent aux yeux du public, des « garanties » et des « remparts », comme des bateleurs qui avalent des sabres. Comment l'administration autonome locale peut-elle être un rempart contre la réaction ou affermir les conquêtes de la révolution ? Un peu de réflexion, messieurs ! Le seul rempart possible face à la réaction, le seul moyen possible pour affermir les conquêtes, c'est la conscience et la bonne organisation des masses du prolétariat et de la paysannerie. Or, cette bonne organisation dans un Etat capitaliste, centralisé non pas suivant le bon vouloir de la bureaucratie, mais en raison des impératifs inexorables du développement économique, doit être le rassemblement en une seule force dans l'ensemble de l'Etat. Sans un mouvement paysan centralisé, sans une lutte politique centralisée de la paysannerie, dans l'ensemble de l'Etat, qui suit le prolétariat centralisé, *il ne saurait y avoir* aucune sérieuse « conquête de la révolution » qui vaille la peine d'être « affermie », il ne saurait y avoir aucun « rempart contre la réaction ».

L'administration autonome locale, vraiment quelque peu démocratique, est *impossible* sans le renversement total du pouvoir des seigneurs terriens et la destruction de leur propriété foncière ; tout en l'admettant en paroles, les mencheviks se refusent avec une légèreté d'esprit sur-

prenante à réfléchir à ce que cela signifie en réalité. En fait, cela est irréalisable sans la conquête du pouvoir politique dans l'ensemble de l'Etat par les classes révolutionnaires ; et il semble bien que deux années de révolution eussent dû apprendre aux plus obstinés « hommes sous cloche de verre » que ces classes en Russie ne peuvent être que le prolétariat et la paysannerie. La « révolution agraire paysanne » dont vous parlez, Messieurs, doit, pour triompher, devenir dans l'ensemble de l'Etat le pouvoir central, en tant que telle, en tant que révolution paysanne.

Les administrations autonomes démocratiques ne peuvent être que des *parties* de ce pouvoir central de la paysannerie démocratique ; et ce n'est qu'*en combattant* la désunion locale et régionale de la paysannerie, ce n'est qu'en prêchant, préparant et organisant un mouvement centralisé à l'échelle de l'Etat, à l'échelle de la Russie, que l'on peut effectivement servir la cause de la « révolution agraire paysanne », et non encourager la routine paroissiale et l'abêtissement local et régional de la paysannerie. C'est à cet abêtissement-là que vous œuvrez, M. Plékhanov et M. John, en prêchant cette idée absurde et archiréactionnaire, selon laquelle l'administration autonome locale serait en mesure de devenir « un rempart contre le réaction » ou « d'affermir les conquêtes de la révolution ». Précisément l'expérience de deux années de révolution russe a montré de toute évidence, que c'est l'émiettement local et régional du mouvement paysan (le mouvement des soldats fait partie du mouvement paysan), qui est surtout la cause de la défaite.

Présenter un programme de « révolution agraire paysanne » et le rattacher *seulement* à la démocratisation de l'administration autonome locale, et non du pouvoir central ; mettre en avant le premier point pour en faire un véritable « rempart » et un « affermissement » ce n'est au fond qu'un *marché avec la réaction* à la manière des cadets *.

* J'ai développé ce point de vue en détail dans le « Rapport » (voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 10, pp. 308-309. *N.R.*). J'ajouterai ici le discours du menchevik Novossedski que je n'ai pas entendu (voir le « Rapport ») au congrès, et qui corrobore cela à merveille. S'élevant contre l'amendement : dire « république démocratique » au lieu d'« Etat démocratique », Novossedski a déclaré : ... « Sous le régime d'ad-

Les cadets insistent sur une administration autonome locale « démocratique », ne voulant pas effleurer ou craignant d'effleurer des questions *plus importantes*. Les mencheviks n'ont pas réfléchi à la grande chose qu'ils ont énoncée en reconnaissant que la tâche du moment c'est la « révolution agraire paysanne », et dans les éclaircissements politiques à leur programme agraire ils ont fait l'apothéose de la routine provinciale.

Admirez ce raisonnement de John :

« Le camarade Lénine craint que la réaction n'arrache à l'administration autonome locale les terres confisquées ; si l'on peut dire cela à propos des terres tombées aux mains de l'État, on ne saurait le dire des terres municipalisées. Même le gouvernement autocratique russe n'a pu enlever les terres à l'autonomie administrative arménienne, car la population a riposté violemment » (113).

C'est impayable, n'est-il pas vrai ? Toute l'histoire de l'autocratie n'est que pillage des terres locales, régionales, nationales, et nos sages rassurent le peuple qui s'abêtit dans son isolement provincial : « même l'autocratie » n'a pas enlevé les terres aux *églises* arméniennes, encore qu'elle ait commencé à le faire et que *seule* la révolution de toute la Russie l'en ait empêché pratiquement... Au centre, c'est l'autocratie, en province ce sont les « terres arméniennes », que « l'on n'ose pas enlever »... D'où vient cette profusion de stupidité petite-bourgeoise dans notre social-démocratie ?

Et voici les Cosaques plékhanoviens.

« Considérez nos Cosaques. Ils se comportent comme de vrais réactionnaires et cependant si le gouvernement (autocratique) s'avisait de mettre la main sur leur terre, ils se dresseraient pour sa défense comme un seul homme. Par conséquent, le mérite de la municipalisation c'est précisément qu'elle peut être utilisée même en cas de restauration » (45).

---

ministrations autonomes locales vraiment démocratiques, le programme adopté maintenant peut être appliqué *aussi bien avec un degré de démocratisation du gouvernement central que l'on ne peut appeler degré supérieur. Même avec une démocratisation d'un degré pour ainsi dire relatif, la municipalisation ne sera pas préjudiciable, mais utile* » (138. C'est nous qui soulignons). Voilà qui est bien clair. La révolution agraire paysanne *sans* le renversement de l'autocratie, telle est l'idée ultra-réactionnaire des mencheviks.

Par conséquent, en effet ! Si l'autocratie se dressait contre les défenseurs de l'autocratie, les défenseurs de l'autocratie se dresseraient contre l'autocratie. Quelle profondeur de pensée ! Mais la propriété foncière des Cosaques n'est pas uniquement utilisable en cas de restauration, mais c'est aussi pour soutenir ce qui doit être renversé avant d'être restauré. C'est Schmidt qui, répliquant à Plékhanov, a attiré l'attention sur cet aspect intéressant de la municipalisation :

... « Je tiens à rappeler qu'il y a à peine un mois, l'autocratie a accordé aux Cosaques certaines facilités, c'est donc qu'elle ne craint pas la municipalisation puisque les terres cosaques sont déjà gérées selon un mode qui rappelle sensiblement la municipalisation ... Elle (la municipalisation) jouera un rôle de contre-révolution » (123-124).

Ce discours a causé à Plékhanov une telle agitation qu'il a même coupé une fois l'orateur (pour une question tout à fait insignifiante, celle de savoir s'il s'agissait des Cosaques d'Orenbourg), et il a essayé de violer le règlement et de se faire donner la parole hors tour pour une motion. Voici le texte de la déclaration écrite qu'il a ensuite déposée :

« Le camarade Schmidt a mal interprété ma référence aux Cosaques. Je ne me suis pas du tout référé aux Cosaques d'Orenbourg. J'ai dit : regardez les Cosaques ; ils se comportent de façon archiréactionnaire, et cependant si le gouvernement voulait mettre la main sur leur terre, ils se dresseraient comme un seul homme contre lui. Toutes les institutions régionales auxquelles la révolution remettrait les terres seigneuriales confisquées feraient plus ou moins la même chose au cas où un tel effort serait tenté. Et leur comportement serait une des garanties contre la réaction en cas de restauration » (127).

C'est là, bien entendu, le plan le plus génial pour renverser l'autocratie sans toucher à l'autocratie : lui enlever telles ou telles régions, et puis qu'elle essaye un peu de se les faire restituer. C'est à peu près aussi génial que le serait l'expropriation du capitalisme par le moyen des caisses d'épargne. Mais la question n'est pas là. Elle est dans le fait que la municipalisation régionale, qui « doit » après la révolution victorieuse jouer un rôle admirable, joue à

*présent* un rôle de contre-révolution. Voilà ce que Plékhanov a laissé de côté !

Les terres des Cosaques, c'est aujourd'hui la vraie municipalisation. De vastes régions appartiennent aux diverses circonscriptions cosaques : à celle d'Orenbourg, du Don, etc. Les Cosaques possèdent en moyenne *52 déciatines par feu* ; les paysans, 11 déciatines. En outre, les Cosaques de la circonscription d'Orenbourg possèdent 1,2 millions de déciatines de terres, ceux du Don, 1,9 million de déciatines, etc. Sur la base de cette « municipalisation » se développent des rapports purement féodaux. Cette municipalisation de fait signifie que les paysans s'isolent par groupes sociaux et par régions : des différences les séparent selon l'étendue de leur possession terrienne, selon les prestations, selon les conditions de la jouissance moyenâgeuse du sol pour le service militaire, etc. La « municipalisation » ne favorise pas le mouvement démocratique général, elle contribue à l'éparpiller, à scinder par régions et à affaiblir ce qui ne peut triompher que comme force centralisée ; elle isole une région par rapport à l'autre.

Nous voyons à la deuxième Douma le *Cosaque de droite* Karaoulov, qui *défendait Stolypine* (Stolypine, voyez-vous, admet lui aussi dans sa déclaration le déplacement forcé des frontières) ; qui, non moins que Plékhanov, *fulminait contre* la nationalisation *et s'est nettement prononcé pour la municipalisation par régions* (18e séance, 29 mars 1907, p. 1366 du compte rendu sténographique).

Le Cosaque droitier Karaoulov a mille fois mieux saisi le fond de la question que Maslov et Plékhanov. Le morcellement des régions est une *garantie contre la révolution.* Si la paysannerie russe (par un mouvement prolétarien centralisé, et non « régional ») n'arrive pas à faire sauter le cadre de son isolement régional, n'arrive pas à organiser un mouvement à l'échelle de toute la Russie, la révolution sera *toujours* brisée par les représentants de régions bien ordonnées, que la force centralisée de l'ancien pouvoir conduira à la lutte, suivant les nécessités.

La municipalisation est un mot d'ordre *réactionnaire*, qui idéalise le particularisme moyenâgeux des régions, émousse chez la paysannerie la conscience de la nécessité d'une révolution agraire centralisée.

### 3. LE POUVOIR CENTRAL ET L'AFFERMISSEMENT DE L'ÉTAT BOURGEOIS

C'est le pouvoir central de l'Etat qui inspire le plus grand dégoût aux municipalisateurs. Avant d'en venir à l'analyse des raisonnements correspondants, il faut élucider la question de savoir ce qu'est la nationalisation du point de vue politique et juridique (nous avons élucidé plus haut son contenu économique).

La nationalisation, c'est la remise de toute la terre *en propriété* à l'Etat. La propriété, c'est le droit à la rente et la fixation par le pouvoir des règles — *communes* à l'ensemble de l'Etat — de possession et de jouissance du sol. Parmi ces règles, il faut sans aucun doute ranger, lors de la nationalisation, l'interdiction de toute médiation, c'est-à-dire de la remise de la terre aux sous-loueurs, l'interdiction de céder la terre à ceux qui ne sont pas eux-mêmes exploitants, etc. Ensuite, si l'Etat dont il est question, est réellement démocratique (non pas dans le sens menchevique, à la Novossedski), sa propriété du sol, loin de l'exclure, *exige* au contraire la remise de la *disposition* de la terre, dans le cadre des lois générales de l'Etat, aux organismes locaux et régionaux de l'administration autonome. Notre programme-minimum, comme je l'ai déjà montré dans ma brochure « *Révision* *, *etc.* », *l'exige expressément* en parlant de la libre disposition des nationalités, d'une large administration autonome régionale, etc. Aussi les règles détaillées qui tiennent compte des distinctions locales, la remise pratique des terres ou la répartition des terrains entre les particuliers, les associations, etc., tout cela passe *inévitablement* entre les mains des organismes *locaux* du pouvoir d'Etat, c'est-à-dire des organismes locaux de l'administration autonome.

Sur ce point, si même des malentendus avaient pu se produire, ils seraient dus à l'incompréhension de la différence entre les notions : propriété, possession, disposition, jouissance, ou bien au flirtage démagogique avec le provincialisme et le fédéralisme **. Ce qui distingue essentielle-

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 10, pp. 159-160. (*N.R.*)

** Nous voyons ce flirtage chez Maslov... « Peut-être, écrit-il dans l'*Obrazovanié*, 1907, n° 3, p. 104, dans certains points les pay-

ment la municipalisation et la nationalisation, ce n'est point la répartition des droits entre le centre et la province et encore moins le « bureaucratisme » du centre — seuls des ignares peuvent penser et parler de la sorte —, c'est le maintien de la propriété privée du sol par une catégorie de terres lors de la municipalisation, sa suppression totale lors de la nationalisation. Ce qui les distingue essentiellement, c'est le « bimétallisme agraire », préconisé par le premier programme et éliminé par le second.

Mais si vous abordez le *présent* programme du point de vue des possibilités *d'arbitraire* du pouvoir central, etc. (c'est avec ce point de vue que les défenseurs vulgaires de la municipalisation essayent de s'en tirer), vous verrez que le présent programme pèche sous ce rapport par une confusion et un manque de clarté extrêmes. Il n'est que de montrer que ledit programme remet « en possession de l'Etat démocratique » aussi bien « les terres indispensables pour le fonds de peuplement » que « les forêts et les eaux intéressant l'ensemble de l'Etat ». Il est évident que ces notions sont absolument vagues et qu'ici le terrain propice aux conflits est immense. Prenez, par exemple, le nouvel ouvrage de M. Kaufmann dans le tome II de la *Question agraire* des cadets (« Contribution au problème des normes de dotation complémentaire »), où l'on a calculé, pour 44 provinces, les réserves de terre destinées à la dotation supplémentaire des paysans suivant les normes les plus élevées de 1861. Les « terres se trouvant hors du fonds communautaire s'évaluent d'abord sans les forêts, puis avec les forêts (en sus des 25% de superficie couverte de forêts). Qui dé-

---

sans accepteraient de partager leurs terres, mais il suffit que les paysans d'une importante région (par exemple, de la Pologne) s'y refusent, pour que le projet de nationalisation de toutes les terres devienne une absurdité. » Exemple d'argument vulgaire, où il n'y a point trace *d'idée*, et qui n'est qu'un assemblage de mots. Le « refus » d'une région placée dans des conditions particulières ne saurait modifier le programme d'ensemble et ne le rend pas absurde : telle région peut « refuser » aussi la municipalisation. Ce n'est pas ce qui importe. L'important, c'est que dans un corps d'Etat capitaliste la propriété privée du sol et la nationalisation en grand ne tiendront pas ensemble comme deux systèmes. L'un d'eux devra prendre le dessus. C'est au parti ouvrier de défendre le système supérieur favorisant le développement rapide des forces productives et la liberté de la lutte de classes.

cide lesquelles de ces forêts « intéressent l'ensemble de l'Etat » ? Bien entendu, le pouvoir central de l'Etat tout seul et, par suite, le programme menchevique remet entre ses mains une superficie gigantesque : 57 millions de déciatines dans 44 provinces (selon Kaufmann). Qui décide de ce qu'est le « fonds de peuplement » ? Bien entendu, le pouvoir bourgeois central tout seul. Lui seul tranche la question de savoir si, par exemple, 1,5 millions de déciatines de terres appartenant aux circonscriptions des Cosaques d'Orenbourg ou 2 millions de déciatines des Cosaques du Don constituent ou non le « fonds de peuplement » *pour l'ensemble du pays* (puisque les Cosaques disposent de 52,7 déciatines par feu). Il est évident que la question ne se pose pas du tout comme le font Maslov, Plékhanov et C^ie^. Il ne s'agit point de protéger par un arrêt rédigé en bonne et due forme les administrations autonomes régionales contre les atteintes du centre ; il est impossible de le faire ni au moyen de résolutions sur papier, ni à l'aide du canon, car le capitalisme s'achemine vers la centralisation, il réunit dans les mains du pouvoir bourgeois central une force à laquelle les « régions » *ne pourront jamais* résister. Il faut qu'*une seule et même classe* détienne le pouvoir politique au centre comme en province, que soit réalisé ici et là, de façon tout à fait conséquente, un *degré* absolument égal de démocratisme, capable d'assurer la *souveraineté complète* de la majorité de la population par exemple, c'est-à-dire de la paysannerie. C'est là exclusivement qu'est la *garantie réelle* contre les atteintes « excessives » du centre, contre la violation des droits « légitimes » des régions, toutes les autres garanties imaginées par les mencheviks ne sont qu'un tissu de sottises ; c'est vouloir protéger sous un bonnet de papier le philistin provincial contre la force du pouvoir central, concentrée par le capitalisme. C'est précisément une telle sottise philistine que commet Novossedski, comme le fait aussi tout le programme actuel, *en admettant* le démocratisme absolu des administrations autonomes locales et un degré « non supérieur » du démocratisme au centre. Le démocratisme incomplet revient à ne pas assurer le pouvoir au centre à la majorité de la population, aux éléments qui dominent dans les administrations autonomes locales ; or, cela signifie non seu-

lement la possibilité, mais *l'inévitabilité des conflits*, dont le pouvoir central *non* démocratique sortira forcément vainqueur, en vertu des lois du développement économique !

La « municipalisation », de ce point de vue, en tant que « garantie » fournissant aux régions quelque chose contre le pouvoir central, est un tissu d'inconséquences philistines. Si c'est là lutter contre le pouvoir bourgeois centralisé, ce ne peut être qu'une « lutte » pareille à celle que soutiennent les *antisémites* contre le capitalisme : d'aussi grandiloquentes promesses qui attirent les masses stupides et ignorantes, et *la même impossibilité économique et politique de réaliser* ces promesses.

Prenez l'argument le plus « courant » des municipalisateurs contre la nationalisation : la nationalisation renforcerait l'Etat bourgeois (rappelez-vous la phrase admirable de John : « Ne consoliderait que le pouvoir d'Etat »), augmentera les revenus du pouvoir bourgeois antiprolétarien, *tandis que* ... c'est bien ainsi qu'il s'exprime : *tandis que* la municipalisation subviendrait aux besoins de la population, aux besoins du prolétariat. Pareil argument nous fait rougir pour la social-démocratie, car c'est là une *sottise purement antisémite et de la démagogie antisémite.* Pour ne pas citer le « menu fretin » désorienté par Plékhanov et Maslov, je citerai Maslov « lui-même » :

« La social-démocratie, dit-il sentencieusement aux lecteurs d'*Obrazovanié*, fait toujours en sorte que, même en mettant les choses au pire, ses plans et ses objectifs se justifient... Nous devons supposer que le régime bourgeois règnera avec tous ses côtés négatifs dans tous les domaines de la vie sociale. L'administration autonome sera bourgeoise tout autant que le régime politique, la lutte de classes y sera aussi aiguë que dans les municipalités d'Europe occidentale.

Mais alors quelle différence y-a-t-il entre l'administration autonome et le pouvoir d'Etat ? Pourquoi la social-démocratie veut-elle remettre la terre non à l'Etat, mais à l'administration autonome locale ?

Pour fixer les tâches de l'Etat et de l'administration autonome locale, nous allons mettre en parallèle les budgets de l'un et de l'autre » (*Obrazovanié*, 1907, n° 3, p. 102). Suit la comparaison : dans l'une des républiques les plus

démocratiques, aux Etats-Unis, on dépense pour l'armée et la flotte 42% du budget. De même en France, en Angleterre, etc. Les « zemstvos des grands propriétaires » en Russie dépensent 27,5% pour la médecine, 17,4% pour l'instruction publique, 11,9% pour les ponts et chaussées.

« En comparant les budgets des Etats les plus démocratiques et des administrations autonomes locales qui le sont le moins, nous voyons que, de par leurs fonctions, les premiers servent les intérêts des classes régnantes, que les ressources de l'Etat sont dépensées pour les *instruments d'oppression*, les instruments de répression de la démocratie ; que, au contraire, l'administration autonome locale, la moins démocratique, la plus mauvaise, est obligée, bien que mal, de servir pourtant la démocratie, de pourvoir aux besoins locaux » (103).

« Le social-démocrate ne doit pas être naïf au point de prendre son parti de la nationalisation du sol, uniquement parce que, par exemple, les revenus des terres nationalisées iront à l'entretien des troupes *républicaines*... Bien naïf serait le lecteur qui croirait Olénov affirmant que la théorie de Marx ne « permet » d'introduire dans le programme que la nationalisation du sol, c'est-à-dire les dépenses de la rente foncière (qu'on l'appelle absolue ou différentielle, peu importe) pour l'armée et la flotte, et que cette même théorie n'admet pas la municipalisation du sol, c'est-à-dire les dépenses de la rente pour les besoins de la population » (103).

C'est clair, je pense ? La nationalisation, pour l'armée et la flotte ; la municipalisation, pour les besoins de la population. Le Juif est capitaliste ; à bas les Juifs veut dire à bas les capitalistes !

Le bon Maslov ne comprend pas que le haut pourcentage des dépenses culturelles des administrations autonomes locales, c'est une large part des dépenses secondaires. Pourquoi cela ? Parce que les limites de la compétence des administrations autonomes locales et leurs pleins-pouvoirs financiers sont fixés par le même pouvoir central de l'Etat, fixés de façon à consacrer une part léonine à l'armée et au reste, et quelques sous à la « culture ». Un tel partage est-il obligatoire en société bourgeoise ? Oui, car la bourgeoisie, en société bourgeoise, serait incapable de dominer si elle ne dépensait pas une part léonine pour assurer sa domination comme classe, en ne laissant que quelques sous pour les dépenses culturelles. Il faut être un Maslov pour pondre cette idée géniale : et si je déclarais la *nouvelle part léonine* propriété des zemstvos ? Cela me permettrait de *tourner* la

domination de la bourgeoisie ! Combien la tâche des prolétaires serait simple, s'ils raisonnaient à la manière de Maslov : il suffit de demander, que les revenus des chemins de fer, des postes et télégraphe, du monopole de l'eau-de-vie ne soient pas « nationalisés », mais « municipalisés », et ces revenus n'iront pas à l'armée et à la flotte, mais à des fins culturelles. Il n'est pas du tout nécessaire de renverser le pouvoir central ou de le remanier à fond, il faut purement et simplement obtenir la « municipalisation » de tous les importants chapitres de recettes, et le tour sera joué. O, esprits éclairés !

Les revenus municipaux en Europe et dans tout pays bourgeois, ce sont des revenus — que le bon Maslov s'en souvienne ! —, que le pouvoir central bourgeois consent à sacrifier aux fins culturelles, *car ce sont des revenus secondaires*, la rentrée de ces revenus n'est pas commode au centre, puisque les besoins principaux, essentiels, fondamentaux de la bourgeoisie et de la domination bourgeoise sont déjà garantis par la *part du lion*. Aussi, la recommandation faite au peuple : reçois une nouvelle grosse part, les centaines de millions fournis par les terres municipalisées, et assures-en la destination culturelle en remettant cette part en propriété aux zemstvos, et non au pouvoir central, est une recommandation charlatanesque. La bourgeoisie d'un Etat bourgeois ne peut réserver à des fins vraiment culturelles *que quelques sous*, parce que les grosses parts lui sont nécessaires pour garantir sa domination comme classe. Pourquoi le pouvoir central se réserve-t-il les neuf dixièmes des impôts sur la terre, sur les établissements de commerce, etc., tandis qu'aux zemstvos il permet de prélever un dixième, en établissant une loi selon laquelle l'imposition complémentaire des zemstvos ne peut dépasser tel ou tel pourcentage minime ? Parce que la part du lion doit servir à garantir la domination de la bourgeoisie comme classe et restant bourgeoisie, elle ne peut pas donner plus de quelques sous à la culture *.

Les socialistes européens considèrent cette répartition de la part léonine et des sous comme allant de soi, sachant

* L'étude si poussée de Kaufmann (Kaufmann R. : *Die Kom-*

parfaitement qu'il ne peut en être autrement dans la société bourgeoise. En prenant cette répartition comme allant de soi, ils disent : nous ne pouvons pas participer au pouvoir central, car c'est un instrument d'oppression ; nous pouvons prendre part aux municipalités car quelques sous y sont consacrés à la culture. Mais que diraient ces socialistes à celui qui recommanderait au parti ouvrier de faire de la propagande pour donner en propre à la municipalité européenne des revenus vraiment considérables, toute la rente des terres locales, tous les bénéfices des postes, des chemins de fer, etc. ? Un tel homme serait pris pour un fou ou pour un « socialiste chrétien » qui serait tombé par mégarde parmi les social-démocrates.

Les hommes qui disent, en examinant les tâches de la révolution actuelle (c'est-à-dire bourgeoise) en Russie : nous ne devons pas renforcer le pouvoir central de l'Etat bourgeois, font montre d'une totale incapabilité de penser. Les Allemands peuvent et doivent raisonner ainsi, car ils n'ont devant eux qu'une Allemagne de bourgeois et de junkers ; il ne saurait y avoir aucune autre Allemagne avant le socialisme. Mais chez nous, tout le contenu de la lutte

---

*munalfinanzen*, 2. Bande. Lpz. 1906, II. Abt. 5. Band des Hand-und Lehrbuches der Staatswissenchaften, begr. von Frankenstein, fortges von Heckel) montre qu'en Angleterre la répartition des dépenses d'Etat, locales et centrales, *est plus avantageuse* pour l'administration autonome locale qu'en Prusse et en France. En Angleterre, les organismes locaux dépensent trois milliards de marks ; le pouvoir central de l'Etat, 3,6 milliards ; en France, 1,1 milliard contre 2,9 ; en Prusso, 1,1 et 3,5. Prenons maintenant les dépenses *culturelles*, par exemple, pour l'instruction d'un pays placé dans les conditions les plus favorables (du point de vue de municipalisateurs), c'est-à-dire en Angleterre. Nous verrons que les dépenses locales consacrées à l'instruction s'élevaient à 16,5 millions de livres sterling sur 151,6 millions (1902-1903), c'est-à-dire un peu plus de 1/10. Sur le budget de 1908 (cf. *Almanach de Gotha*) le pouvoir central consacre à l'instruction 16,9 millions de livres sterling sur 198,6, soit moins de 1/10. Les dépenses pour l'armée et la flotte se montent à 59,2 millions de livres sterling ; ajoutez-y les dépenses nécessitées par la dette publique, soit 28,5 millions de livres sterling, 3,8 millions destinés à l'entretien des tribunaux et de la police, 1,9 million aux affaires étrangères et 19,8 millions aux frais de perception, et vous verrez que la bourgeoisie dépense *quelques sous* pour la culture, une *part léonine* pour assurer sa domination comme classe.

révolutionnaire des masses actuellement en cours consiste à savoir si la Russie sera un pays de bourgeois et de junkers (comme le veulent Stolypine et les cadets) ou une Russie bourgeoise paysanne (comme le veulent les paysans et les ouvriers). On ne peut prendre part à une telle révolution sans soutenir une couche de la bourgeoisie, un type d'évolution bourgeoise contre un autre. Pour des causes économiques objectives, nous n'avons ni ne pouvons avoir, dans la révolution actuelle, d'autre « choix » que celui entre la république bourgeoise centralisée des paysans-fermiers ou la monarchie bourgeoise centralisée des junkers. Tourner ce « choix » difficile en attirant l'attention des masses sur le vœu : « il nous faudrait au moins avoir des zemstvos un peu plus démocratiques », est une belle banalité de philistin.

### 4. L'ENVERGURE DE LA RÉVOLUTION POLITIQUE ET DE LA RÉVOLUTION AGRAIRE

Le « choix » à faire est difficile, avons-nous dit, en songeant bien entendu non à choix subjectif (ce qui est plus désirable), mais à une issue objective de la lutte des forces sociales qui sont en train de trancher une question historique. En quoi consiste proprement la « difficulté » d'une issue favorable aux paysans, à cela n'ont pas réfléchi ceux qui parlent de l'optimisme de mon programme agraire qui rattache la république à la nationalisation. Voici le raisonnement de Plékhanov sur ce point :

« Lénine tourne la difficulté de la question à coups d'hypothèses optimistes. C'est là un procédé habituel de la pensée utopique ; ainsi, par exemple, les anarchistes disent : « pas d'organisation par contrainte », et lorsque nous leur objectons que l'absence d'organisation par contrainte permettrait à des membres de la société de nuire à cette société s'ils en ont l'envie, les anarchistes nous répondent : « cela ne sera pas ». A mon avis, c'est vouloir tourner la difficulté à coups d'hypothèses optimistes. Et c'est ce que fait Lénine. Il hérisse les conséquences possibles de la mesure qu'il propose, d'une série de « si » optimistes. Voici comme preuve à l'appui le reproche adressé par Lénine à Maslov. A la page 23* de sa brochure il dit : « au

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 10, pp. 164-165. (*N.R.*)

fond, le projet Maslov admet implicitement que les revendications de notre programme politique minimum ne sont pas entièrement réalisées, que la souveraineté du peuple n'est pas assurée, que l'armée permanente n'est pas supprimée que l'élection des fonctionnaires n'est pas introduite, etc ; en d'autres termes, que notre révolution démocratique pas plus que la plupart des révolutions démocratiques d'Europe, n'a été menée à bonne fin, qu'elle n'est pas moins tronquée, déformée et « ramenée en arrière ». Le projet Maslov est spécialement adapté à une révolution démocratique bâtarde, inconséquente, incomplète ou amputée, « stérilisée par la réaction ». Admettons que le reproche adressé à Maslov est fondé ; le passage cité montre pourtant que le propre projet de Lénine n'est valable que dans le cas où tous les « si » mentionnés par lui seraient réalisés. Sinon, l'application de son projet * sera préjudiciable. Mais nous n'avons que faire de tels projets. Le nôtre doit être ferré aux quatre pieds, c'est-à-dire tenir en cas de « si » défavorables. (Procès-verbaux du congrès de Stockholm, 44-45.)

J'ai reproduit en entier ce raisonnement parce qu'il montre en toute clarté l'erreur de Plékhanov. L'optimisme qui l'a mis en émoi, il ne l'a pas du tout compris. L'« optimisme » ne consiste pas à présumer l'élection des fonctionnaires par le peuple, etc., *mais à présumer la victoire de la révolution agraire paysanne*. La vraie « difficulté », c'est que dans un pays qui, au moins depuis 1861, suit une évolution du type bourgeois-junkers, puisse triompher une révolution agraire *paysanne* ; or, puisque vous admettez cette difficulté *économique* essentielle, il est ridicule de voir un quasi-anarchisme dans les difficultés du démocratisme politique. Il serait ridicule de perdre de vue qu'entre l'envergure des transformations agraires et celle des transformations politiques il doit forcément y avoir de la concordance ; que la révolution *économique* suppose une superstructure politique *correspondante*. La faute essentielle de Plékhanov dans cette question, c'est qu'il ignore où est la source de l'« optimisme » de *notre* programme agraire *commun*, menchevique et bolchevique.

En effet, imaginez concrètement ce que signifie dans la Russie contemporaine « *la révolution agraire paysanne* » avec *confiscation* de la grosse propriété foncière. Il est hors de doute que durant un demi-siècle le capitalisme s'est frayé un chemin à *travers* l'économie seigneuriale

* Mais alors ce ne sera pas *mon* projet ! Le raisonnement de Plékhanov manque de logique !

qui, assurément, est supérieure à l'économie paysanne actuelle par le niveau des récoltes (ce qui s'explique en partie par la meilleure qualité des terres seigneuriales), mais aussi par l'emploi d'instruments perfectionnés et d'assolements (herbes fourragères *). Il n'est pas douteux que l'économie seigneuriale est rattachée par mille liens non seulement à la bureaucratie, mais aussi à la bourgeoisie. La confiscation porte atteinte à bien des intérêts de la grande bourgeoisie ; la révolution paysanne mène, comme l'a justement montré Kautsky, à la faillite de l'Etat, c'est-à-dire qu'elle porte atteinte aux intérêts, pas seulement de la bourgeoisie russe, mais de toute la bourgeoisie internationale. On conçoit dès lors que la victoire de la révolution paysanne, la victoire des petits bourgeois sur les seigneurs terriens et sur les grands bourgeois, demande un concours particulièrement favorable de circonstances, des hypothèses absolument singulières, « optimistes », du point de vue du philistin ou de l'historien borné, un déploiement gigantesque d'initiative paysanne, d'énergie révolutionnaire, de conscience, de bonne organisation, de riche création populaire. Cela est incontestable, et les vulgaires petites plaisanteries de Plékhanov au sujet de ce dernier mot ne sont qu'une dérobade facile à une question sérieuse **. Et comme la production marchande loin d'unir et de centraliser la paysannerie, la décompose et la désunit, la révolution *paysanne* dans un pays bourgeois ne peut s'accomplir que sous la direction du prolétariat, chose de nature à dresser encore davantage la bourgeoisie la plus puissante du monde contre une telle révolution.

---

* Cf. le tableau des nouvelles données globales relatives à la supériorité de l'économie seigneuriale sur l'économie paysanne quant à la fréquence des herbes fourragères : Kaufmann, t. II de la *Question agraire.*

** La « création populaire », c'est du « populisme », raillait Plékhanov à Stockholm. C'est une critique pareille à celle qui attaque *les Aventures de Tchitchikov* en parodiant ce nom : « Tchi-tchi-kov... Atchi... Atchi... ah ! comme c'est drôle ! [133] » Celui-là seul peut traiter sérieusement de populisme l'idée de la nécessité d'une « création populaire », de nouvelles formes de lutte, de nouvelles formes d'organisation de la paysannerie dans la révolution russe, à qui le seul fait d'admettre une révolution paysanne contre la bourgeoisie et les propriétaires fonciers, semble être du populisme.

S'ensuit-il que les marxistes doivent complètement abandonner l'idée de la révolution agraire paysanne ? Non, pareille conclusion ne serait digne que de ceux dont la conception du monde est une parodie libérale du marxisme. De ce qui a été dit il ressort, primo, que le marxisme ne peut lier les destinées du socialisme en Russie à l'issue de la révolution démocratique bourgeoise ; secundo, que le marxisme doit compter avec les deux possibilités de l'évolution capitaliste de l'agriculture en Russie et montrer nettement au peuple les conditions et la portée de chacune de ces possibilités ; tertio, que le marxisme doit combattre résolument le point de vue prétendant qu'une révolution agraire radicale est possible en Russie sans une radicale révolution politique.

1° Les socialistes-révolutionnaires, comme du reste tous les populistes quelque peu conséquents, ne comprennent pas le caractère bourgeois de la révolution paysanne à laquelle ils rattachent tout leur pseudo-socialisme. Une issue favorable de la révolution paysanne signifierait, selon les populistes, le triomphe du socialisme populiste en Russie. En réalité, une telle issue serait la faillite la plus prompte et la plus décisive du socialisme populiste (paysan). Plus la victoire de la révolution paysanne serait complète et décisive, et plus vite la paysannerie se transformerait en libres fermiers bourgeois qui « feraient démissionner » le « socialisme » populiste. Au contraire, une issue défavorable prolongerait pour un temps l'agonie du socialisme populiste, permettrait de se maintenir un peu à l'illusion selon laquelle la critique de la variété bourgeoise seigneuriale du capitalisme serait une critique du capitalisme en général.

La social-démocratie, le parti du prolétariat, ne fait jamais dépendre les destinées du socialisme de telle ou telle issue de la révolution bourgeoise. Les deux issues marquent le progrès du capitalisme et l'oppression du prolétariat aussi bien dans la monarchie des seigneurs terriens avec propriété privée du sol, que dans la république des fermiers, la terre y fût-elle nationalisée. Aussi, seul un parti absolument indépendant et purement prolétarien est-il capable de défendre et sauvegarder la cause du socialisme « quel que soit l'état des réformes agraires démocra-

tiques * », comme il est dit dans la conclusion de mon programme agraire (cette partie est entrée dans la résolution tactique du congrès de Stockholm).

2° Cependant, le caractère bourgeois des *deux* issues de la révolution agraire ne signifie pas le moins du monde que les social-démocrates peuvent se comporter avec indifférence à l'égard de la lutte pour l'une ou l'autre issue. Les intérêts de la classe ouvrière exigent assurément de celle-ci d'apporter le soutien le plus énergique à la révolution paysanne ; bien plus : elle doit jouer le rôle dirigeant dans cette révolution. Dans notre lutte pour une issue favorable, nous devons répandre dans les masses l'idée la plus nette de ce que signifie ce maintien, de la voie seigneuriale d'évolution agraire, expliquer quels incalculables malheurs (dus non pas au capitalisme, mais à son faible développement) cela apporte à toutes les masses laborieuses. D'autre part, nous devons également expliquer le caractère petit-bourgeois de la révolution paysanne, ainsi que le mal-fondé des espérances « socialistes » que l'on fait reposer sur elle.

Notre programme, du moment que nous ne faisons pas dépendre les destinées du socialisme de telle ou telle issue de la révolution bourgeoise, ne saurait être le même pour le cas favorable et le « cas défavorable ». Si Plékhanov a dit que nous n'avons pas besoin de projets prévoyant spécialement l'un et l'autre cas (et par suite, établis avec des « si »), il l'a dit tout simplement sans trop réfléchir. Car c'est de son point de vue, du point de vue de la probabilité d'une pire issue ou de la nécessité d'en tenir compte, qu'il importe particulièrement de diviser le programme en deux parties, celles que justement j'avais établies. Il faut dire que dans cette voie de développement bourgeois seigneurial, le parti ouvrier défend telles mesures, mais il aide en même temps de toutes ses forces la paysannerie à détruire à fond la propriété seigneuriale et à offrir ainsi la possibilité de conditions de développement plus larges et plus libres. Sur ce point j'ai parlé avec détail dans mon « Rapport » (le paragraphe relatif aux baux, sa nécessité dans un programme « pour le pire des cas » ; son absence

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 10, p. 172. (*N.R.*)

chez Maslov *). J'ajouterai seulement ceci : maintenant que les conditions immédiates de l'activité des social-démocrates ressemblent le moins à des hypothèses optimistes, l'erreur de Plékhanov apparaît encore plus clairement. La troisième Douma ne peut en aucune façon nous faire cesser la lutte pour la révolution agraire paysanne, mais il nous faut travailler un certain temps sur le terrain des rapports agraires qui assurent aux propriétaires des possibilités d'exploitation effrénée. C'est justement Plékhanov qui, préoccupé surtout du pire des cas, se retrouve maintenant sans programme pour un cas de ce genre !

3° Du moment que nous nous proposons d'aider la révolution paysanne, il faut se rendre nettement compte de la difficulté de cette tâche et de la nécessité de *faire concorder* les transformations politiques et agraires. Sinon, la réunion de l'« optimisme » agraire (confiscation plus municipalisation ou partage) et du « pessimisme » politique (Novossedski : démocratisation « relative » au centre) se présente comme scientifiquement inconsistante et pratiquement réactionnaire.

Les mencheviks admettent, comme malgré eux, la révolution paysanne, sans vouloir la présenter au peuple nettement et de façon concrète. Ils laissent percer un point de vue exprimé avec une naïveté inimitable par le menchevik Ptitsyne, à Stockholm : « Les mésaventures révolutionnaires passeront, la vie bourgeoise reprendra son cours habituel, et si la révolution ouvrière ne se produit pas en Occident, la bourgeoisie chez nous accédera inéluctablement au pouvoir. C'est ce que le camarade Lénine ne niera ni ne peut nier » (p. 91 des Procès-verbaux). Résultat : l'idée abstraite et non approfondie de la révolution bourgeoise a voilé la question de la variété que représente la révolution paysanne ! Ce ne sont là que « mésaventures » ; la réalité, c'est le « cours habituel ». On ne saurait exprimer avec plus de relief le point de vue philistin et l'incompréhension de ce autour de quoi se poursuit proprement la lutte dans notre révolution bourgeoise.

Accomplir la révolution agraire, la paysannerie ne le peut sans supprimer le vieux pouvoir, l'armée permanente

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 10, pp. 313-314. (*N.R.*)

et la bureaucratie, car ce sont les plus sûrs remparts de la propriété seigneuriale, qui lui sont attachés par mille liens. Aussi bien l'idée d'une révolution paysanne est scientifiquement inconsistante sous le démocratisme des seules institutions locales, sans la démolition complète des institutions centrales. Cette idée est pratiquement réactionnaire parce qu'elle fait le jeu de l'étroitesse petite-bourgeoise et de l'opportunisme petit-bourgeois, qui se représente les choses « simplement » : il nous faut un coin de terre, quant à la politique, on ne sait jamais ce que c'est ! La terre il faut la prendre en entier ; mais a-t-on besoin de tout le pouvoir, peut-on prendre tout le pouvoir, comment le prendre, le paysan n'y pense pas (ou n'y a pas pensé avant que la dissolution des deux Doumas ne lui ait donné quelques idées). Aussi est-il réactionnaire au plus haut degré, le point de vue de M. Péchékhonov, « cadet paysan », qui écrivait déjà dans son *Problème agraire* : « il importe bien plus aujourd'hui de donner une réponse concrète à la question agraire qu'à celle, par exemple, de la république » (p. 114). Et ce point de vue du béotisme politique (héritage du maître ès réaction Mr. V. V.) a marqué comme on sait, tout le programme et toute la tactique du parti des « socialistes-populistes ». Au lieu de lutter contre l'étroitesse du paysan qui méconnaît le lien entre le radicalisme agraire et le radicalisme politique, les s.-p. (« socialistes-populistes ») *s'adaptent* à son étroitesse. Il leur semble que « c'est plus pratique ainsi », mais en réalité, cette façon de poser la question voue à un insuccès absolu le programme agraire de la paysannerie. Une révolution politique radicale est difficile, assurément, mais la révolution agraire aussi ; la seconde séparée de la première est impossible, et le devoir des socialistes est de ne pas le cacher aux paysans, de ne pas jeter un voile (au moyen de phrases insuffisamment précises et semi-cadettes sur « l'Etat démocratique », comme dans notre programme agraire), mais de dire les choses jusqu'au bout, d'expliquer aux paysans que, sans aller jusqu'au bout en politique, ils ne peuvent sérieusement penser à la confiscation de la terre seigneuriale.

Ce ne sont pas les « si » qui importent dans le programme. Ce qui importe, c'est de dire qu'il doit y avoir *concordance*

entre les transformations agraires et les transformations politiques. Au lieu des « si », on peut exprimer autrement la même pensée : « le parti explique que le meilleur mode de possession foncière, en société bourgeoise, c'est l'abolition de la propriété privée de la terre, la nationalisation du sol, son passage en propriété à l'Etat, et que cette mesure ne peut être ni réalisée, ni vraiment utile sans le démocratisme complet non seulement des institutions locales, mais de toute l'organisation de l'Etat, jusques et y compris la république, l'abolition de l'armée parmanente, l'élection des fonctionnaires par le peuple etc. »

N'ayant pas introduit cette explication dans notre programme agraire, nous avons suggéré au peuple une *fausse* idée, selon laquelle la confiscation de la terre seigneuriale serait possible sans la démocratisation complète du pouvoir central. Nous nous sommes ravalés au niveau de la petite bourgeoisie opportuniste, c'est-à-dire à celui des « socialistes-populistes », car dans les deux Doumas il s'est produit ceci que leur programme (projet des 104) et le nôtre ont spécifié le lien entre les transformations agraires et la démocratisation des *seules* institutions *locales*. Un tel point de vue dénote une pauvreté d'esprit petite-bourgeoise dont le 3 juin 1907 et la IIIe Douma auraient dû guérir bien du monde, et tout d'abord les social-démocrates.

### 5. LA RÉVOLUTION PAYSANNE SANS LA CONQUÊTE DU POUVOIR PAR LA PAYSANNERIE ?

Le programme agraire de la social-démocratie russe est un programme prolétarien dans la révolution paysanne, dirigée contre les restes du servage, contre tout ce qu'il y a de moyenâgeux dans notre régime agraire. Au point de vue théorique cette thèse nous l'avons vu, est reconnue par les mencheviks, eux aussi (discours de Plékhanov à Stockholm). Mais ces derniers n'ont pas mûrement pesé cette thèse, ils n'ont pas remarqué le lien intime qui existe entre elle et les principes généraux de la tactique social-démocrate dans la révolution bourgeoise de Russie. Cette absence de réflexion se révèle le plus clairement dans les œuvres de Plékhanov.

Toute révolution paysanne dirigée contre la féodalité, le caractère de l'ensemble de l'économie sociale étant ca-

pitaliste, est une révolution bourgeoise. Mais toutes les révolutions bourgeoises ne sont pas des révolutions paysannes. Si dans un pays où l'agriculture serait organisée sur le mode entièrement capitaliste, les agriculteurs capitalistes accomplissaient à l'aide d'ouvriers salariés, une révolution agraire, en abolissant par exemple la propriété privée du sol, ce serait une révolution bourgeoise mais pas du tout une révolution paysanne. Si une révolution éclatait dans un pays dont le régime agraire serait fondu avec l'économie capitaliste au point qu'il serait impossible d'anéantir ce régime sans anéantir le capitalisme, et si, disons, cette révolution mettrait au pouvoir la bourgeoisie industrielle à la place de la bureaucratie autocratique, ce serait une révolution bourgeoise, mais pas du tout une révolution paysanne. Autrement dit : un pays bourgeois est possible sans la paysannerie et une révolution bourgeoise est possible dans un tel pays sans la paysannerie. La révolution bourgeoise est possible dans un pays avec une forte population paysanne ; cette révolution, toutefois, n'est nullement paysanne, c'est-à-dire qu'elle ne révolutionne pas les rapports agraires touchant spécialement la paysannerie et ne la fait pas intervenir comme force sociale tant soit peu active et créatrice de révolution. Par conséquent, l'idée marxiste générale de « révolution bourgeoise » comporte certains éléments obligatoirement applicables à toute révolution paysanne dans un pays de capitalisme en développement ; mais cette idée générale ne dit absolument rien sur la question de savoir si oui ou non la révolution bourgeoise d'un pays donné doit (dans le sens d'une nécessité objective) se transformer en révolution paysanne pour remporter une victoire complète.

Ce qu'il y a d'essentiellement erroné dans toute la ligne tactique de Plékhanov et des mencheviks qui l'ont suivi dans la première période de la révolution russe (c'est-à-dire en 1905-1907), c'est qu'ils n'ont absolument pas compris ce rapport entre la révolution bourgeoise en général et la révolution bourgeoise paysanne. Les tollés *, qui remplissent

* Chez Plékhanov, dans les *Nouvelles lettres sur la tactique et l'absence de tact* (éd. de Glagolev, St-Pétersbourg), ce bruit est simplement comique. Une multitude de paroles menaçantes, d'invectives contre les bolcheviks et de simagrées ; mais d'idée, aucune.

d'ordinaire la presse menchevique au sujet d'une prétendue incapacité des bolcheviks de comprendre le caractère bourgeois de la révolution en cours, servent uniquement à masquer le manque de réflexion des mencheviks. En réalité, aucun social-démocrate ni de l'une ni de l'autre fraction, ni avant ni pendant la révolution, n'a abandonné le point de vue marxiste sur le caractère bourgeois de la révolution ; seuls les « simplificateurs », les vulgarisateurs des divergences fractionnelles, pouvaient affirmer le contraire. Mais une partie des marxistes, précisément l'aile droite, s'est toujours bornée à l'idée générale, abstraite et stéréotypée d'une révolution bourgeoise, n'ayant pas su comprendre les *particularités* de cette révolution bourgeoise comme révolution paysanne. Il est tout à fait naturel, il est inévitable que cette aile de la social-démocratie n'ait pas pu comprendre l'origine de la nature contre-révolutionnaire de notre bourgeoisie dans la révolution russe, ni déterminer nettement les classes capables de remporter dans cette révolution une victoire totale, ni s'empêcher de glisser vers ce point de vue : dans la révolution bourgeoise le prolétariat doit soutenir la bourgeoisie ; dans la révolution bourgeoise le principal acteur doit être la bourgeoisie, l'élan de la révolution diminuera si la bourgeoisie lâche prise, etc., etc.

Au contraire, depuis le commencement de la révolution, au printemps et dans l'été de 1905, alors qu'il ne pouvait encore être question de confondre le bolchevisme avec le boycottisme, le combattisme, etc., toutes choses si répandues aujourd'hui parmi les hommes ignares ou inintelligents, les bolcheviks ont montré nettement l'*origine* de nos divergences tactiques, en dégageant l'idée de la révolution paysanne comme une des formes de la révolution bourgeoise, et en définissant sa victoire comme « la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie ». La plus importante conquête *idéologique* que le bolchevisme ait fait depuis lors dans la social-démocratie internationale, ç'a été l'article de Kautsky sur les forces motrices de la révolution russe (traduction russe sous la direction et avec une préface de N. Lénine : *Les forces motrices et les perspectives de la révolution russe*. M., 1907, Editions « Novaïa Epokha »). Comme on sait au début de

la scission entre bolcheviks et mencheviks, en 1903, Kautsky s'est rangé aux côtés de ces derniers. En 1907, après avoir observé de près la révolution russe, à propos de laquelle il avait écrit maintes fois, Kautsky comprit d'emblée l'erreur de Plékhanov qui lui avait envoyé son fameux questionnaire. Là, Plékhanov s'intéressait *uniquement* au caractère bourgeois de la révolution russe, sans dégager l'idée de la révolution bourgeoise paysanne, et n'allant pas au-delà du concept général de la « démocratie bourgeoise », des « partis d'opposition bourgeois ». Corrigeant cette erreur, Kautsky répondit à Plékhanov que la bourgeoisie n'était pas une force motrice de la révolution russe, que dans *ce* sens l'époque des révolutions bourgeoises était révolue, que « la solide communauté des intérêts durant toute la période de la lutte révolutionnaire n'existait qu'entre prolétariat et paysannerie » (brochure citée, pp. 30-31) ; que «c'était elle (cette solidité des intérêts) qui devait se trouver à la base de toute la tactique révolutionnaire de la social-démocratie russe » (*ibid.*, p. 31). Ici, les *principes* de la tactique bolchevique *contre* la menchevique sont clairement exprimés. Plékhanov se fâche terriblement dans les *Nouvelles Lettres...* à ce sujet. Mais son dépit ne fait qu'apparaître avec plus de relief l'impuissance de son argumentation. La crise que nous traversons est « pourtant bien bourgeoise », répète Plékhanov en traitant les bolcheviks d'« ignares » (p. 127). C'est là une furieuse impuissance. Plékhanov n'a pas compris la différence entre la révolution bourgeoise paysanne et la révolution bourgeoise non paysanne. En affirmant que Kautsky « exagère la rapidité du progrès de notre paysan » (p. 131) ; que la « divergence de vues entre nous (Plékhanov et Kautsky) n'est possible qu'en ce qui touche les nuances » (131), etc., Plékhanov a recours aux subterfuges les plus pitoyables, les pusillanimes, car tout être humain tant soit peu pensant, y aperçoit juste le contraire. Il ne s'agit pas de « nuances », ni de la rapidité du progrès, ni de la « prise » du pouvoir, ainsi que le clame Plékhanov ; il s'agit du point de vue *de base* qui définit *les classes* capables de devenir la force motrice de la révolution russe. *Inéluctablement* Plékhanov et les mencheviks versent bon gré mal gré dans l'opportunisme d'un soutien à la bourgeoisie, car ils ne voient pas la nature contre-révolution-

naire de la bourgeoisie dans la révolution bourgeoise paysanne. Les bolcheviks ont défini d'emblée les conditions de classe, générales et essentielles, de la victoire de cette révolution, comme dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie. Kautsky en est venu en substance au même point de vue dans *les Forces motrices* ; il l'a repris dans la *seconde* édition de sa *Révolution sociale*, où il dit : « Elle (la victoire à bref délai de la social-démocratie russe) ne peut être que l'œuvre d'une alliance (einer Koalition) du prolétariat et de la paysannerie » (*Die soziale Revolution*, von K. Kautsky, Zweite Auflage. Berlin, 1907, Seite 62). (Le manque de place ne nous permet pas de nous arrêter à un autre passage ajouté par Kautsky dans la seconde édition : au jugement qu'il porte sur les leçons de décembre 1905, et qui diffère *radicalement* du menchevisme.)

On voit donc que Plékhanov s'est complètement enferré sur le problème des *principes* de toute la tactique social-démocrate dans une révolution bourgeoise, qui ne peut triompher que comme révolution paysanne. Ce que j'ai dit à Stockholm (avril 1906 *) — que Plékhanov a réduit le menchevisme à l'absurde en repoussant la conquête du pouvoir par la paysannerie lors de la révolution paysanne, a trouvé pleine confirmation dans les publications postérieures. Et cette erreur fondamentale de la ligne tactique devait forcément retentir sur le programme agraire menchevique. La municipalisation, je l'ai montré maintes fois plus haut, ni sur le plan économique ni sur le plan politique, ne traduit entièrement les conditions d'une véritable victoire de la révolution paysanne, d'une véritable conquête du pouvoir par le prolétariat et la paysannerie. Dans le domaine économique, une telle victoire ne peut concorder avec la consécration de l'ancienne possession terrienne communautaire ; dans le domaine politique, avec le seul démocratisme régional, le démocratisme du pouvoir central étant incomplet.

---

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 10, p. 257. (*N.R.*)

### 6. LA NATIONALISATION DU SOL EST-ELLE UN MOYEN ASSEZ SOUPLE ?

Le camarade John à Stockholm (p. 111 des *Procès-verbaux*) disait que « le projet de municipalisation du sol est plus acceptable, parce que plus souple ; il tient compte de la diversité des conditions économiques, il permet sa mise en œuvre dans le cours même de la révolution ». Le défaut capital de la municipalisation à cet égard, je l'ai déjà indiqué : c'est la consécration de la propriété individuelle du lot concédé par la communauté. La nationalisation est infiniment plus souple sous ce rapport, puisqu'elle permet d'organiser beaucoup plus librement les nouvelles exploitations sur une terre « décloisonnée ». Il faut ici rappeler brièvement les autres réflexions de John, de moindre importance.

« Le partage de la terre dans certains endroits, dit John, recréerait les vieux rapports agraires. Dans certaines régions, il y aurait 200 déciatines par feu, et c'est ainsi que nous créerions, par exemple, dans l'Oural une classe de nouveaux propriétaires. » Exemple d'argument comportant une accusation contre son propre système ! Et ce sont de tels arguments qui emportaient la décision au congrès menchevique ! Justement la municipalisation, et elle seule, pèche de la manière que l'on signale ici, car elle seule reconnaît la possession de la terre aux diverses régions. Ce n'est pas le partage qui est en faute ici, comme le croit John qui commet une erreur de logique prêtant à rire, c'est le provincialisme des municipalisateurs. La terre municipalisée de l'Oural serait quand même restée, d'après le programme menchevique, « en possession » des Ouraliens. C'eût été créer une *nouvelle* population cosaque réactionnaire — réactionnaire parce que les petits cultivateurs privilégiés, pourvus de terre dix fois plus que le reste de la masse des cultivateurs, n'auraient pu que résister à la révolution paysanne, que défendre les prérogatives de la propriété du sol. Il ne reste qu'à supposer que, en accord avec ce même programme, « l'Etat démocratique » aurait pu déclarer des dizaines de millions de déciatines de forêts de l'Oural comme « forêts intéressant l'ensemble de l'Etat », ou comme « fonds de peuplement » (le cadet Kaufmann admet bien

une telle destination des forêts de l'Oural en sus des 25% de superficie couverte de forêts, soit 21 millions de déciatines dans les provinces de Viatka, d'Oufa et de Perm !), et en prendre « possession » à ce titre. Ce qui distingue la municipalisation, ce n'est point la souplesse, mais la confusion, rien de plus.

Voyons ensuite ce que donne la mise en œuvre de la municipalisation dans le cours même de la révolution. Ici, nous trouvons des attaques contre mes « comités révolutionnaires de paysans », comme institution de caste. Nous sommes, voyez-vous, pour la suppression des castes, disaient les mencheviks à Stockholm en jouant au libéralisme. Voilà bien du libéralisme à bon marché ! Seulement nos mencheviks n'ont pas réfléchi que pour introduire l'administration autonome sans castes, il faut déjà avoir remporté la victoire et dépouillé du pouvoir la caste privilégiée contre laquelle on lutte. Précisément « dans le cours de la révolution », comme dit John, c'est-à-dire au cours de la lutte pour l'expulsion des grands propriétaires, au cours de « *l'action révolutionnaire de la paysannerie* », dont parle aussi la résolution tactique des mencheviks, les comités de paysans sont seuls possibles. L'introduction de l'administration autonome sans castes est assurée par notre programme politique ; forcément elle s'installera et doit s'installer en vue d'organiser la *direction* après la victoire, lorsque toute la population sera obligée de reconnaître le régime nouveau. Mais si ce que notre programme dit du « soutien de l'action révolutionnaire de la paysannerie jusqu'à la confiscation des terres seigneuriales » n'est pas une phrase creuse, il faut songer à organiser les masses *en vue de cette* « action » ! Or, le programme menchevique n'y songe pas du tout. Il est conçu de telle sorte qu'il peut être entièrement transformé en un projet de loi parlementaire à côté des projets de loi des partis bourgeois, qui ont en horreur toutes les « actions » (comme les cadets) ou qui se dérobent, en opportunistes, au concours systématique à ces actions et à leur organisation (comme les socialistes-populistes). Mais une telle conception du programme n'est pas digne d'un parti ouvrier qui parle de la révolution agraire paysanne, parti qui se propose non d'apaiser la grosse bourgeoisie et la bureaucratie (comme les cadets), ni d'apaiser la

petite bourgeoisie (comme les socialistes-populistes), mais exclusivement de développer la conscience et les initiatives des grandes masses au cours de leur lutte contre la Russie féodale.

Rappelez-vous au moins, dans leurs grandes lignes, la masse d'« actions révolutionnaires » paysannes qui se déroulèrent en Russie au printemps de 1905, à l'automne de la même année, au printemps de 1906. Est-ce ces actions que nous promettons de soutenir ou non ? Si c'est non, notre programme risquerait d'être porteur d'une contre-vérité. Si c'est oui, il est évident que pour *ces* actions, le programme *ne fournit point* les indications nécessaires à *leur* organisation. L'organisation de telles actions n'est possible que sur le terrain même de la lutte ; elle ne peut être entreprise directement que par la masse engagée dans la lutte, c'est-à-dire qu'elle doit être absolument du type des comités de paysans. Attendre d'importantes administrations autonomes régionales, avec de pareilles actions, serait simplement ridicule. L'extension des comités locaux victorieux, celle des limites de leur pouvoir et de leur influence aux villages, districts, provinces, villes et arrondissements du voisinage *ainsi qu'à l'ensemble de l'Etat*, est certainement désirable et nécessaire. On ne peut rien objecter à ce que le programme renferme l'affirmation de la nécessité d'une telle extension, mais alors il importe absolument de ne pas se borner aux régions, il faut aller jusqu'au pouvoir central. C'est là un premier point. En second lieu, il ne faut pas parler alors des *administrations* autonomes, puisque ce terme montre la *dépendance* des organismes directeurs vis-à-vis de la *structure* de l'Etat. L'« administration autonome » agit selon les règles établies par le pouvoir central, et dans les limites fixées par ce dernier. Les organisations du peuple en lutte dont il est question doivent être absolument indépendantes de toutes les institutions de l'ancien pouvoir ; elles doivent lutter pour une nouvelle structure de l'Etat, servir d'instrument au pouvoir absolu du peuple (ou à sa souveraineté) et de moyen pour assurer celui-ci.

En un mot, du point de vue du « cours même de la révolution » le programme menchevique est insuffisant sous tous les rapports, car il reflète la confusion des idées menchéviques dans la question du pouvoir provisoire, etc.

### 7. MUNICIPALISATION DU SOL ET SOCIALISME MUNICIPAL

Le rapprochement de ces deux termes appartient aux mencheviks eux-mêmes, qui ont fait voter le programme agraire à Stockholm. Il suffira de nommer deux mencheviks en vue, Kostrov et Larine. « Certains camarades, disait Kostrov à Stockholm, semblent entendre parler pour la première fois de la propriété municipale. Je tiens à leur rappeler qu'il existe en Europe occidentale toute une tendance (! précisément !), le « socialisme municipal » (Angleterre), qui consiste à étendre la propriété des municipalités urbaines et rurales, et en faveur duquel s'affirment aussi nos camarades. De nombreuses municipalités possèdent des biens immeubles, et cela n'est pas contraire à notre programme. Nous avons maintenant la possibilité de nous procurer (!), pour les municipalités, à titre gratuit (!!), des richesses immeubles et nous devons en profiter. Certes, les terres confisquées doivent être municipalisées » (p. 88).

Le point de vue naïf sur « la possibilité de se procurer des richesses à titre gratuit », est admirablement exprimé ici. Seulement, en citant l'exemple du socialisme municipal comme tendance particulière et surtout caractéristique de l'Angleterre, l'orateur n'a pas réfléchi pourquoi c'est une tendance *d'extrême opportunisme*. Pourquoi Engels, en définissant dans ses lettres à Sorge cet extrême opportunisme d'intellectuel des fabiens anglais, a-t-il souligné la nature petite-bourgeoise de leurs tendances « municipalisatrices » ?

A l'unisson de Kostrov, Larine dit, dans son commentaire au programme menchevique : « Peut-être, dans certaines localités, l'administration autonome populaire pourra-t-elle gérer ces grosses exploitations à son propre compte, de même que, par exemple, les doumas urbaines ont leurs voitures omnibus ou leurs abattoirs ; alors tout (!!) le bénéfice en sera à la disposition de toute (!) la population *», et pas de la bourgeoisie locale, cher Larine ?

Les illusions petites-bourgeoises des héros petits-bourgeois du socialisme municipal ouest-européen se font déjà sentir d'emblée. La domination de la bourgeoisie est ou-

---

* *Question paysanne et social-démocratie*, p. 66.

bliée ; oubliée aussi que c'est seulement dans les villes à grosse proportion de population *prolétarienne* que l'on arrive à sauvegarder pour les travailleurs quelques miettes de l'administration municipale ! Que cela soit dit en passant. Le grand mensonge de l'idée « municipalo-socialiste » de la municipalisation du sol consiste en ce qui suit.

Les intellectuels bourgeois d'Occident, tout comme les fabiens anglais, érigent le socialisme municipal en une « tendance » particulière précisément parce qu'ils rêvent de paix sociale, de conciliation des classes et désirent reporter l'attention publique des questions capitales de l'ensemble du régime économique et de l'ensemble de *l'organisation* de l'État sur les menues questions de *l'administration* autonome locale. Dans les questions se rapportant à la première catégorie, les contradictions de classe sont les plus aiguës ; c'est ce domaine-là, nous l'avons déjà indiqué, qui touche à ce qui constitue la base même de la domination de la bourgeoisie comme classe. C'est là que l'utopie petite-bourgeoise et réactionnaire de vouloir instaurer un socialisme partiel est particulièrement inconsistante. L'attention se reporte sur les menues questions locales, non point sur la domination de la bourgeoisie comme classe, ni sur les principaux instruments de cette domination, mais sur la question de la distribution des *miettes* jetées par la riche bourgeoisie pour subvenir aux « *besoins de la population* ». On conçoit que, si l'on envisage spécialement des questions telles que la dépense de sommes insignifiantes (par rapport à la somme globale de la plus-value et des dépenses d'État effectuées par la bourgeoisie), sommes que *la bourgeoisie elle-même veut bien* allouer à la santé publique (Engels a dit dans *La question du logement* que les épidémies infectieuses dans les villes épouvantent la bourgeoisie elle-même [134]), à l'instruction publique (il faut bien que la bourgeoisie ait des ouvriers spécialisés, capables de s'adapter au niveau élevé de la technique !), etc., on conçoit qu'il est loisible, dans le domaine de *ces menues* questions, de discourir sur la « paix sociale », sur la nuisibilité de la lutte de classes, etc. De quelle lutte de classes peut-il donc être question ici, quand la bourgeoisie elle-même fait des dépenses pour subvenir aux « besoins de la population », pour la médecine, l'instruction ? A quoi ser-

virait la révolution sociale si, par le truchement des administrations autonomes locales, on peut, petit à petit et graduellement, étendre la « propriété collective », « socialiser » la production : les voitures omnibus, les abattoirs, que mentionne bien à propos l'honorable I. Larine ?

L'opportunisme petit-bourgeois de cette « tendance » est que l'on oublie les *frontières étroites* de ce qu'on appelle le « socialisme municipal » (de fait, le capitalisme municipal, comme le disent avec juste raison les social-démocrates anglais contre les fabiens). On oublie que, tant que la bourgeoisie domine comme classe, elle ne peut permettre de toucher, fût-ce du point de vue « municipal », aux *fondements* de sa domination ; que si la bourgeoisie permet, tolère le « socialisme municipal », c'est parce qu'il ne touche pas aux *fondements* de sa domination, n'atteint pas les sources *importantes* de sa richesse, ne s'étend qu'au domaine local, étroit des dépenses que la bourgeoisie elle-même *met* à la disposition de la « population ». Il suffit de connaître tant soit peu le « socialisme municipal » en Occident pour savoir que toute tentative faite par les municipalités *socialistes* pour dépasser si peu que ce soit le mode de gestion habituel, c'est-à-dire menu, mesquin et qui n'apporte pas d'allégement *sérieux* à l'ouvrier, toute tentative de toucher un peu au *capital* provoque toujours et absolument le veto énergique du pouvoir central de l'Etat bourgeois.

Et c'est cette erreur fondamentale, cet opportunisme petit-bourgeois des fabiens d'Europe occidentale, des possibilistes et des bernsteiniens, que nos municipalisateurs reprennent à leur compte.

Le « socialisme municipal », c'est le socialisme dans les problèmes d'*administration locale*. Ce qui dépasse le cadre des intérêts *locaux*, des fonctions de l'*administration* d'Etat, c'est-à-dire tout ce qui a trait aux sources essentielles du revenu des classes dirigeantes et aux principaux moyens d'en assurer la domination, tout ce qui touche non pas à l'administration de l'Etat, mais à son *organisation*, dépasse *par là même* le domaine du « socialisme municipal ». Or, nos esprits éclairés passent outre à la question épineuse de la terre, question intéressant toute la nation et qui touche de la façon la plus directe aux intérêts vitaux des clas-

ses dirigeantes, *en rangeant* cette question parmi « les problèmes d'administration autonome locale » ! En Occident, on municipalise les omnibus et les abattoirs, pourquoi ne municipaliserions-nous pas la meilleure moitié de toutes les terres ? raisonne la gent intellectuelle russe. Cela pourrait servir en cas de restauration, et au cas où le démocratisme du pouvoir central serait incomplet !

Cela fait un socialisme agraire dans la révolution bourgeoise, un socialisme tout ce qu'il y a de plus petit-bourgeois, qui escompte une *atténuation* de la lutte de classes dans les questions *aiguës*, *en rangeant* ces dernières dans la catégorie des menus problèmes concernant uniquement l'administration locale. En fait, la question de l'exploitation de la moitié des meilleures terres ne saurait être ni une question locale, ni une question d'administration. C'est une question qui intéresse l'ensemble de l'Etat, elle concerne l'organisation non seulement de l'Etat des propriétaires fonciers, mais aussi de l'Etat bourgeois. Et faire miroiter devant le peuple l'idée selon laquelle il serait possible, avant l'accomplissement de la révolution socialiste, de développer le « socialisme municipal » dans l'agriculture, c'est se livrer à la plus impardonnable démagogie. Le marxisme permet d'introduire la nationalisation dans le programme de la révolution bourgeoise, parce que la nationalisation est une mesure bourgeoise, parce que la rente absolue entrave le développement du capitalisme, et que la propriété privée du sol y fait obstacle. Mais il faut transformer le marxisme en opportunisme intellectuel fabien, pour intégrer au programme de la révolution bourgeoise la municipalisation des grands domaines.

C'est là qu'apparaît devant nous la différence entre les méthodes petites-bourgeoises et prolétariennes dans la révolution bourgeoise. La petite bourgeoisie, même la plus radicale — notre parti socialiste-révolutionnaire y compris — ne prévoit pas la lutte de classes *après* la révolution bourgeoise, mais le bien-être général et l'apaisement. C'est pourquoi elle « fait son petit nid » à l'avance, apporte ses plans de réformes petites-bourgeoises dans la révolution bourgeoise, parle de toutes sortes de « normes », de « régler » la possession foncière, d'affermir le principe du travail et la petite économie, etc. La méthode petite-

bourgeoise est celle de l'établissement des rapports d'une paix sociale aussi étendue que possible. La méthode prolétarienne tend *exclusivement* à déblayer le chemin de tout ce qui est moyenâgeux, à déblayer le chemin pour la *lutte de classes*. Aussi, toutes les «normes» de possession foncière, le prolétaire peut laisser aux petits exploitants le soin d'en discuter ; ce qui l'intéresse, c'est seulement l'abolition des latifundia féodaux, la suppression de la propriété privée du sol comme *ultime* obstacle à la lutte de classes dans l'agriculture. Dans la révolution bourgeoise, ce ne sont pas les réformes petites-bourgeoises qui nous intéressent, ni le futur « petit nid » des petits exploitants apaisés ; ce sont les conditions de la lutte prolétarienne contre tout apaisement petit-bourgeois sur le terrain bourgeois.

C'est cet esprit antiprolétarien que la municipalisation introduit dans le programme de la révolution agraire *bourgeoise*, car, loin d'étendre et d'accentuer la lutte de classes, en dépit de l'opinion profondément erronée des mencheviks, elle ne fait que l'*atténuer*. Elle l'atténue en admettant le démocratisme local alors que le démocratisme du centre demeure incomplet. Elle l'atténue aussi par l'idée d'un « socialisme municipal », ce dernier *n'étant possible* en société bourgeoise qu'*à l'écart* de la grand-route de la lutte, uniquement dans les menues questions locales de peu d'importance, où *même* la bourgeoisie peut céder, accepter la réconciliation sans perdre la possibilité de maintenir sa domination comme classe.

La classe ouvrière doit offrir à la société bourgeoise le programme le plus pur, le plus conséquent, le plus décisif d'une révolution bourgeoise jusques et y compris la nationalisation bourgeoise du sol. Le prolétariat se détourne avec mépris des réformes petites-bourgeoises dans la révolution bourgeoise ; ce qui nous intéresse, c'est la liberté pour la lutte, et non la liberté pour le bonheur petit-bourgeois.

L'opportunisme des intellectuels dans le parti ouvrier suit, naturellement, une autre ligne. Au lieu d'un large programme révolutionnaire de bouleversement bourgeois, l'attention se porte sur une utopie petite-bourgeoise : sauvegarder le démocratisme local face au non-démocratisme du centre, assurer aux petites réformes un coin de l'éco-

nomie municipale à l'écart des grosses « mésaventures », éviter les conflits agraires extrêmement graves, selon la recette des antisémites, c'est-à-dire en rangeant une question nationale d'importance dans le domaine des menus problèmes locaux.

### 8. QUELQUES EXEMPLES DE LA CONFUSION ENGENDRÉE PAR LA MUNICIPALISATION

Quelle confusion le programme « municipalisateur » a jetée dans la tête des social-démocrates, à quelle situation désespérée il a voué propagandistes et agitateurs, c'est ce qu'attestent les faits suivants.

I. Larine est, sans conteste, un menchevik en vue, réputé dans la littérature politique. A Stockholm, il a pris, comme il ressort des procès-verbaux, la part la plus vive à l'adoption du programme. Sa brochure *Question paysanne et social-démocratie*, qui fait partie d'une série de brochures de *Novy Mir*, est le commentaire presque officiel au programme menchevique. Et voici ce qu'écrit ce commentateur. Les dernières pages de sa brochure sont consacrées aux résultats du débat sur la réforme agraire. L'auteur prévoit une triple issue à ces transformations : 1° les lots complémentaires données en propre aux paysans contre indemnité sont « l'issue la moins avantageuse pour la classe ouvrière, les couches inférieures de la paysannerie et tout le développement de l'économie nationale » (103). La seconde issue est la meilleure et la 3e, bien qu'improbable, c'est « la proclamation sur le papier de la jouissance égalitaire obligatoire ». Il semblerait que nous soyons en droit d'attendre que la seconde issue, selon l'avis du partisan du programme municipalisateur, doive consister dans la municipalisation ? Non. Ecoutez plutôt :

« Peut-être toutes les terres confisquées *ou même toutes les terres en général* seront-elles déclarées *propriété d'Etat* et mises à la disposition de l'administration autonome locale pour être distribuées *gratuitement* (??) en jouissance à tous ceux qui les exploitent réellement, bien entendu, sans introduire obligatoirement dans toute la Russie la jouissance égalitaire et sans interdire le travail salarié. Pareille solution du problème, on l'a vu, assure au mieux les intérêts immédiats du prolétariat et les intérêts généraux du mouvement socialiste, ainsi qu'une meilleure productivité du travail, question

essentielle de la vie en Russie. Voilà pourquoi les social-démocrates doivent défendre et appliquer une réforme agraire (?) justement de cette nature. Elle aura lieu lorsque dans la révolution qui aura atteint son plus haut développement les éléments conscients du développement social seront forts » (p. 103. C'est nous qui soulignons).

Si I. Larine ou d'autres mencheviks s'imaginent que là se trouve exposé le programme de municipalisation, l'erreur devient tragi-comique. La remise de *toutes* les terres en propre à l'Etat, c'est *la nationalisation du sol*, et l'on ne saurait se représenter pouvoir en disposer autrement que par les administrations autonomes locales fonctionnant dans le cadre de la loi générale de l'Etat. A un tel programme, non de « réformes », bien entendu, mais de révolution, je souscris sans réserve, à l'exception du paragraphe concernant la distribution « gratuite » même à ceux des exploitants qui emploient de la main-d'œuvre salariée. Promettre une chose pareille au nom de la société bourgeoise, cela conviendrait mieux à un antisémite qu'à un social-démocrate. Croire à la possibilité d'une telle issue dans le cadre du développement capitaliste, un marxiste ne saurait le faire, il n'y a pas de raison non plus de tenir pour désirable la remise de la rente aux fermiers-entrepreneurs. Mais, à l'exception de ce paragraphe, qu'il faudrait, selon toute probabilité, expliquer par un lapsus de l'auteur, il reste indubitable que dans une brochure menchevique populaire, la *nationalisation du sol* est prêchée comme étant la meilleure issue face au développement suprême de la révolution.

Le même Larine, sur la question de savoir ce qu'il faut faire avec les terres privées, écrit :

« En ce qui concerne les terres privées occupées par de grands domaines capitalistes productifs, les social-démocrates n'en conçoivent point la confiscation pour le partage entre les petits exploitants. Alors que le rendement moyen d'une petite exploitation paysanne sur une terre propre ou prise à bail n'atteint pas 30 pouds par déciatine, le rendement moyen d'une exploitation rurale capitaliste dépasse en Russie 50 pouds » (64).

Ce disant, Larine jette en somme par-dessus bord l'idée de la révolution agraire *paysanne*, car ses chiffres moyens de rendement concernent *toutes* les terres seigneuriales.

Si l'on n'estime pas possible une montée plus large et plus rapide de la productivité du travail dans une petite exploitation rurale affranchie du servage, « le soutien de toutes les actions révolutionnaires de la paysannerie en général, jusques et y compris la confiscation des terres seigneuriales » est dénué de sens. Et puis Larine oublie qu'en ce qui concerne la question de savoir « pourquoi les social-démocrates conçoivent la confiscation des exploitations capitalistes », il existe une décision du congrès de Stockholm.

C'est le camarade Stroumiline qui a apporté à ce congrès un amendement, demandant d'intercaler après les mots : développement économique (dans la résolution) « en insistant, par conséquent, pour que les grosses économies capitalistes confisquées continuent d'être exploitées selon le mode capitaliste dans l'intérêt du peuple entier et à des conditions susceptibles de mieux assurer les besoins du prolétariat agricole » (p. 157). L'amendement a été repoussé *par toutes les voix contre une* (*ibid.*).

Mais la propagande dans les masses se poursuit néanmoins sans tenir compte de la décision du congrès ! La municipalisation est une chose si embrouillée, par suite du maintien de la propriété privée des lots de terre communautaire que, involontairement, les commentaires du programme diffèrent de la décision du congrès.

K. Kautsky, que l'on a si fréquemment et si injustement cité en faveur de tel ou tel programme (injustement parce qu'il déclinait énergiquement les propositions de se prononcer nettement sur ce point, se bornant à expliquer quelques vérités d'ordre général), Kautsky, que l'on invoquait, comme un fait exprès, même en faveur de la municipalisation, écrivait à M. Chanine, en avril 1906 :

« J'entendais sans doute par municipalisation autre chose que vous, et peut-être que Maslov. Voici ce que j'entendais par là : la grosse propriété foncière sera confisquée et, à l'avenir aussi, l'exploitation sera faite en grand par communautés (!) ou par organisations plus étendues, ou bien la terre sera donnée à bail à des associations productives. Je ne sais si la chose est possible en Russie, je ne sais pas non plus si les paysans l'accepteraient. Je ne dis pas que nous devions l'exiger, je pense seulement que *si* les autres l'exigent, nous pourrions fort bien l'accepter. Ce serait une intéressante expérience*. »

* M. Chanine, *La municipalisation ou le partage pour la remise*

Il semble que ces citations suffisent pour montrer comment des gens qui sympathisaient parfaitement ou qui sympathisent avec le programme de Stockholm, le *détruisent* au moyen de leurs commentaires. La faute ici, c'est la confusion sans nom d'un programme théoriquement lié à la négation de la théorie de la rente de Marx et pratiquement adapté à l'impossible cas « moyen » du démocratisme local, face au non-démocratisme du pouvoir central et qui, au point de vue économique, revient à introduire des réformes petites-bourgeoises, prétendument socialistes, dans le programme de révolution bourgeoise.

## CHAPITRE V

## LES CLASSES ET LES PARTIS DANS LES DÉBATS À LA DEUXIÈME DOUMA SUR LA QUESTION AGRAIRE

Il nous semble non sans utilité d'aborder encore sous un autre aspect la question du programme agraire du parti ouvrier dans la révolution bourgeoise russe. L'analyse des conditions économiques de la révolution et des développements politiques en faveur de tel ou tel programme doit être complétée par un tableau de la lutte des divers partis et classes, embrassant, dans la mesure du possible, tous les intérêts et faisant une nette délimitation des contrastes existants. Seul un tel tableau peut donner une idée du phénomène envisagé (la lutte pour la terre dans la révolution russe) *dans son ensemble*, en excluant le caractère unilatéral et fortuit de certaines appréciations, en vérifiant les déductions théoriques par le sens pratique des personnes

---

*en propriété*. Vilna, 1907, p. 4. M. Chanine exprime très justement un doute sur le point de savoir si l'on peut ranger Kautsky parmi les partisans de la municipalisation, et proteste contre la réclame menchevique (dans la *Pravda* [135] menchevique de 1906) à propos de Kautsky. Dans sa lettre publiée par Maslov, Kautsky dit expressément: « Nous pouvons laisser aux paysans le soin de décider des *formes* que doit revêtir la propriété du sol, enlevée aux grands propriétaires fonciers. Je regarderais comme une faute de vouloir leur imposer quoi que ce soit à cet égard » (p. 16. *Contribution à la question du programme agraire*. Maslov et Kautsky. Ed. « Novy Mir », M. 1906). Cette déclaration parfaitement précise de Kautsky exclut justement la municipalisation que les mencheviks *imposent* aux paysans.

intéressées. En tant que personnes isolées, n'importe quels représentants des partis et des classes peuvent se tromper, mais lorsqu'ils se produisent dans l'arène publique, face à l'ensemble de la population, les erreurs individuelles sont forcément corrigées par les groupes ou les classes intéressés à la lutte. Les classes ne se trompent pas : d'une façon générale elles traduisent leurs intérêts et leurs tâches politiques en tenant compte des conditions de la lutte et de l'évolution sociale.

Pour tracer ce tableau, nous disposons d'un excellent matériel dans les comptes rendus sténographiques des deux Doumas. Nous prenons la deuxième Douma, car elle reflète indéniablement la lutte des classes dans la révolution russe avec plus de plénitude et de maturité : les élections à la deuxième Douma n'ont été boycottées par aucun parti influent. Le regroupement politique des députés est bien plus net à la IIe Douma. Les groupes parlementaires sont plus cimentés et plus étroitement liés aux partis correspondants. L'expérience de la Ire Douma a été suffisamment riche pour permettre à tous les partis de fixer, de façon plus réfléchie, leur ligne de conduite. Pour toutes ces raisons il faut préférer la deuxième Douma. Nous n'invoquerons les débats de la Ire Douma que pour compléter ou expliquer les déclarations faites à la deuxième Douma.

Pour que le tableau de la lutte des classes et des partis dans les débats de la deuxième Douma soit plus complet et plus fidèle, il faut envisager à part chacun des groupes importants de la Douma ayant son visage propre et le caractériser par des passages tirés des principaux discours sur les points essentiels de la question agraire. Pour ce qui est des orateurs de seconde main, il est impossible et il n'est pas besoin de les citer tous. Nous ne signalerons que ceux qui ont apporté quelque chose de nouveau ou qui ont clarifié un aspect quelconque de la question d'une façon qui mérite de retenir l'attention.

Les groupes essentiels des députés de la Douma, qui se sont nettement fait remarquer au cours des débats agraires, sont les suivants : 1° les droitiers et les octobristes ; la différence entre eux, on le verra, ne s'est point manifestée d'une façon quelque peu sensible à la deuxième Douma ; 2° les cadets ; 3° les paysans droitiers et octobristes, qui se

placent, on le verra, plus à gauche que les cadets ; 4° les paysans sans-parti ; 5° les populistes ou les intellectuels troudoviks, qui se placent un peu plus à droite que les 6° paysans troudoviks ; ensuite 7° les socialistes-révolutionnaires ; 8° les « nationaux » qui représentent les nationalités non russes ; et 9° les social-démocrates. La position du gouvernement, nous la signalerons en liaison avec le groupe de la Douma avec lequel il s'accorde essentiellement.

### 1. LES DROITIERS ET LES OCTOBRISTES

C'est le comte Bobrinski, qui, dans son discours du 29 mars 1907 (18e séance de la IIe Douma), a exprimé le mieux la position des droitiers dans la question agraire. Après avoir échangé des mots avec le prêtre de gauche Tikhvinski au sujet des saintes écritures et de leurs préceptes demandant l'obéissance aux autorités, et mentionné « la page la plus pure, la plus lumineuse de l'histoire russe » (1289 *) — l'affranchissement des paysans (nous y reviendrons plus loin) — le comte aborde « à visage découvert » la question agraire. « Il y a quelque 100-150 ans, presque partout en Europe occidentale les paysans vivaient aussi pauvres, aussi accablés et aussi ignorants que maintenant chez nous. C'était la même communauté que chez nous en Russie, avec repartage par tête d'habitant, cette survivance typique du féodalisme » (1293). Maintenant, poursuit l'orateur, les paysans d'Europe occidentale vivent dans la suffisance. Quel est donc le miracle, se demande-t-on, qui a fait du « paysan miséreux et accablé un citoyen utile, aisé, qui se respecte et respecte les autres » ? « Il ne saurait y avoir qu'une seule réponse : ce miracle a été accompli par la propriété personnelle du paysan, propriété si exécrée ici, à gauche, et que nous, les droitiers, défendrons de toute la vigueur de notre intellect, de toute la puissance de notre conviction sincère, car nous savons que c'est dans cette propriété que résident la force et l'avenir de la Russie » (1294). « Depuis le milieu du siècle dernier la chimie agronomique a fait d'étonnantes ... découvertes dans le domai-

* Les chiffres, qui ne seront pas suivis d'autres indications, désignent partout les pages du compte rendu sténographique.

ne de la nutrition des plantes, et les paysans de l'étranger — les petits propriétaires à l'égal (??) des grands — ont su mettre à profit ces découvertes de la science et réaliser, en faisant usage des engrais chimiques, des récoltes encore plus abondantes. Et maintenant, alors que sur notre excellent tchernoziom nous obtenons de 30 à 35 pouds de grains, et que parfois nous n'obtenons même pas les semences, à l'étranger on atteint d'année en année une moyenne de 70 à 120 pouds, selon le pays et les conditions climatiques. Et voilà résolu le problème agraire. Ce n'est pas un rêve ni de la fantaisie. C'est un exemple historique, riche d'enseignements. Et ce ne sont pas les traces de Pougatchev et de Stenka Razine [136] que suivra le paysan russe en criant « La racaille à l'avant ! » [137] (oh ! comte, n'en soyez pas trop sûr !), « il suivra la seule bonne voie que suivirent tous les peuples civilisés, celle de ses voisins d'Europe occidentale, celle, enfin, de nos frères polonais, la voie des paysans de l'Ouest russe, qui ont déjà compris tout ce qu'il y a de funeste dans le système des enclaves que la possession en soit communautaire ou par feu, et ont commencé à implanter par endroit des petites fermes isolées » (1296). Le comte Bobrinski dit ensuite, très justement d'ailleurs, que « cette voie a été tracée en 1861 lors de l'émancipation des paysans ». Il conseille de ne pas lésiner sur la dépense de « dizaines de millions » pour « former une classe aisée de paysans propriétaires ». Puis il déclare : « tel est, Messieurs, dans ses grandes lignes, notre programme agraire. Il ne s'agit pas de promesses électorales ni de propagande. Notre programme ne veut pas démolir les normes sociales et juridiques existantes » (il veut faire périr par la violence des millions de paysans), « ce n'est pas un programme de périlleuses fantaisies, mais un programme parfaitement réalisable » (voire !) « et éprouvé » (ce qui est vrai est vrai). « Et il est grand temps de laisser là le rêve d'on ne sait quel particularisme économique du peuple russe... Mais comment s'expliquer que des projets absolument irréalisables, comme celui du groupe du Travail et celui du parti de la liberté du peuple, aient été soumis à une sérieuse assemblée législative ? Car enfin, jamais aucun parlement du monde n'a entendu parler de mainmise sur toute la terre au profit du Trésor, ou bien de retrait des terrains apparte-

nant à Pierre pour les remettre à Paul... L'apparition de ces projets est le résultat d'un désarroi » (belle explication !)... « Ainsi, paysannerie russe, tu as le choix entre deux voies : la première est large et paraît facile — c'est celle de la mainmise et de l'aliénation forcée, à laquelle on t'a appelée, d'ici. Attrayante au début, elle s'en va en déclivités légères, mais aboutit à un précipice » (pour les seigneurs terriens ?) « et représente la ruine tant pour la paysannerie que pour l'ensemble de l'Etat. La seconde voie, étroite et couverte de ronces, s'élève en pente, mais conduit vers les cimes de la vérité, du droit et d'une solide prospérité » (1299).

Comme le lecteur le voit, c'est le programme gouvernemental. C'est ce programme que Stolypine réalise par sa fameuse loi agraire, d'après l'article 87. Ce même programme a été formulé par Pourichkévitch dans ses thèses agraires (20e séance, 2 avril 1907, pp. 1532-1533). C'est ce programme qu'ont défendu partiellement aussi les octobristes, depuis Sviatopolk-Mirski au premier jour des débats sur la question agraire (19 mars), jusqu'à Kapoustine (« il faut donner la terre aux paysans en propriété et non en jouissance, comme on le propose » — 24e séance, 9 avril 1907, p. 1805 —, le discours de Kapoustine a été applaudi par la droite et « une partie du centre »).

Le programme des Cent-Noirs et des octobristes ne contient pas la moindre allusion à la défense des formes économiques précapitalistes, par exemple, à la glorification de l'agriculture patriarcale, etc. La défense de la communauté qui, naguère encore, comptait de chauds partisans au sein de la haute bureaucratie et parmi les seigneurs terriens, a cédé définitivement la place à une haine furieuse contre la communauté. Les Cent-Noirs se placent entièrement sur le terrain de l'évolution capitaliste, préconisent absolument un programme économique progressiste européen ; ce fait, il faut le souligner expressément, parce que chez nous est très répandu un point de vue vulgaire et simpliste sur le caractère de la politique réactionnaire des seigneurs terriens. Si les libéraux présentent souvent les Cent-Noirs comme des pitres et des sots, il faut dire que pareille caractéristique est beaucoup plus applicable aux cadets. Quant à nos réactionnaires, ils se distinguent

par une conscience de classe bien nette. Ils savent parfaitement ce qu'ils veulent, où ils vont, sur quelles forces ils ont à compter. Ils n'ont pas l'ombre d'une indécision ou d'une hésitation (tout au moins, à la IIe Douma : dans la première il y avait le « désarroi » des sieurs Bobrinski !). On sent chez eux un lien bien net avec une classe parfaitement déterminée, qui a l'habitude de commander et qui a apprécié *très justement* les conditions nécessaires pour maintenir sa domination dans le cadre *capitaliste* et défend ses intérêts sans scrupule, ceci dût-il hâter le dépérissement, l'accablement, l'expulsion de millions de paysans. L'esprit réactionnaire du programme des Cent-Noirs ne consiste pas à consacrer des rapports ou un système propres au régime précapitaliste (à cet égard tous les partis à l'époque de la deuxième Douma se placent déjà, à proprement parler, sur le terrain de la reconnaissance du capitalisme, considéré comme acquis), mais à développer le capitalisme à la manière *des junkers, afin de* renforcer le pouvoir et les revenus du propriétaire foncier, d'assigner une base nouvelle, plus solide, à l'édifice de l'autocratie. L'action ne dément pas la parole de ces messieurs : nos réactionnaires sont eux aussi des « hommes d'action » comme disait Lassalle à propos des réactionnaires allemands, pour les distinguer des libéraux.

Que pensent ces hommes de l'idée de la nationalisation du sol ? par exemple, de la nationalisation partielle avec indemnité de rachat, nationalisation qu'exigeaient les cadets à la première Douma, laissant, comme les mencheviks, la propriété des petits terrains et créant avec les terres qui restent une réserve d'Etat ? N'ont-ils pas aperçu dans l'idée de nationalisation la possibilité de renforcer la bureaucratie, d'affermir le pouvoir bourgeois central contre le prolétariat, de rétablir le « féodalisme d'Etat » et l'« expérience chinoise » ?

Au contraire, ce qui les met en rage, c'est la moindre allusion à la nationalisation du sol, et ils la combattent comme s'ils eussent emprunté leurs arguments à Plékhanov. Voici, par exemple, un propriétaire de droite, le gentilhomme Vettchinine. « Je pense, disait-il à la 39e séance, 16 mai 1907, que la question de l'aliénation forcée doit être résolue par la négative du point de vue juridique.

Les partisans de cette opinion oublient que la violation des droits des propriétaires privés est propre aux Etats qui se trouvent placés à un degré inférieur du développement social et politique. Il n'est que de nous rappeler la période moscovite, lorsqu'on enlevait souvent les terres aux propriétaires privés au profit du tsar, pour les remettre ensuite à ses courtisans et aux monastères. A quoi a abouti cette attitude du gouvernement ? Les conséquences furent terribles » (619).

Voilà à quel replâtrage a servi la « restauration de la Russie moscovite » de Plékhanov! Et Vetchinine n'est pas seul à filer cette note. A la première Douma le propriétaire N. Lvov, cadet aux élections, a évolué plus tard à droite et, après la dissolution de la Ire Douma, a négocié avec Stolypine un portefeuille ministériel, cet individu-là posait la question absolument dans le même sens. « Ce qui frappe dans le projet des 42, disait-il à propos du projet cadet déposé à la Ire Douma, c'est le cachet de ce même ancien despotisme bureaucratique qui veut tout niveler » (12e séance, 19 mai 1906, pp. 479-480). Il a « *intercédé* », tout à fait dans l'esprit de Maslov, en faveur des nationalités non russes : « comment lui soumettre (au nivellement) toute la Russie et la Petite-Russie, et la Lituanie, et la Pologne, et les provinces Baltes ? » (479). Il menaçait : « Il vous faut créer à Saint-Pétersbourg une immense chancellerie agraire... entretenir dans chaque recoin tout un personnel de fonctionnaires » (480).

Ces cris au bureaucratisme et à la féodalisation, autour de l'idée de la nationalisation, les cris de nos municipalisateurs qui, mal inspirés, ont copié le modèle allemand, constituent positivement le motif essentiel de tous les discours des droitiers. Voici Chidlovski, octobriste, qui, contre l'aliénation forcée, accuse les cadets de prêcher l'« inféodation » (12e séance de la IIe Douma, 19 mars 1907, p. 752). Voici Choulguine qui clame que la propriété est inviolable, que l'aliénation forcée « creuse la tombe de la culture et de la civilisation » (16e séance, 26 mars 1907, p. 1133). Choulguine invoque — il ne dit pas seulement si c'est d'après *les Cahiers* de Plékhanov [138] — la Chine du XIIe siècle, le triste résultat de l'expérience chinoise avec la nationalisation (p. 1137). Voici Skirmount à la Ire Dou-

ma : C'est l'Etat qui sera propriétaire ! « De nouveau c'est pour la bureaucratie l'Eldorado » (10e séance, 16 mai 1906, p. 410). Voici l'octobriste Tantsov qui s'exclame à la IIe Douma : « Avec bien plus de raison encore ces reproches (à propos du servage) peuvent être rejetés vers la gauche et vers le centre. Qu'est-ce donc que préparent effectivement ces projets pour les paysans, sinon leur asservissement à la terre ; sinon ce même servage, seulement sous une autre forme, où les propriétaires fonciers seront remplacés par des usuriers et des fonctionnaires » (39e séance, 16 mai 1907, p. 653).

Certes, l'hypocrisie de ces clameurs à propos du bureaucratisme éclate aux yeux, car précisément les paysans qui réclament la nationalisation ont mis en avant cette idée remarquable des comités agraires locaux, élus au suffrage universel, direct, égal et au scrutin secret. Cependant, les propriétaires Cent-Noirs *sont obligés* de se saisir de tous les arguments possibles et imaginables contre la nationalisation. L'instinct de classe leur suggère que la nationalisation dans la Russie du XXe siècle est intimement liée avec la république paysanne. Dans d'autres pays où, par suite des conditions objectives, la révolution agraire paysanne est impossible, il en va certes autrement, — par exemple, en Allemagne où les Canitz peuvent sympathiser avec les plans de nationalisation ; où les socialistes ne veulent même pas entendre parler de nationalisation ; où le mouvement bourgeois en faveur de la nationalisation se borne à un sectarisme d'intellectuels. Afin de combattre la révolution paysanne, les hommes de la droite devaient s'affirmer devant les paysans, comme les champions de la *propriété paysanne* contre la nationalisation. Nous avons vu l'exemple de Bobrinski. En voici un autre, celui de Vetchinine : « Cette question (de la nationalisation du sol) doit, bien entendu, être résolue par la négative, puisqu'elle ne trouve pas de sympathie même dans la sphère paysanne : ils veulent posséder la terre à titre de propriété, et non à titre de location à bail » (39e séance, p. 621). Seuls propriétaires fonciers et ministres pouvaient parler *de la sorte au nom* des paysans. J'estime superflu, étant donné la notoriété de ce fait, de reproduire des passages des discours de MM. Gourko, Stolypine et d'autres héros analogues qui se dépensent sans compter pour la propriété.

Une seule exception parmi les droitiers, c'est le Cosaque Karaoulov de la région du Térek, que nous avons déjà mentionné plus haut *. D'accord en partie avec le cadet Chingarev, Karaoulov disait que les populations cosaques forment une « immense communauté agraire » (1363) ; que « la propriété privée du sol doit être abolie plutôt » que la communauté ; et il s'est affirmé pour une « large municipalisation du sol, la transformation en propriété de régions entières » (1367). En même temps, il s'est plaint contre les chicanes de la bureaucratie, il disait que « nous n'étions pas les maîtres de notre bien » (1368). Nous avons déjà dit plus haut ce que valent ces sympathies cosaques pour la municipalisation.

### 2. LES CADETS

Comme tous les partis, c'est leur nature véritable que les cadets ont exprimé le plus pleinement et le plus complètement à la IIe Douma. Ils « se sont retrouvés » en occupant la place du centre, en critiquant, « du point de vue de l'Etat », les droitiers et les gauches. Leur nature contre-révolutionnaire, les cadets l'ont révélée, en effectuant une nette évolution à droite. Et comment ont-ils marqué ce tournant dans la question agraire ? Ils ont définitivement jeté par-dessus bord tout ce qui restait de l'idée de nationalisation du sol, complètement renoncé au plan de constitution d'une « réserve agraire de l'Etat » et se sont affirmés pour la remise des terres *en propre* aux paysans. Oui, les conditions sont devenues telles dans la révolution russe que tourner à droit, c'est tourner du côté de la propriété privée du sol !

L'orateur officiel du parti cadet pour la question agraire, l'ancien ministre Kutler, est passé d'emblée à la critique des gauches (12e séance, 19 mars 1907). « Du moment que personne ne propose d'abolir la propriété en général, a lancé ce digne collègue de Witte et Dournovo, il faut reconnaître pertinemment l'existence de la propriété du sol » (737). Cet argument coïncide entièrement avec les raisonnements des Cent-Noirs. De même que le cadet Kutler,

* Voir le présent tome, p. 353. (*N.R.*)

le Cent-Noir Kroupenski clamait : « Tant qu'à partager, il faut partager tout » (784).

En vrai fonctionnaire, Kutler s'est arrêté longuement à la question des diverses normes de « dotation » des paysans. Sans s'appuyer sur aucune classe unie, l'intellectuel libéral et fonctionnaire libéralisant *tourne* la question de savoir *combien* de terre *précisément* il y a chez les propriétaires fonciers, combien *on peut* en prendre. Il préfère parler des « normes » afin d'*obscurcir la question* sous couleur de la porter au niveau de l'Etat, de cacher que les cadets *maintiennent* l'économie du seigneur terrien. « Même le gouvernement, disait M. Kutler, a entrepris d'étendre la jouissance foncière du paysan » (734), il n'y a donc rien d'irréalisable dans ce beau projet bureaucratique des cadets ! Insistant sur le côté pratique et les possibilités de réalisation, le cadet, bien entendu, jette un voile sur le fait que le critère pour lui est la possibilité de persuader les terriens, autrement dit d'adapter son projet à leurs intérêts, de *se faire bien voir des Cent-Noirs* en préconisant la conciliation suprême des classes. « Il me semble, Messieurs, disait Kutler, que l'on peut se représenter les conditions politiques où le projet de loi relatif à la nationalisation du sol pourrait recevoir force de loi, mais je ne puis me représenter dans un proche avenir les conditions politiques où cette loi pourrait être effectivement appliquée » (733). Ce qui revient à dire : on peut se représenter le renversement du pouvoir des propriétaires ultra-réactionnaires, mais moi je ne me représente pas cela, et c'est pourquoi je cherche à m'adapter au pouvoir en question.

Pour convaincre que la propriété paysanne du sol était préférable aux plans des troudoviks en général et à la « jouissance égalitaire » en particulier, M. Kutler argumentait ainsi : « Si pour cela (pour égaliser la terre), des fonctionnaires sont spécialement nommés, il y aura un despotisme incroyable, une immixtion sans exemple dans la vie du peuple. Sans doute se propose-t-on de remettre l'affaire aux organismes locaux de l'administration autonome, à des personnes élues par la population elle-même, mais peut-on estimer que la population est parfaitement garantie contre l'arbitraire de ces gens, que ceux-ci agiront toujours selon son intérêt, que la population n'aura à en souffrir au-

cun grief ? Je pense que les paysans ici présents savent que les personnes qu'ils ont élues eux-mêmes, les mandataires et les baillis des cantons, oppriment le plus souvent la population tout comme les fonctionnaires » (740). Peut-on imaginer hypocrisie plus infâme ? Les cadets offrent eux-mêmes des commissions agraires où les propriétaires fonciers prédominent (moitié propriétaires, moitié paysans, sous la présidence d'un fonctionnaire ou d'un propriétaire foncier), et ils mettent les paysans en garde contre le despotisme et l'arbitraire de leurs élus ! Seuls des charlatans politiques sans scrupules peuvent protester *de la sorte* contre l'égalisation du sol, car il n'y a chez eux ni principes du socialisme (comme chez les social-démocrates qui prouvent l'impossibilité de l'égalisation, mais qui soutiennent entièrement les comités locaux), ni principes de la salutaire propriété privée des propriétaires fonciers (comme chez les Bobrinski).

A la différence des droitiers et des gauches, le plan des cadets ne se caractérise pas par ce qu'ils disent, mais par ce qu'ils ne disent pas : par la composition des comités agraires, qui doivent *faire accepter* aux paysans une « seconde libération », c'est-à-dire leur faire payer trois fois plus les terres médiocres. Pour estomper le *fond* de la question, les cadets de la deuxième Douma (aussi bien que de la première) ont recours à de véritables procédés d'escroquerie. Voyez Monsieur Chingarev. Il se pose en progressiste, répète à la manière des libéraux des vérités banales contre la droite ; il gémit comme de juste contre la violence et l'anarchie qui « ont valu à la France un siècle de dures perturbations » (1355), mais admirez la façon dont il s'en tire dans la question des comités agraires :

« Le député Evréinov *, dit-il, a soulevé des objections

* Le socialiste-révolutionnaire Evréinov a dit à la même séance (18e séance, 29 mars 1907) : « Ces comités (agraires), ainsi que le suppose le parti de la liberté du peuple, doivent être formés de propriétaires terriens et de paysans en nombre égal, et ils auront comme arbitres des fonctionnaires qui donneront assurément l'avantage aux non-paysans. Pourquoi alors le parti de la liberté du peuple, tout en s'appelant du nom de « liberté du peuple », ne fait-il pas confiance à des comités élus non de façon bureaucratique, mais démocratique ? Sans doute parce que si les comités sont élus de la sorte, c'est assurément une énorme majorité de paysans, c'est-à-dire des représentants

à propos des comités agraires. Je ne sais pas (sic ! !) sur quoi il fonde ses objections; jusqu'à présent nous n'en avons pas parlé du tout (*mensonge* !) ; je ne sais pas de quel projet il parle, pourquoi il parle de défiance envers le peuple. Un tel projet n'a pas encore été présenté à la Douma d'Etat et il fonde ses objections, visiblement, sur des malentendus. Je me joins entièrement aux députés de gauche Ouspenski et Volk-Karatchevski, qui ont parlé de règlements provisoires, de la nécessité de créer des organismes agraires locaux. Je pense que ces organismes seront créés, et un de ces jours le parti de la liberté du peuple déposera sans doute un projet de loi correspondant, que nous discuterons alors » (1356).

Eh bien, n'est-ce point là de l'escroquerie ? est-ce que cet individu pouvait vraiment n'être pas informé des débats de la Ire Douma sur les comités locaux, ni de l'article publié alors dans la *Retch* ? Pouvait-il ne pas comprendre cette déclaration parfaitement claire d'Evréinov ?

Il a cependant promis de déposer « un de ces jours » un projet de loi, direz-vous. Tout d'abord, la promesse de restituer le produit d'une escroquerie ne détruit pas le fait de cette escroquerie. En second lieu, voici ce qui s'est passé « un de ces jours ». M. Chingarev a parlé le 29 mars 1907. Le 9 avril, c'est le cadet Tatarinov qui disait : « Maintenant, Messieurs, j'aborderai encore une question, qui, ce me semble» (« ce me semble » seulement !), « provoque de vifs débats, savoir la question formulée par tous les partis placés à gauche de nous : la question des comités agraires locaux. Tous ces partis affirment la nécessité de constituer des comités agraires locaux sur la base du suffrage universel, égal, direct et au scrutin secret, en vue de résoudre la question agraire sur place. L'an dernier, nous nous sommes

---

de leurs intérêts, qui en feront partie ? Je demande alors si le parti de la liberté du peuple fait confiance aux paysans. Car nous nous rappelons qu'en 1858 le gouvernement, lors de la réforme agraire, fit renvoyer la question devant les comités locaux. Il est vrai que c'étaient des comités de nobles, mais le gouvernement n'est pas le parti de la liberté du peuple, il représente les gens riches, et, en général, les classes possédantes. Il s'appuie sur les nobles et leur fait confiance. Le parti de la liberté du peuple, lui, entend s'appuyer sur le peuple et ne fait pas confiance à ce peuple » (1326).

prononcés à cet égard très catégoriquement contre les comités, et nous en faisons autant aujourd'hui » (1783).

Ainsi, dans une question *aussi importante* que celle relative aux conditions *réelles* de « l'aliénation forcée », préconisée par les cadets, deux cadets disent des choses différentes, se jettent de côté et d'autre sous les coups des partis de gauche qui dévoilent ce que les cadets voulaient laisser secret ! M. Chingarev dit d'abord : « je ne sais pas », puis : « je suis d'accord avec les gauches » ; ensuite : « un de ces jours il y aura un projet de loi». M. Tatarinov dit : «Aujourd'hui comme hier, nous sommes catégoriquement contre.» Il ajoute encore ce raisonnement selon lequel on ne doit pas fractionner la Douma en mille doumas, on ne doit pas renvoyer la question agraire jusqu'à l'application des réformes politiques, jusqu'à l'introduction du suffrage universel, etc. Mais, ce sont de nouveau des faux-fuyants. Il n'est pas du tout question de savoir à quel moment telle ou telle mesure sera appliquée ; à ce propos, les gauches de la IIe Douma ne pouvaient avoir aucun doute. Il s'agit de savoir quels sont chez les cadets les *plans véritables* « d'aliénation forcée » : lequel contraint l'autre, le propriétaire le paysan, ou le paysan le propriétaire ? Seule la composition des comités agraires répond à cela. Cette composition est arrêtée par les cadets dans l'éditorial de Milioukov de la *Retch*, et dans le projet de Kutler, et dans l'article de Tchouprov (cité plus haut *), mais *à la Douma les cadets n'ont rien dit de cette composition*, ils ont laissé sans réponse la question posée de front par Evréinov.

On ne saurait trop insister qu'en agissant ainsi, les représentants d'un parti au parlement, *les libéraux, trompent le peuple.* Au sujet des Bobrinski et des Stolypine, il n'est guère personne qui se trompe. Pour ce qui est des cadets, beaucoup ne veulent pas analyser ou sont incapables de comprendre la véritable signification des mots d'ordre et phrases politiques.

Ainsi, les cadets sont contre toutes les formes de jouissance collective de la terre **, contre l'aliénation gratuite,

* Voir le présent tome, p. 258. (*N.R.*)

** Particulièrement remarquables sont, sous ce rapport, les débats à la Ire Douma sur le renvoi du projet agraire des 33 (relatif à

contre les comités agraires locaux où prédominent les paysans, contre la révolution en général, et, notamment, contre la révolution agraire paysanne. Leur attitude à l'égard de la « réforme » paysanne de 1861 jette la lumière sur leur politique de louvoiement entre la gauche et la droite (en vue de livrer les paysans aux propriétaires). Les gauches, nous allons le voir plus loin, en parlent tous avec dégoût et indignation, comme d'une corde jetée au cou des paysans par les propriétaires. Les cadets sont solidaires de ceux de la droite, ils se laissent attendrir devant une telle réforme.

Le comte Bobrinski a dit : « On a traîné ici dans la boue la page la plus pure, la plus lumineuse de l'histoire russe... La cause de la libération des paysans est au-dessus de tout reproche... la grande, la radieuse journée que celle du 19 février 1861 » (29 mars, pp. 1289, 1299).

Kutler a dit : « la grande réforme de 1861 ... le gouvernement par la bouche du président du Conseil abdique l'histoire russe, ses pages les meilleures et les plus lumineuses » (26 mai, pp. 1198-1199).

Ce jugement sur l'aliénation forcée, véritablement appliquée, jette plus de lumière sur le programme agraire cadet que tous les projets et discours faits pour cacher leurs pensées. Si l'on considère comme la page la plus lumineuse le dépouillement des paysans de leurs terres par les propriétaires fonciers, le triple rachat des terres médiocres et l'application des chartes réglementaires [139] par des exécutions militaires, il devient évident qu'ils veulent obtenir une « seconde libération », un deuxième asservissement des paysans au moyen du rachat. Bobrinski et Kutler se montrent

---

l'abolition de la propriété privée de la terre). Les cadets (Petrounkevitch, Moukhanov, Chakhovskoï, Frenkel, Ovtchinnikov, Dolgoroukov, Kokochkine) s'élevèrent furieusement contre le renvoi d'un *tel* projet en commission, entièrement soutenus sur ce point par Heiden. Les arguments cadets sont indécents de la part d'un libéral qui se respecte quelque peu ; ce sont des dérobades policières de valets d'un gouvernement réactionnaire. Renvoyer en commission, disait par exemple M. Pétrounkévitch, c'est reconnaître que jusqu'à un certain point la conception d'un pareil projet est « possible ». M. Jilkine a fait honte aux cadets (23e séance, 8 juin 1906), en disant qu'il aurait renvoyé en commission et le projet en question et celui de l'extrême droite. Mais les cadets et la droite, par 140 voix contre 78, ont blackboulé le renvoi du projet en commission !

solidaires dans le jugement qu'ils portent sur la réforme de 1861. Mais le jugement de Bobrinski traduit nettement et fidèlement les intérêts bien compris des propriétaires fonciers, c'est pourquoi il clarifie la conscience de classe des masses. Les Bobrinski se font élogieux ? C'est donc que les propriétaires ont profité. Le jugement de Kutler, traduisant la pauvreté d'esprit d'un rond-de-cuir qui toute sa vie courbe l'échine devant les propriétaires fonciers, est plein d'hypocrisie et obscurcit la conscience des masses.

Ceci étant, il importe de marquer aussi un autre aspect de la politique des cadets dans la question agraire. Tous les hommes de gauche se rangent nettement aux côtés des paysans en tant que force combattante, expliquent la nécessité de lutter, montrent le caractère féodal du gouvernement. Les cadets avec les hommes de droite se placent au « point de vue de l'Etat » et repoussent la lutte de classes.

Kutler déclare qu'il ne faut pas « remanier à fond les rapports agraires » (732). Savéliev met en garde contre la possibilité de « heurter une foule d'intérêts », en disant : « Le principe du rejet complet de la propriété ne serait pas sans inconvénient, et sa mise en application peut entraîner des complications très grandes et très sérieuses, notamment si nous tenons compte du fait que chez les gros propriétaires possédant plus de cinquante déciatines, il y a énormément de terre, à savoir 79 440 000 déciatines » (26 mars 1907, p. 1088 ; le paysan parle des latifundia pour démontrer la nécessité de leur suppression ; le libéral pour démontrer la nécessité de servilité). Chingarev considérerait comme « le plus grand malheur » la prise de possession de la terre par le peuple (1355). Roditchev chante comme un rossignol : « nous n'attisons pas la haine de classe, nous voudrions oublier le passé » (632, 16 mai 1907). Kapoustine en fait autant : « Notre tâche est de semer partout la paix et la justice, au lieu de semer et d'attiser la haine de classe » (1810, 9 avril). Kroupenski s'indigne du discours du socialiste-révolutionnaire Zimine, discours « plein de haine pour les classes possédantes » (783, 19 mars). En un mot, cadets et droitiers sont unanimes à condamner la lutte de classes. Mais les hommes de droite savent ce qu'ils font. A la classe visée par la lutte, la propagande de la lutte de classes ne peut pas ne pas être nuisible et dangereuse. Les droitiers respectent

fidèlement les intérêts des propriétaires féodaux. Et les cadets ? Ils *luttent*, ils prétendent lutter ! Ils veulent « contraindre » les propriétaires fonciers qui détiennent le pouvoir, et ils condamnent la lutte de classes ! Est-ce ainsi qu'en a usé la bourgeoisie véritablement militante, et non prosternée devant les propriétaires, en France par exemple ? N'avait-elle pas appelé le peuple à la lutte, attisé la haine de classe, créé la théorie de la lutte de classes ?

### 3. LES PAYSANS DE DROITE

On trouve à titre d'exception, à la deuxième Douma, de vrais paysans de droite : le nommé Rémentchik (de la province de Minsk) est peut-être le seul ; il ignore tout de la communauté et des « fonds », il défend ardemment la propriété (la I^re^ Douma comptait beaucoup de paysans polonais et de l'Ouest de la Russie qui sont pour la propriété). Cependant, ce Rémentchik se prononce lui aussi en faveur d'une aliénation « d'après une évaluation faite en bonne justice » (648), c'est-à-dire qu'il se révèle proprement un cadet. Si les autres « paysans de droite » de la deuxième Douma sont rangés par nous dans un groupe distinct, c'est parce qu'ils sont indéniablement plus à gauche que les cadets. Voyez Pétrotchenko (province de Vitebsk). Il commence par dire qu'il « défendra jusqu'à la mort le tsar et la patrie » (1614). Les hommes de droite applaudissent. Mais voilà qu'il aborde la question de la « pénurie de la terre ». « Vous aurez beau multiplier les débats, dit-il, vous ne créerez pas un autre globe terrestre. Force sera donc de nous donner cette terre. Un orateur a dit ici que nos paysans étaient incultes et ignorants, que l'on aurait tort, qu'il serait inutile de leur donner beaucoup de terre, puisqu'ils n'en tireraient quand même aucun profit. Evidemment, la terre nous était de peu de profit, c'est-à-dire à ceux qui n'en possédaient pas. Pour ce qui est d'être ignorants, eh bien nous ne demandons pas autre chose que de la terre pour la gratter, en toute balourdise. Pour ma part, je pense qu'il ne sied point à un noble, assurément, de s'embarrasser de terre. On a dit ici que la loi ne permet pas de toucher aux terres des particuliers. Certes, je suis d'avis que les lois doivent être respectées. Mais pour remédier à la pénurie de

terre, il faut justement confectionner une loi qui permettrait de faire tout cela légalement. Pour ne léser personne, le député Kutler a offert de bonnes conditions. Sans doute, que, en homme riche, il a demandé trop cher ; nous autres paysans, qui sommes pauvres, nous ne pouvons pas payer autant. Quant à savoir comment nous devons vivre, par communauté, par famille ou par petite ferme séparée, j'estime pour ma part qu'il faut laisser chacun vivre comme bon lui semble » (1616).

Entre ce paysan de droite et le libéral russe, il y a un abîme. Le premier est dévoué en paroles au vieux pouvoir ; en réalité, il veut obtenir de la terre, il lutte contre les propriétaires et n'acceptera pas de payer une indemnité de rachat au taux des cadets. Le second lutte en paroles pour la liberté du peuple ; en fait, il organise un deuxième asservissement des paysans aux propriétaires fonciers et à l'ancien pouvoir. Le second ne peut évoluer que vers la droite, de la Ire Douma à la deuxième, de la IIe à la IIIe. Le premier, ayant perdu l'espoir de se voir « allouer » de la terre, ira d'un autre côté. Nous aurons peut-être bien plus intérêt à faire route avec le paysan de « droite » qu'avec le cadet « libéral », « démocrate »...

Voici le paysan Chimanski (province de Minsk). « Je viens ici défendre la foi, le tsar et la patrie, et demander de la terre... non sans doute par le pillage, mais par voie pacifique, d'après une évaluation faite en bonne justice... Voilà pourquoi, au nom de tous les paysans, je demande aux membres de la Douma, aux propriétaires fonciers, qu'ils montent à cette tribune et disent qu'ils désirent céder la terre aux paysans, selon une évaluation faite en bonne justice, et alors nos paysans les remercieront, bien entendu, et je pense que notre père le tsar les remerciera aussi. Quant aux propriétaires qui n'accepteront pas la chose, je demande à la Douma d'Etat d'imposer leur terre de taxes progressives, de sorte qu'avec le temps ils nous céderont aussi, cela ne fait pas de doute, quand ils auront appris qu'un gros morceau déchire la gorge » (1617).

Ce paysan de droite entend par aliénation forcée et par évaluation en bonne justice tout autre chose que les cadets. Les cadets trompent non seulement les paysans de gauche, mais *aussi ceux de droite*. Que penseraient les paysans de

droite des plans cadets de constitution de comités agraires (à la manière de Kutler ou de Tchouprov : voir t. II de la *Question agraire*), s'ils en avaient pris connaissance, c'est ce que montre la proposition suivante du paysan Melnik (octobriste, province de Minsk). « J'estime de mon devoir, disait-il, de faire en sorte que les paysans fassent partie de la commission (agraire) dans la proportion de 60% ; je parle des paysans qui connaissent pratiquement la misère (!) et qui sont au courant de la situation de la paysannerie, et non point de ceux des paysans qui n'en portent peut-être que le nom. Cette question est celle de la prospérité des paysans et, en général, des pauvres gens, elle n'a aucun sens politique. Il faut choisir des hommes capables de résoudre, pour le bien du peuple, cette question pratiquement et non politiquement » (1285). Ces paysans de droite iront loin à gauche, lorsque la contre-révolution leur aura montré l'importance politique des « questions relatives à la prospérité des pauvres gens » !

Afin de montrer combien sont loin les uns des autres les représentants de la paysannerie monarchiste et ceux de la bourgeoisie monarchiste, je citerai des passages tirés du discours du prêtre « progressiste » Tikhvinski, qui parlait, par endroits au nom de l'Union paysanne et du groupe du Travail. « Notre paysannerie dans sa masse aime le tsar, disait-il. Je voudrais bien être ce bonnet qui rend invisible ou un tapis magique pour me précipiter au pied du trône et dire : Sire, ton premier ennemi, le premier ennemi du peuple, c'est un ministère non responsable... La paysannerie laborieuse ne demande qu'une chose, c'est d'appliquer strictement le principe : « toute la terre au peuple entier... » (en ce qui concerne le rachat :)... « Ne craignez rien, Messieurs de la droite, remettez-vous-en à notre peuple, il ne vous fera pas tort. (Des voix à droite : « merci ! merci ! ») Maintenant je citerai le rapporteur du parti de la liberté du peuple. Il dit que le programme du parti de la liberté du peuple n'est pas loin de celui de la paysannerie et du groupe du Travail. Non, Messieurs, ce programme en est bien loin. Le rapporteur nous a dit : « Admettons que notre projet est moins juste, mais il est plus pratique. » Messieurs, on sacrifie la justice à des considérations pratiques ! » (789).

Par ses vues politiques, ce député se place au niveau du cadet. Mais quelle différence entre sa naïveté campagnarde et les « praticiens » du barreau, du corps des fonctionnaires, du journalisme libéral !

### 4. LES PAYSANS SANS-PARTI

Les paysans sans-parti offrent un intérêt particulier, comme interprètes des opinions de la masse campagnarde, la moins consciente et la moins organisée. Nous citerons donc des passages tirés des discours de tous les sans-parti *, d'autant plus qu'ils ne sont pas nombreux : Sakhno, Sémionov, Moroz, Afanassiev.

« Messieurs les représentants du peuple, disait Sakhno (province de Kiev), il est difficile aux députés paysans de monter à cette tribune et de donner la réplique à ces messieurs les riches propriétaires. A l'heure actuelle, les paysans vivent très pauvrement parce qu'ils n'ont pas de terre ... Le paysan a à souffrir du fait du propriétaire foncier parce que celui-ci l'opprime terriblement... Pourquoi le propriétaire foncier peut-il détenir beaucoup de terre, tandis qu'il ne reste aux paysans que le royaume du ciel ?... Ainsi donc, Messieurs les représentants du peuple, en m'envoyant ici les paysans m'ont chargé de défendre leurs besoins ; ils demandent la terre et la liberté ; que toutes les terres du Domaine, celles de la Couronne, les terres des apanages, des particuliers et des monastères soient aliénées de force, gratuitement... Sachez, Messieurs les représentants du peuple, que l'homme qui a faim ne peut rester tranquille quand il voit que, malgré son malheur, le pouvoir est aux côtés de messieurs les propriétaires. Il ne peut pas ne pas désirer la terre, même si la chose est contraire à la loi ; c'est le besoin qui l'y oblige. L'homme qui a faim est prêt à tout, parce qu'il est poussé par le besoin de ne tenir compte de rien, car il a faim et il est pauvre » (1482-1486).

Le discours du paysan sans-parti Sémionov (de la province de Podolsk, député par les paysans) est de même sans artifice et vigoureux par sa simplicité :

---

* Pour déterminer l'appartenance des députés de la deuxième Douma d'Etat à tel ou tel groupe ou parti, nous avons consulté une publication officielle de la Douma : la liste des députés selon les partis et les groupes. Certains députés sont passés d'un parti à un autre, mais d'après les journaux, il est impossible d'établir ces changements. Au surplus, utiliser les diverses sources dans cette question, ce serait y apporter de la confusion.

... « Une misère extrême se trouve justement au fond des préoccupations des paysans qui souffrent depuis des siècles sans terre. Ils attendent depuis deux cents ans que quelque bien leur tombe du ciel, mais il n'en tombe pas. Les biens sont aux mains de messieurs les grands propriétaires fonciers qui, grâce à nos grands-pères et à nos pères, ont pu se procurer ce sol, alors qu'il appartient à Dieu, et non aux propriétaires fonciers... Je comprends fort bien que la terre appartient à l'ensemble du peuple laborieux qui la travaille... Le député Pourichkévitch a dit : « La révolution, au secours », qu'est-ce que c'est ? Mais si on leur enlève la terre par aliénation forcée, c'est eux qui seront la révolution, pas nous ; nous serons tous des combattants, des hommes aimables... Avons-nous 150 déciatines, comme le prêtre ? Et les monastères ? Et les églises ? Quel besoin en ont-ils ? Non, Messieurs, fini de ramasser les trésors et de les garder en poche, il faut vivre à sa guise. Le pays s'y reconnaîtra, Messieurs, je comprends tout fort bien, nous sommes d'honnêtes citoyens, nous ne faisons pas de politique, comme l'a dit un des orateurs précédents. ...Eux (les propriétaires fonciers), ils ne font que s'engraisser avec notre sang, avec notre sève. Nous n'oublierons pas, nous ne leur ferons pas tort, à eux aussi nous donnerons de la terre. Si nous comptons que la part de chaque famille sera de 16 déciatines, il en restera encore à raison de 50 déciatines pour messieurs les grands propriétaires... Des milliers, des millions d'hommes souffrent, tandis que ces messieurs font ripaille... Et dès qu'il s'agit du service militaire, nous le savons : il tombe malade, « il a de la terre dans son pays ». Mais où est-il son pays ? Il n'en a pas du tout. Son pays, c'est de figurer sur les listes comme quoi il y est né, qu'il confesse telle religion, mais il n'a point de terre. Maintenant, voilà ce que je dis : le peuple m'a demandé que les terres appartenant à l'Eglise, aux monastères, au Domaine, aux apanages et les terres seigneuriales aliénées soient remises au peuple laborieux qui les travaillera, et qu'on les mette à la disposition des autorités locales : là on se débrouillera. Je vous dirai que le peuple m'a envoyé pour demander la terre, la liberté et toutes les libertés civiles ; nous vivrons et nous ne dirons pas que ceux-ci sont les maîtres et ceux-là les paysans, nous serons tous des êtres humains et chacun sera maître dans son coin » (1930-1934).

Quand on lit un tel discours d'un paysan qui « ne fait pas de politique », il apparaît de toute évidence que la mise en application d'un programme agraire non seulement stolypinien, mais aussi cadet, demande des dizaines d'années de violence systématique contre la masse paysanne, d'assommades systématiques, d'extermination par la torture, par la prison et la déportation de tous les paysans qui pensent et qui veulent agir en toute liberté. Stolypine le comprend et agit en conséquence. Les cadets, en partie, ne le comprennent pas, par suite de l'étroitesse d'esprit propre

aux fonctionnaires et aux professeurs libéraux ; en partie, ils dissimulent les faits hypocritement, « gardent pudiquement le silence », comme en ce qui concerne les exécutions militaires de 1861 et des années qui suivirent. Si donc ces violences systématiques et qui ne reculent devant rien s'enferrent sur des obstacles intérieurs ou extérieurs, l'honnête paysan sans-parti, qui « ne fait pas de politique », installera en Russie une république paysanne.

Le paysan Moroz en un bref discours a déclaré simplement : « Il faut enlever la terre aux prêtres et aux propriétaires fonciers » (1955). Il a invoqué ensuite l'Evangile (ce n'est pas la première fois dans l'histoire que les révolutionnaires bourgeois puisent leurs mots d'ordre dans l'Evangile)... « Si tu n'apportes pas au prêtre du pain et une demi-bouteille d'eau-de-vie, il ne baptisera pas l'enfant... Ils parlent encore du saint Evangile, et ils lisent : « Demandez, et il vous sera donné, frappez, et l'on vous ouvrira. » Nous demandons, demandons, mais on ne nous donne rien ; nous frappons, on ne nous donne pas ; il faudra donc forcer la porte et prendre ? Messieurs, ne laissez pas forcer la porte, donnez de bon gré, et il y aura alors émancipation, liberté, et les choses iront bien pour vous comme pour nous » (1955).

Voici le paysan sans-parti Afanassiev qui juge de la « municipalisation » cosaque, non du point de vue cosaque, mais du point de vue d'« un quasi-étranger ». « Je dois dire, Messieurs, tout d'abord que je suis représentant de la paysannerie de la région du Don, qui compte plus de 1 000 000 d'hommes et dont je suis ici le seul délégué ; cela suffit à montrer que nous y sommes quasiment des étrangers... Ce qui m'étonne infiniment, c'est de savoir si vraiment Pétersbourg nourrit la campagne. Non, au contraire. J'ai servi autrefois à Pétersbourg pendant plus de vingt ans ; à ce moment déjà j'ai pu constater que ce n'était pas Pétersbourg qui nourrissait la campagne, c'était la campagne qui nourrissait Pétersbourg. C'est bien ce que je constate encore aujourd'hui. Toutes ces admirables architectures, tous ces bâtiments, ces constructions, toutes ces belles et superbes maisons, tout cela est l'œuvre des paysans comme il y a vingt-cinq ans... Pourichkévitch a cité un exemple qui montre que le Cosaque possède plus de vingt déciatines

de terre, et qu'il souffre aussi de la faim. Pourquoi n'a-t-il pas dit où était cette terre ? Il y a de la terre, il y a de la terre également en Russie, mais qui en est le possesseur ? Du moment qu'il savait qu'il y avait une telle quantité de terre, et ne l'a pas dit, c'est que c'est un homme injuste, et s'il ne le savait pas, il ne fallait pas commencer à en parler. Et si vraiment il ne le savait peut-être pas, alors je vous prie, Messieurs, de me permettre de le lui dire où elle est, cette terre, et combien il y en a, et qui la possède. Si on la dénombre, on constatera que dans la région des Cosaques du Don, les haras particuliers détiennent 753 546 déciatines. Maintenant, je voudrais mentionner encore l'élevage du cheval par les Kalmouks, ce qu'on appelle territoires des nomades. On y compte en général un total de 165 708 déciatines. Ensuite, les gens riches tiennent à bail 1 055 919 déciatines. Toutes ces terres sont détenues, non par ceux que Pourichkévitch a dénombrés, mais par des koulaks, par des richards qui nous oppriment ; ils reçoivent du bétail, nous écorchent de la moitié, et puis un rouble par déciatine, et puis un rouble pour la bête avec laquelle nous labourons. Et il nous faut nourrir notre famille, et encore les femmes et les enfants cosaques. Voilà pourquoi la famine règne chez nous. » Et l'orateur raconte que les fermiers reçoivent des 2 700 déciatines pour la fourniture de 8 chevaux « à la cavalerie » ; les paysans pourraient bien en fournir davantage. « Je vais vous dire comment j'ai voulu faire comprendre à notre gouvernement qu'il a grandement tort de ne pas le faire. J'ai écrit à la rédaction du *Selski Vestnik* pour qu'elle fasse imprimer cela. On m'a répondu que ce n'était pas à nous de faire la leçon au gouvernement. » C'est ainsi que sur la terre « municipalisée », donnée en propre à la région, le « gouvernement central non démocratique » crée de facto de nouveaux propriétaires fonciers : la municipalisation, comme l'a révélé Plékhanov, est une garantie contre la restauration...

« Le gouvernement nous a ouvert les portes toutes grandes par la Banque paysanne pour acquérir des terres, c'est bien là le collier qu'on nous a imposé en 1861. Le gouvernement veut nous transférer dans les régions sibériennes... ne ferait-on pas mieux d'y envoyer ceux qui possèdent des milliers de déciatines, et dont la terre qu'ils auront laissée ici nourrira combien de monde (a p p l a u d i s -

sements à gauche; des voix à droite: « C'est du vieux, c'est du vieux »)... Pendant la guerre avec le Japon, j'ai conduit mes recrues à travers les domaines (des grands propriétaires fonciers) dont j'ai parlé ici. Nous avions mis plus de 48 heures pour arriver jusqu'au point de rassemblement. Les soldats me demandent : « Où nous mènes-tu ?» Je leur dis : « Devant le Japon. » « Quoi faire ?» — « Défendre la patrie. » Moi-même, comme militaire, je sentais qu'il fallait défendre la patrie. Les soldats me disent : « C'est notre patrie ça, les terres des Lissetski, des Bésoulov, des Podkopaïlov ? Ouiche ! Il n'y a rien qui soit à nous. » Ils m'ont dit des choses que, voici plus de deux ans, je n'arrive pas à effacer de mon cœur... Par conséquent, Messieurs... je dois dire en somme que dans tous les droits qui existent en Russie, depuis les princes et en passant par les nobles, les Cosaques, les petits bourgeois et, sans employer le mot paysan, tous doivent être des citoyens russes et jouir de la terre, tous ceux qui la travaillent, qui y consacrent leur labeur, qui l'aiment et la chérissent. Travaillez, suez et profitez de la terre. Mais si tu ne veux pas y vivre, si tu ne veux pas la travailler, si tu ne veux pas y consacrer ton labeur, tu n'as pas non plus le droit d'en jouir » (1974) (26e séance, 12.IV. 1907).

« Sans employer le mot paysan » ! Cette admirable sentence est partie « du fond du cœur » du paysan, qui veut soustraire la possession terrienne à l'emprise des castes (« dans tous les droits qui existent en Russie »), qui veut anéantir jusqu'au nom de la caste inférieure, paysanne. « Que tous soient citoyens. » Le droit égal à la terre pour les travailleurs, ce n'est pas autre chose que l'application, conséquente jusqu'au bout, du point de vue de *l'exploitant* à la terre. *Il n'est point d'autres raisons* pour la possession terrienne (comme la possession « pour service » chez les Cosaques, etc.), point d'autres considérations ni d'autres rapports, sinon le droit de l'*exploitant* à la terre, considérations de « chérissement » de la terre, rapports de l'homme « consacrant son labeur » à la terre. C'est bien ainsi que doit se comporter le fermier qui aspire à un faire-valoir libre sur une terre libre, à voir supprimer tout ce qui lui est étranger, tout ce qui gêne, tout ce qui est vieux, *toutes les formes antérieures de possession terrienne*. Eh bien, ne serait-ce point là une application absurde d'une doctrine peu approfondie de la part des marxistes que de détourner cet exploitant de la nationalisation et de lui apprendre l'utilité de la propriété privée des terres communautaires ?

Le paysan Merkoulov (province de Koursk) a exprimé à la première Douma en ce qui concerne la nationalisation

des terres communautaires, la même idée que nous avons tirée plus haut des données relatives aux congrès de l'Union paysanne. « On cherche à nous faire peur, déclarait Merkoulov, en disant que le paysan lui aussi ne voudra pas se séparer du lopin de terre en sa possession. A cela je répondrai : qui donc le lui enlève ? Car enfin, même si la nationalisation est totale, seule sera aliénée la terre que l'exploitant ne travaille pas de ses propres forces, mais en recourant au travail salarié » (18e séance, 30 mai 1906, p. 822).

Voilà ce que dit un paysan qui avoue posséder en propre 60 déciatines de terre ; sans doute, abolir le travail salarié en société capitaliste ou l'interdire est une idée puérile, mais nous devons trancher les idées fausses là où commence l'erreur, à la « socialisation » et à l'interdiction du travail salarié *, et non à la nationalisation.

Le même paysan Merkoulov s'est opposé au projet cadet des 42, qui concorde avec la municipalisation sur le point suivant : les lots concédés par la communauté resteraient en propriété, tandis que les terres seigneuriales seraient données en jouissance. C'est « une sorte de transition d'un régime à un autre »... « au lieu d'une forme de possession en voilà deux : la propriété privée et la jouissance à bail, c'est-à-dire deux formes de possession terrienne qui, loin d'être collées ensemble, sont directement opposées » (823).

### 5. LES POPULISTES INTELLECTUELS

Dans les discours des populistes intellectuels, notamment dans ceux des socialistes-populistes, c'est-à-dire des opportunistes du populisme, il faut distinguer deux courants : d'une part, la défense sincère des intérêts de la masse des paysans — de ce point de vue leurs discours produisent, pour des raisons que l'on comprend, une impression infiniment plus faible que les discours des paysans qui « ne font pas de politique » ; d'autre part, on perçoit en quelque sorte un relent de cadétisme, quelque chose comme une ten-

* Cette idée fausse, nous n'avons même pas besoin de la « trancher » puisque les troudoviks les plus « lucides », avec les « lucides » Péchékhonov à leur tête, *l'ont déjà tranchée.*

dance de petit-bourgeois intellectuel à adopter le point de vue de l'Etat. Il va sans dire que chez eux, *à la différence des paysans*, on voit une *doctrine* : ils luttent non pas au nom des misères et calamités dont ils ont directement conscience, mais au nom d'une doctrine connue, d'un système de conceptions qui représentent, en l'altérant, le contenu de la lutte.

« La terre aux travailleurs », proclame M. Karavaïev dans son premier discours et il définit la loi agraire de Stolypine, d'après l'article 87, comme la « destruction de la communauté », comme un « objectif politique » : « la formation d'une classe particulière, celle des bourgeois campagnards ».

« Nous savons que ces paysans sont effectivement le premier appui de la réaction, un sûr appui de la bureaucratie. Mais le gouvernement, en faisant ce calcul, s'est lourdement trompé, puisque, à côté de cela, il y aura le prolétariat paysan. Je ne sais pas ce qui vaut mieux : le prolétariat paysan ou l'actuelle paysannerie insuffisamment pourvue de terre et qui, certaines mesures étant prises, pourrait recevoir une quantité suffisante de terre » (722).

Il y a là du populisme réactionnaire qui perce, dans le genre de M. V.V. : « Mieux » pour qui ? pour l'Etat ? pour l'Etat des grands propriétaires fonciers ou de la bourgeoisie ? Et pourquoi le prolétariat n'est-il pas « mieux » ? Parce que la paysannerie insuffisamment pourvue de terre « pourrait recevoir », c'est-à-dire pourrait être plus facilement apaisée, plus facilement transférée dans le camp de l'ordre, que le prolétariat ? C'est ce qui *ressort* chez M. Karavaïev : ne dirait-on pas qu'il veut recommander à Stolypine et Cie une « garantie » plus sûre *contre* la révolution sociale !

Si M. Karavaïev avait raison quant au fond, les marxistes ne pourraient soutenir la confiscation des terres seigneuriales en Russie. Mais M. Karavaïev a tort, car la « voie » stolypinienne paupérise plus qu'elle ne prolétarise, en retardant, par rapport à la révolution paysanne, le développement du capitalisme. Karavaïev lui-même disait — et très justement — que la politique stolypinienne enrichissait (non pas les éléments nouveaux, bourgeois, non pas les fermiers-capitalistes, mais) les propriétaires fonciers

*d'aujourd'hui* qui exploitent selon un mode mi-féodal. En 1895, le prix de la terre vendue par l'intermédiaire de la Banque « paysanne » était de 51 roubles la déciatine, en 1906, de 126 roubles (Karavaïev, 47e séance, 26 mai 1907, p. 1189). Les collègues de parti de M. Karavaïev, MM. Volk-Karatchevski et Délarov, ont expliqué avec encore plus de relief la valeur de ces chiffres. Délarov a montré que « jusqu'en 1905, durant les vingt ans et plus de son existence, la Banque paysanne n'avait acheté en tout et pour tout que 7,5 millions de déciatines » ; mais du 3 novembre 1905 au 1er avril 1907, elle avait acheté 3,8 millions de déciatines. En 1900, le prix de la déciatine était de 80 roubles ; en 1902, 108 ; en 1903, avant le mouvement agraire et la révolution russe, le prix s'est élevé à 109 roubles. Maintenant, il est de 126 roubles. « Alors que toute la Russie subissait des pertes énormes du fait de la révolution, les gros propriétaires fonciers russes *gagnaient d'immenses capitaux*. A ce moment ils avaient reçu plus de 60 millions de roubles des deniers publics » (1220. L'orateur considère 109 roubles comme un prix « juste »). M. Volk-Karatchevski est beaucoup plus exact, il ne reconnaît aucun prix comme « juste » et constate simplement qu'après le 3 novembre 1905 le gouvernement a déboursé aux propriétaires fonciers 52 millions de roubles pour les terres achetées par les paysans et 242 millions de roubles pour son propre compte ; au total « *295 millions de roubles des deniers publics ont été payés aux propriétaires nobles* » (1080. C'est nous qui soulignons partout). Ce n'est là, certes, qu'une partie infime de ce que coûte à la Russie l'évolution agraire bourgeois-junkers, une partie infime du *tribut* imposé à la croissance des forces productives au profit des féodaux et des bureaucrates ! C'est ce tribut aux propriétaires fonciers pour permettre à la Russie de se développer librement que maintiennent aussi les cadets (indemnité de rachat). Au contraire, la république bourgeoise des fermiers serait obligée de consacrer de telles sommes au développement des forces productives de l'agriculture, sous le nouveau régime *.

* Cf. *Kautsky, La question agraire en Russie* sur la nécessité d'affecter d'immenses capitaux au progrès agricole de la paysannerie. Les « municipalisateurs » peuvent objecter ici que la république

Enfin, il faut absolument mettre à l'actif des populistes intellectuels le fait que, contrairement aux Bobrinski et aux Kutler, ils se rendent compte de la duperie dont le peuple a été victime en 1861 ; en parlant de la fameuse réforme ils ne disent pas qu'elle est grande, mais qu'elle est « faite dans l'intérêt des propriétaires fonciers » (Karavaïev, 1193). La réalité, disait très justement M. Karavaïev de l'époque postérieure à la réforme, « a dépassé les plus sombres prédictions » de ceux qui en 1861 avaient défendu les intérêts de la paysannerie.

En ce qui concerne la *propriété* paysanne de la terre, M. Karavaïev a opposé directement aux soucis du gouvernement cette question aux paysans : « Messieurs les paysans-députés, vous êtes les représentants du peuple. Votre vie est celle des paysans, votre conscience est la leur. Au moment de partir, vos électeurs se sont-ils plaints de ne pas être sûrs de la possession terrienne ? Vous ont-ils dit quel était votre premier devoir à la Douma, votre première revendication : « Veillez à bien consolider la terre comme propriété privée, autrement vous ne remplirez pas notre mandat. » Non, direz-vous, on ne nous a pas donné ce mandat » (1185).

Les paysans n'ont pas réfuté cette déclaration ; ils l'ont confirmée par tout le contenu de leurs discours. Non point parce que le paysan russe est un « communautaire », un « antipropriétaire », mais parce que les conditions économiques lui dictent *à présent* une tâche : abolir toutes les formes anciennes de la possession du sol afin de créer un nouveau système d'économie.

Il faut mettre au passif des populistes intellectuels leurs développements prometteurs sur les « normes » de la pos-

---

bourgeoise dépensera pour l'entretien des troupes républicaines, tandis que le zemstvo démocratique... C'est le pouvoir central non démocratique qui prendra l'argent au zemstvo, honorables municipalisateurs ! D'ailleurs, l'apparition même d'un tel zemstvo sous le pouvoir central non démocratique, est impossible, c'est là un souhait innocent de petit bourgeois. Ce qui est réel, c'est seulement le rapport de la république bourgeoise (qui, comparée aux autres Etats, dépense le plus pour le développement des forces productives ; par exemple l'Amérique du Nord) et de la monarchie bourgeoise (qui depuis des dizaines d'années paie *tribut* aux junkers ; par exemple l'Allemagne).

session paysanne du sol. « Chacun conviendra, je pense, que pour résoudre correctement la question agraire, a déclaré M. Karavaïev, il faut les données suivantes : tout d'abord la norme de terre nécessaire pour exister, la norme de consommation, et, pour épuiser toute la quantité de travail, la norme de travail. Il faut savoir exactement quelle est la quantité de terre dont disposent les paysans, cela permettra de calculer combien il en manque. Ensuite, il faut savoir combien on en peut distribuer » (1186).

Nous sommes absolument opposés à cette façon de penser. Et nous affirmons, *en nous appuyant sur les déclarations des paysans à la Douma*, qu'il y a là un élément de bureaucratisme d'intellectuel, *étranger aux paysans*. Les paysans ne parlent pas de « normes ». Les normes, c'est une invention bureaucratique, un relent de la réforme féodale de 1861, de maudite mémoire. Guidés par un sûr instinct de classe, les paysans reportent le centre de gravité sur l'abolition de la propriété seigneuriale, et non sur les « normes ». Il ne s'agit pas de savoir combien « il faut » de terre. « Vous ne créerez pas un autre globe terrestre », comme s'est exprimé admirablement le paysan sans-parti dont nous avons parlé plus haut. Il s'agit de supprimer les latifundia féodaux *oppressifs* qui méritent d'être abolis même au cas où les « normes » auront été atteintes indépendamment de cela. Le populiste intellectuel en arrive à cette idée que du moment que la « norme » est atteinte, il est peut-être inutile de toucher aux propriétaires fonciers. Les paysans, eux, pensent différemment : « Paysans, *jetez-les bas* » (les propriétaires fonciers), disait le paysan Pianykh (socialiste-révolutionnaire) à la IIe Douma (16e séance, 26 mars 1907, p. 1101). Ce n'est pas parce qu'on n'atteint pas les « normes » qu'il faut jeter bas les propriétaires fonciers ; c'est parce que les exploitants ne veulent pas traîner sur leur dos des ânes et des sangsues. Entre l'un et l'autre raisonnements, « la différence est grande ».

Sans parler des normes, le paysan, avec un flair pratique remarquable, « prend le taureau par les cornes ». Il s'agit de savoir *qui* les établira ? Le prêtre Poïarkov à la Ire Douma l'a admirablement exprimé. « On se propose de fixer la norme de terre par personne, disait-il. *Qui fixera cette norme* ? Si ce sont les paysans eux-mêmes, il va sans dire

qu'ils ne se feront tort de rien ; mais si à côté des paysans ce sont les propriétaires terriens qui les fixent, on ne sait pas au juste qui l'emportera lors de leur établissement » (12e séance, 19 mai 1906, p. 488).

C'est anéantir tout ce bavardage sur les normes.

Chez les cadets, ce n'est pas du bavardage ; c'est *livrer* directement les moujiks aux propriétaires. Et M. Poïarkov, prêtre campagnard, bon enfant, qui avait sans doute vu, dans son village, les propriétaires libéraux à l'œuvre, a saisi d'instinct le mensonge.

« On craint, disait le même Poïarkov, qu'il n'y ait beaucoup de fonctionnaires ! Les paysans répartiront eux-mêmes la terre ! » (488-489). Voilà le nœud de la question. Les « normes » sentent vraiment le fonctionnaire. Chez les paysans, c'est autre chose quand ils disent : nous répartirons nous-mêmes sur place. De là l'idée des comités agraires locaux, qui traduit les intérêts véritables de la paysannerie dans la révolution et excite légitimement la haine des canailles libérales *. Avec un *tel* plan de *nationalisation*, il ne reste à l'Etat qu'à définir quelle terre peut servir de *fonds de peuplement*, ou exiger une intervention particulière (« les eaux et forêts qui intéressent l'ensemble de l'Etat », comme le dit notre programme actuel), c'est-à-dire qu'*il ne reste que ce que même* les « municipalisateurs » *estiment nécessaire de remettre à la disposition de « l'Etat démocratique »* (il fallait dire : de la république).

En comparant les développements sur les normes à la réalité économique, nous verrons tout de suite que les paysans sont des hommes d'action, et les intellectuels populistes, des hommes à paroles. La norme « de travail » aurait une importance *sérieuse* s'il y avait tentative d'interdire le travail salarié. Ces tentatives, la plupart des paysans les ont jetées par-dessus bord, et les socialistes-populistes les ont trouvées impossibles. S'il en est ainsi, la question de la

* Les gouvernements ouvriers dans les villes, les comités de paysans dans les campagnes (qui, à un moment donné, se transforment en des comités élus au suffrage universel, etc.), telle est la seule forme possible d'organisation de la révolution victorieuse, c'est-à-dire de la dictature du prolétariat et de la paysannerie. Il n'est pas étonnant que les libéraux abhorrent ces formes d'organisation des classes qui se battent pour la liberté !

« norme » tombe, et il reste le partage entre un nombre donné d'exploitants. La norme « de consommation » est une norme de misère, et en société capitaliste la paysannerie fuira toujours cette « norme » pour aller à la ville (nous y reviendrons tout à l'heure). Par conséquent, là encore il ne s'agit pas de la « norme » (qui change d'ailleurs chaque fois que changent la culture et la technique), mais du partage à effectuer entre le nombre réel d'exploitants, de la « délimitation » des exploitants véritables, qui sont capables de « chérir » la terre (par le travail et le capital) et les exploitants incapables, que l'on ne peut retenir dans l'agriculture et qu'il serait réactionnaire d'essayer de retenir.

Comme fait curieux, qui montre où les *théories* populistes mènent messieurs les populistes, nous citerons la référence de M. Karavaïev au *Danemark*. L'Europe, voyez-vous, « bute contre la propriété privée », et notre communauté « aide à résoudre le problème de la coopération ». « Le Danemark, à cet égard, offre un brillant exemple. » L'exemple est vraiment *brillant* contre les populistes. Nous voyons au Danemark une paysannerie *bourgeoise* des plus typiques, qui concentre le bétail laitier (cf. *La question agraire et « les critiques de Marx »*, § X*) et la terre. De la totalité d'exploitations rurales danoises, 68,3% possèdent jusqu'à un *hartkorn*, soit près de 9 déciatines. Elles n'ont que 11,1% de toute la terre. A l'autre pôle, 12,6% d'exploitations avec 4 *hartkorns* et plus (*36 déciatines et plus*) ; elles détiennent 62% de toute la terre (*N.S. Programmes agraires*, Ed. « Novy Mir », p. 7). Cela se passe de commentaires.

Fait intéressant : à la Ire Douma, c'est le libéral Herzenstein qui se prévalait du Danemark, tandis que les hommes de droite objectaient (dans les deux Doumas) : au Danemark, c'est la *propriété* paysanne. La nationalisation du sol est nécessaire chez nous pour permettre aux vieilles exploitations de se refaire en territoire « décloisonné », « sur le mode danois » ; quant à transformer les terres à bail en propriété, il n'y aura pas d'obstacle, si les paysans eux-mêmes l'exigent, car, *pour une question pareille*, toute la bourgeoisie et la bureaucratie soutiendront toujours la paysannerie. En outre, avec la nationalisation,

* Voir le présent tome pp. 181-193.(*N.R.*)

le développement du capitalisme (le développement « sur le mode danois ») fera des progrès *plus rapides* grâce à l'abolition de la propriété privée du sol.

### 6. LES PAYSANS TROUDOVIKS (POPULISTES)

Les paysans troudoviks et les paysans socialistes-révolutionnaires *ne se distinguent pas*, quant au fond, des paysans sans-parti. Vous voyez clairement, en comparant les discours des uns et des autres, les mêmes besoins, les mêmes revendications, la même conception du monde. Seulement les paysans membres de partis sont plus conscients, ils s'expriment plus nettement, ils comprennent mieux l'interdépendance des divers aspects de la question.

Le discours peut-être le meilleur est celui du paysan troudovik Kissélev, à la 26e séance de la deuxième Douma (12 avril 1907). Contrairement au « point de vue de l'Etat », qui est celui du rond-de-cuir libéral, le centre de gravité, ici, se reporte directement sur le fait que « toute la politique intérieure de notre gouvernement, dirigée *en fait* par les propriétaires terriens, vise entièrement à conserver la terre entre les mains des possesseurs actuels » (1943). L'orateur montre que c'est pour cela justement que l'on maintient le peuple « dans une ignorance crasse », et il s'arrête au discours de prince Sviatopolk-Mirski, octobriste. « Vous n'avez certainement pas oublié ses paroles terribles : « Laissez là toute pensée sur l'augmentation de la superficie terrienne des paysans. Conservez et soutenez les propriétaires privés. Sans les propriétaires fonciers, notre masse paysanne, fruste et ignorante, n'est qu'un troupeau sans berger. » Camarades paysans, faut-il ajouter à cela quelque chose pour vous faire comprendre les convoitises qui se cachent au cœur de ces messieurs nos bienfaiteurs ? N'est-il pas clair pour vous que jusqu'à présent ils soupirent après le servage, ils en ont la nostalgie ? Non, messieurs les bergers, en voilà assez... Je ne voudrais qu'une chose : que les paroles de ce gentilhomme de la lignée des Rurikovitch [140], toute la Russie paysanne, toute la terre russe les retienne à jamais ; que ces paroles brûlent comme une flamme dans le cœur de tout paysan et éclairent, plus éclatantes que le soleil, le gouffre qui existe entre nous et

les bienfaiteurs importuns. En voilà assez, messieurs les bergers... En voilà assez. Ce qu'il nous faut, ce ne sont pas des bergers, mais des chefs que nous saurons trouver sans vous et avec qui nous trouverons la route vers la lumière et la justice, vers la terre promise » (1947).

Le troudovik professe entièrement le point de vue du bourgeois révolutionnaire, qui s'abuse en croyant que la nationalisation du sol conduira à la « terre promise », mais qui lutte avec abnégation pour la *présente* révolution et s'oppose avec haine à l'idée de son amputation : « Le parti de la liberté du peuple renonce à une solution équitable de la question agraire ... Messieurs les représentants du peuple, une institution législative comme la Douma d'Etat peut-elle, en son comportement, sacrifier la justice aux choses pratiques ? Pouvez-vous édicter des lois, sachant par avance qu'elles sont injustes ?... Les lois injustes dont notre bureaucratie nous a gratifiés ne vous suffisent-elles pas, pour que nous en fassions encore nous-mêmes ?... Vous savez fort bien que pour des considérations pratiques — apaiser la Russie — on a lancé des expéditions punitives, proclamé l'état d'exception dans tout le pays ; que pour des considérations pratiques des cours martiales ont fonctionné. Mais dites-moi de grâce, lequel d'entre nous se montre enthousiasmé par cette action pratique ? Ne l'avez-vous pas maudite, vous tous ? Ne demandez pas comme l'ont fait ici quelques-uns » (l'orateur fait évidemment allusion au propriétaire cadet Tatarinov qui avait dit à la 24e séance, le 9 avril : « la justice, Messieurs, est une notion assez conventionnelle » ; « la justice, c'est l'idéal auquel nous aspirons tous, mais cet idéal demeure » (chez le cadet) « seulement un idéal, et je me demande s'il y aura moyen de le réaliser pratiquement », 1779), « ne demandez pas : Qu'est-ce que la justice ? L'homme, voilà la justice. L'homme est né, il est juste qu'il vive, et pour cela il est juste qu'il ait la possibilité de gagner en travaillant un morceau de pain »...

Vous voyez : cet idéologue de la paysannerie se place au point de vue typique du philosophe français du XVIIIe siècle. Il ne comprend pas que c'est l'histoire qui limite *sa* justice et en détermine le contenu. Mais il *veut*, et la classe qu'il représente *peut* au nom de cette justice abstraite

*balayer net* toutes les survivances du moyen âge. C'est bien ce contenu historique *réel* qui consiste dans la façon de poser la question : aucune considération « pratique » au détriment de la justice. Lisez : aucune concession au moyen âge, aux propriétaires fonciers, au vieux pouvoir. C'est le langage d'un représentant de la Convention. Mais pour le libéral Tatarinov, l'« idéal » de la liberté bourgeoise « demeure seulement un idéal », pour lequel il ne lutte pas sérieusement ; il ne sacrifie pas tout pour le réaliser et conclut un marché avec le propriétaire foncier. Les Kissélev peuvent mener le peuple à une révolution bourgeoise victorieuse ; les Tatarinov, seulement à la trahison.

... « Pour des raisons pratiques, le parti de la liberté du peuple invite à ne créer aucun droit sur la terre. Il craint que ce droit n'attire à la campagne une masse de citadins, et qu'il n'y ait alors que peu de terre pour chacun. Je voudrais d'abord demander ce que c'est que le droit à la terre. Le droit à la terre, c'est le droit au travail, le droit au pain, le droit à la vie, c'est le droit imprescriptible de tout homme. Comment pouvons-nous alors priver quelqu'un de ce droit ? Le parti de la liberté du peuple dit que si l'on donnait ce droit à tous les citoyens, et que l'on partageait entre eux la terre, il n'y en aurait pas beaucoup pour tout le monde. Mais le droit et l'exercice pratique de celui-ci ne sont pas du tout la même chose. Chacun de vous ici présents a le droit de vivre dans quelque Tchoukhloma, et cependant il vit ici ; inversement, ceux qui vivent à Tchoukhloma ont pareillement le droit de vivre à Pétersbourg, et cependant ils nichent dans leur trou. Il n'y a donc aucune raison de craindre que l'attribution du droit à la terre à tous ceux qui désirent la travailler, n'attire de la ville une foule de gens. Ne quitteront la ville pour la campagne que ceux qui n'ont pas rompu leurs attaches avec elle, ceux qui l'ont quittée dernièrement pour la ville... Ceux qui ont dans la ville un gain vraiment constant et assuré, n'iront pas à la campagne... Je pense que seule l'abolition totale et sans retour de la propriété privée du sol... etc... seule une telle solution peut être reconnue par nous comme satisfaisante » (1950).

Cette tirade, si typique pour un troudovik, pose une question intéressante : y a-t-il une différence entre de *tels* discours sur le droit au travail et les discours des démocrates petits-bourgeois français de 1848 sur ce même droit ? Dans l'un et l'autre cas, on a assurément une déclamation de démocrate bourgeois, qui exprime *vaguement* le contenu historique véritable de la lutte. Mais la déclamation du troudovik exprime *vaguement* les véritables *buts* de la

révolution *bourgeoise*, possible dans les conditions objectives (autrement dit : la révolution agraire paysanne est possible dans la Russie du XX^e siècle), tandis que la déclamation du Kleinbürger français de 1848 exprime vaguement les objectifs de la révolution *socialiste*, qui fut impossible en France au milieu du siècle dernier. En d'autres termes : le droit au travail de l'ouvrier français du milieu du XIX^e siècle exprimait le désir de rénover *toute* la petite production selon les principes de la coopération, du socialisme, etc. ; or cela fut *économiquement* impossible. Le droit au travail du paysan russe du XX^e siècle exprime le désir de rénover la petite production *agricole* sur la terre *nationalisée*, ce qui, *économiquement*, est tout à fait possible. Le « droit au travail » du paysan russe du XX^e siècle comporte, en plus d'une fausse théorie socialiste, un contenu bourgeois réel. Le droit au travail du petit bourgeois français et de l'ouvrier du milieu du XIX^e siècle, ce n'est *rien* d'autre qu'une fausse théorie socialiste. C'est cette différence que beaucoup de nos marxistes n'aperçoivent pas.

Or le troudovik montre lui-même le contenu *réel* de sa théorie : *tout le monde n'ira pas* à la terre, bien que « tout le monde y ait un droit égal ». Il est évident que *seuls ceux qui en ont les moyens*, iront à la terre ou s'y établiront à demeure. Abolir la propriété privée du sol, c'est abolir tous les obstacles qui empêchent *ceux qui en ont les moyens* de s'installer sur la terre.

Il n'est pas étonnant que, pénétré d'une foi indéfectible en la révolution paysanne et du désir de la servir, Kissélev parle avec mépris des cadets, de leur désir d'aliéner non pas toute la terre, mais une partie, de faire payer la terre, de renvoyer l'affaire dans des « institutions agraires d'appellation inconnue », en un mot, il parle de « la mésange déplumée par le parti de la liberté du peuple » (1950-1951). Il n'est pas étonnant non plus que Strouvé et ses semblables *dussent* prendre en haine les troudoviks, notamment après la II^e Douma : aussi longtemps que le paysan russe restera troudovik, les plans des cadets ne pourront réussir. Et lorsque le paysan russe aura cessé de l'être, la différence disparaîtra définitivement entre cadet et octobriste !

Citons rapidement les autres orateurs. Voici le paysan Nétchitaïlo : « Ceux qui sont saturés de sang, qui ont sucé

la moelle du paysan, les qualifient de malappris » (779). Golovine le coupe : le propriétaire foncier peut offenser le paysan, mais le moujik peut-il offenser... le propriétaire foncier ? « Ces terres qui appartiennent au peuple, on nous dit : achetez-les. Sommes-nous des étrangers venus d'Angleterre, de France, etc. ? Nous sommes des gens d'ici, pourquoi voulez-vous que nous achetions nos terres ? Nous les avons déjà dix fois payées de notre sang, de notre sueur, de notre argent » (780).

Voici le paysan Kirnossov (province de Saratov) : « Maintenant nous ne parlons plus que de la terre ; on nous dit encore: elle est sacrée, inviolable. Il n'est pas possible qu'elle soit inviolable; *du moment que le peuple le veut, il ne saurait y avoir rien d'inviolable**. (Une voix à droite : « Oho ! ») C'est bien ça : Oho ! (Applaudissements à gauche.) Messieurs les nobles, vous croyez que nous ne savons pas que vous mettiez notre sort sur une carte, que vous nous échangiez contre des chiens ? Nous savons que c'était toujours votre propriété sacrée, inviolable... On nous a volé notre terre... Les paysans qui m'ont envoyé m'ont dit : la terre est à nous, nous ne venons pas ici pour l'acheter, mais pour la prendre » (1144) **.

Voici le paysan Vassioutine (province de Kharkov) : « Nous voyons ici, en la personne du représentant de M. le président du Conseil des ministres, non pas un ministre du pays entier, mais un ministre de 130 000 propriétaires fonciers. 90 millions de paysans ne sont rien pour lui... Vous vous livrez (prenant à partie la droite) à l'exploita-

---

* Manière bien caractéristique dont un simple paysan exprime l'idée révolutionnaire de la souveraineté du peuple. Il n'existe pas d'autre bourgeoisie que la paysannerie dans notre révolution pour réaliser cette revendication du programme prolétarien.

** Un paysan troudovik de la Ire Douma, Nazarenko (province de Kharkov), déclarait : « Si vous continuez à discuter sur la question de savoir ce que le paysan pense de la terre, je vous dirai que la terre pour nous autres paysans, c'est comme le sein de la mère pour l'enfant. C'est de ce point de vue seulement que nous parlons de la terre. Vous savez sans doute qu'il n'y a pas bien longtemps les maîtres obligeaient nos mères à donner le sein à leurs petits chiens. Cela se fait encore aujourd'hui. Mais maintenant les chiots des maîtres ne tètent plus la mère qui nous a mis au monde et nous a nourris, mais celle qui nous nourrit : la terre » (495).

tion, vos terres, vous les donnez à bail au prix fort, et vous écorchez définitivement le paysan... Sachez que le peuple, si le gouvernement ne satisfait pas ses besoins, ne demandera pas votre accord et prendra la terre... Je suis Ukrainien (il raconte comment Catherine a fait cadeau à Potemkine d'un bosquet : 27 000 déciatines et 2 000 paysans)... Dans le temps, la terre se vendait 25-50 roubles la déciatine ; maintenant, le prix de fermage est de 15 à 30 roubles la déciatine et 35 à 50 roubles pour les prairies. Une vraie écorcherie. (Voix à droite : « Quoi ? une écorcherie ? » Rires.) Ne vous gênez pas, allez, soyez tranquille (applaudissements à gauche) ; j'appelle ça écorcher les paysans » (643, 39e séance, 16 mai).

Le trait commun aux paysans troudoviks et à l'intelligentsia paysanne, c'est qu'ils gardent un souvenir très vivace du servage. Ce qui les unit tous, c'est la haine farouche qu'ils vouent au propriétaire foncier et à l'Etat féodal. La passion révolutionnaire bouillonne chez tous. Les uns ne pensent pas du tout au futur régime qu'ils sont en train de créer, en bandant spontanément toutes leurs forces pour « les jeter bas ». D'autres, utopiques, font la peinture de ce régime, mais tout le monde hait le compromis avec la vieille Russie ; tout le monde se bat pour ne pas laisser debout la moindre pierre du moyen âge maudit.

Quand on compare les discours des paysans révolutionnaires à la deuxième Douma et ceux des ouvriers révolutionnaires, la différence suivante apparaît involontairement : chez les premiers s'affirme un esprit révolutionnaire plus immédiat, une passion d'abattre tout de suite le pouvoir des propriétaires fonciers, de créer tout de suite un regime nouveau. Le paysan brûle de se jeter incontinent sur l'ennemi et de l'étouffer. Chez l'ouvrier, l'esprit révolutionnaire est plus abstrait, comme refoulé vers des objectifs plus lointains. Différence parfaitement compréhensible et légitime. Le paysan fait tout de suite, immédiatement, *sa* révolution à lui, la révolution bourgeoise, sans voir les contradictions qui la déchirent, sans même se douter qu'elles existent. L'ouvrier social-démocrate les voit et, parce qu'il se propose des objectifs socialistes à l'échelle mondiale, *ne peut* lier le sort du mouvement ouvrier à l'issue de la révolution bourgeoise. Il ne faut pas seulement

en conclure que l'ouvrier dans la révolution bourgeoise doit soutenir le libéral. Il faut en conclure que l'ouvrier, sans se fondre *avec aucune* autre classe, doit employer *toutes ses forces* pour aider le paysan à faire aboutir cette révolution bourgeoise.

### 7. LES SOCIALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES

Les discours des intellectuels socialistes-révolutionnaires (nous avons parlé des paysans plus haut en parlant des troudoviks) sont remplis d'une critique des cadets et d'une hostilité contre les propriétaires fonciers, tout aussi irréductible. Sans revenir sur ce qui a déjà été dit plus haut, notons un trait *nouveau* propre à ce groupe de députés. Contrairement aux socialistes-populistes qui, au lieu de l'idéal du socialisme, sont enclins à peindre l'idéal... du Danemark, contrairement aux paysans qui sont étrangers à toute doctrine, et expriment le sentiment spontané de l'homme opprimé qui idéalise tout aussi spontanément son affranchissement vis-à-vis d'une forme d'exploitation donnée, les socialistes-révolutionnaires introduisent dans leurs discours la doctrine de *leur propre* « socialisme ». Voici Ouspenski et Sagatélian (les « dachnaktsoutioun » sont très proches des socialistes-révolutionnaires, et les « jeunes » adhèrent même au parti s.-r.) qui posent la question de *la communauté*. Le dernier orateur fait remarquer assez naïvement : « il est affligeant de noter que, tout en développant une large théorie relative à la nationalisation du sol, on ne souligne pas assez l'institution vivante demeurée intacte, qui seule permet d'aller de l'avant... La communauté préserve de toutes ces horreurs (les horreurs de l'Europe, la destruction de la petite économie, etc.) » (1122).

On comprendra « l'affliction » de l'honorable chevalier de la communauté si nous tenons compte qu'il a été le *26e* orateur à parler sur la question agraire.

Au moins quatorze hommes de gauche, troudoviks, etc., sont intervenus avant lui, et aucun d'entre eux « n'a souligné de façon particulière l'institution vivante, demeurée intacte » ! Il y a de quoi « se ronger d'affliction », en voyant la même indifférence des paysans de la Douma envers la communauté, que celle qui s'est manifestée dans les con-

grès de l'Union paysanne. Sagatélian et Ouspenski ont pris parti pour la communauté comme de véritables sectaires au milieu d'une révolution paysanne qui ne veut pas entendre parler des *anciennes* unions agraires. « Je sens quelque danger pour la communauté », s'afflige Sagatélian (1123). « C'est aujourd'hui précisément qu'il faut à toute force sauver la communauté » (1124). « Cette forme (c'est-à-dire la communauté) peut prendre les proportions d'un mouvement mondial, capable de fournir la solution de tous les problèmes économiques » (1126). Tous ces propos sur la communauté M. Sagatélian les a tenus, en apparence, « avec tristesse et mal à propos ». Et son collègue Ouspenski, en critiquant les lois stolypiniennes contre la communauté, a exprimé le désir « de voir réduire au minimum, jusqu'au dernier degré, la mobilisation de la propriété terrienne » (1115).

Ce souhait d'un populiste est sans nul doute réactionnaire. Mais le curieux, c'est que le parti socialiste-révolutionnaire, au nom de qui ce vœu a été formulé à la Douma, plaide en faveur de l'abolition de la propriété privée du sol, sans se rendre compte qu'ainsi se crée *la plus grande* mobilisation du sol, son passage le plus libre et le plus aisé d'un maître à un autre, la pénétration la plus libre et la plus aisée du capital dans l'agriculture ! Confondre la propriété privée du sol avec la domination du capital dans l'agriculture est l'erreur caractéristique des nationalisateurs bourgeois de la terre (Henry George et bien d'autres encore). Le souci des socialistes-révolutionnaires de « réduire la mobilisation » concorde avec celui des cadets, dont le représentant Kutler a déclaré expressément dans son rapport : « Le parti de la liberté du peuple entend les limiter (les paysans) uniquement quant au droit d'aliénation et d'engagement ; autrement, dit-il, veut empêcher dans l'avenir le large progrès de l'achat et de la vente des terres » (12e séance, 19 mars 1907, p. 740).

Les cadets associent ce vœu réactionnaire à des méthodes de règlement de la question agraire (domination des propriétaires fonciers et de la bureaucratie), qui rendent possibles les absurdes interdictions et lenteurs bureaucratiques permettant d'asservir les paysans. Les socialistes-révolutionnaires associent ce vœu réactionnaire à des mesures

excluant la possibilité d'entraves bureaucratiques (comités agraires locaux sur la base du suffrage universel, etc.). Chez les premiers, c'est toute leur politique (bureaucratico-seigneuriale) de la révolution bourgeoise qui est réactionnaire. Chez les seconds, c'est le « socialisme » petit-bourgeois, que l'on a tort d'imposer à la révolution bourgeoise conséquente.

Pour ce qui est des théories économiques des socialistes-révolutionnaires, il serait intéressant de signaler ce que leurs représentants à la Douma disent de l'influence de la réforme agraire sur le progrès de l'industrie. Le point de vue naïf des révolutionnaires bourgeois, à peine recouvert du vernis de la doctrine populiste, apparaît singulièrement en relief. Voici, par exemple, le socialiste-révolutionnaire Kabakov (province de Perm), connu dans l'Oural comme organisateur de l'Union paysanne, « président de la république d'Alapaïevsk [141], alias « Pougatchev * ». Il justifie de façon purement paysanne le droit des paysans à la terre, entre autres, par le fait que ces derniers n'ont jamais refusé de défendre la Russie contre l'ennemi (1953). « A quoi servira la donation de la terre ? s'écrie-t-il. Nous déclarons tout net que la terre doit être le patrimoine commun de la paysannerie travailleuse, et que les paysans sauront eux-mêmes la partager entre eux sur place, sans aucune intervention de fonctionnaires, dont nous savons depuis longtemps qu'ils n'ont été d'aucune utilité pour la paysannerie » (1954). « Des usines entières sont arrêtées chez nous, dans l'Oural, parce que les tôles ne trouvent pas de débouchés ; et pourtant toutes les isbas de Russie sont couvertes de chaume. Il y a beau temps qu'il aurait fallu mettre de la tôle aux maisons de paysans... Il y a des marchés, mais pas d'acheteurs. Qui est la masse de nos acheteurs ? Cent millions de paysans laborieux, telle est la base de la masse des acheteurs » (1952).

Oui, voilà exprimées avec justesse les conditions d'une production réellement capitaliste dans l'Oural, différente du séculaire marasme mi-féodal de la production « possessionnelle ». Ni la politique agraire de Stolypine ni celle

* Cf. *Liste des membres de la IIe Douma d'Etat*, édition privée d'un auteur anonyme. St-Pétersbourg 1907.

des cadets ne peuvent améliorer de façon appréciable les conditions de vie de la *masse*, à défaut de quoi l'on ne verra pas se développer dans l'Oural une industrie véritablement « libre ». Seule la révolution paysanne serait capable de substituer une Russie de fer à une Russie de bois. Le paysan socialiste-révolutionnaire comprend les conditions de développement du capitalisme avec plus de sûreté et d'ampleur que les valets assermentés du capital.

Un autre socialiste-révolutionnaire, le paysan Khvorostoukhine (province de Saratov), disait : « Oui, Messieurs, on a sans doute beaucoup parlé au nom du parti de la liberté du peuple. On a accusé le groupe du Travail de vouloir remettre la terre à ceux qui veulent la travailler. Ils prétendent qu'alors beaucoup quitteront les villes, et que la situation sera encore pire. Mais je pense, Messieurs, que ceux-là seuls quitteront les villes qui n'ont rien à faire. Quant à ceux qui travaillent, ils en ont l'habitude, et du moment qu'ils auront du travail, ils ne quitteront pas la ville. En effet, à quoi cela sert-il de donner la terre à des gens qui ne veulent pas la travailler ? » ... (774). N'est-il pas évident que ce « socialiste-révolutionnaire » n'aspire nullement à une jouissance terrienne égalitaire pour tout le monde, mais à la formation de fermiers égaux en droits et libres sur une terre libre ?... « Il faut à tout prix donner la liberté économique à l'ensemble du peuple, notamment au peuple qui depuis tant d'années souffre et connaît les affres de la faim » (777).

N'allez pas croire que cette *correcte* définition du *véritable* contenu de l'esprit socialiste-révolutionnaire (« donner la liberté économique ») soit due *uniquement* à la maladresse d'expression propre aux paysans. Ce n'est pas seulement ça. Le leader des socialistes-révolutionnaires, l'intellectuel Mouchenko, qui a prononcé au nom du parti le discours de conclusion sur la question agraire, est encore beaucoup plus naïf dans ses vues économiques que les paysans Kabakov et Khvorostoukhine.

« Nous disons, a déclaré Mouchenko, que le peuplement bien compris, que la répartition bien comprise ne seront possibles que lorsque la terre aura été décloisonnée, quand on aura abattu toutes les cloisons qui lui ont été imposées par le principe de la propriété privée du sol. Ensuite, le ministre a parlé de l'accroissement de

la population dans notre Etat... Il s'ensuivait que pour ce seul accroissement de la population (1,6 million), il fallait à peu près 3,5 millions de déciatines de terre. Il a dit : « Si donc vous entreprenez d'égaliser la terre, où en prendrez-vous pour subvenir à un tel accroissement de la population ? Mais je demande : Où, dans quel Etat (sic!) tout l'accroissement de la population est-il résorbé par l'agriculture ? *Car enfin, la loi qui règle la distribution de la population par catégories sociales, par professions est justement une loi contraire*» (souligné par nous). « Si l'Etat, si le pays ne dégénère pas, mais se développe sous le rapport industriel, cela veut dire que sur la base de l'économie rurale qui pourvoit aux besoins élémentaires en nourriture et matières premières, on superpose des étages économiques toujours nouveaux. Les besoins augmentent, des produits nouveaux font leur apparition, ainsi que de nouvelles branches de production ; l'industrie de transformation attire à soi une quantité sans cesse croissante de bras. La population des villes se multiplie plus que la population agricole ; elle résorbe la plus grande partie de l'accroissement de la population. Il arrive parfois, Messieurs, que la population agricole diminue non seulement de façon relative, mais même absolue. Si ce (!) processus se fait chez nous lentement, c'est parce qu'il n'y a rien sur quoi élever ces nouveaux étages économiques. L'économie paysanne est une base qui n'a plus de stabilité ; les débouchés de l'industrie sont trop restreints. En remettant la terre en jouissance au peuple, constituez une population agricole saine, nombreuse, débordante de forces vitales, et vous verrez quelle demande il y aura pour les produits industriels et de quelle quantité de bras on aura besoin dans les villes pour les fabriques et les usines » (1173).

Eh bien, n'est-ce pas une merveille, ce « socialiste-révolutionnaire » qui appelle le programme du développement du capitalisme programme de la socialisation du sol ? Il ne se doute même pas que la loi d'une croissance plus rapide de la population urbaine est exclusivement la loi du mode *capitaliste* de production. Il ne lui vient pas même à l'esprit que cette « loi » ne fonctionne ni ne pourrait fonctionner autrement que si la paysannerie se décompose en bourgeoisie et en prolétariat, que s'il y a « délimitation » entre cultivateurs, c'est-à-dire que si les « traîne-misère » sont évincés par un « vrai exploitant ». L'harmonie économique que ce socialiste-révolutionnaire nous dépeint sur la base de la loi capitaliste, est naïve jusqu'à l'attendrissement. Mais ce n'est pas l'harmonie d'un vulgaire économiste bourgeois, qui veut estomper la lutte du travail avec le capital. C'est l'harmonie d'un révolutionnaire bourgeois inconscient, qui désire balayer net les survivances de l'autocratie, du servage, du moyen âge.

La révolution bourgeoise *victorieuse*, ce rêve de notre programme agraire actuel, ne peut se faire qu'à travers *ce type*-là de révolutionnaire bourgeois. Et tout ouvrier conscient doit le *soutenir* dans l'intérêt du développement social, sans se laisser un instant leurrer par le balbutiement puéril des « économistes » du populisme.

### 8. LES « NATIONAUX »

Parmi les représentants des nationalités non russes à la Douma, ont pris la parole sur la question agraire les Polonais, Biélorusses, Lettons et Estes, Lituaniens, Tatars, Arméniens, Bachkirs, Kirghiz, Ukrainiens. Voici comment ils ont exposé leur point de vue.

Le narodowjec [142] Dmowski est intervenu à la IIe Douma « au nom des Polonais, représentants du Royaume de Pologne et de la partie ouest de l'Etat qui en est voisine » (742) : « Bien que nos rapports agraires marquent déjà un tournant vers des rapports ouest-européens, la question agraire n'en existe pas moins chez nous, et la pénurie de terre est une plaie de notre vie. Un des premiers points de notre programme social est relatif à l'extension de la superficie de la possession terrienne du paysan » (743).

« Si au Royaume de Pologne nous avons connu d'importants troubles agraires, tels que la mainmise sur les terres seigneuriales, ils n'ont éclaté que dans la partie est, à savoir dans le district de Wlodawa, où on avait dit aux paysans qu'en tant que chrétiens orthodoxes ils seraient dotés de terres seigneuriales. Ces troubles n'ont eu lieu que parmi la population orthodoxe » (745).

...« Ici (au Royaume de Pologne), la réforme agraire, ainsi que toutes les autres réformes sociales... peut être réalisée conformément aux exigences de la vie, uniquement par l'assemblée des représentants du pays, uniquement par la Diète autonome » (747).

Ce discours du narodowjec polonais a provoqué les attaques furieuses des paysans biélorusses de droite (Gavriltchik de la province de Minsk, Chimanski, Groudinski) contre les propriétaires terriens polonais. L'évêque Euloge, bien entendu, a saisi la balle au bond et a prononcé un discours jésuitique et policier, dans l'esprit de la politique

russe de 1863 sur l'oppression des paysans russes par les seigneurs terriens polonais (26e séance, 12 avril).

« Comme c'est simple et bien imaginé ! » a répondu le narodowjec Grabski (32e séance, 3 mai). « Les paysans auront de la terre ; les propriétaires fonciers russes garderont la leur; les paysans soutiendront, comme dans le bon vieux temps, le vieux régime, et les Polonais seront dûment châtiés pour s'être mis à parler de la Diète polonaise » (62). Et l'orateur, après avoir ardemment dénoncé toute cette impudente démagogie du gouvernement russe, a demandé le renvoi devant la Diète polonaise du règlement de la réforme agraire chez nous » (75).

Ajoutons à cela que les paysans ci-dessus nommés exigeaient une dotation complémentaire à *titre de propriété* (par exemple, p. 1811). A la Ire Douma également les paysans polonais et ceux de l'Ouest, en réclamant la terre, se sont prononcés pour la propriété. Je suis un paysan mal loti de la province de Lublin, disait Nakonetchny le 1er juin 1906. En Pologne aussi il faut l'aliénation forcée. Mieux vaut une déciatine pour toujours que cinq pour un temps indéterminé (881-882). Poniatovski (province de Volhynie) disait la même chose au nom du territoire de l'Ouest (19 mai, p. 501) et Trassoun au nom de la province de Vitebsk (418, 16 mai 1906). Guirnius (province de Souwalki) s'est prononcé en outre contre un fonds agraire pour tout l'Empire et en faveur des fonds agraires locaux (1er juin 1906, p. 879). A la même époque le comte Tychkévitch a déclaré que l'idée de la constitution d'un fonds national était d'après lui « peu pratique et non sans danger » (874). De même Stetsky (24 mai 1906, pp. 613-614 : pour la propriété personnelle contre la location à bail).

Au nom des provinces baltes, Yourachevski (province de Courlande) a pris la parole à la IIe Douma pour demander l'abolition des privilèges féodaux des gros propriétaires terriens (16 mai 1907, p. 670) et l'aliénation des terres seigneuriales au-dessus d'une norme déterminée. « Reconnaissant que dans les provinces baltes la culture actuelle s'est développée selon le principe de la propriété privée, principe que l'on pratiquait là-bas, ou bien de l'affermage héréditaire, force est de conclure que pour régler les rapports agraires, il faut introduire immédiatement dans le

territoire balte, sur des bases démocratiques étendues, une administration autonome capable de résoudre correctement cette question » (672).

Le progressiste Iouriné, délégué de la province d'Estonie, a présenté un projet spécial pour cette province (47e séance, 26 mai 1907, p. 1210). Il s'est prononcé pour un « compromis » (1213), pour « l'affermage héréditaire ou perpétuel » (1214). « Celui qui jouit de la terre, celui qui en fait un meilleur usage, aura la terre dans ses mains » (*ibid*). Réclamant à ce compte l'aliénation forcée, Iouriné a repoussé la confiscation de la terre (1215). A la Ire Douma Tchaksté (province de Courlande) a demandé la remise aux paysans des terres de l'Eglise (des pasteurs), en plus des terres seigneuriales (4e séance, 4 mai 1906, p. 195). Ténisson (province de Livonie) acceptait de voter l'adresse, c'est-à-dire pour l'aliénation forcée, estimant que « tous les partisans de l'individualisation du sol » (*ibid*, p. 209) pouvaient le faire. Kreuzberg (province de Courlande), au nom de la paysannerie courlandaise demandait « l'expropriation des latifundia » et la dotation en terres des paysans qui n'en avaient pas du tout ou en étaient insuffisamment pourvus, et ce bien sûr, « à titre de propriété » (12e séance, 19 mai 1906, p. 500). Ruthli (province de Livonie) réclamait l'aliénation forcée. etc. « Pour ce qui est de la conversion du sol en un fonds d'Etat, a-t-il dit, nos paysans se rendent bien compte que ce serait un nouvel asservissement. Nous devons donc défendre la petite économie paysanne, la productivité du travail et les mettre à l'abri des atteintes du capitalisme. Ainsi, en faisant de la terre un fonds d'Etat, nous créerons le plus gros capitalisme » (497, même date). Ozoline (province de Livonie), au nom des paysans lettons s'est prononcé en faveur de l'aliénation forcée et de la propriété ; il est résolument contre un fonds agraire d'Etat, n'admettant que des fonds régionaux (13e séance, 23 mai 1906, p. 564).

Léonas, « délégué de la province de Souwalki, c'est-à-dire de la nationalité lituanienne » (39e séance, 16 mai 1907, p. 654), s'est prononcé pour le plan du parti cadet auquel il adhère. Un autre Lituanien-autonomiste de la même province, Boulat, s'est joint aux troudoviks, mais il renvoyait la décision relative au rachat, etc., jusqu'à

l'examen de la question par les comités agraires locaux (p. 651, *ibid.*). Povilus (province de Kovno) au nom du « groupe social-démocrate de Lituanie à la Douma » (*ibid.*, p. 681, annexe), a présenté le programme agraire, exactement formulé de ce groupe, qui concorde avec notre programme du P.O.S.D.R., *avec cette différence* que « le fond agraire local *dans les limites de la Lituanie* » est mis à la disposition de l'« organisme administratif autonome lituanien » (*ibid.*, § 2).

Au nom du groupe musulman, Khan Khoïski (province d'Elisavetpol) a pris la parole à la IIe Douma : « Nous, musulmans, qui formons plus de vingt millions de la population totale de l'Etat russe, nous restons aussi attentifs que les autres à toutes les péripéties de la question agraire et attendons avec la même impatience sa solution favorable » (20e séance, 2 avril 1907, p. 1499). Au nom du groupe musulman, l'orateur, d'accord avec Kutler, s'est prononcé pour l'aliénation forcée sur la base d'une juste évaluation (1502). « Mais où doivent aller ces terres aliénées ? A cet égard le groupe musulman estime que les terres aliénées doivent constituer non pas un fonds agraire d'Etat mais un fonds agraire régional dans le cadre de chaque région donnée » (1503). « Le délégué des Tatares de Crimée », le député Médiev (province de Tauride) s'est prononcé dans un ardent discours révolutionnaire pour « la terre et la liberté ». « Plus les débats se prolongent, et plus clairement apparaît devant nous la revendication du peuple : celui-là doit jouir de la terre qui la travaille (24e séance, 9 avril 1907, p. 1789). L'orateur a signalé « comment s'est constituée sur notre périphérie la propriété sacrée du sol » (1792) ; comment les terres des Bachkirs furent spoliées ; les ministres et les conseillers d'Etat, les chefs de gendarmerie recevaient à raison de 2 à 6 mille déciatines. Il a cité le mandat des « frères Tatares » qui se plaignent de la spoliation des biens habous [143]. Il rapporte la réponse du gouverneur général du Turkestan faite à un Tatar, le 15 décembre 1906 : seules peuvent s'installer sur les terres du Domaine les personnes de confession chrétienne. « Ces documents ne dégagent-ils pas une odeur de pourriture, de despotisme à la Araktchéev [144] ? » (1794)

Au nom des paysans du Caucase, outre nos social-démo-

crates dont nous parlerons tout à l'heure, a pris la parole Sagatélian, déjà nommé plus haut (province d'Erivan) ; il a défendu le point de vue des socialistes-révolutionnaires. Un autre représentant du parti des « Dachnaktsoutioun », Ter-Avétikiantz (province d'Elisavetpol), s'est prononcé dans le même sens : « La terre doit appartenir aux travailleurs, selon le principe de la propriété communautaire, c'est-à-dire au peuple laborieux et à personne d'autre » (39e séance, 16 mai 1907, p. 644). « Au nom de toute la paysannerie du Caucase, je déclare... qu'au moment décisif toute la paysannerie caucasienne marchera la main dans la main avec ses frères aînés, les paysans russes, pour conquérir la terre et la liberté » (646). Eldarkhanov, « au nom de ses électeurs — tous natifs de la région de Térek — demande qu'on arrête la spoliation des richesses naturelles jusqu'à ce que la question agraire soit réglée (32e séance, 3 mai 1907, p. 78) ; or, c'est le gouvernement qui spolie la terre, en enlevant la meilleure partie de la bande montagneuse, en pillant les terres des Koumyks, en prétendant au sous-sol (c'était probablement avant la conférence de Plékhanov et de John à Stockholm sur l'impossibilité pour un pouvoir d'Etat non démocratique de toucher aux terres municipalisées).

Au nom des Bachkirs, le député Khassanov (province d'Oufa) a signalé la spoliation de deux millions de déciatines par le gouvernement et exigé que ces terres soient « restituées » (39e séance, 16 mai 1907, p. 641). Même prétention formulée par Syrtlanov, député d'Oufa à la Ire Douma (20e séance, 2 juin 1906, p. 923). Au nom du peuple kirghiz-kaïssak a pris la parole à la IIe Douma le député Karataïev (région de l'Oural) : « Nous, les Kirghiz-Kaïssaks... comprenons et sentons fort bien la disette territoriale de nos frères paysans, nous sommes prêts bien volontiers à nous serrer un peu » (39e séance, p. 673), mais « nous n'avons que très peu de terre en excédent ; or, le peuplement, à l'heure actuelle, entraîne l'expulsion du peuple kirghiz-kaïssak »... « on chasse les Kirghiz non de leurs terres, mais de leurs habitations » (675). « Les Kirghiz-Kaïssaks ont toujours sympathisé avec tous les groupes d'opposition » (675).

Le 29 mars 1907, le Cosaque Saïko de la province de

Poltava a pris la parole à la IIe Douma au nom du groupe ukrainien. Il a rappelé une chanson cosaque : « Ohé, souveraine Catherine, qu'as-tu donc fait ? La steppe, le large pays riant tu l'as distribué aux seigneurs. Ohé, souveraine Catherine, aie donc pitié de nous, rends-nous la terre, le pays riant avec ses sombres forêts. » Et il s'est joint aux troudoviks, ne demandant que de remplacer au § 2 du projet des 104 les mots « fonds agraire commun national » par les mots « fonds agraire régional national (sic !) devant servir de base à l'organisation socialiste ». « Le groupe ukrainien considère la propriété privée du sol comme la plus grande injustice du monde » (1318).

A la première Douma le député Tchijevski de Poltava a déclaré : « En ma qualité de chaud partisan de l'idée d'autonomie, notamment de l'autonomie de l'Ukraine, je désirerais fort que la question agraire fût réglée par mon peuple ; qu'elle fût réglée par différentes unités autonomes, dans le cadre du régime autonome de notre Etat qui m'apparaît comme un idéal » (14e séance, 24 mai 1906, p. 618). Mais en même temps cet autonomiste ukrainien a affirmé la nécessité absolue d'avoir un fonds agraire d'Etat, et démêlé la question si embrouillée par nos « municipalisateurs ». « Nous devons établir positivement et avec fermeté le principe, a dit Tchijevski, que la direction des terres appartenant au fonds agraire de l'Etat doit être assumée exclusivement par les unités locales s'administrant elles-mêmes — zemstvos ou organismes autonomes —, lorsqu'elles apparaîtront. En vérité, quel sens peut avoir alors la dénomination de « fonds agraire d'Etat », si dans chaque cas particulier la direction en sera assumée par les administrations autonomes locales ? Il me semble que le sens en sera énorme. Tout d'abord... c'est le gouvernement central qui doit disposer d'une partie du fonds d'Etat... notre fonds de peuplement d'Etat... Ensuite, le sens qui s'attache à la constitution d'un fonds d'Etat et à sa dénomination, est celui-ci : les institutions locales seront libres de disposer de ce fonds sur place, mais elles ne le pourront que dans certaines limites » (620). Cet autonomiste petit-bourgeois comprend beaucoup mieux que nos social-démocrates menchéviques ce qu'est le pouvoir d'Etat dans une société centralisée grâce au développement économique.

A propos, si on parle du discours de Tchijevski, on ne saurait passer sous silence la critique qu'il fait des « normes ». « La norme de travail n'est qu'un son creux », déclare-t-il nettement, en rappelant la diversité des conditions agricoles et repoussant, pour la même raison, la norme « de consommation ». « Il me semble qu'il faut doter de terre les paysans non d'après une norme, mais en fonction de la réserve existante... Il faut remettre aux paysans tout ce qu'on peut remettre dans une localité donnée. » Ainsi dans la province de Poltava, « on aliénera la terre de tous les propriétaires, en leur laissant au maximum cinquante déciatines en moyenne » (621). Faut-il s'étonner que les cadets bavardent sur les normes, pour cacher l'étendue de leurs véritables plans en ce qui concerne le volume réel de l'aliénation ? Tchijevski, tout en critiquant les cadets, ne s'en rend pas encore compte *.

La conclusion à tirer de la revue que nous venons de faire des interventions des « nationaux » à la Douma sur la question agraire, s'impose. Ces interventions confirment entièrement ce que j'ai dit contre Maslov dans la brochure intitulée *Révision, etc.*, page 18 (première édition **) en ce qui concerne le rapport de la municipalisation avec les droits des nationalités, à savoir qu'il s'agit là d'une question *politique* que la partie politique de notre programme épuise et que seul un provincialisme petit-bourgeois accole au programme agraire.

A Stockholm, les mencheviks se sont employés avec un zèle cocasse à « épurer de la nationalisation la municipali-

* Tchijevski présente aussi avec le maximum de relief la thèse déjà connue de nous, celle des troudoviks inconsciemment bourgeois : le progrès de l'industrie, la *décroissance* du flux vers la terre sous le régime d'une révolution paysanne conséquente. « Les paysans de chez nous, ces mêmes grands-électeurs qui nous ont envoyés ici, ont fait, par exemple, ce calcul : « si nous étions un peu plus riches et si chacune de nos familles pouvait dépenser 5 à 6 roubles par an pour l'achat du sucre, dans chacun des districts où la production de la betterave est possible, des raffineries de sucre auraient fait leur apparition en plus de celles qui existent déjà ». Tout naturellement, si ces usines apparaissaient, l'économie en voie d'intensification nécessiterait un nombre énorme de bras. La production des raffineries de sucre augmenterait », etc. (622). C'est là justement le programme des fermiers « américains » et du développement « américain » du capitalisme en Russie.

** Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 10, p. 160. (*N.R.*)

sation » (paroles du menchevik Novossedski dans les *Procès-verbaux* du congrès de Stockholm, p. 146). « Certaines régions historiques, comme la Pologne, la Lituanie, disait Novossedski, coïncident avec les territoires nationaux, et la remise de la terre à ces régions peut favoriser le développement de tendances nationalistes-fédéralistes, ce qui en somme convertira à nouveau la municipalisation en nationalisation par fractions. « Aussi Novossedski et Dan se sont-ils attachés à introduire et ont introduit un amendement : au lieu des mots : « organisations *régionales* importantes s'administrant elles-mêmes », on mettra dans le projet de Maslov : « organismes importants de l'administration autonome *locale* groupant les arrondissements urbains et ruraux ».

Ah ! Ça oui ! Elle est bien subtile cette manière d'« épurer de la nationalisation la municipalisation » ! On substitue un mot à l'autre et le remaniement des « régions historiques » se fait de lui-même, quoi de plus évident ?

Non, Messieurs, aucune substitution de mots ne vous permettra d'éliminer de la municipalisation la sottise « nationaliste-fédéraliste » qui lui est propre. La deuxième Douma a montré qu'*en fait* l'idée « municipalisatrice » *n'a fait que servir* les tendances nationalistes des divers groupes de la bourgeoisie. *Seuls ces groupes*, si l'on ne tient pas compte du Cosaque de droite Karaoulov, « ont assumé » la garde des différents fonds « régionaux » et de « territoire ». Et le contenu *agraire* de la provincialisation (car, en fait, Maslov « remet » les terres aux provinces, et non aux « municipes », de sorte que le mot provincialisation est plus exact), les nationaux l'ont *éliminé* : ne préjugeons de rien, réservons *tout* aux diètes autonomes ou aux administrations autonomes régionales et autres : la question du rachat comme la question de la propriété, etc. D'où la confirmation la plus absolue de ce que j'ai avancé : « la loi sur la remise aux zemstvos des terres transcaucasiennes devra quand même être promulguée par l'Assemblée constituante de Pétersbourg puisque Maslov ne veut quand même pas octroyer à une région périphérique quelconque la liberté de sauvegarder la propriété foncière des gros terriens » (*Révision*, p. 18) *.

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 10, p. 160. (*N.R.*)

Ainsi, les événements ont confirmé que la défense de la municipalisation par des considérations d'accord ou de non-accord des nationalités, n'est qu'un argument vulgaire et plat. La municipalisation de notre programme s'est trouvé en contradiction avec l'opinion nettement formulée des nationalités très diverses.

Les événements ont confirmé qu'en fait la municipalisation ne tend pas à diriger le mouvement paysan de masse à l'échelle nationale, mais à le fractionner en petits ruisseaux provinciaux et nationaux. De l'*idée* des fonds régionaux lancée par Maslov, la *vie n'*a assimilé *que* le « régionalisme » national-autonomiste.

Les « nationaux » se tiennent un peu à l'écart de *notre* question agraire. Nombreuses sont les nationalités non russes où le mouvement paysan indépendant n'est pas au centre de la révolution comme chez nous. Il est donc tout naturel que dans leurs programmes, les « nationaux » s'en tiennent souvent un peu à l'écart de la question agraire *russe*. Cela ne nous regarde pas, nous avons nos problèmes à nous. Un tel point de vue est inévitable de la part de la bourgeoisie nationaliste et de la petite bourgeoisie.

De la part du prolétariat, il est inadmissible ; or notre programme, lui, verse *justement* dans cet inadmissible nationalisme bourgeois. De même que, dans le meilleur des cas, les « nationaux » ne font que rejoindre le mouvement russe, sans se proposer de décupler ses forces par la réunion, par la concentration du mouvement, de même les mencheviks élaborent un programme qui *rejoint* la révolution paysanne au lieu d'en produire un qui tende à diriger la révolution, à la cimenter et à la pousser plus avant. La municipalisation n'est pas un mot d'ordre de la révolution paysanne ; c'est un plan imaginé par le réformisme petit-bourgeois et ajusté du dehors dans un recoin de la révolution.

Le prolétariat social-démocrate ne peut changer de programme selon que les différentes nationalités lui « donnent leur accord » ou non. Notre devoir est de rassembler et de concentrer le mouvement, en préconisant la meilleure voie, le régime agraire le meilleur en société bourgeoise, en luttant contre la force de la tradition, des préjugés, du provincialisme routinier. Le « non-accord » des petits paysans

pour la socialisation du sol ne peut changer notre programme de révolution socialiste. Il peut seulement nous faire préférer l'action *par l'exemple*. Il en va de même pour la nationalisation du sol dans la révolution bourgeoise. Aucun « non-accord » d'une nationalité ou des nationalités sur ce point ne peut nous faire modifier la doctrine affirmant que le peuple entier a l'intérêt à s'affranchir le plus complètement de la possession terrienne moyenâgeuse et à abolir la propriété privée du sol. Le « non-accord » des couches importantes de la masse laborieuse de telle ou telle nationalité nous fera préférer l'action par l'exemple à toute autre action. La nationalisation du fonds de peuplement, la nationalisation des forêts, la nationalisation de toute la terre dans le centre de la Russie ne peut s'accomoder longtemps de la propriété privée du sol dans les limites de telle ou telle partie de l'Etat (dès l'instant que l'unification de cet Etat est due au courant principal de l'évolution économique). L'un ou l'autre système devra prendre le dessus. C'est l'expérience qui en décidera. Nous avons le devoir d'éclairer le peuple sur les conditions les plus favorables pour le prolétariat et les masses laborieuses du pays, qui se développe selon le mode capitaliste.

### 9. LES SOCIAL-DÉMOCRATES

Parmi les huit discours prononcés par les social-démocrates à la IIe Douma sur la question agraire, deux seulement comportaient la *défense* de la municipalisation, et non point un simple rappel de celle-ci. Ce sont le discours d'Ozol et celui de Tsérétéli. Les autres discours consistaient surtout, à peu près exclusivement, en des attaques contre la possession seigneuriale du sol en général, et dans l'analyse du côté politique de la question agraire. A cet égard, le discours sans artifice du paysan de droite Pétrotchenko est particulièrement caractéristique (22e séance, 5 avril 1907) : il fait part de l'impression d'ensemble que les discours des orateurs des différents partis ont produite sur un député campagnard. « Je ne vais pas répéter tout ce qui a été dit ici, je vous en fais grâce. Permettez-moi de vous le dire en termes très simples. Le député Sviatopolk-Mirski a fait un long discours qui nous préparait sans doute à

quelque chose. En résumé, il ressort de ce discours que la terre qui m'appartient ou que je possède, vous n'avez pas le droit de me la retirer, et je ne vous la donnerai pas. A cela, le député Kutler a répondu : « Ce temps est passé, il faut la donner, donnez-la et recevez en le prix. » Le député Dmowski parle ainsi : « Pour la terre, faites ce que vous voudrez, mais l'autonomie est absolument de rigueur. » En même temps, le député Karavaïev dit : « Les deux sont de rigueur, mais jetez le tout dans le même sac, on partagera après. » Tsérétéli dit : « Non, Messieurs, on ne peut pas partager, puisque le vieux gouvernement reste pour l'instant, et il ne le permettra pas. Arrangeons-nous plutôt pour prendre le pouvoir, et puis nous partagerons comme bon nous semblera » (p. 1615).

Le paysan a donc saisi ce qui distingue uniquement le discours du social-démocrate de celui du troudovik : élucidation de la nécessité de lutter pour le pouvoir d'Etat, la « prise du pouvoir ». Les autres distinctions n'ont pas été saisies par lui, lui ont paru de peu de valeur ! Le premier discours de Tsérétéli fait apparaître, en effet, que « la caste des hauts fonctionnaires, c'est aussi celle de la noblesse terrienne » (725). L'orateur a montré comment « tout au long de plusieurs siècles, le pouvoir d'Etat a distribué à titre de propriété personnelle les terres appartenant à l'ensemble de l'Etat, et qui étaient la propriété de l'ensemble du peuple » (724). La déclaration qu'il fit en terminant son discours au nom du groupe social-démocrate et qui reprenait notre programme agraire, n'a pas été motivée ni opposée aux programmes d'autres partis de « gauche ». Nous en faisons la constatation, non point pour accuser qui que se soit — au contraire, le premier discours de Tsérétéli, bref, lumineux et qui tend à élucider le caractère de classe du gouvernement des grands propriétaires fonciers, nous le considérons comme extrêmement réussi — mais pour dire ce qui fait que pour le paysan de droite (vraisemblablement aussi pour tous les paysans) les traits spécifiquement social-démocrates de notre programme ont disparu.

Le second discours des social-démocrates sur la question agraire a été prononcé à la « séance agraire » suivante de la Douma (16e séance, 26 mars 1907) par l'ouvrier Fomitchev (province de Tauride), qui répétait souvent : « nous

autres paysans ». Fomitchev a infligé une riposte véhémente à Sviatopolk-Mirski, dont les paroles fameuses : les paysans sans les propriétaires fonciers ne sont qu'un « troupeau sans berger » ont produit sur les députés un effet de propagande bien meilleure que plusieurs autres discours de « gauche ». « Le député Kutler, dans un discours circonstancié, a développé l'idée d'une aliénation forcée comportant l'indemnité de rachat. Nous, représentants des paysans, ne pouvons admettre le rachat qui serait une nouvelle corde au cou du paysan » (1113). Pour terminer, Fomitchev demandait « la remise des terres aux mains des travailleurs aux conditions formulées par le député Tsérételi » (1114).

Le discours suivant fut prononcé également par un ouvrier, Izmaïlov, élu par la curie paysanne de la province de Novgorod (18e séance, 29 mars 1907). Il répondait à son compatriote, le paysan Bogatov, qui acceptait le rachat au nom des paysans de Novgorod. Izmaïlov repoussait avec indignation le rachat. Il retraça les conditions « d'affranchissement » des paysans de Novgorod, qui avaient reçu 2 millions de déciatines sur 10 millions de déciatines de terre et 1 million de déciatines sur 6 millions de déciatines de forêts. Il raconta la misère des paysans qui en étaient arrivés au point non seulement de « brûler depuis des dizaines d'années dans leurs poêles la clôture de leur isba », mais de « scier les angles de leur propre maison », « de faire d'une grande et ancienne isba une petite à seul fin d'économiser, en la reconstruisant, une brassée de bois pour le chauffage » (1344). « C'est dans cette situation où se trouvent nos paysans, que ces messieurs de la droite ont eu la nostalgie de la culture. Le moujik, prétendent-ils, se met en travers de la culture. Mais est-ce que le moujik, souffrant de la faim et du froid, peut songer à la culture ? Et voilà qu'au lieu de terre ils voudraient la lui offrir cette culture ; mais ici encore je n'ai pas confiance en eux ; je pense qu'ils accepteront de vendre aussi leurs terres, mais qu'ils marchanderont pour la faire payer plus cher au moujik. Et voici pourquoi ils acceptent. A mon avis — les paysans surtout doivent le savoir —, il ne s'agit pas du tout de la terre, Messieurs. Je pense que je ne me tromperai pas en disant que, derrière la terre, il se cache quelque

chose d'autre, quelque autre force que les nobles féodaux redoutent de remettre au peuple, de perdre avec la terre, c'est, Messieurs, le pouvoir. Ils remettront la terre et ils veulent bien la remettre, mais à la condition que nous resterons comme autrefois leurs esclaves. Si nous nous endettons, nous ne nous débarrasserons tout de même pas du pouvoir des féodaux » (1345). Il serait difficile de se représenter quelque chose de plus frappant et de plus juste, que la dénonciation par un ouvrier de l'essence des plans cadets !

Le social-démocrate Sérov — 20e séance, 2 avril 1907 — a surtout fait la critique des conceptions des cadets, comme « représentants du capital » (1492), comme « représentants de la possession terrienne capitaliste ». L'orateur a montré en détail, chiffres à l'appui, ce que fut le rachat en 1861 et repoussé le « principe caoutchouc » d'une juste évaluation. Il a fait une réponse impeccablement correcte du point de vue marxiste, à l'argument de Kutler, prétendant que l'on ne saurait confisquer la terre sans confisquer le capital. « Nous n'avançons pas du tout des arguments prétendant que la terre n'est à personne, qu'elle n'est point l'œuvre des mains de l'homme » (1497). « Le prolétariat que le parti social-démocrate représente ici, ayant pris conscience de soi, repousse toute exploitation, tant féodale que bourgeoise. Pour le prolétariat, la question de savoir laquelle des deux formes d'exploitation est plus juste, n'existe pas ; la question pour lui est toujours de savoir si les conditions historiques sont parvenues à maturité pour qu'on puisse se libérer de l'exploitation » (1499). « Selon les statisticiens, la confiscation des terres fera passer aux mains du peuple près de 500 millions de roubles des revenus des propriétaires fonciers, revenus ne provenant pas du travail. La paysannerie s'en servira bien entendu, pour améliorer son économie, en élargir la production, pour augmenter ses besoins » (1498).

Au cours de la 22e séance de la Douma (5 avril 1907), des discours agraires furent prononcés par Anikine et Alexinski. Le premier soulignait la relation entre « la haute bureaucratie et les seigneurs terriens » ; il démontrait qu'il était impossible de séparer la lutte pour la terre et celle pour la liberté. Le second s'est attaché à dégager dans un grand discours le caractère féodal du système des rede-

vances en travail, qui prédomine en Russie. L'orateur a exposé ainsi la base des conceptions marxistes sur la lutte de la paysannerie contre la possession féodale ; il a montré ensuite le double rôle de la communauté (« survivance du passé » et « appareil nécessaire pour réagir sur les domaines des propriétaires fonciers »), le sens des lois des 9 et 15 novembre 1906 (adjoindre au propriétaire foncier le koulak en tant que « soutien »). L'orateur a montré, chiffres à l'appui, que la « pénurie de terre chez le paysan, c'est l'abondance de terre chez le noble » ; il a pu établir que l'aliénation « forcée », préconisée par les cadets, revenait à « forcer le peuple au profit des propriétaires fonciers » (1635). Alexinski s'est référé directement à « l'organe cadet la *Retch* » (1639), laquelle reconnaissait carrément que les cadets désiraient voir les comités agraires essentiellement composés de propriétaires. Et par là, le cadet Tatarinov qui prit la parole à une séance d'intervalle, après Alexinski, fut mis au pied du mur, comme nous l'avons déjà vu.

Le discours d'Ozol à la 39e séance (16 mai 1907) nous donne l'exemple d'une argumentation indécente pour des marxistes, à laquelle Maslov a poussé une partie de nos social-démocrates par sa fameuse « critique » de la théorie de la rente de Marx et la déformation qui s'ensuivit de l'idée de nationalisation du sol. Voici comment Ozol a répliqué aux socialistes-révolutionnaires : leur « projet » est à mon avis sans espoir, car la propriété privée des moyens de production, en l'espèce la propriété de la terre, est abolie, alors que la propriété privée est maintenue non seulement pour les bâtiments d'usine, mais aussi pour les maisons et constructions. On lit à la deuxième page du projet que toutes les constructions édifiées sur la terre et exploitées par des procédés capitalistes restent propriété privée ; mais alors tout propriétaire privé pourra dire : payez, s'il vous plaît, toutes les dépenses nécessitées par les terres nationalisées, le pavage des rues, etc. ; moi, je toucherai le loyer de ces maisons. Ce n'est pas la nationalisation, c'est simplement un procédé pour faciliter l'afflux des revenus capitalistes sous la forme capitaliste la plus évoluée » (667).

Le voilà bien, le maslovisme ! En premier lieu, on reprend le banal argument des hommes de droite et des

cadets, selon lequel on ne saurait soi-disant abolir l'exploitation féodale sans toucher à l'exploitation bourgeoise. En second lieu, on y voit se manifester une ignorance économique surprenante : le « loyer » des maisons urbaines, etc., *comporte* une part léonine de la *rente foncière*. En troisième lieu, notre « marxiste » oublie complètement (ou nie ?), à la suite de Maslov, la rente absolue. En quatrième lieu, il s'ensuit que le *marxiste* conteste que « la forme capitaliste la plus évoluée », que défend le socialiste-révolutionnaire, soit désirable ! Ce sont là des perles de la municipalisation à la Maslov...

Dans un ample discours de conclusion (47e séance, 26 mai 1907), Tsérétéli a défendu la municipalisation, naturellement d'une façon plus réfléchie qu'Ozol. Mais précisément, cette défense minutieuse, bien pesée et claire de Tsérétéli a révélé avec beaucoup de relief la fausseté des principaux arguments des municipalisateurs.

La critique des hommes de droite faite par Tsérétéli au début de son discours était très juste du côté politique. Admirable fut sa remarque contre les charlatans du libéralisme qui cherchaient à effrayer le peuple en lui faisant entrevoir des perturbations pareilles à celles de la Révolution française. « Il (Chingarev) oubliait qu'au lendemain et par suite de la confiscation des terres seigneuriales, la France était revenue à une vie nouvelle, pleine de vigueur » (1228). Le mot d'ordre essentiel de Tsérétéli était également très juste : « Abolition totale des domaines seigneuriaux et liquidation totale du régime bureaucratique des propriétaires fonciers » (1224). Mais dès qu'il passe aux cadets, la position erronée du menchevisme commence à se manifester. « Le principe de l'aliénation forcée du sol, a dit Tsérétéli, est objectivement le principe du mouvement de libération, mais tous les partisans de ce principe ne se rendent pas compte ou ne veulent pas reconnaître les conclusions que ce principe leur impose » (1225). Le point de vue essentiel du menchevisme est que la « ligne de partage » des principales divisions politiques dans notre révolution passe à droite des cadets, et non à gauche, comme nous l'imaginons. Et que ce point de vue soit erroné, la formulation bien nette de Tsérétéli en témoigne, car, après l'expérience de 1861, la possibilité est absolument incontestable

d'une aliénation forcée avec la prédominance des intérêts des propriétaires fonciers, le maintien de leur *pouvoir*, la consécration de la nouvelle servitude. Et voici une déclaration encore plus erronée de Tsérétéli : « En ce qui concerne les formes de jouissance terrienne, nous (social-démocrates) en sommes plus éloignés (des populistes) » (1230) que des cadets. L'orateur passe ensuite à la critique des « normes » de travail et de consommation. Sur ce point il avait mille fois raison, mais *là précisément* les cadets *ne sont pas du tout meilleurs* que les troudoviks, car les cadets abusent bien plus des « normes ». Mieux : l'affairement des cadets autour des « normes » stupides, est un effet de leur bureaucratisme et de leur tendance à *trahir* le moujik. Chez le moujik, les « normes » ont été apportées du dehors par les intellectuels populistes, et nous avons vu plus haut, par l'exemple des députés de la Ire Douma, Tchijevski et Poïarkov, comme les praticiens ruraux critiquent avec bonheur toutes les « normes ». Si les social-démocrates avaient expliqué *cela* aux députés paysans, s'ils avaient apporté au projet des troudoviks un amendement contre les normes, s'ils avaient montré théoriquement la valeur de la nationalisation, qui n'a rien à voir avec les « normes », les social-démocrates se seraient trouvés à la tête de la révolution paysanne contre les libéraux. Or, la position du menchevisme tend à soumettre le prolétariat à l'influence libérale. Il était particulièrement étrange de dire, à la IIe Douma, que nous, social-démocrates, sommes plus éloignés des populistes, puisque les cadets se sont prononcés *pour* la limitation de la vente et de l'engagement des terres !

En critiquant plus loin la nationalisation, Tsérétéli a présenté trois arguments : 1° « l'armée des fonctionnaires »; 2° « l'injustice la plus flagrante à l'endroit des petites nationalités »; 3° « en cas de restauration » « on aurait donné les armes aux ennemis du peuple » (1232). C'est là un exposé scrupuleux des conceptions de ceux qui ont fait voter notre programme du parti, et c'est Tsérétéli, comme homme du parti, qui devait exposer ces conceptions. Nous avons montré plus haut l'inconsistance, le caractère superficiel de cette critique politique exceptionnelle.

En faveur de la municipalisation Tsérétéli a présenté six arguments : 1° avec la municipalisation « l'emploi ef-

fectif de ces moyens (c'est-à-dire de la rente) pour subvenir aux besoins du peuple (!) sera assuré » (sic ! p. 1233) — affirmation optimiste ; 2° « les municipalités s'efforceront d'améliorer la condition des chômeurs », comme, par exemple, dans l'Amérique démocratique et décentralisée (?) ; 3° « les municipalités peuvent s'emparer de ces (grosses) exploitations et organiser des exploitations modèles », et 4° « durant une crise agraire... elles donneront la terre à ferme gratuitement aux paysans non possédants » (sic ! p. 1234). Voilà une démagogie pire que celle des socialistes-révolutionnaires, programme du socialisme petit-bourgeois dans la révolution bourgeoise. 5° « Un rempart du démocratisme » dans le genre des administrations autonomes cosaques ; 6° « l'aliénation des terres communautaires... peut provoquer un terrible mouvement contre-révolutionnaire » — sans doute contre la volonté de tous les paysans qui se seront prononcés en faveur de la nationalisation.

Bilan des interventions des social-démocrates à la IIe Douma : rôle dirigeant dans la question du rachat et celle de la relation entre la possession féodale et le pouvoir de l'Etat contemporain ; programme agraire qui verse dans le cadétisme et montre l'incompréhension des conditions économiques et politiques de la révolution paysanne.

Bilan de tous les débats agraires à la IIe Douma : les propriétaires de droite ont montré une très claire compréhension de leurs intérêts de classe, une conscience bien nette des conditions, aussi bien économiques que politiques, du maintien de leur domination comme classe, dans la Russie bourgeoise. Les libéraux, somme toute, les ont rejoints, en s'efforçant de livrer le moujik au propriétaire foncier par les procédés les plus méprisables et les plus hypocrites. Les intellectuels populistes ont apporté dans les programmes paysans un soupçon de bureaucratisme et d'argutie petite-bourgeoise. Les paysans ont exprimé de la façon la plus impétueuse et directe l'esprit révolutionnaire spontané de leur lutte contre toutes les survivances du moyen âge et toutes les formes de possession terrienne médiévale, sans trop se rendre compte des conditions politiques de cette lutte et en idéalisant avec naïveté la « terre promise » de la liberté bourgeoise. Les nationaux bourgeois ont rejoint la lutte paysanne avec plus ou moins de timidité,

étant fortement dominés par les conceptions étroites et les préjugés dus au particularisme des petites nationalités. Les social-démocrates ont défendu résolument la cause de la révolution paysanne ; ils ont dégagé le caractère de classe du pouvoir d'Etat contemporain, mais ils n'ont pas été à même de diriger avec esprit de suite la révolution paysanne, à cause du caractère erroné du programme agraire du parti.

## CONCLUSION

La question agraire constitue la base de la révolution bourgeoise en Russie et conditionne la particularité nationale de cette révolution.

L'essentiel dans cette question, c'est la lutte de la paysannerie pour l'abolition de la propriété seigneuriale et des survivances du servage dans le régime agraire de la Russie, et, par suite, dans toutes les institutions sociales et politiques.

Dix millions et demi de feux paysans, en Russie d'Europe, possèdent 75 millions de déciatines de terre. Trente mille nobles terriens et assimilés détiennent plus de 500 déciatines chacun, soit un total de 70 millions de déciatines. Tel est le fond principal du tableau. Telles sont les conditions essentielles de la prédominance des propriétaires féodaux dans le régime agraire de la Russie, et, partant, dans l'Etat russe en général et dans l'ensemble de la vie russe. Les propriétaires des latifundia, dans le sens économique du terme, sont des féodaux : la base de leur possession terrienne a été créée par l'histoire du servage, par l'histoire du pillage séculaire des terres organisé par les nobles gentilshommes. La base de leur gestion actuelle est le système de redevances en travail, c'est-à-dire la survivance directe de la corvée, l'exploitation au moyen du matériel paysan, au moyen de formes infiniment variées de l'asservissement des petits cultivateurs — la louée d'hiver, la location à l'année, le bail à moitié fruit, le bail contre redevances, la servitude pour dettes, pour les *otrezki*, pour l'usage des forêts, des prairies, de l'abreuvoir, et ainsi de suite à l'infini. Le développement capitaliste a déjà fait de tels progrès en Russie depuis un demi-siècle que le main-

tien du servage en agriculture est devenu *absolument* impossible ; son abolition a pris les formes d'une crise violente, d'une révolution de toute la nation. Mais l'abolition du servage dans un pays bourgeois peut se faire de deux façons.

Le servage peut être aboli par une lente conversion des exploitations féodales en exploitations capitalistes à la manière de junkers, par la conversion de la masse des paysans en ouvriers agricoles, en cultivateurs sans-terre et sans-gîte en maintenant par la force le bas niveau de la vie des masses, en mettant en avant de petites poignées de Grossbauern, gros paysans bourgeois, que le capitalisme forme inévitablement dans le milieu paysan. Les propriétaires fonciers ultra-réactionnaires et leur ministre Stolypine se sont précisément engagés dans cette voie. Ils ont compris que sans la démolition violente des formes surannées, moyenâgeuses, de possession terrienne, il est *impossible* de frayer la route pour le développement de la Russie. Et ils ont entrepris hardiment cette démolition *dans l'intérêt des propriétaires fonciers*. Ils ont jeté par-dessus bord la sympathie naguère encore accréditée dans la bureaucratie et parmi les propriétaires fonciers, envers la communauté semi-féodale. Ils ont tourné toutes les lois « constitutionnelles » pour la briser par la force. Ils ont donné *carte blanche* * aux koulaks pour piller la masse paysanne, démolir l'ancien système de possession foncière, ruiner des milliers d'exploitations ; ils ont abandonné la campagne moyenâgeuse au pillage des possesseurs du rouble. Ils *ne peuvent* agir autrement pour maintenir leur domination comme classe, parce qu'ils sont conscients de la nécessité de se faire au développement capitaliste, au lieu de le combattre. Or, pour maintenir leur domination ils n'ont, pour s'unir, personne d'autre que le roturier, les Rasouvaïev et les Koloupaïev [145], *contre* la masse paysanne. Ils n'ont pas d'autre issue que celle de lancer aux Koloupaïev ce cri d'appel : *Enrichissez-vous !* * Nous vous offrirons la possibilité de gagner une centaine de roubles par rouble, aidez-nous à sauver le fondement de notre pouvoir dans

* En français dans le texte. (*N. R.*)

les conditions nouvelles ! Une telle voie de développement exige, pour être réalisée, une *violence* continue, systématique et sans frein contre la masse paysanne et le prolétariat. Et la contre-révolution seigneuriale se hâte, sur toute la ligne, d'organiser cette violence.

L'autre voie, nous l'avons appelée la voie américaine du développement du capitalisme, à la différence de la première, de la prussienne. Elle demande aussi que le vieux système de possession terrienne soit démoli par la force ; seuls les petits bourgeois stupides du libéralisme russe peuvent rêver à la possibilité d'une issue indolore, pacifique, de la crise infiniment aggravée en Russie.

Mais cette démolition nécessaire et inévitable est possible dans l'intérêt de la masse paysanne, et non dans celui de la bande de propriétaires fonciers. La base du développement du capitalisme peut être constituée par la masse libre des fermiers sans aucune propriété seigneuriale qui, *dans son ensemble*, est économiquement réactionnaire, tandis que les éléments d'une économie fermière ont été créés dans la paysannerie par l'histoire économique antérieure du pays. Dans cette voie, le capitalisme *doit* prendre un développement infiniment plus large, plus libre, plus rapide, grâce à l'énorme extension du marché intérieur, à l'élévation du niveau de vie, à l'accroissement de l'énergie, de l'initiative et au progrès de la culture de *toute* la population. Et d'immenses terres de peuplement de la Russie, dont l'utilisation est rendue infiniment difficile par l'oppression féodale de la masse paysanne dans la Russie proprement dite, de même que par une attitude féodalo-bureaucratique à l'égard de la politique agraire, assignent une base économique à l'extension considérable de l'agriculture et à l'accroissement de la production non seulement en profondeur, mais aussi en largeur.

Cette voie de développement n'impose pas seulement l'abolition de la possession terrienne du seigneur, la domination du féodal ayant laissé son empreinte durant des siècles sur *toute* la possession foncière du pays, sur la terre communautaire des paysans comme sur celle des colons venus s'installer sur des confins plus ou moins libres : toute la politique de colonisation pratiquée par l'autocratie est dominée profondément par l'intervention asiatique de

la bureaucratie routinière, qui empêchait les colons de s'installer librement et jetait l'extrême confusion dans les rapports agraires nouveaux, qui contaminait la Russie périphérique par le poison du bureaucratisme féodal du centre de la Russie *. Ce qui tient du moyen âge en Russie, ce n'est pas seulement la possession du grand propriétaire, mais aussi la possession communautaire du paysan. Elle est excessivement embrouillée. Elle fractionne les paysans en des milliers d'infimes divisions, catégories et ordres moyenâgeux. Elle reflète l'histoire séculaire d'interventions cyniques du pouvoir central et des pouvoirs locaux dans les rapports agraires paysans. Elle rabat les paysans, comme dans un ghetto, dans de petites associations moyenâgeuses à caractère fiscal, dans des associations pour la possession de terre communautaire, c'est-à-dire dans les communautés. Le développement économique de la Russie arrache *de fait* la paysannerie à cette atmosphère moyenâgeuse en engendrant, d'une part, la mise à bail des lots concédés et leur abandon ; en créant, d'autre part, l'économie des futurs fermiers libres (ou des futurs Grossbauern de la Russie des junkers) *avec des morceaux* de possession terrienne la plus diverse: lots individuels de terre communautaire, lots pris à ferme, terres achetées en propre, terres seigneuriales prises à ferme, terres affermées appartenant au Domaine, etc.

Pour construire une économie fermière *réellement* libre en Russie, il faut « décloisonner » *toutes* les terres, seigneuriales et communautaires. Il est nécessaire d'abolir *toute* la propriété terrienne moyenâgeuse, de niveler tous les fonds devant les exploitants libres sur la terre libre. Il faut faciliter au maximum l'échange, la répartition des terres, arrondir les lots, créer de nouvelles associations libres à la place de la communauté désuète, à caractère fiscal. Il faut « débarrasser » le sol de tout le fatras moyenâgeux.

Cette nécessité économique trouve son expression dans la nationalisation de la terre, l'abolition de la propriété

* Dans son livre *Emigration et colonisation* (St-Pétersbourg 1905) M. A. Kaufmann expose l'histoire de la politique de colonisation. En vrai « libéral », l'auteur est infiniment respectueux de la bureaucratiedes propriétaires féodaux.

privée du sol, la remise de *tous* les fonds en propre à l'Etat, ce qui marquera la rupture complète avec le régime féodal dans les campagnes. C'est cette nécessité économique qui a fait de la *masse* des paysans russes les partisans de la nationalisation du sol. La masse des petits propriétaires-cultivateurs a opté pour la nationalisation dans les congrès de l'Union paysanne en 1905 comme à la première Douma en 1906 et à la deuxième Douma en 1907, c'est-à-dire tout au long de la première période de la révolution. Ils ont opté ainsi, non point parce que la « communauté » a laissé chez eux des « germes » particuliers, des « principes du travail » particuliers, non bourgeois. Ils ont opté ainsi parce que, au contraire, la vie exigeait d'eux la *libération* du joug de la communauté moyenâgeuse et de la possession communautaire moyenâgeuse. Ils ont opté ainsi, non point parce qu'ils voulaient ou pouvaient construire l'agriculture socialiste, mais parce qu'ils voulaient et veulent, parce qu'ils pouvaient et peuvent construire une petite agriculture véritablement bourgeoise, c'est-à-dire libre au maximum de *toutes* les traditions féodales.

Ce n'est donc pas le hasard ni l'influence de telles ou telles doctrines (comme se l'imaginent les gens à courte vue), qui ont suscité chez les classes en lutte dans la révolution russe une attitude originale à l'égard de la propriété privée du sol. Cette originalité s'explique parfaitement par les conditions du développement du capitalisme en Russie et les exigences du capitalisme au stade actuel de son développement. Tous les propriétaires ultra-réactionnaires, toute la bourgeoisie contre-révolutionnaire (les octobristes et les *cadets* y compris) se sont rangés aux côtés de la propriété privée du sol. Toute la paysannerie et tout le prolétariat sont contre la propriété privée du sol. Le chemin des réformes dans la création d'une Russie des bourgeois et des junkers implique nécessairement la conservation des fondements du vieux mode de possession foncière, leur adaptation lente et douloureuse pour la masse de la population, au capitalisme. Le renversement véritable du vieux régime par la voie révolutionnaire exige nécessairement, en tant que base économique, que toutes les formes anciennes de la possession terrienne soient abolies en même temps que toutes les anciennes institutions politiques de

la Russie. L'expérience de la première phase de la révolution russe a démontré définitivement qu'elle ne peut être victorieuse que comme révolution agraire paysanne, et que cette dernière ne peut remplir intégralement sa mission historique sans la nationalisation du sol.

Certes, la social-démocratie, comme parti du prolétariat international, parti qui s'assigne des objectifs socialistes universels, ne peut fusionner avec aucune époque d'aucune révolution bourgeoise, ne peut lier son destin à telle ou telle issue de telle ou telle révolution bourgeoise. Quelle que soit l'issue, nous devons demeurer un parti indépendant purement prolétarien, qui mène avec fermeté les masses laborieuses vers leur grand objectif socialiste. Nous ne pouvons donc prendre sur nous aucune garantie pour la solidité des conquêtes, quelles qu'elles soient, de la révolution bourgeoise, car le manque de solidité, le caractère de contradiction interne de *toutes* ses conquêtes est immanent à la révolution bourgeoise comme telle. « L'invention » de « garanties contre la restauration » ne peut être que le fruit d'un défaut de réflexion. Notre tâche est celle-ci : en rassemblant le prolétariat pour la révolution socialiste, soutenir toute lutte contre le vieux régime avec le plus d'énergie possible, défendre les meilleures conditions possibles pour le prolétariat dans la société bourgeoise en développement. De là il ressort nécessairement que notre programme social-démocrate dans la révolution bourgeoise russe *ne* peut être *que* la nationalisation du sol. Comme toute autre *partie* de notre programme, nous devons la mettre en relation avec des formes et un degré déterminés des transformations politiques, car l'étendue de la révolution politique et agraire ne peut qu'être homogène. Comme toute autre partie de notre programme, nous devons la séparer strictement des illusions petites-bourgeoises, du bavardage d'intellectuels bureaucrates sur les « normes », de la rhétorique réactionnaire au sujet de la consolidation de la communauté ou d'une jouissance terrienne égalitaire. L'intérêt du prolétariat exige non pas l'invention d'un mot d'ordre particulier, d'un « plan » ou d'un « système » particulier pour telle ou telle révolution bourgeoise, mais uniquement l'expression *conséquente* de ses conditions objectives et l'épuration de ces conditions objectives, économi-

quement insurmontables, des illusions et utopies. La nationalisation du sol n'est pas uniquement le seul moyen de liquider entièrement les pratiques moyenâgeuses dans l'agriculture, mais aussi le meilleur régime agraire possible sous le capitalisme.

Trois sortes de circonstances ont détourné momentanément les social-démocrates russes de ce juste programme agraire. D'abord, le promoteur de la « municipalisation » en Russie, P. Maslov, a « corrigé » la théorie de Marx, repoussé la théorie de la rente absolue, rafraîchi les doctrines bourgeoises à demi pourries sur la loi de la fertilité décroissante, sa liaison avec la théorie de la rente, etc. Nier la rente absolue, c'est nier toute la valeur économique de la propriété privée du sol en régime capitaliste ; par conséquent, cela conduisait nécessairement à déformer les vues marxistes sur la nationalisation. En second lieu, les social-démocrates russes, ne voyant pas devant eux le *début* de la révolution paysanne, ne pouvaient qu'en envisager avec circonspection sa possibilité, car la possibilité de sa victoire exige véritablement une série de conditions particulièrement favorables et un élan particulièrement favorable de la conscience révolutionnaire, de l'énergie et de l'initiative des masses. Dépourvus *d'expérience* et estimant impossible toute invention de mouvements *bourgeois*, les marxistes russes ne pouvaient naturellement formuler *avant la révolution* un programme agraire correct. Ils commettaient cependant cette faute que, même *après* le début de la révolution, au lieu *d'appliquer* la théorie de Marx aux conditions originales de la Russie (notre théorie n'est pas un dogme, enseignaient toujours Marx et Engels, mais un *guide pour l'action*), ils reprenaient sans esprit critique les arguments tirés de la théorie de Marx appliquée aux conditions étrangères, à une époque *différente*. Les social-démocrates allemands, par exemple, ont naturellement renoncé à tous les programmes anciens de Marx exigeant la nationalisation du sol : l'Allemagne s'est définitivement constituée comme un pays des bourgeois et des junkers, tous les mouvements sur le terrain du régime bourgeois y ont fait irrémédiablement leur temps et il n'y a pas, il ne peut y avoir aucun mouvement populaire en faveur de la nationalisation. La prédominance des éléments bourgeois jun-

kers *a transformé de fait* les plans de nationalisation en un jeu ou même en un instrument de spoliation des masses par les junkers. Les Allemands ont raison lorsqu'ils se refusent même à parler de nationalisation, mais reporter cet argument sur la Russie (comme le font en somme ceux de nos mencheviks qui n'aperçoivent pas le lien de la municipalisation avec les corrections apportées par Maslov à la théorie de Marx), c'est ne pas savoir réfléchir aux tâches des partis social-démocrates concrets en des périodes particulières de leur développement historique.

En troisième lieu, le programme de municipalisation à fait apparaître clairement toute la ligne tactique erronée du menchevisme dans la révolution bourgeoise russe : l'incompréhension du fait que seule « l'alliance du prolétariat et de la paysannerie * » peut assurer sa victoire. L'incompréhension du rôle dirigeant du prolétariat dans la révolution bourgeoise, le désir de le mettre à l'écart, de l'approprier à une issue incertaine de la révolution, de le transformer de chef en auxiliaire (et, en réalité, de faire de lui un manœuvre et un domestique) de la bourgeoisie libérale. « Sans se laisser entraîner, en s'adaptant aux circonstances, en avant tout doux, peuple ouvrier », ces paroles de Narcisse Touporylov [146] contre les « économistes » (les premiers opportunistes au sein du P.O.S.D.R.) traduisent fort bien l'*esprit* de notre programme agraire actuel.

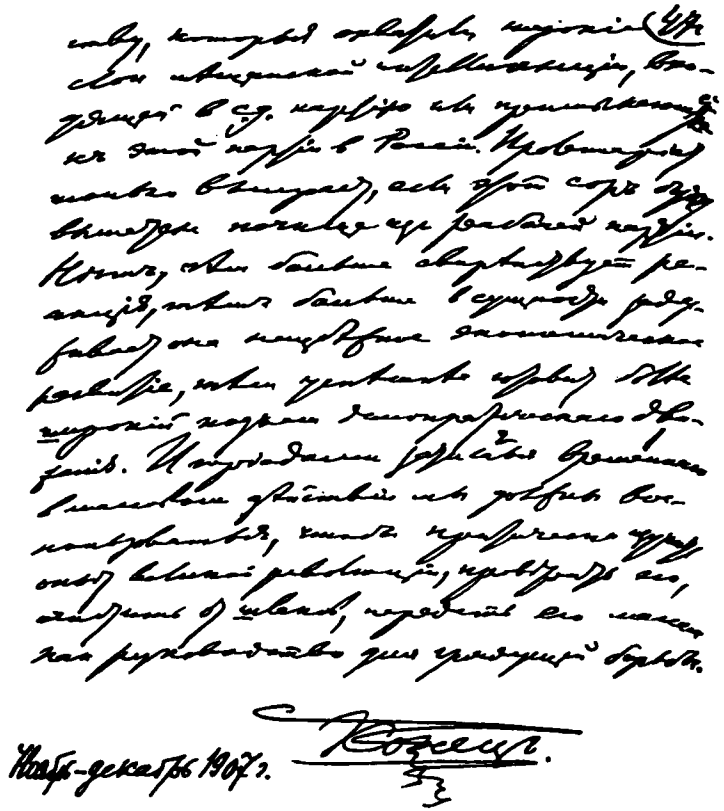
La lutte contre les « entraînements » du socialisme petit-bourgeois doit aboutir non à diminuer, mais à augmenter l'élan de la révolution et à rehausser ses tâches telles qu'elles sont définies par le prolétariat. Nous ne devons pas encourager le « régionalisme », si fort qu'il soit parmi les couches arriérées de la petite-bourgeoisie ou de la paysannerie privilégiée (les Cosaques), ni le particularisme des différentes nationalités, non, nous devons éclairer la paysannerie sur l'importance de l'union pour la victoire, formuler un mot d'ordre propre à étendre le mouvement au lieu de le rétrécir, à rejeter la responsabilité pour le *caractère incomplet* de la révolution bourgeoise sur le retard de la bourgeoisie, et non sur l'irréflexion du prolétariat. Ce

* C'est ainsi que s'est exprimé Kautsky dans la 2e édition de sa brochure *La révolution sociale.*

n'est pas au démocratisme « local » que nous devons « approprier » notre programme, ni inventer des choses absurdes et impossibles sous le pouvoir central non démocratique, un « socialisme municipal » à la campagne, ni adapter les réformes socialistes petites-bourgeoises à la révolution bourgeoise, mais concentrer l'attention des masses sur les véritables conditions de sa victoire, comme révolution bourgeoise, sur la nécessité à cet effet, non pas d'un démocratisme local seul, mais absolument d'un démocratisme « central », c'est-à-dire du démocratisme du pouvoir central de l'Etat, et pas seulement d'un démocratisme en général, mais absolument des formes les plus complètes, des formes supérieures du démocratisme, sinon la révolution agraire paysanne en Russie devient *utopique* dans l'acception scientifique du terme.

Et qu'on ne s'imagine pas que justement en ce moment historique où les ultra-réactionnaires hurlent et rugissent à la troisième Douma ; où le déchaînement de la contre-révolution atteint son nec plus ultra et où la réaction accomplit ses actes sauvages de vengeance politique sur les révolutionnaires en général et les députés social-démocrates de la IIe Douma en particulier, qu'on ne s'imagine pas que ce moment « ne convient pas » aux programmes agraires « étendus ». Une telle pensée s'apparenterait au reniement, au découragement, à la déchéance et à la décadence qui se sont emparés des larges couches d'intellectuels petits-bourgeois adhérant au parti social-démocrate ou se rangeant aux côtés de ce parti en Russie. Le prolétariat ne fera qu'y gagner, si tout ce fatras de rebut est balayé net du sein du parti ouvrier. Non, plus la réaction fait rage, et plus elle retarde en somme le développement économique inévitable, mieux elle prépare un ample essor du mouvement démocratique. Nous devons profiter des périodes d'accalmie momentanée dans l'action de masse, afin d'étudier avec esprit critique l'expérience de la grande révolution, vérifier cette expérience, la débarrasser des scories, la transmettre aux masses comme un guide pour la lutte à venir.

**Novembre-décembre 1907**



**Dernière page du manuscrit de V. Lénine « Programme agraire de la social-démocratie dans la première révolution russe de 1905-1907 » — Novembre-décembre 1907.**

***Réduction***

## POSTFACE[147]

Le présent ouvrage a été écrit à la fin de 1907. Imprimé à Pétersbourg en 1908, la censure tsariste s'en est saisi et l'a détruit. Il n'en est resté qu'un seul exemplaire, où la fin manquait (après la page 269 de la présente édition), de sorte que la fin a été ajoutée maintenant.

A l'heure actuelle, la révolution pose la question agraire en Russie d'une façon infiniment plus large, plus profonde et plus aiguë qu'en 1905-1907. La connaissance de l'histoire de notre programme du parti dans la première révolution aidera, je l'espère, à voir plus clair dans les objectifs de la révolution présente.

Soulignons notamment ce qui suit. La guerre a causé des malheurs sans nom aux pays belligérants, mais elle a d'autre part hâté si prodigieusement l'évolution du capitalisme, en faisant du capitalisme monopoliste un capitalisme monopoliste d'Etat, que ni le prolétariat ni la démocratie petite-bourgeoise révolutionnaire, *ne peuvent* se borner au cadre du capitalisme.

La vie a dépassé ce cadre ; elle met à l'ordre du jour la nécessité de régler la production et la répartition à l'échelle nationale, le service de travail universel, la cartellisation (l'association) forcée, etc.

Devant ces faits, la nationalisation du sol dans le programme agraire prend forcément un autre aspect. A savoir : la nationalisation du sol est non seulement le « dernier mot » de la révolution bourgeoise, mais aussi *un pas vers le socialisme*. Il est impossible de lutter contre le fléau de la guerre, sans avoir franchi ce pas.

Le prolétariat qui dirige la paysannerie pauvre est obligé, d'une part, de reporter le centre de gravité, des Soviets des députés paysans sur les Soviets des députés ouvriers ruraux, de demander, d'autre part, la nationalisation du matériel agricole des domaines des propriétaires fonciers, ainsi que la formation, sur ces domaines, d'exploitations modèles sous le contrôle de ces Soviets.

Il m'est naturellement impossible de m'attarder ici sur ces problèmes majeurs ; force m'est donc de renvoyer le lecteur qui s'y intéresse aux publications bolcheviques courantes et à mes brochures : *Lettres sur la tactique* et *Les tâches du prolétariat dans notre révolution* (*projet de plate-forme du parti prolétarien*).

28 septembre 1917

*L'auteur*

*Publié en 1917 dans le livre: « Programme agraire de la social-démocratie dans la première révolution russe de 1905-1907 »*

*Conforme au texte du livre*

# CONTRIBUTION AUX DÉBATS SUR L'EXTENSION DES DROITS BUDGÉTAIRES DE LA DOUMA [148]

Pendant trois séances, les 12, 15 et 17 janvier, les débats de la Douma d'Etat ont porté sur l'extension de ses droits budgétaires. Le parti cadet a déposé dans ce sens un projet au bas duquel figuraient les signatures de 40 membres de l'assemblée. Les représentants de tous les partis ont donné leur opinion sur la question. Le ministre des Finances a prononcé deux longs discours au nom du gouvernement. Le représentant du parti ouvrier social-démocrate a donné lui aussi son avis. Et les débats se sont terminés par l'adoption *à l'unanimité* (c'est la *Stolitchnaïa Potchta* [149] du 18 janvier qui le dit) d'une proposition des *octobristes* tendant à transmettre le projet de loi sur l'extension des droits budgétaires de la Douma d'Etat à une commission, « *sans toucher à l'étendue de cette modification* », c'est-à-dire à la modification des règlements du 8 mars qui restreignent singulièrement les droits budgétaires de la Douma d'Etat.

Comment un phénomène aussi étrange a-t-il pu se produire? Comment se fait-il qu'à la troisième Douma, à la Douma des « aurochs » cent-noirs, on ait pu approuver *à l'unanimité* une proposition octobriste répondant au fond aux vœux du gouvernement et faite *après* le premier discours du ministre des Finances qui justement s'attendait à une issue de ce genre. Pour l'essentiel, le projet cadet

est inacceptable ; mais pour ce qui est des détails, rien n'empêche de modifier la loi. C'est ce qu'a déclaré le ministre des Cent-Noirs, et, se conformant à cette déclaration, les octobristes ont rédigé leur proposition, soulignant *qu'ils ne touchaient pas à l'étendue des modifications de la loi.*

Que les octobristes soient tombés d'accord avec le ministre cent-noir, cela n'est pas étonnant. Que les cadets aient retiré leur texte (qui ne disait nullement, cela va de soi, qu'*ils ne touchaient pas* l'étendue des modifications proposées par eux-mêmes !), cela non plus n'étonnera pas ceux qui connaissent la nature du parti cadet. Mais que les social-démocrates aient pu prendre part à une telle *unanimité*, voilà qui est inouï, et l'on aimerait croire que la *Stolitchnaïa Potchta* a menti, que les social-démocrates n'ont pas voté en faveur de la résolution des octobristes.

D'ailleurs, il y a une question plus importante que celle de savoir si, oui ou non, les social-démocrates ont voté en faveur des octobristes. C'est la question de l'*erreur* qu'a incontestablement commise Pokrovski le second, un député social-démocrate. C'est sur cette erreur ainsi que sur la portée politique réelle des débats des 12, 15 et 17 janvier que nous avons l'intention d'attirer l'attention des lecteurs.

La Douma d'Etat russe ne dispose pas de droits budgétaires, étant donné que, « *d'après la loi* », le rejet du budget n'en arrête pas la mise à exécution. Cette loi, promulguée par le gouvernement contre-révolutionnaire après la défaite de l'insurrection de décembre (les fameuses « lois fondamentales » du 20 février 1906), est pour les Cent-Noirs, le tsar et les propriétaires fonciers une façon de *bafouer* la représentation populaire. Le « règlement » du 8 mars 1906 *accentue* encore cette dérision en élevant une foule de petits obstacles à l'*examen* du budget à la Douma et en établissant même (article 9) que « lors de l'étude du projet du budget d'Etat ne peuvent être supprimées ou *modifiées* les recettes ou dépenses figurant dans le projet en vertu de lois, d'états, de règlements en vigueur, ainsi que d'ordres émanés de l'autorité suprême ». N'est-ce pas là se moquer du monde ? On ne peut rien *modifier* de ce qui est conforme aux lois, aux états, aux règlements, et même simplement aux *ordonances* suprêmes!! N'est-il pas comique après cela de parler des droits budgétaires de la Douma d'Etat russe ?

On se demande maintenant quelles *étaient* les tâches d'une démocratie bourgeoise réellement en lutte pour la liberté, face à une telle situation? Et quelles étaient les tâches du parti ouvrier ? Nous ne parlons dans le *présent* article que des tâches de la lutte parlementaire et des représentants parlementaires de ce parti.

Il est évident qu'*il fallait* soulever la question des droits budgétaires de la Douma, *afin de faire toute la lumière* à la fois devant le peuple russe et devant l'Europe sur la façon Cent-Noire dont le tsarisme se moque du monde, afin de montrer la *totale impuissance* de la Douma. Le but pratique immédiat de cette explication (sans parler du devoir essentiel de *tout* démocrate, qui est de révéler la vérité au peuple, d'éclaircir sa conscience) se définissait encore par la question de l'emprunt. Le gouvernement cent-noir du tsar ne pouvait se maintenir après décembre 1905, et il ne peut se maintenir à présent *sans l'aide des capitaux de la bourgeoisie internationale* sous forme d'emprunts. Et la bourgeoisie du monde entier consent des emprunts par milliards à un banqueroutier avéré, le tsar ; elle le fait, non seulement parce qu'elle est tentée par l'appât du gain, comme n'importe quel usurier, mais aussi parce qu'elle sait qu'elle a tout intérêt à voir le vieux régime triompher de la révolution en Russie, car à la tête de cette révolution se tient le prolétariat.

Aussi, en soulevant cette question et en provoquant des débats à la Douma, on ne pouvait avoir pour but *que* la mise à nu de toute la vérité. Travailler à des réformes pratiques *ne pouvait pas* être à l'heure actuelle et dans la situation actuelle le but *d'un démocrate*, d'une part parce qu'il est manifestement impossible de procéder à des réformes à cause desdites lois fondamentales sur les droits budgétaires de la Douma, d'autre part parce qu'il serait stupide de proposer à la Douma des ultras-Cent-Noirs et des marchands moscovites l'extension de *ses* droits, des droits d'une telle Douma. Bien entendu, les cadets russes (que seuls des ignorants ou des naïfs peuvent prendre pour des démocrates) n'ont pas compris ce problème. En soulevant la question, *ils l'ont immédiatement posée* sur le faux terrain de la réforme *partielle*. Certes, nous ne nions pas que, parfois, il est possible et nécessaire pour le démocrate et le social-

démocrate de soulever précisément la question de la réforme partielle. Mais dans une assemblée comme la IIIe Douma, à un moment comme celui que nous traversons, sur une question comme celle de droits budgétaires dénaturés par des lois fondamentales *inviolables* jusqu'à l'absurde, cela tenait de l'ineptie. Que les cadets puissent soulever la question dans le sens d'une réforme partielle, nous en convenons, mais des démocrates ne pouvaient traiter cette question *de la manière* dont s'y prenaient les cadets.

Ceux-ci mettaient l'accent sur ce qu'ils appellent le côté *concret* de la question, sur les *inconvénients* du règlement du 8 mars, sur ses désavantages pour le gouvernement lui-même, sur l'histoire de l'élaboration des différentes lois idiotes contre la Douma dans les non moins idiotes chancelleries de Boulyguine, de Witte et du reste de la clique. Les paroles suivantes de M. Chingarev mettent en relief l'*esprit* cadet dans lequel la question était posée : « Le projet que nous avons déposé ne comporte aucune atteinte (aux prérogatives du monarque), et aucune arrière-pensée (!!). Il ne s'y trouve que l'aspiration, *au nom de la commodité des travaux de la Douma*, au nom de sa dignité, au nom de la nécessité d'accomplir le travail *auquel nous sommes appelés* » (souligné par nous ; p. 1263 des comptes rendus sténographiques officiels, séance du 15 janvier 1908).

Au lieu d'éclairer la conscience du peuple, ce personnage *l'obscurcit*, car il débite des mensonges et des absurdités qui sautent aux yeux. Et bien que ce monsieur Chingarev, de même que tous ses amis politiciens cadets, ait une foi sincère dans la « vertu » de sa « diplomatie », nous ne pouvons en aucune manière modifier cette conclusion inévitable. Un démocrate doit montrer au peuple le *fossé* qui sépare les droits du parlement et les prérogatives du monarque, et non pas émousser sa conscience, déformer *la lutte politique* pour la ramener à un *amendement bureaucratique* des lois. En posant la question *de cette façon*, les cadets montrent *en fait* qu'ils se font les concurrents des fonctionnaires du tsar et des octobristes, et non des combattants pour la liberté, serait-ce même pour la liberté de la seule grande bourgeoisie. Seuls des fonctionnaires platement libéralisants parlent *ainsi*, mais non les représentants *de l'opposition parlementaire*.

Le discours de Pokrovski le second, représentant de la social-démocratie, témoigne — c'est avec joie que nous le reconnaissons — d'un *tout autre* esprit, il se place pour poser la question sur un terrain *totalement* différent. Le social-démocrate a dit sans détours ni ambiguïté qu'il considérait comme *falsifiée* la représentation populaire à la IIIe Douma (nous citons d'après la *Stolitchnaïa Potchta* du 18 janvier car nous ne disposons pas encore des comptes rendus sténographiques de cette séance). Ce n'est pas sur des détails, sur l'histoire de la loi au niveau des chancelleries qu'il a insisté, mais sur la ruine et l'oppression des masses populaires, de millions et de dizaines de millions de personnes. Il a déclaré avec raison que « l'on ne saurait parler sans ironie des droits budgétaires de la Douma d'Etat », que nous n'exigeons pas seulement le droit de remanier tout le budget (un fonctionnaire nanti d'une place lucrative, Kokovtsov, avait axé sa dispute avec des fonctionnaires bien moins lotis, Chingarev et Adjémov, sur la question de la possibilité et des *limites* des « remaniements »), mais de « reconstruire tout le système financier », de « voter le rejet du budget gouvernemental ». Il a terminé en formulant une exigence non moins justifiée et impérative pour un membre du parti ouvrier, l'exigence de « tout le pouvoir au peuple ». Dans tous ces domaines Pokrovski s'est fait avec conscience et justesse le défenseur des positions social-démocrates.

Mais ce faisant il a commis une erreur regrettable, erreur partagé, à en juger d'après les journaux, par *toute* la fraction social-démocrate, qui avait donné de semblables instructions à son orateur. Pokrovski a déclaré en effet : « *Nous soutenons la proposition des 10 comme visant à l'extension des droits budgétaires de la représentation populaire.* »

A quoi bon une telle déclaration sur le soutien d'une proposition notoirement inconsistante sur le plan des principes, notoirement insuffisante et signée par des personnes sans principes et incapables de faire preuve ne serait-ce que d'un atome de fermeté, bref d'une proposition notoirement dépourvue de valeur pratique ? Ce n'était pas un soutien de la bourgeoisie en lutte (formule dont beaucoup aiment à se servir pour justifier leur veulerie politique), mais un soutien de la *versatilité* de la bourgeoisie libérale octobriste. Et les *faits* sont immédiatement venus prouver qu'il en était

bien ainsi. Les cadets eux-mêmes l'ont démontré *en retirant* leur proposition et *en donnant leur accord* à celle des octobristes, à savoir : « transmettre en commission *sans toucher à l'étendue des modifications de la loi* » (!). Pour la mille et unième fois le « soutien » aux cadets n'a conduit qu'à duper ceux qui donnaient leur soutien. Pour la mille et unième fois les *faits* ont démasqué toute l'indigence, toute l'inadmissibilité de la tactique du soutien aux propositions cadettes, aux propositions libérales, qui suivent la ligne, etc. *

Si, au lieu de se joindre aux octobristes, les cadets avaient soumis *au vote* une déclaration mettant, en termes clairs et précis, l'accent sur l'impuissance de la Douma dans les questions financières, sur le caractère tronqué de la représentation populaire, sur la ruine du pays par l'autocratie et le krach financier imminent, sur le refus des représentants de la démocratie de répondre des emprunts dans de telles conditions, c'eût été une démarche honnête de la part des démocrates bourgeois, un acte de lutte et non un acte de stupide servilité. Un tel acte, il eût été de notre devoir de le soutenir, sans oublier pour autant de formuler particulièrement et indépendamment nos objectifs de social-démocrates. Et un tel acte eût fait progresser la cause de l'éducation du peuple et de la dénonciation de l'autocratie.

Le rejet par la Douma de cette déclaration, le vacarme effréné des Cents-Noirs devant une telle proposition eussent constitué le mérite historique de la démocratie ainsi, vraisemblablement, qu'une étape nouvelle de la lutte pour la liberté. Alors qu'à présent, les cadets ont une fois de plus *fait fiasco*. Camarades social-démocrates de la Douma ! Préservez l'honneur du parti ouvrier socialiste, ne causez pas votre propre perte en soutenant un libéralisme de ce genre !

---

* La *Stolitchnaïa Potchta*, journal « sans tête[150] », déclare par la plume d'un certain monsieur Satourine : « C'est de façon parfaitement raisonnable (!) que l'opposition a voté pour elle » (pour la résolution octobriste). « Grâce à cela, l'amendement » (c'est-à-dire la résolution qui ne préjuge pas de l'étendue des modifications) « fut adopté à l'unanimité » (18 janvier, p. 4, « De la salle des séances »). Vive l'unanimité des libéraux russes sans tête et des octobristes et ministres du tsar cent-noirs !

Un droitier déchaîné s'est écarté à la Douma de la tactique des octobristes, qui consiste à escamoter les dissensions et à séduire les cadets pour les pousser à composer. En effet, le Cent-Noirs Kovalenko a carrément affirmé le 12 janvier à la Douma d'Etat qu'il ne fallait même pas soumettre le projet cadet en commission (p. 1192 du compte rendu sténographique). Pourtant, de toute évidence, notre héros a voté avec les octobristes : il n'était courageux qu'en paroles. Dans son discours il a illustré, *ô combien* !, la situation *réelle* en se référant, pour prouver la nécessité de pouvoirs spéciaux, à l'exemple suivant : « Prenons, par exemple, l'insurrection de Moscou, l'envoi de détachements punitifs. Le gouvernement avait-il le temps, alors, de suivre le cours habituel des choses ? »... (p. 1193). Il est dommage que les social-démocrates ne *saisissent* pas au vol ces étincelles de vérité sorties de la bouche des Cent-Noirs. Vous avez raison, collègue député, fallait-il lui dire. Pas question de suivre le cours habituel des choses. Rejetons toute l'hypocrisie et avouons que nous ne vivons pas « le cours habituel », mais une *guerre civile* ; que le gouvernement ne gouverne pas, mais fait la guerre ; que la Russie est dans un état d'insurrection contenue à grand-peine. Ce sera la vérité ; et il est utile de rappeler le plus souvent possible la vérité au peuple !

*« Social-Démocrate » n° 1, février 1908*

*Conforme au texte du journal*

# POST-SCRIPTUM À L'ARTICLE «CONTRIBUTION AUX DÉBATS SUR L'EXTENSION DES DROITS BUDGÉTAIRES DE LA DOUMA»

La Douma vient de passer à l'examen du budget lui-même. Le bloc des réactionnaires et de la pseudo-opposition traître à la cause de la liberté du peuple s'est manifesté dès le premier jour des débats. Dans la presse légale, c'est le même tableau : les gens de *Novoïé Vrémia* saluent le regroupement de *tout le monde*, à l'exception des « fanatiques de gauche », autrement dit les social-démocrates et les troudoviks : *Nacha Gazéta* [151] du groupe des « sans-tête » exulte d'enthousiasme. Journée « active » qui « réconcilie » avec « l'examen insuffisant des différents chapitres du budget »...

L'« opposition » se traîne à la remorque de la réaction déclarée. C'est donc sur les députés de la classe ouvrière et de la démocratie que retombent la responsabilité et l'honneur d'assumer le rôle de représentants authentiques du peuple que l'on pille. Malheureusement les premières interventions faites par nos camarades députés sur le budget s'avèrent des plus malencontreuses et profondément erronées. Dans le prochain numéro du *Prolétari* nous examinerons en détail ces erreurs et nous indiquerons quelle doit être, à notre avis, la ligne de conduite des social-démocrates dans les discussions et votes budgétaires [152].

*« Prolétari » n° 27.*
*(8 avril) 26 mars 1908*

*Conforme au texte du journal*

# NOTES POLITIQUES

Les chauvins sont à l'œuvre. Ils s'acharnent à faire courir des bruits sur les armements des Japonais, dont 600 bataillons seraient concentrés en Mandchourie pour attaquer la Russie. La Turquie pousserait activement ses armements pour lui déclarer la guerre dès le printemps prochain. Au Caucase, une insurrection serait en préparation, en vue de le détacher de la Russie (il ne manquerait plus que l'on criât aux machinations des Polonais !). Les persécutions contre la Finlande sont attisées par des histoires fantastiques sur ses armements. Une violente campagne est menée contre l'Autriche à propos de la construction d'une voie ferrée en Bosnie. La presse russe redouble d'attaques contre l'Allemagne, laquelle travaillerait à dresser la Turquie contre la Russie. La campagne ne se fait pas seulement dans la presse russe, mais aussi dans la française, dont la dévotion monnayée au gouvernement de Russie a été si fort à propos évoquée récemment à la Douma par un député social-démocrate.

Les journaux bourgeois sérieux d'Occident se refusent à reconnaître que toute cette campagne n'est que le fruit de l'imagination des folliculaires ou une entreprise malhonnête visant à faire sensation. Non, c'est assurément des « cercles dirigeants » — lisez : du gouvernement tsariste des Cent-Noirs ou de la bande secrète de la Cour, comme la fameuse « Chambre étoilée » — qu'émanent le mot de passe singulièrement précis, la « ligne » systématique, quelque chose comme une « orientation nouvelle ». Le fait d'avoir interdit l'accès de la commission de la défense nationale de la Douma

à tous les députés qui ne sont pas membres de cette commission, c'est-à-dire non seulement aux partis révolutionnaires, mais aussi au parti cadet, est mis par la presse étrangère en relation directe avec cette campagne de chauvinisme ; on raconte même que le gouvernement russe, afin de marquer son plein mépris pour le « constitutionnalisme », a l'intention de demander les crédits pour le renforcement des troupes stationnées aux frontières non pas à l'ensemble de la Douma, mais à la commission ultra-réactionnaire et octobriste.

Voici quelques passages empruntés aux journaux européens, nullement socialistes, et que l'on ne saurait soupçonner d'optimisme à l'égard de la révolution russe :

« Les victoires allemandes sur la France (en 1870) ont rallumé, ainsi que l'a constaté un jour Bismarck, l'ambition des hommes de guerre russes qui eux aussi ont allongé le bras vers les lauriers militaires. Pour des raisons politiques, religieuses et historiques, la Turquie, semble-t-il, a été l'objet tout rêvé à cet effet (guerre avec la Turquie, 1877-1878). Assurément le même point de vue est partagé aujourd'hui par certains milieux en Russie, oublieux des leçons de la guerre japonaise et qui méconnaissent les véritables besoins de leur pays. Comme dans les Balkans il n'y a plus de « petits frères » à libérer, il faut songer à d'autres moyens susceptibles d'agir sur l'opinion russe. Et ces moyens, il faut bien le dire, sont encore plus maladroits que ceux d'autrefois : on veut représenter la Russie entourée d'ennemis intérieurs et extérieurs. »

« Les milieux dirigeants russes tendent à affermir leur situation par de vieux procédés : écraser par la violence le mouvement d'émancipation au-dedans et détourner l'attention du peuple de la déplorable situation du pays, en réveillant les sentiments nationalistes, en suscitant des conflits diplomatiques dont il est impossible de prévoir l'issue. »

Quel est donc le sens de cette nouvelle ligne de conduite chauvine dans la politique de l'absolutisme contre-révolutionnaire ? Seuls les hommes qui sentent le sol se dérober définitivement sous leurs pieds peuvent, après Tsou-Shima et Moukden, se lancer dans une telle politique. En dépit de tous les efforts tentés, l'expérience de deux années de réaction *n'a pas donné* à l'autocratie des Cent-Noirs le moindre appui plus ou moins sûr à l'intérieur du pays, ni formé aucun nouvel élément social susceptible, *économiquement*, de rénover l'autocratie. *Hors de là*, il n'est pas d'atrocités ni de

frénésie contre-révolutionnaires capables de maintenir l'ordre politique actuel en Russie.

---

Stolypine, et les propriétaires fonciers ultra-réactionnaires, et les octobristes se rendent compte qu'à moins de créer de nouveaux appuis sociaux, il leur est impossible de se maintenir au pouvoir. D'où leur politique visant à ruiner à fond le paysan, à détruire par la violence la communauté rurale pour déblayer la voie devant le capitalisme agraire, *coûte que coûte*. Les plus savants, les plus instruits, les plus « humanitaires » des libéraux russes — tels que les professeurs des *Rousskié Viédomosti* — se montrent à cet égard infiniment plus obtus que les Stolypine. « Il n'y aura rien d'étonnant — déclare l'éditorialiste du 1er février du journal en question — si, au moment où, par exemple, se décidera le sort des règlements provisoires de novembre, les communautaires-slavophiles d'hier appuient les tentatives faites par le ministère pour détruire la communauté en assignant de la terre en propriété privée à des économies individuelles. Il est même permis de supposer que les buts défensifs communs à la majorité conservatrice de la Douma et au ministère les inciteront l'une et l'autre à prendre des mesures plus agressives même que les fameux oukases de 1906... Tableau vraiment surprenant : avec le concours des représentants des partis conservateurs, le gouvernement conservateur prépare une réforme radicale dans le domaine des rapports agraires — lequel domaine est moins que tout autre susceptible de brusques changements — décidé à cette mesure radicale par d'abstraites considérations de préférence pour une forme de propriété plutôt que pour une autre. »

Ouvrez les yeux, Monsieur le professeur, secouez la poussière des archives du populisme ancestral et regardez ce qu'ont fait deux années de révolution. Stolypine ne vous a pas seulement vaincu par la force physique, mais aussi parce qu'il a parfaitement compris le besoin le plus pressant du développement économique, la nécessité impérieuse de briser l'ancienne forme de propriété terrienne. Le grand « revirement » opéré à jamais par la révolution, est que l'autocratie des Cent-Noirs, qui *pouvait* autrefois s'appuyer

sur les formes médiévales de la propriété terrienne est *contrainte* aujourd'hui, contrainte à tous égards et sans recul possible, de travailler avec une hâte fébrile à leur destruction. Car elle a compris que sans la *démolition* du vieux régime agraire *il n'est point d'issue* à la contradiction qui, plus que tout, explique la révolution russe : les formes les plus désuètes de propriété foncière, la campagne la plus inculte, le capitalisme industriel et financier le plus avancé !

Ainsi, nous demanderons avec stupeur les populistes, vous êtes partisans de la législation agraire de Stolypine ? — Oh ! non, tranquillisez-vous ! Nous sommes absolument contre *toutes* les formes de l'ancienne propriété terrienne en Russie, seigneuriale et parcellaire. Nous sommes absolument pour la destruction violente de ce vieux système, caduc et pourri, dont les relents empoisonnent tout ce qui est nouveau, nous sommes pour la *nationalisation* bourgeoise de la terre, seul mot d'ordre conséquent de la révolution bourgeoise, seule mesure pratique qui aiguille cette démolition historiquement nécessaire contre les grands propriétaires fonciers, en favorisant parmi la masse paysanne la formation de libres possesseurs de la terre qu'ils cultivent.

La révolution bourgeoise russe a ceci de particulier que la politique révolutionnaire dans cette question essentielle de la révolution qu'est la question agraire est réalisée par les ultra-réactionnaires et par les paysans avec les ouvriers. Tandis que les avocats et les professeurs libéraux préconisent cette chose absurde, utopique, non viable, à savoir : concilier deux méthodes opposées s'excluant l'une l'autre — méthodes de *destruction* de ce qui est périmé —, et les concilier de telle sorte qu'il n'y ait, en général, de démolition aucune. Ou bien la victoire de l'insurrection paysanne et la refonte totale des formes anciennes de propriété foncière au profit de la paysannerie rénovée par la révolution, c'est-à-dire confiscation des terres seigneuriales et proclamation de la république ; ou bien la refonte stolypinienne qui, elle aussi, rénove, rénove en fait la vieille propriété terrienne en l'adaptant aux rapports capitalistes, mais uniquement dans l'intérêt des propriétaires fonciers, en ruinant à fond la masse paysanne, en la chassant de force du village, en expulsant, en exterminant par la famine, la prison, la déportation, les fusillades et les tortures, l'élite de la jeunesse paysanne.

Il n'est pas facile à une minorité d'exercer une telle politique à l'égard de la majorité, mais elle n'est pas impossible au point de vue économique. Nous devons aider le peuple à en prendre nettement conscience. Mais la tentative par une réforme prudente de démêler, dans la paix et sans violence, cet écheveau de contradictions médiévales, incroyablement embrouillé par des siècles d'histoire russe, est un rêve archi-stupide que seuls peuvent concevoir les cerveaux les plus racornis. Les nécessités économiques appellent certainement et amèneront certainement en Russie la plus « brutale révolution » dans le régime agraire. La question historique est seulement de savoir qui, des propriétaires fonciers conduits par le tsar et Stolypine ou des masses paysannes guidées par le prolétariat, accomplira cette révolution.

---

Le « bloc de l'opposition », tel est le thème d'actualité de la presse politique russe. Le journal policier-stolypinien *Rossia* exulte : « Bloc ? c'est dire que les cadets eux aussi sont des révolutionnaires ; sus aux cadets ! » Le journal des cadets, la *Retch*, tout pénétré du désir fonctionnariste de démontrer que les cadets sont capables d'être aussi modérés que les octobristes, pince les lèvres, déverse des flots d'indignation « morale » au sujet des tentatives peu scrupuleuses de l'accuser de révolutionnisme. Il déclare : Certes, nous saluons la formation d'un bloc de l'opposition, mais ce bloc doit être un mouvement de « *gauche à droite* » (éditorial du 2 février). « Nous avons l'expérience des fautes et déceptions politiques. Lorsque l'opposition fait bloc, elle le fait, naturellement, sur le programme-minimum du plus modéré des partis qui la composent. »

Ce programme est parfaitement clair : hégémonie du libéralisme bourgeois, voilà nos conditions, disent les cadets, à la manière de Falloux répondant en 1871 à Thiers qui lui demandait son appui : la monarchie, voilà mes conditions.

La *Stolitchnaïa Potchta*, comprenant qu'il ne serait guère commode, qu'il serait incongru de dire tout franc ces choses-là, « n'est pas d'accord » avec la *Retch* ; elle s'en tire par de vagues allusions à l'« état d'esprit d'avant-octobre » (cette censure maudite qui gêne tout programme politique

clair !) et, au fond, par une invite à marchander. Puisque la *Retch* veut diriger, que les révolutionnaires veulent diriger (le nouveau bloc), n'y aurait-il pas un pourboire pour mes petits services d'honnête courtier ?

« Le bloc », nous témoignons nos plus vives sympathies à ce mot d'ordre, surtout lorsqu'on y fait allusion — quand ne serait qu'une simple allusion ! — à l'« état d'esprit d'avant-octobre ». Mais l'histoire ne se répète pas, très aimables Messieurs les politiciens ! Et les leçons que nous a fournies « l'histoire de trois années », il n'est point de force qui puisse les effacer de la conscience des différentes classes. Ces leçons sont d'une richesse incomparable, tant par leur contenu positif (forme, caractère, conditions de la victoire remportées en 1905 dans leur lutte de *masse* par les ouvriers et les paysans), que par leur contenu négatif (effondrement de deux Doumas, c'est-à-dire effondrement des illusions constitutionnelles et de l'hégémonie des cadets).

Ceux qui désirent étudier systématiquement, méditer, s'assimiler, appliquer *ces* leçons parmi les masses, à la bonne heure !, nous sommes entièrement acquis « au bloc », au bloc formé par une lutte implacable contre les renégats de la révolution. Pas d'accord ? C'est que nos chemins bifurquent.

Le vieux mot d'ordre d'« avant-octobre » est excellent, et (n'en déplaise à M-d-m du recueil *Nacha Mysl*) [153], nous ne le rejetterons pas (« Assemblée constituante »). Mais il est insuffisant. Il est trop formel. On n'y perçoit pas, posés pratiquement, les graves problèmes de la vie. Nous le compléterons par la grande leçon des trois grandes années. Notre « programme-minimum », le « programme de notre bloc » est simple et clair : 1° confiscation de toutes les terres seigneuriales ; 2° république. Quant à l'Assemblée constituante, il nous la faut *telle* qu'elle nous permette de réaliser ce programme.

L'histoire des deux Doumas, les Doumas cadettes, a montré d'une façon saisissante que la véritable lutte des forces sociales — cette lutte dont on n'a pas toujours eu conscience et qui ne s'est pas toujours extériorisée, mais qui a toujours exercé une action décisive sur toutes les solutions politiques d'envergure, qui a toujours balayé comme poussière les escamotages des profanes naïfs et charlatanesques du « cons-

titutionnalisme » —, cette lutte s'est poursuivie entièrement et sans réserve autour des deux « objectifs » signalés par nous. Ce ne sont pas les théories abstraites, mais l'expérience réelle de la lutte de nos masses populaires, dans les réelles conditions de l'autocratie des seigneurs terriens russes, qui nous a montré en fait que ces mots d'ordre précisément sont inéluctables. A quinconque est capable de les assimiler, nous proposons de « faire bande à part » et de « frapper ensemble », de frapper l'ennemi qui dévaste la Russie, qui extermine des milliers de ses meilleurs hommes.

« Vous resterez seuls avec un tel programme de bloc. » Ce n'est pas vrai.

Lisez les discours des députés paysans sans-parti aux deux premières Doumas, et vous comprendrez que notre programme de bloc ne fait que formuler leur desiderata, leurs besoins, les indispensables déductions élémentaires qu'ils comportent. A ceux qui ne les comprennent pas — depuis les cadets jusqu'à Péchékhonov (lui aussi, nous écrit-on de Moscou, y a préconisé le bloc), — nous ferons la guerre au nom du « bloc ».

Ce sera une guerre à outrance. Nous avons su travailler durant de longues années avant la révolution. Ce n'est pas sans raison qu'on a dit de nous : fermes comme le roc. Les social-démocrates ont constitué un parti prolétarien qui ne se laissera pas décourager par l'échec d'un premier assaut militaire ; il ne perdra pas la tête, il ne se laissera pas aller aux aventures. Ce parti marche vers le socialisme, sans se lier lui-même ni lier son sort à l'issue de telle ou telle période de révolutions bourgeoises. Et c'est précisément la raison pour laquelle il est à l'abri des faiblesses des révolutions bourgeoises. Et ce parti prolétarien marche à la victoire.

*« Prolétari » n° 21,*
*26 (13) février 1908*

*Conforme au texte du journal*

# DÉCLARATION DE LA RÉDACTION DU «PROLÉTARI»

Dans le n°20 de *Neue Zeit*, dans l'avant-propos du traducteur, que nous ne connaissons pas, de l'article de A. Bogdanov sur Ernst Mach, nous lisons ce qui suit : « Dans la social-démocratie russe se fait jour malheureusement une forte tendance à faire de telle ou telle attitude envers Mach une question de division fractionnelle dans le parti. De très sérieuses divergences de tactique entre bolcheviks et mencheviks sont aggravées par la discussion d'une question qui n'est, à notre avis, absolument pas liée à ces divergences, à savoir : le marxisme est-il compatible, sur le plan de la connaissance théorique, avec l'enseignement de Spinoza et Holbach, ou celui de Mach et Avenarius ? »

A ce sujet, la rédaction du *Prolétari*, en tant que représentant idéologique de la tendance bolchevique, juge indispensable de déclarer ce qui suit : En réalité cette discussion philosophique n'est pas fractionnelle, et de l'avis de la rédaction, ne doit pas l'être ; toute tentative pour présenter ces divergences comme fractionnelles est radicalement erronée. Il y a à l'intérieur de l'une et l'autre fraction des partisans des deux courants philosophiques.

*« Prolétari » n° 21, 26 (13) février 1908*

*Conforme au texte du journal*

# LETTRE À A. M. GORKI

Le 26.II.1908

Cher A.M. ! Je n'ai pas répondu tout de suite à votre lettre car, aussi étrange que cela paraisse au premier abord, nous avons eu une assez pénible querelle à la rédaction, avec Al. Al. [154], à propos de votre article ou en rapport avec lui... Hum, hum... J'ai parlé dans un *autre* endroit et à un autre propos que ceux auxquels vous pensiez !

Voici comment les choses se sont passées.

La parution des *Essais de philosophie marxiste* [155] a considérablement approfondi les anciennes dissensions entre bolcheviks sur les questions de philosophie. Je ne m'estime pas suffisamment compétent sur ces questions pour me hâter d'intervenir par voie de presse. Mais j'ai toujours suivi avec attention les discussions philosophiques au sein de notre *parti*, à commencer par la lutte de Plékhanov contre Mikhaïlovski et Cie, depuis la fin des années 80 jusqu'en 1895, puis contre les kantiens en 1898 et au cours des années suivantes (lutte que je ne me contenterai plus de suivre, mais à laquelle je me joignis en partie en tant que membre de la rédaction de la *Zaria* depuis 1900), enfin contre les empiriocriticistes et Cie.

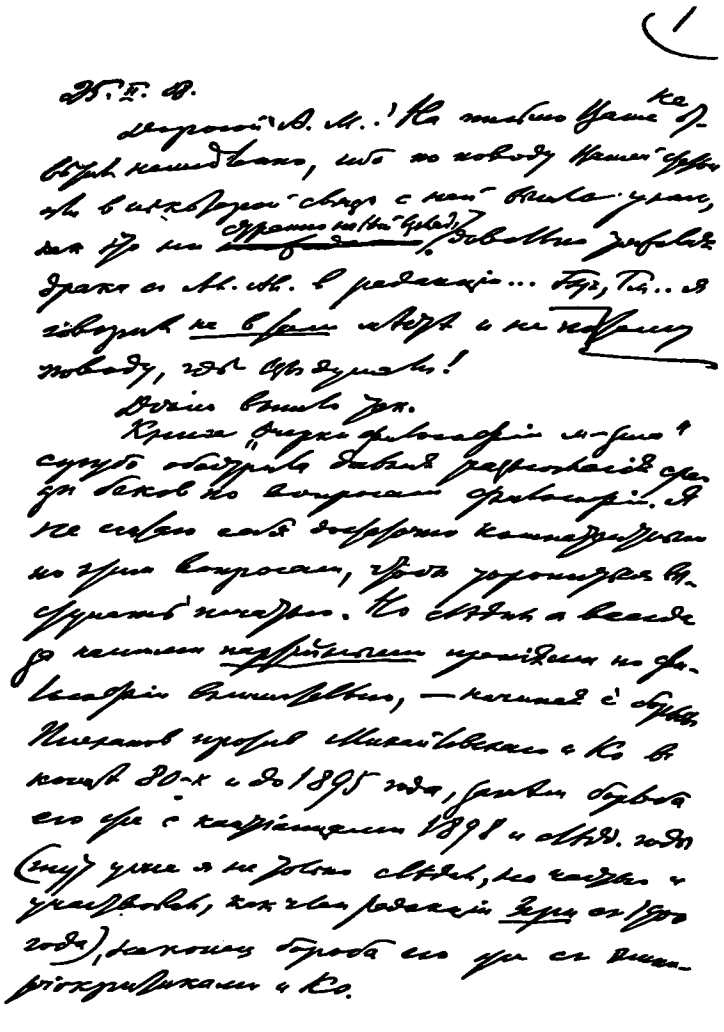
J'ai suivi les œuvres philosophiques de Bogdanov depuis son ouvrage énergétique consacré à *La conception historique de la nature*, que j'ai potassé pendant mon séjour en Sibérie. La conception que Bogdanov y exposait n'était qu'une transition vers d'autres conceptions philosophiques. Je fis

personnellement sa connaissance en 1904, et nous nous offrîmes sur le champ des cadeaux : moi les « Pas » [156], lui son ouvrage philosophique *d'alors* [157]. Je lui écrivis incontinent (au printemps ou au début de l'été 1904) de Genève à Paris que son travail m'avait fortement persuadé de l'inexactitude de ses conceptions pour me convaincre tout aussi fortement de la justesse de celles de Plékhanov.

Quand nous travaillions ensemble, Plékhanov et moi, nous causions souvent de Bogdanov. Plékhanov m'expliquait en quoi péchait Bogdanov, mais il ne considérait nullement sa déviation comme très profonde. Je me souviens très bien qu'au cours de l'été 1903, nous eûmes, Plékhanov et moi, au nom de la rédaction de *Zaria*, une entrevue à Genève avec un représentant de la rédaction des *Esquisses d'une conception réaliste du monde* [158], revue à laquelle nous décidâmes de collaborer, moi sur la question agraire, Plékhanov en *philosophie contre Mach.* Cette lutte contre Mach, Plékhanov en avait fait la *condition* de sa participation, condition à laquelle le représentant des *Esquisses* souscrivit sans réserve. Plékhanov considérait alors Bogdanov comme un allié dans la lutte contre le révisionnisme, mais un allié qui se trompait dans la mesure où il suivait Ostwald et même Mach.

En été et en automne 1904, nous nous mîmes définitivement d'accord avec Bogdanov, en tant que *bolcheviks*, et nous formâmes un bloc tacite — et qui écartait tacitement la philosophie comme étant un domaine neutre —, un bloc dont l'existence se prolongea durant toute la révolution et qui nous donna la possibilité d'appliquer conjointement dans la révolution la tactique de la social-démocratie (c'est-à-dire du bolchevisme) qui, j'en suis profondément convaincu, était la seule correcte.

Nous eûmes assez peu l'occasion de nous occuper de philosophie dans le feu de la révolution. Se trouvant en prison au début de l'année 1906, Bogdanov écrivit encore une chose, le troisième fascicule de l'*Empiriomonisme*, me semble-t-il. Il m'en fit cadeau en été 1906, et je le lus avec attention. Mais cette lecture me mit dans une rage et une fureur extrêmes : plus clairement que jamais, il s'avérait que Bogdanov était engagé dans une voie profondément



**Première page de la lettre de V. Lénine à A. M. Gorki. — 25 février 1908.**

*Réduction*

erronée, et nullement marxiste. Je lui écrivis alors une « déclaration d'amour », petite lettre philosophique remplissant trois cahiers. Je lui expliquai que, bien entendu, en matière de philosophie j'étais un *marxiste ordinaire*, mais que précisément ses travaux, clairs, populaires, remarquablement écrits, avaient achevé de me convaincre que c'est lui qui avait foncièrement tort, et que Plékhanov avait raison. Je montrai ces cahiers à quelques amis (dont Lounatcharski) et je pensai les publier sous le titre : « Notes d'un marxiste ordinaire sur la philosophie », mais je ne le fis point. Je regrette à présent de ne pas les avoir publiés sur-le-champ. J'ai récemment écrit à Pétersbourg pour qu'on recherche ces cahiers et qu'on me les renvoie [159].

Maintenant viennent de paraître les *Essais de philosophie marxiste*. J'ai lu tous les articles hormis celui de Souvorov (que je suis en train de lire), et chaque article m'a fait franchement bondir d'indignation. Non, ce n'est pas du marxisme ! Et nos empiriocriticistes, empiriomonistes et empiriosymbolistes s'enlisent dans un marécage. Convaincre le lecteur que la « foi » dans la réalité du monde extérieur est une « mystique » (Bazarov), confondre de la façon la plus révoltante matérialisme et kantisme (Bazarov et Bogdanov), prêcher une variété d'agnosticisme (empiriocriticisme) et d'idéalisme (empiriomonisme), enseigner aux ouvriers l'« athéisme religieux » et l'« adoration » des plus hautes facultés humaines (Lounatcharski), assimiler à une mystique l'enseignement d'Engels sur la dialectique (Berman), puiser à la source nauséabonde de je ne sais quels « positivistes » français, agnostiques ou métaphysiciens, le diable les emporte, avec une « théorie symbolique de la connaissance » (Iouchkévitch) ! Non, c'est vraiment trop. Bien entendu, nous sommes des marxistes ordinaires, des gens peu versés en philosophie, mais quand même pourquoi nous offenser au point de nous servir cela pour de la philosophie marxiste ! Je me ferais plutôt écarteler que d'accepter de participer à un organe ou à un collège prônant des choses semblables.

J'eus à nouveau envie de me remettre aux « Notes d'un marxiste ordinaire sur la philosophie », et je commençai à les rédiger [160] ; quant à Al. Al., je lui fis naturellement

part de mes impressions, sans dissimulation ni ménagements, à mesure que je lisais les *Essais*.

Mais vous vous demanderez ce que votre article vient faire dans tout cela. C'est que, au moment précis où ces divergences entre bolcheviks menacent de prendre une tournure particulièrement grave, vous vous mettez ostensiblement à exposer les conceptions d'une tendance dans votre travail pour le *Prolétari*. Certes, je ne sais pas ce que ça devait donner dans l'ensemble. En outre je considère qu'un artiste peut puiser pour soi-même beaucoup de choses utiles dans toute philosophie. Enfin, je suis entièrement et absolument d'accord sur le fait que, dans toutes les questions de création artistique, vous êtes le meilleur juge et que tirant des conceptions de *ce* genre à la fois de votre expérience artistique *et d'une philosophie même idéaliste*, vous puissiez arriver à des conclusions qui seront d'un grand profit pour le parti ouvrier. Tout cela est fort bien. Néanmoins, le *Prolétari* doit rester totalement neutre sur toutes nos divergences philosophiques, et ne pas donner au lecteur *la moindre raison* d'établir un lien entre les bolcheviks en tant que tendance, en tant que ligne tactique de l'aile révolutionnaire des social-démocrates russes, et l'empiriocriticisme ou l'empiriomonisme.

Quand, après avoir lu et relu votre article, j'ai fait savoir à A.A. que je m'opposais à son insertion, il est devenu plus sombre que les nuées. La menace d'une scission planait sur nos têtes. Hier, nous avons tenu une séance spéciale des trois membres du comité de rédaction pour examiner la question. Là, une remarque stupide de la revue *Neue Zeit* nous est venue inopinément en aide. Publiant dans le numéro 20 de cette revue l'article de Bogdanov sur Mach, un traducteur inconnu avait fait la sottise de dire dans la préface que les dissensions entre Plékhanov et Bogdanov tendaient à se changer au sein de la social-démocratie russe en une discorde *de fraction* entre bolcheviks et mencheviks ! Libellant dans ces termes sa préface, l'imbécile eut le don de nous mettre d'accord. Nous avons donc convenu sur le champ qu'il était indispensable dès le numéro suivant du *Prolétari* d'insérer une déclaration sur notre neutralité. Cela correspondait au mieux avec l'état d'esprit qui avait été le mien après la parution des *Essais*. La déclaration a

été mise au point, approuvée unanimement, et elle paraîtra demain dans le n°21 du *Prolétari* que l'on vous fera tenir *.

Pour ce qui est de votre article, nous avons décidé de remettre l'affaire à plus tard : chacun des trois rédacteurs du *Prolétari* vous exposera par lettre l'ensemble de la situation, et nous rapprocherons la date du voyage que Bogdanov et moi-même devons faire pour vous rencontrer.

Vous devez donc recevoir une lettre de Al. Al. et une du troisième rédacteur [161], dont je vous ai déjà entretenu.

J'estime nécessaire de vous dire franchement mon opinion. Je considère aujourd'hui comme absolument inévitable une certaine empoignade entre bolcheviks sur les questions de philosophie. Mais il serait à mon avis stupide d'en arriver à une scission à cause de cela. Nous avons constitué un bloc pour promouvoir dans le parti ouvrier une tactique bien définie. Jusqu'à présent nous avons appliqué et nous appliquons cette tactique *sans différends* (l'unique divergence portait sur le boycottage de la IIIe Douma, mais, tout d'abord, elle ne s'est jamais aggravée assez entre nous pour qu'il y ait même l'ombre d'une scission et, ensuite, il ne s'agissait pas d'une divergence entre matérialistes et adeptes de Mach, puisque, par exemple, le machiste Bazarov était comme moi opposé au boycottage et qu'il avait écrit dans ce sens un grand article dans le *Prolétari*).

Ce serait selon moi d'une ineptie impardonnable d'entraver l'application dans le parti ouvrier de la tactique de la social-démocratie révolutionnaire à cause de disputes portant sur le choix entre le matérialisme et la doctrine de Mach. En nous affrontant sur les questions de philosophie, nous devons faire en sorte que le *Prolétari* et les bolcheviks en tant que fraction *du parti n'en pâtissent en aucune façon*. Et c'est parfaitement possible.

A mon avis, vous devez contribuer à ce qu'il en soit ainsi. Vous le pouvez en collaborant au *Prolétari* sur les questions neutres (c'est-à-dire sans relation aucune avec la philosophie) de la critique littéraire, de la littérature politique et sociale, de la création artistique, etc. Quant à votre article, si vous êtes désireux d'empêcher la scission et de circonscrire la nouvelle querelle, il vous faudrait le rema-

* Voir le présent tome, p. 468. (*N.R.*)

nier : tout ce qui est lié, fût-ce indirectement, à la philosophie de Bogdanov, imprimez-le dans une autre publication. Grâce à Dieu vous avez le loisir de vous faire publier ailleurs que dans le *Prolétari*. Par contre, tout ce qui ne touche pas à la philosophie de Bogdanov, c'est-à-dire *la plus grande* partie de votre article, vous pourriez l'exposer dans une série d'articles pour le *Prolétari*. Toute autre conduite de votre part, c'est-à-dire un refus de remanier votre article ou de collaborer avec le *Prolétari*, ne pourrait à mon avis manquer de conduire à une aggravation du conflit entre bolcheviks, de mettre obstacle à la localisation de la nouvelle querelle, d'affaiblir la cause vitale, pratiquement et politiquement indispensable, des social-démocrates révolutionnaires en Russie.

Telle est mon opinion. Vous connaissez maintenant toute ma pensée et il me reste à présent à attendre votre réponse.

Nous voulions aller vous voir aujourd'hui, mais il a fallu reporter cela au moins d'une semaine, sinon de deux ou trois.

Je vous serre amicalement la main.

Votre *N. Lénine.*

*Publié pour la première fois en 1924 dans le Recueil Lénine I*

*Conforme au manuscrit*

# LA NOUVELLE POLITIQUE AGRAIRE

Le mercredi 13 février a eu lieu la réception par Nicolas II des 307 députés de la IIIe Douma. Les entretiens amicaux du tsar et des Cent-Noirs Bobrinski et Tchélychev constituent l'aspect comique des effusions dernier modèle entre l'autocratie et la bande des alliés. Bien plus sérieuse apparaît la déclaration de Nicolas selon laquelle la Douma serait prochainement appelée à adopter de nouvelles lois agraires, toute idée d'aliénation forcée devant à cet égard être exclue, étant donné que lui, Nicolas II, ne ratifierait jamais aucune loi allant dans ce sens. « Le discours du tsar, communique le correspondant du *Journal de Francfort*, a produit sur les paysans une impression accablante. »

Il est certain que la « déclaration agraire » du tsar lui-même a une immense portée d'agitation, et nous ne pouvons que rendre hommage à ce talentueux agitateur. Mais outre sa portée d'agitation, cette menaçante sortie contre l'aliénation forcée présente une grande importance en ceci qu'elle témoigne que la monarchie foncière s'est engagée sur la voie d'une politique agraire *nouvelle.*

Ce sont les fameux oukazes non soumis à la Douma en vertu de l'article 87, en date du 9 novembre 1906 et des jours suivants qui ont inauguré l'ère de la nouvelle politique agraire du gouvernement tsariste. Cette politique s'est vu confirmée à la IIe Douma par Stolypine ; les députés octobristes et de droite l'ont approuvée, et les cadets (épouvantés par les rumeurs concernant la dissolution de la Douma qui circulaient dans les antichambres de la camarilla) ont

renoncé à la condamner ouvertement. Maintenant, à la IIIe Douma, la commission agraire a récemment adopté les dispositions fondamentales de la loi du 9 novembre 1906 et elle est allée plus loin, accordant aux paysans la propriété de leurs parcelles partout où les communautés n'ont pas connu de redistribution au cours des 24 dernières années. Lors de la réception du 13 février, le chef de la Russie féodale a donné sa bénéfiction publique à cette politique, en y ajoutant la menace — manifestement pour l'édification des paysans sans-parti — que jamais il ne ratifierait une loi portant sur l'aliénation forcée en faveur de la paysannerie.

Le passage définitif du gouvernement du tsar, des propriétaires fonciers et de la grande bourgeoisie (octobristes) à la nouvelle politique agraire revêt une immense portée historique. Les destinées de la révolution bourgeoise en Russie — non seulement de la révolution présente, mais également des révolutions démocratiques éventuelles, — dépendent *avant tout* de la réussite ou de l'échec de cette politique.

En quoi consiste la nature de ce revirement ? En ceci que jusqu'à nos jours l'inviolabilité de la vieille propriété moyenâgeuse des paysans et de leur communauté « traditionnelle » avait ses plus chauds partisans dans les classes dominantes de la Russie réactionnaire. Les propriétaires féodaux, constituant la classe dirigeante de la Russie d'avant la réforme, constituant la classe politiquement prédominante tout au long du XIXe siècle, avaient dans l'ensemble mené une politique de *maintien* du vieux système communautaire de la propriété paysanne.

A la veille du XXe siècle, le développement du capitalisme a achevé de miner ce système. L'antique communauté rurale avec ses cloisonnements, l'attachement des paysans à la glèbe, la routine de la campagne à demi féodale sont entrés en contradiction aiguë avec les nouvelles conditions économiques. La dialectique de l'histoire a fait que la paysannerie — qui dans d'autres pays, en présence d'un système agraire doté d'un certain ordre (du point de vue des exigences du capitalisme), constitue le soutien du système —, a formulé en Russie pendant la révolution les revendications les plus destructrices allant jusqu'à la confis-

cation des terres féodales et à la nationalisation de la terre (les troudoviks à la Ire et à la IIe Douma).

Ces exigences radicales et même parées des idées du socialisme petit-bourgeois n'ont nullement été suscitées par un « socialisme » du moujik, mais par la nécessité économique de trancher le nœud complexe de la propriété féodale, de déblayer la voie au fermier libre (l'entrepreneur agricole) sur une terre débarrassée de toutes les cloisons moyenâgeuses *.

D'ores et déjà, le capitalisme a irréversiblement miné tous les fondements du vieux système agraire de la Russie. Il ne peut continuer à se développer sans détruire ce système ; et il le détruira sûrement et inévitablement, car il n'est aucune force au monde qui puisse s'y opposer. Mais ce système peut être détruit à la manière des propriétaires fonciers ou à la manière des paysans, et ouvrir la voie au capitalisme foncier ou au capitalisme paysan. La destruction du passé par le propriétaire foncier implique l'effondrement par la violence de la communauté et la ruine accélérée, l'extermination de la masse des petits propriétaires réduits à la misère au profit d'une poignée de koulaks. La destruction du passé par le paysan implique la confiscation de la propriété foncière et le transfert de la terre à la disposition du fermier libre issu de la paysannerie (« l'égalité du droit à la terre » de messieurs les populistes, c'est en fait le droit *des paysans solidement établis* à la terre avec l'anéantissement de toutes les cloisons moyenâgeuses).

Le gouvernement de la contre-révolution a pris conscience de la situation. Stolypine a bien compris les choses : sans détruire la vieille propriété il n'est pas possible d'assurer le développement économique de la Russie. Stolypine et les féodaux se sont donc engagés hardiment sur la voie révolutionnaire, détruisant de la façon la plus impitoyable le vieux système, livrant entièrement les masses paysannes à l'assaut et au pillage des gros propriétaires et des koulaks.

Messieurs les libéraux et les démocrates petits-bourgeois — à commencer par les « méony » [163] semi-octobristes pour

* Les conceptions exposées ici sont étroitement liées à la critique du programme de notre parti. Dans le n° 21 du *Prolétari* cette critique était ébauchée en tant qu'opinion privée ; dans les numéros suivants la question sera analysée en détail [162].

continuer avec les *Rousskié Viédomosti* et pour finir par M. Péchékhonov de *Rousskoïé Bogatstvo* —, font à présent un vacarme épouvantable au sujet de la destruction de la communauté par le gouvernement, *accusant* ce gouvernement de révolutionnisme ! Jamais encore le libéralisme bourgeois n'avait révélé de façon aussi flagrante sa position batârde dans la révolution russe. Non, Messieurs, pleurnicher sur la destruction des bases traditionnelles ne servira à rien. Trois années de révolution ont eu raison des illusions conciliatrices. La question est posée avec clarté. Soit un appel hardi à la révolution paysanne allant jusqu'à la république, avec préparation générale sur les plans idéologique et d'organisation d'une *telle* révolution en alliance avec le prolétariat. Soit de vaines pleurnicheries, une impuissance idéologique et politique devant la poussée exercée contre la communauté par Stolypine, les féodaux et les octobristes.

Qu'ils choisissent donc, ceux à qui il reste encore une goutte de courage civique et de sympathie pour la masse paysanne ! Le prolétariat a déjà fait son choix et, plus ferme que jamais, le parti ouvrier social-démocrate expliquera, diffusera, répandra dans les masses le mot d'ordre d'insurrection paysanne en alliance avec le prolétariat, comme *seul* moyen possible de faire obstacle à la méthode stolypinienne de « rénovation » de la Russie.

Nous ne dirons pas que cette méthode n'est pas praticable, — elle a été mise à l'épreuve plus d'une fois en Europe sur une moindre échelle —, mais nous expliquerons au peuple qu'elle n'est réalisable qu'au moyen de violences sans bornes de la minorité à l'encontre de la majorité pendant des dizaines d'années et au moyen d'une extermination massive de la paysannerie d'avant-garde. Nous n'avons pas l'intention de consacrer nos soins à ravauder les projets révolutionnaires de Stolypine, à essayer de les corriger, à en atténuer les effets, etc. Nous y répondrons en intensifiant notre travail d'agitation dans les masses populaires et, en particulier, dans les couches du prolétariat qui sont liées à la paysannerie. Bien que passés à travers une série de cribles policiers, bien qu'élus par les gros propriétaires, bien qu'effrayés par les ultras de la Douma, les députés paysans ont manifesté tout récemment leurs véritables aspirations. Le groupe des paysans sans-parti et en partie des

paysans de *droite* s'est prononcé, comme on a pu le lire dans les journaux, en faveur de l'aliénation forcée ainsi qu'en faveur d'institutions agraires locales élues *par toute la population* ! Ce n'est pas sans raison qu'un cadet déclarait à la commission agraire qu'un paysan de droite est plus à gauche qu'un cadet. Oui, pour ce qui est de la question agraire, dans toutes les trois Doumas, les paysans de « droite » se tiennent plus à gauche que les cadets, prouvant ainsi que l'esprit monarchiste du moujik est une naïveté en voie de disparition, à la différence de l'esprit monarchiste des brasseurs d'affaires libéraux qui sont monarchistes par intérêt de classe.

Le tsar des nostalgiques du servage a clamé aux paysans sans-parti qu'il ne tolérerait pas l'aliénation forcée. Que la classe ouvrière clame en réponse aux millions de paysans « sans-parti » qu'elle les appelle à la lutte de masse pour le renversement du tsarisme et pour la confiscation des terres féodales.

*« Prolétari » n° 22,*
*(3 mars) 19 février 1908*

*Conforme au texte du journal*

# LA NEUTRALITÉ DES SYNDICATS[164]

Dans le dernier numéro du *Prolétari* nous reproduisions la résolution du Comité central de notre parti sur les syndicats [165]. *Nach Vek*, faisant part de cette résolution à ses lecteurs, aujoutait qu'elle avait été adoptée à l'unanimité au Comité central, étant donné que les mencheviks avaient voté en sa faveur en raison des concessions qui y étaient faites par rapport au projet bolchevique initial. Si cette nouvelle est exacte (le défunt journal *Nach Vek* [166] était toujours remarquablement bien informé sur tout ce qui concerne le menchevisme), il ne nous reste plus qu'à saluer de tout notre cœur le grand pas fait dans le sens d'un regroupement des efforts des social-démocrates dans un domaine aussi important que celui des syndicats. Les concessions dont parle *Nach Vek* sont absolument insignifiantes et ne portent nullement atteinte aux principes fondamentaux du projet bolchevique (qui est publié disons-le en passant, dans le n°17 du *Prolétari* en date du 20 octobre 1907, de pair avec un vaste article explicatif « Les syndicats et le parti social-démocrate »).

L'ensemble de notre parti, a, par conséquent, reconnu à présent que le travail dans les syndicats ne devait pas être mené dans l'esprit de la neutralité, mais dans celui de l'établissement de liens toujours plus étroits entre les syndicats et le parti social-démocrate. Il a reconnu également que le rattachement des syndicats doit être réalisé exclusivement par le travail des social-démocrates à l'intérieur des syndicats, que les social-démocrates doivent constituer

des sections unies dans les syndicats et créer des organisations clandestines dans la mesure où il ne peut y avoir de syndicats légaux.

Il est certain que Stuttgart a considérablement influé sur ce rapprochement des deux fractions de notre parti sur la question du caractère du travail dans les syndicats. La résolution du congrès de Stuttgart, comme l'a fait remarquer Kautsky dans son compte rendu aux ouvriers de Leipzig, met fin à la reconnaissance de principe de la neutralité. L'intensité du développement des contradictions de classe, leur aggravation dans tous les pays au cours de la dernière période, la longue expérience de l'Allemagne (où la politique de neutralité a renforcé l'opportunisme dans les syndicats sans faire nullement obstacle à l'apparition de syndicats chrétiens et libéraux séparés), l'extension de la lutte des prolétaires dans un domaine qui exige une action conjointe et unanime des syndicats et du parti politique (la grève de masse et l'insurrection armée dans la révolution russe en tant que préfiguration des formes probables de la révolution prolétarienne en Occident), tout ceci a achevé de retirer tout fondement à la théorie de la neutralité.

Au sein des partis prolétariens la question de la neutralité ne risque plus de soulever de controverses particulières. Mais il en est autrement au sein des partis non prolétariens quasi-socialistes dans le genre de nos socialistes-révolutionnaires, lesquels constituent en fait l'extrême-gauche du parti révolutionnaire bourgeois des intellectuels et des paysans d'avant-garde.

Il est des plus significatif qu'après Stuttgart seuls les socialistes-révolutionnaires et Plékhanov se soient prononcés en faveur de l'*idée* de neutralité. Et ce d'une façon assez peu réussie.

Dans le dernier numéro de *Znamia Trouda* (n°8, décembre 1907), organe central du parti des socialistes-révolutionnaires, nous trouvons deux articles consacrés à la question du mouvement syndical. Les socialistes-révolutionnaires s'y essayent surtout à faire des gorges chaudes à propos de la déclaration du journal social-démocrate *Vpériod* [167], selon laquelle la résolution de Stuttgart réglait la question de l'attitude du parti à l'égard des syndicats précisément dans le sens indiqué par la résolution de Londres, à savoir dans l'es-

prit du bolchevisme. A ceci nous dirons que les socialistes-révolutionnaires eux-mêmes citent dans le même numéro de *Znamia Trouda* des *faits* qui prouvent indubitablement la justesse de cette appréciation.

« C'est à cette époque, écrit *Znamia Trouda* en parlant de l'automne 1905 — et c'est là un fait caractéristique —, que remonte la première entrevue en tête à tête des trois fractions socialistes russes : les social-démocrates mencheviques, les social-démocrates bolcheviques et les socialistes-révolutionnaires, qui procédèrent à un échange de vues sur le mouvement syndical. Le bureau de Moscou, à qui avait été confié le soin de désigner dans son sein un bureau central pour la convocation du congrès (des syndicats), organisa un grand meeting des ouvriers syndiqués au théâtre Olympia *. Les menchéviks y intervinrent pour délimiter d'une manière classiquement marxiste et strictement orthodoxe les objectifs du parti et du syndicat. « Le parti social-démocrate a pour tâche d'instaurer un régime socialiste détruisant les rapports capitalistes ; les syndicats ont pour tâche d'améliorer les conditions de travail dans les limites du régime capitaliste, afin d'arracher dans l'intérêt du travail des conditions avantageuses de vente de la force du travail » ; d'où la conclusion : non-rattachement des syndicats et regroupement en leur sein « de tous les ouvriers d'une profession donnée » **.

Les bolcheviks opposèrent leurs arguments pour montrer que l'on ne pouvait à l'heure actuelle procéder à un partage rigoureux entre le politique et le professionnel, et ils en sont arrivés à la conclusion que « l'on doit établir un lien étroit entre le parti social-démocrate et le syndicat, le premier devant guider le second ». Enfin les socialistes-révolutionnaires réclamaient un strict non-rattachement des

---

* A ce meeting assistèrent environ quinze cents personnes. Voir le compte rendu dans le « Bulletin du Musée de l'assistance au travail » n° 2, en date du 26 novembre 1905 (citation du *Znamia Trouda*).

** Il faut dire que MM. les menchéviks comprenaient ce « non-rattachement » d'une façon assez arbitraire, ainsi, leur rapporteur illustrait ses conceptions de la manière suivante : « La solution juste de la question est fournie par le syndicat des typographes de Moscou qui propose aux camarades, chacun pris à part, d'entrer dans les rangs du parti social-démocrate ». (Note du *Znamia Trouda*.)

syndicats pour éviter une scission du prolétariat, repoussant cependant toute limitation des tâches et des activités des syndicats dans une sphère étroite, et formulant cette tâche comme une lutte générale contre le capital, lutte par conséquent aussi bien politique qu'économique ».

C'est ainsi que le journal *Znamia Trouda* lui-même décrit les *faits* ! Et seul un aveugle ou un être tout à fait incapable de penser peut nier que, de ces trois points de vue, c'est celui qui parle du rapprochement entre le parti social-démocrate et les syndicats qui se voit « confirmé par la résolution de Stuttgart, laquelle recommande l'établissement de liens étroits entre le parti et les syndicats *».

Afin d'embrouiller cette question pourtant des plus simples, les socialistes-révolutionnaires ont confondu de la façon la plus comique l'indépendance des syndicats dans la lutte économique avec leur non-rattachement au parti. « Le congrès de Stuttgart, écrivent-ils, s'est affirmé avec netteté pour l'indépendance (le non-rattachement) des syndicats, c'est-à-dire qu'il a rejeté à la fois le point de vue des bolcheviks et celui des mencheviks. » C'est la conclusion qu'ils tirent de ces termes de la résolution de Stuttgart : « Chacune des deux organisations (parti et syndicat) a un domaine correspondant à sa nature, domaine dans lequel il doit agir de façon absolument indépendante. Mais de pair avec ceci il existe un domaine qui ne cesse de grandir », etc., comme cité ci-dessus. Il s'est donc trouvé des plaisantins pour *confondre* cette exigence d'« indépendance » des syndicats dans le « domaine correspondant à leur nature » avec la question du non-rattachement des syndicats ou de leur rapprochement avec le parti dans le domaine de la politique et des tâches de la révolution socialiste !

De la sorte nos socialistes-révolutionnaires ont totalement escamoté la question fondamentale de principe portant sur l'appréciation de la théorie de la « neutralité », laquelle sert en fait à accroître l'influence de la bourgeoisie sur le prolétariat. Au lieu de cette question de principe, ils ont préféré ne se placer que dans le contexte de la Rus-

* Les mencheviks exposaient en novembre 1905 non point des conceptions orthodoxes, mais *vulgaires*, à propos de la neutralité. Que messieurs les socialistes-révolutionnaires s'en souviennent !

sie, où il existe plusieurs partis socialistes, et ce faisant éclairer sous un jour *mensonger* ce qui s'est passé à Stuttgart. « Il n'y a pas à alléguer un manque de clarté de la résolution de Stuttgart, écrit *Znamia Trouda*, car M. Plékhanov a levé toute obscurité et toute incertitude dans l'intervention qu'il fit au congrès international en qualité de représentant officiel du parti, et jusqu'à présent nous ne possédons aucune déclaration émanant du Comité central social-démocrate, comme quoi « cette intervention du camarade Plékhanov désorganise les rangs d'un parti uni »...

Messieurs les socialistes-révolutionnaires ! Vous êtes naturellement en droit d'ironiser sur le fait que notre Comité central a rappelé Plékhanov à l'ordre. Vous êtes en droit de penser que l'on peut respecter, disons par exemple, un parti *qui ne condamne pas* officiellement les professions de foi cadettes de M. Guerchouni. Mais pourquoi dire ce qui n'est pas ? Plékhanov *n'était pas* à Stuttgart le représentant du parti social-démocrate, il n'était que l'un de ses 33 délégués. Et il ne représentait pas les conceptions du parti social-démocrate, mais celles de l'actuelle opposition menchevique au parti social-démocrate et à ses décisions de Londres. Les socialistes-révolutionnaires ne peuvent pas l'ignorer ; c'est donc là un mensonge *notoire*.

... « Dans la commission qui examinait la question des rapports entre les syndicats et le parti politique, il (Plékhanov) s'exprima littéralement de la façon suivante : « Il y a en Russie onze organisations révolutionnaires ; à laquelle d'entre elles doivent donc se rattacher les syndicats ?... L'introduction dans les syndicats des divergences politiques serait nuisible en Russie. » Face à ceci, *tous* les membres de la commission déclarèrent *unanimement* que l'on ne pouvait interpréter de cette façon la résolution du congrès, qu'ils « n'obligeaient nullement les syndicats et leurs membres à adhérer au parti social-démocrate », c'est-à-dire qu'ils exigeaient, ainsi qu'il est dit dans la résolution, « leur totale indépendance » (les italiques sont de *Znamia Trouda*).

Vous confondez, Messieurs de *Znamia Trouda* ! En commission, c'est un camarade *de Belgique* qui demanda si l'on pouvait obliger les membres du syndicat à adhérer au parti social-démocrate, et *tous* lui répondirent qu'il ne pouvait en être question. Mais d'autre part Plékhanov proposa un amendement à la résolution : « et il convient de ne pas

perdre de vue l'unité de l'organisation syndicale », amendement qui fut adopté, mais pas à l'unanimité (le camarade Voïnov, porte-parole des conceptions du P.O.S.D.R., vota en faveur de l'amendement ce qui, à notre avis, était juste). Voilà comment les choses se sont passées.

Les social-démocrates ne doivent jamais perdre de vue l'unité de l'organisation syndicale. C'est parfaitement exact. Mais cela est valable également pour les socialistes-révolutionnaires que nous convions à réfléchir sur cette « unité de l'organisation syndicale » lorsque cette dernière proclame l'établissement de liens étroits avec le parti social-démocrate ! Pour ce qui est d'« obliger » les membres des syndicats à adhérer au parti social-démocrate, cela n'était venu à l'idée de personne : c'est la crainte qui avait fait entrevoir cela aux socialistes-révolutionnaires. Mais que le congrès de Stuttgart ait interdit aux syndicats de proclamer un rapprochement avec le parti social-démocrate ou d'établir en fait, en pratique, un *tel* lien, c'est des menteries.

« Les social-démocrates russes, écrit *Znamia Trouda*, ont engagé la campagne la plus ferme et la plus énergique pour conquérir les syndicats et les soumettre à la direction de leur parti. Les bolcheviks le font carrément et sans se cacher... les mencheviks ont choisi une voie plus détournée... » C'est vrai, messieurs les socialistes-révolutionnaires! Au nom de l'autorité de l'Internationale ouvrière vous êtes en droit d'exiger de nous que nous menions cette campagne avec tact, avec mesure, « sans perdre de vue l'unité de l'organisation syndicale ». Nous le reconnaissons volontiers et nous exigeons de vous que vous le reconnaissiez aussi, mais nous ne renoncerons pas à notre campagne !

Et pourtant Plékhanov a dit qu'il serait nuisible d'introduire des dissensions politiques dans les syndicats... Oui, Plékhanov a bien dit cette sottise, et MM. les socialistes-révolutionnaires devaient naturellement s'y accrocher, de la même façon qu'ils s'accrochent toujours à tout ce qui mérite le moins d'être imité. Ce n'est pas des paroles de Plékhanov qu'il faut s'inspirer, mais de la résolution du congrès, laquelle *ne peut* être appliquée sans l'« introduction des dissensions politiques ». Voici un petit exemple. La résolution du congrès dit que les syndicats ne doivent pas se laisser guider par la « théorie de l'harmonie des

intérêts entre le travail et le capital ». Nous, social-démocrates, affirmons que le programme agraire qui exige dans la société bourgeoise une redistribution égalitaire de la terre, est fondé sur la théorie de l'harmonie des intérêts du travail et du capital *. Nous nous opposerons toujours à ce que de telles dissensions (ou même la discorde avec les ouvriers monarchistes) portent préjudice à l'unité au cours de grèves, etc., mais nous ne manquerons jamais d'« introduire ces dissensions » dans le milieu ouvrier en général, dans *tous* les syndicats ouvriers en particulier.

La référence de Plékhanov aux onze partis n'était guère plus intelligente. En premier lieu, il n'y a pas qu'en Russie qu'il existe plusieurs partis socialistes. En second lieu, il n'y a en Russie que deux partis socialistes qui se fassent une concurrence quelque peu sérieuse, les social-démocrates et les socialistes-révolutionnaires, car il est parfaitement stupide de fourrer dans le même sac les partis nationaux. En troisième lieu, la question de l'unification des partis véritablement socialistes est une question tout à fait particulière ; en la mêlant à ceci, Plékhanov ne fait qu'embrouiller les choses. Nous devons toujours et partout œuvrer au rapprochement des syndicats et du parti socialiste de la classe ouvrière ; quant à savoir quel parti, dans tel ou tel pays, dans telle ou telle nationalité, est le véritable parti socialiste et le véritable parti de la classe ouvrière, c'est une question particulière, et ce ne sont pas les résolutions des congrès internationaux qui en décident, mais le cours de la lutte entre partis nationaux.

A quel point sont erronés à cet égard les raisonnements du camarade Plékhanov, c'est ce que nous montre de façon concrète son article du n° 12 (1907) de *Sovrémenny Mir* [169]. A la page 55, Plékhanov se réfère à Lounatcharski qui indiquait que les révisionnistes allemands prônaient la neutralité des syndicats. Plékhanov répond à Lounatcharski : « Les révisionnistes disent : les syndicats doivent être neutres, mais ils entendent par cela : il faut se servir des syndicats pour lutter contre le marxisme or-

* Certains socialistes-révolutionnaires l'ont maintenant reconnu et ont fait ainsi un pas décisif vers le marxisme. Voir le récent et très intéressant ouvrage de MM. Firsov et Iakobi dont nous parlerons prochainement en détail avec les lecteurs du *Prolétari* [168].

thodoxe. » Et Plékhanov de conclure : « En finir avec la neutralité des syndicats ne sert à rien. Si nous plaçons les syndicats dans la dépendance formelle étroite du parti, et que le parti voie triompher l'« idéologie » révisionniste, la suppression de la neutralité des syndicats ne constituera qu'une nouvelle victoire des « critiques de Marx ».

Ce raisonnement se présente comme le modèle d'un procédé très courant chez Plékhanov, procédé qui consiste à éluder la question et à escamoter l'essence même de la discussion. Si un parti voit réellement triompher l'idéologie révisionniste, c'est que ce n'est pas le parti socialiste de la classe ouvrière. La question n'est pas du tout de voir comment le parti prend forme, au milieu de quelle lutte et de quelles divergences. La question porte sur le fait que dans chaque pays capitaliste il existe un parti socialiste et des syndicats, et notre devoir est de définir les relations fondamentales qui doivent s'établir entre eux. Les intérêts de classe de la bourgeoisie ne peuvent manquer d'engendrer une volonté de réduire les syndicats à une activité mesquine et étroite dans le cadre du système existant, de les empêcher d'établir des liens avec le socialisme, et la théorie de la neutralité n'est que la parure idéologique de ces aspirations bourgeoises. Les révisionnistes à l'intérieur du parti social-démocrate se frayeront toujours une voie, d'une façon ou d'une autre, dans la société capitaliste.

Certes, à la naissance du mouvement ouvrier politique et syndical en Europe, il était possible de prôner la neutralité des syndicats comme un moyen d'élargir la base primitive de la lutte prolétarienne à l'époque où elle était relativement peu développée et où la bourgeoisie n'exerçait pas une influence systématique sur les syndicats. Mais maintenant, il est tout à fait mal venu du point de vue de la social-démocratie internationale de défendre une telle position. On ne peut que sourire en lisant l'affirmation de Plékhanov selon laquelle « Marx serait partisan encore aujourd'hui de la neutralité des syndicats en Allemagne », surtout lorsqu'un tel argument se fonde sur l'interprétation étroite d'une « citation » tirée de Marx et ignore sciemment l'ensemble des déclarations de Marx et tout l'esprit de sa doctrine.

« Je suis pour la neutralité telle que le comprend Bebel, et non dans le sens révisionniste », écrit Plékhanov. S'exprimer ainsi, c'est jurer par Bebel et n'en continuer pas moins à s'embourber. Il n'y a pas à dire, Bebel est une si grande autorité dans le mouvement international du prolétariat, un chef si expérimenté dans la pratique, un socialiste si soucieux des intérêts de la lutte révolutionnaire, que quatre-vingt-dix-neuf fois sur cent il s'est sorti lui-même du marais quand il lui est arrivé de faire un faux pas, et qu'il en a retiré ceux qui avaient voulu le suivre. Bebel a fait l'erreur de défendre avec Vomar à Breslau (en 1895) le programme agraire des révisionnistes, d'insister (à Essen) sur nécessité de faire une distinction de principe entre les guerres offensives et les guerres défensives, et aussi de se déclarer prêt à ériger en principe la « neutralité » des syndicats. Nous voulons bien croire que si Plékhanov s'embourbe seulement avec Bebel, ce ne sera pas pour longtemps et ça n'arrivera pas souvent. Mais nous n'en pensons pas moins qu'il ne convient pas d'imiter Bebel lorsqu'il se trompe.

On dit — c'est un point sur lequel Plékhanov insiste tout particulièrement — que la neutralité est nécessaire si l'on veut regrouper tous les ouvriers qui estiment indispensable une amélioration de leur situation matérielle. Mais ceux qui raisonnent ainsi oublient que le degré actuel d'évolution des contradictions de classe introduit infailliblement et inévitablement des « dissensions politiques », y compris dans la question de la manière d'obtenir cette amélioration dans les limites de la société contemporaine. A la différence de la théorie démontrant la nécessité de liens étroits entre les syndicats et la social-démocratie révolutionnaire, la théorie de la neutralité ne peut manquer d'aboutir à un tel choix des moyens d'obtenir cette amélioration que cela impliquerait un affaiblissement de la lutte de classe du prolétariat. Un exemple concret (lié justement à l'appréciation de l'un des récents épisodes les plus intéressants du mouvement ouvrier contemporain) nous en est fourni par *ce même* numéro du *Sovrémenny Mir* dans lequel Plékhanov défend la neutralité. A côté de Plékhanov, nous y voyons monsieur E.P. y chanter les louanges de Richard Bell, chef en vue des cheminots anglais, qui a

mis fin par un compromis au conflit qui opposait les ouvriers à la direction des compagnies. Bell y est sacré « l'âme du mouvement ouvrier cheminot tout entier ». « Il ne fait aucun doute, écrit monsieur E.P., que grâce à sa tactique calme, réfléchie et modérée, Bell s'est acquis la confiance absolue de l'association des employés du chemin de fer, dont les membres sont prêts à le suivre partout sans hésiter » (*Sovrémenny Mir*, n° 12, p. 75). Une telle conception n'est pas forfuite, et elle ne laisse pas au fond d'être reliée au neutralisme qui met au premier plan le regroupement des ouvriers pour l'amélioration de leur situation, et non pour la lutte susceptible de faire avancer la cause de l'émancipation du prolétariat.

Mais ce point de vue ne correspond nullement aux conceptions des socialistes anglais qui seraient à coup sûr très étonnés d'apprendre que les louangeurs de Bell écrivent, sans rencontrer d'objections, dans la même revue que des mencheviks en vue du genre de Plékhanov, Iordanski et Cie.

Voici ce que le journal social-démocrate anglais *Justice* [170] écrivait, dans son éditorial du 16 novembre, au sujet de l'accord passé entre Bell et les compagnies : « Nous nous joignons sans réserve à la condamnation portée par presque tous les syndiqués contre le soi-disant traité de paix »... « il réduit totalement à néant le sens même de la trade-union »... « Cet accord stupide... ne peut lier les ouvriers et ils feraient bien de le rejeter. » Et Burnett pouvait écrire relativement à cet accord dans le numéro suivant, en date du 23 novembre, dans un article intitulé : « Ils nous ont encore vendus ! » « Il y a trois semaines la Société unie des employés du chemin de fer était l'un des syndicats les plus puissants d'Angleterre ; aujourd'hui elle est réduite au niveau d'une société de secours mutuel. » « Et si cette transformation a pu se produire, ce n'est pas parce que les cheminots ont subi une défaite consécutive à une lutte, mais parce que leurs chefs, de propos délibéré ou par stupidité, les ont vendus aux capitalistes avant la lutte. » Et la rédaction du journal ajoute qu'elle a reçu une lettre allant dans ce sens de la part d'un « ouvrier salarié de la compagnie du chemin de fer des Midlands ».

Mais peut-être n'est-ce là qu'un « emballement » de

social-démocrates « par trop révolutionnaires » ? Non pas. Le *Labour Leader* [171], organe d'un parti modéré, le parti travailliste indépendant (ILP), qui ne veut même pas s'intituler socialiste, publiait le 15 novembre la lettre d'un militant du syndicat des cheminots qui déclarait, en réponse aux louanges prodiguées à Bell par toute la presse capitaliste (à commencer par le radical *Reynolds Newspaper* pour finir par le conservateur *Times*), que l'accord passé par celui-ci était « le plus vil jamais vu dans l'histoire du syndicalisme », et qui qualifiait Bell de « maréchal Bazaine du mouvement syndical ». Plus loin un autre cheminot exige « que l'on convoque Bell pour qu'il réponde » de cet accord néfaste, « qui condamne les ouvriers à sept années de travaux forcés ». Et la rédaction du journal modéré, dans l'éditorial du même numéro, donne à cet accord le nom de « Sedan du mouvement syndical britannique ». « Jamais n'avait surgi une occasion aussi favorable de montrer à l'échelle nationale la force du travail organisé », parmi les ouvriers régnait un « enthousiasme inouï » assorti de la volonté de se battre. L'article se termine par une âpre confrontation de la misère ouvrière et du triomphe de « Monsieur Lloyd George (ministre jouant le rôle de valet des capitalistes) et de Monsieur Bell occupés à préparer des banquets ».

Seuls les plus opportunistes des opportunistes, les fabiens, cette organisation strictement intellectuelle, *ont approuvé* cet accord, faisant ainsi monter le rouge de la honte au visage des rédacteurs de la revue *The New Age* —pourtant sympathisants des fabiens —, qui furent obligés de reconnaître que si le très conservateur et bourgeois journal *Times* reproduisait intégralement la déclaration du comité central des fabiens, par contre, à part ces messieurs, « aucune organisation sociale, aucune trade-union, aucun chef ouvrier en vue » (numéro du 7 décembre, p. 101) ne s'était prononcé en faveur de l'accord.

Voici donc un modèle d'application de la neutralité par un collaborateur de Plékhanov, monsieur E.P. La question ne portait pas sur des « dissensions politiques », mais sur l'amélioration de la condition des ouvriers dans une société donnée. Toute la bourgeoisie d'Angleterre, les fabiens et monsieur E.P. se sont affirmés en faveur d'une

« amélioration » assortie de la condition de renoncer à la lutte et de se rendre à la merci du capital ; et tous les socialistes, tous les ouvriers militants des syndicats se sont prononcés pour la lutte collective des ouvriers. Plékhanov continuera-t-il maintenant à prôner la « neutralité », ou se ralliera-t-il au rapprochement des syndicats et du parti socialiste ?

*« Prolétari » n° 22,*
*(3 mars) 19 février 1908*

*Conforme au texte du journal*

# L'ATTENTAT CONTRE LE ROI DU PORTUGAL

La presse bourgeoise, serait-elle même de la tendance la plus libérale et la plus « démocratique », ne saurait se passer de la morale cent-noire dans ses considérations sur le meurtre de l'aventurier portugais.

Voici ce qu'en dit par exemple l'envoyé spécial de l'un des meilleurs journaux démocrates bourgeois d'Europe, le *Journal de Francfort*. Il commence par raconter sur un ton mi-sérieux, mi-badin de quelle manière la meute des journalistes, tels des chiens flairant une proie, s'était précipitée à Lisbonne dès l'annonce de cette nouvelle sensationnelle. Je me trouvais, écrit ce personnage, dans un wagon-lit en compagnie d'un célèbre journaliste de Londres qui s'était mis à se prévaloir de son expérience en la matière. C'est en effet pour la même raison qu'il était allé à Belgrade et qu'il pouvait se considérer comme un« correspondant spécial pour cas de régicide ».

... Oui, ce qui est arrivé au roi du Portugal est vraiment un « accident du travail ».

Qu'il puisse y avoir des correspondants professionnels pour décrire les « malaventures » professionnelles de leurs majestés, cela n'est pas fait pour nous surprendre...

Mais quelque vivace que soit chez de tels correspondants l'élément de sensation vulgaire et à bon marché, la vérité n'en finit pas moins, parfois, par se frayer un chemin. « Un négociant demeurant dans le quartier commerçant le plus animé » raconta au correspondant du *Journal de Franc-*

*fort* la chose suivante : « Dès que j'appris l'événement, je mis mon drapeau en berne. Mais bien vite mes clients et mes connaissances accoururent pour me demander si je n'étais pas devenu fou ou si je voulais gâter mes amitiés. Je leur demandai si personne n'éprouvait un sentiment de commisération. *Vous* ne pouvez pas vous imaginer, mon cher monsieur, quelles réponses j'ai obtenues ! Aussi ai-je retiré le drapeau de deuil. »

Reproduisant ce récit, le correspondant libéral tient le raisonnement suivant :

« Un peuple aussi bonhomme et gentil de nature que le peuple portugais est apparemment passé par mauvaise école pour avoir appris à haïr aussi impitoyablement jusque dans la tombe. Et si c'est la vérité — or, c'est indubitablement la vérité, et en faisant le silence autour d'elle je déformerais une vérité historique —, si non seulement de semblables manifestations muettes condamnent la victime couronnée, si vous pouvez entendre à chaque pas, y compris de la part de « gens d'ordre », des injures à l'adresse du mort, il est naturel de vouloir aller au fond de ce rare enchaînement de circonstances qui rend à tel point anormale la mentalité du peuple. Car un peuple qui dénie même à la mort le vieux droit sacré de racheter tous les péchés terrestres, un tel peuple doit ou bien être déjà dégénéré moralement, ou bien être en présence de conditions suscitant un sentiment incommensurable de haine qui vient obscurcir toute tentative de juste appréciation. »

O, Messieurs les hypocrites libéraux ! D'où vient que vous ne proclamiez pas la dégénérescence morale de ces savants et écrivains français qui continuent à haïr et à insulter avec frénésie non seulement les hommes qui ont fait la Commune de 1871, mais aussi ceux qui ont fait 1793 ; non seulement les combattants de la révolution prolétarienne, mais même ceux de la révolution bourgeoise ? Que le peuple supporte avec « bonhomie » tous les excès, infamies et brutalités dont il est en butte de la part des aventuriers couronnés, voilà qui paraît « normal » et « moral » aux yeux des « démocrates » laquais de la bourgeoisie *actuelle*.

Autrement — continue le correspondant (c'est-à-dire autrement qu'en raison de conditions exceptionnelles) — « on ne pourrait pas comprendre le fait que pas plus tard qu'aujourd'hui un journal monarchiste use pour parler des victimes innocentes du peuple de termes presque plus empreints d'un sentiment de tristesse que pour parler du roi. On voit d'ores et déjà avec netteté se créer des légendes qui cein-

dront les assassins d'une auréole de la gloire. Tandis que, lors de presque tous les attentats, les partis politiques s'empressent de se débarrasser des assassins, les républicains portugais ne se cachent nullement pour se glorifier de ce que soient sortis de leurs rangs « les martyrs et les héros du 1er février »...

Le démocrate bourgeois, sous l'effet d'un zèle excessif, se montre prêt à qualifier de « légende révolutionnaire » le respect des citoyens portugais envers ceux qui se sont sacrifiés pour faire disparaître un roi qui se moquait de la constitution !

Le correspondant d'un autre journal bourgeois, le *Corriere della Sera* de Milan, relate la férocité de la censure portugaise depuis le régicide. On ne laisse pas passer les télégrammes. Les ministres et les roies, eux, ne se distinguent pas par cette « bonhomie » que les honnêtes bourgeois aiment tant à voir dans les masses populaires ! Si c'est la guerre, utilisons des méthodes militaires, raisonnent avec justesse les aventuriers portugais qui ont pris la place du roi assassiné. Les difficultés de communication ne sont pas moindres qu'en temps de guerre. On est obligé de faire passer les nouvelles par une voie détournée, d'abord par la poste jusqu'à Paris (peut-être à quelque adresse privée) et de là, faire suivre à Milan.» « Même en Russie, écrit ce correspondant le 7 février, la censure n'avait jamais été, au cours des périodes révolutionnaires les plus ardentes, plus enragée qu'au Portugal à l'heure actuelle. »

« Certains journaux républicains, fait savoir ce correspondant le 9 février (nouveau calendrier), écrivent aujourd'hui, jour des funérailles du roi en des termes que je n'ose absolument pas reproduire dans mon télégramme. » Le communiqué du 8 février, arrivé à destination plus tard que le précédent, reproduit ce que dit le journal *Pays* à propos des funérailles :

« On emporte les dépouilles mortelles des deux monarques, vaine poussière d'une monarchie en ruine qui s'est maintenue par la trahison et par les privilèges et qui a souillé par ses crimes deux siècles de notre histoire. »

« Certes, c'est un journal républicain qui écrit cela, ajoute le correspondant, mais la parution d'un article

comportant de tels termes le jour des obsèques du roi n'est-elle pas éloquente ? »

De notre côté nous nous bornerons à ajouter qu'une chose à regretter : le fait que le mouvement républicain au Portugal n'ait pas, de façon suffisamment résolue et publique, fait justice de tous les aventuriers. Nous regrettons que l'assassinat du roi du Portugal témoigne manifestement encore d'un élément de terreur conspiratrice, c'est-à-dire impuissante, qui par son essence même n'arrive pas à atteindre son but, tandis que la terreur authentique, nationale, véritablement régénératrice, celle qui rendit la Révolution française célèbre, est encore bien faible. Il n'est pas impossible que le mouvement républicain portugais gagne encore en ampleur. Les sympathies du prolétariat socialiste iront toujours du côté des républicains contre la monarchie. Mais jusqu'à présent on n'a réussi au Portugal qu'à *effrayer* la monarchie par l'assassinat de deux monarques, et non à l'*anéantir*.

Dans tous les parlements d'Europe, les socialistes ont exprimé, chacun à leur manière et dans la mesure de leurs moyens, leur sympathie pour le peuple et les républicains portugais, ainsi que leur dégoût des classes dirigeantes dont les représentants ont réprouvé l'assassinat de l'aventurier et fait part de leur sympathie à ses successeurs. Certains socialistes ont exposé sans détour leur opinion au sein des parlements, d'autres ont quitté la salle des séances au moment où l'on faisait des déclarations de sympathie à la monarchie « atteinte dans sa chair ». Au parlement belge, Vandervelde a choisi une voie « intermédiaire », la plus mauvaise, en se forçant à dire qu'il honorait « tous les morts », c'est-à-dire aussi bien le roi que ses assassins. Nous espérons que Vandervelde restera seul parmi les socialistes du monde entier à procéder ainsi.

La tradition républicaine s'est considérablement affaiblie chez les socialistes d'Europe. Cela se comprend et se justifie en partie, précisément dans la mesure où la proximité de la révolution *socialiste* enlève toute signification pratique à la lutte pour la république *bourgeoise*. Toutefois il est fréquent que le relâchement de la propagande républicaine n'implique pas une aspiration accrue à la victoire totale du prolétariat, mais une faiblesse de la com-

préhension des tâches révolutionnaires chez le prolétariat en général. Ce n'est pas sans raison qu'Engels, critiquant en 1891 le projet de programme d'Erfurt, montrait avec la dernière énergie aux ouvriers allemands l'importance de la lutte pour la république, la possibilité que cette lutte s'inscrivît à l'ordre du jour en Allemagne également [172].

Chez nous, en Russie, la lutte pour la république a une portée pratique immédiate. Seuls les opportunistes petits-bourgeois les plus pitoyables du genre des socialistes-populistes ou du « social-démocrate » Malichevski (consulter à son sujet le *Prolétari* n° 7) peuvent tirer de l'expérience de la révolution russe la conclusion que la lutte pour la république est reléguée en Russie au deuxième plan. Bien au contraire, l'expérience de notre révolution a précisément prouvé que la lutte pour l'anéantissement de la monarchie est indissolublement liée en Russie à la lutte pour la terre aux paysans, pour la liberté au peuple tout entier. L'expérience de notre contre-révolution a précisément prouvé que si la lutte pour la liberté ne porte pas atteinte à la monarchie, ce n'est plus une lutte, mais de la poltronnerie et de l'inconsistance petites-bourgeoises ou carrément une duperie du peuple de la part des aventuriers du parlementarisme bourgeois.

*« Prolétari » n° 22,*
*(3 mars) 19 février 1908*

*Conforme au texte du journal*

# LES ENSEIGNEMENTS DE LA COMMUNE[173]

Après le coup d'Etat qui termina la Révolution de 1848, la France tomba pour dix-huit ans sous le joug du régime napoléonien. Ce régime conduisit le pays à la ruine économique aussi bien qu'à l'humiliation nationale. Insurgé contre le vieux régime, le prolétariat assuma deux tâches, l'une nationale, l'autre sociale : libération de la France de l'invasion allemande et libération socialiste des ouvriers du joug du capitalisme. La réunion de ces deux tâches constitue le trait le plus original de la Commune.

La bourgeoisie formait alors un « gouvernement de défense nationale », sous la direction duquel le prolétariat devait combattre pour l'indépendance de la nation. En réalité, c'était un gouvernement de « trahison du peuple » qui voyait sa mission dans la lutte contre le prolétariat de Paris. Mais aveuglé par ses illusions patriotiques, le prolétariat ne s'en rendait pas compte. L'idée de patriotisme remonte à la grande Révolution du XVIII[e] siècle ; elle s'empara de l'esprit des socialistes de la Commune, et Blanqui par exemple, révolutionnaire incontestable et adepte fervent du socialisme, ne trouva pour son journal de titre mieux approprié que ce cri bourgeois, la *Patrie en danger !*

La réunion de ces deux objectifs contradictoires — patriotisme et socialisme — constitua l'erreur fatale des socialistes français. Dans le Manifeste de l'Internationale de septembre 1870, Marx mettait déjà le prolétariat français en garde contre un engouement pour l'idée nationale [174]

mensongère : de profonds changements se sont produits depuis la grande Révolution, les antagonismes de classe se sont aggravés, et si la lutte contre la réaction de toute l'Europe unissait alors l'ensemble de la nation révolutionnaire, aujourd'hui, par contre, le prolétariat ne peut plus confondre ses intérêts avec ceux d'autres classes, de classes qui lui sont hostiles. Que la bourgeoisie porte la responsabilité de l'humiliation nationale ! L'affaire du prolétariat est de lutter pour affranchir le travail du joug de la bourgeoisie par le socialisme.

Et en effet, le véritable dessous du « patriotisme » bourgeois ne tarda pas à apparaître. Après avoir signé une paix honteuse avec les Prussiens, le gouvernement de Versailles aborda sa tâche immédiate, il lança une attaque pour arracher au prolétariat de Paris les armes qu'il redoutait. Les ouvriers ripostèrent par la proclamation de la Commune et la guerre civile.

Bien que le prolétariat socialiste fût divisé en de nombreuses sectes, la Commune s'avéra un brillant exemple de l'unanimité avec laquelle le prolétariat sait accomplir les tâches démocratiques que la bourgeoisie ne savait qu'énoncer. Sans législation particulière et compliquée, simplement, par des actes, le prolétariat au pouvoir démocratisa le régime social, supprima la bureaucratie, fit élire les fonctionnaires par le peuple.

Mais deux fautes anéantirent les fruits d'une brillante victoire. Le prolétariat s'arrêta à mi-chemin : au lieu de procéder à l'« expropriation des expropriateurs », il se laissa entraîner par des rêves sur l'établissement d'une justice suprême dans le pays, unie par une tâche nationale commune ; des institutions comme les banques, par exemple, ne furent point saisies, la théorie proudhonienne du « juste échange », etc., régnait encore parmi les socialistes. La deuxième faute fut la trop grande magnanimité du prolétariat ; au lieu d'exterminer ses ennemis, il chercha à exercer une influence morale sur eux, il négligea l'importance des actions purement militaires dans la guerre civile et, au lieu de couronner sa victoire à Paris par une offensive résolue sur Versailles, il temporisa et donna au gouvernement de Versailles le temps de rassembler les forces ténébreuses et de se préparer à la semaine sanglante de mai.

Mais malgré toutes ses fautes, la Commune est le modèle le plus grandiose du plus grandiose mouvement prolétarien du XIXe siècle. Marx appréciait hautement la portée historique de la Commune : si, au moment où la clique versaillaise tentait perfidement de s'emparer des armes du prolétariat parisien, les ouvriers les avaient abandonnées sans combat, le préjudice de la démoralisation que cette faiblesse eût semée dans le mouvement prolétarien eût été infiniment plus grave que les pertes subies par la classe ouvrière au combat, dans la défense de ses armes [175]. Si lourds qu'aient été les sacrifices de la Commune, ils sont compensés par l'importance qu'elle a pour la lutte générale du prolétariat : elle a profondément remué le mouvement socialiste en Europe, elle a révélé la force de la guerre civile ; elle a dissipé les illusions patriotiques et brisé la foi naïve dans les aspirations nationales de la bourgeoisie. La Commune a appris au prolétariat européen à poser concrètement les problèmes de la révolution socialiste.

La leçon que le prolétariat a reçue ne sera pas oubliée. La classe ouvrière en fera son profit, comme elle l'a déjà fait en Russie pendant l'insurrection de décembre.

L'époque qui a précédé et préparé la révolution russe a quelque analogie avec celle du joug napoléonien en France. En Russie également, la clique absolutiste avait conduit le pays aux horreurs de la ruine économique et à l'humiliation nationale. Mais longtemps, aussi longtemps que le développement social n'eut pas créé les conditions favorables à un mouvement des masses, la révolution ne peut éclater et, malgré tout leur héroïsme, les attaques isolées contre le gouvernement dans la période prérévolutionnaire se brisèrent contre l'indifférence des masses populaires. Seule la social-démocratie sut, par un travail opiniâtre et méthodique, enseigner aux masses les formes de lutte supérieures : actions massives et guerre civile armée.

Elle sut briser dans un jeune prolétariat les aberrations « nationales » et « patriotiques », et lorsqu'on eut réussi, avec son intervention directe, à arracher au tsar le Manifeste du 17 octobre[176], le prolétariat se mit à préparer énergiquement l'étape suivante et inévitable de la révolution : l'insurrection armée. Affranchi des illusions « nationales », le prolétariat concentra ses forces de classe dans

ses organisations de masses : les Soviets des députés ouvriers et des soldats, etc. Et malgré toutes les différences entre les buts et les tâches de la révolution russe et ceux de la révolution française de 1871, le prolétariat russe dut recourir au moyen de lutte qu'avait inauguré la Commune de Paris, à la guerre civile. Se souvenant des enseignements de la Commune, il savait que le prolétariat ne doit pas négliger les moyens de lutte pacifiques — ces derniers servent ses intérêts quotidiens et sont indispensables en période de préparation de la révolution —, mais qu'il ne doit jamais oublier non plus que dans certaines circonstances la lutte de classe se transforme en lutte armée et en guerre civile ; il est des moments où les intérêts du prolétariat exigent l'extermination implacable de ses ennemis dans des combats déclarés. Le prolétariat français le montra le premier pendant la Commune et le prolétariat russe le confirma brillamment lors de l'insurrection de Décembre.

Ces deux soulèvements grandioses de la classe ouvrière ont été étouffés. Soit. Une nouvelle insurrection n'en éclatera pas moins, une insurrection devant laquelle les forces ennemies du prolétariat se révéleront débiles et où le prolétariat socialiste remportera une victoire complète.

*« Zagranitchnaïa Gazéta »*
*n° 2, 23 mars 1908*

*Conforme au texte du journal*

# UNE MANIFESTATION «PATRIOTIQUE» PARRAINÉE PAR LA POLICE

La « grande journée parlementaire » qui s'est déroulée à la Douma le 27 février suscite chez nos partis bourgeois des commentaires d'une touchante unanimité. Tous sont contents, tous se réjouissent et s'attendrissent, depuis les Cent-Noirs et leur *Novoïé Vrémia* jusqu'aux cadets et leur *Stolitchnaïa Potchta*, laquelle, « avant de mourir », a eu encore le temps d'écrire (numéro du 28 février) :

« L'impression générale (qui se dégage de la séance du 27 février de la Douma) est on ne peut meilleure »... « Pour la première fois dans la vie politique et sociale de la Russie, le gouvernement fait ouvertement part au pays de ses vues sur les questions de politique étrangère »...

Nous sommes aussi prêts à reconnaître que la grande journée parlementaire a montré, sinon « pour la première fois », du moins de façon particulièrement concrète, l'étroite communauté de pensée qui s'est établie entre les Cent-Noirs, le gouvernement, les libéraux et les « démocrates » du genre de *Stolitchnaïa Potchta* sur les questions fondamentales de « la vie politique et sociale ». C'est pourquoi il nous semble absolument indispensable de faire plus ample connaissance avec les positions adoptées ce jour-là et à l'occasion de ce jour-là par tous les partis.

Le leader du parti gouvernemental octobriste, M. Goutchkov, « demande aux représentants du gouvernement » de faire la lumière sur la véritable situation en Extrême-

Orient. Il explique du haut de la tribune du parlement combien il importe d'économiser sur les dépenses, par exemple, en n'allouant que 50 000 roubles au lieu de 60 000 à notre ambassadeur à Tokyo. Nous réformons, pas de plaisanteries là-dessus ! Il dit que « dans la presse ont couru » des nouvelles alarmantes sur la politique en Extrême-Orient, sur la menace d'une guerre avec le Japon. La presse est bâillonnée, mais, bien entendu, le chef des capitalistes n'en demande pas pour autant : pour quoi faire ? La liberté de presse peut bien figurer au programme. C'est indispensable pour un parti « européen ». Mais il serait comique d'attendre de M. Goutchkov comme de M. Milioukov qu'ils *luttent* en pratique contre le bâillonnement de la presse, qu'ils dénoncent ouvertement la vénalité notoire des organes de presse influents. Par contre M. Goutchkov n'a pas menti pour ce qui est du lien entre la politique intérieure et extérieure, c'est-à-dire qu'il a laissé échapper la véritable nature de la petite comédie à laquelle s'est livrée la Douma le 27 février.

« Le fait, a-t-il proclamé, que nous marchions à grands pas dans la voie de l'apaisement et du retour au calme doit montrer à nos adversaires que la tentative de défendre ses intérêts (les intérêts de la Russie) sera pour cette fois couronnée d'un plein succès. » Les Cent-Noirs et les octobristes applaudissent. Bien entendu ! Eux, ils ont parfaitement compris dès le début que le *point crucial* de la question, le centre du discours solennel du gouvernement fait par la bouche de M. Izvolski, réside dans la déclaration selon laquelle la politique contre-révolutionnaire des pendeurs à la Mouraviev [177] viserait à rétablir la paix et la tranquillité. Il faut montrer à l'Europe et au monde entier que « face à l'ennemi de l'extérieur » se dresse la « Russie toute entière » en train d'apaiser et de calmer une poignée de mutins (en tout quelque cent millions de paysans et d'ouvriers !) pour assurer le succès « des tentatives de défendre ses intérêts ».

Oui, M. Goutchkov a su dire ce qu'*il* voulait, ce que les propriétaires fonciers et les capitalistes réunis voulaient lui faire dire.

Le professeur Kapoustine, octobriste « de gauche », espoir des cadets, espérance de ceux qui veulent que la paix règne entre la société et le pouvoir, s'est élancé à grandes enjam-

bées sur les traces de Goutchkov, assaisonnant sa politique de l'hypocrisie odieusement onctueuse des libéraux. « Dieu fasse que tout le monde sache (pour le renom de la Douma) que nous ménageons les deniers publics. » Cinquante mille roubles par an pour un ambassadeur, n'est-ce point une économie de dix bons milliers de roubles ? N'est-ce pas là un « exemple admirable » que « montreront nos hauts dignitaires, conscients des difficultés et de l'importance du moment que vit la Russie »... « Des réformes fondamentales nous attendent dans les différents domaines de la vie du pays, pour lesquelles des moyens considérables sont nécessaires. »

Ioudouchka Golovlev [178] est battu, et de loin, par notre parlementaire ! Un professeur s'enthousiasmant à la tribune devant l'exemple admirable des hauts dignitaires... Mais que dire d'un octobriste quand les libéraux et les démocrates bourgeois ne sont pas exempts de cette obséquiosité.

Passons au discours de M. Izvolski, le ministre des Affaires étrangères. Il n'avait naturellement besoin que d'une allusion dans l'esprit de celle que Kapoustine lui servit sur un plateau, pour s'étendre sur la nécessité de réduire les dépenses ou d'examiner l'état du personnel afin de venir en aide aux ambassadeurs « ne disposant pas de revenus propres ». Izvolski souligne qu'il parle avec la permission de Nicolas II et chante « la force, la raison et le patriotisme du peuple russe », qui « consacrera toutes ses forces, tant matérielles que morales, à la consolidation des possessions asiatiques actuelles de la Russie et au développement de ces dernières dans tous les domaines ».

Le ministre a dit ce que la camarilla l'avait chargé de dire. La parole est au leader de l'opposition, M. Milioukov. Celui-ci de déclarer illico : « Le parti de la liberté du peuple, par l'intermédiaire de la fraction ici présente, a écouté avec une profonde satisfaction les paroles du ministre des Affaires étrangères et estime de son devoir de saluer sa première intervention et l'analyse qu'il y a faite devant les représentants du pays sur les questions touchant la politique extérieure russe. Il ne fait pas de doute qu'à l'heure actuelle... le gouvernement russe a besoin... de prendre appui dans ses vues sur l'opinion publique russe. »

En effet. Cela ne fait aucun doute. Il est nécessaire que dans ses vues le gouvernement de la contre-révolution prenne appui sur ce que l'on pourrait prendre (ou faire passer) à l'étranger pour l'opinion publique russe. C'est surtout nécessaire pour pouvoir toucher l'emprunt sans lequel menacent la banqueroute et la faillite de l'ensemble de la politique tsariste de Stolypine calculée sur de longues années de violences massives et systématiques à l'encontre du peuple.

M. Milioukov a approché de près la réelle signification de la sortie solennelle de messieurs Izvolski, Goutchkov, et C^ie^. Cette sortie avait été faite sur la commande de la clique Cent-Noirs de Nicolas II. Chaque détail de cette manifestation « patriotique » policière avait été mûrement pesé par avance. Les marionnettes de la Douma ont donné la comédie sous la houlette de la camarilla autocratique : sans le soutien de la bourgeoisie d'Europe occidentale Nicolas II ne peut se maintenir. Il fallait contraindre *toute* la bourgeoisie russe, et la droite et la *gauche*, à exprimer solennellement sa confiance au gouvernement, à sa « politique de paix », à sa stabilité, à ses intentions et à son aptitude à établir le calme et la tranquillité. C'etait nécessaire en tant qu'endossement d'une traite. Dans ce but on a mis en branle M. Izvolski, homme très « aimable » aux yeux des cadets ; dans ce but on a échafaudé toute cette comédie désespérée sur l'économie de l'argent du peuple, sur les réformes, sur l'allocution « franche » prononcée par le gouvernement pour « expliquer » la politique extérieure, bien qu'il soit clair pour tout un chacun que l'on ne voulait strictement rien expliquer et que l'on n'a strictement rien expliqué.

Et l'opposition libérale a docilement rempli son rôle de marionnette entre les mains de la monarchie policière cent-noire ! Alors qu'une mise au point résolue de la part de la minorité bourgeoise à la Douma dans le sens de la vérité n'eût pas manqué de jouer un rôle immense et d'empêcher le gouvernement (ou de lui mettre des bâtons dans les roues) d'emprunter des milliards pour de nouvelles expéditions punitives, pour de nouvelles potences et prisons, pour un renforcement de la police, le parti cadet s'est prosterné devant le monarque adoré et s'est efforcé de ga-

gner ses faveurs. M. Milioukov a recherché ses faveurs, faisant la preuve de son patriotisme. Il a joué les initiés en politique étrangère en se fondant sur le fait qu'il avait recueilli dans quelque antichambre des renseignements sur Izvolski en tant que libéral. C'est sciemment que M. Milioukov a endossé la traite, « saluant » solennellement le ministre du tsar au nom de l'ensemble du parti cadet tout en sachant pertinemment que le lendemain tous les journaux d'Europe diraient, comme sur commande : la Douma a exprimé unanimement (à part les social-démocrates) sa confiance au gouvernement et a approuvé sa politique extérieure...

Le libéralisme russe a subi en trois ans une évolution qui avait exigé plus de trente années en Allemagne, et même plus d'un siècle en France : une évolution allant depuis le partisan de la liberté jusqu'au complice veule et lâche de l'absolutisme. L'arme spécifique dont dispose la bourgeoisie dans la lutte, c'est la possibilité d'exercer une pression sur la bourse, de faire obstacle à l'arrivée de l'argent, de ruiner les préparatifs « subtils » faits pour obtenir de nouveaux emprunts ; cette arme, les cadets pouvaient à maintes reprises en faire usage dans la révolution russe. Et chaque fois, au printemps 1906 de même qu'au printemps 1908, ils l'ont eux-mêmes remise entre les mains de l'ennemi, ils ont flatté la main des organisateurs de pogroms et fait serment de loyalisme.

M. Strouvé avait pris soin à temps de donner à cette pratique une solide base théorique. Dans la revue *Rousskaïa Mysl*[179] qui devrait en réalité s'appeler la « Pensée centnoire », M. Strouvé prône déjà l'idée de « grande Russie », idée du nationalisme bourgeois, il vitupère contre « l'hostilité des intellectuels à l'égard de l'Etat », il combat pour la mille et unième fois le « révolutionnarisme russe », le « marxisme », le « séparatisme », la « lutte de classe », le « radicalisme banal ».

Nous ne pouvons que nous réjouir de cette évolution idéologique du libéralisme russe. Car en fait ce libéralisme *s'est déjà montré* dans la révolution russe tel que M. Strouvé veut, de façon systématique, totale, réfléchie, « philosophique », le faire. L'élaboration d'une *idéologie* contre-révolutionnaire conséquente sert de clé, lorsqu'on est en présence

d'une classe d'ores et déjà totalement formée et agissant dans les périodes importantes de la vie du pays de façon contre-révolutionnaire. Cette idéologie, qui correspond à la position de classe et à la politique de classe de la bourgeoisie, aidera tout un chacun à éliminer ce qui lui restait de foi dans l'« esprit démocratique » des cadets. Et il est utile d'éliminer ces restes. Il est indispensable de les éliminer pour qu'il soit possible de faire progresser la cause de la véritable lutte de masse pour la démocratisation de la Russie. M. Strouvé désire un libéralisme franchement contre-révolutionnaire. Nous le désirons également, car la « franchise » du libéralisme saura mieux que tout instruire la paysannerie démocratique aussi bien que le prolétariat socialiste.

Pour revenir à la séance du 27 février à la Douma, il faut dire que c'est un *social-démocrate* qui prononça la seule intervention honnête et fière dans l'esprit de la démocratie. Le député Tchkhéidzé déclara en effet à la tribune que la fraction social-démocrate voterait *contre* le projet de loi et commença à exposer les motifs de ce vote. Mais dès ses premiers mots : « Notre diplomatie en Occident a toujours servi de rempart à la réaction et aux intérêts »... le président ferma la bouche du député ouvrier. « Le règlement permet d'exposer les motifs d'un vote », marmonnèrent les cadets. « Au-delà des motifs la forme a aussi son importance », répliqua le bandit qui s'intitule président de la IIIe Douma.

Il avait raison de son point de vue : pouvait-il être question de règlement alors qu'était mise en cause la réussite de cette manifestation « patriotique » montée de toutes pièces par la police ?

Le député ouvrier était isolé sur cette question. D'autant plus grand en est son mérite. Le prolétariat doit montrer et il montrera qu'il sait demeurer fidèle aux préceptes de la révolution démocratique, en dépit de toutes les trahisons du libéralisme et des flottements de la petite bourgeoisie.

*« Prolétari » n° 25,*
*(25) 12 mars 1908*

*Conforme au texte du journal*

# COMMENT LES LIBÉRAUX TROMPENT LE PEUPLE

A Londres, lors du dernier congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, la question de notre attitude à l'égard des partis bourgeois a été examinée et une résolution relative à cette question a été adoptée. Le passage de la résolution où il est dit que les libéraux *trompent* le peuple a suscité à cet égard au congrès des controverses toutes particulières *. Les social-démocrates de l'aile droite de notre parti trouvaient ce passage complètement erroné. Ils allaient jusqu'à déclarer que cela n'avait rien de marxiste que de dire dans la résolution que les libéraux « trompaient » le peuple, c'est-à-dire d'expliquer le ralliement de certaines couches de la population à un parti donné (en l'occurrence le parti cadet), non pas par les intérêts de classe de ces couches, mais par des méthodes politiques « immorales » de tel ou tel groupe de parlementaires, d'avocats, de journalistes, etc.

En réalité, sous ces arguments plausibles et parés d'un plausible costume prétendument marxiste se dissimulait une politique d'affaiblissement de l'indépendance de classe du prolétariat et sa soumission (de fait) à la bourgeoisie libérale. Car les intérêts de la petite bourgeoisie démocratique qui suit les cadets, ces messieurs ne s'en font pas les défenseurs quelque peu conséquents, mais au contraire *ils*

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 12, p. 450. (*N.R.*)

*les trahissent* par leur politique de coquetterie et de transaction avec le gouvernement, avec les octobristes, avec le « pouvoir historique » de l'autocratie tsariste.

La lutte actuelle pour le suffrage universel au Landtag (à la Diète) de Prusse fournit un matériel des plus intéressants qui permet de verser une lumière nouvelle sur cette question, l'une des questions essentielles de la tactique social-démocrate dans tous les pays capitalistes. C'est la social-démocratie allemande qui a levé l'étendard de cette lutte. Les prolétaires de Berlin, et à leur suite ceux de toutes les grandes villes d'Allemagne, sont descendus dans la rue, ils ont mis sur pied de grandioses manifestations groupant des dizaines de milliers de personnes, posé les fondements d'un large mouvement de masse qui, dès maintenant, à son tout début, a conduit les autorités constitutionnelles à des actes de violence, à l'emploi de la force armée, au massacre de masses sans armes. La lutte engendre la lutte ! Les chefs du prolétariat révolutionnaire ont répondu avec fierté et courage à ces violences. Et c'est là qu'est venu se poser la question de l'attitude à l'égard de la bourgeoisie démocratique (et libérale) dans la lutte pour le droit de vote. Et les débats entre social-démocrates révolutionnaires et opportunistes allemands (les révisionnistes, comme on les appelle en Allemagne) sur cette question ressemblent de façon remarquable aux discussions que nous avons sur le thème de la duperie du peuple par les libéraux.

Le *Vorwärts*, organe central du Parti ouvrier social-démocrate allemand, a publié un éditorial dont le contenu et la pensée centrale se reflétaient sans ambiguïté dans son titre : « La lutte pour le droit de vote est une lutte de classe ! » Comme il fallait s'y attendre, cet article, bien qu'il se contentât d'exposer sous forme explicative des arguments social-démocrates bien connus, fut accueilli par les opportunistes comme un défi. Le gant fut relevé. Le camarade Südekum, militant connu dans le domaine du socialisme municipal, se mit résolument en campagne contre cette « tactique sectaire », contre l'« isolement du prolétariat », contre le « soutien par les social-démocrates des ultras » (des réactionnaires, comme disent moins brutalement les Allemands). Car, pour l'opportuniste allemand

aussi, faire intervenir la lutte de classe dans une cause commune au prolétariat et aux libéraux revient à soutenir les ultras ! « L'introduction du suffrage universel en Prusse à la place du mode de scrutin actuel en trois catégories n'est pas l'affaire d'une seule classe quelconque », écrivait Südekum. Et il indiquait que c'était l'affaire « de la population des villes contre les agrariens, de la démocratie contre la bureaucratie, des paysans contre les féodaux, de la Prusse Occidentale contre la Prusse Orientale » (c'est-à-dire de façon générale de la partie industrielle et capitaliste avancée du pays contre la partie économiquement arriérée). « La question est maintenant de regrouper sur ce point tous les partisans de la réforme, quelles que soient les autres questions qui les séparent. »

Le lecteur peut constater que tous ces arguments lui sont bien connus, que le costume là aussi est strictement « marxiste » orthodoxe, puisqu'il va jusqu'à mettre l'accent sur la situation économique et les intérêts de certains éléments de la démocratie bourgeoise (« démocratie citadine », paysannerie, etc.). Et il est à peine besoin d'ajouter que la presse libérale bourgeoise allemande file systématiquement la même note depuis des dizaines d'années, accusant la social-démocratie de sectarisme, de soutien aux ultras, d'inaptitude à isoler la réaction.

Avec quels *arguments* les social-démocrates révolutionnaires allemands ont-ils réfuté ces raisonnements ? Nous énumérerons les principaux de ces arguments afin que le lecteur, jugeant des affaires allemandes de « l'extérieur », « sans colère ni passion », puisse voir si ce sont des considérations particulières de temps et de lieu qui prédominent ici, ou bien les principes généraux du marxisme.

Oui, nos libres penseurs « exigent » le suffrage universel dans leur programme, dit *Vorwärts*. Oui, ils se sont mis à prononcer avec un zèle particulier à l'heure actuelle de splendides discours sur cette question. Mais *luttent-ils* pour la réforme ? Ne voyons-nous pas, au contraire, que le véritable mouvement populaire, les manifestations de rue, l'agitation intense dans les masses, l'éveil de ces masses provoquent chez eux un effroi mal dissimulé, une aversion, et, dans le meilleur et le plus rare des cas, leur indifférence ?

Il faut faire le départ entre les programmes des par-

tis bourgeois, les discours prononcés dans des banquets et au parlement par les aventuriers libéraux d'une part, et leur participation réelle à la véritable lutte du peuple de l'autre. En paroles les politiciens bourgeois de tous crins, dans tous les pays parlementaires, se sont toujours mis en quatre pour la démocratie, alors même qu'ils trahissaient la démocratie.

Oui, « *à l'intérier* du parti libéral (libres penseurs) et du centre, il y a *certainement* des éléments qui ont intérêt à voir passer le suffrage universel et égal », dit *Vorwärts*. Mais ce ne sont pas ces éléments qui dirigent les partis bourgeois, ce ne sont pas les petits artisans, les demi-prolétaires, ni les paysans à demi ruinés. Ceux-ci suivent les bourgeois libéraux, lesquels s'efforcent de les détourner de la lutte et concluent derrière leur dos des compromis avec la réaction, dénaturant leur conscience de classe sans défendre en pratique leurs intérêts.

Afin d'amener ces éléments à la lutte pour le suffrage universel, il faut éveiller en eux la conscience de classe, les détourner des partis bourgeois instables. « A l'intérieur du parti libéral (libre penseur) les éléments dont l'intérêt réside dans le suffrage universel constituent une minorité impuissante que l'on gave sans relâche de promesses et que l'on ne cesse de *tromper*. L'énergie politique de ces éléments est totalement paralysée. Et s'il est réellement possible de contraindre les libres penseurs ou le centre à des concessions dans le sens de la démocratie en les menaçant de leur retirer les suffrages de ces électeurs, c'est que précisément la lutte de classe, en affaiblissant les partis bourgeois, est l'unique moyen de pousser la bourgeoisie hésitante vers la gauche. »

Car les événements politiques ont depuis longtemps prouvé que les libres penseurs haïssent plus la social-démocratie que la réaction. « C'est pourquoi nous devons non seulement dénoncer tous les péchés de tous les partis bourgeois avec une vigueur impitoyable, mais de plus expliquer que toutes leurs trahisons dans la question du droit de vote sont le résultat nécessaire du caractère de classe de ces partis. »

Nos cadets sont-ils susceptibles de « lutter » pour les exigences démocratiques figurant à leur programme, ou

les y font-ils figurer dans le seul but de livrer aux octobristes les petits bourgeois et les paysans qui suivent les libéraux ? Cette question va prochainement se poser plus d'une fois avec acuité aux social-démocrates russes comme elle s'est souvent posée au cours de la révolution. Il y a des gens dans notre parti qui feraient bien de méditer sur les arguments de *Vorwärts*.

P.-S. Le présent article était déjà sous presse lorsque nous avons lu dans le n° 52 du journal *Retch* (en date du du 1er mars) l'article de monsieur K.D., correspondant à Berlin de ce journal, article intitulé : « La crise du libéralisme allemand ». L'auteur traite de la polémique entre le *Vorwärts* et Südekum sur le ton habituel et selon les procédés en cours chez nos falsificateurs libéraux. La pensée ne lui vient même pas de fournir les arguments de l'un et l'autre camp ou de faire des citations précises. Il se borne à déclarer : « Le très officiel *Vorwärts* vilipende directement l'hérétique et, dans un éditorial rendu des moins appétissants par son ton provoquant et cavalier, il l'accuse d'ignorance, d'oubli inadmissible des dogmes du parti. » Laissons le lecteur juger si une telle défense de Südekum par les cadets lui paraîtra « appétissante ». Mais c'est là le sort réservé aux révisionnistes de n'importe quel pays : trouver auprès de la bourgeoisie un soutien accru et une « reconnaissance » émue de leurs efforts. L'alliance des Südekum avec les messieurs Strouvé, pourrait-on imaginer quelque chose de plus « appétissant » pour confirmer la justesse de notre position ?

*« Prolétari » n° 25, (25) 12 mars 1908*

*Conforme au texte du journal*

# COMMENT LE LIBÉRALISME INTERNATIONAL JUGE MARX

Un héros de Tourguéniev avait transformé de la façon suivante les vers du grand poète allemand :

Wer den Feind will versteh'n,
Muss in Feindes Lande geh'n

c'est-à-dire : « qui veut connaître son ennemi doit aller dans le pays de cet ennemi », prendre connaissance sur place des coutumes, des mœurs, des méthodes de raisonnement et d'action de son ennemi.

De même, les marxistes se doivent de jeter un coup d'œil sur la manière dont ont réagi à la célébration du 25e anniversaire de la mort de Marx les principaux organes de la presse politique des différents pays, en particulier les journaux bourgeois libéraux et « démocratiques », qui jouissent à la fois de la possibilité de faire pression sur la masse des lecteurs et du droit de parler au nom de la science professorale, titrée, bureaucratique, officielle,

Nous commencerons notre revue par les *Rousskié Viédomosti*. C'est le journal professoral le plus tranquille (et le plus ennuyeux), le plus scientifique (et le plus éloigné de la vie réelle). Le petit article qu'il consacre au 25e anniversaire de la mort de Karl Marx (n° 51, 1er mars) est empreint d'un ton sec, inexpressif, le ton de l'« objectivité », comme on dit dans la langue des professeurs « ordinaires » et des « extraordinaires »... Les « faits », c'est à cela que l'auteur de l'article veut s'en tenir. Et, tel l'historien impartial, il est prêt à rendre son dû à Marx, tout au moins

pour ce qui est du passé, un passé qui est déjà mort et dont on peut parler d'une manière morne et sans vie. Les *Rousskié Viédomosti* reconnaissent en Marx une « personnalité exceptionnelle » et un « grand scientifique », et un « éminent dirigeant du prolétariat », un organisateur des masses. Mais cette reconnaissance est tournée vers le passé : aujourd'hui, écrit le journal, « de nouvelles voies s'avèrent réellement indispensables », c'est-à-dire de nouvelles voies du mouvement ouvrier et du socialisme qui soient d'une autre nature que le « vieux marxisme ». Mais lesquelles exactement, le journal ne le dit pas ouvertement, c'est un sujet trop actuel pour les professeurs et trop « imprudent » pour les virtuoses dans l'art « de se taire avec tact ». Il n'y en a pas moins des allusions transparentes : « Nombre de ses constructions (des constructions de Marx) ont été réduites à néant par l'analyse scientifique et par l'impitoyable critique des événements. Parmi les savants on ne lui trouve presque plus de disciples qui soient demeurés fidèles à tout son système ; l'enfant spirituel de Marx — la social-démocratie allemande — s'est écartée assez sensiblement de la voie révolutionnaire que lui avaient tracée les fondateurs du socialisme allemand. » Vous voyez : l'auteur a pratiquement tout dit, il ne lui reste plus qu'à énoncer son désir de *corriger* Marx à la manière révisionniste.

Un autre journal influent, la *Retch*, organe d'un parti politique qui joue les premiers violons dans le concert du libéralisme russe, fournit une appréciation bien plus vivante de Marx. L'orientation, il va de soi, reste la même que dans les *Rousskié Viédomosti*, mais alors qu'avec celles-ci nous étions en présence de la préface à un épais volume, nous sommes maintenant devant des mots d'ordre politiques orientant directement toute une série de discours à la tribune du parlement, lorsque sont examinés tous les événements du jour, toutes les questions de l'actualité. L'article « Karl Marx et la Russie » (n° 53, 2 mars) est l'œuvre d'un transfuge connu, M. Izgoév, le modèle de ces intellectuels russes qui « marxisent » entre 25 et 30 ans, libéralisent à 35-40 ans, et donnent dans la réaction ensuite.

M. Izgoév est passé des social-démocrates aux libéraux (ainsi qu'il l'a déclaré lui-même et comme l'a confirmé M. Strouvé, le grand maître ès reniement), et cela juste au

moment où, aux premiers et stupéfiants succès de la révolution, succéda la difficile période de la lutte acharnée et prolongée engagée avec la contre-révolution montante. M. Izgoév est hautement typique à cet égard. Il excelle à expliquer et à montrer *au profit de qui* se font toutes les minauderies professorales auxquelles l'appréciation de Marx donne lieu et *au travail de qui* se livre cette « science » titrée. « Le tacticien politicailleur, gronde M. Izgoév en parlant de Marx, constituait une gêne sérieuse pour le grand savant, et lui fit commettre plus d'une erreur. » L'erreur fondamentale étant naturellement qu'outre le « marxisme *évolutionniste* » justifié, raisonnable, partagé par la « majorité » (la majorité des philistins ?) était apparu un marxisme révolutionnaire pernicieux, non scientifique, fantastique et « altéré par les ferments populistes ». Ce qui indigne le plus notre libéral, c'est le rôle de *ce* marxisme dans la révolution russe. Pensez donc : on en était arrivé à l'idée de dictature du prolétariat pour réaliser cette « révolution bourgeoise », ou encore : à l'idée de « dictature du prolétariat et de la paysannerie, tout à fait fantastique dans la bouche de marxistes ». « Il n'est pas étonnant que le marxisme révolutionnaire, tel qu'il avait été assimilé en Russie par les bolcheviks de tous acabits, ait fait faillite »... « Il convient de penser à raffermir la constitution « bourgeoise » ordinaire » (les guillemets ironiques sont de M. Izgoév).

Voici donc un octobriste idéologiquement prêt et politiquement mûr, profondément convaincu que ce sont le marxisme et la tactique révolutionnaire qui ont fait faillite, et non la tactique cadette de compromis, de perfidie et de trahison !

Poursuivons. Passons de la presse russe à la presse allemande, laquelle opère dans une atmosphère de liberté, en présence d'un parti socialiste légal qui expose ses vues dans des dizaines de quotidiens. L'un des journaux bourgeois les plus riches, les plus diffusés, les plus « démocratiques » d'Allemagne, le *Frankfurter Zeitung* consacre un long éditorial au 25e anniversaire de la mort de Marx (n° 76 en date du 16 mars nouveau calendrier, Abendblatt *). Les « démocrates » allemands saisissent tout de suite le taureau par les cor-

* Edition du soir. (*N.R.*)

nes. « Il va de soi, nous dit-on, qu'en ce jour la presse social-démocrate ait célébré son maître dans de nombreux articles. Mais même un grand journal libéral-national a reconnu en Marx, bien qu'avec les réserves habituelles, un grand homme. Oui, certes, il était grand, mais c'était un grand corrupteur. »

Le journal, où nous est présentée la fleur de cette variété d'idéologie ultra-réactionnaire qui s'intitule libéralisme européen, explique qu'il ne met nullement en doute l'honneur personnel de Marx. Mais ses théories ont causé un tort incommensurable. En introduisant le concept de déterminisme et de loi objective dans le domaine des phénomènes sociaux et en niant la signification de la morale et le caractère relatif, conventionnel de nos connaissances, Marx a fondé une utopie antiscientifique et une véritable « église » des disciples de sa secte. La plus nuisible de ses idées, c'est la lutte *de classe*. C'est là que gît tout le mal ! Marx a pris au sérieux la vieille maxime des *two nations*, des deux nations qui existeraient à l'intérieur de chacune des nations civilisées, la nation des « exploiteurs » et la nation des « exploités » (le journal place entre des guillemets qui se veulent d'une ironie mortelle ces expressions non scientifiques). Marx avait oublié cette vérité évidente, claire, intelligible pour tous les gens sains d'esprit, à savoir que « c'est l'entente, et non la lutte qui est le but » de la vie sociale. Marx « avait démembré le peuple en faisant entrer à coups de marteau dans la tête de ses gens qu'il n'y avait rien de commun entre eux et les autres, qu'ils étaient ennemis à mort ».

« Qu'y aurait-il de plus naturel, interroge le journal, que de voir la social-démocratie, dont nombre des revendications pratiques coïncident avec celles de la bourgeoisie, s'efforcer de s'en rapprocher ? Si cela ne se produit pas, la cause en est précisément dans la théorie marxiste. La social-démocratie s'est elle-même condamnée à l'isolement. Pendant quelque temps on avait pu penser qu'un changement de principe à cet égard allait survenir. C'était lorsque les révisionnistes avaient engagé leur campagne. Mais cela s'avéra être une erreur, et la différence entre les révisionnistes et nous, c'est, entre autres, que nous avons pris conscience de cette erreur, mais pas eux. Les révisionnistes pensaient et continuent encore de penser que l'on peut d'une certaine manière s'en tenir à Marx tout en évoluant en un parti tout autre. Vain espoir. Il faut soit avaler Marx en entier soit le rejeter totalement, rien de bon ne peut sortir d'une position intermédiaire »...

Bien dit, messieurs les libéraux ! Il vous arrive parfois de dire la vérité par inadvertance !

...« Tant que la social-démocratie vénérera Marx, elle ne se départira pas de l'idée de lutte de classe, et de toutes les autres choses qui rendent si pénible la tâche de vivre à ses côtés... Le monde de la science s'accorde à penser que pas une seule des théories politico-économiques du marxisme ne s'est avérée justifiée »...

Nous y voilà. Vous avez excellemment rendu, messieurs, l'essence de la science bourgeoise, du libéralisme bourgeois et de toute sa politique. Vous avez compris que l'on ne pouvait avaler Marx en tranches. Les Izgoev et les libéraux russes ne l'ont pas encore compris. Mais eux aussi le comprendront sous peu.

Et voici, pour terminer, le *Journal des Débats*, organe conservateur de la république bourgeoise. Dans son numéro du 15 mars, ce journal écrit à propos de l'anniversaire que les socialistes, ces « égalitaires féroces », prônent le culte de leurs grands hommes, que tout le mal de la doctrine de Marx, lequel « haïssait la bourgeoisie », gît dans la théorie de la lutte *des classes*. « Il prônait aux classes ouvrières non des conflits temporaires accompagnés de trèves, mais une guerre sacrée, une guerre d'extermination, d'expropriation, une guerre pour la terre promise du collectivisme... monstrueuse utopie... »

Comme les journaux bourgeois écrivent bien quand quelque chose les pique vraiment au vif. Et la vie devient plus gaie quand on voit se former et se consolider l'unité idéologique des ennemis libéraux du prolétariat dans le monde entier, car cette unité est l'un des gages du regroupement des millions de membres du prolétariat international, qui saura conquérir quoi qu'il en coûte sa terre promise.

*« Prolétari » n° 25, (25) 12 mars 1908*

*Conforme au texte du journal*

# NOTES

1. L'article « Contre le boycottage » fut publié fin juillet 1907 dans la brochure *Sur le boycottage de la Troisième Douma*, tirée dans une imprimerie social-démocrate clandestine de Pétersbourg. La couverture portait de fausses indications : « Moscou, 1907. Imprimerie Gorizontov. 40, rue Tverskaïa. » En septembre 1907, la brochure fut saisie. — P. 9.

2. Il s'agit du quatrième congrès des délégués de l'Union des instituteurs de Russie, congrès qui se tint en Finlande du 19 au 24 juin (2 au 7 juillet) 1907. Les délégués comprenaient 50 socialistes-révolutionnaires, 23 social-démocrates et 18 sans-parti, qui représentaient à eux tous près de 2 000 instituteurs organisés de Russie. Les questions suivantes étaient à l'ordre du jour : vote sur les statuts de l'Union, les élections à la IIIe Douma, rapports avec les autres organisations syndicales, rapports avec le zemstvo actuel, boycottage des postes des instituteurs licenciés, secours mutuel, etc. Le congrès se déroula dans une atmosphère de lutte serrée entre social-démocrates et socialistes-révolutionnaires.

   En appliquant à l'Union des instituteurs de Russie l'épithète de « professionnelle et politique », Lénine s'appuyait sur le fait que l'Union, conformément au paragraphe 1 de ses statuts, menait, parallèlement à sa lutte pour l'amélioration des conditions matérielles faites aux instituteurs, la lutte pour la liberté de l'enseignement et jouait en même temps le rôle d'un syndicat et d'une ligue politique. — P. 11.

3. *Socialistes-révolutionnaires*, parti petit-bourgeois de Russie né fin 1901-début 1902 de l'union de divers groupes et cercles populistes (« Union des socialistes-révolutionnaires », « Parti des socialistes-révolutionnaires », etc.). Ses organes officiels étaient le journal *Révolutsionnaïa Rossia* [La Russie révolutionnaire] (1900-1905) et les revues *Vestnik Rousskoï Révolutsii*

[Le Courrier de la Révolution russe] (1902-1905) et *Znamia Trouda* [L'Etendard du Travail] (1907-1914). Les socialistes-révolutionnaires ne voyaient pas de différences de classe entre le prolétariat et les petits propriétaires, estompaient la stratification sociale et les contradictions internes de la paysannerie, déniaient au prolétariat le rôle dirigeant dans la révolution. Leurs conceptions étaient un mélange éclectique d'idées populistes et révisionnistes ; ils s'efforçaient, suivant l'expression de Lénine, de boucher « les trous du populisme au moyen de la « critique » opportuniste du marxisme en vogue » (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 9, p. 320). La tactique de terrorisme individuel que les socialistes-révolutionnaires prônaient comme méthode fondamentale de lutte contre l'autocratie causait un grand tort au mouvement révolutionnaire, rendait plus difficile l'organisation des masses en vue de la lutte.

Le programme agraire des socialistes-révolutionnaires prévoyait la suppression de la propriété privée de la terre, la mise de cette terre à la disposition de communautés, l'application du « principe du travail », la « jouissance égalitaire » du sol et le développement de la coopération. Dans ce programme, dit de « socialisation de la terre », il n'y avait en réalité rien de socialiste. En l'analysant, Lénine a démontré que la conservation de la production marchande et de l'économie privée sur une terre commune n'empêche pas le capital de régner en maître, ne débarrasse pas les paysans laborieux de l'exploitation et de la ruine ; la coopération en régime capitaliste ne peut sauver non plus les petits paysans, étant donné qu'elle favorise l'enrichissement de la bourgeoisie des campagnes. Lénine notait en même temps que la revendication d'une jouissance égalitaire du sol n'était pas une revendication socialiste mais revêtait, sur le plan historique, un caractère révolutionnaire démocrate progressiste, dans la mesure où elle était dirigée contre la propriété foncière réactionnaire.

Le Parti bolchevique démasquait les tentatives des socialistes-révolutionnaires de se faire passer pour des socialistes, luttait avec acharnement pour soustraire la paysannerie à leur influence, montrait le tort causé au mouvement ouvrier par leur tactique de terrorisme individuel. Les bolcheviks, cependant, s'alliaient temporairement et sous certaines conditions avec eux pour combattre le tsarisme.

La disparité de classe de la paysannerie conditionnait l'instabilité politique et idéologique et le relâchement de l'organisation des socialistes-révolutionnaires, leurs oscillations perpétuelles entre la bourgeoisie libérale et le prolétariat. Dès les années de la première révolution russe, leur parti s'était scindé en une aile droite, qui avait créé le parti (légal) socialiste-populiste du Travail proche des cadets, et une aile gauche, qui avait pris la forme de l'union semi-anarchiste des « maximalistes ». Durant la période de la réaction stolypinienne, le parti socialiste-révolutionnaire connut un marasme total sur le plan des idées et de l'organisation. Pendant la première guerre

mondiale, la majorité des socialistes-révolutionnaires adopta des positions social-chauvines.

Après la victoire de la révolution démocratique bourgeoise de Février 1917, les socialistes-révolutionnaires furent, avec les mencheviks et les cadets, le principal soutien du Gouvernement provisoire contre-révolutionnaire des bourgeois et propriétaires fonciers ; quant aux leaders du parti (Kérenski, Avksentiev, Tchernov) ils firent partie dudit gouvernement. Le parti socialiste-révolutionnaire refusa de soutenir les paysans qui réclamaient la liquidation de la propriété foncière et se prononça pour un *statu quo* dans ce domaine ; les ministres socialistes-révolutionnaires du Gouvernement provisoire envoyèrent des expéditions punitives contre les paysans qui s'étaient emparés des terres des propriétaires fonciers.

Fin novembre 1917, l'aile gauche créa le parti indépendant des socialistes-révolutionnaires de gauche. Désireux de conserver leur influence sur les masses paysannes, les socialistes-révolutionnaires de gauche reconnurent officiellement le pouvoir soviétique et passèrent des accords avec les bolcheviks, mais commencèrent bientôt à lutter contre le pouvoir établi.

Durant les années de l'intervention militaire étrangère et de la guerre civile, les socialistes-révolutionnaires se livrèrent au sabotage contre-révolutionnaire, soutinrent activement les interventionnistes et les généraux blancs, participèrent à des complots contre-révolutionnaires, organisèrent des actions terroristes contre des personnalités du gouvernement soviétique et du Parti communiste. La guerre civile terminée, ils poursuivirent leurs activités hostiles au gouvernement soviétique à l'intérieur du pays et dans le camp de l'émigration blanche. — P. 11.

4. *Le coup d'Etat du 3 (16) juin 1907* est un coup d'Etat contre-révolutionnaire qui s'est traduit par le démantèlement de la II^e^ Douma (par le gouvernement) et la modification de la loi sur les élections à la Douma. Le 1^er^ juin 1907, Stolypine, prenant prétexte d'une accusation forgée de toutes pièces par l'Okhrana et dirigée contre la fraction social-démocrate — contacts avec une organisation militaire et préparation d'un soulèvement armé —, Stolypine exigea que la fraction ne participe plus aux réunions de la Douma ; les 16 membres du groupe social-démocrate étaient menacés d'arrestation. Une commission avait été créée par la Douma pour vérifier si les accusations étaient justifiées. Mais, sans attendre les résultats de ses travaux, le gouvernement arrêta les membres de la fraction social-démocrate dans la nuit du 2 (15) au 3 (16) juin. Le 3 juin était publié un manifeste du tsar portant dissolution de la II^e^ Douma et modifications de la loi électorale. Cette loi accroissait dans de fortes proportions le nombre de représentants des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie commerçante et industrielle à la Douma et réduisait de plusieurs fois la représentation déjà succincte des ouvriers et de la paysannerie. C'était là une gros-

sière violation du manifeste du 17 octobre 1905 et de la Loi fondamentale de 1906, d'après lesquels le gouvernement n'avait pas le droit de promulguer une loi sans l'accord de la Douma d'Etat.

Les nouvelles dispositions stipulaient qu'un grand-électeur de curie terrienne serait choisi par 230 personnes, un grand-électeur de curie urbaine de la première catégorie par 1 000 personnes, un grand-électeur de curie urbaine de la deuxième catégorie par 15 000 personnes, un grand-électeur de curie paysanne par 60 000 personnes et pour une curie ouvrière par 125 000 personnes. Les propriétaires fonciers et la bourgeoisie avaient ainsi la possibilité de choisir 65% de tous les grands-électeurs, les paysans 22% (contre 42% auparavant), les ouvriers 2% (contre 4% auparavant). La loi privait du droit de vote la population autochtone de la Russie d'Asie, les peuples turcs des provinces d'Astrakhan et de Stavropol, et réduisait de moitié la représentation de la population de la Pologne et du Caucase. En outre, dans l'ensemble de la Russie, les personnes ne parlant pas russe étaient, elles aussi, privées du droit de vote. La III[e] Douma, élue d'après la nouvelle loi, siégea pour la première fois le 1er novembre 1907. Elle était essentiellement composée de Cent-Noirs et d'octobristes.

Le coup d'Etat du 3 juin fut, selon l'expression de Lénine, « un tournant dans l'histoire de notre révolution » (Œuvres, 4[e] éd, russe, t. 15, p. 3) ; il ouvrit la période de la réaction stolypinienne. — P. 11.

5. *La Douma de Boulyguine*, « institution représentative » à pouvoir consultatif que le gouvernement du tsar promit de réunir en 1905. Le 6 (19) août 1905 étaient publiés un manifeste du tsar, une loi sur l'institution de la Douma d'Etat et un règlement des élections. La Douma fut appelée « Douma de Boulyguine » du nom du ministre de l'Intérieur que le tsar avait chargé de composer un projet d'assemblée. Le droit de vote pour les élections à cette Douma fut seulement accordé aux propriétaires fonciers, aux gros capitalistes et à un petit nombre de paysans propriétaires. Sur les 412 postes de députés prévus par la loi, les paysans n'avaient droit qu'à 51 postes en tout. La majorité de la population — ouvriers, paysans pauvres, ouvriers agricoles, intellectuels démocrates — était privée du droit de vote. Les élections étaient interdites aux femmes, au contingent, aux personnes poursuivant des études, aux personnes âgées de moins de vint-cinq ans et à une série de nationalités opprimées de la Russie tsariste. La Douma d'Etat n'avait pas le droit de voter les lois, mais seulement de discuter certaines questions en qualité d'organe consultatif auprès du tsar. Lénine écrivit à propos de la Douma de Boulyguine que c'était « se bafouer de la manière la plus éhontée la « représentation nationale » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 9, p. 199).

Les bolcheviks appelèrent les ouvriers et les paysans à boycotter activement la Douma de Boulyguine et concentrèrent

toute leur campagne d'agitation autour des mots d'ordre suivants : insurrection armée, armée révolutionnaire, gouvernement révolutionnaire provisoire. Les mencheviks considérèrent qu'il était possible de prendre part aux élections et prirent parti pour la collaboration avec la bourgeoisie libérale.

La campagne de boycottage fut utilisée par les bolcheviks pour la mobilisation de toutes les forces révolutionnaires, la tenue de grèves politiques de masse et la préparation de l'insurrection armée. Les élections n'eurent pas lieu et le gouvernement ne put convoquer l'assemblée. La Douma fut balayée par la montée de la révolution et la grève politique générale d'octobre 1905. Sur la question de la Douma de Boulyguine, voir les articles suivants de Lénine : « Le bazar constitutionnel », « Boycottage de la Douma de Boulyguine et insurrection », « Union du tsar avec le peuple et du peuple avec le tsar », « A la remorque de la bourgeoisie monarchiste ou à la tête du prolétariat révolutionnaire et des paysans », etc. (Œuvres, Paris-Moscou, t. 8, pp. 353-357 ; t. 9, pp. 181-189, 195-204, 217-229). — P. 12.

6. *Le 9 janvier 1905* (le « dimanche sanglant »), ce jour-là — le 9 (22) janvier — le gouvernement fit tirer sur une foule pacifique d'ouvriers pétersbourgeois qui se dirigeait vers le Palais d'Hiver pour remettre une pétition au tsar.

Ce massacre provoqua l'indignation de tous les travailleurs. Dans le pays tout entier commencèrent des grèves de protestation, avec comme mot d'ordre : « A bas l'autocratie. » Les événements du 9 janvier marquèrent le début de la révolution de 1905-1907. — P. 13.

7. *Le « Potemkine »* (« Prince Potemkine de Tauride »), cuirassé de la flotte russe de la mer Noire qui, entre le 14 et le 24 juin 1905, fut le théâtre d'un important soulèvement révolutionnaire. Ce soulèvement eut une importance politique exceptionnelle : pour la première fois, une action révolutionnaire de masse avait lieu dans l'armée et la flotte, pour la première fois, une unité militaire importante passait du côté de la révolution. — P.13.

8. Il est question de la grève politique générale d'octobre 1905 et de l'insurrection armée de décembre à Moscou, points culminants de la révolution de 1905-1907. — P. 15.

9. *La Douma de Witte* : Ire Douma d'Etat, convoquée le 27 avril (10 mai) 1906 en vertu du règlement élaboré par S. Witte, président du Conseil des ministres.

La grève générale d'octobre 1905 qui déferla sur tout le pays avait contraint le tsar à publier le 17 octobre un manifeste annonçant la convocation d'une Douma d'Etat nantie de fonctions législatives. Le gouvernement escomptait de la sorte scinder et affaiblir le mouvement révolutionnaire, puis engager le pays dans la voie de la monarchie constitutionnelle.

Le 11 (24) décembre 1905, le gouvernement promulgua une loi portant élections à la Douma d'Etat. Les élections eurent lieu en février-mars 1906. Les bolcheviks déclenchèrent une campagne de boycottage de la Douma, ce qui eut pour effet de saper le prestige de la future assemblée et de faire baisser la foi que portait en elle une partie de la population. Il s'avéra cependant impossible de faire avorter les élections. L'échec du boycottage s'explique essentiellement par l'absence d'un élan révolutionnaire de masse qui eût pu empêcher la convocation de la Douma. L'action était rendue d'autant plus difficile que les mencheviks cherchaient à désorganiser le boycottage et que la paysannerie nourrissait de fortes illusions constitutionnelles. Lorsque l'assemblée se réunit, Lénine considéra opportun de l'utiliser pour mener l'agitation et la propagande révolutionnaires et pour la dénoncer comme étant une contrefaçon grossière de la représentation populaire.

Le nombre des députés se montait à 478, dont : cadets, 179 ; autonomistes, 63 ; octobristes, 16 ; sans-parti, 105 ; troudoviks, 97 ; social-démocrates, 18. Un tiers des voix appartenait donc aux cadets.

La question n° 1 à la Douma était la question agraire. Deux programmes agraires essentiels furent déposés ; le projet de loi des cadets signé par 42 députés et celui des troudoviks, connu sous la dénomination de « projet des 104 ». A l'encontre des troudoviks, les cadets tendaient à maintenir la grosse propriété terrienne, n'admettant l'aliénation contre rachat « à une estimation équitable » que pour des terres que les paysans travaillaient avec leurs propres instruments ou des terres cédées à bail.

La Ire Douma d'Etat, malgré sa faiblesse et les demi-mesures qu'elles adopta, ne justifia pas les espoirs que le gouvernement avait placés en elle. Elle fut dissoute le 8 (21) juillet 1906. — P. 15.

10. *L'homme sous cloche de verre*, héros d'un récit de Tchékhov qui porte ce titre. Type de petit-bourgeois borné qui craint toute innovation et toute initiative. — P. 16.

11. Voir F. Engels, « La littérature politique des émigrés » (K. Marx et F. Engels, Œuvres, 2e éd. russe, t. 18). — P. 18.

12. *Le congrès de Stockholm, quatrième congrès (d'unification) du P.O.S.D.R.* eut lieu à Stockholm entre le 10 et le 25 avril (le 23 avril et le 8 mai) 1906. Participaient à ce congrès 112 délégués avec voix délibérative qui représentaient 57 organisations locales du parti, et 22 délégués avec voix consultative.

Les mencheviks jouissaient de la majorité au congrès. La raison en était la suivante : nombreuses avaient été les organisations bolcheviques qui n'avaient pu envoyer de délégués ayant été démantelées après l'insurrection armée qu'elles avaient dirigée. Les mencheviks, eux, possédaient des organisations

à effectifs nombreux dans les régions non industrielles, où il n'y eut pas d'actions armées de masse, aussi purent-ils envoyer un nombre plus grand de délégués.

Les questions principales traitées par le congrès furent : 1) révision du programme agraire ; 2) analyse de la conjoncture et les problèmes de classe du prolétariat ; 3) attitude vis-à-vis de la Douma d'Etat ; 4) insurrection armée ; 5) actions partisanes ; 6) union avec les partis social-démocrates nationaux ; 7) les statuts du parti.

Une lutte aiguë opposa bolcheviks et mencheviks tout au long de la discussion de toutes ces questions. Lénine prononça des discours et présenta des rapports sur chacune d'elles et prit part aux travaux de la commission chargée d'élaborer le projet des statuts. La prédominance des mencheviks au congrès joua sur le caractère des décisions adoptées. A l'issue d'une lutte opiniâtre, le congrès ratifia les résolutions menchéviques portant sur la Douma, l'insurrection armée et adopta le programme agraire déposé par les mencheviks. Pour ce qui est de l'attitude à prendre envers les partis bourgeois, il se contenta de confirmer les résolutions du Congrès international d'Amsterdam. Le congrès adopta sans les mettre en discussion la résolution de compromis sur les syndicats et celle sur l'attitude à prendre vis-à-vis du mouvement paysan.

Dans le même temps, devant l'exigence des militants de base, le congrès adopta le premier paragraphe des statuts sous la forme proposée par Lénine, rejetant par là même l'énoncé opportuniste proposé par Martov. Pour la première fois, les statuts comportèrent la formule bolchevique sur le centralisme démocratique.

Le Comité central élu par le congrès fut composé de 3 bolcheviks et de 7 mencheviks ; la rédaction de l'organe central, le *Social-Démocrate*, reçut des mencheviks exclusivement.

La lutte qui se déroula au congrès révéla aux militants de base toute la signification et la profondeur des divergences de principe qui opposaient bolcheviks et mencheviks. Les travaux du congrès sont analysés par Lénine dans la brochure *Rapport sur le Congrès d'Unification du P.O.S.D.R.* (*Lettre aux ouvriers de Pétersbourg*) (voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 10, pp. 289-350). — P. 22.

13. *Doubassov*, gouverneur général de Moscou qui écrasa l'insurrection armée de décembre ; à partir de 1907, il fut membre du Conseil de la défense du territoire.
*Stolypine*, président du Conseil des Ministres de 1906 à 1911. — P. 23.

14. *Cadets*, membres du parti constitutionnel-démocrate, principal parti de la bourgeoisie libérale monarchiste de Russie. Ce parti fut créé en octobre 1905 ; il était composé de représentants de la bourgeoisie, de propriétaires fonciers membres de zemstvos et d'intellectuels bourgeois. Les membres les plus connus

en étaient : P. Milioukov, S. Mouromtsev, V. Maklakov, A. Chingarev, P. Strouvé, F. Roditchev, etc. Pour tromper les masses laborieuses, les cadets intitulèrent mensongèrement leur parti « parti de la liberté du peuple » ; en fait, leur revendication la plus poussée était celle d'une monarchie constitutionnelle. Les cadets avaient pour but principal de lutter contre le mouvement révolutionnaire et ils tendaient à partager le pouvoir avec le tsar et les propriétaires féodaux. Durant la première guerre mondiale, ils soutinrent activement la politique de conquête du gouvernement tsariste. Pendant la révolution démocratique bourgeoise de Février, ils essayèrent de sauver la monarchie. Profitant de leur position dirigeante à l'intérieur du Gouvernement provisoire bourgeois, ils menèrent une politique antipopulaire et contre-révolutionnaire. Après la victoire de la Grande révolution socialiste d'Octobre, les cadets se montrèrent les ennemis acharnés du pouvoir soviétique et prirent part à toutes les actions armées contre-révolutionnaires et à toutes les campagnes des interventionnistes. Les interventionnistes et les gardes blancs une fois écrasés, les cadets émigrèrent mais ne cessèrent pas pour autant de se livrer à leurs activités contre-révolutionnaires antisoviétiques. — P. 25.

15. « *Tovarichtch* » [Le Camarade], quotidien bourgeois publié à Pétersbourg entre le 15 (28) mars 1906 et le 30 décembre 1907 (12 janvier 1908). Officiellement, ce journal n'était l'organe d'aucun parti. En fait, il était celui des cadets de gauche. S. Prokopovitch et E. Kouskova collaborèrent activement au journal. Des mencheviks écrivirent aussi dans le *Tovarichtch*. — P. 26.

16. *Feuille du Comité central*, « Lettre aux organisations du Parti » n° 1, écrite à l'occasion du coup d'Etat du 3 juin. « Le prolétariat et la social-démocratie révolutionnaire, porte-parole de ses intérêts, lisait-on dans la lettre, ne peuvent laisser sans réponse, sans protestation, cet acte de violence. La social-démocratie ne renonce pas à poursuivre et à développer la révolution. » Sans annoncer une intervention immédiate, le Comité central du P.O.S.D.R. appelait les organisations du parti « à soutenir et à développer jusqu'au bout le mouvement en train de naître, et, là où on peut compter à coup sûr sur un soutien actif et décisif de masses importantes, à prendre immédiatement l'initiative du mouvement, sans oublier d'en informer en même temps le Comité central. » — P. 30.

17. Voir la lettre de K. Marx à L. Kugelmann en date du 3 mars 1869. — P. 32.

18. *Chartisme*, mouvement révolutionnaire de masse des ouvriers anglais provoqué par leur pénible situation économique et l'absence de droits politiques. Le mouvement débuta vers 1840 par d'imposants meetings et manifestations et dura, avec des interruptions, jusqu'au début des années 50.

Ce qu'il manquait au mouvement chartiste c'était une direction prolétarienne animée d'un esprit révolutionnaire conséquent et aussi un programme nettement défini. C'est là qu'il faut rechercher la cause essentielle de ses échecs. — P. 33.

19. *Balalaïkine*, personnage du roman de Saltykov-Chtchédrine intitulé « Une idylle de notre temps » ; il s'agit d'un bavard libéral, aventurier et menteur de surcroît, qui fait passer ses intérêts égoïstes avant toute chose.

*Moltchaline*, personnage de la pièce de A. Griboédov *Le malheur d'avoir trop d'esprit*, arriviste et flagorneur. — P. 34.

20. Voir K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, tome I, Editions du Progrès, Moscou, 1964, p. 528. — P. 35.

21. « *Cent-Noirs* », bandes monarchistes créées par la police du tsar pour lutter contre le mouvement révolutionnaire. Les Cent-Noirs tuaient des révolutionnaires, attaquaient les intellectuels progressistes, organisaient des pogromes antijuifs. — P. 36.

22. *Octobristes*, membres du parti des octobristes (ou « Union du 17 octobre »), créé en Russie après la publication du manifeste du tsar du 17 (30) octobre 1905. C'était un parti contre-révolutionnaire, qui représentait et défendait les intérêts de la grosse bourgeoisie et des propriétaires fonciers qui appliquaient des méthodes de gestion capitalistes. Il avait à sa tête A. Goutchkov, industriel connu et propriétaire d'immeubles à Moscou, et M. Rodzianko, gros propriétaire foncier. Les octobristes soutenaient sans réserve la politique intérieure et extérieure du gouvernement tsariste. — P. 36.

23. Le « *Prolétari* » (de Genève) [le Prolétaire], hebdomadaire illégal bolchevique, organe central du P.O.S.D.R. créé par décision du III^e^ Congrès du parti. Le 27 avril (10 mai) 1905, par décision de l'assemblée plénière du Comité central du parti, Lénine fut nommé rédacteur responsable de l'organe central. Celui-ci parut à Genève entre le 14 (27) mai et le 12 (25) novembre 1905, soit 26 numéros en tout. Le *Prolétari* suivit la ligne de l'ancienne *Iskra* léniniste et eut la même orientation que le journal bolchevique *Vpériod*.

Lénine publia dans ce journal près de 90 notes et articles. Ces écrits déterminaient la physionomie politique du *Prolétari*, son contenu idéologique et son orientation bolchevique. Lénine accomplit un énorme travail en tant que directeur et rédacteur.

Le *Prolétari* réagissait sans tarder à tous les événements importants du mouvement ouvrier russe et international et menait une lutte impitoyable contre les mencheviks et autres éléments révisionnistes et opportunistes. Il fit beaucoup pour propager les décisions du III^e^ Congrès du parti et unir les bolcheviks sur le plan de l'organisation et de l'idéologie. Le *Prolétari* défendait avec esprit de suite le marxisme révolutionnaire

et étudiait tous les problèmes fondamentaux que posait la révolution en cours. En éclairant sous tous les angles les événements de 1905, il mobilisait de larges masses de travailleurs en vue de la victoire de la révolution.

Le *Prolétari* exerçait une considérable influence sur les organisations social-démocrates de l'intérieur. Certains articles de Lénine publiés dans l'hebdomadaire étaient repris par les journaux bolcheviques locaux et diffusés sous forme de tracts. Peu après le départ de Lénine pour la Russie, début novembre 1905, l'hebdomadaire cessa de paraître. Les deux dernières livraisons (nos 25 et 26) eurent pour rédacteur V. Vorovski. Cependant, Lénine avait écrit pour elles quelques articles, qui ne furent publiés qu'après son départ de Genève. — P. 37.

24. Le « *Prolétari* » (de Russie), journal bolchevique illégal. Publié du 21 août (3 septembre) 1906 au 28 novembre (11 décembre) 1909 sous la direction de Lénine. Cinquante numéros en tout. Les collaborateurs réguliers du journal étaient M. Vladimirski, V. Vorovski, A. Lounatcharski et I. Doubrovski ; le travail technique d'édition était effectué par E. Schlichter, A. Schlichter, etc. Les vingt premiers numéros furent préparés pour l'impression et composés à Vyborg. (Ce tirage à partir des matrices reçues de l'étranger eut lieu à Pétersbourg ; mais, pour des raisons de clandestinité, les exemplaires portaient « Moscou » comme lieu d'édition.) Par la suite, les conditions s'étant détériorées au plus haut point, la rédaction, conformément à la décision prise par les comités du P.O.S.D.R. de Pétersbourg et de Moscou, transféra le lieu d'édition du journal à l'étranger (les nos 21 à 40 sortirent à Genève, les nos 41 à 50 à Paris).

En fait, le *Prolétari* était l'organe central des bolcheviks. Le travail essentiel de la rédaction était l'œuvre de Lénine. La majorité des numéros contient plusieurs de ses articles ; plus de cent articles et notes de sa main sur les questions les plus importantes de la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière y furent publiés. Le journal contenait des analyses approfondies sur les problèmes de tactique et de politique générale, des comptes rendus sur les activités du Comité central du P.O.S.D.R., les décisions des conférences et des assemblées plénières du Comité central, des lettres du Comité central sur diverses questions de l'activité du parti et toute une série d'autres documents. Le journal était étroitement lié aux organisations locales du parti.

Durant les années de la réaction stolypinienne, le *Prolétari* joua un rôle de premier plan dans la conservation et la consolidation des organisations bolcheviques, dans la lutte contre les liquidateurs, les otzovistes, les ultimatistes et les constructeurs de Dieu. A l'assemblée plénière du Comité central du P.O.S.D.R. tenue en janvier 1910, les mencheviks aidés par les conciliateurs réussirent, sous couvert de lutter contre les tendances fractionnelles, à faire adopter une décision mettant fin à la publication du journal *Prolétari*. — P. 37.

25. L'article « A la mémoire du comte Heiden » fut publié dans le recueil bolchevique *Goloss Jizni* [La Voix de la Vie] (St-Pétersbourg 1907) avec une note de la rédaction qui disait : « Ecrit encore en juin, aussitôt après la parution du panégyrique du *Tovarichtch*, cet article ne fut pas publié alors pour des raisons « indépendantes » de la volonté de l'auteur. En lui accordant une place dans le présent recueil, la rédaction pense que si l'événement qui a donné naissance à cet article ne présente déjà plus d'intérêt pour le moment présent, le contenu du texte, par contre, n'a rien perdu de sa valeur. »

Les circonstances « indépendantes » de la volonté de l'auteur étaient d'habitude des ennuis avec la police et la censure. Dans ce cas précis, il s'agit également du fait que les recueils bolcheviques étaient les seules publications où pouvait être imprimé l'article de Lénine. Cet article n'est pas signé, mais on peut lire les initiales N. L. au sommaire du recueil. — P. 45.

26. « *Rousskié Viédomosti* » [Le Courrier russe], journal : publié à Moscou à partir de 1863, exprimait les conceptions des intellectuels libéraux modérés. Divers écrivains de tendances démocratiques collaborèrent au journal vers 1880-90 (Korolenko, Saltykov-Chtchédrine, Ouspenski, etc.). Il publia des œuvres de populistes libéraux. A partir de 1905, devient l'organe des cadets de droite. Lénine notait que les *Rousskié Viédomosti* « alliaient de façon originale un cadétisme de droite à un soupçon de populisme » (Œuvres, 4e éd. russe, t. 19, p. 111). Le journal fut interdit en 1918 en même temps que d'autres journaux contre-révolutionnaires. — P. 45.

27. *Rénovation pacifique*, le « parti de la rénovation pacifique » était une organisation en faveur de la monarchie constitutionnelle de gros bourgeois et de propriétaires fonciers; il fut créé en 1906 et regroupa des octobristes de gauche et des cadets de droite. Son programme était très proche de celui des octobristes. Toute l'activité du parti visait à défendre les intérêts de la bourgeoisie commerçante et industrielle et ceux des propriétaires fonciers qui appliquaient des méthodes de gestion capitalistes. Lors de la IIIe Douma d'Etat, le « parti de la rénovation pacifique » s'unit au parti dit « des réformes démocratiques » pour former la fraction des « progressistes ». Lénine traitait le « parti de la rénovation pacifique » de « parti du pillage pacifique ». — P. 50.

28. Il s'agit de l'abolition du servage en Russie en 1861. — P. 50.

29. Il s'agit du propriétaire Pénotchkine, personnage du récit d'I. Tourguéniev *Le Bourgmestre*. — P. 51.

30. *Saltytchikha* (de son vrai nom Daria Ivanovna Saltykova ; 1730-1801), grande propriétaire fameuse par les terribles tortures qu'elle infligeait à ses serfs. — P. 51.

31. *Rennenkampf* et *Meller-Zakomelski* : généraux de l'armée tsariste qui étouffèrent le mouvement révolutionnaire. — P. 52.

32. Cette définition du philistin citée par Lénine a Gœthe pour auteur (Goethes Werke. Neue Ausgabe. Zweiter Band, Berlin. 1893, S. 593). — P. 53.

33. *La conférence de la ville de Pétersbourg* (conférence du P.O.S.D.R.) se tint à Terioki (Finlande) les 8 et 14 (21 et 27) juillet 1907. Les comptes rendus de cette conférence n'ont pas été conservés. 61 délégués à voix délibérative et 21 délégués à voix consultative participèrent à la première session.

Lénine présenta un rapport sur le comportement à avoir devant les élections à la III^e^ Douma. La conférence adopta la ligne qu'il défendit dans ce rapport et dans ses thèses : pas de boycottage de la III^e^ Douma. — P. 54.

34. *Troisième conférence du P.O.S.D.R.* (*Deuxième conférence de Russie*), cette conférence se tint à Kotka (Finlande) entre les 21 et 23 juillet (3 et 5 août) 1907. L'assistance comprenait 26 délégués : 9 bolcheviks, 5 mencheviks, 5 social-démocrates polonais, 5 membres du Bund et 2 social-démocrates lettons. Les questions inscrites à l'ordre du jour étaient : la participation aux élections à la III^e^ Douma d'Etat, les accords électoraux et le congrès des syndicats de Russie. Trois rapports furent présentés sur la première question : Lénine prit la parole au nom des bolcheviks (contre le boycottage) ; A. Bogdanov au nom des bolcheviks également (pour le boycottage) et Dan au nom des mencheviks et du Bund. A la majorité des voix, la conférence adopta la résolution de Lénine. Sur la question du congrès des syndicats de Russie, quatre projets de résolution furent présentés et transmis en tant que documentation au Comité central du P.O.S.D.R. L'un de ces projets avait pour base la résolution proposée par Lénine. — P. 57.

35. *Progressistes sans-parti*, groupement politique de la bourgeoisie russe libérale monarchiste qui, lors des élections aux Doumas d'Etat et au sein des Doumas, tenta de réunir sous la bannière « sans-parti » des éléments de divers partis et groupes de bourgeois et de propriétaires fonciers.

A la III^e^ Douma d'Etat, les progressistes formèrent une fraction à laquelle participèrent des représentants des partis de la « rénovation pacifique » et des « réformes démocratiques ». La crainte d'une nouvelle flambée révolutionnaire poussait les progressistes à critiquer les « excès » du gouvernement tsariste, qui, à leur avis, créait par son manque de souplesse, un terrain favorable à l'activité des forces révolutionnaires de gauche. En 1912, lors des élections à la IV^e^ Douma, les progressistes formèrent bloc avec les cadets et les aidèrent, grâce à leur prétendue non-appartenance à un parti, à cueillir les voix de l'« électeur bourgeois du 3 juin ».

En novembre 1912, les progressistes se constituèrent en parti autonome dont le programme était : constitution modérée votée sur des bases étroitement censitaires, menues reformes, ministère responsable, c'est-à-dire gouvernement responsable devant la Douma, écrasement du mouvement révolutionnaire. Lénine a souligné que par leur composition et leur idéologie, les progressistes étaient « un mélange d'octobristes et de cadets ».

Durant les années de la première guerre mondiale, les progressistes devinrent plus actifs et exigèrent le remplacement des chefs militaires, la mobilisation de l'industrie au service du front et un « ministère responsable » avec la participation de représentants de la bourgeoisie russe. Après la révolution démocratique bourgeoise de Février, certains leaders du parti participèrent au Gouvernement provisoire bourgeois. Après la victoire de la Grande Révolution socialiste d'Octobre, le parti des progressistes mena une lutte active contre le pouvoir des Soviets. — P. 59.

36. « *Obrazovanié* » [L'Enseignement], revue mensuelle légale de littérature, de vulgarisation scientifique et d'information politique ; publiée à Pétersbourg entre 1892 et 1909. Entre 1902 et 1908, des articles de bolcheviks y furent insérés. Le numéro 2 de 1906 contenait les chapitres V à IX de l'ouvrage de Lénine *La question agraire et les « critiques » de Marx* (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 5, pp. 101-226). — P. 60.

37. *Le journal de Bourénine* était le nom que Lénine donnait à *Novoïé Vrémia* [les Temps nouveaux], journal monarchiste centnoir. *Bourénine*, collaborateur de cette publication, menait une campagne de calomnie contre les représentants de tous les courants de la pensée progressiste. — P. 64.

38. *Troudoviks* (*Groupe du Travail*), groupe de démocrates petits-bourgeois, fondé en avril 1906 et composé de députés paysans de la Ire Douma d'Etat.

Ils exigeaient l'abolition de toutes les restrictions de caste et de nationalité, la démocratisation de l'administration autonome des villes et zemstvos, le suffrage universel pour les élections à la Douma d'Etat. Le programme agraire des troudoviks s'inspirait des principes populistes d'une jouissance « égalitaire » du sol : constitution d'un fonds national avec les terres appartenant au Domaine, aux apanages, à la famille impériale, aux monastères, ainsi que les terres des particuliers, si l'étendue de la terre possédée excédait la norme de travail établie ; pour les terres aliénées des particuliers une indemnisation était prévue. Lénine notait en 1906 que le troudovik typique était le paysan qui « n'est pas opposé à passer un compromis avec la monarchie, à se contenter, dans un régime bourgeois, d'un lopin de terre, pourvu qu'il soit *le sien*, mais qui, à l'heure actuelle, consacre l'essentiel de ses forces à lutter pour la terre et contre les propriétaires fonciers, à lutter pour la démocratie et contre l'Etat féodal » (voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 11, p. 201)

A la Douma d'Etat, les troudoviks hésitaient entre les cadets et les social-démocrates. Ces hésitations s'expliquent par la nature de classe du petit paysan-patron. Comme les troudoviks représentaient quand même les masses paysannes, les bolcheviks menaient à la Douma une tactique d'entente avec eux sur telle ou telle question afin de lutter conjointement contre l'autocratie tsariste et les cadets. En 1917, le Groupe du Travail fusionna avec le parti des « socialistes-populistes » et soutint activement le Gouvernement provisoire bourgeois. Après la Révolution socialiste d'Octobre, les troudoviks participèrent à la contre-révolution bourgeoise. — P. 67.

39. La « *Retch* » [La Parole], quotidien, organe central du parti cadet, parut à Pétersbourg à partir du 23 février (8 mars) 1906. Dirigé en pratique par P. Milioukov et I. Hessen, il contenait des articles dus à la collaboration suivie de M. Vinaver, P. Dolgoroukov, P. Strouvé, etc. Le 26 octobre (8 novembre) 1917, il fut interdit par le Comité militaire révolutionnaire près le Soviet de Petrograd. Il reparut jusqu'en août 1918 sous divers autres noms : *Nacha Retch* [Notre Parole], *Svobodnaïa Retch* [La libre parole], *Vek* [Le Siècle], *Novaïa Retch* [La Nouvelle parole] et *Nach Vek* [Notre Siècle]. — P. 67.

40. *Le Conseil de la noblesse unifiée*, organisation contre-révolutionnaire de propriétaires féodaux, créée en mai 1906 lors du premier congrès des délégués des sociétés provinciales de la noblesse. Son existence se prolongea jusqu'en octobre 1917. Le but essentiel de l'organisation était la défense du régime autocratique, de la grosse propriété foncière et des privilèges de la noblesse. Les leaders du Conseil étaient le comte A. Bobrinski, le prince N. Kassatkine-Rostovski, le comte D. Olssoufiev, V. Pourichkévitch, etc. Lénine a surnommé le Conseil de la noblesse unifiée « conseil des féodaux unis ». Cette organisation se transforma en pratique en un organe semi-gouvernemental qui dictait au gouvernement des mesures législatives destinées à défendre les intérêts des féodaux. Durant la période de la III^e^ Douma d'Etat, un nombre considérable de membres du Conseil de la noblesse unifiée fit partie du Conseil d'Etat et des organes directeurs des organisations cent-noires. — p. 68.

41. *Socialistes-populistes*, membres du parti socialiste-populiste, Parti du Travail petit-bourgeois issu en 1906 de l'aile droite du parti socialiste-révolutionnaire (s.-r.). Les socialistes-populistes revendiquaient une nationalisation partielle des terres avec rachat et leur répartition entre les paysans conformément à la « norme du travail ». Les socialistes-populistes penchaient pour un bloc avec les cadets. Lénine traitait les socialistes-populistes d'« opportunistes petits-bourgeois », de « social-cadets », des « mencheviks socialistes-révolutionnaires » hésitant entre les socialistes-révolutionnaires et les cadets. Après la révolution démocratique bourgeoise de Février 1917, le parti des « socia-

listes-populistes » fusionna avec les troudoviks et, en y envoyant des représentants, participa activement au Gouvernement provisoire bourgeois. Après la Révolution socialiste d'Octobre, les socialistes-populistes participèrent à des complots contre-révolutionnaires et à des insurrections armées contre le pouvoir des Soviets. Le parti socialiste-populiste cessa d'exister à l'époque de l'intervention militaire étrangère et de la guerre civile. — P. 72.

42. *Le Congrès socialiste international de Stuttgart* (VII^e^ congrès de la II^e^ Internationale) se tint du 18 au 24 août 1907. Le P.O.S.D.R. y était représenté par 37 délégués. Les bolcheviks comprenaient Lénine, Lounatcharski, Litvinov, etc. Les problèmes suivants furent examinés par le congrès : 1) Militarisme et conflits internationaux ; 2) Rapports entre les partis politiques et les syndicats ; 3) Question coloniale ; 4) Immigration et émigration des ouvriers ; 5) Droits électoraux des femmes.

L'essentiel du travail eut lieu dans les commissions, où l'on composa les projets de résolutions présentés lors des séances plénières. Lénine participa aux travaux de la commission chargée d'étudier la question du militarisme et des conflits internationaux. — P. 74.

43. Le n° 17 du *Prolétari*, qui contenait le présent article, reproduisait en outre les résolutions du Congrès socialiste international de Stuttgart. — P. 74.

44. Voir K. Marx, *le Capital*, livre premier, t. III, Editions Sociales, Paris 1950, pp. 35-36. — P. 76.

45. La *Fabian Society* ou Société fabienne, organisation réformiste anglaise fondée en 1884 ; ainsi appelée du nom du général romain Fabius dit « Cunctator » (le Temporiseur) dont la tactique prudente consistait à éviter toute bataille décisive contre Annibal. Les *fabiens* étaient en majorité des intellectuels bourgeois, savants, hommes de lettres, personnalités politiques (tels S. et B. Webb, Bernard Shaw, Herbert Wells, etc) ; ils s'affirmaient contre la doctrine de Marx relative à la lutte de classe du prolétariat et à la révolution socialiste et déclaraient possible le passage du capitalisme au socialisme grâce à de petites réformes, des transformations graduelles de la société que permettrait ce qu'ils appelaient le socialisme « municipal ».

Encore maintenant, la Fabian Society continue à jouer le rôle de promoteur de l'influence bourgeoise parmi la classe ouvrière, elle sème les idées opportunistes et social-chauvines parmi les travailleurs anglais. En 1900, la Fabian Society adhéra au Labour Party. Le « socialisme fabien » est une des sources où s'alimente le réformisme contemporain. — P. 77.

46. *Voïnov*, pseudonyme d'A. Lounatcharski. — P. 78.

47. « *Die Gleichheit* » [l'Egalité], revue bi-mensuelle social-démocrate ; organe du mouvement ouvrier féminin d'Allemagne, puis organe du mouvement féminin international ; publiée à Stuttgart de 1890 à 1925 ; dirigée par Clara Zetkin de 1892 à 1917. — P. 78.

48. L'article « *Le Congrès socialiste international de Stuttgart* » fut écrit par Lénine sur proposition des éditions *Zerno* (Le Grain) qui avaient entrepris la publication d'un *Almanach pour tous 1908*. Il s'agissait d'une tentative d'exploitation des possibilités légales pour publier des documents illégaux. Lénine reçut le plan de la publication et la liste des collaborateurs, parmi lesquels il faut noter M. Olminski, N. Rojkov et N. Batourine qui fit paraître dans l'*Almanach* des articles sur l'histoire du mouvement ouvrier russe, notamment sur l'« Union du Nord des ouvriers russes » et le groupe « Libération du Travail ». L'*Almanach pour tous* analysait la situation économique et politique de la Russie, l'activité de la II^e^ Douma d'Etat, les questions de politique extérieure, l'activité des syndicats, les mouvements de grève, la situation de la paysannerie ; il donnait également une chronique de la lutte révolutionnaire au XIX^e^ et au début du XX^e^ siècle en Russie. Le tirage atteint 60 000 exemplaires, distribués dans les usines, la marine et l'armée (à l'exception de quelques dizaines d'exemplaires saisis par la police). — P. 82.

49. *Ministérialisme* (millerandisme), courant opportuniste qui se fit jour dans les partis socialistes d'Europe occidentale à la fin du XIX^e^ et au début du XX^e^ siécle ; il tire son nom du socialiste français, A. Millerand, qui, en 1899, entra dans le gouvernement bourgeois réactionnaire et aida la bourgeoisie à promouvoir sa politique. — P. 85.

50. *Les social-démocrates polonais*, membres de la social-démocratie du Royaume de Pologne et de la Lituanie, Parti révolutionnaire de la classe ouvrière polonaise. Ce parti naquit d'abord, en 1893, comme social-démocratie du Royaume de Pologne, puis, à dater du mois d'août 1900, après le congrès des organisations social-démocrates du Royaume de Pologne et de la Lituanie, qui vit la fusion des social-démocrates polonais et d'une partie des social-démocrates lituaniens, il prit le nom de Social-démocratie du Royaume de Pologne et de la Lituanie. Le mérite de ce parti était de pousser le mouvement ouvrier polonais à l'alliance avec les ouvriers russes et de lutter contre le nationalisme.

Durant la révolution de 1905-1907, la S.D.R.P.L. adopta des mots d'ordre proches de ceux des bolcheviks et eut une position intransigeante vis-à-vis de la bourgeoisie libérale. Cependant, elle commit plusieurs erreurs : elle ne comprit pas la théorie de Lénine sur la révolution socialiste, le rôle dirigeant du parti dans la révolution démocratique, elle sous-estima

le rôle de la paysannerie comme alliée de la classe ouvrière et l'importance du mouvement de libération nationale. V. Lénine, tout en critiquant les conceptions erronées de la S.D.R.P.L. a souligné les mérites qui furent siens au sein du mouvement révolutionnaire de Pologne. Les social-démocrates polonais, a-t-il dit, « ont eu raison de créer pour la première fois un parti purement prolétarien en Pologne, de proclamer le principe éminemment important de l'alliance la plus étroite de l'ouvrier polonais et de l'ouvrier russe dans leur lutte de classe » (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 20, p. 458). Au IV^e Congrès du P.O.S.D.R. (congrès d'Unification de 1906), la S.D.R.P.L. fut admise au sein du P.O.S.D.R. en qualité d'organisation territoriale.

La S.D.R.P.L. salua la Grande Révolution socialiste d'Octobre et engagea une lutte de grande envergure pour la victoire de la révolution prolétarienne en Pologne. En décembre 1918, au congrès d'Unification, la S.D.R.P.L. et la « lewica » du P.P.S. fusionnèrent et créèrent le Parti communiste ouvrier de Pologne.

*P.P.S.*, parti socialiste polonais (Polska Partia Socjalityszna), créé en 1892 ; réformiste et nationaliste. En 1906, le parti se scinda en un groupement de gauche, la « lewica » du P.P.S., et en un groupement de droite, chauvin, dit « fraction révolutionnaire » du P.P.S. — P. 86.

51. « *Vorwärts* » [En Avant], quotidien, organe central du Parti social-démocrate d'Allemagne ; publié à Berlin à partir de 1891 sous le titre exact de *Vorwärts, Berliner Volksblatt*, par décision du congrès de Halle ; prenait la succession du *Berliner Volksblatt* [Journal populaire de Berlin] qui existait depuis 1884. Dans les pages du *Vorwärts*, F. Engels combattait toutes les formes d'opportunisme. Après 1895, c'est-à-dire après la mort d'Engels, la rédaction du journal tomba aux mains de l'aile droite du parti et se mit à publier systématiquement des articles d'opportunistes. Par des analyses tendancieuses de la lutte contre l'opportunisme et le révisionnisme au sein du P.O.S.D.R., *Vorwärts* apporta son soutien aux « économistes », puis, après la scission du parti, aux mencheviks. Durant les années de la réaction, il publia des articles calomniateurs de Trotski sans offrir à Lénine ni aux autres bolcheviks la possibilité de riposter et de donner une appréciation objective de la situation au sein du parti.

Durant la première guerre mondiale, *Vorwärts* adopta des positions social-chauvines ; après la Grande Révolution socialiste d'Octobre, il mena une propagande antisoviétique. Il continua à paraître à Berlin jusqu'en 1933. — P. 88.

52. *Dachnaktsoutioun*, parti nationaliste bourgeois. Créé au début des années 90 du siècle dernier en Arménie turque pour libérer les Arméniens de Turquie du joug du sultanat ; ce parti consistait en un conglomérat bourgeois démocratique de représentants

de diverses classes : bourgeois et intellectuels ; paysans et ouvriers non touchés par la propagande social-démocrate ; une partie du lumpen-prolétariat, organisée en groupes de « zinvor ».

A la veille de la révolution de 1905-1907, le parti centra son activité sur le Caucase et se rapprocha des socialistes-révolutionnaires. Son aile gauche adhéra à ce parti en 1907, après avoir formé le groupe des « jeunes dachnaktsoutioun ».

Les activités du Dachnaktsoutioun avaient un caractère antipopulaire. Sa propagande nationaliste a nui énormément à l'éducation internationaliste du prolétariat et des masses laborieuses d'Arménie et de toute la Transcaucasie.

Après la révolution démocratique bourgeoise de Février 1917, les « dachnaks » apportèrent leur appui à la politique du Gouvernement bourgeois provisoire ; après la Révolution socialiste d'Octobre, ils participèrent au bloc contre-révolutionnaire des mencheviks et socialistes-révolutionnaires dirigé contre les bolcheviks. Entre 1918 et 1920, les dachnaks furent à la tête du gouvernement bourgeois-nationaliste contre-révolutionnaire d'Arménie ; tous leurs actes eurent pour effet de transformer l'Arménie en colonie des impérialistes étrangers et en base des interventionnistes anglo-français, ainsi que des gardes blancs russes en lutte contre le pouvoir des Soviets. Les travailleurs d'Arménie, sous la direction du parti bolchevique et avec le soutien de l'Armée rouge, renversèrent le gouvernement dachnaque en novembre 1920. La victoire du pouvoir des Soviets entraîna le démantèlement et la liquidation des organisations dachnaktsoutioune de Transcaucasie. — P. 89

53. La *S.D.F.* (Social Democratic Federation) fut fondée en 1884. Y adhérèrent, outre des réformistes (dont Hyndman) et des anarchistes, des social-démocrates révolutionnaires, partisans du marxisme (H. Quelch, Th. Mann, E. Eveling, E. Marx-Eveling, etc.) qui formaient l'aile gauche du mouvement socialiste anglais. F. Engels critiqua la S.D.F. pour son dogmatisme et son sectarisme, lui reprochait d'être isolée du mouvement ouvrier de masse et de méconnaître ses particularités. En 1907, la S.D.F. devint le parti social-démocrate. Celui-ci constitua en 1911 avec les éléments de gauche de l'Indépendent Labour Party le Parti socialiste britannique. C'est à ce parti ainsi qu'au groupe socialiste de l'unité que revient l'initiative de fonder en 1920 le Parti communiste de Grande-Bretagne. — P. 89.

54. *I.L.P.* (Independent Labour Party), organisation réformiste fondée en 1893 par les leaders des « nouvelles trade-unions » à l'époque d'une reprise du mouvement gréviste et du mouvement en faveur de l'indépendance de la classe ouvrière vis-à-vis des partis bourgeois. Adhérèrent à ce parti des membres des « nouvelles trade-unions » et d'anciens syndicats, des intellectuels, des représentants de la petite bourgeoisie influencés par les idées fabiennes. Dès sa création, l'I.L.P. se plaça sur les

positions du réformisme bourgeois, accordant l'essentiel de son attention à la lutte parlementaire et aux accords parlementaires avec le parti libéral. Lénine disait de lui que c'est « en fait un parti opportuniste qui a toujours dépendu de la bourgeoisie ». (Œuvres, Paris-Moscou, t. 20, p. 499). — P. 89.

55. En 1907, les éditions *Zerno* (Le Grain), dirigées par M. Kédrov entreprirent de publier, sous le titre collectif *En douze ans*, une édition en trois volumes d'œuvres de V. Lénine. L'original du contrat portant accord pour cette publication est conservé aux Archives centrales du parti de l'Institut du marxisme-léninisme près le C.C. du P.C.U.S. Sur les trois tomes prévus, seuls virent le jour le premier et la première partie du second. Le premier tome comprenait : « Le contenu économique du populisme et la critique qu'en fait dans son livre M. Strouvé », « Les tâches des social-démocrates russes », « Les persécuteurs des zemstvos et les Annibals du libéralisme », « Que faire ? », « Un pas en avant, deux pas en arrière », « La campagne des zemstvos et le plan de l'*Iskra* », « Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique ». Ce premier tome sortit des presses en novembre 1907 (la couverture porte 1908) et fut saisi peu de temps après. Pourtant, une partie considérable du tirage put être sauvée, et l'ouvrage continua à être distribué clandestinement.

Le deuxième tome devait comprendre des textes sur la question agraire. Les poursuites de la censure tsariste décidèrent l'éditeur à renoncer au titre *En douze ans* et à publier ce deuxième tome en deux parties : une première comprenant des travaux publiés légalement en 1899 dans le recueil *Etudes et articles économiques* ; la deuxième comprenant des œuvres illégales. V. Lénine voulut faire entrer dans ce deuxième tome un ouvrage qu'il venait juste d'écrire *Le programme agraire de la social-démocratie dans la première révolution russe de 1905-1907*. Mais le deuxième tome ne put sortir sous la forme prévue. La première partie parut début 1908 sous le titre *La question agraire* ; elle contenait : « Pour caractériser le romantisme économique », « Le recensement des artisans dans la province de Perm en 1894-1895 et les problèmes généraux de l'industrie « artisanale », « La question agraire et les « critiques de Marx » (chapitres I à XI). La deuxième partie du tome deux, pour laquelle on avait déjà composé le texte du « *Programme agraire de la social-démocratie dans la première révolution russe de 1905-1907* », cette deuxième partie fut saisie à l'imprimerie par la police et détruite.

Le troisième tome devait comprendre des articles de programme et de polémique publiés dans les organes bolcheviques (*Iskra*, *Vpériod*, *Prolétari*, *Novaïa Jizn*, etc.).

Une répression et une censure accrues contre les publications révolutionnaires empêchèrent la publication de ce troisième tome.— P. 95.

56. *Le groupe « Libération du Travail »* est le premier groupe marxiste russe. Il fut organisé par G. Plékhanov à Genève en 1883. Outre Plékhanov lui-même, il comprenait P. Axelrod, L. Deutsch, V. Zassoulitch, V. Ignatov.

Le groupe fit un gros effort pour diffuser le marxisme en Russie. Il traduisit, édita à l'étranger et répandit en Russie les œuvres de K. Marx et F. Engels : *Manifeste du Parti communiste*, *Travail salarié et capital*, *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, etc ; il publia également des ouvrages de vulgarisation sur la doctrine marxiste. Le groupe « Libération du Travail » porta un coup sévère au populisme, principal obstacle à la propagation du marxisme et au développement du mouvement social-démocrate en Russie. Dans ses ouvrages *Socialisme et lutte politique* (1883), *Nos divergences* (1885), etc., G. Plékhanov soumit à la critique marxiste les conceptions réactionnaires des populistes (développement non capitaliste de la Russie, négation du rôle d'avant-garde du prolétariat dans le mouvement révolutionnaire, conception subjective et idéaliste du rôle de la personnalité dans l'histoire, etc.).

Le groupe « Libération du Travail », bien que sans liaisons avec le mouvement ouvrier pratique de Russie, joua un rôle important dans la formation de la conscience révolutionnaire de la classe ouvrière russe. Lénine a souligné que le groupe « ne fonda la social-démocratie que théoriquement et fit un premier pas à la rencontre du mouvement ouvrier » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 20, p. 289). « Libération du Travail » a aussi commis des erreurs assez graves : surestimation du rôle de la bourgeoisie libérale, sous-estimation du rôle révolutionnaire de la paysannerie en tant que réserve de la révolution prolétarienne. Ces erreurs furent le germe des futures conceptions menchéviques de Plékhanov et autres membres du groupe.

En 1894, à l'initiative du groupe « Libération du Travail », fut fondée l'« Union des social-démocrates russes à l'étranger ». En 1900, les membres du groupe et leurs partisans quittèrent l'« Union » et créèrent l'organisation révolutionnaire « Le Social-démocrate ». G. Plékhanov, P. Axelrod et V. Zassoulitch firent partie des rédacteurs de l'*Iskra* et de *Zarïa*. Au IIe Congrès du P.O.S.D.R. (août 1903), le groupe « Libération du Travail » annonça sa propre dissolution. — P. 95.

57. *St.* : V. Starikov ; *R.* : Y. Radtchenko ; *K.* : R. Klasson. — P. 97.

58. « *Novoïé Slovo* » [La Nouvelle parole], revue mensuelle littéraire et politique éditée à Pétersbourg à partir de 1894 par les populistes libéraux, puis, à partir du printemps 1897, par les « marxistes légaux ». Cette revue publia les articles de Lénine intitulés : « Pour caractériser le romantisme économique » et « A propos d'un entrefilet ». En décembre 1897, elle fut interdite par le gouvernement. — P. 98.

69. La « *Zaria* » [L'Aube], revue politique marxiste éditée par la rédaction de l'*Iskra* en 1901 et 1902. *Zaria* fit paraître les articles suivants de Lénine : « Notes de circonstance », « Les persécuteurs des zemstvos et les Annibals du libéralisme », les quatre premiers chapitres de « La question agraire et les « critiques de Marx » (sous le titre « Messieurs les « critiques » dans la question agraire »), « Revue de la situation intérieure », « Le programme agraire de la social-démocratie russe ». La revue eut quatre numéros. — P. 98.

60. L'« *Iskra* », premier journal politique marxiste illégal pour toute la Russie ; fondé par Lénine en 1900. Devint l'organe central du parti après le IIe Congrès du P.O.S.D.R. Lorsqu'il parle de l'ancienne *Iskra*, Lénine pense aux numéros 1 à 51. A partir du n° 52 (octobre 1903), les mencheviks en firent l'organe de leur fraction. — P. 98.

61. *Narodovoltsy*, membres du « Groupe de la Narodnaïa Volia » (la Volonté du peuple). Ce groupe fut fondé en automne 1891 à Pétersbourg. Il comprenait à l'origine M. Olminski (Alexandrov), N. Méchtchériakov, E. Alexandrova, A. Fédoulov, A. Erguine, etc. Il tira dans son imprimerie plusieurs brochures et proclamations illégales, un *Recueil de l'Ouvrier* et deux numéros de la *Feuille volante*. En avril 1894, la police le démantelait, mais peu après il devait reprendre ses activités. Cette période fut marquée par un passage aux conceptions social-démocrates. Le dernier numéro de la *Feuille volante* (n° 4, décembre 1895) atteste déjà clairement cette influence de la social-démocratie. Le groupe établit des rapports avec l'« Union pour la libération de la classe ouvrière » (Pétersbourg), tira dans son imprimerie certaines des publications de l'« Union », par exemple la brochure de Lénine *Explication de la loi sur les amendes infligées aux ouvriers de fabriques et d'usines*. Le groupe, enfin, mena des pourparlers avec l'« Union » à propos d'une publication conjointe du journal *Rabotchéié Diélo*. L'imprimerie du groupe devait éditer la brochure de Lénine *A propos des grèves*, envoyée de prison en mai 1896 (le manuscrit n'en a toujours pas été retrouvé). Cette publication ne put avoir lieu, par suite du démantèlement de l'imprimerie et de l'arrestation des membres du groupe en juin 1896. A partir de ce moment, le groupe cessa d'exister. Plus tard, certains de ses membres (P. Koudelli, N. Méchtchériakov, M. Olminski, etc.) devinrent des membres actifs du P.O.S.D.R., mais la majorité adhéra au parti socialiste-révolutionnaire.

*Narodopravtsy*, membres du parti du « Droit du peuple », organisation illégale de l'intelligentsia démocrate russe fondée en été 1893 avec la participation d'anciens narodovoltsy (O. Aptekmann, A. Bogdanovitch, A. Guédéonovski, M. Natanson, N. Tioutchev, etc.). Les narodopravtsy avaient pour but d'unir toutes les forces d'opposition en vue de lutter pour des réformes politiques. Leur organisation publia deux documents-program-

mes : *Le Manifeste* et *Le problème d'actualité*. Au printemps 1894, le gouvernement tsariste la faisait démanteler. Voir l'analyse de Lénine sur l'organisation des narodopravtsy en tant que parti politique dans les ouvrages suivants : *Ce que sont les « amis du peuple » et comment ils luttent contre les social-démocrates* (Œuvres, Paris-Moscou, t. 1, pp. 357-360) et *Les tâches des social-démocrates russes* (Œuvres, Paris-Moscou, t. 2, pp. 351-352). La majorité des narodopravtsy entra plus tard dans le parti socialiste-révolutionnaire. — P. 99.

62. *Bernsteiniade*, courant opportuniste hostile au marxisme à l'intérieur de la social-démocratie allemande et internationale. Né à la fin du XIX^e^ siècle, il doit son nom à Ed. Bernstein, représentant le plus avéré des tendances droitières et opportunistes dans le Parti social-démocrate d'Allemagne. — P. 99.

63. « *Sans-titre* », groupe semi-cadet et semi-menchevique de l'intelligentsia bourgeoise russe (S. Prokopovitch, E. Kouskova, V. Bogoutcharski, V. Portougalov, V. Kbijniakov, etc.) Il se forma à l'époque où s'amorçait le déclin de la révolution de 1905-1907. Son nom provenait de l'hebdomadaire politique *Bez Zaglavia* [Sans titre] publié sous la direction de Prokopovitch à Pétersbourg entre janvier et mai 1906. Plus tard, les « *sans-titre* » se regroupèrent autour du journal cadet de gauche *Tovarichtch*. Bien que n'appartenant officiellement à aucun parti, ils prêchaient les idées du libéralisme bourgeois et de l'opportunisme et soutenaient les révisionnistes de la social-démocratie russe et internationale. — P. 101.

64. Dans le 3^e^ tome du présent ouvrage, c'est-à-dire dans le troisième volume du recueil *En douze ans*, non publié. — P. 102.

65. « *Novaïa Jizn* » [la Vie nouvelle], premier journal bolchevique légal ; parut quotidiennement à Pétersbourg entre le 27 octobre (9 novembre) et le 3 (16) décembre 1905. Lorsque Lénine revint d'émigration à Pétersbourg, début novembre 1905, le journal passa sous sa direction immédiate. *Novaïa Jizn* jouait en pratique le rôle d'organe central du P.O.S.D.R. Les collaborateurs les plus proches en étaient V. Bontch-Brouévitch, V. Vorovski, A. Lounatcharski, M. Olminski, etc. M. Gorki participa activement à la rédaction et apporta également une aide matérielle appréciable. Le tirage quotidien atteignait 80 000 exemplaires.
*Novaïa Jizn* fut victime de répressions répétées. Après la parution du n° 27, le journal fut interdit par le gouvernement. Le dernier numéro (28) sortit illégalement. — P. 107.

66. « *Vpériod* » [En avant], journal bolchevique illégal ; publié à Genève entre le 22 décembre 1904 (4 janvier 1905) et le 5( 18) mai 1905. Il y eut 18 numéros en tout. L'organisateur, l'inspirateur et le directeur de *Vpériod* était Lénine. La rédaction com-

prenait également V. Vorovski, A. Lounatcharski et M. Olminski.

Dans une résolution spéciale le III[e] Congrès du P.O.S.D.R. souligna le rôle important joué par *Vpériod* dans la lutte contre le menchevisme et pour le rétablissement de l'esprit de parti, vanta ses analyses des problèmes de tactique posés par le mouvement révolutionnaire et exprima sa reconnaissance à la rédaction du journal. — P. 109.

67. *Otrezki*, parcelles de terre que les propriétaires fonciers avaient enlevées aux paysans lors de l'abolition du servage en Russie. — P. 111.

68. *Zemstvo*, administration autonome locale. Les zemstvos furent créés en 1864 dans les provinces centrales de la Russie ; ils avaient des nobles à leur tête. La compétence des zemstvos était limitée aux problèmes locaux (construction de routes et d'hôpitaux, statistique, assurances, etc.) Leurs activités étaient contrôlées par les gouverneurs et le ministère de l'Intérieur, qui pouvaient abroger les mesures contraires aux intérêts du gouvernement. — P. 112.

69. Le mot d'ordre de création d'un « *comité exécutif des groupes de gauche à la Douma* » fut lancé par les bolcheviks pour permettre aux députés ouvriers de conserver une ligne de classe indépendante, pour diriger les activités des députés paysans et les protéger contre les influences cadettes. Les mencheviks opposaient à ce mot d'ordre celui d'« opposition nationale », c'est-à-dire de soutien des cadets par les députés ouvriers et paysans. Pour les mencheviks, en effet, les cadets étaient un parti de gauche, au même titre que les social-démocrates, les socialistes-révolutionnaires et les troudoviks.

Après la dissolution de la I[re] Douma, en juillet 1906, le « Comité exécutif des gauches » se regroupa en fait autour de la fraction social-démocrate à la Douma. Sur l'initiative de ce comité furent publiés le *Manifeste à l'armée et à la flotte*, signé par le comité de la fraction social-démocrate et le comité du groupe du Travail ; le *Manifeste à tous les paysans de Russie*, signé en outre par l'Union des paysans de Russie, le Comité central du P.O.S.D.R., le Comité central du Parti socialiste-révolutionnaire, l'Union des cheminots de Russie et l'Union des instituteurs de Russie ; le manifeste *Au peuple entier*, signé par les mêmes partis (à l'exception des trois Unions), ainsi que par le Parti socialiste polonais et le Bund. Ces manifestes appelaient le peuple à la lutte révolutionnaire contre le gouvernement et lançaient le mot d'ordre de convocation d'une assemblée constituante. — P. 114.

70. Les *explications du Sénat*, exposé des motifs de la loi du 11 (24) décembre 1905 sur les élections à la Douma d'Etat. Cet exposé des motifs, publié par le Sénat gouvernemental avant les élec-

tions à la IIe Douma, privait encore d'autres couches de la population du droit de vote. — P. 118.

71. *D. Trépov*, gouverneur général de Pétersbourg. Inspirateur des pogromes cent-noirs, il écrasa la révolution de 1905. — P. 120.

72. Voir K. Marx, *Die preußische Kontrerevolution und der preußische Richterstand* (Marx, Engels, Werke, Dietz Verlag, Berlin, 1959, Band 6, S. 138.) — P. 122.

73. *L'« Union du peuple russe »*, organisation monarchiste cent-noire créée en octobre 1905 à Pétersbourg pour lutter contre le mouvement révolutionnaire. L'« Union » regroupait des propriétaires fonciers réactionnaires, de gros propriétaires de biens immobiliers, des marchands, des policiers gradés, des ecclésiastiques, des petits bourgeois de la ville, des koulaks, des déclassés et des criminels. Ses chefs étaient V. Bobrinski, A. Doubrovine, P. Krouchévane, N. Markov le second, V. Pourichkévitch, etc.

L'« Union » défendait l'autocratie tsariste, l'économie semi-féodale des terriens et les privilèges de la noblesse.

La méthode choisie par l'« Union » pour lutter contre la révolution fut celle des pogroms et de l'assassinat. Ses membres, avec la protection et la collaboration de la police, battaient et tuaient impunément des ouvriers révolutionnaires et des représentants de l'intelligentsia démocrate ; ils dispersaient et fusillaient la foule massée aux meetings, organisaient des pogroms contre les Juifs et persécutaient par tous les moyens les nationalités non russes.

Après le démantèlement de la IIe Douma, l'« Union » se divisa en deux organisations : la « Chambre de Michel l'Archange », dirigée par Pourichkévitch, et qui voulait utiliser la IIIe Douma à des fins contre-révolutionnaires, et l'« Union du peuple russe » proprement dite, dirigée par Doubrovine qui continua à s'en tenir à sa tactique de terreur non dissimulée. Ces deux organisations ultras furent liquidées durant la révolution bourgeoise démocratique de Février 1917. Après la Révolution socialiste d'Octobre, les ex-membres de ces organisations participèrent activement à des mutineries contre-révolutionnaires et à des complots contre le pouvoir des Soviets. — P.126.

74. Les « *aurochs* » était le nom donné dans la littérature politique russe aux représentants les plus réactionnaires des propriétaires fonciers. — P. 127.

75. Le « *Rousskoïé Znamia* » [l'Etendard russe], journal cent-noir, organe de l'« Union du peuple russe » ; publié à Pétersbourg entre novembre 1905 et 1917. — P. 129.

76. « *Goloss Moskvy* » [La Voix de Moscou], quotidien, organe du parti octobriste. Publié de décembre 1906 à juin 1915. — P. 129.

77. La note de Lénine « A propos d'un article de Plékhanov » fut publiée comme postface « Note de la rédaction » du *Prolétari* à l'article de I. Mechkovski intitulé « Encore de la « polémique ». — P. 137.

78. *Conférence de l'organisation de Saint-Pétersbourg du P.O.S.D.R.*, cette conférence se tint à Terioki le 27 octobre (9 novembre) 1907. Elle comprenait 57 délégués à voix délibérative et 11 délégués à voix consultative. Les questions suivantes étaient à l'ordre du jour : 1° Rapport du Comité central du P.O.S.D.R. sur la campagne électorale pour la III^e^ Douma ; 2° Rapport sur l'activité du Comité central du P.O.S.D.R.; 3° La conférence nationale ; 4° Le procès de la fraction social-démocrate à la II^e^ Douma ; 5° Le chômage ; 6° Les réélections à la conférence de la ville et autres problèmes d'organisation.

Lénine présenta à cette conférence deux rapports sur la préparation de la conférence nationale : l'un sur la tactique de la fraction social-démocrate à la III^e^ Douma d'Etat, l'autre sur la participation des social-démocrates à la presse bourgeoise. Sur la question de la tactique de la fraction social-démocrate à la Douma, la conférence se prononça pour la résolution de Lénine à une majorité de 37 voix contre 12. Les mencheviks votèrent contre cette résolution ; ils proposaient de soutenir à la III^e^ Douma les octobristes de « gauche » et de voter pour un octobriste de « gauche » lors des élections du présidium de ladite Douma. La conférence accepta la proposition des bolcheviks, qui tenaient pour inadmissible la participation des social-démocrates à la presse bourgeoise. Lors des débats sur le procès de la fraction social-démocrate de la II^e^ Douma, Lénine apprit à la conférence qu'il avait informé de ce procès le Bureau Socialiste International, et que celui-ci, par l'intermédiaire de l'Union des représentants parlementaires internationaux, ferait des interpellations au sein des parlements d'Angleterre, d'Allemagne et de Belgique, afin d'attirer sur cette question l'attention de la classe ouvrière internationale. La conférence décida de lancer une grève d'une journée des travailleurs et travailleuses de Pétersbourg et de la province le jour où commencerait le procès intenté à la fraction social-démocrate de la II^e^ Douma.

La conférence élut deux délégués bolcheviques à la conférence nationale du P.O.S.D.R. — P. 139.

79. *Le Parteitag de Dresde* du parti social-démocrate d'Allemagne se tint du 13 au 20 septembre 1903. Il adopta une résolution opportuniste qui admettait la participation des social-démocrates à la presse bourgeoise. — P. 145.

80. *La Quatrième conférence du P.O.S.D.R.* (« Troisième conférence de Russie ») se tint à Helsingfors (Helsinski) entre le 5 et 12 (le 18 et le 25) novembre 1907, peu après la fin des élections à la III^e^ Douma d'Etat. A cette conférence participèrent 27 dé-

légués : 10 bolcheviks, 4 mencheviks, 5 social-démocrates polonais, 5 membres du Bund, 3 social-démocrates lettons.

Les questions suivantes étaient à l'ordre du jour : la tactique de la fraction social-démocrate à la Douma d'Etat, les centres fractionnels et la consolidation des liens du Comité central avec les organisations locales, la participation des social-démocrates à la presse bourgeoise. En outre, la conférence discuta le problème de la dénomination à donner au groupe social-démocrate à la Douma d'Etat. Lénine présenta un rapport sur la tactique de la fraction social-démocrate à la IIIe Douma. L'analyse faite par Lénine du régime du 3 juin et des tâches du parti souleva l'opposition des mencheviks et des membres du Bund, qui voulaient qu'on soutienne à tout prix à la Douma les cadets et les octobristes de « gauche ». La conférence accepta à la majorité la résolution bolchevique présentée au nom de la conférence de la ville de Pétersbourg. La conférence accepta également la résolution bolchevique contre la participation des social-démocrates à la presse bourgeoise ; cette résolution était dirigée contre les publicistes mencheviques et particulièrement contre G. Plékhanov, qui avait critiqué les décisions de la IIIe Conférence du P.O.S.D.R. (la «Deuxième conférence de Russie ») dans le journal cadet de gauche *Tovarichtch*. La conférence donna à la représentation social-démocrate à la Douma le nom de « fraction social-démocrate ».

Etant donné que le centre menchevique, à l'insu du Comité central du P.O.S.D.R., entrait en rapport avec les comités locaux, la conférence se proposa de prendre des mesures pour renforcer les liens du Comité central du P.O.S.D.R. avec les organisations locales du parti.

En adoptant les résolutions de Lénine sur les questions fondamentales, la IVe Conférence du P.O.S.D.R. armait le parti d'une juste tactique marxiste de lutte pour les masses en cette période de réaction.

Les procès-verbaux de la conférence n'ont pas été retrouvés. Mais ses travaux et ses décisions furent amplement analysés par le journal bolchevique *Prolétari* dans son numéro 20 du 19 novembre 1907. — P. 147.

81. Lénine veut parler des lois agraires élaborées par Stolypine et promulguées par le gouvernement tsariste en novembre 1906. Le 9 (22) novembre 1906 fut promulgué le « Décret complétant certains points de la loi en vigueur qui touchent à la possession et à l'utilisation des terres par les paysans » ; ce décret, après être passé par la Douma d'Etat et le Conseil d'Etat, prit le nom de loi du 14 juin 1910. Le 15 (28) novembre 1906 était promulgué un autre décret « Sur les avances consenties aux paysans par la Banque foncière sous caution des lots communautaires ». En vertu de ces lois, les paysans avaient le droit de prendre, à titre de propriété personnelle, le lot à eux concédé et à se retirer de la communauté pour s'installer dans des fermes séparées. Les paysans qui se retiraient de la communauté pouvaient prétendre

à des subsides de la Banque foncière pour acquérir de la terre. Le but des lois agraires de Stolypine était de créer des koulaks qui soutiendraient l'autocratie tsariste à la campagne, de conserver la grande propriété foncière et de détruire la communauté. La politique agraire de Stolypine accéléra l'évolution capitaliste de l'agriculture selon la « voie prussienne », la plus douloureuse ; les gros propriétaires fonciers conservaient leurs biens, leurs pouvoirs et leurs privilèges, tandis que les grandes masses de la paysannerie étaient expropriées par la force et que se développait une bourgeoisie rurale qui se voyait offrir la possibilité de racheter pour une bouchée de pain les lots de la paysannerie pauvre. — P. 149.

82. Voir K. Marx et F. Engels, *Le Manifeste du Parti Communiste*, chapitre IV. — P. 158.

83. « *Znamia Trouda* » [l'Etendard du Travail], organe central du parti socialiste-révolutionnaire ; publié entre juillet 1907 et avril 1914 à Paris. — P. 160.

84. La *Préface à la brochure de Voïnov (A. Lounatcharski) sur l'attitude du parti à l'égard des syndicats* a été écrite par Lénine en novembre 1907. La brochure n'a pas été publiée. — P. 169.

85. Il s'agit du congrès de Mannheim du Parti social-démocrate d'Allemagne, congrès qui eut lieu entre le 23 et le 29 septembre 1906. Le principal problème à l'ordre du jour était celui de la grève politique de masse, reconnue par la social-démocratie allemande au congrès d'Iéna (1905) comme le moyen d'action politique le plus important. A propos de cette question fut également abordée celle des syndicats ; ces derniers, en effet, rejetaient l'idée de grève politique de masse qu'ils jugeaient anarchiste. Le congrès de Mannheim ne critiqua pas ouvertement la position opportuniste des syndicats, mais recommanda à tous les membres du parti de s'inscrire aux syndicats et à tous les syndicalistes de s'inscrire au parti social-démocrate, «afin que l'esprit de la social-démocratie imprégnât le mouvement syndical ». — P. 170.

86. « *Die Neue Zeit* » [Le Temps nouveau], revue théorique du Parti social-démocrate d'Allemagne ; publiée à Stuttgart entre 1883 et 1923, dirigée par K. Kautsky jusqu'en octobre 1917, puis par G. Cunow. Certaines œuvres de K. Marx et de F. Engels furent publiées pour la première fois dans *Die Neue Zeit* : *Critique du Programme de Gotha* de Marx, *La critique du projet de programme social-démocrate de 1891* d'Engels, etc. Engels aida constamment de ses conseils les rédacteurs de la revue et critiqua à maintes reprises les déviations du marxisme qu'on trouvait dans les colonnes de leur publication. Les plus grands noms du mouvement ouvrier allemand et international

de la fin du XIX^e^ et du début du XX^e^ siècle collaborèrent à *Die Neue Zeit* : A. Bebel, W. Liebknecht, R. Luxembourg, F. Mehring, C. Zetkin, P. Lafargue, G. Plékhanov, etc.

Après 1895, c'est-à-dire après la mort d'Engels, la revue se mit à publier systématiquement des textes révisionnistes, notamment la série d'articles d'E. Bernstein intitulée « Les problèmes du socialisme », qui ouvrit la croisade des révisionnistes contre le marxisme. Durant la première guerre mondiale, la revue occupa une position centriste et soutint en pratique les social-chauvins. — P. 170.

87. *Nozdrev*, personnage des *Ames mortes* de N. Gogol ; type du gros propriétaire foncier filou et querelleur. — P. 172.

88. « *Osvobojdénié* » [Emancipation], revue bimensuelle publiée à l'étranger entre le 18 juin (1^er^ juillet) 1902 et le 5 (18) octobre 1905 sous la direction de P. Strouvé. Cette revue était l'organe de la bourgeoisie libérale russe ; elle propageait des idées d'un libéralisme modérément monarchiste. En 1903 se forma autour d'elle une « Union de l'osvobojdénié » dont l'existence dura de janvier 1904 à octobre 1905. Avec les « *zemtsy* » (membres des zemstvos) constitutionnalistes, les « *osvobojdentsy* » constituèrent le noyau du parti constitutionnel-démocrate (cadet), créé en octobre 1905 ; ce parti était le parti le plus en pointe de la bourgeoisie libérale monarchiste de Russie. — P. 174.

89. Lénine emploie cette expression que l'on trouve chez Marx et Engels en parlant des opportunistes, lesquels considéraient le système parlementaire comme quelque chose de tout-puissant et l'action parlementaire comme l'unique forme de lutte politique valable. — P. 175.

90. *L'ouvrage « La question agraire et les « critiques de Marx »* a été écrit par Lénine entre 1901 et 1907. Les quatre premiers chapitres furent publiés dans le n° 2-3 de la revue *Zaria* en décembre 1901, sous le titre « Messieurs les « critiques » dans la question agraire (Premier essai) », signé N. Lénine. En 1905, ils furent publiés légalement à Odessa par les éditions « Bourévestnik » sous forme d'une brochure intitulée *La question agraire et les « critiques de Marx »*. Ce titre est maintenu par l'auteur dans les éditions postérieures de l'ouvrage tout entier, comme de ses différentes parties.

Les chapitres V-IX furent publiés pour la première fois en février 1906 dans la revue légale *Obrazovanié* [l'Enseignement] n° 2. Ils portent des sous-titres, ce qui n'était pas le cas des chapitres I-IV publiés dans *Zaria* et dans l'édition de 1905.

Dans le livre de Vl. Iline (V. Lénine) *La question agraire*, Ire partie, paru à Pétersbourg en 1908, furent pour la première fois publiés ensemble les neuf chapitres, plus les chapitres X et XI écrits depuis ; on ajouta des sous-titres aux chapitres I-IV.

on modifia quelques détails dans la rédaction du texte et on ajouta quelques notes.

Le dernier chapitre XII fut publié pour la première fois en 1908 dans le recueil *La Vie quotidienne*.

Pour les neuf premiers chapitres, voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 5, pp. 101-226.

Le présent tome reproduit les chapitres X, XI et XII, écrits en 1907. — P. 179.

91. Lénine veut parler de l'ouvrage de Franz Bensing *L'influence des machines agricoles sur l'économie nationale et privée*, Breslau, 1897 (Fr. Bensing, Der Einfluss der landwirtschaftlichen Maschinen auf Volks-und Privatwirtschaft). — P. 182.

92. Lénine veut parler de l'ouvrage de M. Hecht *Trois villages du Hard de Bade*, Leipzig, 1895 (M. Hecht, Drei Dörfer des badischen Hard). — P. 185.

93. Voir K. Marx, *Misère de la philosophie*, Editions Sociales, Paris 1961, pp. 72-73.— P. 185.

94. Lénine veut parler des lettres d'un publiciste populiste connu, A. Engelhardt, intitulées *Lettres de la campagne* et publiées dans la revue *Otétchestvennyé Zapiski* [Notes de la Patrie] en 1872-1887. — P. 185.

95. Voir Karl Marx, *le Capital*, livre troisième, t. III, Editions Sociales, Paris 1960, p. 130. Lorsqu'il se réfère au tome trois du *Capital* de Marx, Lénine utilise l'édition allemande de 1894 et traduit lui-même toutes les citations. — P. 192.

96. Voir K. Marx, *Théories de la plus-value*, tome II, 2e partie, édition russe de 1936. — P. 192.

97. *V. V.* (pseudonyme de V. Vorontsov), idéologue du populisme libéral des années 80 et 90 du XIXe siècle. — P. 200.

98. Voir K. Marx, *le Capital*, livre troisième, t. III, Editions Sociales, Paris 1960, p. 190. — P. 219.

99. Le *Programme agraire de la social-démocratie dans la première révolution russe de 1905-1907* a été écrit par Lénine en novembre-décembre 1907. En 1908, l'ouvrage est inclus dans la deuxième partie du deuxième tome du recueil *En douze ans*. Mais étant encore à l'imprimerie, il est saisi et détruit par la police. Il restait un seul exemplaire où manquaient quelques pages de la fin. Le livre parut pour la première fois en 1917 seulement sous le titre : V. Iline (N. Lénine) *Programme agraire de la social-démocratie dans la première révolution russe de 1905-1907* (Petrograd, Ed. « Jizn et Znanié » [Vie et connaissance]).

Dans l'édition de 1917, au lieu de la fin qui manquait et

qui se terminait par une phrase inachevée : « Le chemin des réformes dans la création d'une Russie des bourgeois et des junkers implique nécessairement la conservation des fondements du vieux mode de propriété foncière, leur adaptation lente... » (voir la présente édition, p. 446), Lénine a ajouté : « une violence lente et systématique, extrêmement douloureuse exercée sur la masse paysanne. La voie révolutionnaire de la création d'une Russie bourgeoise paysanne implique nécessairement la démolition de tout le mode de possession ancien, l'abolition de la propriété privée du sol ».

Dans la présente édition le texte de l'ouvrage est conforme au manuscrit corrigé par Lénine quelques années après la parution du livre en 1908. — P. 229.

100. *Terre communautaire*, il s'agit de la terre concédée en jouissance aux paysans contre rachat en 1861, après l'abolition du servage en Russie. Elle se trouvait en possession de la communauté et était distribuée aux paysans, par partages périodiques. — P. 233.

101. *Apanages*, terres qu'un décret de Paul Ier (« Edit sur la famille impériale ») détacha en 1797 du Domaine et attribua en propriété, avec les paysans qui les travaillaient, aux membres de la maison régnante. Les revenus tirés de l'exploitation des paysans des apanages servaient à l'entretien de la famille impériale (les grands ducs, leurs épouses, leurs filles, etc.). Ces sommes ne rentraient pas dans le budget d'Etat et n'étaient pas contrôlées par ce dernier. — P. 234.

102. *Louée d'hiver*, la louée d'hiver pour les travaux d'été était pratiquée par les propriétaires fonciers et les koulaks en hiver, où les paysans étaient particulièrement pressés par le manque d'argent. La louée se faisait à des conditions très dures. — P. 237.

103. *Partage noir*, mot d'ordre qui marquait la volonté des paysans de procéder au partage général de la terre et d'en finir avec la grande propriété foncière. — P. 242.

104. Les « *Méthodes d'administration Gourko-Lidval* », détournements de deniers publics, spéculations et vols qui fleurissaient parmi les hauts fonctionnaires tsaristes et les hommes d'affaires. Gourko était ministre adjoint de l'Intérieur en 1906, il fut mêlé aux déprédations et spéculations à quoi donnèrent lieu les fournitures de blé aux provinces frappées par la famine. Le fournisseur de blé était Lidval, chevalier d'industrie et spéculateur. — P. 263.

105. *John*, le menchevik P. Maslov. — P. 271.

106. *Kostrov*, leader des mencheviks du Caucase ; de son vrai nom Noï Jordania. — P. 273.

107. *Union paysanne de Russie*, organisation démocratique révolutionnaire, fondée en 1905 sur l'initiative des paysans de la province de Moscou. C'est au cours de son premier et deuxième congrès, qui eurent lieu à Moscou, en août et novembre 1905, que furent élaborés le programme et la tactique de l'Union. Celle-ci exigeait la liberté politique et la réunion immédiate d'une Assemblée constituante ; elle préconisait la tactique de boycottage de la Ire Douma d'Etat. Le programme agraire de l'Union comportait l'abolition de la propriété privée du sol, la remise aux paysans, sans rachat, des terres appartenant aux monastères, aux apanages, à la Couronne et au Domaine. Dans sa politique, l'Union fit preuve d'indécision et de flottements. Exigeant la liquidation de la propriété seigneuriale de la terre, elle acceptait une indemnisation partielle des propriétaires fonciers. Dès les débuts de son activité, l'Union fut en butte aux répressions policières et, au début de 1907, elle cessa d'exister. — P. 274.

108. « *Rossia* » [la Russie], quotidien à caractère policier ultra-réactionnaire ; parut à Pétersbourg de 1905 à 1914. Organe officiel du ministère de l'Intérieur à partir de 1906. — P. 274.

109. « *Novoïé Vrémia* » [Temps Nouveaux], quotidien qui parut à Pétersbourg de 1868 à 1917. D'abord de tendance libérale modérée, il devint bientôt l'organe des milieux réactionnaires de la noblesse et de la bureaucratie, avant d'être, à partir de 1905, celui des Cent-Noirs. Lénine l'a appelé le journal vénal par excellence. — P. 274.

110. Pour l'analyse des idées de Rodbertus, voir K. Marx, *Théories de la plus-value* (tome IV du *Capital*), IIe partie, édition russe de 1957, pp. 84-86. Pour l'analyse de la théorie de Ricardo, *ibid.*, pp. 229-233. — P. 287.

111. Voir K. Marx, *le Capital*, livre troisième, t. III, Editions Sociales, Paris 1960, p. 9. — P. 289.

112. K. Marx, *Théories de la plus-value* (*le Capital*, tome IV, 2e partie). — P. 289.

113. *La législation des Etats-Unis sur les homesteads* remonte au milieu du XIXe siècle. D'après la loi de 1862, tout citoyen des Etats-Unis avait le droit de recevoir de l'Etat, à titre gratuit ou à prix très réduit, un *homestead* d'environ 160 acres (64 hectares). Ce terrain, au bout de cinq ans au plus, devenait la propriété du détenteur. — P. 290.

114. K. Marx et F. Engels, *Circulaire contre Kriege*. — P. 290.

115. Les paysans en Russie, en tant que classe de la société féodale, se divisaient en trois grandes catégories : 1° les paysans seigneuriaux ; 2° les paysans du Domaine ; 3° les paysans des apanages

(c'est-à-dire de la famille impériale). Chacune de ces catégories se subdivisait à son tour en catégories plus petites, qui se distinguaient entre elles par l'origine de leurs membres, les formes de propriété et de jouissance de sol, leur position juridique, etc. La réforme de 1861, faite par le gouvernement du tsar dans l'intérêt des propriétaires féodaux, conserva ces groupes hétéroclites, qui survécurent jusqu'en 1917.

*Détenteurs gratuits* : une partie des anciens paysans seigneuriaux, principalement dans les provinces à tchernoziom du Sud et du Sud-Est, qui, au moment de leur libération, avaient reçu du propriétaire foncier une parcelle de terre à titre gratuit (sans rachat). En vertu des « Règlements » de la réforme de 1861, les gros propriétaires fonciers avaient le droit « après accord à l'amiable » avec les paysans de leur « faire présent » du quart du lot « réglementaire », « supérieur » (y compris la terre attenant à la maison), les autres terres paysannes, elles, passaient aux mains du propriétaire. Le lot gratuit, qui montra clairement le caractère spoliateur de la réforme de 1861, reçut dans le peuple les noms de « lot du quart », « lot de l'orphelin » ou « lot de Gagarine » (allusion au prince P. Gagarine, qui avait présenté le projet de réglementation locale du régime foncier applicable aux paysans de Grande et de Petite Russie).

Un grand nombre des détenteurs gratuits vivaient dans des provinces à tchernoziom à petites exploitations (provinces de Voronèje, de Kharkov, de Poltava, de Tambov, etc.), et où la terre que les gros propriétaires fonciers s'étaient appropriée coûtait cher. Des lots gratuits furent attribués à de nombreux paysans dans les provinces à tchernoziom du Sud et du Sud-Est (provinces d'Orenbourg, d'Oufa, de Saratov, d'Ekatérinoslav, de Samara), où le fermage était beaucoup plus bas que la redevance fixée par les « Règlements du 19 février » au profit du gros propriétaire. Vers le début du XX$^{e}$ siècle par suite de l'accroissement de la population et des redistributions qui lui furent liées, les détenteurs gratuits furent presque entièrement privés de leur lot et constituèrent la masse principale de la paysannerie, c'est-à-dire la moins dotée de terre.

*Paysans temporairement redevables*, anciens paysans-serfs qui, après l'abolition du servage en 1861, furent contraints pour avoir le droit d'utiliser leur lot de s'acquitter d'obligations particulières (redevance ou corvée) au profit des gros propriétaires fonciers. « La redevance temporaire » durait jusqu'au moment où les paysans, avec l'accord des gros propriétaires, rachetaient leur lot de terre. Ce n'est qu'en 1881 qu'un décret obligea les gros propriétaires au racbat des lots par les paysans ; le décret stipulait que les redevances temporaires devaient cesser à partir du 1$^{er}$ janvier 1883.

*Propriétaires* : anciens paysans seigneuriaux qui, en vertu des « règlements sur les paysans », avaient racheté leur lot de terre et s'étaient, de la sorte, définitivement dégagés de leur situation de « temporairement redevables ».

*Pleines propriétaires* : anciens paysans seigneuriaux qui avaient

racheté avant terme leur lot et possédaient le droit à la propriété privée de la terre. Ces pleins propriétaires formaient une minorité relativement peu importante, la plus aisée parmi la paysannerie.

*Paysans du Domaine* : catégorie de paysans qui travaillaient sur les terres de l'Etat et qui payaient, en plus de la capitation, une redevance féodale au fisc ou aux affermataires des domaines d'Etat. Ils accomplissaient en outre de multiples corvées (réparation des routes, logement des soldats, courses avec les chevaux de poste, etc.). La catégorie des paysans du Domaine était de composition variée. Les groupes suivants lui furent adjoints sous Pierre Ier : *odnodvortsy*, laboureurs sibériens de la région maritime du Nord, allogènes des régions de la Volga et de l'Oural (Tatares, Tchouvaches, Mordves, Oudmourtes, Komi). Aux paysans du Domaine on joignit plus tard les paysans « économiques » (serfs des domaines sécularisés de l'Eglise passés au trésor), les paysans d'Etat des territoires occidentaux et de la Transcaucasie, les Cosaques ukrainiens, etc. Les formes de propriété et de jouissance de la terre en usage chez les paysans du Domaine étaient très disparates ; elles le restèrent après la réforme également.

*Paysans du Domaine avec possession communautaire* : ces paysans n'avaient pas droit à la propriété privée de la terre ; ils utilisaient les champs, les pacages et les forêts dans le cadre de la possession communautaire.

*Paysans du Domaine avec possession d'un tchetvert* : descendants de militaires subalternes (nobiliaux asteints à servir, Cosaques, streltsy, dragons, soldats, etc.) qui défendaient les confins sud et sud-est de la Moscovie. Pour la garde des frontières, les militaires avaient reçu du tsar des terrains qui se chiffraient par tchetvert (la moitié d'une déciatine) sur lesquels ils vivaient par feux isolés d'où leur autre nom d'*odnodvortsy* (des mots « dvor », cour, feu, et « odin », seul, isolé). Outre la possession d'un tchetvert, cette catégorie de paysans connut aussi la possession communautaire.

Les *odnodvortsy*, qui étaient personnellement libres, conservèrent longtemps une position intermédiaire entre nobles et paysans ; ils avaient le droit d'acquérir des serfs. Sous Pierre Ier, ils furent transformés en paysans du Domaine, et leurs terres devinrent propriété d'Etat. Mais en fait ils disposaient de leur tchetvert comme s'il était leur propriété privée ; c'est par là qu'ils se différenciaient des paysans du Domaine avec possession communautaire, qui, eux, n'avaient pas le droit d'acheter, de vendre ou de laisser en héritage les terres qu'ils occupaient.

*Paysans du Domaine ex-seigneuriaux* : paysans acquis par le Trésor chez des particuliers, ou offerts au Trésor, etc. En tant que paysans du Domaine, ils jouissaient de droits moindres ; en 1859, à la veille de la réforme de 1861, ces droits furent égalés à ceux des autres paysans, mais certaines différences subsistèrent.

*Paysans des apanages* : en plus de la capitation, ces paysans payaient l'*obrok* (redevance féodale) et s'acquittaient de diverses corvées ; ils étaient soumis à des exactions en nature qui servaient à entretenir les membres de la maison régnante. Lors de la création des apanages, en 1797, la situation des paysans peuplant ces terres fut fixée comme étant intermédiaire entre celle des paysans du Domaine et celle des paysans seigneuriaux. L'abolition du servage pour les paysans des apanages commença en 1858, mais ne fut réellement accomplie qu'en 1863. Les paysans de cette catégorie reçurent des lots en propriété, avec rachat obligatoire étalé sur 49 ans ; les terres qui leur furent attribuées étaient un peu plus importantes que celles des seigneuriaux mais moins que celles des paysans du Domaine.

*Libres laboureurs* : paysans libérés du servage en vertu de la loi du 20 février 1803 ; cette loi autorisait les gros propriétaires fonciers à libérer des paysans et à les doter de terre ; les conditions de la libération étaient fixées par les propriétaires eux-mêmes.

*Paysans attachés à des manufactures* : paysans du Domaine attachés aux manufactures d'Etat et privées pour accomplir des travaux auxiliaires (couper du bois, préparer du charbon, extraire du minerai, transporter des matériaux, etc.). C'est au début du XVIII^e^ siècle, dans l'Oural, la province d'Olonetz, etc., que ces pratiques prirent la plus grande extension. Les paysans attachés à des manufactures commencèrent à se libérer progressivement au début du XIX^e^ siècle ; avec la réforme de 1861, leur libération fut complète.

La disparité des modes de possession et de jouissance des terres, survivance du féodalisme dans l'agriculture de la Russie tsariste, continua à exister même après la réforme de 1861. — P. 294.

116. *Borissov*, pseudonyme de S. Souvorov. — P. 304.

117. « *Rousskoïé Bogatstvo* » [La Richesse Russe], revue mensuelle, parut à Pétersbourg de 1876 jusqu'au milieu de 1918. A partir des années 90, elle est l'organe des populistes libéraux. A Partir de 1906, elle devient en fait l'organe du parti semi-cadet des socialistes-populistes. — P. 305.

118. Voir K. Marx, *le Capital*, livre troisième, t. III, Editions Sociales, Paris 1960, p. 186. — P. 308.

119. Il s'agit de la discussion du problème agraire à la Première conférence du P.O.S.D.R. qui se tint du 12 au 17 (du 25 au 30) décembre 1905 à Tammerfors. Le rapport sur la question agraire fut présenté par Lénine. La conférence, développant la décision du III^e^ Congrès du parti, affirma la nécessité d'inclure au programme un paragraphe concernant l'appui à donner aux mesures révolutionnaires de la paysannerie, jusques et y compris la confiscation de toute la terre appartenant à l'Etat, à

l'Eglise, aux monastères, aux apanages, à la famille impériale et aux particuliers. La conférence souligna avec une vigueur particulière que le prolétariat rural devait avoir une organisation autonome et qu'il fallait lui expliquer que ses intérêts étaient incompatibles avec ceux de la bourgeoisie des campagnes. — P. 309.

120. Voir K. Marx, *Théories de la plus-value* (tome IV du *Capital*), IIe partie, édition russe de 1957, p. 342. — P. 313.

121. Voir K. Marx, *Théories de la plus-value* (tome IV du *Capital*), IIe partie, édition russe de 1957, pp. 86, 99, 237. — P. 314.

122. Le chapitre « Piotr Maslov corrige les ébauches de Karl Marx » a été imprimé dans le journal *Prolétari* n° 33, 23 juillet (5 août) 1908. — P. 315.

123. « *Jizn* » [La Vie], revue mensuelle ; publiée à Pétersbourg de 1897 à 1901 ; parut à l'étranger en 1902. A partir de 1899, cette revue devint l'organe des « marxistes légaux ». — P. 315.

124. Voir K. Marx, *Théories de la plus-value* (tome IV du *Capital*), IIe partie, édition russe de 1957, p. 34. — P. 317.

125. Voir K. Marx, *le Capital*, Editions Sociales, Paris 1960, livre troisième, t. 3, pp. 40-123. — P. 320.

126. Voir K. Marx, *le Capital*, Editions Sociales, Paris 1960, livre troisième, t. 3, pp. 93-94. — P. 320.

127. Voir K. Marx, *le Capital*, Editions Sociales, Paris 1960, livre troisième, t. 3, p. 163. — P. 322.

128. Voir K. Marx, *le Capital*, Editions Sociales, Paris 1960, livre troisième, t. 3, p. 186. — P. 331.

129. Voir K. Marx, *le Capital*, Editions Sociales, Paris 1960, livre troisième, t. 3, p. 189. — P. 331.

130. Voir K. Marx, *le Capital*, Editions Sociales, Paris 1960, livre troisième, t. 3, p. 191. — P. 332.

131. Voir K. Marx, *le Capital*, Editions Sociales, Paris 1960, livre troisième, t. 3, pp. 184 et 188-189. — P. 334.

132. Voir K. Marx, *Théories de la plus-value* (tome IV du *Capital*), IIe partie, édition russe de 1957, p. 34. — P. 337.

133. Les mots entre guillemets (« Tchi-tchi-kov... », etc.) sont une paraphrase d'un passage de l'œuvre de N. Tchernychevski intitulée *Esquisses de la période gogolienne de la littérature russe*. L'auteur y ridiculise en ces termes l'indigne procédé polémique

utilisé par le journaliste Senkovski (le « baron Brambeus ») : « ... Voici comment on pourrait commencer une analyse des *Ames mortes* : recopier le titre du livre — *Les aventures de Tchitchikov ou les Ames mortes* — puis écrire d'emblée : « Les aventures d'Atchi ! atchi ! tchikov !!!... Ne croyez surtout pas, cher lecteur, que j'aie éternué... », etc. Il y a vingt ans, on trouvait des lecteurs à qui cela paraissait ridicule. » — P. 363.

134. Voir K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, t. 1, Editions du Progrès, Moscou 1964, pp. 617-618, — P. 377.

135. La « *Pravda* » [La Vérité], revue mensuelle menchevique consacrée aux problèmes de l'art, de la littérature et de la vie sociale ; publiée à Moscou entre 1904 et 1906. — P. 384.

136. *Stépane Razine et Eméliane Pougatchov*, meneurs des plus grosses révoltes paysannes des XVII^e^ et XVIII^e^ siècles. — P. 387.

137. « La racaille à l'avant » est une expression que les pirates de la Volga employaient, dit la tradition, lorsqu'ils avaient attaqué un bateau ; l'exclamation ordonnait aux passagers de rester à l'avant tant que durait le pillage. — P. 387.

138. *Les « Cahiers » de Plékhanov* (autrement dit *Les Cahiers du Social-Démocrate*), organe non périodique édité par G. Plékhanov à Genève entre mars 1905 et avril 1912, avec de longues interruptions. Il en sortit 16 numéros. La parution reprit en 1916 à Petrograd mais pour un unique numéro. Dans les huit premiers (1905-1906), Plékhanov exposa des conceptions mencheviques et opportunistes, soutint le bloc de la social-démocratie avec la bourgeoisie libérale, refusa l'union du prolétariat et de la paysannerie et critiqua l'insurrection armée de décembre. Entre 1909 et 1912 (numéros 9 à 16), il s'opposa aux mencheviks-liquidateurs, c'est-à-dire ceux qui voulaient liquider les organisations illégales du parti. Cependant, dans les questions fondamentales de tactique, il resta sur les positions mencheviques. Le numéro 1 de 1916 exprimait sans fard les conceptions social-chauvines de Plékhanov. — P. 390.

139. *Chartes réglementaires*, actes qui définissaient les rapports des paysans temporairement redevables avec les gros propriétaires fonciers après l'abolition du servage en 1861. Une Charte portait la quantité de terres mises à la disposition des paysans avant et après la réforme. Elle dénombrait également les corvées imposées à la paysannerie au profit des gros propriétaires. C'est sur la base de la Charte réglementaire que l'on calculait le montant du rachat. — P. 397.

140. *Rurikovitch* (c'est-à-dire descendant de Rurik), de nombreuses familles aristocratiques de la Russie tsariste se considéraient comme les descendants du prince semi-légendaire Rurik. Dans le cas présent, il s'agit du prince Sviatopolk-Mirski. — P. 414.

141. *République d'Alapaevsk*, c'est le nom que les fonctionnaires du tsar avaient donné au canton d'Alapaevsk (district de Verkhotourié, province de Perm). Le paysan socialiste-révolutionnaire G. Kabakov, député à la IIe Douma d'Etat, avait réussi, en 1905, à organiser dans le canton d'Alapaevsk une Union paysanne qui compta jusqu'à 30 000 membres. — P. 422.

142. *Narodowcy* (national-démocrates), principal parti nationaliste réactionnaire de la grosse propriété et de la bourgeoisie polonaises ; étroitement lié à l'église catholique. Le parti des *narodowcy* se créa en 1897. Ses leaders principaux étaient R. Dmowski, Z. Balicki, W. Grabcki, etc. Les national-démocrates, avec leurs mots d'ordre d'« harmonie des classes » et d'« intérêts nationaux » essayaient de soumettre les masses populaires à leur influence et de les entraîner dans leur politique réactionnaire. En prêchant un nationalisme et un chauvinisme agressif, comme moyen de lutte contre le mouvement socialiste et démocratique polonais, ils tentaient d'isoler ce dernier du mouvement révolutionnaire russe. Durant la révolution de 1905-1907, ils recherchèrent une entente avec le tsarisme afin d'obtenir l'autonomie du Royaume de Pologne et s'engagèrent ouvertement sur la voie du soutien audit tsarisme et de la lutte contre la révolution « par tous les moyens, dénonciations, lock-outs, et assassinats compris » (voir Lénine, Œuvres, 4e éd. russe, t. 12, p. 368). Durant la première guerre mondiale (1914-1918), les *narodowcy* apportèrent un soutien complet à l'Entente, dans l'espoir que la Russie tsariste remporterait la victoire, que les terres polonaises détenues par l'Autriche et l'Allemagne seraient récupérées et que la Pologne recevrait l'autonomie dans le cadre de l'Empire de Russie. La chute du tsarisme poussa les *narodowcy* vers les Français. Ennemis acharnés de la Révolution socialiste d'Octobre et de l'Etat soviétique, les *narodowcy*, à cause de leurs positions antiallemandes traditionnelles, n'apportèrent pas toujours leur soutien complet à la politique extérieure aventuriste et antisoviétique de la clique de Pilsudski, au pouvoir en Pologne à partir de 1926. A l'heure actuelle, des groupes issus du parti des national-démocrates ont encore des activités parmi les éléments réactionnaires de l'émigration polonaise. — P. 425.

143. *Biens habous*, biens inaliénables dans les territoires à population musulmane. Les revenus en étaient affectés principalement au clergé musulman. Le pouvoir soviétique versa ces terres au fonds agraire de l'Etat. — P. 428.

144. *A. Araktchéev*, homme politique réactionnaire de la Russie tsariste de la fin du XVIIIe siècle et du début du XIXe siècle. Il eut une grande influence sur les politiques extérieure et intérieure sous les règnes de Paul Ier et d'Alexandre Ier. Son nom est resté attaché à toute une époque de despotisme policier et militaire. — P. 428.

145. *Razouvaïev et Koloupaïev*, types de pillards capitalistes caricaturés dans les œuvres de Saltykov-Chtchédrine. — P. 443.

146. Il s'agit de l'œuvre satirique intitulée « Hymne du socialiste russe moderne » et publiée dans le n° 1 de *Zaria* (avril 1901,) sous la signature de « Narcisse Touporylov » (« Narcisse Groin-Obtus »). L'auteur de cette pièce de vers était L. Martov. Il y tourne en dérision les économistes et leurs tentatives de s'accomoder au mouvement spontané. — P. 449.

147. Cette *postface* fut écrite par Lénine en 1917 pour l'édition de l'ouvrage *Le programme agraire de la social-démocratie dans la première révolution russe de 1905-1907*. — P. 451.

148. L'article de Lénine « Contribution aux débats sur l'extension des droits budgétaires de la Douma » fut publié pour la première fois dans l'organe central du P.O.S.D.R. *Social-Démocrate* n° 1, daté de février 1908. Cet article fut ensuite repris dans le *Prolétari* n° 27, daté du 26 mars (8 avril) de la même année ; cette fois-ci, il était accompagné d'un post-scriptum de Lénine (voir le présent volume, p. 460).

Le *Social-Démocrate*, organe central du P.O.S.D.R. ; illégal ; publié entre février 1908 et janvier 1917. Le premier numéro de ce journal parut en Russie ; par la suite il fut édité à l'étranger, d'abord à Paris, puis à Genève. La rédaction de l'organe central était composée, conformément à la décision du Comité central du P.O.S.D.R., de représentants des bolcheviks, des mencheviks, et des social-démocrates polonais. Plus de quatre-vingts articles et notes de Lénine furent publiés dans le *Social-Démocrate*. Au sein de la rédaction du journal, Lénine mena la lutte pour une ligne bolchevique conséquente. Une partie de la rédaction (Kaménev et Zinoviev) prit une attitude de compromis à l'égard des liquidateurs et tenta de mettre en échec l'application de la ligne définie par Lénine. D'autres membres de la rédaction, les mencheviks Martov et Dan, tout en sabotant leur travail dans l'organe central, défendirent en même temps le point de vue des liquidateurs dans le *Golosse Sotsial-Démokrata* [La Voix du Social-Démocrate]. La lutte intransigeante de Lénine contre les liquidateurs fit qu'en juin 1911 Martov et Dan quittèrent la rédaction du *Social-Démocrate*. A partir de décembre 1911, le journal fut dirigé par Lénine. — P. 453.

149. « *Stolitchnaïa Potchta* » [Le Courrier de la capitale], quotidien publié à Pétersbourg entre octobre 1906 et février 1908. D'abord organe des cadets de gauche le journal devint la tribune du Groupe du Travail dès février 1907. Interdit par le gouvernement tsariste. — P. 453.

150. *Sans-tête* (en russe bezgolovy) est le surnom que Lénine donnait aux « sans-titre » (bezzaglavtsy ; voir note n° 63). Les deux

mots ont une assonnance voisine en russe. Les « sans-titre » publiaient en 1908 deux journaux : la *Stolitchnaïa Potchta* et la *Nacha Gazéta*. — P. 458.

151. « *Nacha Gazéta* » [Notre journal], journal semi-cadet ; publié à Pétersbourg entre 1904 et 1908. — P. 460.

152. Le 16 (29) avril 1908, le n° 29 du *Prolétari* publia une lettre du Comité central du P.O.S.D.R. aux organisations locales à propos de l'activité des députés social-démocrates à la Douma. — P. 460.

153. Il se peut que Lénine veuille parler d'un article intitulé « Esquisses politiques » et publié dans le recueil de parution irrégulière *Nacha Tribouna* [Notre Tribune], livre 1er, Vilna 1907. L'auteur de l'article, un membre en vue du Bund, V. M-d-m (Medem) y disait qu'après l'échec de la révolution de 1905-1907 la social-démocratie russe devait renoncer aux mots d'ordre révolutionnaires tel que celui d'Assemblée constituante. — P. 466.

154. *Al. Al.*, il s'agit de A. Bogdanov. — P. 469.

155. Lénine veut parler d'un recueil d'articles de V.Bazarov, Berman, A. Lounatcharski, P. Iouchkévitch, A. Bogdanov, I. Helfond et S. Souvorov. — P. 469.

156. Il s'agit du livre de Lénine *Un pas en avant, deux pas en arrière*, paru à Genève en mai 1904. — P. 470.

157. Il s'agit du livre de A. Bogdanov *l'Empiriomonisme*, Moscou 1904. — P. 470.

158. Le recueil d'articles de A. Lounatcharski, V. Bazarov, A. Bogdanov, P. Maslov, A. Finn, V. Choulatikov, V. Fritche et autres, intitulé *Esquisses d'une conception réaliste du monde* parut à Pétersbourg en 1904. Les articles de G. Plékhanov et de V. Lénine n'y furent pas publiés. — P. 470.

159. Le texte de Lénine intitulé : *Notes d'un marxiste ordinaire sur la philosophie* n'a pas été retrouvé. — P. 473.

160. A cette époque, Lénine commença à écrire *Matérialisme et empiriocriticisme*. — P. 473.

161. *Le troisième rédacteur*, il s'agit de I. Doubrovinski. — P. 475.

162. Lénine se réfère à son article « Notes politiques », publié dans le n° 21 du *Prolétari*, daté du 13 (26) février 1908. La question du programme du parti fut analysée avec plus de détail dans l'article « Piotr Maslov corrige les ébauches de Karl Marx »

(*Prolétari* n° 33, 23 juillet (5 août) 1908). (Voir le présent tome, p. 315 : deuxième section du chapitre III du « Programme agraire de la social-démocratie dans la première révolution russe de 1905-1907 ».) — P. 479.

163. *Les « mêony »*, nom en abrégé des membres du Parti de la rénovation pacifique (« mirnoé obnovlénié » : M. O.). — P. 479.

164. L'article de Lénine « La neutralité des syndicats », publié dans le *Prolétari*, fut repris avec des coupures peu importantes dans le recueil *O Vétaniakh Vrêméni* [l'Esprit du temps] (Saint-Pétersbourg, 1908, éd. « Tvortchestvo » [La Création]). Dans ce recueil l'article était signé: V. Iline. — P. 482.

165. La résolution du Comité central du P.O.S.D.R. sur les syndicats fut publiée dans le n° 21 du *Prolétari*, daté du 13 (26) février 1908.

Elle proposait aux membres du parti d'organiser des groupes du parti à l'intérieur des organisations professionnelles et de travailler dans ces groupes sous la direction des centres locaux du parti. Dans les cas où les persécutions de la police ne permettraient pas d'organiser ou de rétablir les organisations syndicales démantelées, le Comité central proposait d'organiser celles-ci dans l'illégalité. En ce qui concerne les organisations légales telles que sociétés de secours mutuel, de tempérance, etc., la résolution proposait aux organisations locales du parti de créer dans leur sein « des groupes solides de social-démocrates qui feraient un travail de parti parmi des masses prolétariennes aussi nombreuses que possible ». Pour couper court à toute tentative des mencheviks d'interpréter ce passage dans un sens opportuniste, la résolution soulignait qu'il était indispensable d'expliquer que « l'activité organisée du prolétariat ne saurait se limiter au cadre de ces associations » et que l'existence légale de syndicats « ne doit pas contribuer à minimiser les missions de combat de l'organisation professionnelle du prolétariat » (*Prolétari* n° 21 daté du 13 (26) février 1908, p. 4). — P. 482.

166. « *Nach Vek* » [Notre siècle], journal qui était la version populaire de l'organe des cadets de gauche *Tovarichtch* ; parut entre 1905 et 1908 à Pétersbourg. — P. 482.

167. « *Vpériod* » [En Avant], journal bolchevique ouvrier à grand tirage dirigé par Lénine ; il fut publié illégalement à Vyborg par la rédaction du *Prolétari* entre le 10 (23) septembre 1906 et le 19 janvier (1er février) 1908. Il en sortit 20 numéros. *Vpériod* faisait la propagande du programme du P.O.S.D.R. en une langue simple accessible au large lecteur ouvrier et paysan ; il expliquait la tactique des social-démocrates révolutionnaires, les bolcheviks, soulignant en même temps tout le mal que pouvait causer la tactique opportuniste des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires. Le journal accordait une place importante à

la question ouvrière (grèves, lutte contre les lock-out, vie syndicale), à la lutte paysanne pour la terre, aux mouvements dans l'armée ; les plus grands événements du mouvement ouvrier international y étaient largement commentés.

De très nombreuses colonnes étaient réservées à la vie du parti : commentaires sur les décisions du V^e^ Congrès du P.O.S.D.R. (Congrès de Londres), sur celles des conférences à l'échelle du pays, urbaines et régionales. *Vpériod* avait établi des liens étroits avec ses lecteurs ouvriers.

Le journal publia nombre d'articles de la plume de Lénine. — P. 483.

168. Le livre de D. Firsov (D. Rosenblum) et M. Jacobi (M. Hendelman) intitulé *Contribution à une révision du programme agraire et ses fondements* parut en 1908 à Moscou aux Editions «Era». Il fut saisi et la critique que Lénine voulait faire paraître dans le *Prolétari* ne vit pas le jour. — P. 488.

169. «*Sovrémenny Mir*» [Le Monde Contemporain], revue mensuelle littéraire, scientifique et politique ; parut à Pétersbourg entre octobre 1906 et 1918. Les mencheviks, parmi lesquels G. Plékhanov, participèrent activement à sa rédaction. A l'époque du bloc avec les plékhanovistes et au début de 1914, des bolcheviks collaborèrent également à cette revue.

En mars 1914, elle publia l'article de Lénine «Encore un anéantissement du socialisme» (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 20, pp. 193-216). Durant la première guerre mondiale, elle devint l'organe des social-chauvins. — P. 488.

170. «*Justice*», hebdomadaire qui parut à Londres entre janvier 1884 et le début de 1925 ; organe de la fédération social-démocrate, puis, à partir de 1911, organe du Parti socialiste britannique. — P. 491.

171. «*Labour Leader*» [Leader ouvrier], revue hebdomadaire de l'independent Labour Party ; paraît depuis 1891. Porte le titre *Socialist Leader* depuis 1945. — P. 492.

172. Voir F. Engels, *Critique du projet de programme social-démocrate de 1891* in K. Marx, F. Engels, *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, Editions Sociales, Paris 1950, pp. 85-94. — P. 498.

173. L'article «Les enseignements de la Commune», publié dans le n° 2 de la *Zagranitchnaïa Gazéta* [La Gazette de l'Etranger], le 23 mars 1908, est en fait un rapport fait par Lénine. La rédaction du journal fit précéder l'article des explications suivantes : «Le 18 mars a eu lieu à Genève un meeting international pour commémorer trois anniversaires prolétariens : le 25^e^ anniversaire de la mort de Marx, le 60^e^ anniversaire de la révolution de mars 1848 et l'anniversaire de la Commune de Paris. Le camarade

Lénine a pris la parole au nom du P.O.S.D.R. et a parlé de la Commune. »

*Zagranitchnaïa Gazéta*, journal d'un groupe de Russes émigrés à Genève ; parut en mars et avril 1908. — P. 499.

174. Voir K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, tome I, Editions du Progrès, Moscou 1964, p. 519. — P. 499.

175. Voir l'analyse qu'a donnée Marx du rôle joué par la Commune de Paris en tant qu'annonciatrice d'une société nouvelle dans son ouvrage *La Guerre civile en France* (K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, tome I, Editions du Progrès, Moscou 1964, pp. 501-581) et dans ses lettres à Kugelmann datées du 12 et du 17 avril 1871 (*ibid.* Engels, tome II, pp. 508, 509). — P. 501.

176. Il s'agit du manifeste du 17 octobre 1905, dans lequel le tsar, effrayé par la révolution, promettait au peuple les libertés civiles et une constitution. — P. 501.

177. *Mouravtev* (1796-1866), homme d'Etat réactionnaire de la Russie tsariste. Nommé gouverneur général de Vilna, il écrasa avec la plus grande férocité la révolte de 1863 en Pologne, Lituanie et Biélorussie, ce qui lui valut le surnom de « pendeur ». — P. 504.

178. *Ioudouchka Golovlev*, type de propriétaire foncier féodal, hypocrite et bigot, décrit par M. Saltykov-Chtchédrine dans *Messieurs les Golovlev*. — P. 505.

179. « *Rousskaïa Mysl* » [La Pensée Russe], mensuel de la bourgeoisie libérale, publié à Moscou de 1880 au milieu de 1918. Devint l'organe de l'aile droite du parti cadet après la révolution de 1905, prêcha le nationalisme, le cléricalisme et défendit la propriété féodale. — P. 507.

# LA VIE ET L'ŒUVRE
# DE V. LÉNINE
## CHRONOLOGIE

*(Juin 1907-avril 1908)*

## *1907*

*Juin, après le 22 (6 juillet)* — Lénine rédige pour le recueil *Goloss Jizni* [la Voix de la Vie] l'article « A la mémoire du comte Heiden (Qu'enseignent au peuple nos « démocrates » sans-parti ?) ».

*Juin, 25 (8 juillet)* — Lénine est élu par le Comité central du P.O.S.D.R. représentant du Parti au Bureau Socialiste International.

*26 juin (9 juillet)* — Lénine rédige l'article « Contre le boycottage (D'après les notes d'un publiciste social-démocrate) ». Cet article est inséré dans la brochure *Du boycottage de la troisième Douma*, parue en août 1907.

*Juin-juillet* — Lénine se repose à Stirsoudden (Finlande).

*8 et 14 juillet (21 et 27)* — Lénine participe à Terioki aux travaux de la conférence de la ville de Pétersbourg du P.O.S.D.R. ; il présente un rapport sur la question de l'attitude de la social-démocratie à l'égard de la III[e] Douma d'Etat. La conférence adopte la résolution de Lénine contre le boycottage de la III[e] Douma. Les thèses du rapport de Lénine sont publiées sous forme de tract.

*16 (29) juillet* — Sur décision du Comité central du P.O.S.D.R., Lénine est élu membre de la délégation du P.O.S.D.R. au Congrès socialiste international de Stuttgart.

*21-23 juillet (3-5 août)* — Lénine participe aux travaux de la Troisième conférence du P.O.S.D.R. (« Deuxième conférence de Russie ») à Kotka (Finlande) ; il y fait un rapport sur la question de la participation aux

élections à la IIIe Douma d'Etat. La conférence adopte la résolution présentée par Lénine contre le boycottage des élections à la IIIe Douma d'Etat. Le projet de résolution rédigé par Lénine sur le Congrès des syndicats de Russie est transmis comme document au Comité central.

*Juillet* — Lénine prépare la deuxième édition de son livre *Le développement du capitalisme en Russie* ; il le complète et en rédige la préface.

*1er (14) août* — Dans une lettre à A. M. Gorki, Lénine invite ce dernier à prendre part aux travaux du Congrès socialiste international de Stuttgart et l'informe que le Comité central du P.O.S.D.R. lui donne voix consultative.

*5-10 août (18-23)* — Lénine prend part aux travaux du Congrès de Stuttgart ; il fait partie du bureau du congrès et de la commission chargée de préparer une résolution « Sur le militarisme et les conflits internationaux ».

*Entre le 5 et le 10 (18 et 23) août* — Lénine convoque et dirige une conférence des socialistes de gauche présents au Congrès de Stuttgart.

*Après le 11 (24) août* — Lénine revient de Stuttgart à Kuokkala (Finlande).

*22 août (4 septembre)* — Lénine rédige pour le recueil *Goloss Jizni* [La Voix de la Vie] l'article « Notes d'un publiciste », consacré à la défense de la tactique bolchevique en ce qui concerne l'attitude à prendre à l'égard de la IIIe Douma d'Etat et des partis de la Douma.

*Entre le 31 août et le 7 septembre (13 et 20 septembre)* — A Pétersbourg est publié sous la direction de Lénine le recueil *Goloss Jizni* comprenant ses articles « A la mémoire du comte Heiden » et « Notes d'un publiciste ».

*Août* — Le Comité central du P.O.S.D.R. élit Lénine rédacteur en chef de l'organe central du parti *Le Social-Démocrate*.

*Août-septembre* — Lénine écrit deux articles sur le thème « Le Congrès socialiste international de Stuttgart » dont l'un, rédigé à l'intention du lecteur de masse, était destiné à la publication bolchevique *L'Almanach pour tous* (*1908*).

| | |
|---|---|
| *Août-octobre* | Lénine revise la traduction russe des rapports du Parti social-démocrate autrichien et du Parti socialiste italien au Congrès socialiste international de Stuttgart. |
| *Août-décembre* | Lénine prépare l'édition en trois volumes de ses œuvres *En douze ans*. |
| *Début septembre* | Lénine présente un rapport sur le Congrès socialiste international de Stuttgart à la conférence du P.O.S.D.R. de la ville de Pétersbourg. |
| *7 (20) septembre* | Lénine est élu par le Comité central du P.O.S.D.R. au comité de rédaction du *Social-Démocrate* ainsi qu'à la commission administrative de la rédaction. Lors de cette séance le poste de rédacteur en chef de l'organe central est supprimé. |
| *Septembre* | Lénine écrit la préface au premier tome de ses œuvres réunies dans le recueil *En douze ans*. |
| *Entre le 19 et le 26 octobre (1er et 8 novembre)* | A Pétersbourg paraît sous la direction de Lénine le recueil *Zarnitsy* [Eclairs].<br>A Pétersbourg paraît *L'Almanach pour tous (1908)*, comprenant l'article de Lénine « Le Congrès socialiste international de Stuttgart ». |
| *20 octobre (2 novembre)* | Les articles de Lénine « Révolution et contre-révolution » et « Le Congrès socialiste international de Stuttgart » sont publiés dans le n° 17 du journal *Prolétari*. |
| *27 octobre (9 novembre)* | Lénine prend part aux travaux de la conférence de l'organisation de la ville de Pétersbourg du P.O.S.D.R. à Terioki, il y présente les rapports « Sur la IIIe Douma d'Etat » et « Sur la participation de la social-démocratie à la presse bourgeoise ».<br>La conférence adopte la résolution de Lénine « Sur la IIIe Douma d'Etat ». |
| *29 octobre (11 novembre)* | L'article de Lénine « La IIIe Douma » et la note de la rédaction « A propos d'un article de Plékhanov » sont publiés dans le n° 18 du *Prolétari*. |
| *Jusqu'au 5 (18) novembre* | Lénine assiste à la réunion des bolcheviks qui s'apprêtent à participer à la « Quatrième conférence du P.O.S.D.R. ». |
| *5 (18) novembre* | Les articles de Lénine « Une « répugnante orgie » se prépare », « Et les juges, que sont-ils ? » ainsi |

que la « Résolution sur la III^e Douma d'Etat » adoptée par la conférence de l'organisation de Saint-Pétersbourg du P.O.S.D.R. sont publiés dans le n° 19 du *Prolétari*.

*5-12 novembre (18-25)* — Lénine participe aux travaux de la Quatrième conférence du P.O.S.D.R. (« Troisième conférence de Russie ») à Helsingfors ; il y présente un rapport « Sur la tactique de la fraction social-démocrate à la III^e Douma d'Etat ». La conférence adopte la résolution de Lénine sur cette question.

*Novembre* — Lénine rédige la « Préface à la brochure de Voïnov (A. Lounatcharski) sur l'attitude du parti à l'égard des syndicats ».
Le premier volume des œuvres de Lénine *En douze ans* est saisi par la police. Une action en justice est intentée contre Lénine. Echappant à la police, Lénine quitte Kuokkala pour Oglbia (près de Helsingfors).

*Automne 1907* — Lénine rédige les chapitres X^e-XII^e de son ouvrage *La question agraire et les « critiques de Marx »*.

*Entre le 16 et le 23 novembre (29 novembre et 6 décembre)* — A Pétersbourg paraît le premier volume des Œuvres de Lénine (Vl. Iline) *En douze ans*.

*Novembre-décembre* — Lénine travaille à son livre *Le programme agraire de la social-démocratie dans la première révolution russe de 1905-1907*.

*Décembre, au plus tard le 13 (26)* — Lénine quitte Oglbia pour l'étranger. Dans l'attente de N. Kroupskaïa, il passe quelques jours à Stockholm.

*22 décembre (4 janvier 1908)* — Le palais de justice de Pétersbourg prononce un arrêt de destruction contre le livre de Lénine *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique*.

*22-25 décembre (4-7 janvier 1908)* — En route pour Genève, Lénine et Kroupskaïa s'arrêtent à Berlin où ils passent la soirée du 22 décembre avec Rosa Luxembourg.

*25 décembre (7 janvier 1908)* — Lénine et N. Kroupskaïa arrivent à Genève. Début de la deuxième période d'émigration de Lénine.

*Décembre 1907-février 1908* — Lénine travaille à la préparation de la publication du journal *Prolétari* à Genève.

## *1908*

*Entre le 11 (24) et le 18 (31) janvier* — Parution à Pétersbourg de la première partie du IIe volume des Œuvres de Lénine (V. Iline) *En douze ans* sous le titre : *La question agraire*, 1re partie. Ce volume comprend les chapitres X et XI du livre *La question agraire et les « critiques de Marx »*.

*20 janvier (2 février)* — Lénine demande à Gorki de lui envoyer, pour la publication prochaine à l'étranger des premiers numéros du journal *Prolétari*, des articles sur la vie politique et sociale ainsi que des extraits de ses dernières œuvres littéraires.

*11 (24) février* — Lénine prend part à une réunion de la rédaction du *Prolétari* à propos de l'entrefilet paru dans *Die Neue Zeit* sur la lutte tournant autour des questions de philosophie au sein du P.O.S.D.R. La réunion approuve à l'unanimité le texte de la déclaration de la rédaction du *Prolétari* rédigé par Lénine.

*12 (25) février* — Dans une lettre à Gorki, Lénine souligne la nécessité de mener une lutte intransigeante contre les adeptes de Mach russes (Bogdanov et autres).

*13 (26) février* — Parution à Genève du n° 21 du journal *Prolétari* comportant l'article de Lénine «Notes politiques».

*Entre le 15 et le 20 février (28 février et 4 mars)* — Parution à Pétersbourg du recueil bolchevique *La Vie Actuelle* comportant le chapitre XII du livre de Lénine *La question agraire et les « critiques de Marx »*, sous le titre *Un pays idéal du point de vue des adversaires du marxisme dans la question agraire.*

*Deuxième quinzaine de février (début mars)* — Le n° 1 de l'organe central du P.O.S.D.R., *Le Social-Démocrate* paraît illégalement en Russie ; il comporte l'article de Lénine : *Contribution aux débats sur l'extension des droits budgétaires de la Douma.*

*19 février (3 mars)* — Les articles de Lénine « La nouvelle politique agraire », « La neutralité des syndicats » et « L'attentat contre le roi du Portugal » sont publiés dans le n° 22 du journal *Prolétari.*

*Entre le 27 février et le 6 mars (11 et 19 mars)* — Parution à Pétersbourg de la deuxième édition complétée de l'ouvrage de Lénine *Le développement du capitalisme en Russie.*

*Février* — Lénine commence à rédiger son livre *Matérialisme et empiriocriticisme.*

*6 (18) mars* — Au nom du P.O.S.D.R., Lénine prononce un discours sur la signification de la Commune de Paris lors d'un meeting international tenu à Genève et consacré à un triple anniversaire : le 25e anniversaire de la mort de Marx, le 60e anniversaire de la révolution de 1848 et l'anniversaire de la Commune de Paris.

*12 (25) mars* — Les articles de Lénine « Une manifestation « patriotique » parrainée par la police », « Comment les libéraux trompent le peuple » et « Comment le libéralisme international juge Marx » sont publiés dans le n° 25 du journal *Prolétari.*

# TABLE DES MATIÈRES

Préface . . . . . 7

1907

CONTRE LE BOYCOTTAGE (*D'après les notes d'un publiciste social-démocrate*) . . . . . 9
I . . . . . 12
II . . . . . 18
III . . . . . 21
IV . . . . . 28
V . . . . . 31
VI . . . . . 39
VII . . . . . 44

À LA MÉMOIRE DU COMTE HEIDEN (*Qu'enseignent au peuple nos «démocrates» sans-parti?*) . . . . . 45

THÈSES DU RAPPORT PRÉSENTÉ LE 8 JUILLET À LA CONFÉRENCE DE VILLE DE PÉTERSBOURG SUR LA QUESTION DE L'ATTITUDE DU PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE VIS-A-VIS DE LA III$^{e}$ DOUMA . . . . . 54

TROISIÈME CONFÉRENCE DU P.O.S.D.R. (*«Deuxième conférence de Russie»*) . . . . . 57

1. Projet de résolution sur la question de la participation aux élections à la IIIe Douma d'Etat . . . . . 57
2. Ebauche du projet de résolution sur le congrès des syndicats de Russie . . . . . 58

NOTES D'UN PUBLICISTE . . . . . 60

LE CONGRÈS SOCIALISTE INTERNATIONAL DE STUTTGART . . 74

LE CONGRÈS SOCIALISTE INTERNATIONAL DE STUTTGART 82

PRÉFACE AU RECUEIL *EN DOUZE ANS* . . . . . 95

RÉVOLUTION ET CONTRE-RÉVOLUTION . . . . . 116
LA III^e DOUMA . . . . . 126

À PROPOS D'UN ARTICLE DE PLÉKHANOV . . . . . 137

LA CONFÉRENCE DE L'ORGANISATION DE SAINT-PÉTERSBOURG DU P.O.S.D.R. . . . . 139

1. Rapport sur la III^e Douma d'Etat. D'après un compte rendu de presse . . . . . 139
2. Résolution sur la III^e Douma d'Etat . . . . . 142
3. Rapport sur la participation de la social-démocratie à la presse bourgeoise. D'après un compte rendu de presse 145

LA QUATRIÈME CONFÉRENCE DU P.O.S.D.R. (« *Troisième conférence de Russie* ») . . . . . 147

1. Rapport sur la tactique de la fraction social-démocrate à la troisième Douma d'Etat. D'après un compte rendu de pres e . . . . . 147
2. Résolution sur la tactique de la fraction social-démocrate à la III^e Douma d'Etat . . . . . 150

UNE « RÉPUGNANTE ORGIE » SE PRÉPARE . . . . . 153

ET LES JUGES, QUE SONT-ILS ? . . . . . 160

PRÉFACE À LA BROCHURE DE VOÏNOV (A. LOUNATCHARSKI) SUR L'ATTITUDE DU PARTI À L'ÉGARD DES SYNDICATS 169

LA QUESTION AGRAIRE ET LES « CRITIQUES DE MARX » . . . . 179

X. L'« ouvrage » d'un Boulgakov allemand, E. David . . 181
XI. L'élevage dans les petites et dans les grosses exploitations . . . . . 193
XII. Le « pays idéal » du point de vue des adversaires du marxisme dans la question agraire . . . . . 206

PROGRAMME AGRAIRE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE DANS LA PREMIÈRE RÉVOLUTION RUSSE DE 1905-1907 . . . . . 229

*Chapitre premier.* Les fondements économiques et l'essence de la révolution agraire en Russie . . . . . 232
1. La propriété terrienne en Russie d'Europe . . . . . 232
2. Autour de quoi se poursuit la lutte ? . . . . . 237
3. Les écrivains cadets dissimulent le fond de la lutte . 244
4. L'essence économique de la révolution agraire et ses vêtements idéologiques . . . . . 246
5. Deux types de l'évolution agraire bourgeoise . . . . . 251
6. Les deux lignes de programmes agraires dans la révolution . . . . . 255

7. La superficie des terres en Russie. Le problème de la colonisation . . . . . 260
8. Résumé des conclusions économiques du Ier chapitre 267

*Chapitre II.* Les programmes agraires du P.O.S.D.R. et leur vérification par la première révolution . . . . . 268
1. Quelle est l'erreur des programmes agraires précédents des social-démocrates russes ? . . . . . 268
2. Le programme agraire actuel du P.O.S.D.R. . . . . 271
3. Vérification sur le vif du principal argument des municipalisateurs . . . . . 274
4. Le programme agraire de la paysannerie . . . . . 281
5. La possession foncière moyenâgeuse et la révolution bourgeoise . . . . . 286
6. Pourquoi les petits propriétaires de Russie devaient-ils s'affirmer pour la nationalisation ? . . . . . 290
7. Les paysans et les populistes à propos de la nationalisation des terres communautaires . . . . . 298
8. L'erreur de M. Chanine et des autres avocats du partage . . . . . 302

*Chapitre III.* Les fondements théoriques de la nationalisation et de la municipalisation . . . . . 309
1. Qu'est-ce que la nationalisation de la terre ? . . . . . 310
2. Piotr Maslov corrige les ébauches de Karl Marx . . . 315
3. Pour réfuter le populisme, faut-il réfuter Marx ? . . . 323
4. La négation de la rente absolue est-elle liée au programme de municipalisation ? . . . . . 327
5. Critique de la propriété privée de la terre au point de vue du développement du capitalisme . . . . . 329
6. La nationalisation du sol et la rente « en argent » . . 333
7. Dans quelles conditions peut se réaliser la nationalisation ? . . . . . 335
8. Nationaliser revient-il à partager ? . . . . . 339

*Chapitre IV.* Considérations politiques et tactiques dans les questions de programme agraire . . . . . 342
1. Une « garantie contre la restauration » . . . . . 342
2. L'administration autonome, « rempart contre la réaction » . . . . . 348
3. Le pouvoir central et l'affermissement de l'Etat bourgeois . . . . . 354
4. L'envergure de la révolution politique et de la révolution agraire . . . . . 361
5. La révolution paysanne sans la conquête du pouvoir par la paysannerie ? . . . . . 368

6. La nationalisation du sol est-elle un moyen assez souple ? . . . . . 373
7. Municipalisation du sol et socialisme municipal . . . 376
8. Quelques exemples de la confusion engendrée par la municipalisation . . . . . 381

*Chapitre V*. Les classes et les partis dans les débats à la deuxième Douma sur la question agraire . . . . . 384
1. Les droitiers et les octobristes . . . . . 386
2. Les cadets . . . . . 392
3. Les paysans de droite . . . . . 399
4. Les paysans sans-parti . . . . . 402
5. Les populistes intellectuels . . . . . 407
6. Les paysans troudoviks (populistes) . . . . . 414
7. Les socialistes-révolutionnaires . . . . . 420
8. Les « nationaux » . . . . . 425
9. Les social-démocrates . . . . . 434
Conclusion . . . . . 442
Postface . . . . . 451

1908

CONTRIBUTION AUX DÉBATS SUR L'EXTENSION DES DROITS BUDGÉTAIRES DE LA DOUMA . . . . . 453
POST-SCRIPTUM À L'ARTICLE « CONTRIBUTION AUX DÉBATS SUR L'EXTENSION DES DROITS BUDGÉTAIRES DE LA DOUMA» 460
NOTES POLITIQUES . . . . . 461
DÉCLARATION DE LA RÉDACTION DU « PROLÉTARI » . . . 468
LETTRE À A. M. GORKI . . . . . 469
LA NOUVELLE POLITIQUE AGRAIRE . . . . . 477
LA NEUTRALITÉ DES SYNDICATS . . . . . 482
L'ATTENTAT CONTRE LE ROI DU PORTUGAL . . . . . 494
LES ENSEIGNEMENTS DE LA COMMUNE . . . . . 499
UNE MANIFESTATION « PATRIOTIQUE » PARRAINÉE PAR LA POLICE . . . . . 503
COMMENT LES LIBÉRAUX TROMPENT LE PEUPLE . . . . 509
COMMENT LE LIBÉRALISME INTERNATIONAL JUGE MARX 514
*Notes* . . . . . 519
*La vie et l'œuvre de V. Lénine* . . . . . 563

## ILLUSTRATIONS

Couverture de l'*Almanach pour tous, 1908*, où fut publié l'article de V. Lénine « Le Congrès socialiste international de Stuttgart ». Exemplaire personnel de V. Lénine . . . . 83

Couverture du recueil de V. Lénine *En douze ans* . . . . . 105

Dernière page du manuscrit de V. Lénine « Programme agraire de la social-démocratie dans la première révolution russe de 1905-1917 ». — Novembre-décembre 1907 . . . . . 450-451

Première page de la lettre de V. Lénine à A. M. Gorki. — 25 février 1908 . . . . . 471

CE VOLUME A ÉTÉ TRADUIT, SOUS LA RESPONSABILITÉ DE ROGER GARAUDY, PAR WEINSTEIN, MICHÈLE PETITOT, NIKITA SIBÉROFF, OLGA TATARINOVA

# В. И. ЛЕНИН

## СОЧИНЕНИЯ

## ТОМ 13

*На французском языке*

éditions
sociales paris
*
éditions
du progrès
moscou

LIVRE
CLUB
DIDEROT